



**HAL**  
open science

# Dire l'événement quand il surgit. Les journées d'avril 2002 au Venezuela dans trois quotidiens nationaux : une analyse discursive

Eglantine Samouth

## ► To cite this version:

Eglantine Samouth. Dire l'événement quand il surgit. Les journées d'avril 2002 au Venezuela dans trois quotidiens nationaux : une analyse discursive. Sciences de l'information et de la communication. Université Paris-Est, 2011. Français. NNT : 2011PEST0035 . tel-00701796

**HAL Id: tel-00701796**

**<https://theses.hal.science/tel-00701796v1>**

Submitted on 26 May 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris-Est Créteil Val de Marne  
UFR de lettres et sciences humaines  
Ecole doctorale Cultures et Sociétés

# Dire l'événement quand il surgit

Les journées d'avril 2002 au Venezuela dans trois quotidiens  
nationaux : une analyse discursive

THÈSE DE DOCTORAT  
Discipline : Sciences du langage et études hispaniques

VOLUME I

Présentée par **Eglantine SAMOUTH**

Dirigée par :

**Dominique MAINGUENEAU**  
**et Françoise MOULIN-CIVIL**

Soutenue publiquement le 30 novembre 2011

## **Jury :**

Chrystelle FORTINEAU-BRÉMOND, professeure à l'Université de Haute Bretagne, rapporteure.  
Frédérique LANGUE, directrice de recherche au CNRS (UMR 8168), examinatrice.  
Dominique MAINGUENEAU, professeur à l'Université Paris-Est Créteil, directeur de thèse.  
Françoise MOULIN-CIVIL, professeure à l'Université Cergy-Pontoise, directrice de thèse.  
Carmen PINEIRA-TRESMONTANT, professeure à l'Université d'Artois, rapporteure.

# REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tout d'abord les deux co-directeurs de cette thèse, Dominique Maingueneau et Françoise Moulin-Civil, pour m'avoir guidée tout au long de ce travail, pour leur soutien dans les moments de découragements, et pour m'avoir aidée à mener à bien cette recherche. Je remercie également l'Université Paris-Est Créteil pour m'avoir accordé une allocation de recherche qui m'a permis de me consacrer à temps plein à la recherche pendant les trois premières années de ce travail. J'adresse aussi tous mes remerciements aux membres de mon jury de thèse, qui ont accepté de prendre le temps de lire ce travail. Je tiens par ailleurs à exprimer toute ma reconnaissance à Chrystelle Fortineau et à Isabelle Laborde-Milaa, qui m'ont donné le goût de la linguistique et de l'analyse du discours, et qui ont guidé mes premiers pas dans la recherche. Mes remerciements vont également à toute l'équipe du Céditec, dont les réflexions et les nombreux échanges suscités lors de ses séminaires ont accompagné tout mon travail. Je remercie en particulier Jean-Marc Leblanc, Alice Krieg-Planque, Pierre Fiala, et Jean-Paul Honoré pour leur soutien chaleureux. J'exprime aussi ma gratitude envers toutes les personnes qui ont rendu cette recherche plus vivante : merci à toutes les personnes rencontrées lors de mon séjour au Venezuela (le professeur Andrés Bansart, Emilie, Antonio, Edmundo, Gusano, Sammy, etc) ; merci aussi aux membres du groupe ADAL, qui a vu le jour au cours de cette recherche (Morgan, Pablo, Yeny, Ricardo, Myriam, Michele et tous les autres). Je remercie aussi les « amies de la BNF », Natacha et Silvia, avec qui les pauses étaient toujours joyeuses. Merci aussi à, Chloé, Natacha et Yeny, de nouveau, avec qui j'ai pu partager les affres de la vie de doctorante, et qui m'ont apporté leur soutien tout au long de la thèse et ce, jusqu'aux dernières minutes. Mes remerciements vont également à tous mes amis, qui m'ont aidé à me souvenir que la thèse n'était pas le centre de ma vie. Merci, en particulier, à Lucie et Stéphane. Merci aussi à toute ma famille, qui a toujours été là lorsqu'il le fallait, et en particulier à ma mère, pour son soutien attentionné durant les derniers mois de cette recherche. Merci, également, à tous ceux qui ont bien voulu prendre le temps de me relire. Je remercie, enfin, celui que j'ai rencontré alors que cette thèse n'était qu'un projet en devenir, et qui m'a accompagnée, soutenue, apporté son soutien technique dans certaines étapes de ce travail, et surtout, qui a accepté de m'attendre patiemment.

# SOMMAIRE

<b>Remerciements</b> .....	<b>2</b>
<b>Sommaire</b> .....	<b>3</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>6</b>
<b>PARTIE 1 CADRAGE CONTEXTUEL ET THEORIQUE</b> .....	<b>15</b>
<b>CHAPITRE 1- CONTEXTE POLITIQUE ET MEDIATIQUE</b> .....	<b>15</b>
<b>1-1. Contexte historique et politique</b> .....	<b>15</b>
1-1.1. Les antécédents du chavisme ou quarante ans de « Puntofijismo » .....	16
1-1.2. Les débuts de la présidence de Hugo Chávez : entre adhésion populaire et contestation 22	
1-1.3. Les événements d’avril 2002 .....	28
<b>1-2. Contexte médiatique</b> .....	<b>50</b>
1-2.1. Les médias en Amérique Latine.....	50
1-2.2. Les médias au Venezuela .....	55
<b>CHAPITRE 2- TRAVAILLER SUR UN EVENEMENT EN ANALYSE DU DISCOURS</b> .....	<b>67</b>
<b>2-1. Une perspective d’analyse du discours</b> .....	<b>67</b>
<b>2-2. L’événement comme objet de recherche</b> .....	<b>68</b>
2-2.1. La notion d’événement : considérations théoriques .....	68
2-2.2. Les événements d’avril 2002 au Venezuela : quelles caractéristiques pour quelle approche discursive ?.....	77
2-2.3. Bilan : approche de l’événement dans la recherche .....	87
<b>2-3. Présentation du corpus</b> .....	<b>88</b>
2-3.1. Constitution du corpus .....	88
2-3.2. Présentation des journaux .....	93
<b>PARTIE 2 MOMENT DISCURSIF, DISPOSITIF JOURNALISTIQUE ET MISE EN ESPACE DE L’INFORMATION</b> .....	<b>99</b>
<b>CHAPITRE 3- MOMENT DISCURSIF ET DISPOSITIF JOURNALISTIQUE</b> .....	<b>99</b>
<b>3-1. Modifications dans le dispositif routinier des journaux</b> .....	<b>100</b>

3-1.1.	Perturbations dans la périodicité des journaux.....	100
3-1.2.	L'agencement des rubriques .....	101
3-1.3.	Les éditoriaux.....	102
<b>3-2.</b>	<b>L'événement au niveau sémiotique : de nouvelles catégories péritextuelles.....</b>	<b>104</b>
3-2.1.	L'apparition de « titres courants ».....	105
3-2.2.	Les éléments infographiques.....	111
<b>3-3.</b>	<b>Surface occupée par le moment discursif.....</b>	<b>113</b>
3-3.1.	La propagation du moment discursif dans les journaux.....	113
3-3.2.	Une hétérogénéité multiforme.....	117
<b>3-4.</b>	<b>Bilan : événement et dispositif .....</b>	<b>118</b>
CHAPITRE 4- LES TITRES .....		119
<b>4-1.</b>	<b>Choix d'une étude des titres.....</b>	<b>119</b>
4-1.1.	La notion de méta-énonciateur.....	119
4-1.2.	La prise en charge des titres .....	121
4-1.3.	Les titres : un statut autonome .....	123
<b>4-2.</b>	<b>Les Unes.....</b>	<b>125</b>
4-2.1.	Analyse des manchettes .....	126
4-2.2.	Le bloc titre/photographie.....	133
4-2.3.	Les Unes : récapitulatif .....	137
<b>4-3.</b>	<b>Les titres courants.....</b>	<b>138</b>
4-3.1.	Analyse des titres courants.....	139
4-3.2.	Titres courants et effet d'évidence .....	155
<b>4-4.</b>	<b>Les titres d'article : analyse syntaxique des <i>titres dominants</i> .....</b>	<b>160</b>
4-4.1.	Présentation du sous-corpus de <i>titres dominants</i> .....	160
4-4.2.	Forme des propositions .....	164
4-4.3.	Résultats du classement des structures syntaxiques .....	166
4-4.4.	Analyse syntaxique: les <i>phrases complètes</i> .....	169
<b>PARTIE 3 LA NOMINATION DE L'EVENEMENT .....</b>		<b>200</b>
CHAPITRE 5- LA NOMINATION DE L'EVENEMENT DANS LES UNES ET LES TITRES		
202		
<b>5-1.</b>	<b>Présentation générale des résultats .....</b>	<b>203</b>

5-1.1.	Les désignations attribuées à des énonciateurs extérieurs aux journaux .....	206
5-1.2.	Les désignations signalées comme controversées .....	231
5-1.3.	Les désignations assumées par les journaux .....	234
5-1.4.	Les désignations dans des titres prêtant à une interprétation polyphonique.....	238
5-1.5.	Bilan : nommer l'événement dans les Unes et les titres .....	241

CHAPITRE 6- LES DESIGNATIONS DE L'EVENEMENT : SIGNIFIES ET EMPLOIS DANS  
LES ARTICLES 246

<b>6-1.</b>	<b><i>Les désignations indéterminées</i></b> .....	<b>251</b>
6-1.1.	Les mots <i>acontecimiento, hecho, et suceso</i> .....	251
6-1.2.	Les tournures en <i>lo</i> .....	256
6-1.3.	Les désignations indéterminées dans le corpus .....	263
<b>6-2.</b>	<b>Une catégorisation très large : les désignations exprimant une modification dans l'ordre des choses.....</b>	<b>266</b>
6-2.1.	Le mot <i>crisis</i> .....	267
6-2.2.	Le mot <i>crisis</i> dans le corpus.....	271
6-2.3.	Le mot <i>cambio</i> .....	277
6-2.4.	Le mot <i>cambio</i> dans le corpus.....	282
<b>6-3.</b>	<b><i>Les désignations « neutres » supposant la chute de Hugo Chávez</i></b> .....	<b>284</b>
6-3.1.	Le mot <i>caída</i> .....	285
6-3.2.	Le mot <i>caída</i> dans le corpus.....	288
6-3.3.	Le mot <i>salida</i> .....	293
6-3.4.	Le mot <i>salida</i> dans le corpus.....	296
<b>6-4.</b>	<b><i>Les désignations d'ordre juridique</i></b> .....	<b>300</b>
<b>6-5.</b>	<b>Les désignations d'ordre juridique dans le corpus</b> .....	<b>303</b>
<b>6-6.</b>	<b>Les désignations « orientées » supposant la chute de Hugo Chávez.....</b>	<b>306</b>
6-6.1.	Le mot <i>renuncia</i> .....	306
6-6.2.	Le mot <i>renuncia</i> dans le corpus .....	311
6-6.3.	Le syntagme espagnol <i>golpe de Estado</i> , calque du syntagme français <i>coup d'Etat</i> .....	317
6-6.4.	Le syntagme <i>golpe de Estado</i> dans le corpus.....	340
<b>6-7.</b>	<b>Bilan : signifié et emplois des désignations dans les articles.....</b>	<b>354</b>
	<b>Conclusion.....</b>	<b>358</b>
	<b>Bibliographie.....</b>	<b>367</b>
	<b>Table des matières .....</b>	<b>384</b>

# INTRODUCTION

La présente recherche prend ses sources dans deux centres d'intérêts principaux : d'une part, un goût pour les mots, les phénomènes langagiers, les langues étrangères, et plus spécialement la langue espagnole ; d'autre part, un intérêt pour les phénomènes sociétaux et politiques, en particulier dans les pays hispano-américains. L'analyse du discours s'est alors imposée à nous comme la discipline « carrefour » qui nous permettrait de mener une recherche liant ces deux aspects (voir 2.1). Ce travail se situe par ailleurs dans la continuité de deux mémoires de recherche sur le Venezuela contemporain, ancrés eux aussi en analyse du discours, l'un portant sur le discours de Hugo Chávez, l'autre sur le traitement des événements d'avril 2002 – ceux étudiés ici même – par la presse vénézuélienne.

Notre choix s'est porté sur cet événement car ce dernier a marqué l'histoire récente du Venezuela<sup>1</sup> et témoigne de façon paroxystique des tensions politiques que connaît ce pays. On ne peut en effet travailler sur le Venezuela contemporain sans être frappé par les antagonismes sociaux et politiques qui divisent profondément la société vénézuélienne en deux camps, opposant d'un côté les partisans du président Hugo Chávez (le camp du « chavisme » ou de l'« officialisme »<sup>2</sup>) et de l'autre, ses opposants<sup>3</sup>. De plus, ces

---

<sup>1</sup> Frédérique Langue, historienne spécialiste du Venezuela dont les derniers travaux portent sur l'histoire récente, ou histoire du « temps présent » de ce pays (voir 1.1.3.1) écrit ainsi, en 2005 : « De l'actualité vénézuélienne de ces dernières années (actualité telle que l'envisageait le penseur Michel Foucault), l'histoire retiendra sans aucun doute plusieurs événements clés. Ces événements sont ceux qui prennent du relief tant du point de vue du souvenir / du récit qu'on a et qu'on aura ensuite de la discursivité des faits, que du point de vue de la mémoire collective de la période récente. *Il s'agit principalement du coup d'Etat manqué en avril 2002* (événements généralement désignés – cela n'est pas un hasard – comme les “événements d'avril”) *et de la suite de questions sans réponses qui lui ont succédé*, de la dite “grève civique nationale” (de décembre 2002 à janvier 2003 [...]) et du référendum d'août 2004, cristallisation des questions non résolues et des antagonismes accumulés depuis fin 2001 » (Langue 2005 : 15-16, nous traduisons et nous mettons les italiques). Sauf mention contraire, toutes les citations de ce travail ont été traduites par nos soins. Afin ne pas trop alourdir les notes, nous nous sommes parfois passé, comme ici, de mentionner la citation originale. Dans ce cas, nous précisons que nous traduisons.

<sup>2</sup> Nous reprenons ici les termes employés par Compagnon (2009 : 12). Le premier (« chavisme », « chavismo ») est communément employé au Venezuela et par la plupart des chercheurs qui travaillent sur ce pays pour désigner « la pratique du pouvoir telle que l'exerce le président du Venezuela » (Compagnon 2009 : note 1 p.21). Par extension, le terme est également utilisé pour renvoyer aux alliés politiques de Hugo Chávez et à ses partisans au sein de la population (voir par exemple « El chavismo tomará hoy el oeste de

événements présentent un certain nombre d'inconnues quant aux circonstances précises dans lesquelles ils se sont déroulés, et leur interprétation, aujourd'hui encore, ne fait pas consensus (voir 1.1.3.2 ; 1.3.3.3 et 1.1.3.5). Nous espérons ainsi, par le biais de cette recherche, apporter un éclairage nouveau sur ces derniers, en proposant une approche distincte et complémentaire de celle que peuvent en offrir des disciplines telles que l'histoire, les sciences politiques ou même la géographie<sup>4</sup>. Néanmoins, nous ne prétendons pas, à travers la démarche adoptée ici, élucider les zones d'ombre susmentionnées comme pourraient le faire ces disciplines, car l'analyse du discours s'en tient à observer ce qui apparaît *dans le discours*.

Mener une recherche sur le Venezuela contemporain n'est pas toujours chose aisée. Plusieurs spécialistes de ce pays caribéen soulignent en effet les difficultés auxquelles se voit généralement confronté celui qui travaille sur le Venezuela actuel, « terrain dominé tout d'abord par l'émotion » (Compagnon 2009 : 21). L'une d'entre elles est qu'en fonction de son objet d'étude, le chercheur se trouve très rapidement catégorisé comme chaviste ou anti-chaviste (Langue 2003 : 251-252) et / ou se voit bien souvent sommé de prendre parti (Compagnon 2009 : 21). D'autre part, et c'est surtout cet aspect qui nous intéresse dans le cadre de ce travail, le fait de prendre pour objet d'étude l'histoire récente d'un pays, quel qu'il soit, pose le problème de l'accès aux sources. En effet, comme le fait remarquer Frédérique Langue (2003 : 237), les délais de consultation de certains types d'archives sont souvent très longs, en particulier ceux des sources militaires, judiciaires ou privées, qui peuvent atteindre 30 à 100 ans. Les sources privilégiées pour qui étudie cette période sont donc – à côté des témoignages – la presse, ou plus généralement, les moyens d'information. Le chercheur doit par conséquent se montrer prudent et adopter une attitude

---

Caracas », *Últimas Noticias*, 29/05/2011, <http://www.ultimasnoticias.com.ve/noticias/actualidad/el-chavismo-tomara-hoy-el-oeste-de-caracas.aspx>). Quant au second (« officialisme », traduction française de « oficialismo »), il est employé en Amérique latine pour désigner le parti au pouvoir et par extension, ceux qui le soutiennent.

<sup>3</sup> Pour une présentation plus détaillée des forces politiques dont sont constitués ces deux camps à l'époque des faits étudiés, voir 1.1.2.1. Pour leur composition actuelle, voir notamment Compagnon 2009 : 12, et 39-44 pour celle du chavisme. Il va de soi que cette description du contexte politique vénézuélien est schématique, et qu'il existe sans aucun doute des personnes, au sein de la société vénézuélienne, ne se revendiquant d'aucun de ces deux camps. De plus, l'opposition au chavisme est loin d'être homogène, puisque comme le signale Olivier Compagnon (2009 : 12), elle compte notamment dans ses rangs, désormais, les déçus du chavisme.

<sup>4</sup> Nous renvoyons ici à la thèse de doctorat en géographie de Julien Rebotier, qui, dans le cadre d'une étude de cas, appréhende ces événements sous l'angle des manifestations et de l'occupation de l'espace public urbain (Rebotier 2008 : 68-89).



très critique à cet égard, d'une part parce qu'étant contemporain des faits qu'il étudie, celui-ci se trouve confronté à des sources qui font partie de sa réalité quotidienne, d'autre part parce que les médias échappent difficilement aux prises de position politiques (*ibid.* 35-38). Cela est le cas notamment au Venezuela où, dans le cadre du contexte d'antagonisme politique précédemment évoqué, les moyens de communication n'hésitent pas, comme on le verra, à prendre parti pour l'un ou l'autre des deux « camps » (les médias publics pour le camp chaviste, les médias privés pour l'opposition, voir 1.1.2.3 et 1.2.2.2).

De ce point de vue, les médias occupent une place à part dans l'histoire des événements contemporains, dans la mesure où ils participent à leur élaboration. Frédérique Langue les considère ainsi comme « *protagonistes / acteurs et auteurs* de cette histoire du temps présent ou histoire immédiate, aux côtés des historiens »<sup>5</sup> – sans pour autant considérer, bien sûr, que ce travail d'écriture effectué par les médias soit similaire à celui accompli par l'historien<sup>6</sup>. De ce fait, il nous semble que prendre le discours médiatique lui-même comme objet d'étude présente un intérêt de taille dans le cadre d'une recherche sur le Venezuela contemporain. En effet, une telle approche permet – dans une certaine mesure – de ne pas se heurter au problème de la partialité des sources, étant donné que ces dernières constituent la matière même sur laquelle portent les analyses. Dans cette perspective, cette partialité n'apparaît plus comme un obstacle mais comme un phénomène à étudier<sup>7</sup>. Si analyse du discours et histoire peuvent travailler toutes deux sur des archives de presse, ce qui les distingue, donc, c'est le mode d'appréhension de ces archives : « *Archives*, c'est le mot de l'historien, alors que le linguiste construit plutôt des *corpus*. Et c'est sans doute sur cette question de l'objet de la discipline que les deux “histoires”, celle du linguiste et celle de l'historien, divergent » (Paveau 2007 : 122).

---

<sup>5</sup> « (...) los medios de comunicación (*protagonistas / actores y autores* de esta historia del tiempo presente o inmediata, junto a los historiadores) », Langue 2003 : 230.

<sup>6</sup> Comme le souligne Frédérique Langue (2003 : 233 et 235), les journalistes sont en effet le plus souvent contraints de travailler dans l'urgence, tandis que l'historien bénéficie de plus de distance face aux faits qu'il étudie. De plus, le travail de l'historien est soumis à une rigueur scientifique – citer explicitement ses sources, accompagner son travail de notes de bas de page et d'une bibliographie – ce qui n'est pas le cas du journaliste.

<sup>7</sup> Cette affirmation doit toutefois être nuancée, car nous avons tout de même été confrontée à cette difficulté lors de nos recherches sur le contexte historico-politique vénézuélien, et surtout lorsque nous avons tenté de reconstituer la chronologie des événements étudiés. En effet, la documentation dont nous disposions était constituée en majeure partie de témoignages directs de journalistes ou de travaux reconstituant les faits à partir de sources journalistiques (voir 1.3.1).

Par ailleurs, les médias sont des acteurs de l'histoire immédiate, non seulement en ce qu'ils constituent un témoignage des événements survenus et des opinions circulant à une époque donnée, mais également en tant que producteurs de discours jouant un rôle majeur dans le débat politique. Dans la perspective qui est la nôtre, celle de l'analyse du discours, le discours de presse est en effet considéré comme une activité, comme une pratique sociale qu'il s'agit d'observer et d'analyser (voir 2.1), le corpus n'étant pas appréhendé alors comme source d'information mais s'approchant plutôt du « terrain » des sociologues et des ethnologues. En ce sens, nous adhérons pleinement aux propos d'Alice Krieg-Planque, lorsqu'elle affirme que

Si, comme l'écrit Tzvetan Todorov (1989 : 13), « les discours sont, eux aussi, des événements, des moteurs de l'histoire, et non seulement ses représentations », *l'analyse du discours de presse peut constituer un des modes d'accès privilégiés à la matière même de l'histoire en train de se faire.* (Krieg 2000 a : 92, nous mettons les italiques)

Pour les deux raisons que nous venons de mentionner – parce que les médias participent à l'écriture de l'histoire, et parce qu'ils sont des acteurs du débat politique – nous pensons effectivement, à l'instar de Laura Calabrese<sup>8</sup>, que le discours médiatique constitue un lieu d'observation privilégié de la construction de l'histoire immédiate.

Concernant la question de la « partialité » du discours médiatique, on peut ajouter ceci que le discours, quel qu'il soit, n'est selon nous jamais objectif, dans la mesure où il n'est ni le reflet, ni une représentation plus ou moins fidèle de la réalité : il est, en soi, une réalité. Il en va donc de même pour le discours d'information : celui-ci ne saurait être neutre ou transparent, car il est déterminé par un certain nombre de facteurs politiques, sociaux et économiques, qui influencent l'activité des journalistes. Comme l'indique Patrick Charaudeau (2005 : 8), les médias sont des entreprises « à fabriquer de l'information à travers ce que l'on peut appeler une “machine médiatique” ». Selon cet auteur, le discours d'information repose ainsi sur un contrat de communication lié à ce dispositif médiatique (Charaudeau 2005 : 52-102). La machine médiatique est en effet

---

<sup>8</sup> Dans son travail de doctorat, Laura Calabrese (2010) se propose en effet d'observer, comme l'indique le titre de sa thèse « le rôle des désignants d'événements historico-médiatiques dans la construction de l'histoire immédiate ». Plus particulièrement, elle cherche à montrer comment ces désignants d'événements participent à « construire et à organiser l'actualité » (2010 : 12) et, ce faisant, constituent un outil privilégié de « mémorisation de l'histoire immédiate » (2010 : 262).

composée de trois instances, de trois lieux de construction du sens. Le premier lieu est l'instance de production (l'organe d'information) ; il s'agit d'une instance « composite comprenant divers acteurs ayant chacun des rôles bien déterminés, ce qui rend difficile l'attribution de la responsabilité des propos tenus » (Charaudeau 2006). Le deuxième correspond à l'instance de réception, au consommateur d'information (lecteurs, auditeurs, téléspectateurs), instance également « composite, mais sans détermination de rôles spécifiques, ce qui la rend on ne peut plus floue » (*ibid.*). Cette instance se divise à son tour en deux : il faut en effet distinguer l'*instance-cible*, le destinataire idéal, « celle à laquelle s'adresse l'instance de production en l'imaginant », et l'*instance-public*, « celle qui reçoit effectivement l'information et qui l'interprète » (*ibid.*). Le troisième lieu est le produit fini, le texte médiatique lui-même (article de journal, bulletin radiophonique, journal télévisé, etc.). C'est ce dernier lieu de construction du sens qui nous intéresse dans cette recherche : il ne s'agit pas d'étudier les conditions sociologiques, économiques ou politiques dans lesquelles le discours médiatique a été produit, encore moins de chercher à en cerner son impact sur les lecteurs<sup>9</sup>. Toutefois, il sera toujours appréhendé en *tenant compte* de ses conditions de production et de réception.

Le contrat d'information médiatique met en jeu l'instance de production et l'instance de réception et conditionne la construction du produit médiatique. Ce contrat a une double finalité : une finalité *éthique* « de transmission d'informations au nom de valeurs démocratiques : il faut informer le citoyen pour qu'il prenne part à la vie publique », et une finalité *commerciale* « de conquête du plus grand nombre de lecteurs, auditeurs, téléspectateurs » (*ibid.*). À cette dernière est liée la « visée de captation » : il s'agit de capter l'attention du public, de susciter son intérêt (Charaudeau 2005 : 73-75). Quant à la finalité éthique, elle est associée à la « visée d'information » et surdéterminée par un enjeu de « crédibilité » (*ibid.* : 71-73), qui oblige l'instance médiatique à « traiter l'information, à rapporter et commenter les événements de la façon la plus crédible possible » (Charaudeau 2006). C'est cet enjeu de crédibilité qui impose au journaliste de ne pas prendre parti : cela se traduit par une attitude énonciative qui « n'est pas à proprement parler de l'objectivité », mais « le jeu de l'objectivité » (Charaudeau 2006) – ce qui n'empêche pas les journalistes

---

<sup>9</sup> Sur la question des « effets produits » par le discours médiatique, nous reprenons à notre compte les propos d'Alice Krieg-Planque (2000 a : 80) lorsqu'elle affirme : « tout au plus l'analyste peut-il lire des effets d'un ensemble indéterminable de discours dans d'autres discours produits après celui-ci : chaque énoncé peut être vu comme le résultat incommensurable des énoncés produits avant lui ».

d'être parfois amenés à prendre explicitement position, guidés par l'enjeu de captation (*ibid.*), si le genre de texte le leur permet.

De fait, la nature même du discours d'information rend cette « neutralité » impossible, dans la mesure où l'une de ses caractéristiques principales est la polyphonie, présente à tous les niveaux d'élaboration du discours. Comme le souligne Patrick Charaudeau (2005 : 136),

au début du XX<sup>e</sup> siècle, [la presse quotidienne] s'est souvent confondue avec le parti dont elle était l'organe porte-parole et en constituait la voix. Puis progressivement une certaine vision de la démocratie s'imposant comme celle d'un espace où s'entrecroisent et se confrontent des paroles différentes, voire opposées, la presse joue un nouveau rôle, celui de reflet, miroir, écho des diverses paroles qui circulent dans l'espace public.

De ce fait, l'hétérogénéité des genres de textes, le choix des locuteurs autorisés à s'exprimer dans les colonnes du journal, la sélection et l'identification des sources, la transformation des propos rapportés, sont autant de facteurs qui contribuent à la non-transparence du discours de presse (Krieg 2000 a : 80-92).

Mais ce travail n'est pas une recherche sur le discours de presse ni sur le Venezuela en général : il a pour objet un *événement*. La notion d'*événement* soulève de nombreuses questions et a suscité la réflexion de chercheurs relevant de disciplines diverses (notamment l'histoire, la philosophie, l'anthropologie, la sociologie, les sciences de l'information et de la communication, la linguistique, ou l'analyse du discours<sup>10</sup>). Parmi les questions posées par la notion d'événement se trouve celle de la relation entre événement et médias, qui nous intéresse particulièrement dans le cadre de ce travail. Pierre Nora écrit à ce sujet :

Le propre de l'événement moderne est de se dérouler sur une scène immédiatement publique, de n'être jamais sans reporter-spectateur ni spectateur-reporter, d'être vu se faisant et ce « voyeurisme » donne à l'actualité à la fois sa spécificité par rapport à l'histoire et son parfum déjà historique. (Nora 1974 : 295)

---

<sup>10</sup> Ces réflexions sur la notion d'événement sont toujours d'actualité, comme en témoigne le colloque international *Langages, discours, événements* qui s'est tenu cette année (avril 2011) à Florence, et dont les questionnements s'articulaient plus particulièrement, comme l'indique le titre du colloque, sur les relations entre langage et événement. Pour des précisions à ce sujet, on pourra se reporter au site du colloque, dont les actes sont à paraître : <http://syled.univ-paris3.fr/colloques/langage-discours-evenements-2011/>.

Il est indéniable que l'événement contemporain nous parvient, en premier lieu, par le biais des médias, ce qui amène à se demander quelle est la part de « réel » et quelle est la part de « construit » dans un événement. Au-delà des rapports médias / événement, on peut s'interroger plus généralement sur le rôle du langage « dans la construction, la représentation et l'interprétation des événements »<sup>11</sup>. En effet, un événement est en réalité composé d'une multiplicité d'éléments, et par conséquent, n'est pas saisissable en tant que tel : « on ne peut pas appréhender un événement d'une seule vue » (Mouillaud et Têtu 1989 : 17). On ne peut donc véritablement y accéder que par la description et le récit qui en sont faits, sur le moment (dans le cas du « direct » médiatique) ou après coup. Comme on le verra dans le deuxième chapitre, ce sont cette description, ce récit qui, en définitive, donnent son sens à l'événement, celui-ci restant sans cela à l'état de faits bruts dépourvus de signification.

De ce fait, l'hypothèse de départ de cette recherche est que l'analyse du discours médiatique vénézuélien produit autour des événements d'avril 2002 permet d'appréhender en partie le sens qui leur est attribué. Nous avons choisi, plus précisément, d'étudier la construction discursive de cet événement *au moment même où il surgit*, car c'est à ce moment que s'esquisse pour la première fois son sens. Il nous semble ainsi que ce premier récit, fondateur, en quelque sorte, de l'événement, déterminera le sens et les diverses interprétations qui lui seront assignés par la suite (par les médias eux-mêmes, par l'historien, l'homme politique, par les différents commentateurs de l'événement, par le citoyen « ordinaire », etc.). C'est pourquoi nous avons centré notre étude sur certains « lieux » qui, à notre sens, sont des lieux d'observation privilégiés de son émergence. Le premier de ces lieux d'observation est le dispositif, autrement dit, la structure des journaux elle-même, car le surgissement d'un événement dans les médias se matérialise notamment à travers ses « conditions médiologiques » d'apparition (Moirand 2007 a : 6, et voir ici chapitre 3). Parmi les éléments constitutifs du dispositif se trouve le périphrase<sup>12</sup>, au sein duquel les titres jouent un rôle majeur, car ce sont eux qui annoncent et énoncent en

---

<sup>11</sup> Appel à communication du colloque *Langages, discours, événement*, disponible en ligne sur le site du colloque, <http://syled.univ-paris3.fr/colloques/langage-discours-evenements-2011/pages/0.html>, consulté le 20 septembre 2011.

<sup>12</sup> Nous reviendrons ultérieurement sur la notion de périphrase (3.2). On peut toutefois indiquer d'ores et déjà que les titres font partie du périphrase, mais ils n'en sont pas la seule composante. Le périphrase comprend également, par exemple le nom du journal, les indications de rubrique, les images et leurs légendes, etc (voir Lugin 2000).

premier lieu l'événement, ce sont eux qui l'amènent « sur le devant de la scène » (Charaudeau 2006), en d'autres termes, c'est par eux que « l'événement existe pour la première fois » (Calabrese 2010 : 128). Ces derniers méritent donc une attention particulière, et bien qu'ils fassent également partie du dispositif, nous les considérons comme un deuxième lieu d'observation de l'émergence de l'événement. Le troisième et dernier lieu d'observation est constitué par les désignations de l'événement, appréhendées comme faisant partie du processus de nomination, ou *acte de nommer* l'événement<sup>13</sup>. On considère en effet que la nomination joue un rôle fondamental dans la constitution de l'événement, dans la mesure où nommer un objet, quel qu'il soit, c'est le faire entrer dans une certaine classe d'objets et ainsi, lui donner un sens. Nommer l'événement constitue donc l'un des recours majeurs dont dispose l'être humain pour combler la « demande de sens » (Ricoeur 1991 : 41) que suscite la survenue d'une rupture dans l'ordre des choses, rupture qui ne deviendra événement qu'après qu'on lui attribue un sens. Comme le souligne Patrick Charaudeau (2005 : 82) :

Des morts sont des morts, événement qui dépend de la conjonction d'une multiplicité de logiques [...] ; mais sa signification événementielle, le fait que ces morts soient désignés comme faisant partie d'un « génocide », d'une « purification ethnique », d'une « solution finale », qu'ils soient déclarés « victimes du destin » (catastrophe naturelle) ou de la « méchanceté humaine » (crime), dépend du regard que le sujet humain porte sur ce fait.

Nous ne prétendons donc en aucun cas mener une étude exhaustive – si tant est qu'une telle démarche soit possible – du corpus que nous avons réuni autour des événements d'avril 2002 au Venezuela. Nous n'avons pas par ailleurs pour ambition, en nous penchant sur ces aspects, de faire le tour des « lieux d'observation » du surgissement d'un événement dans le discours de presse écrite : on peut sans doute en trouver bien d'autres.

Ce travail se divise en trois parties. Dans la première, nous commençons par décrire le contexte historique, politique et médiatique dans lequel se sont déroulés les événements étudiés (chapitre 1). Nous nous penchons ensuite sur les problèmes soulevés par la notion d'événement, en précisant l'approche que nous en proposons dans cette recherche, avant de décrire le corpus sur lesquelles portent nos analyses (chapitre 2).

---

<sup>13</sup> Sur ce point, voir notamment Siblot *in* Détrie *et al.* 2001, article « nomination » et Veniard 2007.

Dans la deuxième partie, nous observons comment émerge et se construit l'événement, ou le « moment discursif », dans le dispositif des journaux. On examine ainsi, dans le chapitre 3, de quelle manière celui-ci se manifeste matériellement dans la structure des quotidiens : suppose-t-il des modifications ? Quelle surface occupe-t-il dans l'espace des journaux ? Dans le chapitre 4, nous procédons à une analyse des différents niveaux de titres.

La troisième partie est consacrée à la nomination de l'événement. Nous observons tout d'abord comment l'événement est nommé dans les titres et les Unes (chapitre 5), avant d'étudier de manière plus détaillée les principales désignations attestées dans notre corpus, en nous penchant d'une part sur leur signifié en langue, et d'autre part sur leurs emplois à l'intérieur des articles (chapitre 6). Dans cette partie de l'analyse, nous accordons une attention particulière aux discours rapportés des acteurs extérieurs qui nomment l'événement, tout en cherchant à déterminer comment s'élabore, dans le discours des journaux, le processus de nomination, et avec lui, le sens de l'événement.

# **PARTIE 1**

## **CADRAGE CONTEXTUEL ET THEORIQUE**

Cette partie se divise en deux chapitres bien distincts. Dans le premier, il s'agit d'une part, de situer le contexte historico-politique dans lequel se sont déroulés les événements étudiés et, d'autre part, de présenter la situation des médias vénézuéliens, replacée dans le cadre plus large de l'Amérique latine. Dans le second, nous exposerons l'approche théorique adoptée dans cette recherche, en nous centrant plus particulièrement sur les questions soulevées par la notion d'événement, avant de décrire le corpus sur lequel porteront nos analyses.

### **Chapitre 1-        CONTEXTE POLITIQUE ET MEDIATIQUE**

---

#### **1-1.        Contexte historique et politique**

Afin de situer au mieux le contexte historico-politique qui a mené aux événements dont il est question dans cette recherche, nous effectuerons un bref détour historique par le Venezuela d' « avant Chávez » et par le parcours qui a mené ce personnage si controversé à la présidence. Nous évoquerons ensuite la situation socio-politique qui a conduit au bref renversement du président vénézuélien en avril 2002, avant de procéder à une présentation détaillée de ces événements.



## **1-1.1. Les antécédents du chavisme ou quarante ans de « Puntofijismo »**

### **1-1.1.1. *Punto Fijo* : une apparente stabilité démocratique**

Le Venezuela, contrairement à beaucoup d'autres pays latino-américains qui connaissent alors des dictatures, renverse en 1958 son dernier régime militaire, mettant ainsi fin au régime de Marcos Pérez Jiménez, instauré en 1948<sup>14</sup>. Au sortir de la dictature, plusieurs formations politiques signent, le 31 octobre 1958, le Pacte de Punto Fijo<sup>15</sup>, dont le but est d'éviter que le pouvoir ne soit monopolisé par l'une d'entre elles. S'ouvre alors le début d'une longue période démocratique, dont les institutions sont scellées par la Constitution de 1961, et caractérisée par l'alternance au gouvernement de deux partis : AD (Action Démocratique, parti social démocrate, fondé en 1935), et COPEI (Comité d'Organisation Politique Electoral Indépendant, parti démocrate chrétien, créé en 1946), qui fonctionnera avec régularité jusqu'en 1988. Si ce système est ébranlé dès ses débuts par plusieurs tentatives de coups d'Etat militaires (en 1958 et 1962) et par un mouvement de guérilla marxiste inspiré par la révolution cubaine de 1959, qui perdurera, bien que très affaibli, jusque dans les années 80, cette période est marquée, dans son ensemble, par une certaine stabilité démocratique<sup>16</sup>.

En 1989, la révolte populaire connue sous le nom du *Caracazo* témoigne néanmoins d'un certain mécontentement au sein de la population vénézuélienne. Celle-ci est provoquée par la mise en place, par le gouvernement de Carlos Andrés Pérez (parti AD), de mesures économiques drastiques, entraînant, entre autres, une augmentation du coût des transports et des produits de première nécessité, et venant s'ajouter à une chute de 20% du pouvoir d'achat des salariés depuis 1984 (Langue 1999 : 340). Le 27 février 1989

---

<sup>14</sup> Selon E. Díaz Rangel (2007 : 119), la presse joua un rôle décisif dans cet événement : en effet, le 20 janvier 1958, les travailleurs de la presse déclenchent une grève qui servira de point de départ à la grève générale du 21 janvier. Celle-ci, ajoutée à l'intervention des Forces Armées, provoquera la fuite du dictateur à l'aube du 23 janvier 1958.

<sup>15</sup> Trois partis, AD (*Acción Democrática*), COPEI (*Comité de Organización Política Electoral Independiente*, d'inspiration démocrate-chrétienne) et URD (*Unión Republicana Democrática*) signent le pacte de Punto Fijo. Ce pacte établit entre eux une alliance formelle, les engageant ainsi à respecter le processus électoral et à renoncer à occuper une position hégémonique. Dans les faits, il institue la stabilité du système politique, basée sur une alternance au pouvoir entre les deux partis AD et COPEI, URD étant ensuite réduit à un rôle de « petit parti », voir Langue (1999 : 308-310).

<sup>16</sup> Voir notamment Burgos *in* Langue (2002 a : 7-21) et Medina (2005 : 53).

voit le surgissement, un peu partout dans le pays, d'un mouvement spontané déclenché au départ par le refus des étudiants – qui s'étend rapidement au reste des usagers – de se plier à l'augmentation des prix des transports. Cette vague d'insurrection se propage comme une traînée de poudre, et quelques heures plus tard, des foules s'attaquent aux magasins et supermarchés pour les piller (López Maya 2005 : 65-70). La réponse du gouvernement à cette révolte est de faire appel à l'armée, qui la réprime dans le sang<sup>17</sup>, et de décréter la suspension de certaines garanties constitutionnelles. Cet événement provoque un traumatisme tant au sein de la population vénézuélienne que de l'armée, et plus particulièrement chez les nouvelles générations d'officiers, d'autant plus enclins à la contestation qu'ils ont reçu une formation universitaire (Burgos *in* Langué 2002 a : 11). Parmi eux, Hugo Chávez, qui voit dans la répression du *Caracazo* le motif déclencheur pour passer à l'action<sup>18</sup>.

#### 1-1.1.2. La gestation du mouvement bolivarien

Hugo Chávez avait fondé, quelques années plus tôt, en 1982, avec quelques compagnons d'armes, l'EBR-200 (*Ejército Bolivariano Revolucionario 200*)<sup>19</sup>. La création de ce groupe clandestin s'inscrit dans une tendance conspiratrice latente au sein de l'armée vénézuélienne depuis les années 60, en lien avec les mouvements politiques d'extrême gauche. En effet, lorsqu'en 1964, les dirigeants du Parti Communiste Vénézuélien (PCV) décident de renoncer à la lutte armée pour s'intégrer au jeu électoral, une faction de la guérilla opte quant à elle pour une stratégie de rapprochement avec l'armée, en vue d'une prise de pouvoir par une alliance de civils et de militaires<sup>20</sup>. Certains secteurs de l'armée adhèrent ainsi aux idées « bolivariennes » et tiers-mondistes du Parti de la Révolution

---

<sup>17</sup> 300 morts selon les sources officielles, jusqu'à dix fois plus, dans l'ensemble du pays selon d'autres sources (par exemple les organisations internationales de défense des droits de l'homme, voir Langué 1999 : 341).

<sup>18</sup> Comme il l'indique dans une conversation avec Gabriel García Márquez (García Márquez 2003 : 72).

<sup>19</sup> La date exacte de la fondation de ce mouvement, ainsi que le nom qu'il portait au départ varient en fonction des historiens. Ainsi, on trouve parfois la date de 1983 ; mais il semble qu'elle provienne d'une confusion avec la date de célébration du bicentenaire de la naissance de Simón Bolívar (voir Medina 2005 : 69, note 1). Concernant le nom du mouvement, ce même historien mentionne qu'il commença par s'appeler EB-200, la lettre R ayant été ajoutée plus tard. Cependant, dans le cadre de ce travail, le fait de « trancher » sur ces détails ne revêt pas de grande importance.

<sup>20</sup> Cette stratégie d'alliance entre civils et militaires pour renverser le pouvoir se manifeste dès les années 60 avec les deux tentatives de coup d'Etat « de gauche » de Carúpano et Puerto Cabello en 1962. Voir Burgos *in* Langué (2002 a : 16-17), Langué (2002 a : 53-54), et Medina 2005 : 52-54.

Vénézuélienne (PRV), dirigé par Douglas Bravo, avec lequel Hugo Chávez serait entré en contact dès 1980 (Langue 2002 a : 53-54).

Le 17 décembre 1982, les capitaines Jesús Ernesto Urdaneta Hernández, Felipe Acosta Carles et Hugo Chávez prêtent serment sous le Samán de Güere, arbre sous lequel Simón Bolívar se serait reposé avant la bataille de Carabobo, décisive pour l'indépendance vénézuélienne. Les jeunes officiers s'inspirent du serment prononcé par le *Libertador* en 1805 – qui aurait juré devant son mentor Simón Rodríguez, sur le *Monte Sacro* de Rome, de mettre un terme à la domination espagnole en Amérique – se promettant quant à eux de se libérer de l'oppression des puissants<sup>21</sup>. La figure du *Libertador* est donc leur référence principale, comme en témoigne le qualificatif de « *bolivariano* » donné à ce mouvement. Mais les fondateurs de l'EBR-200 puisent également leur inspiration dans ce qu'ils appellent « l'arbre aux trois racines » (« *el árbol de las tres raíces* »). Chacune de ces trois racines correspond à une figure tutélaire de l'histoire vénézuélienne : Ezequiel Zamora, leader paysan lors des guerres fédérales du XIX<sup>ème</sup> siècle, figure des combats contre l'oligarchie terrienne<sup>22</sup> ; Simón Rodríguez<sup>23</sup> (1769-1854), précepteur puis ami de Simón Bolívar ; et Simón Bolívar<sup>24</sup> lui-même, l'un des héros de l'indépendance latino-américaine.

---

<sup>21</sup> Les jeunes officiers font le serment suivant : « ¡Juro delante de usted; juro por el Dios de mis padres; juro por ellos; juro por mi honor, y juro por mi Patria, que no daré descanso a mi brazo, ni reposo a mi alma, hasta que haya roto las cadenas que nos oprimen por voluntad de los poderosos! ». « Je jure devant vous, je jure sur le Dieu de mes parents ; je jure sur eux-mêmes, je jure sur mon honneur, et je jure sur la Patrie, que je ne donnerai pas de repos à mon bras, ni de repos à mon âme, jusqu'à ce que j'aie rompu les chaînes qui nous oppriment par la volonté des puissants ». Ils remplacent ainsi les derniers mots du serment originel de Simón Bolívar : « hasta que haya roto las cadenas que nos oprimen por voluntad *del poder español* » (« par la volonté du pouvoir espagnol ») par « hasta que se haya roto las cadenas que nos oprimen por voluntad *de los poderosos* », nous mettons les italiques (Aponte Moreno 2008 : 90-91).

<sup>22</sup> Ezequiel Zamora (1817-1860) dirigea, pendant la guerre fédérale (1859-1863) une armée composée principalement par des soldats issus de couches populaires, et engagés dans la cause fédéraliste afin de venir à bout de l'oligarchie terrienne. Il représente, dans l'imaginaire politique de Chávez, la nécessité d'une mobilisation populaire comme facteur indispensable pour accéder à la victoire. Voir Ramírez Roa R. (2004 : 353), et Medina (2005 : 34-35).

<sup>23</sup> A l'origine de la formation intellectuelle de Simón Bolívar, la principale devise de Simón Rodríguez (1769-1854) est « *o inventamos o erramos* ». Il préconise la création d'une véritable nation américaine, sans avoir besoin d'importer de modèles d'organisation étrangers. Voir Ramírez Roa R. (2004 : 352).

<sup>24</sup> Issue d'une famille de l'aristocratie créole, Simón Bolívar (1783-1830) complète son éducation, initiée par Simón Rodríguez, en Europe, où il passe quatre ans. De retour en Amérique, il va s'engager dans les luttes pour l'Indépendance de son pays, ainsi que de la Nouvelle Grenade (actuelle Colombie), de l'Equateur, du Pérou et de la Bolivie. Il devient ainsi la figure la plus célèbre des combats pour l'Indépendance latino-américaine. Après l'Indépendance, il est convaincu de la nécessité de réunir les anciennes colonies hispaniques pour soutenir la comparaison avec les Etats-Unis. Ce progrès est ébauché avec le Congrès de Panamá en 1826, mais il échouera par la suite en raison des luttes intestines que subit alors l'Amérique Latine en pleine formation. Voir Lavallé Bernard (1993 : 292-296).

Comme le fait remarquer Frédérique Langue (2002 a : 57), c'est donc au XIX<sup>ème</sup> siècle, et pas à un autre moment de l'histoire politique du Venezuela, que renvoie l'idéologie de ce mouvement bolivarien. Il faut préciser néanmoins que la référence à Simón Bolívar n'est pas une nouveauté. L'utilisation de la figure du *Libertador* est un motif récurrent dans la vie politique du pays, et celui-ci fait l'objet, au Venezuela, d'un véritable culte, qui présente, selon plusieurs spécialistes, des connotations quasi-religieuses<sup>25</sup>. Parmi les éléments inspirés de la pensée politique du « Père de la Patrie » dans l'idéologie de l'EBR-200, se trouvent deux éléments centraux : la création, aux côtés des trois pouvoirs classiques, d'un « pouvoir moral » (*poder moral*), revendiqué par les militaires « boliviens », en réaction à la corruption qui rongeaient alors le pays, et l'aspiration à l'unité continentale, formulée par Bolívar lors du Congrès de Panamá de 1826, en vue de se défendre contre une éventuelle agression extérieure (Medina 2005 : 31-35).

Mais il convient surtout de considérer le fait que tous ceux qui ont eu recours, en politique, au mythe bolivarien, y ont apporté des éléments nouveaux. La conception qu'en ont Hugo Chávez et ses compagnons est celle d'un Simón Bolívar « de gauche », beaucoup plus révolutionnaire qu'il ne le fut en réalité, du moins sur le plan social (Langue 2008 : 6). La référence à ces figures tutélaires du XIX<sup>ème</sup> siècle vénézuélien a par ailleurs un rôle de légitimation. D'une part, en renvoyant à la période de l'indépendance, puis de la formation de la nation, elle permet de légitimer le projet de refondation de la nation vénézuélienne par ces jeunes militaires (Langue 2002 a : 57 ; Hébrard : 2006 : 70). D'autre part, la référence à ces hommes en armes que furent Ezequiel Zamora et Simón Bolívar permet de légitimer le rôle important joué par l'armée dans cette nouvelle société à laquelle ils aspirent<sup>26</sup>.

---

<sup>25</sup> Sur le culte de Bolívar au Venezuela, voir Carrera Damas (1989 : 43). On peut consulter aussi à ce sujet Gómez (2006), Langue (2008), Hébrard (2006) et Porras Ponceleón (2000 : 8-9).

<sup>26</sup> « En Zamora, al igual que en Bolívar, está presente la estrecha relación ejército-pueblo. El ejército comandado por Zamora bajo las banderas del más profundo rechazo a los intereses de la oligarquía, estuvo integrado por hombres de la más humilde extracción social que abrazaron la causa federal con el objeto de abrir cauces para el protagonismo popular », (« Chez Zamora, comme chez Bolívar, la relation étroite entre armée et peuple est très présente. L'armée dirigée par Zamora, sous la bannière d'un rejet profond des intérêts de l'oligarchie, était composée par des hommes de la plus humble origine sociale, qui embrassaient la cause fédérale dans le but d'ouvrir les voies d'un protagonisme populaire », extrait d'un texte de formation du mouvement bolivarien, Dirección Nacional de Formación y Doctrina del Movimiento Quinta República. Bolivarianos, *El árbol de las tres raíces*, papel de trabajo, primera reunión nacional de formación y doctrina,

### 1-1.1.3. La tentative de coup d'Etat du 4-F 1992 et l'ascension du « Commandant » vers le pouvoir

Comme on l'a vu plus haut, la répression des émeutes populaires du *Caracazo*, durant lesquelles l'un des membres du mouvement, Felipe Acosta Carles, trouve la mort, va mettre en mouvement les jeunes officiers<sup>27</sup>. Le groupe clandestin, rebaptisé MBR-200 (*Movimiento Bolivariano Revolucionario*), et fort de nouveaux effectifs, se prépare alors pour tenter de renverser le gouvernement de Carlos Andrés Pérez. Si la tentative de coup d'Etat du 4 février 1992 se solde par une défaite, elle est cependant l'occasion, pour le Commandant Hugo Chávez, de faire sa première apparition médiatique. Dans un message télévisé qu'il qualifie de « bolivarien », il assume, devant le pays, la responsabilité de ce « mouvement militaire bolivarien ». A travers ce discours, resté célèbre sous le nom du « por ahora », Hugo Chávez engage ses compagnons à déposer les armes, car « pour l'instant », les objectifs fixés n'ont pu être atteints, et se propose d'orienter le pays « vers un destin meilleur »<sup>28</sup>.

Il n'y eut pas, suite à cette tentative, de manifestation en faveur du régime ou pour défendre la démocratie<sup>29</sup>. Au contraire, malgré un échec sur le plan militaire, le triomphe politique de ce putsch avorté, et surtout de cette allocution télévisée, est total. Le « Commandant » s'attire ainsi la sympathie d'une bonne partie de la population, devenant le véritable symbole d'un espoir de changement. Selon Frédérique Langue (2002 a : 82), cet engouement populaire s'explique par l'importance du rôle des héros dans la vie républicaine du pays, et notamment par la place accordée à la figure de Simón Bolívar, immédiatement après sa mort. Le coup d'Etat de 1992, ou *4-F*, représente une rupture avec le système établi par le pacte de *Punto Fijo* de 1958 et son apparente stabilité démocratique. Il ne s'agit pas d'un coup d'Etat traditionnel, et certains ont vu dans le discours prononcé par Hugo Chávez à cette occasion une coloration « de gauche »<sup>30</sup>. Tel n'est pas le cas de la deuxième tentative de renversement du gouvernement, le 27

---

30 y 31 de octubre de 1999, in Medina 2005: 35). Sur le mythe de l'homme en armes au Venezuela, voir aussi Hébrard (2006).

<sup>27</sup> Voir García Márquez (2003 : 72) et Langue (2002 a : 60 et 66).

<sup>28</sup> « Compañeros, lamentablemente, **por ahora**, los objetivos que nos planteamos no fueron logrados en la ciudad capital », nous soulignons en gras. « (...) vendrán nuevas situaciones y el país tiene que enrumbarse definitivamente hacia un destino mejor ». Extraits du message de reddition du Commandant Hugo Chávez, 4 février 1992, <http://www.analitica.com/Bitblbio/hchavez/4f.asp>, consulté le 17/12/2009.

<sup>29</sup> Medina (2005 : 85); Langue (2002 a : 80).

<sup>30</sup> Voir témoignage de Teodoro Petkoff (2000 : 18) cité dans Medina, 2005 : 42 et Langue (2002 a : 52).

novembre 1992, menée par des militaires de haut rang, et plus marquée à droite, mais qui met néanmoins en évidence, à la suite de celle de février, la crise politique qui ronge la démocratie vénézuélienne. Le mécontentement envers les partis traditionnels se manifeste également au sein de la population civile, lorsque le 10 mars 1992, a lieu un *cacerolazo* : de chez eux, les gens frappent sur des casseroles, tout en scandant des slogans réclamant la démission du président<sup>31</sup>.

Les auteurs de ces deux coups d'Etat avortés sont emprisonnés, puis libérés par décret du président Caldera en 1994. Le séjour à la prison de Yare est l'occasion pour Hugo Chávez et ses compagnons de poursuivre leur réflexion autour d'une conspiration civico-militaire, mais également d'engager un débat politique avec d'autres militaires, des hommes politiques et des journalistes qui viennent leur rendre visite<sup>32</sup>. Le leader des officiers rebelles noue ainsi de nouvelles amitiés, notamment avec José Vicente Rangel, homme politique et journaliste, qui lui avait accordé son soutien dans ses colonnes de quotidiens nationaux et dans son émission télévisée « *José Vicente Hoy* »<sup>33</sup>. De manière générale, les commandants suscitent, à cette période, la curiosité et l'intérêt des médias.

A sa sortie de prison, Hugo Chávez parcourt le pays pour consolider le MBR-200, prônant l'abstention électorale, et appelant à la tenue d'une assemblée constituante : « *Por ahora por ninguno. ¡Constituyente ya!* »<sup>34</sup> (« Pour l'instant, pour personne. Une Constituante, maintenant ! »). En 1997, le mouvement bolivarien abandonne cette stratégie pour se diriger vers la voie de la participation électorale. Après avoir été reconnu juridiquement sous le nom de *Movimiento Quinta República*<sup>35</sup> (MVR, Mouvement V<sup>ème</sup> République), le parti politique décide de présenter la candidature de Hugo Chávez pour les

---

<sup>31</sup> Medina (2005 : 91). Le *cacerolazo* est une forme de protestation sonore pratiquée en Amérique Latine, consistant à taper sur des casseroles ou autres ustensiles, afin de faire « entendre » sa colère, au sens propre du terme.

<sup>32</sup> Medina (2005 : 96).

<sup>33</sup> Langue F. (2002 a : 85). José Vicente Rangel deviendra ministre des relations extérieures sous le gouvernement de Hugo Chávez en 1999, puis vice-président de la République, de 2002 à 2007, voir [http://www.vicepresidencia.gov.ve/web/index.php?Itemid=63&id=1367&option=com\\_content&task=view](http://www.vicepresidencia.gov.ve/web/index.php?Itemid=63&id=1367&option=com_content&task=view).

<sup>34</sup> Blanco Muñoz (1998 : 410, cité dans Medina, 2005 : 98).

<sup>35</sup> Pour être reconnu juridiquement, le *Movimiento Bolivariano Revolucionario* doit changer de nom, car il tombe sous le coup de la loi de 1968, sur le nom, l'effigie, et les titres de Bolívar, (Hebrard, 2006 : 69-70) interdisant, entre autres, leur utilisation à des fins de propagande politique ou autres activités analogue : « No se podrá usar la efigie y el nombre de Simón Bolívar ni sus títulos de Libertador y Padre de la Patria en propaganda política proselitista o en actividades análogas » (Ley sobre el uso del nombre, la efigie y los títulos de Simón Bolívar, 20/06/1968, Art 4).

élections présidentielles. Le leitmotiv de la campagne électorale sera l'engagement à convoquer une Assemblée nationale constituante afin de rédiger une nouvelle constitution établissant, sur les bases du « bolivarianisme », la V<sup>ème</sup> République<sup>36</sup>. Aux élections de 1998, l'ex-Commandant putschiste se présente donc, à la tête d'une coalition de partis, le *Polo Patriótico* (Pôle patriotique), face à Henrique Salas Römer, soutenu à la fois par les deux partis traditionnels AD et COPEI, et Irene Sáez, ex reine de beauté et maire de Chacao (l'une des municipalités de Caracas), parmi les candidats les plus remarquables. Cette répartition des candidats témoigne bien de la fin du bipartisme instauré par le pacte de *Punto Fijo*.

## **1-1.2. Les débuts de la présidence de Hugo Chávez : entre adhésion populaire et contestation**

### **1-1.2.1. Une société divisée**

Hugo Chávez est élu à la présidence de la République le 6 décembre 1998, avec 56,45% des voix. Un an plus tard, le 15 décembre 1999, la nouvelle Constitution est approuvée par référendum avec 71,78% des suffrages exprimés<sup>37</sup>. Par ce texte, la République du Venezuela est rebaptisée « *República Bolivariana de Venezuela* » (République Bolivarienne du Venezuela). La Constitution de 1999, ou « Constitution Bolivarienne » implique de nombreuses nouveautés, parmi lesquelles la possibilité de destituer tout élu à mi-mandat par le biais d'un référendum, l'interdiction de cumuler les mandats et d'effectuer plus de deux mandats consécutifs. Elle établit en revanche l'allongement du mandat présidentiel (passant de 5 à 6 ans), et la possibilité d'une réélection pour le président, celui-ci s'appuyant désormais sur une assemblée nationale unicamérale. Le texte instaure également la mise en place d'un Pouvoir citoyen, exercé par un Conseil moral républicain, et prévoit un certain nombre d'avancées sociales, à travers

---

<sup>36</sup> La volonté de réforme, voire d'élaboration d'une nouvelle constitution avait déjà fait son chemin au sein de la société civile, puis de certains partis, et fut l'une des promesses –non tenue– de la campagne électorale du président Caldera (Medina, 2005 : 105).

<sup>37</sup> Pour les résultats du référendum constitutionnel de 1999, voir le site du Conseil National Electoral vénézuélien : <http://www.cne.gov.ve/estadisticas.php>, et pour ceux des élections présidentielles de 1998, voir Langué (2002 a : 36) (on ne trouve sur le site du CNE que les résultats par états, mais le pourcentage total ne figure pas).

une série d'articles consacrés aux droits des travailleurs, ou encore, chose inédite au Venezuela, aux droits des peuples indigènes<sup>38</sup>.

Dès son arrivée au pouvoir, Hugo Chávez bénéficie d'une popularité certaine, confirmée par une nouvelle victoire aux « méga-élections » de juillet 2000, lors desquelles une partie des mandats électoraux du pays (présidentiel, législatifs, et ceux de gouverneurs d'Etats) sont remis en jeu. Néanmoins, ces élections se déroulent, selon l'historienne Frédérique Langue (2002 a : 128), « dans un contexte de forte critique de ses adversaires et d'une bonne partie des médias », signe avant-coureur d'une contestation qui se fera, au fil du temps, de plus en plus virulente.

En effet, les secteurs économiques liés aux marchés financiers voient d'un mauvais œil certains aspects de la Constitution de 1999, tels que le retour à un certain interventionnisme de l'Etat, la réaffirmation de la propriété de l'Etat dans l'industrie pétrolière, ou le droit à des prestations sociales pour les travailleurs (López Maya 2005 : 263). En 2001, les forces d'opposition vont ainsi se regrouper au sein de la « *Coordinadora Democrática* »<sup>39</sup> (« Coordination démocratique »). Celle-ci réunit divers partis politiques et organisations, telles que l'organisation patronale *Fedecámaras* et la confédération syndicale CTV<sup>40</sup>, et un ensemble d'organisations non gouvernementales rassemblant des personnes issues des classes moyennes et supérieures, qui se revendiquent comme « la » société civile. Prônant la désobéissance civile, l'une des priorités de la coordination est de canaliser l'opinion publique (Langue 2002 a : 160, 174-183). Selon l'historienne vénézuélienne Margarita López Maya, les médias privés, en tant que secteur économique, jouent un rôle déterminant dans ce regroupement<sup>41</sup>. De cette opposition se dégage un chef de file : Pedro Carmona Estanga, président de *Fedecámaras*. Par ailleurs,

---

<sup>38</sup> Pour les nouveautés apportées par la Constitution de 1999, voir Langue (2002 a : 124-126), Porras Ponceleón (2000 : 12) et Vaisset (2011 : 36-61).

<sup>39</sup> Egalement connue sous le nom de « *Coordinadora por la Democracia y la Libertad* » (« Coordination pour la Démocratie et la Liberté ») ou « *Coordinadora Democracia de Acción Cívica* » (« Coordination Démocratie d'Action Civique »). Sur la composition de cette Coordination démocratique, voir López Maya (2005 : 259-260) et Langue (2002 a : 160).

<sup>40</sup> Respectivement *Federación de Cámaras del Comercio y la Producción* (Fédération de Chambres du Commerce et de la Production), principale organisation patronale vénézuélienne créée en 1944, et *Confederación de Trabajadores de Venezuela* (Confédération de Travailleurs du Venezuela), confédération syndicale la plus importante du pays, née en 1947 et liée au parti *Acción Democrática* (López Maya, 2005 : 257).

<sup>41</sup> López Maya (2005), p. 260. Sur la composition des forces d'opposition et leur rôle entre 2001 et 2004, voir le chapitre 11 de López Maya (2005 : 258-283), « Las insurrecciones de la oposición ».



durant la même année, certains alliés politiques du gouvernement de Hugo Chávez lui retirent leur soutien, comme le parti MAS (*Movimiento Al Socialismo*) ou le maire de Caracas, Alfredo Peña, ce qui vient renforcer la constitution d'un front d'opposition à la politique du président (López Maya 2005 : 265).

Le président Hugo Chávez compte quant à lui sur l'appui de plusieurs partis politiques tels que le MVR (son propre parti), le PPT (*Patria para Todos*), le PCV (Parti Communiste Vénézuélien), ou *Podemos* (issu d'une scission du MAS), ainsi que d'un certain nombre d'organisations sociales venant de catégories sociales moyennes et populaires, comme les « *círculos bolivarianos* »<sup>42</sup>, les « comités de terres urbaines », les organisations de *buhoneros* (marchants ambulants), etc. (López Maya 2005 : 260). Pour schématiser, les partisans de la « révolution bolivarienne » sont donc plutôt issus des classes populaires, et ses opposants, des classes aisées. En effet, la paupérisation d'une grande partie de la population<sup>43</sup>, héritée de la politique néo-libérale menée durant les deux dernières décennies de *Punto Fijo*, a creusé d'importants écarts dans la société vénézuélienne, que la politique économique du nouveau président n'est pas parvenue à réduire. Désormais, ce fossé entre riches et pauvres se traduit également par une division partisane entre les opposants au président Chávez (*antichavistas* ou *escuálidos*<sup>44</sup>) d'un côté, et ses défenseurs (*chavistas*) de l'autre.

#### 1-1.2.2. « L'avant-11 avril » : Les antécédents politico-économiques de la crise

Le large soutien populaire du président Chávez est donc contrebalancé par une opposition économiquement très puissante. Les années 2001 et 2002 vont ainsi se dérouler dans un climat de grande agitation politique et sociale face aux mesures prises par le gouvernement. Le premier mouvement de contestation de grande envergure de ces secteurs qui, depuis 1998, s'opposent à la politique de Hugo Chávez, sera le *paro cívico* (« grève

---

<sup>42</sup> Les « *círculos bolivarianos* » (« cercles bolivariens ») sont des organisations locales, dont la création a été impulsée par Hugo Chávez, et qui ont pour mission d'assurer une cohésion sociale, en défendant les idéaux de Simón Bolívar et de la Révolution bolivarienne. Voir <http://portal.gobiernoenlinea.ve/cartelera/CircuitosBolivarianos.html>. Sur cercles bolivariens voir aussi Racinoux et Zapata (2008 : 155).

<sup>43</sup> Les classes « pauvres » sont estimées à environ 70% des vénézuéliens à l'arrivée de Hugo Chávez (Langue, 2002 a : 40).

<sup>44</sup> Surnom donné par Chávez à ses opposants –qui se le sont d'ailleurs réapproprié–, signifiant « décharnés », « maigrichons ».

civique ») du 10 décembre 2001. La CTV et *Fedecámaras* appellent à la grève générale pour contester l'approbation par le gouvernement d'un ensemble de quarante-neuf lois et décrets réglementant de manière stricte certaines activités économiques-clé du pays – parmi lesquelles, le secteur des hydrocarbures – et dans une moindre mesure, la propriété privée rurale<sup>45</sup>. Ces lois sont édictées en vertu d'une Loi d'Habilitation (*Ley Habilitante*) votée à l'automne 2000, conférant à l'exécutif le droit de promulguer lui-même des lois dans certains domaines<sup>46</sup>. L'opposition rejette donc tout autant le contenu de ces textes que leur procédure législative, voyant dans cette manière de légiférer par décrets des tendances autoritaires de la part du gouvernement (López Maya 2005 : 265 ; Porras Ponceleón 2003 : 7). Très suivie, la grève du 10 décembre, à laquelle se joint la presse écrite, regroupée au sein du Bloc de Presse vénézuélien<sup>47</sup>, a pour effet de consolider le rassemblement de l'opposition et ne fait qu'attiser le conflit. Suite au *paro cívico*, chaque camp durcit ses positions : le président menace de fermer l'assemblée s'il perd la majorité parlementaire et de promulguer une loi limitant l'activité des médias ; l'opposition, quant à elle, exige le retrait des 49 lois, certains groupes allant jusqu'à demander la démission de Hugo Chávez (López Maya 2005 : 263-265).

En 2002, le climat devient de plus en plus conflictuel. Durant les mois de février et mars, plusieurs militaires, tels le général Guaicaipuro Lameda – qui vient d'être destitué de son poste de président de l'entreprise nationale de pétrole PDVSA (voir infra) – ou le contre-amiral Carlos Molina Tamayo, se « prononcent » ouvertement contre le président de la République, manifestant publiquement leur désaccord vis-à-vis de sa politique (Romero Jiménez 2005 : 245-250). La CTV et *Fedecámaras* signent quant à elles, le 5 mars 2002, un « Pacte de Gouvernabilité » (*Pacto de Gobernabilidad*) avalisé par l'Eglise, dans lequel les deux organisations proposent un « accord démocratique » pour assurer le futur du Venezuela, devenu selon eux ingouvernable<sup>48</sup>.

---

<sup>45</sup> Les trois lois les plus contestées sont la Loi sur les Hydrocarbures ; la Loi sur les Terres et le Développement Agricole établissant, entre autres, la redistribution de certaines terres non cultivées, et la Loi sur la Pêche, élargissant la zone de protection contre la pêche industrielle (Porras Ponceleón 2003 : 8).

<sup>46</sup> Voir Langue 2002 a : 178 ; Lander et López Maya 2002 : 16. Voir aussi à ce sujet le site du gouvernement vénézuélien : [http://www.mpd.gob.ve/decretos\\_leyes/habilitante.pdf](http://www.mpd.gob.ve/decretos_leyes/habilitante.pdf).

<sup>47</sup> Voir Lemoine 2002 et Langue 2002 a : 180. Sur le Bloc de Presse vénézuélien, voir *infra*, 1.2.2.2.

<sup>48</sup> « (...) La nation se trouve dans une situation de véritable urgence, et il est nécessaire d'engager des changements pour le futur de manière civile, démocratique et constitutionnelle. Face à l'incertitude croissante, aux signes évidents d'ingouvernabilité, aux menaces qui planent sur la stabilité démocratique et au refus de l'Exécutif d'accepter les négociations nécessaires pour que le pays avance. La CTV et

Enfin, la nouvelle orientation que le gouvernement cherche à donner à PDVSA<sup>49</sup> va déclencher une crise au sein de la compagnie pétrolière. En effet, en février, Hugo Chávez décide de renouveler une partie de la direction de l'entreprise – dont il annonce le licenciement au cours de son émission *Aló Presidente*<sup>50</sup> – et désigne à sa tête un nouveau président, Gastón Parra, à place du général Lameda. La nomination de cette nouvelle équipe provoque une vague de contestation chez les cadres dirigeants de la compagnie, qui invoquent le non-respect de la traditionnelle promotion par la « méritocratie » : en effet, si les nouveaux dirigeants sont des experts reconnus dans le domaine du pétrole, ils n'ont pas gravi les échelons habituels pour une telle promotion (Coronil 2005 : 93). Pour Margarita López Maya, au cœur de cette crise se trouve en fait la lutte entre deux conceptions opposées du fonctionnement de l'entreprise : l'une considérant que la politique pétrolière doit être dictée par l'Etat, l'autre, dans une logique néolibérale, estimant qu'elle doit être gérée par la direction de PDVSA elle-même (López Maya 2005 : 266-267). C'est donc pour défendre cette « méritocratie » que la CTV, avec l'appui de *Fedecámaras*, appelle à une grève générale de soutien à PDVSA le mardi 9 avril. Comparée au *paro cívico* du 10 décembre 2001, celle-ci n'est que partiellement suivie, mais la CTV reconduit la grève pour vingt-quatre heures, puis appelle à la grève générale illimitée à partir du 11 avril.

### 1-1.2.3. L'attitude des médias

Pour compléter cette présentation de la situation qui mena, le 11 avril, à des événements sanglants et à l'abandon de la présidence par Hugo Chávez, il faut également mentionner l'attitude des médias vénézuéliens au cours des mois précédant l'éclatement de la crise. Durant les premiers mois de 2002, les opposants à Chávez multiplient les

---

*Fedecámaras* avons décidé de nous adresser à la nation, pour promouvoir et former des équipes de travail qui élaborent dans les plus brefs délais les bases d'un programme pour un accord démocratique. (...) ». Extrait du « Pacte du Gouvernabilité », [www.globovision.com/documentos](http://www.globovision.com/documentos), in Romero Jiménez (2005 : 250, note 49), nous traduisons.

<sup>49</sup> L'entreprise *Petróleos de Venezuela Sociedad Anónima* (Pétroles de Venezuela Société Anonyme) a été nationalisée en 1976. Depuis l'« ouverture pétrolière » des années 1980, ouvrant les voies vers la privatisation, sa direction avait acquis un pouvoir croissant, évinçant petit à petit celui de l'Etat. Parmi les 49 lois approuvées en 2001, la Loi sur les Hydrocarbures freine cette tendance à la privatisation – sans pour autant interdire totalement la participation de capitaux privés – et redonne à l'Exécutif, par le biais du Ministère de l'Energie et des Mines, un rôle prépondérant dans la gestion et le contrôle de la compagnie (Porras Poncela 2003 : 8).

<sup>50</sup> Voir Cárdenas García et Gomes Ferreira (2008 : 146-147); Coronil (2005 : 93).

manifestations, tentant ainsi de retirer aux partisans du Gouvernement le « monopole de la rue » (López Maya 2005 : 264). Ces derniers répliquent par autant de marches de soutien au président. D'après Margarita López Maya, si les médias privés relaient largement les manifestations de l'opposition, ils accordent en revanche à celles des « chavistes » une couverture très limitée<sup>51</sup>. L'ancien journaliste de RCTV, Andrés Izarra, rapporte par exemple que le 4 février 2002, la gigantesque manifestation en commémoration de la tentative de coup d'Etat de Hugo Chávez dix ans plus tôt n'est pas couverte par cette chaîne de télévision (Izarra 2002 : 90). La télévision et la radio publiques ne consacrent, quant à elles, durant cette période conflictuelle, qu'une maigre partie de leurs programmes aux activités et aux opinions de l'opposition (Defensoría del pueblo 2002 : 4).

Puis, en avril, lorsque la CTV appelle à la grève, les médias privés relaient les appels à la grève de la « société civile » : les journaux *El Nacional* et *El Universal*, par exemple, publient un communiqué signé par trois « associations civiles » intitulé « *La sociedad civil también se para mañana* » (« La société civile elle aussi est en grève demain »), invitant à se joindre à la grève et donnant des consignes pour y participer<sup>52</sup>. Lorsque celle-ci débute, ils lui accordent une large couverture, et la presse écrite va jusqu'à se joindre à la grève<sup>53</sup>. De son côté, le gouvernement réquisitionne l'antenne pour transmettre, sur l'ensemble des médias du pays, des messages officiels (ou *cadena*<sup>54</sup>) de plus en plus fréquents, d'abord contre la grève, puis, le jour J, pour tenter de convaincre les Vénézuéliens qu'elle est un échec total. Les chaînes privées, ne pouvant se dérober à la

---

<sup>51</sup> López Maya (2002: 24). C'est également ce qu'indique le rapport de la Defensoría del pueblo, *Sucesos de abril : informe preliminar* (2002 : 3) (la *Defensoría del pueblo*, « Direction du Défenseur du peuple » ou Ombudsman, est l'une des instances du Pouvoir citoyen, chargée de la garantie des droits fondamentaux des citoyens).

<sup>52</sup> « **La société civile elle aussi est en grève demain. Guide de participation** : – Ne sors pas de chez toi. Participe aux arrêts de travail de 6h à 18h. – Montre ton soutien à PDVSA en accrochant à ta fenêtre et sur l'antenne de ta voiture ou de ton bus un drapeau du Venezuela, ou un tissu aux couleurs de la Patrie. – Garde tes casseroles à portée de main pour répondre aux messages officiels [*cadena*, voir infra] du gouvernement par le bruit de la désobéissance civile. – Sois attentif aux informations diffusées par les médias, au cas où il soit nécessaire de lancer d'autres initiatives ou de prolonger la grève. – Reste en contact avec les associations civiles pour partager l'information et promouvoir de nouvelles initiatives. *Asociación Civil Queremos Elegir*, *Asociación Civil Ciudadanía Activa*, *Asociación Civil Nulidad 1011* ». Communiqué publié dans *El Nacional* le 07 avril 2002 et dans *El Universal* le 08 avril 2002, nous traduisons.

<sup>53</sup> En effet, la plupart des journaux du pays ne sort pas en kiosque ce jour-là (à quelques exceptions près, comme le quotidien national *Últimas Noticias* ou le quotidien régional de Maracaibo, *Panorama*). Voir Defensoría del pueblo (2002: 5) et « Por segunda vez en cuatro meses no circuló la prensa nacional ni regional », *El Universal*, 10 avril 2002.

<sup>54</sup> La transmission de messages officiels sur l'ensemble des médias, ou *cadena*, est un procédé très employé par le président Hugo Chávez. Voir infra, 1.2.2.2.2.

diffusion de ces messages, décident de réagir en présentant, sur une moitié de l'écran, les annonces gouvernementales, et sur l'autre, des images de la ville en grève ; tandis qu'en bas de l'écran défile un texte dénonçant le caractère abusif de ces interventions<sup>55</sup>.

C'est donc dans un climat de conflit politique et social que surgissent les événements d'avril 2002, conflit dans lequel les médias prennent parti ouvertement : les uns (les médias publics) étant acquis à la cause du gouvernement, les autres (les médias privés) soutenant pour la plupart l'opposition.

### **1-1.3. Les événements d'avril 2002**

#### **1-1.3.1. Récit des faits**

Il ne s'agit pas, dans cette recherche, de comparer les faits survenus dans la réalité au récit qui en est fait dans les médias ; encore moins « d'interpréter le discours pour faire à travers lui une histoire du référent » (Foucault 1969 : 64). Il semble toutefois nécessaire de retracer les faits auxquels il sera fait référence tout au long de ce travail. Ce compte-rendu des différentes étapes de l'événement servira de repère chronologique et permettra de distinguer clairement les actes des différents protagonistes. Il reste encore aujourd'hui difficile de reconstituer avec précision les événements qui agitèrent le Venezuela en avril 2002 : si la littérature produite autour du *golpe*<sup>56</sup> est très abondante, on trouve néanmoins, sur ce sujet, assez peu de travaux ayant une perspective réellement historique. En effet, la crise sociopolitique dont on parle ici, ainsi que toute la période de gouvernement de Hugo Chávez, appartiennent à ce que certains historiens appellent l'histoire du « temps présent » ou « histoire du très contemporain »<sup>57</sup>. Ainsi, malgré l'émergence, aujourd'hui, d'une

---

<sup>55</sup> Voir Defensoría del pueblo (2002 : 5) et témoignage de Andrés Izarra in ININCO 2002 : 16).

<sup>56</sup> Le mot « golpe » (« coup ») est une abréviation du syntagme « golpe de Estado » (« coup d'Etat »), voir 6.6.3. Si cette désignation est souvent employée pour faire référence aux événements d'avril 2002 au Venezuela, il serait inexact d'affirmer que la qualification de « golpe » fait l'unanimité, car une partie de la population, essentiellement ceux qui sont opposés à la politique de Hugo Chávez, se refuse encore aujourd'hui à parler de coup d'Etat.

<sup>57</sup> En France, l'« histoire du temps présent » fait référence au courant historiographique rattaché à l'Institut d'Histoire du Temps Présent (dépendant du CNRS), spécialisé dans l'étude de la seconde guerre mondiale (régime de Vichy, collaboration, résistance) et à ses répercussions dans la vie politique nationale (par exemple, le « procès Papon »). Pour l'historienne Frédérique Langue, spécialiste du Venezuela, cette catégorisation est totalement appropriée à l'étude de la période de gouvernement de Hugo Chávez, étant donné le laps de temps réduit entre le déroulement des faits et leur analyse. Voir Langue (2005 : 228-229 ; 2003 ; 16).

littérature « universitaire » sur ce thème, la plupart des travaux réalisés jusqu'ici l'ont été par des journalistes ou des personnes proches du Gouvernement, c'est-à-dire des individus impliqués de près dans les faits, et donc pour qui il est difficile de les traiter avec distance. De plus, ces événements se sont déroulés dans la plus grande confusion ; les médias, comme on le verra, en ont été partie prenante, et certains faits ont même été, sur le moment, passés sous silence. Autant de choses qui rendent difficile la tâche d'en faire un compte-rendu précis. Notre récit des faits est basé sur différents types de documents tels que des articles ou des extraits d'ouvrages scientifiques, des témoignages écrits ou des analyses de journalistes, un témoignage oral<sup>58</sup>, deux documentaires, un document officiel et parfois même, sur des articles de journaux de notre propre corpus. La partialité des sources utilisées (voir introduction) ne nous permet donc pas de garantir l'exactitude de toutes les informations recueillies à travers cette documentation. Nous avons néanmoins essayé de recouper ces différents éléments, afin d'en faire un exposé le plus fidèle possible.

#### **1-1.3.1.1. 11 avril : manifestations à l'issue fatale et chute de Hugo Chávez**

La grève générale illimitée débute donc à partir du 11 avril, et le matin une importante manifestation rassemble plusieurs centaines de milliers de personnes<sup>59</sup> à Caracas, à l'appel de la Coordination Démocratique (composée principalement de la CTV et *Fedecámaras*, voir *supra*). Elle effectue dans un premier temps le parcours autorisé, depuis le Parque del Este<sup>60</sup> jusqu'au siège de PVSA à Chuao. Mais en arrivant à destination, certains des organisateurs de la manifestation, parmi lesquels le dirigeant de la CTV, Carlos Ortega et les généraux Molina Tamayo et Lameda, stimulés par l'affluence de manifestants, exhortent les foules à poursuivre jusqu'au Palais présidentiel de Miraflores,

---

<sup>58</sup> Celui de Enrique Hernández, qui a assisté aux manifestations du 11 avril, auxquelles il s'était rendu en tant que photographe de l'agence de presse officielle *Venpres*.

<sup>59</sup> Les chiffres varient entre 300 000 et 1 000 000 de personnes environ (Coronil 2005 : 93).

<sup>60</sup> Si l'on schématise, à l'Est de Caracas se trouvent les « beaux quartiers » de la ville, où vit une population de classes aisées et où l'on trouve de grandes résidences très protégées, alors qu'à l'Ouest de la ville se trouvent les quartiers populaires ; le centre de la ville, où sont situés de nombreux ministères et le palais présidentiel Miraflores, est également un secteur plutôt populaire, et surtout, le bastion des *chavistes*, dont le lieu symbolique est la plaza Bolívar. Le lieu symbolique de l'opposition est la plaza Altamira, située à l'Est de la ville, qui sera occupée, à partir du 24 octobre 2002, par des militaires dissidents au régime de Hugo Chávez. La composition géographique et sociale de la ville n'est donc pas anodine et a même aujourd'hui une dimension symbolique et politique (Voir Racinoux et Zapata 2008).

afin de pousser Chávez à démissionner<sup>61</sup>. La décision est relayée par les chaînes de télévision privées, sous forme de messages publicitaires incitant à se joindre au défilé (López Maya 2005 : 268 et note 2 : 268), si bien que le cortège grossit au fur et à mesure qu'il avance vers le centre de Caracas. Le journal *El Nacional*, publie quant à lui, dans le courant de la journée, une édition extraordinaire, titrant en Une : « La batalla final será en Miraflores » (« La bataille finale aura lieu à Miraflores »). Quand la manifestation de l'opposition arrive dans les environs de Miraflores – où sont réunis, en soutien au président, de nombreux partisans du gouvernement – la violence monte. Certains groupes commencent à s'affronter à coup de pierres et de gaz lacrymogènes<sup>62</sup>. Et vers 15h30, les premiers morts tombent ; on en comptera dix-neuf à la fin de la journée, ainsi que des dizaines de blessés, partisans et opposants au régime.

Lorsqu'à 15h45, le président Hugo Chávez interrompt la programmation des chaînes de télévision par un message officiel (*cadena*) pour appeler les Vénézuéliens au calme, celles-ci, de nouveau, divisent en deux les écrans, pour diffuser, en même temps que le discours présidentiel, les troubles qui ont lieu dans le centre de Caracas<sup>63</sup>. Le gouvernement décide alors de suspendre dans la capitale l'émission des principales chaînes privées, mais celles-ci contournent l'interdiction et recommencent peu après à émettre par satellite. Et quand, dans la soirée, elles reprennent leur transmission normale, elles diffusent des images filmées par *Venevisión*, montrant des manifestants chavistes tirant du haut d'un pont (le pont *Llaguno*) vers une avenue se situant en contrebas, où la manifestation de l'opposition était censée se trouver.

Une série d'événements va ensuite précipiter la chute du président Hugo Chávez. Dans la soirée, les télévisions diffusent un message à travers lequel un groupe de militaires rebelles, dirigé par le vice-amiral Héctor Ramírez Pérez, déclare refuser dorénavant l'autorité du gouvernement<sup>64</sup>. Puis le Général Efraín Vázquez Velasco, Commandant

---

<sup>61</sup> Voir le documentaire de Ángel Palacios (2004), *Defensoría del pueblo* (2002 : 6), López Maya (2002: 24), et Coronil (2005 : 93). Rappelons que les généraux Molina Tamayo et Lameda font partie des militaires qui se manifestèrent publiquement contre Hugo Chávez quelques mois plus tôt (voir *supra*).

<sup>62</sup> Voir Lemoine 2003 et documentaire de Ángel Palacios 2004.

<sup>63</sup> Voir Palacios 2004 et Izarra 2002 in ININCO 2002 : 17.

<sup>64</sup> Selon le témoignage d'Otto Neustadl, correspondant de CNN au Venezuela convoqué pour l'occasion, ce message, diffusé dans la soirée par les chaînes de télévision privées, aurait été enregistré plus tôt dans l'après-midi, vers 14h30 (Palacios 2004). Or les militaires rebelles font allusion dans cette déclaration aux personnes tuées par des francs-tireurs (voir *infra*), avant même que ces faits n'aient eu lieu (les premiers

Général de l'Armée, rejette à son tour l'autorité du président de la République, se refusant ainsi à intervenir militairement<sup>65</sup>. Luis Miquilena, ancien proche du gouvernement, déclare quant à lui à la télévision que Chávez a du sang sur les mains et réclame une issue institutionnelle à la crise<sup>66</sup>. Peu après, sous les pressions d'un groupe d'opposants<sup>67</sup>, la chaîne de l'Etat (le *canal 8*) est évacuée et doit cesser d'émettre. Enfin, après de longues négociations entre Hugo Chávez et deux généraux<sup>68</sup>, peu après 3h du matin, le Général en chef des Forces Armées, Lucas Rincón Romero annonce dans un communiqué, au nom du Haut Commandement de l'Armée, la démission du président<sup>69</sup> :

Se le solicitó al señor Presidente de la República la renuncia de su cargo. La cual aceptó<sup>70</sup>.

Hugo Chávez est alors conduit à la base militaire de Fuerte Tiuna, avant d'être transféré sur l'île de la Orchila, au large des côtes vénézuéliennes.

La démission du président peut apparaître comme la suite logique et légitime de ces événements, dès lors que les morts survenues pendant la manifestation sont attribuées à Hugo Chávez et à ses partisans. C'est l'effet produit par la division des écrans de télévision

---

morts tombent vers 15h30). Si ce témoignage s'avère véridique, il implique que les événements du 11 avril auraient été prémédités par une alliance de civils et de militaires qui utilisèrent le prétexte de la répression d'une manifestation par le gouvernement pour donner une légitimité démocratique aux faits qui suivirent (la supposée démission de Hugo Chávez et la mise en place d'un gouvernement de transition). C'est la thèse défendue, entre autres, par Ángel Palacios dans son documentaire (2004), et par Margarita López Maya (2005 : 269).

<sup>65</sup> Voir Romero Jiménez (2005 : 253) et Irwin et Langue (2003 : 23).

<sup>66</sup> Voir par exemple les articles « Miquilena: "No quiero mi nombre vinculado con un Gobierno manchado de sangre" » et « Miquilena llama a presionar a los poderes públicos », publiés respectivement dans *El Nacional* et *El Universal* le 12 avril 2002.

<sup>67</sup> Menés par Enrique Mendoza, gouverneur d'opposition de l'Etat de Miranda (voir documentaire de Palacios 2004, et *El Nacional* 13 avril 2002 : « Trabajadores de VTV se deslindan de excesos gubernamentales »). Selon ce quotidien, la *Guardia Nacional*, ne garantissant plus la sécurité des journalistes, aurait fait évacuer la chaîne.

<sup>68</sup> Selon le journal *El Universal* (« Comisión militar negocia salida del Presidente », 12 avril 2002), les généraux Néstor González González et Enrique Medina Gómez auraient été envoyés à Hugo Chávez par le Commandant Général de l'armée, Efraín Vázquez Velasco, pour négocier sa démission. Le président avait envoyé auparavant les généraux Eliécer Hurtado Sucre et Manuel Rosendo pour entamer des négociations avec le Commandant Général de l'armée, mais leurs pourparlers étaient restés vains. Voir également « Junta provisional de gobierno conducirá la transición », *El Nacional*, 12 avril 2002 et « El presidente quiere renunciar », *Últimas Noticias*, 12 avril 2002.

<sup>69</sup> Nous reviendrons ultérieurement sur le problème de la véracité ou non de cette démission (voir 1.1.3.3).

<sup>70</sup> « Il a été demandé au président de la République de démissionner de son poste. Il a accepté ». La vidéo de l'annonce de la démission de Hugo Chávez, diffusée à de nombreuses reprises à la télévision (Lemoine, 2003 : 78) est disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.youtube.com/watch?v=WvkcT5X9ORA&feature=related>. La retranscription écrite de ce communiqué est disponible à l'adresse suivante : <http://www.analitica.com/va/politica/opinion/4117749.asp>. Les deux URL ont été consultées le 16 août 2011.



cet après-midi-là, qui, montrant en parallèle l'allocution en *cadena* du président et les images des troubles qui agitent le centre de Caracas, incite les téléspectateurs à associer les paroles de Chávez aux assassinats commis<sup>71</sup>. La séquence filmée par *Venevisión*, qui montre des militants chavistes tirant du pont Llaguno, vient confirmer cette version des faits. Or plusieurs témoignages fournissent de cette scène une toute autre version.

Ainsi, Ángel Palacios a tenté de reconstituer les événements du 11 avril, à partir de diverses archives audiovisuelles et de témoignages, dans un documentaire intitulé *Puente Llaguno : Claves de una masacre*. D'après lui, il semblerait que les tirs qui ont touché plusieurs manifestants ainsi que quelques passants provenaient pour une bonne part de francs-tireurs postés sur des toits d'immeubles, mais également de certains policiers de la PM (*Policía Metropolitana*) – censée empêcher l'affrontement entre les deux manifestations –, ainsi que de civils se trouvant au milieu des manifestants. Cette version des faits coïncide avec celle du journaliste français Maurice Lemoine, et avec celle de Enrique Hernández, photographe de l'agence de presse officielle *Venpres*, tous les deux présents sur les lieux<sup>72</sup>.

De plus, le documentaire *Puente Llaguno : Claves de una masacre*, montre que lorsque la vidéo de *Venevisión* a été filmée, la manifestation de l'opposition était à quelques rues de là, et qu'il n'y avait en contrebas, dans l'avenue Baralt vers laquelle tiraient ces personnes, qu'une poignée de manifestants chavistes, ainsi qu'une unité blindée de la PM. On peut y observer également que le reporter de *Venevisión* qui filmait ces images n'avait pas de visibilité sur l'avenue Baralt, et ne pouvait donc savoir qui s'y trouvait. Mais la séquence dans sa totalité – que l'on peut voir dans ce documentaire – montre sans ambiguïté que ces hommes répondent à des coups de feu dont ils font l'objet. De plus, la scène est commentée en direct, micro en main, par le reporter de *Venevisión*. Or, lors de la diffusion, les images où l'on voit les balles fuser vers ces hommes seront coupées, et la voix du reporter sur le terrain remplacée par une voix *off* indiquant qu'il

---

<sup>71</sup> Ainsi, un article du 12 avril 2002 de *El Nacional*, intitulé « *Hablabas y hablabas* » (« Et tu parlais, et tu parlais ») commence par ces lignes : « *Hablaba y hablaba mientras sonaban los disparos* » (« Il parlait et il parlait, tandis que les coups de feu retentissaient »).

<sup>72</sup> Voir Palacios (2004), Lemoine (2003 : 77) et entretien avec Enrique Hernández. Le rapport de la Defensoría del pueblo (2002 : 6) et celui de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (rapport disponible en ligne sur le site de la CIDH : <http://www.cidh.oas.org/>), mentionnent également la présence de francs-tireurs.

s'agit de membres du MVR tirant froidement contre la manifestation pacifique et sans défense de l'opposition. C'est donc une séquence tronquée et retouchée qui sera diffusée sur toutes les chaînes vénézuéliennes, et reprise dans les médias du monde entier.

#### **1-1.3.1.2. 12 avril : mise en place d'un gouvernement de facto**

Le matin du 12 avril, les médias nationaux annoncent donc la démission de Hugo Chávez et l'accession au pouvoir d'un nouveau président de la République, Pedro Carmona, président de l'organisation patronale *Fedecámaras*. Dans l'après-midi, lors d'une cérémonie célébrée à Miraflores, Pedro Carmona s'autoproclame président de la République et émet un décret instaurant un « gouvernement de transition démocratique et d'unité nationale »<sup>73</sup>. Par ce décret, il change le nom du pays, qui redevient *República de Venezuela*, et non plus *República Bolivariana de Venezuela*, comme établi par la Constitution de 1999, (article 2). De plus, il démet de leurs postes les députés de l'Assemblée Nationale (art. 3), se donnant également le droit de remplacer toutes les autorités élues si nécessaire (art. 7), et il appelle à l'organisation de nouvelles élections avant un an (art. 3 et 6). Ce décret suppose également la suspension des 49 décrets établis par *Ley Habilitante* en 2001 (art 9). Selon le journal *El Nacional*<sup>74</sup>, ce texte est signé par des représentants des partis politiques et des gouverneurs fédéraux, de la CTV, des secteurs patronal et bancaire, mais également par des représentants de l'Eglise, des ONG et des médias<sup>75</sup>. Quant aux généraux dissidents Héctor Ramírez Pérez et Guaicaipuro Lameda, le premier est nommé ministre de la défense, et le second retrouve son poste de président de PDVSA<sup>76</sup>.

---

<sup>73</sup> Article premier du décret de gouvernement provisoire : « Constituer un gouvernement de transition démocratique et d'unité nationale. Pedro Carmona Estanga, N° d'Identité 1.662.556, est désigné président de la République du Venezuela. (...) », nous traduisons (voir annexe 8). Le texte figure également en annexe de l'article de López Maya (2002 : 27-28) (« Decreto del gobierno provisional de Pedro Carmona Estanga ») et a aussi été publié dans *El Universal* le 13 avril 2002, sous le titre « *El decreto inicial* ».

<sup>74</sup> « Gobierno de transición disolvió la Asamblea Nacional », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>75</sup> Parmi les signataires, on peut citer, entre autres : pour les partis politiques, José Curiel, membre du parti d'opposition COPEI ; pour l'Eglise, le Cardinal José Ignacio Velasco, archevêque de Caracas ; pour les médias, Miguel Angel Martínez, président de la Chambre des Diffuseurs de Radio du secteur privé, et pour les gouverneurs fédéraux, Manuel Rosales, qui sera le candidat – malheureux – d'opposition face à Hugo Chávez lors des élections présidentielles de 2006.

<sup>76</sup> Voir « Nuevo Gabinete », *El Nacional*, 13 avril 2002.

Ce jour-là ont lieu de nombreuses perquisitions et arrestations arbitraires : plusieurs personnalités politiques proches du *chavisme* sont appréhendées à leurs domiciles, sous les encouragements déchaînés de manifestants de l'opposition. Ces détentions (ou « *allanamientos* ») sont amplement couvertes par les chaînes de télévision<sup>77</sup>. Les locaux de l'agence de presse officielle *Venpres* sont également perquisitionnés sans mandat, ainsi que ceux de certains médias communautaires<sup>78</sup>.

La réaction populaire aux événements survenus depuis la veille commence alors à se faire entendre. Dans plusieurs villes du pays, éclatent des manifestations de protestation en faveur du président déchu et contre l'instauration de ce gouvernement *de facto*, et à Caracas, de nombreuses personnes se regroupent devant Fuerte Tiuna, réclamant qu'Hugo Chávez leur annonce lui-même sa démission. En même temps, dans les *barrios*<sup>79</sup> (quartiers populaires) de l'ouest de la ville retentit un gigantesque *cacerolazo*<sup>80</sup>.

#### **1-1.3.1.3. 13 avril : revirement de situation et retour au pouvoir de Hugo Chávez**

L'attitude du secteur militaire sera le facteur principal du retournement de situation qui a lieu le samedi 13 avril : une partie de celui-ci affirme son soutien à la légalité, rejetant l'autorité du gouvernement de Pedro Carmona, tandis que certains de ceux qui l'avaient soutenu lui retirent leur soutien. Ainsi, dans la matinée, le général Raúl Isaías Baduel, commandant de la brigade de parachutistes de Maracay, se déclare en rébellion vis-à-vis du gouvernement de transition, réclame le retour à la constitutionnalité, et rédige avec d'autres militaires le manifeste de l'« Opération restitution de la dignité nationale »<sup>81</sup>. Il reçoit immédiatement l'adhésion de ses officiers, puis de plusieurs autres garnisons du

---

<sup>77</sup> Tarek William Saab, député du MVR, Ramón Rodríguez Chacín, Ministre de l'Intérieur, ou encore Ronaldo Blanco La Cruz, gouverneur de l'Etat de Táchira, sont ainsi victimes de la répression du gouvernement de Pedro Carmona. Voir Herrera (2003 : 11, Lemoine (2002), et Izarra (2002 : 85).

<sup>78</sup> Pour plus d'informations sur les médias dits « communautaires », voir 1.2.23. Sur la perquisition des locaux de *Venpres*, voir « Guardia Nacional revisa instalaciones de Venpres », *El Universal*, 13 avril 2002, p.3-9, ainsi que le témoignage de Enrique Hernández.

<sup>79</sup> Les *barrios* sont les quartiers « populaires » de Caracas. Composés d'habitations de fortune, ils s'étendent sur les collines en périphérie de Caracas, mais également à l'intérieur même de la ville.

<sup>80</sup> Sur la réaction populaire au coup d'Etat, voir López Maya (2002 : 26), Defensoría del pueblo (2002 : 8), et Díaz Rangel (2002 : 136).

<sup>81</sup> Díaz Rangel (2002 : 134-135). Le manifeste « Opération restitution de la dignité nationale » (*Operación restitución de la dignidad nacional*) peut être consulté sur le blog de Raul Baduel : <http://raulbaduel.blogspot.com/2009/09/anexo-del-manifiesto-de-la-operacion.html>.

pays qui tour à tour lui témoignent leur appui. Dans l'après-midi, le changement de position du Commandant Général de l'Armée Efraín Vázquez Velasco, sera lui aussi décisif : s'adressant aux médias, il déclare dans un communiqué qu'il n'acceptera de continuer de soutenir le gouvernement de transition que sous certaines conditions, parmi lesquelles, le rétablissement des pouvoirs publics et la modification du décret du 12 avril 2002<sup>82</sup>.

Dans la capitale, les militaires récupèrent le contrôle de la base militaire de Fuerte Tiuna, dans l'enthousiasme de la foule réunie là depuis la veille. Grâce à la Garde d'Honneur du Palais présidentiel, les forces loyalistes reprennent possession du palais de Miraflores, devant lequel de nombreuses personnes se sont également rassemblées pour réclamer le retour du président légitime. La cérémonie de prise de fonction des nouveaux ministres du gouvernement de Pedro Carmona, prévue pour l'après-midi, ne peut donc avoir lieu, et les ministres du cabinet de Hugo Chávez commencent alors à regagner Miraflores. Dans la soirée, vers 22h, Pedro Carmona renonce à la Présidence de la République. Diosdado Cabello, vice-président du gouvernement déchu, est nommé président provisoire. Il envoie chercher Hugo Chávez sur l'île de la Orchila où celui-ci est détenu<sup>83</sup>. Dans la nuit du 13 au 14 avril, Hugo Chávez récupère ses fonctions et s'adresse aux Vénézuéliens dans un message officiel (par *cadena nacional*), les appelant au calme et à l'unité<sup>84</sup>. Le 14 avril, jour du retour à l'ordre constitutionnel, sera marqué par de nombreux actes de vandalisme dans plusieurs quartiers de Caracas (Defensoría del pueblo 2002 : 9).

#### **1-1.3.1.4. Le silence médiatique des 12 au 14 avril**

Ici encore, l'attitude des médias au cours de ces événements est à souligner. A partir du 12 avril 2002, lendemain de la chute du président Hugo Chávez et jour de la

---

<sup>82</sup> Voir « El comunicado de la Comandancia del Ejército », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002, Díaz Rangel (2002 : 134-135) et Juan Carlos Rey (2002). Selon le journal *Últimas Noticias*, Pedro Carmona aurait d'ailleurs accepté de rétablir l'assemblée nationale, qu'il avait dissoute la veille (*Últimas Noticias*, 14 avril 2002, « Presidente de la Junta rectificó y restituyó la Asamblea Nacional »).

<sup>83</sup> Sur le revirement d'une partie de l'armée, la récupération du contrôle de la situation par les forces loyalistes, et le retour de Hugo Chávez au pouvoir, voir Díaz Rangel (2002), López Maya (2002 : 26), Irwin et Langue (2003 : 23), ainsi que le documentaire de Bartley et O'Briain (2003).

<sup>84</sup> Voir le discours de retour au pouvoir du 14 avril 2002, [http://www.analitica.com/bitbliblioteca/hchavez/vuelta\\_al\\_poder.asp](http://www.analitica.com/bitbliblioteca/hchavez/vuelta_al_poder.asp), voir annexe 9.

proclamation de Pedro Carmona comme nouveau président du Venezuela, s'installe dans le pays une sorte de « silence médiatique »<sup>85</sup>. Comme on l'a dit précédemment, la transmission de la chaîne de télévision publique, *Venezolana de Televisión* (ou *Canal 8*) est interrompue le 11 avril dans la soirée, laissant aux médias privés la mainmise sur l'information. Les chaînes de télévision privées tenteront alors de dissimuler toutes les informations pouvant compromettre l'instauration du gouvernement de transition. Ainsi, les manifestations spontanées des 12 et 13 avril en faveur du gouvernement légitime ne sont pas relayées par les médias télévisés<sup>86</sup>. Un autre exemple de cette censure médiatique est l'interruption de la diffusion en direct de la conférence de presse du *Fiscal General de la República*<sup>87</sup> Isaías Rodríguez le 12 avril, car celui-ci, au lieu de donner publiquement sa démission, comme il l'avait annoncé, condamne les événements qui viennent d'avoir lieu, déclarant : « (...) Il ne fait aucun doute que l'Etat constitutionnel a été totalement violé, et que nous sommes face à une situation que l'on ne peut qualifier autrement que de coup d'Etat »<sup>88</sup>.

Andrés Izarra, alors responsable de production du journal télévisé *El Observador* sur RCTV, rapporte que dans la matinée du 12 avril, lors de la réunion éditoriale, les journalistes avaient reçu la consigne « zéro chavisme sur les écrans »<sup>89</sup> : aucune information ayant un rapport quelconque avec Hugo Chávez, son gouvernement, ses partisans ou sa famille, ne devait être mentionnée. Pendant ces quelques jours, la chaîne de télévision empêchera ainsi la diffusion d'un certain nombre de nouvelles et de déclarations déterminantes, telles qu'une interview de la fille de Hugo Chávez réalisée par la télévision

---

<sup>85</sup> Nous empruntons cette expression à Earle Herrera (2003), professeur et député vénézuélien, membre de la commission parlementaire chargée de l'enquête sur le coup d'Etat d'avril 2002. Eleazar Díaz Rangel (2002 : 135) quant à lui parle de « silence informatif » (« *silencio informativo* »).

<sup>86</sup> Defensoría del pueblo (2002 : 8), voir également le témoignage de Izarra (in ININCO 2002 : 19).

<sup>87</sup> Le *Fiscal General de la República* est la plus haute autorité du Ministère Public, équivalant au Procureur de la République en France (voir *Constitución de la República Bolivariana de Venezuela*, articles 284 et 285).

<sup>88</sup> «No hay ninguna duda de que se ha violentado totalmente el Estado Constitucional y de que estamos ante una situación que no se puede calificar sino de golpe de Estado», extrait de la conférence de presse de Isaías Rodríguez, in *Puente Llaguno. Claves de una masacre*, (2004) de Ángel Palacios. Ce documentaire mentionne que les chaînes de télévision RCTV, *Venevisión*, et *Globovisión*, entre autres, ont interrompu la diffusion de la conférence de presse du *Fiscal*. Sur la censure de cette déclaration, voir aussi le témoignage de Andrés Izarra (2002 : 85), et Defensoría del pueblo (2002 : 7).

<sup>89</sup> « *Cero chavismo en pantalla* ». Sur l'ensemble des informations dissimulées par RCTV, voir le témoignage de ce journaliste dans Izarra (2002) et ININCO (2002 : 15-22). Journaliste de RCTV depuis 1999, Andrés Izarra a démissionné de son poste en raison de la ligne éditoriale imposée par la chaîne de télévision durant les événements d'avril 2002.

cubaine, dans laquelle celle-ci déclare que son père n'a pas démissionné et a été fait prisonnier, ou le *pronunciamiento* du général Baduel, auquel assistent pourtant certains journalistes de RCTV. L'une des revendications des auteurs du manifeste de l'« Opération restitution de la dignité nationale » sera d'ailleurs d'être entendus dans les médias<sup>90</sup> ; mais le communiqué n'en sera pas moins censuré par l'ensemble des chaînes de radios et de télévision. La chaîne RCTV ne fera pas davantage mention de déclarations provenant des gouvernements français et mexicains, tous deux refusant de reconnaître le nouveau gouvernement de Pedro Carmona ; ni de l'information, obtenue par des pilotes, indiquant que l'ex-président Hugo Chávez a été transféré sur l'île de la Orchila. Quant aux manifestations populaires contre le gouvernement de transition, Andrés Izarra signale que leur couverture fut délibérément omise et que des reporters furent même envoyés sur le terrain pour recueillir des images attestant que le calme régnait, à Caracas comme dans le reste du pays (Izarra 2002 : 86).

Plusieurs auteurs<sup>91</sup> signalent que pendant ces journées de bouleversement politique total, les chaînes de télévision privées se contentent de diffuser leur programmation habituelle (dessins animés, *telenovelas*, etc.) sans se soucier des événements qui ont lieu. Face à ce mutisme, de nombreux Vénézuéliens ont eu recours aux médias internationaux (la chaîne CNN principalement) à Internet, ou aux médias communautaires<sup>92</sup>. Ainsi, contrairement aux grandes chaînes de télévision privées, la radio communautaire *Radio Fe y Alegría* transmet la totalité de la conférence de presse dans laquelle le procureur Isaías Rodríguez dénonce la perpétration d'un « coup d'Etat »<sup>93</sup>. Un article du quotidien *Últimas Noticias*, le 14 avril 2002, souligne quant à lui le rôle important joué par le bouche-à-oreille et par les téléphones portables dans la circulation de l'information et des rumeurs<sup>94</sup>. D'autre part, diverses personnes exprimèrent leur mécontentement vis-à-vis du silence

---

<sup>90</sup> « 3- Obtenir l'accès aux mass médias, étant donné qu'en ce moment, ces derniers n'accomplissent pas leur fonction de fidèles compatriotes allant jusqu'à se faire assassiner dans la rue », extrait du manifeste de l'« Opération restitution de la dignité nationale », <http://raulbaduel.blogspot.com/2009/09/anexo-del-manifiesto-de-la-operacion.html>. Sur la censure de ce communiqué par l'ensemble des médias, voir Díaz Rangel (2002 : 135).

<sup>91</sup> Voir López Maya 2002 : 26 ; Herrera 2003 : 11 ; Britto García 2003 : 124 ; et Lemoine 2002 : 7.

<sup>92</sup> Voir Britto García 2003 : 124 ; Herrera 2003 : 11 ; Quintero 2003 : 39 ; et Lemoine 2002 : 7.

<sup>93</sup> Voir témoignage du coordinateur de la radio, Javier Barrios (ININCO 2002 : 22-29).

<sup>94</sup> « De cómo el rumor desbordó la información en la capital », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

médiatique à travers des manifestations violentes devant plusieurs sièges de médias<sup>95</sup>, tels que ceux des chaînes de télévision RCTV *Venevisión*, et *Globovisión* ou ceux des quotidiens *El Nacional* et *El Universal*.

Ce n'est que dans la soirée du samedi 13 avril, avec le rétablissement de la transmission de la chaîne d'Etat *Venezolana de Televisión*, que les Vénézuéliens peuvent enfin être informés du revirement de situation en faveur du gouvernement légitime : on leur annonce que Hugo Chávez n'a pas démissionné<sup>96</sup> et que le contrôle de Miraflores a été récupéré depuis plusieurs heures<sup>97</sup>. Quant à la presse écrite, à l'exception des journaux *Últimas Noticias* et *Panorama*, elle ne sort pas en kiosque le dimanche 14 avril, jour du retour de Hugo Chávez au pouvoir, invoquant par la suite des raisons de sécurité<sup>98</sup>.

### **1-1.3.2. Les zones d'ombre : quelques interprétations des événements d'avril 2002**

Comme l'indique Frédérique Langue (2002 b : 13), « un certain nombre d'inconnues et de contradictions persistent, quant aux circonstances exactes du coup d'Etat et contre-coup d'Etat ». Ces événements, étant donné la grande confusion dans laquelle ils se sont déroulés, ont ainsi donné lieu à différentes interprétations. L'une des zones d'ombre qui demeure notamment est celle de l'origine des coups de feu tirés lors de la manifestation du 11 avril, faisant des victimes dans les deux camps, « et dont les deux parties se rejettent la responsabilité et les martyrs » (Langue 2002 b : 13). Si plusieurs témoignages font état de la présence de francs-tireurs postés sur des immeubles (voir 1.1.3.1.1), la question de leur identité et de la motivation de leurs actes reste entière<sup>99</sup>. Un autre point non élucidé est celui de la participation des Etats-Unis : selon certains

---

<sup>95</sup> Voir Lemoine (2002), et les articles « Protestaron frente a distintos medios de comunicación social », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002, et « Medios fueron hostigados », *El Universal*, 15 avril 2002.

<sup>96</sup> Sur la question de la démission de Hugo Chávez, voir 1.1.3.3.

<sup>97</sup> Voir López Maya (2002), p.26 et les documentaires *Puente Llaguno : Claves de una masacre* (2004) et *Hugo Chávez : The revolution will be not televised* (2003).

<sup>98</sup> Voir « El Nacional no circuló ayer por razones de seguridad » et « Por razones de seguridad no pudieron circular periódicos nacionales », *El Nacional*, 15 avril 2002; « A nuestros lectores » et « La prensa escrita no salió este domingo a la calle », *El Universal*, 15 avril 2002

<sup>99</sup> Certains affirment que ces francs-tireurs ne seraient autres que des membres de la Police Métropolitaine. C'est la thèse défendue par exemple par l'Association des Victimes du Coup d'Etat (*Asociación de Víctimas del Golpe de Estado*). Voir Ernesto Villegas Poljak 2009. Plusieurs fonctionnaires de la PM ont d'ailleurs été condamnés en avril 2009 pour complicité dans le meurtre de plusieurs des victimes du 11 avril.

journalistes en effet, l'ensemble de ces événements auraient été prémédités avec le soutien de ce pays, qui aurait notamment financé les mouvements de protestation et la campagne médiatique contre Hugo Chávez (voir Meyssan 2002). Dans son désormais célèbre ouvrage, *El código Chávez*, l'avocate et journaliste nord-américaine Eva Golinger (2005) démontre ainsi l'implication de Washington dans les événements d'avril, s'appuyant sur des documents du Département d'Etat et du Département de Défense qu'elle a réussi à se procurer grâce à la FOIA, Loi pour la liberté d'information (*Freedom of Information Act*). L'historienne Frédérique Langue (2002 a) souligne pour sa part que « l'ambassadeur américain à Caracas, Charles Shapiro, arrivé à Caracas quelques jours avant le coup d'Etat, fut l'un des très rares diplomates (avec l'ambassadeur d'Espagne) à rendre visite au nouveau gouvernement, et que deux officiers américains de haut rang étaient présents au Fuerte Tiuna aux côtés des rebelles en uniforme ». Pour d'autres, ces événements n'auraient été au contraire qu'un auto-coup d'Etat (*un autogolpe*<sup>100</sup>) ourdi par Hugo Chávez lui-même afin d'asseoir son soutien populaire. Enfin, l'un des aspects obscurs, et par ailleurs déterminant dans l'enchaînement de ces événements, comme nous allons le voir, est la question de la véracité ou non de la démission de Hugo Chávez dans la nuit du 11 au 12 avril.

### 1-1.3.3. Coup d'Etat ou vacance du pouvoir ?

Ces événements ont largement suscité la controverse quant à la question de savoir s'ils constituaient, ou non, un coup d'Etat<sup>101</sup>. L'un des traits notables dans l'attitude des protagonistes de ces événements est, en effet, leur volonté de circonscrire leur action au respect de la légalité. La Constitution de vénézuélienne de 1999 est ainsi invoquée à plusieurs reprises dans le préambule du décret instaurant le gouvernement provisoire de Pedro Carmona, émis le 12 avril. Les rédacteurs du décret se réclament notamment de l'article 350, qui stipule que le peuple vénézuélien « ne reconnaîtra aucun régime, législation ou autorité contrariant les valeurs, principes et garanties démocratiques ou

---

<sup>100</sup> Voir par exemple l'article « ¿Autogolpe ? » signé de l'historien Agustín Blanco Muñoz et publié dans le journal *Últimas Noticias* le 15 avril 2002.

<sup>101</sup> Ce point sera approfondi lors de l'analyse de notre corpus (partie 3).



portant atteinte aux droits humains »<sup>102</sup>. Sont ensuite énumérés divers délits commis selon eux par Hugo Chávez, parmi lesquels, les actes de violence survenus la veille et donnés pour des actes de répression de la part du gouvernement :

**Considerando:** Que el día de ayer 11 de abril de 2002 fecha que será recordada con profunda indignación y tristeza nacional, ocurrieron hechos violentos en la ciudad de Caracas que se debieron a órdenes impartidas por el gobierno de Hugo Chávez Frías de atacar, reprimir y asesinar a mansalva a inocentes venezolanos que manifestaban pacíficamente en los alrededores del Palacio de Miraflores cometiéndose con ellos graves delitos comunes y de lesa humanidad contra el pueblo de Venezuela<sup>103</sup>.

Les instaurateurs du gouvernement de transition présentent donc leurs agissements comme une réaction légitime et légale face à cette répression.

Ces derniers fondent d'autre par leur action sur le fait qu'Hugo Chávez aurait démissionné volontairement de son poste de président. En effet, comme on l'a indiqué plus tôt, la *démission (renuncia)* de Hugo Chávez de ses fonctions de président est annoncée par un communiqué du général Lucas Rincón dans la nuit du 11 au 12 avril. Le décret de gouvernement intérimaire s'appuie ainsi, dans son préambule, sur la renonciation au pouvoir du chef de l'Etat, à laquelle s'ajoute, selon ce texte, l'abandon de poste du Vice-président de la République. La situation découlant de ces deux abandons de pouvoir est ainsi qualifiée, dans le décret de gouvernement intérimaire, de « vacance constitutionnelle du pouvoir » :

**Considerando:** Que Hugo Chávez Frías en el día de ayer, *presentó su renuncia* al cargo de Presidente de la República ante el Alto Mando de la Fuerza Armada Nacional, y el Vicepresidente Ejecutivo de la República abandonó su cargo con lo cual se ha configurado un *vacío constitucional de poder* [...] <sup>104</sup>.

---

<sup>102</sup> « El pueblo de Venezuela, fiel a su tradición republicana, a su lucha por la independencia, la paz y la libertad, desconocerá cualquier régimen, legislación o autoridad que contrarie los valores, principios y garantías democráticos o menoscabe los derechos humanos », Constitution de la République bolivarienne, 1999, Article 350.

<sup>103</sup> « **Considéran** : qu'hier 11 avril 2002, date que l'on retiendra avec profonde indignation et tristesse nationale, des faits violents sont survenus dans la ville de Caracas, *causés par les ordres du gouvernement d'Hugo Chávez, d'attaquer, réprimer et assassiner* sans retenue d'innocents vénézuéliens qui manifestaient pacifiquement près du palais de Miraflores, commettant ainsi délits de droit commun et de lèse-humanité à l'encontre du peuple vénézuélien », préambule de l'« Acte de constitution du gouvernement de transition démocratique et d'unité nationale » (voir annexe 8), nous mettons les italiques.

<sup>104</sup> « **Considéran** : qu'au jour d'hier, Hugo Chávez Frías a présenté sa *démission* du poste de Président de la République devant le Haut Commandement des forces armées nationales, et que le vice-président exécutif de la République a abandonné son poste, en conséquence de quoi s'est constituée une *vacance constitutionnelle*

En effet, selon l'article 233 de la Constitution vénézuélienne, la démission du président est considérée comme un cas d'empêchement absolu à l'exercice de sa fonction. De plus, ce même article indique que dans un tel cas, il incombe au Vice-président d'assumer la Présidence de la République en l'attente de la tenue de nouvelles élections :

**Artículo 233:** Serán faltas absolutas del Presidente o Presidenta de la República : su muerte, su *renuncia*, o su destitución decretada por sentencia del Tribunal Supremo de Justicia [...].

Cuando se produzca la falta absoluta del Presidente o la Presidenta de la República se produce durante los primeros cuatro años del período constitucional, se procederá a una nueva elección universal, directa y secreta dentro de los treinta días consecutivos siguientes. Mientras se elige y toma posesión el nuevo Presidente o la nueva Presidenta, *se encargará de la Presidencia de la República el Vicepresidente Ejecutivo o la Vicepresidenta Ejecutiva*<sup>105</sup>.

Néanmoins, comme le fait remarquer Juan Carlos Rey (chercheur en science politique vénézuélien, 2002), la charte constitutionnelle ne précise pas qui doit l'assumer en cas d'empêchement absolu du vice-président, ce qui permet aux instaurateurs du gouvernement de transition de parler de vacance du pouvoir. La mise en place du gouvernement intérimaire est donc présentée comme un recours légal pour pallier la vacance constitutionnelle du pouvoir provoquée par la démission du président Hugo Chávez.

Concernant l'authenticité de cette démission, Juan Carlos Rey (2002) et Frédérique Langue (2002 b) indiquent que les militaires rebelles auraient en effet enjoint le président Hugo Chávez de démissionner, lors des négociations avec ce dernier dans la nuit du 11 au 12 avril, en lui demandant de signer « un projet de décret en deux points : renvoi du vice-président et de l'ensemble des ministres, et renoncement irrévocable à sa charge de président de la République » (Langue 2002 b :16)<sup>106</sup>. Cependant, comme l'indiquent ces

---

*de pouvoir* [...] », préambule de l'« Acte de constitution du gouvernement de transition démocratique et d'unité nationale » (voir annexe 8), nous mettons les italiques.

<sup>105</sup> « Seront considérées comme des cas d'empêchement absolu à l'exercice de la fonction de Président ou de Présidente de la République : la mort, la *démission*, ou la destitution décrétée par jugement du Tribunal Suprême de justice [...]. Si l'empêchement absolu du Président ou de la Présidente de la République se produit au cours des quatre premières années du mandat, on procèdera à une nouvelle élection universelle directe dans les trente jours consécutifs. En l'attente de l'élection et de la prise de fonctions du nouveau Président ou de la nouvelle Présidente, *la Présidence de la République sera assurée par le Vice-président ou la Vice-Présidente de l'Exécutif* », *Constitución de la República Bolivariana de Venezuela* (1999), article 233.

<sup>106</sup> Le quotidien *El Universal* rapporte ainsi un extrait d'une lettre qui aurait été écrite, selon ce journal, par Hugo Chávez, et dans laquelle celui-ci déclare renoncer irrévocablement à sa fonction et révoquer le Vice-

deux auteurs, aucun document ne permet de prouver qu'Hugo Chávez a effectivement accepté ces conditions. De plus, Juan Carlos Rey (2002) souligne que même dans le cas où Hugo Chávez aurait exprimé par écrit sa volonté de renoncer au pouvoir, celle-ci n'aurait pu être valide, dans la mesure où elle aurait été formulée sous la contrainte, alors que le président était privé de liberté. Quant à Hugo Chávez, lui-même, il a affirmé, dès son retour au pouvoir, lors d'une allocution prononcée à cette occasion, qu'il n'avait jamais démissionné<sup>107</sup>. Lorsqu'il était retenu prisonnier sur l'île de la Orchila, celui-ci réussit d'ailleurs à transmettre à un soldat de la Garde Nationale un document signé dans lequel il affirmait n'avoir jamais renoncé au pouvoir et qui fut publié en Une du journal *Últimas Noticias*, le 14 avril 2002 (voir annexe 5-C)<sup>108</sup>.

Il est intéressant de mentionner ici l'analyse que Juan Carlos Rey (2002), chercheur en science politique vénézuélien, propose de ces événements dans un article intitulé « Considérations politiques sur un coup d'Etat insolite »<sup>109</sup>. Pour lui, l'absence de document attestant de la démission de Hugo Chávez indique qu'il s'agit bel et bien d'un coup d'Etat, dont les véritables protagonistes ne sont autres que les forces armées, tandis que Pedro Carmona Estanga n'aurait été qu'une marionnette, placée par les militaires putschistes à la tête du gouvernement de transition. Pour appuyer cette interprétation, l'auteur évoque le fait que la majorité des personnalités signataires du décret de gouvernement intérimaire n'en prirent connaissance qu'au moment de le signer. Selon lui, la définition de la situation comme *vacío constitucional de poder* ainsi que l'instauration d'un gouvernement provisoire composé uniquement de civils auraient donc permis de dissimuler le rôle joué par les militaires dans ces événements, donnant ainsi des apparences de légalité à ce qui n'était ni plus ni moins qu'un coup d'Etat militaire.

---

président, Diosdado Cabello, ainsi que l'ensemble des ministres (*El Universal*, 12 avril 2002, 3<sup>ème</sup> édition, « Chávez renunció a la presidencia »). Nous renvoyons sur ce point au 6.6.2.

<sup>107</sup> Voir « Alocución a la nación al retornar al poder », 14 avril 2002, *Analítica.com*.

<sup>108</sup> « Turiamo, 13 de abril 2002. A las 14:45 hrs. Al pueblo venezolano... (y a quien pueda interesar). Yo, Hugo Chávez Frías, venezolano, Presidente de la República Bolivariana de Venezuela, declaro: No he renunciado al poder legítimo que el pueblo me dio. ¡¡Para siempre!! Hugo Chávez Frías », « Turiamo, le 13 Avril 2002. A 14h45. Au peuple vénézuélien... (et à ceux que cela peut intéresser). Moi, Hugo Chávez Frías, vénézuélien, Président de la République Bolivarienne du Venezuela, déclare : Je n'ai pas renoncé au pouvoir légitime que le peuple m'a confié. Pour toujours! Hugo Chávez Frías », voir annexe 5-C. Le contenu complet de ce document est rapporté par Hugo Chávez dans son allocution de retour au pouvoir (voir annexe 9).

<sup>109</sup> Rey (2002), nous traduisons le titre de l'article.

#### 1-1.3.4. Les coups d'Etat sont-ils illicites ?

Le souci des instaurateurs du gouvernement de transition de situer leur action dans les limites de la légalité nous amène à considérer de manière plus précise quelles conséquences emporterait le fait de reconnaître cet événement comme un coup d'Etat : ce type de situation est-il reconnu, sur le plan juridique, comme un fait illicite ? On peut observer ci-dessous les définitions du coup d'Etat proposées par Pierre Avril et Jean Gicquel dans leur *Lexique de droit constitutionnel* ainsi que celle proposée par Guy Hermet *et al.* dans le *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques* :

**Coup d'Etat :** Acte d'une autorité constituée portant une atteinte illégale et brutale à l'ordre qui la constitue, pour s'emparer du pouvoir ou s'y maintenir. (Avril Pierre et Gicquel, 2003 : 32)

**Coup d'Etat :** Tentative réussie ou non de conquête ou de reformulation du pouvoir politique de nature inconstitutionnelle ou illégale, fondée sur l'usage ou la menace de la force »

(Hermet *et al.* 2010 : 72, article « coup d'Etat »).

Le coup d'Etat semble donc aller, par définition, à l'encontre du droit constitutionnel de l'Etat dans lequel il a lieu. Comme le souligne Emmanuel Cherrier, « en cas de succès de ces événements, la légalité disparaît, avant d'être remplacée par un nouvel ordre juridique, forgé par les vainqueurs » (Cherrier et Delos-Hourtole 2005 : 9) : si le coup d'Etat est illégal, il ne l'est que jusqu'à ce qu'un nouvel ordre juridique soit établi.

On peut se demander s'il en va de même en Droit international : le coup d'Etat constitue-t-il un délit vis-à-vis de ce dernier ? Ses acteurs s'exposent-ils à des conséquences au niveau international ? Pour répondre à ces interrogations, nous nous appuyerons sur un article de Jean d'Aspremont (2009) traitant de la question de la licéité des coups d'Etat en droit international. D'après cet auteur, il existe deux tendances à ce sujet. La condamnation quasi-systématique de ces derniers par les Etats et les organisations internationales (voir *infra*) a amené de nombreux auteurs, en particulier au sein de la doctrine anglo-saxonne – ou « libérale » – à considérer que ces derniers constituent un fait internationalement illicite. Cette thèse est liée, selon d'Aspremont, à l'intérêt porté par les auteurs de cette doctrine à la question de la démocratie en droit international. La plupart

des auteurs de la doctrine francophone<sup>110</sup>, quand à eux, se souciant généralement assez peu de cette question de la démocratie, ne partagent pas cette idée.

Pour l'auteur de cet article, si le coup d'Etat, « en ce qu'il permet l'accession au pouvoir d'un groupe d'individus en méconnaissance des procédures existantes relatives à la désignation des détenteurs effectifs du pouvoir » (d'Aspremont 2009 : 123), constitue une violation du droit constitutionnel national de l'Etat concerné, celui-ci n'en est pas pour autant une contravention au droit international. L'auteur en appelle notamment aux critères utilisés en droit international humanitaire, le protocole additionnel aux conventions de Genève excluant en effet de leur champ d'application les « situations de tensions internes, de troubles intérieurs, comme les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues, qui ne sont pas considérés comme des conflits armés » (Crawford 2005 : 118). Pour d'Aspremont, le seul argument valable, parmi ceux pouvant être invoqués pour justifier une illicéité des coups d'Etat en droit international, serait celui fondé sur l'obligation internationale d'être démocratique<sup>111</sup>. Toutefois, cette dernière n'implique pas, selon lui, que le coup d'Etat soit, en soi, un fait illicite, et ce pour deux raisons. La première étant que le coup d'Etat ne constitue pas nécessairement une violation de l'obligation d'être démocratique. La seconde a trait au problème de la responsabilité du coup d'Etat : celle-ci semble en effet difficilement attribuable à l'Etat qui est lui-même victime d'un comportement inconstitutionnel. Le coup d'Etat relève donc plutôt de comportements individuels (même lorsque celui-ci est commis par des organes de l'Etat tels que l'Armée). Or, précise cet auteur, le droit pénal n'a pas, à ce jour, « vocation à criminaliser des comportements individuels de nature "politique" » (d'Aspremont 2009 : 136).

Le coup d'Etat peut cependant constituer, selon d'Aspremont, un *acte préparatoire* à l'illicéité. En d'autres termes, si le gouvernement instauré à l'issue du coup d'Etat s'oppose « à ce que les dirigeants soient désignés par le biais d'élections libres et honnêtes [...], l'Etat qu'ils dirigent désormais cesse d'être démocratique » (d'Aspremont 2009 : 139)

---

<sup>110</sup> Jean d'Aspremont cite néanmoins « l'impressionnant travail » du Professeur Linos-Amexandro Sicilianos, qui épouse quant à lui l'idée d'une illicéité des coups d'Etat en droit international.

<sup>111</sup> L'auteur indique à ce sujet que le droit international « semble désormais consacrer une telle obligation et imposer ainsi aux Etats d'adopter un régime démocratique, fut-ce seulement dans le sens procédural » (d'Aspremont 2009 : 135).

et contrevient alors à l'obligation internationale d'être démocratique. L'auteur précise cependant à ce sujet que ladite contravention

[...] *ne procède pas du coup d'Etat lui-même* et ne commence pas avec celui-ci. Pareille violation découle de l'action ultérieure de son gouvernement qui refuse de se soumettre à des élections libres et honnêtes. En ce sens, il n'y a point de violation de l'obligation internationale d'être démocratique *avant que le gouvernement n'ait clairement manifesté son refus* – fut-ce implicitement – d'organiser des élections démocratiques pour désigner ceux qui deviendraient les détenteurs effectifs du pouvoir [...] (d'Aspremont 2009 : 140)

Il faut donc bien distinguer entre fait illicite et acte préparatoire à celui-ci, « qui ne saurait », comme l'a formulé la Cour internationale de justice, « être traité comme un fait illicite »<sup>112</sup>.

Qu'il ne soit pas considéré comme un fait illicite au regard du Droit ne signifie pas que le coup d'Etat soit sans conséquence au niveau international. En effet, dans la pratique, les coups d'Etat sont presque systématiquement condamnés. Le principal motif de cette réprobation est que le coup d'Etat contrevient à l'idée communément admise de démocratie, en particulier depuis la fin de la guerre froide, avec laquelle on a vu le renforcement « des critères de légitimité des gouvernements fondés sur l'*origine* du pouvoir et notamment sur l'origine démocratique de celui-ci » (d'Aspremont 2009 : 124-125). Les condamnations des Etats tiers portent ainsi généralement sur l'atteinte au principe de démocratie, ainsi que sur la violation de l'ordre constitutionnel de l'Etat qu'entraînent les coups d'Etat (d'Aspremont 2009 : 126). A ces dernières s'ajoutent communément l'expression d'un souhait ou d'une exigence de retour à la démocratie, ce qui explique que les marques de désapprobations cessent ou s'atténuent avec la promesse des auteurs du coup d'Etat de la tenue prochaine d'élections (d'Aspremont 2009 : 126-127). Ces condamnations s'accompagnent aussi fréquemment de sanctions, diplomatiques parfois, économiques le plus souvent, de la part des Etats.

Quant aux organisations internationales, en plus de se prononcer généralement contre le coup d'Etat, elles prévoient également des sanctions à l'égard de l'Etat concerné. Dans le cas du continent américain, qui nous intéresse, les Etats membres de

---

<sup>112</sup> CIJ, Arrêt du 25 septembre 1997, Rec. 1997, para. 79, cité dans d'Aspremont 2009 : 139.

l'Organisation des Etats américains se sont ainsi accordés sur un mécanisme de consultation en cas d'interruption de la démocratie dans un Etat membre<sup>113</sup> et sur la suspension de sa participation au Sommet des Amériques (Sommet des Amériques de Québec, avril 2001). De plus, le 11 septembre 2001, une Charte démocratique interaméricaine a été adoptée en vue de renforcer les instruments de l'OEA pour la défense de la démocratie représentative. Celle-ci prévoit, dans ses articles 19 et 21, des sanctions en cas d'« interruption inconstitutionnelle de l'ordre démocratique » ou d' « altération de l'ordre constitutionnel qui menace sérieusement l'ordre démocratique dans un État membre de l'OEA », consistant principalement en la suspension de la participation de l'Etat concerné aux différents organes de l'OEA<sup>114</sup>. D'Aspremont souligne cependant que l'application des mécanismes prévus par la Charte de l'OEA se révèle souvent difficile, notamment parce que ces derniers ne sont pas tous juridiquement contraignants : il est en effet demandé d'assurer « la promotion et la publicité » de la Charte démocratique interaméricaine, « sans qu'il soit fait référence à quelque mesure de réception dans l'ordre juridique interne »<sup>115</sup>.

Il ressort donc que le coup d'Etat n'est pas, en tant que tel, une catégorie juridique reconnue, puisqu'il n'est pas considéré comme un fait illicite au regard du Droit international, mais qu'un Etat dans lequel se présente une telle situation s'expose toutefois à des sanctions diplomatiques et économiques internationales.

#### **1-1.3.5. Réactions aux événements, suites juridiques et qualification des faits**

Concernant les réactions et les suites juridiques de ces événements au niveau international, l'OEA émet, le 13 avril 2002, au lendemain de l'instauration du gouvernement de transition présidé par Pedro Carmona, une résolution dans laquelle elle qualifie les faits survenus d'« altération de l'ordre constitutionnel » et dont le premier point consiste à condamner cette dernière :

---

<sup>113</sup> AG/RES. 1080 (XXI- O/91) sur la démocratie représentative du 5 juin 1991, mentionnée dans d'Aspremont (2009 : 128)

<sup>114</sup> Articles 19 à 21 de la Charte démocratique interaméricaine, <http://www.oas.org>. Nous renvoyons sur ce point au 6.4.

<sup>115</sup> D'Aspremont 2009 : 129, note 28, voir AG/RES. 1957 (XXXIII-O/03).

LE CONSEIL PERMANENT DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS, [...] RESOUT DE :

1- Condamner *l'altération de l'ordre constitutionnel au Venezuela*<sup>116</sup>

Le 14 avril 2002, Washington souscrit à cette résolution (RGDIP 2002 : 671). Le texte indique par ailleurs que la reconnaissance d'une telle situation entraîne l'application de l'article 20 de la charte de l'OEA, prévoyant notamment d'entreprendre les démarches diplomatiques nécessaires « en vue de promouvoir la normalisation de la démocratie institutionnelle »<sup>117</sup>.

Comme le fait remarquer Jean d'Aspremont, la résolution de l'OEA ne mentionne cependant nulle part les articles 19 et 21 mentionnés plus haut, applicables en cas d'altération ou d'interruption de l'ordre constitutionnel, et prévoyant la suspension de la participation à ses différents organes – voire à l'organisation elle-même – de l'Etat concerné par ce type de situations. Quant à l'assemblée générale de l'OEA, convoquée pour une session extraordinaire le 18 avril 2002, elle s'est contentée d'exprimer dans une résolution sa satisfaction face au rétablissement de l'ordre constitutionnel, d'encourager le renforcement de la démocratie représentative et d'appuyer le gouvernement vénézuélien dans sa volonté de mettre en place un « dialogue national »<sup>118</sup>.

Quant aux suites juridiques des événements au niveau national, un procès pour délit de rébellion est intenté contre quatre officiers supérieurs impliqués dans les faits – les généraux Efraín Vázquez Velasco et Pedro Pereira, le vice-amiral Héctor Ramírez, et le contre-amiral Daniel Comisso Urdaneta. Ces derniers sont acquittés par la décision du Tribunal Suprême de Justice (TSJ) du 14 août 2002, qui conclue à la nullité absolue de la procédure. Par cette décision, le TSJ ne se prononce pas, par conséquent en faveur d'une qualification des faits ou d'une autre : il ne statue pas sur l'accusation de « rébellion militaire », ni sur la question de la « vacance de pouvoir » alléguée par les accusés, ou sur

---

<sup>116</sup> « EL CONSEJO PERMANENTE DE LA ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS AMERICANOS, RESUELVE: 1- Condenar la alteración del orden constitucional en Venezuela ». Résolution CP/RES. 811 (1315/02) sur la Situation au Venezuela, 13 avril 2002, disponible en ligne : <http://www.oas.org/consejo/sp/resoluciones/res811.asp>. Nous mettons les italiques.

<sup>117</sup> Charte démocratique interaméricaine (*op.cit.*), article 20. La version française du texte (disponible sur Internet en versions française, anglaise, espagnole et portugaises) indique « en fin de procéder à une évaluation ». Nous rétablissons entre crochets ce qui nous semble être la traduction correcte de cet extrait.

<sup>118</sup> Voir résolution de l'OEA du 18 avril 2002 sur l'« Appui à la démocratie au Venezuela » : AG/RES.1 (XXIX-E/02), <http://www.oas.org/consejo/sp/AG/resolucionesextraordinarias.asp>.



celle du « coup d'Etat », abordée cependant à plusieurs reprises pendant le procès, mais qui, comme le fait remarquer l'un des magistrats, ne constitue pas en soi une catégorie juridique. Le problème du *vacío de poder* est néanmoins mentionné dans la sentence finale : l'un des motifs de la « nullité absolue » de cette décision est précisément que le tribunal n'a pu se prononcer à ce sujet :

**Cuarto: Nulidad radical y absoluta, por estar inficionada de incongruencia negativa, al no pronunciarse sobre todo lo alegado, verbi gratia, en relación al “vacío de poder”, lo cual violenta el principio de exhaustividad del fallo<sup>119</sup>.**

On peut constater que l'expression *vacío de poder* est mise entre guillemets, ce qui indique bien que le locuteur de la sentence ne la prend pas à son compte. En 2005, cette sentence est révisée : le Tribunal Suprême de Justice décide, le 11 mars 2005, de son annulation et les quatre officiers sont limogés de l'Armée. Cette seconde décision n'implique pas, elle non plus, de qualification des faits survenus au Venezuela en avril 2002 : on ne trouve par exemple dans cette dernière aucune occurrence des syntagmes *vacío de poder* et *golpe de Estado*.

#### 1-1.3.6. L'importance des médias dans ces événements

Nous avons mis l'accent, dans le récit des faits, sur le rôle joué par les médias : il convient en effet, pour terminer cette présentation du contexte historique et politique, de nous arrêter sur cet aspect, puisque c'est sous l'angle des médias que nous aborderons, dans cette recherche, les événements qui secouèrent le Venezuela en avril 2002. La plupart des auteurs qui se sont penchés sur cet épisode soulignent l'importance des médias dans ces événements, voire leur connivence avec les insurgés. Le journaliste Maurice Lemoine, qui se trouvait à Caracas pendant les faits, affirme ainsi que « jamais, dans l'histoire de l'Amérique latine, la participation des moyens d'information à un coup d'Etat n'avait été aussi directe » (Lemoine 2002). Quant à l'écrivain Luis Britto García, il parle dès le retour de Hugo Chávez le 15 avril, de « coup d'Etat médiatique » (« golpe mediático »)<sup>120</sup>.

---

<sup>119</sup> « Nullité radicale et absolue de la procédure pour vice de forme, à défaut de pouvoir se prononcer sur l'ensemble des faits invoqués, notamment sur ce qui a trait à “la vacance du pouvoir”, ce qui est contraire à l'obligation de motivation du jugement », Décision du Tribunal Suprême de Justice du 14 août 2002, en ligne :

<http://www.tsj.gov.ve/decisiones/tplen/Septiembre/SENTENCIA%20DE%20LOS%20MILITARES.htm>.

<sup>120</sup> Luis Britto García écrit en effet, le 15 avril 2002, dans un article du journal *El Nacional* intitulé « Venezuela: auge y caída del golpe mediático » : « En la semana que concluyó el 13 de abril padecemos y

Il apparaît en effet que les moyens d'information ont joué un rôle fondamental dans ces événements, notamment en manipulant certaines séquences filmées ou en choisissant d'occulter certaines informations, construisant ainsi un récit orienté des événements. De plus, les médias se sont faits le relais d'un certain nombre de déclarations ou de textes ayant une importance de taille dans le déroulement des événements : ainsi, les divers *pronunciamientos* de militaires se déclarant en rébellion contre le président de la République, l'annonce de la démission de Hugo Chávez, ou encore le décret d'instauration du gouvernement provisoire de Pedro Carmona. Or, pour que ces énoncés acquièrent la valeur recherchée par leurs locuteurs, celle d'acte politique, il faut qu'ils soient reconnus comme tels par les citoyens vénézuéliens. Comme le fait remarquer l'historien Pierre Nora (1974 : 290), « les médias transforment en actes ce qui aurait pu n'être que paroles en l'air, ils donnent au discours, à la déclaration, à la conférence de presse la solennelle efficacité du geste irréversible ». Les médias, en en assurant la publicisation, en les portant à la connaissance du public, ont ainsi la capacité d'en faire de véritables actes politiques. Ce qui est souligné ici, c'est la dimension performative du discours, qui acquiert toute son importance dans un contexte où la légalité et la constitutionnalité sont bouleversées, puisque la médiatisation donne à ces énoncés une existence publique.

Le comportement adopté par les médias lors de ces événements ne semble toutefois pas être quelque chose d'inédit. Il a plusieurs fois été montré le rôle puissant que peuvent avoir les moyens d'information dans ce type de situations, notamment en termes de déstabilisation : on peut citer par exemple l'hostilité d'une partie des médias chiliens (en particulier du journal *El Mercurio*) envers le gouvernement de Salvador Allende, ou plus récemment, l'attitude adoptée par les médias honduriens contre le président Manuel Zelaya, renversé en juillet 2009<sup>121</sup>. Par ailleurs, le contrôle des moyens d'information est un élément déterminant dans les situations de coup d'Etat comme le souligne Pierre Nora qui rappelle l'exemple du Congo des années 60, « où il suffisait à un homme d'Etat noir d'être en mesure d'affirmer sur les ondes qu'il avait pris le pouvoir pour que le pouvoir lui appartienne effectivement » (Nora 1974 : 290).

---

vencimos *el primer golpe mediático* », nous mettons les italiques (« Durant la semaine qui s'est achevée par le 13 avril nous avons souffert et nous avons vaincu *le premier coup d'Etat médiatique* »). Il reprend cette phrase presque à l'identique dans l'épilogue de *Los documentos del golpe* (2003 : 121).

<sup>121</sup> Sur les médias chiliens et le gouvernement d'Allende, nous renvoyons à Tupper (2003), concernant l'attitude des médias lors du coup d'Etat contre Manuel Zelaya, voir Lemoine (2009), et Baeza et Madueño (2009).

Ces aspects nous semblent montrer l'intérêt que représente une analyse du discours médiatique produit durant les événements d'avril 2002 au Venezuela. Néanmoins, il ne s'agit pas, dans ce travail, d'appréhender ces événements comme le résultat d'une vaste conspiration auxquels les médias auraient pris part. Si le discours médiatique mérite selon nous, dans un tel contexte, de faire l'objet d'une attention particulière, c'est parce que c'est à travers lui que l'on a accès à l'événement lorsque celui-ci surgit. C'est par lui que le récit des faits, les réactions à l'événement et les déclarations qui le jalonnent, parviennent aux citoyens vénézuéliens et à la communauté internationale. Autrement dit, dans des circonstances comme celles étudiées où la confusion est totale, le discours médiatique détient le monopole du sens attribué à l'événement<sup>122</sup>. Il convient maintenant de compléter cette présentation du contexte historico-politique par une présentation du contexte médiatique.

## **1-2. Contexte médiatique**

### **1-2.1. Les médias en Amérique Latine**

#### **1-2.1.1. Bref historique**

En Amérique Latine, le journalisme, dans son sens le plus large, trouve ses origines dans les *relaciones*, récits dans lesquels étaient déjà réunies beaucoup des caractéristiques du futur reportage journalistique (Checa Godoy 1993 : 15-18). La première voit le jour deux ans après l'apparition, en 1539, de la première presse sur le Nouveau Continent, et relate un tremblement de terre au Guatemala. Puis apparaissent les gazettes ; si celles-ci ne sont au départ que de simples rééditions de celles réalisées à Madrid, les *gacetas* se forment rapidement une personnalité et un contenu propre. La première est la *Gaceta de México*, qui paraît en 1667 ; mais ces *gacetas* peinent à acquérir une véritable périodicité. Le premier périodique quotidien sera le *Diario Erudito, Económico y Comercial de Lima*<sup>123</sup>, qui circule de 1790 à 1793, Lima étant, durant cette période précédant l'indépendance, la principale ville éditrice de presse du continent. Au Venezuela, très peu de journaux

---

<sup>122</sup> Nous reviendrons de manière plus approfondie sur ces aspects (médiatisation et sens de l'événement) dans le chapitre 2.

<sup>123</sup> Voir Henriquez Ureña Pedro, *Historia de la cultura en la América hispánica*, cité dans Lavallé 1993 : 275.

circulent à cette époque. On peut noter néanmoins l'apparition, en 1808, de la *Gaceta de Caracas*.

C'est au XIX<sup>ème</sup> siècle que la presse latino-américaine se consolide véritablement<sup>124</sup>. Celle-ci est alors conçue comme un instrument politique, au service d'un parti ou d'un homme, ou en opposition à une personnalité ou une tendance politique. Dans les années 1850, l'offre d'information écrite est déjà fort abondante : gazettes, quotidiens, magazines, revues dominicales, journaux spécialisés, etc. C'est également à cette période que les agences de presse commencent à prendre de l'importance dans ce marché. En effet, on peut compter sur les doigts de la main le nombre de journaux latino-américains ayant alors leur propre réseau de correspondants. Les agences de presse deviennent ainsi le cœur du système, par lequel devra passer toute la matière première qui arrive aux médias. A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, rare est la capitale qui ne dispose pas d'au moins une centaine de titres. Les grandes distances et la précarité des voies de communication rendent difficile la consolidation d'une presse réellement influente dans tout l'Etat et entraînent un développement important de la presse locale. Néanmoins, on constate une prédominance de la presse de la capitale. Entre 1880 et 1900, presque toutes les capitales doublent leur nombre de quotidiens ; la presse politique va alors progressivement disparaître pour laisser place à une presse dont la finalité est essentiellement commerciale. Non pas que celle-ci n'ait plus de ligne politique définie, mais il s'agit maintenant d'entreprises de presse qui se doivent d'entretenir de bonnes relations avec l'administration, la politique, la justice, etc. Cette évolution s'accompagne du développement de puissants groupes de presse. Parallèlement, le lectorat évolue lui aussi : au XIX<sup>ème</sup> siècle, celui-ci est essentiellement constitué de classes moyennes et supérieures, de personnes participant à la vie publique. Puis, à partir de 1900, on assiste à une forte immigration, en grande majorité venue d'Europe, vers les villes latino-américaines. Il s'agit d'une population principalement urbaine, ayant eu accès à de nouvelles idées politiques (comme le communisme ou l'anarchisme), ainsi qu'aux nouveaux produits de consommation (la bicyclette, la voiture, la radio, etc.), et qui constitue un public idéal pour de grands tirages. C'est dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle que naissent et se consolident la plupart des plus grands titres de quotidiens latino-américains d'aujourd'hui. On passe donc, du XIX<sup>ème</sup> siècle au

---

124

XX<sup>ème</sup> siècle, d'une presse politique à une presse commerciale, régie par de grands groupes et – malgré l'augmentation du nombre de titres – concentrée sur les journaux les plus importants<sup>125</sup>. Mais en dépit de cette évolution, selon Frank Priess<sup>126</sup>, la presse écrite reste néanmoins, en Amérique Latine, un média d'élites.

### 1-2.1.2. Une presse influencée par l'Europe et les Etats-Unis

Au fur et à mesure qu'ils se proclament indépendants, au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, les pays latino-américains adoptent le modèle d'information dominant en Europe et aux Etats-Unis, caractérisé par deux tendances principales : d'une part, un système d'information limité par les frontières territoriales (chaque pays possède son propre système d'information) ; d'autre part, une infrastructure de réseaux et de flux de l'information qui dépassent les frontières (Timoteo Álvarez et Martínez Rianza 1992 : 9). Telles sont les deux caractéristiques qui définiront, et définissent encore aujourd'hui, la presse de ce continent : une presse à la fois nationale et dépendante des systèmes d'information internationaux (Martín Diez 2001 : 21). En effet, à partir de 1859, les agences de presse internationales<sup>127</sup> vont signer une série de contrats reposant sur les principes de non-concurrence et d'échange réciproque de l'information. Elles se partagent ainsi le monde en zones d'influence. Au départ, l'Amérique latine échappe à ce partage et fait partie des zones ouvertes à la concurrence. Puis, à partir de 1876, elle devient « territoire Havas » : c'est cette agence, qui, depuis Paris, redistribue dans le monde entier l'information qui arrive (*via* Londres) d'Amérique Centrale et Amérique du Sud par câble sous-marin. Cependant, Havas va progressivement perdre son influence, tout d'abord en 1909, lorsque la Continental remet en cause cet accord et obtient l'accès, pour l'information allemande, à d'autres pays du monde, et en particulier à ceux d'Amérique latine. Mais c'est surtout avec la guerre de 1914-1918 qu'Havas perd de son emprise : d'autres agences, et principalement l'agence nord-américaine AP (*Associated Press*),

---

<sup>125</sup> Pour l'ensemble de ce paragraphe, nous renvoyons à Checa Godoy 1993 : 11-13 ; Timoteo Álvarez et Martínez Rianza 1992 : 17-18, 179-180.

<sup>126</sup> Priess (2002 : 107). Frank Priess est journaliste de métier, et, à cette époque (2002), chargé du programme Latino-Américain « Médias et démocratie » de la Fondation Konrad Adenauer.

<sup>127</sup> Tout d'abord les agences européennes Havas (Paris), Reuter (Londres) et Wolff – qui deviendra par la suite Continental – (Berlin) entre elles, puis avec la nord-américaine New York Associated Press. Sur l'histoire des agences de presse internationales, voir Mathien et Conso (1997 : 42-64).

s'approprient l'espace latino-américain et remplacent petit à petit Havas. En 1918, c'est New York, et non plus Paris, le centre depuis lequel est redistribuée au monde entier toute l'information produite en Amérique Latine, et celui par lequel arrive, pour toute l'Amérique Latine, l'information du reste du monde (Timoteo Álvarez Jesús et Martínez Riaza 1992 : 180-181). C'est donc à cette époque que va se renforcer l'influence nord-américaine sur la presse sud-américaine.

Ainsi, si la presse, en Amérique Latine, a un caractère éminemment national, grâce à l'existence de journaux d'élite « vétérans » (*El Mercurio* au Chili, *El Espectador* en Colombie, *La Prensa* en Argentine, *El Comercio* au Pérou, ou encore *El Universal* au Venezuela), elle est cependant marquée par des influences européennes et nord-américaines (Martín Diez 2001 : 21-24). Le modèle médiatique latino-américain lui-même est inspiré de celui des Etats-Unis, dans le sens où il s'agit d'un domaine qui s'est constitué essentiellement autour de financements privés (contrairement au modèle européen, même si celui-ci évolue de plus en plus vers un modèle à l'américaine, avec financement par la publicité, etc.). De plus, avec l'arrivée des nouvelles démocraties latino-américaines, on va observer une tendance à l'occidentalisation des médias (parallèlement à celle de l'économie) : certaines entreprises médiatiques cherchent à s'éloigner de tout ce qui peut avoir rapport avec le Tiers-monde, et à se rapprocher de l'Occident, particulièrement en Colombie, en Argentine et au Venezuela. De plus, bien souvent, le contenu de l'information est soumis à l'influence du Département d'Etat des Etats-Unis, et parfois, ce sont les pouvoirs économiques et politiques du pays eux-mêmes qui font pression pour maintenir la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Il existe en outre de plus en plus d'alliances entre des organisations latino-américaines et extérieures, comme par exemple, la *Organización de la Televisión Iberoamericana* (OTI), soumise aux règles techniques de l'Eurovision, ou la *Agencia Centroamericana de Noticias*, (ACAN-EFE), liée à l'agence espagnole EFE. Enfin, la présence d'entreprises étrangères sur le territoire latino-américain participe de cette dépendance vis-à-vis de l'extérieur. C'est le cas en particulier d'entreprises espagnoles, comme par exemple *Telefónica*, qui a constitué avec l'agence EFE et le groupe suisse *Publicitas* la filiale *Hispaservices* S.A. de diffusion publicitaire.

### 1-2.1.3. L'Amérique latine et la globalisation culturelle

Du fait de la « globalisation » culturelle, on peut établir certaines caractéristiques générales de la presse latino-américaine qui valent également pour la plupart des pays du monde. Cette globalisation s'est accompagnée, en Amérique Latine comme ailleurs, d'une croissance importante du secteur des communications et, simultanément, d'une révolution technologique. La presse écrite est le média qui a pris part à cette révolution technologique le plus tard, ce qui ne l'a pas empêchée d'en subir les conséquences, c'est-à-dire, d'une part, le renforcement du monopole de quelques entreprises sur le marché de l'information écrite, et, d'autre part, une baisse de la qualité de l'information<sup>128</sup>. Les nouvelles technologies de design, qui permettent à la presse de faire concurrence à la télévision, vont entraîner de nouvelles tendances : prédominance de l'image sur le texte, brièveté des articles afin de les rendre plus faciles à digérer, plus grande implication des journalistes dans la mise en page du journal. De plus, afin de réduire les dépenses, on comble les manques de personnel avec des stagiaires ou des journalistes non qualifiés ; les mauvaises rémunérations et les mauvaises conditions de travail engendrent la disparition d'un journalisme d'investigation au profit d'un journalisme de plus en plus basé sur des rumeurs ou des sources anonymes. Au niveau économique, la tendance est à la constitution de grandes entreprises multimédia qui se partagent le marché et nuisent d'une certaine manière à la diversité de la presse. Pour Jesús Timoteo Álvarez et Ascensión Martínez Riaza (1992 : 309), la globalisation culturelle entraîne une ressemblance croissante entre les journaux du monde entier. Ainsi, si aujourd'hui les médias latino-américains subissent très peu de contrôle politique de la part des gouvernements, ils n'en sont pas moins soumis à des intérêts économiques, qui bien sûr, conditionnent l'information et lui donnent une certaine orientation politique.

---

<sup>128</sup> Martín Barbero (2002 : 91). Pour les répercussions sur la qualité de l'information, Jesús Martín Barbero souligne en particulier la menace qui pèse sur l'existence d'un journalisme d'investigation.

## **1-2.2. Les médias au Venezuela**

### **1-2.2.1. Historique**

#### **1-2.2.1.1. Le XIX<sup>ème</sup> siècle : naissance de la presse vénézuélienne**

On peut considérer la *Gaceta de Caracas* comme la première véritable publication périodique vénézuélienne. Celle-ci est imprimée grâce à la presse ramenée de l'île de *Trinidad* par les Anglais Mateo Gallagher et Jaime Lamb, celle-là même qu'avait apportée Francisco de Miranda en 1806 lors de sa tentative de déclarer l'indépendance du Venezuela. La gazette, publiée pour la première fois le 24 octobre 1808, a pour vocation, dans un premier temps, de se faire porte-parole des autorités coloniales, puis elle passera, à tour de rôle, des mains des royalistes à celles des indépendantistes, jusqu'en 1821, date de sa disparition (Pellegrino 2004 : 5). En 1818, est créé, avec la collaboration de Simón Bolívar, l'hebdomadaire *El Correo del Orinoco* qui circulera jusqu'en 1822 et dont l'objectif premier est de contrer l'influence de la *Gaceta de Caracas* (Aguirre et Cañizalez 1999 : 5). La presse vénézuélienne apparaît donc, à ses débuts, comme un organe politiquement orienté. Elle le restera par la suite, devenant, avec le début de la vie républicaine du pays (à partir de 1830), une tribune pour les luttes entre libéraux et conservateurs. Puis, avec l'industrialisation de la presse, celle-ci se détourne peu à peu de son objectif premier, celui d'être un outil idéologique, pour se diriger vers des fins plus commerciales. Bien que souvent déficitaire, le journal est souvent, pour son propriétaire, un moyen de compléter sa réussite économique, en accédant à un statut social reconnu et à un moyen d'influence important (Pellegrino 2004 : 6).

#### **1-2.2.1.2. La presse sous les régimes militaires (1899-1958)**

La première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle voit se succéder une série de régimes militaires, et pendant les trente-cinq premières années du XX<sup>ème</sup> siècle, sous le gouvernement autoritaire de Cipriano Castro et la longue dictature du Général Juan Vicente Gómez, la presse est le plus souvent soumise au gouvernement en place. C'est à partir de 1941, avec le gouvernement de Medina Angarita, que s'ouvre une période d'ouverture démocratique et de libertés. Plusieurs journaux voient le jour, parmi lesquels *Últimas Noticias* (1941) et



*El Nacional* (1943), qui, selon Eleazar Díaz Rangel, vont moderniser le journalisme vénézuélien avec une mise en page plus attractive, une réorganisation des rubriques pour faciliter la lecture, et l'adhésion à une ligne éditoriale déterminée par les intérêts politiques – et non économiques – de leurs éditeurs (Díaz Rangel 2007 : 98, 310). Cette période est également celle du développement des agences de presse (Díaz Rangel 2007 : 99-100). De plus, comme le signale Francisco Pellegrino (2004 : 7), l'investissement publicitaire devient la source de revenu financière principale pour la presse écrite et la radio, puis, un peu plus tard, pour la télévision – qui apparaît au Venezuela en 1952.

Le Venezuela subit ensuite une nouvelle dictature, avec le régime de Marcos Pérez Jiménez qui dure de 1948 à 1958. Dans le même temps, le pays bénéficie d'une importante croissance économique. Ainsi, si la presse doit alors affronter la censure et les mesures répressives, paradoxalement, les entreprises de presse deviennent, à l'instar de l'économie du pays, des entreprises capitalistes modernes (Díaz Rangel 2007 : 117-118). On voit en effet apparaître ou se consolider les grandes familles propriétaires de presse écrite, et se constituer de véritables « entreprises multimédia » – possédant, outre des journaux, plusieurs types de médias (revues, radio, TV) – se développant à la mesure de l'augmentation du volume de publicité.

#### **1-2.2.1.3. *Punto Fijo* ou la « coexistence pacifique » entre médias et pouvoir politique**

Après le renversement du gouvernement de Pérez Jiménez, en 1958, et la signature du pacte de *Punto Fijo*, qui instaure un système bipartite, une sorte de coexistence pacifique entre pouvoir politique et médias s'installe (Dragnic 1999 : 76). Le journalisme de cette époque est un journalisme tolérant, voire résigné, qui évite l'affrontement avec le pouvoir politique : à titre d'exemple, on assiste, à cette période, à la disparition de l'éditorial dans la presse. La « *Doctrina de la Objetividad* » (« Doctrine de l'Objectivité »), déjà adoptée par certains journaux –comme *El Universal*– depuis les années cinquante devient la norme suivie par la plupart des médias, imprimés et audiovisuels, à l'exception de certains journaux ayant une orientation politique définie<sup>129</sup>. Ainsi, la presse de gauche,

---

<sup>129</sup> La « Doctrine de l'Objectivité » impose au journaliste de retranscrire les événements sans y introduire aucun jugement de valeur qui puisse dénaturer la présentation des faits ; celui-ci doit faire preuve

dite « presse populaire », doit affronter la répression, lorsque, dans les années soixante, le nouveau système politique est troublé par deux soulèvements militaires et un mouvement de guérilla marxiste (Díaz Rangel 2007 : 121-124).

Au cours de cette longue période d'apparente stabilité démocratique vont naître les premières alliances électorales entre journaux et partis politiques. La première a lieu lors des élections de 1969 entre le groupe *Cadena Capriles* et le parti COPEI, qui promet à Miguel Ángel Capriles un poste haut placé dans l'administration, si ce dernier offre au candidat de COPEI des espaces d'information, d'opinion, et de publicité dans les pages de ses quotidiens et revues (Díaz Rangel 2007 : 131). Son candidat, Rafael Caldera remporte les élections. Dix ans plus tard, c'est au tour du groupe d'édition *Bloque de Armas* de faire alliance avec le candidat du parti AD, Luis Piñerúa Ordaz, qui sera néanmoins battu par son adversaire, Luis Herrera Campins. On voit également apparaître, au Congrès, après chaque élection législative, un nombre croissant de députés éditeurs ou propriétaires de presse (Díaz Rangel 2007 : 137-138).

Les années soixante-dix se caractérisent par un certain essor de la presse : on observe une augmentation considérable du nombre de ventes de journaux, concomitante d'une baisse importante de l'analphabétisme. Au début des années quatre-vingt, de grands groupes bancaires, secteur alors en pleine expansion, rachètent des entreprises de communication ou en créent de nouvelles. Puis la crise financière vénézuélienne de 1983 va entraîner une tendance à la concentration, en faisant obstacle au développement des médias récents et à toute tentative d'en créer de nouveaux, tandis que les journaux les plus anciens, ayant bénéficié des conditions économiques favorables des années précédentes, se consolident. Ces derniers se dotent alors en technologies modernes et, influencés par certains journaux nord-américains, adoptent le style de ce qu'Olga Dragnic appelle le « *periodismo light* »<sup>130</sup> (« journalisme *light* »). Il s'agit de s'adapter à la concurrence de la télévision en proposant un nouveau traitement de l'information : plus de couleurs, des titres tape-à-l'œil, des thèmes selon elle plus superficiels, etc. L'objectif étant d'attirer un lecteur enclin à chercher l'évasion face aux circonstances difficiles de cette période. Parallèlement, entre 1984-1989, sous la présidence de Jaime Lusinchi, la presse subit de

---

d'objectivité absolue dans son travail de reporter. Le premier principe de l'objectivité est : « *Los hechos son sagrados, la opinión es libre* » (« Les faits sont sacrés, l'opinion est libre »). Voir Dragnic (2002 : 76).

<sup>130</sup> Voir Dragnic 1999 : 58, et 52-58 pour l'ensemble de ce paragraphe.

nouveau de fortes pressions, et adopte alors une attitude d'autocensure. Selon Eleazar Díaz Rangel (2007 : 140), la liberté d'expression n'avait jamais été aussi restreinte depuis la dictature de Pérez Jiménez.

On constate donc qu'au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, à l'exception de quelques courtes périodes de liberté qui ont provoqué l'effervescence d'opinions, la presse a le plus souvent adopté une attitude de résignation vis-à-vis du pouvoir politique. Mais c'est à partir de 1989 que tout commence à changer au Venezuela.

#### **1-2.2.1.4. Le tournant de 1989-1992**

La révolte populaire du *Caracazo* et les deux tentatives de coup d'Etat de 1992, signes d'un dysfonctionnement du système politique, s'accompagnent d'une perte de confiance croissante envers les partis traditionnels<sup>131</sup>. Mais ils vont également avoir des répercussions importantes quant au rôle des médias. Les journaux se mettent à fustiger les gouvernements antérieurs, mais également les partis politiques en général. De nouveau, ils mènent de véritables campagnes d'opinion ; le journalisme d'opinion et la publication d'éditoriaux réapparaissent. Comme le font remarquer plusieurs spécialistes des médias vénézuéliens, ces derniers commencent à acquérir un poids politique nouveau, et occupent peu à peu le vide occasionné par le discrédit des partis politiques et des syndicats (Dragnic 1999 : 60-61 ; Díaz Rangel 2007 : 146). De plus, ces événements ayant ouvert de nouvelles perspectives de changement, les groupes liés aux entreprises de presse entrevoient la possibilité d'atteindre des positions politiques importantes (Dragnic 2002 : 76-77).

#### **1-2.2.2. Hugo Chávez et les médias**

Lorsqu'Hugo Chávez présente sa candidature aux élections présidentielles de 1998, il occupe assez rapidement une place prépondérante dans les sondages. Ce candidat atypique attire l'attention sur lui, et fait l'objet d'une importante bataille médiatique entre les organes de presse qui appuient sa candidature et ceux qui, au contraire, le voient comme un danger pour la démocratie et pour leurs propres intérêts. Certains journaux le soutiennent ouvertement comme par exemple les hebdomadaires politiques *Quinto Día*, ou

---

<sup>131</sup> Voir 1.1.1.1.

encore *La Razón* qui lui accorde chaque semaine une colonne au sein de ses pages (Torrico 2004 : 102-104). Le quotidien *Así es la Noticia*, s'adressant à un public de classes populaires – tout comme Hugo Chávez, qui cherche à attirer vers lui les voix du « peuple » – fait de lui « son candidat » (Torrico 2004 : 153). En revanche, le *Bloque de Prensa*, organisation créée en 1958, et constituée des propriétaires des principaux journaux du pays<sup>132</sup> sonne l'alerte, en déclarant, le 14 novembre 1998, que l'élection de Hugo Chávez conduirait à l'instauration d'un gouvernement autoritaire qui, inéluctablement, exercerait une censure sur la presse<sup>133</sup>. La chaîne de télévision RCTV, quant à elle, appuie ouvertement Salas Römer, candidat soutenu par les partis AD et COPEI<sup>134</sup>.

#### 1-2.2.2.1. Hugo Chávez, cible des médias

Ce débat se poursuivra avec véhémence après l'accession de Hugo Chávez à la présidence. L'un des premiers épisodes de ce conflit surgit avec la promulgation de la nouvelle Constitution « bolivarienne ». Dans celle-ci figurent neuf articles concernant la liberté d'expression et d'information, dont l'article 58, qui donne le droit à toute personne de recevoir une « information opportune, véridique et impartiale, sans censure, en accord avec les principes de cette Constitution », ainsi que le droit « de réponse et de rectification si elle se trouve affectée directement par des informations inexacts ou offensantes »<sup>135</sup>. L'introduction de ces droits dans la Constitution « bolivarienne » est aussitôt contestée par les patrons de presse au travers du *Bloque de Prensa Venezolano*, ainsi que par le *Colegio Nacional de Periodistas* (Collège National de Journalistes, créé en 1976), la SIP (Société Interaméricaine de Presse), et l'organisation internationale Reporters sans Frontières, qui

---

<sup>132</sup> C'est-à-dire, au départ : *El Universal*, *El Nacional*, les Publications *Capriles*, *The Daily Journal*, *El Independiente* et *La Religión*. Voir Díaz Rangel (2007: 121).

<sup>133</sup> « Existe la amenaza de que pueda instaurarse en nuestra República, un gobierno de fuerza y autoritario, que indefectiblemente impondría una censura de prensa en nuestro país », déclaration retranscrite dans Díaz Rangel (2007: 153)..

<sup>134</sup> Voir témoignage de Andrés Izarra, directeur de production du journal télévisé de RCTV jusqu'en avril 2002, in ININCO (2002 : 21).

<sup>135</sup> Constitución de la República Bolivariana de Venezuela de 1999, article 58: “(...)Toda persona tiene derecho a la información oportuna, veraz e imparcial, sin censura, de acuerdo con los principios de esta Constitución, así como a la réplica y rectificación cuando se vea afectada directamente por informaciones inexactas o agraviantes(...)”.

arguent que ces principes risqueraient de porter atteinte à la liberté d'expression et d'entreprise<sup>136</sup>.

Peu à peu, la plupart des organes de presse qui lui étaient favorables se retournent contre Hugo Chávez. Ainsi, les relations entre Miguel Henrique Otero, éditeur du quotidien *El Nacional*, et le président passent d'amicales à houleuses. Appartenant au même groupe (*El Nacional C.A*), le quotidien *Así es la Noticia*, influencé par ce dernier, devient alors ouvertement, à partir de 2001, un journal d'opposition (Torrico 2004 : 153). L'hebdomadaire *La Razón*, qui, comme *Así es la Noticia*, avait soutenu Hugo Chávez lors de la campagne électorale, se fait de plus en plus critique envers le gouvernement, perdant ainsi la publicité officielle. D'autre part, certains journalistes vont faire de leur hostilité envers le nouveau président leur cheval de bataille, tel Teodoro Petkoff, directeur du journal du soir *El Mundo* jusqu'en 1999, qui lui fait adopter une ligne éditoriale « anti-Chávez »<sup>137</sup>. Limogé en 1999, il décide de fonder un journal d'opposition. Le premier numéro de *Tal Cual* sort en avril 2000, titrant en une « *Hola Hugo* », dans une interpellation directe et quelque peu familière du président de la République. Ce dernier devient également l'une des sources d'inspiration favorites de certains programmes satiriques télévisés (Villegas Poljak 2002 : 55). Enfin, selon Vladimir Villegas Poljak (2002 : 52), la responsabilité de certains programmes ou espaces d'opinion est confiée à des personnalités liées aux partis d'opposition « puntifijistes ».

Les médias continuent par conséquent de jouer le rôle politique qu'ils avaient commencé à jouer dans les années quatre-vingt dix. Au point que de nombreux analystes vénézuéliens s'accordent à dire qu'avec l'affaiblissement des partis politiques traditionnels d'opposition, l'hostilité envers Hugo Chávez se réfugie dans les médias<sup>138</sup>.

---

<sup>136</sup> « Información veraz y derecho a réplica en la nueva Constitución », *Comunicación*, n°108, (1999: 64-65). Notons qu'en 1992, sous le deuxième gouvernement de Carlos Andrés Pérez, une mesure du même acabit – établissant, entre autres, le droit de réponse et limitant la propriété des médias à un seul organe de communication – avait déjà été proposée, au sein d'un projet de réforme de la Constitution, et avait été rejetée à cause des pressions exercées par le *Bloque de Prensa*. Voir Díaz Rangel (2007 : 147).

<sup>137</sup> (Torrico 2004 : 164). Ancien guérillero, puis candidat malheureux aux présidentielles de 1988, Teodoro Petkoff fut ministre sous le deuxième gouvernement de Caldera (1994 à 1998).

<sup>138</sup> Voir Dragnic 2002 : 77-78 ; Petkoff 2002 : 93 ; Villegas Poljak 2002 : 51-52 ; García Samaniego 2004 : 79

#### 1-2.2.2. Hugo Chávez et l'utilisation des médias

Qu'il soit acclamé ou vilipendé, Hugo Chávez entretient donc, depuis sa première apparition télévisée du 4 février 2002, une relation particulière avec les médias. Doté d'une personnalité pour le moins charismatique, il n'hésite pas à utiliser les ressources médiatiques dont il dispose. Il anime ainsi une émission dominicale, « *Aló Presidente* »<sup>139</sup>, diffusée sur les chaînes de télévision et de radio nationales *Venezolana de Televisión* et *Radio Nacional de Venezuela*, qui dure plusieurs heures, et à travers laquelle il entend communiquer directement avec les citoyens vénézuéliens<sup>140</sup>, qui peuvent lui téléphoner au cours de l'émission. Il utilise également ce programme pour s'adresser à ses ministres, annoncer de nouvelles mesures, promouvoir son projet politique, etc. (Cárdenas García et Gomes Ferreira 2008 : 146).

De plus, le gouvernement a régulièrement recours à ce que les Vénézuéliens appellent familièrement les *cadena*s, c'est-à-dire, à la « transmission conjointe et simultanée par l'ensemble des médias audiovisuels et radiophoniques du pays, de messages émis par les organes d'Etat, préalablement définis comme messages d'intérêt public ou national (...) »<sup>141</sup>. Selon Olga Dragnic, il ne s'agit pas là d'une attitude inédite, puisque avant Chávez plusieurs chefs d'Etat avaient usé de ce procédé pour s'adresser à la nation. Cependant, les interventions du président n'ont pas un caractère aussi solennel que celles de ses prédécesseurs, et durent souvent plus d'une heure<sup>142</sup>. Ces incursions dans les programmes habituels constituent l'un des points sensibles de la relation entre Chávez et les propriétaires de médias : elles surviennent souvent aux moments de plus grande audience, et les annonceurs publicitaires menacent de ne pas payer pour l'espace correspondant à ces interruptions. Une partie des auditeurs et des téléspectateurs, ainsi que certaines organisations internationales, considèrent que le caractère obligatoire, pour les

---

<sup>139</sup> En ligne sur le site <http://alopresidente.gob.ve/>.

<sup>140</sup> Hugo Chávez n'est pas le premier à s'adresser directement à ses citoyens par le biais des médias : Rafael Caldera, lors de sa première présidence (1969 à 1974), donnait chaque semaine une conférence de presse auprès de journalistes vénézuéliens ou étrangers ; deux cent vingt-six d'entre elles furent transmises par télévision dans le programme « *Habla el Presidente* » (« Le Président parle »). Díaz Rangel (2007 : 133).

<sup>141</sup> Sanz (2004 : 34). « *Transmisión conjunta y simultanea efectuada desde todos los medios de comunicación audiovisuales y radiales del país de mensajes correspondientes a los órganos del Estado, previamente definidos como de interés público o nacional en virtud de la trascendencia de su contenido* ».

<sup>142</sup> Cárdenas García et Gomes Ferreira (2008 : 145) comptabilisent un total de 1710 « *cadena*s » entre 1999 et mai 2008, chacune durant en moyenne 1h30 (statistiques basées sur le *Report of AGB Nielsen Media Research*).

chaînes de radio et de télévision, de la diffusion de ces *cadena*s, est une atteinte à la liberté d'expression<sup>143</sup>.

Par ailleurs, le président répond aux attaques des médias qui lui sont opposés en s'en prenant directement et nommément à certains journalistes ou propriétaires de médias—particulièrement, de chaînes de télévision. De nombreux observateurs<sup>144</sup> font état, en outre, d'agressions verbales, voire physiques, de journalistes dans l'exercice de leur profession par des groupes de partisans du Gouvernement, conséquence, selon eux, de l'attitude du président envers les médias. On peut citer par exemple la manifestation du 7 janvier 2002, lors de laquelle plusieurs dizaines de partisans du MVR bloquèrent l'accès au siège du quotidien *El Nacional*, suite aux attaques proférées la veille envers ce dernier par Hugo Chávez, lors de son émission *Aló Presidente*<sup>145</sup>.

Cependant, selon Eleazar Díaz Rangel (2007 : 154-155), on ne peut pas parler, au Venezuela, de véritables atteintes à la liberté d'opinion, puisque aucun professionnel des médias n'a été arrêté ou jugé, que jamais la circulation d'un média n'a été interdite, et qu'aucun journaliste n'a été censuré ou n'a subi de pression du Gouvernement pour ses opinions. Il n'existe donc – du moins, à l'époque des faits étudiés – ni de censure de l'information ni de répression politique au Venezuela.

Il reste que, d'un côté, les médias occupent une place importante dans la manière de gouverner de Hugo Chávez, que ce soit par le biais des médias publics ou par ses incursions dans les programmes des chaînes privées<sup>146</sup>. De l'autre, les médias privés, en exprimant de manière croissante leur rejet du chavisme, exercent une sorte de contre-pouvoir médiatique et canalisent le mécontentement des secteurs opposés au président. Il règne par conséquent un climat de confrontation entre les médias et Hugo Chávez, qui va s'exacerber avec les événements d'avril 2002.

---

<sup>143</sup> Sur les « *cadena*s » et les critiques qu'elles suscitent, voir Dragnic (2002 : 80).

<sup>144</sup> Ainsi, Eleazar Díaz Rangel (2007 : 154), spécialiste de la presse vénézuélienne, Villegas Poljak (2002 : 53), et Petkoff (2002 : 91), par exemple.

<sup>145</sup> Voir Planas et Rui 2003 : 34 et Villegas Poljak 2002 : 53.

<sup>146</sup> Voir Joffres 2008 ; García Samaniego et Gomes Ferreira 2008.

### 1-2.2.3. Panorama médiatique en avril 2002

En avril 2002, le panorama médiatique vénézuélien se partage entre médias publics et privés. La presse écrite est à cette époque, sans exception, aux mains d'entreprises privées. On compte un grand nombre de journaux en circulation : Eleazar Díaz Rangel recense une centaine de quotidiens dans l'ensemble du pays, parmi lesquels de nombreux journaux régionaux<sup>147</sup>. Les quatre groupes les plus importants sont *El Universal C.A.* et *El Nacional C.A.*, possédant les deux grands journaux quotidiens du même nom, la *Cadena Capriles* (possédant notamment les journaux *El Mundo* et *Ultimas Noticias*) et le *Bloque de Armas* (*Meridiano* et *2001*). Ces deux derniers se partagent 50% du marché des quotidiens, et plus de 50% du marché des revues<sup>148</sup>. Les chaînes de télévision les plus importantes sont également aux mains de puissants groupes privés, dont les deux principaux sont l'organisation *Cisneros*<sup>149</sup>, propriétaire de la chaîne *Venevisión* (canal 4), et le groupe *Phelps* ou *IBC*, possédant la chaîne *RCTV*<sup>150</sup>. Selon Francisco A. Pellegrino (2004 : 8), les deux groupes multimédia *Phelps* et *Cisneros* ont monopolisé de fait l'industrie culturelle vénézuélienne, principalement grâce à la télévision, et concentrent à eux seuls 60% de l'industrie de la communication dans le pays. En deuxième position figurent les chaînes *Televén* (canal 10, *grupo Camero*), et *Globovisión* (Pellegrino 2004 : 8) (canal 33), fondée en 1994, et entièrement dédiée à l'information.

On observe ainsi que si la propriété des principales chaînes de télévision est concentrée dans les mains de quelques grands groupes détenteurs d'une importante puissance économique, ces derniers n'ont pas la mainmise sur la presse écrite, qui appartient à des groupes ou à des familles distincts. La situation médiatique vénézuélienne se distingue donc en cela d'autres pays d'Amérique Latine, comme le Brésil où le groupe

<sup>147</sup> Díaz Rangel (2007), annexe : « Quotidiens en circulation au XX<sup>ème</sup> siècle » (« Diarios en circulación en el siglo XX »), p. 318 à 328.

<sup>148</sup> Aguirre, Cañizalez et Pellegrino (1999 : 15). Ces chiffres datent de 1999, mais ils semblent toujours d'actualité, puisque le *Bloque de Armas* possède aujourd'hui 21 revues et la *Cadena Capriles*, 5 en 1999, et 7 actuellement. Voir <http://www.bloquedearmas.com/> et <http://www.cadena-capriles.com/>.

<sup>149</sup> Groupe multimédia de portée mondiale, l'un des plus importants d'Amérique Latine, également présent dans de nombreux autres secteurs de l'industrie vénézuélienne, comme l'industrie culturelle (concours des *Miss Venezuela*, production de *telenovelas* ou séries télévisées), sportive (équipe de base-ball *Los Leones de Caracas*), ou encore dans la distribution de boisson (bière *Regional*). Voir [http://www.cisneros.com/\(es\)Companies.aspx](http://www.cisneros.com/(es)Companies.aspx).

<sup>150</sup> Le groupe *Phelps*, dirigé par Marcel Granier, détient également *Radio Caracas Radio*, ainsi que plusieurs autres antennes radiophoniques, le *Diario de Caracas* (Pellegrino 2004 : 8), et possède aujourd'hui un vaste domaine dans d'autres industries médiatiques (disque, vidéo, etc., voir [http://en.wikipedia.org/wiki/Empresas\\_IBC](http://en.wikipedia.org/wiki/Empresas_IBC)).



*Globo* contrôle plus de la moitié du marché de la communication (Summa 2008). Ainsi, comme le fait remarquer Eleazar Díaz Rangel (2007 : 237), à l'exception de la *Cadena Capriles* et du *Bloque de Armas*, sur la centaine de détenteurs de titres de presse importants recensée dans le pays, rares sont ceux qui possèdent plus d'un journal.

L'Etat, quant à lui, ne possède alors qu'une seule chaîne de télévision, *Venezolana de Televisión* (VTV ou Canal 8, créée en 1964 et nationalisée en 1974), et deux radios, *Radio Nacional de Venezuela* et *YVKE Mundial*. Il existe également une agence de presse officielle *Venpres*<sup>151</sup>.

Entre médias privés et publics, se trouvent les médias dits communautaires : apparus au Venezuela à la fin des années 1970, sous forme de publications hebdomadaires de quartier et gérés le plus souvent par des associations locales, ils se proposent comme une alternative aux médias commerciaux (Dragnic 1999 : 56). Avec le gouvernement de Hugo Chávez, qui incite à leur développement, ils bénéficient parfois d'un soutien financier ou matériel de l'Etat<sup>152</sup>. En 2002, ils comptent quelques journaux de quartier, des stations de radio informelles, et les chaînes de télévision *Catia TV* (créée en 2001, du nom de l'un des *barrios* les plus anciens de Caracas) et *TV Cultural de Rubio*, (créée en 1998 dans l'état de Táchira). Mais c'est surtout après les événements d'avril 2002 qu'ils connaîtront un véritable essor.

On constate donc un important déséquilibre entre médias privés et médias publics : face à la nette prédominance des premiers, les ressources médiatiques du domaine public se montrent limitées.

#### **1-2.2.4. Les événements d'avril 2002 : un tournant dans le paysage médiatique vénézuélien**

Les événements d'avril 2002 vont entraîner une remise en question de la place occupée jusqu'ici dans la société par les médias privés. L'attitude adoptée par ces derniers

---

<sup>151</sup> Devenue en 2005 *ABN, Agencia Bolivariana de Noticias*, et aujourd'hui *Agencia Venezolana de Noticias*.

<sup>152</sup> C'est le cas par exemple de *Catia TV*, créée dans les années 1990, qui a reçu un appui important du gouvernement Chávez (Joffres 2008 : 111). Voir aussi [http://www.minci.gob.ve/documentos\\_-\\_medios/44/178663/reglamento\\_de\\_radiodifusion.html](http://www.minci.gob.ve/documentos_-_medios/44/178663/reglamento_de_radiodifusion.html), consulté le 20 août 2011.

pendant ces événements suscite en effet dans le pays un vaste débat sur le rôle des médias et sur les questions d'éthique journalistique, ce qui donnera lieu notamment à de nombreuses rencontres et forums<sup>153</sup>. De plus, le gouvernement vénézuélien ayant pris conscience durant ces événements de la fragilité de ses ressources médiatiques face aux médias privés, entreprend alors de les développer. Dès novembre 2002 apparaît une nouvelle chaîne de télévision publique, *Vive TV*, dont la création est explicitement présentée comme une conséquence des événements d'avril, comme on peut le lire dans la rubrique « Qui sommes-nous » de son site Internet :

Después del golpe de estado de abril de 2002 y del paro empresarial petrolero, la Revolución Bolivariana decide crear ViVe, el Canal del Poder Popular<sup>154</sup>.

Puis, après 2002, pas moins de quatre chaînes publiques sont créées : en 2005, ANTV et *Telesur*, chaîne émettant sur l'ensemble du continent latino-américain mais créée à l'initiative de Hugo Chávez, *Ávila TV* en 2006, et TVes en 2007. On peut mentionner par ailleurs le « cas RCTV », chaîne de télévision à audience très importante au Venezuela, qui a dû cesser d'émettre sur le réseau national en mai 2007, suite à la décision du gouvernement de ne pas renouveler sa concession, en raison, principalement, de son attitude lors des événements d'avril 2002<sup>155</sup>.

On constate également une explosion des médias communautaires qui, comme on l'a dit, ne relèvent pas de l'Etat mais bénéficient, dans une certaine mesure, de son soutien. Selon Sujatha Fernandes (2005), le nombre de stations de radio communautaires, par exemple, s'est fortement accru après les événements d'avril 2002 : de 13 stations agréées en 2002, on passe à 170 en juin 2005. La reconfiguration est moins saisissante dans le domaine de la presse écrite. Néanmoins, 2003 voit la naissance du *Diario Vea*, qui n'est pas un quotidien officiel mais dont la ligne éditoriale est foncièrement pro-gouvernementale, et qui relaie essentiellement les informations fournies par les médias officiels. Plus récemment, en 2009, a été créé *El correo del Orinoco*, quotidien officiel du

---

<sup>153</sup> On peut citer par exemple l'ouvrage *Crisis política y medios de comunicación*, recueillant les débats qui se sont tenus lors du cycle de forums organisé par l'Institut de recherche en communication de l'Université centrale du Venezuela (ININCO), avec le soutien de l'Ateneo de Caracas, en mai 2002.

<sup>154</sup> « Après le coup d'Etat d'avril 2002 et la grève patronale du pétrole, la Révolution Bolivarienne décide de créer ViVe, la chaîne du pouvoir populaire », <http://www.vive.gob.ve/quienes.php>.

<sup>155</sup> Cette décision a suscité une vive polémique et de nombreuses manifestations au Venezuela. La chaîne RCTV émet maintenant par câble et par satellite ; c'est la chaîne de télévision publique TVes qui a pris sa place sur le réseau hertzien.

gouvernement, dont le nom rend hommage au journal créé deux siècles plus tôt par Simón Bolívar<sup>156</sup> (voir 1.2.2.1.1). Les événements d'avril 2002 ont donc eu un impact important sur le paysage médiatique vénézuélien, dans la mesure où ils ont entraîné une reconfiguration de ce dernier, à travers notamment un développement important des médias télévisés publics.

Les jalons du contexte médiatique et historico-politique de ces événements étant posés, il convient d'exposer désormais la manière dont nous les aborderons dans cette recherche.

---

<sup>156</sup> Voir <http://diariovea.com.ve/> pour le *Diario Vea* et <http://www.correodelorinoco.gob.ve/> pour le *Correo del Orinoco*.

## Chapitre 2- TRAVAILLER SUR UN EVENEMENT EN ANALYSE DU DISCOURS

---

### 2-1. Une perspective d'analyse du discours

Il n'existe pas une analyse du discours mais *des* analyses du discours<sup>157</sup> : nous nous situons dans ce travail dans le cadre de l'analyse du discours dite « à la française ». Cette dernière, également connue comme « École française d'analyse du discours », a émergé dans les années 1960. D'orientation linguistique, elle s'inspirait très fortement de l'histoire, de la philosophie (Louis Althusser et Michel Foucault) et de la psychanalyse (Jacques Lacan), et s'est développée notamment autour des travaux du philosophe Michel Pêcheux et des linguistes Jean Dubois et Maurice Tournier<sup>158</sup>. Les évolutions qu'a connues l'analyse du discours depuis les années 60 amènent à parler non plus d'une « École française », mais plutôt de « tendances françaises en analyse du discours » (Maingueneau 1991 a, nouv. éd. 1997 : 24).

Enracinée dans les sciences du langage, l'analyse du discours à la française s'est donc construite et développée comme une discipline au carrefour des sciences humaines. De ce fait, le discours y est conçu comme « un certain mode d'appréhension du langage » (Maingueneau 2009, article « Discours ») :

Ce dernier n'est pas considéré comme système, « langue » au sens saussurien, mais comme *l'activité de sujets inscrits dans des contextes déterminés* produisant des énoncés d'un autre ordre que celui de la phrase (*ibid.*, nous soulignons)

C'est ce « *point de vue* spécifique » sur le discours qui la distingue d'autres disciplines qui étudient le discours (*ibid.* article « Analyse du discours »). Dans cette perspective,

---

<sup>157</sup> On peut consulter à ce sujet l'article « Analyse du discours » rédigé par Dominique Maingueneau *in* Charaudeau et Maingueneau (2002 : 41-45), ainsi que l'article de Paveau et Rosier (2005).

<sup>158</sup> Sur l'« École française » d'analyse du discours, nous renvoyons notamment à l'article de Dominique Maingueneau « École française d'analyse du discours », *in* Charaudeau et Maingueneau (2002 : 201-202), et à Paveau et Rosier (2005).

n'importe quel énoncé peut être pris comme objet d'étude, si l'on postule avec Michel Foucault l'existence d'un « ordre du discours » spécifique :

Ce dont il s'agit ici, ce n'est pas de neutraliser le discours, d'en faire le signe d'autre chose et d'en traverser l'épaisseur pour rejoindre ce qui demeure silencieusement en deçà de lui, c'est au contraire de le maintenir dans sa consistance, de le faire surgir dans la complexité qui lui est propre (Foucault 1969 : 65)

Nous adoptons donc dans ce travail une perspective d'analyse du discours telle que la conçoit Dominique Maingueneau, autrement dit, comme

La discipline qui, au lieu de procéder à une analyse linguistique du texte en lui-même ou à une analyse sociologique ou psychologique de son « contexte », vise à rapporter les textes, à travers leurs dispositifs d'énonciation, aux lieux sociaux qui les rendent possibles et qu'ils rendent possibles. (Maingueneau 2009, article « Analyse du discours »)

Ce cadre posé, il nous faut désormais exposer la manière dont nous appréhendons, dans cette recherche, la notion d'*événement*.

## **2-2. L'événement comme objet de recherche**

### **2-2.1. La notion d'événement : considérations théoriques**

A première vue, on peut se demander en quoi la notion d'événement peut poser problème : un événement survient dans le monde réel, et le journaliste – ou l'historien selon les cas – n'aurait qu'à « l'enregistrer », éventuellement, à le reconstituer, pour le relayer ensuite. Or cette notion suscite en fait de nombreux questionnements. L'un des problèmes le plus fréquemment abordé par ceux qui se sont penchés sur la question de l'événement est celui de sa médiatisation, dans la mesure où les événements nous parviennent aujourd'hui, en premier lieu, par le biais des médias. Jocelyne Arquembourg, dans l'introduction de son ouvrage sur les événements médiatiques, s'interroge en ces termes : « Est-ce parce qu'un événement est important qu'il focalise l'attention des médias ou est-ce parce qu'il est médiatisé qu'il devient retentissant ? »<sup>159</sup>. On peut se demander en effet si l'événement existe en dehors des médias, ou s'il n'est que le résultat d'un travail de

---

<sup>159</sup> ARQUEMBOURG J. (2003), p.7

fabrication de l'industrie culturelle de masse. Pour beaucoup d'auteurs, les événements médiatiques sont toujours le fruit d'une construction ; c'est ce que souligne Eliseo Veron dans l'introduction de son ouvrage *Construire l'événement : les médias et l'accident de Three Mile Island* :

Les événements sociaux ne sont pas des objets qui se trouveraient tout faits quelque part dans la réalité et dont les médias nous feraient connaître les propriétés et les avatars après coup avec plus ou moins de fidélité. Ils n'existent que dans la mesure où ces médias les façonnent<sup>160</sup>.

Ainsi, l'une des grandes questions soulevées par les événements contemporains est la suivante : quelle est la part de « réel » et quelle est la part de « construit » dans un événement ? De ces interrogations surgissent de multiples façons d'appréhender un événement. Nous tenterons donc ici, à partir de nos lectures sur ce sujet, d'exposer le point de vue que nous adopterons, dans ce travail, sur l'événement que constitue la tentative de renversement du gouvernement de Hugo Chávez en avril 2002.

#### **2-2.1.1. L'événement en histoire et en sciences sociales: l'événement « à interpréter »**

Au XX<sup>ème</sup> siècle, et plus particulièrement avec l'apparition de l'école des Annales, dans les années 1930, l'historiographie cherche à se détourner de la conception événementielle de l'histoire (ou « histoire batailles »), chère à la génération des historiens « positivistes ». Ces derniers, en effet, se proposaient de faire de l'histoire une science objective fondée sur l'étude du passé, envisageant celui-ci comme un enchaînement d'événements qu'il s'agissait de reconstituer, et entre lesquels on tentait d'établir des liens de causalité.

L'historien Pierre Nora constate ainsi, en 1974, que l'historiographie moderne s'est construite sur « l'effacement de l'événement »<sup>161</sup>. S'interrogeant sur les relations entre

---

<sup>160</sup> VERON E. (1981), p. 8. L'auteur analyse dans cet ouvrage la construction médiatique de l'accident nucléaire de Three Mile Island, à partir des dépêches fournies par les agences de presse.

<sup>161</sup> NORA P. (1974), p. 307.

histoire, événement et médias, celui-ci signale néanmoins « le retour de l'événement »<sup>162</sup>, un événement moderne, qui a cessé d'être le privilège de l'historien pour devenir celui des mass média. Pour cet auteur, en effet, ce qui caractérise l'événement moderne, c'est qu'il est indissociable de sa médiatisation : « pour qu'il y ait événement, il faut qu'il soit connu », et « dans nos sociétés contemporaines, c'est par eux [les mass médias] et par eux seuls que l'événement nous frappe, et ne peut pas nous éviter. »<sup>163</sup>

De plus, les médias produisent en permanence du nouveau, de l'événement, si bien qu'il en résulte, selon Pierre Nora, un « état de sur-information perpétuelle et de sous-information chronique »<sup>164</sup> caractéristique des sociétés modernes. Pour lui, l'événement tel qu'il apparaît dans les médias semble donc, en quelque sorte, inintelligible :

Or, considéré globalement, le système informatif des media fabrique de l'inintelligible. Il nous bombarde d'un savoir interrogatif, énucléé, vide de sens, qui attend de nous son sens, nous frustre et nous comble à la fois de son évidence encombrante : si un réflexe d'historien n'intervenait pas, ce ne serait, à la limite, qu'un bruit qui brouillerait l'intelligibilité de son propre discours.<sup>165</sup>

Néanmoins, « les événements véhiculent tout un matériel d'émotions, d'habitudes, de routines, de représentations héritées du passé qui affleurent soudain à la surface de la société »<sup>166</sup> ; l'étude de l'événement permet ainsi d'accéder à ces dernières et d'en saisir les significations. De ce point de vue, la tâche de l'historien contemporain serait donc d'observer dans l'événement moderne les traces du passé, lui donnant de cette manière l'interprétation historique qui fait défaut aux médias.

Frédérique Langue, dans un essai sur l'histoire récente du Venezuela<sup>167</sup>, adopte un point de vue proche de celui de Pierre Nora. Pour elle, « la spécificité de l'événement reste encore à définir, alors que les autres acteurs de l'écriture de l'histoire, les médias,

---

<sup>162</sup> « Le retour de l'événement » est le titre d'un chapitre écrit par Pierre Nora (version remaniée d'un article paru dans *Communications* en 1972 (n°18), sous le titre « L'événement monstre ») dans l'ouvrage collectif *Faire de l'histoire* (1974).

<sup>163</sup> NORA P. (1974), p. 287.

<sup>164</sup> NORA P. (1974), p. 298.

<sup>165</sup> Nora P. (1974), p.297.

<sup>166</sup> NORA P. (1974), p.303.

<sup>167</sup> Langue (2005)

s'empresment de le mettre sur un piédestal »<sup>168</sup>. De cette façon, l'événement historique, aujourd'hui, peut difficilement être dissocié de son appréhension médiatique, mais également de son appréhension politique, voire parfois judiciaire. Mais à la différence de Pierre Nora, elle considère que l'événement ne doit pas être confondu avec sa manifestation : celui-ci « ne se définit pas en premier lieu par l'importance médiatique qui lui est conférée, mais par les aspects problématiques qu'il implique »<sup>169</sup>.

En tant que produit d'un contexte, l'événement est, pour elle, emblématique d'un passé particulier, d'un contexte social ainsi que d'une culture politique. Ainsi, la tentative de coup d'Etat frustrée<sup>170</sup> d'avril 2002 est un événement qui restera marqué dans les mémoires collectives de la période récente, et qui, pour être compris, doit être intégré à une réflexion plus large sur les relations entre civils et militaires au Venezuela<sup>171</sup>. L'auteure souligne en effet que les événements liés au secteur militaire s'insèrent nécessairement dans un récit historique, et c'est en l'inscrivant dans une *série* qu'un événement prend sens aux yeux de l'historien :

Et ce sont les *séries*, la multiplication ou la répétition des faits, et la prise de distance de l'historien, qui vont lui donner [à l'événement] un sens propre, une signification en cela même beaucoup plus élaborée et réfléchie que celle que peuvent en donner les médias les plus fins dans leurs analyses<sup>172</sup>.

Quant aux anthropologues Alban Bensa et Eric Fassin, ils refusent l'idée avancée par Pierre Nora selon laquelle l'événement n'existerait que par les mass média : « (...) la médiatisation caractérise la modernité, et non l'événement lui-même : d'une part,

---

<sup>168</sup> « (...) la especificidad del acontecimiento queda por avocarse a alguna definición, mientras los otros actores de la escritura de la historia, los medios de comunicación, se apresuran en ponerlo en un pedestal », Langue (2005), p. 18.

<sup>169</sup> « (...) el acontecimiento no se define en primera instancia por la importancia mediática que se le confiere, sino por lo problemático que acarrea (...) », Langue (2005), p. 18.

<sup>170</sup> Et les épisodes qui s'ensuivent : grève du secteur pétrolier de fin 2002 à début 2003 et référendum révocatoire d'août 2004. Voir Langue (2005), pp. 15-16.

<sup>171</sup> Langue (2005), pp. 24-26.

<sup>172</sup> « Y son las *series*, la multiplicación o la repetición de los hechos, y la mirada distanciada del historiador, las que le van a dar sentido propio, un significado por eso mismo mucho más elaborado y reflexivo de lo que puedan proporcionar los medios de comunicación más sutiles en su análisis », Langue (2005), p. 20. Concernant l'inscription de l'événement dans une série d'autres événements, Frédérique Langue s'appuie ici sur la proposition de Bensa A. et Fassin E. (2002), que nous abordons ensuite. Cette idée apparaissait déjà chez Pierre Nora (1974, p.305) : « L'événement a pour vertu de nouer en gerbe des significations éparses. A l'historien de les dénouer pour revenir de l'évidence de l'événement à la mise en évidence du système. Car l'unicité pour qu'elle devienne intelligible, postule toujours l'existence d'une série que la nouveauté fait surgir. Même l'affirmation "c'est la première fois que..." suppose virtuellement la possibilité d'une seconde » (nous soulignons).



l'événement n'a pas attendu la naissance des journaux, d'autre part il n'en fait pas toujours la une. »<sup>173</sup> Pour eux, l'événement ne doit pas être défini uniquement par sa médiatisation, mais doit être également appréhendé en tant qu'action.

L'événement, d'après ces auteurs, doit être conçu non comme une irruption dans la réalité, mais comme une mutation entre deux mondes – avant et après l'événement – se caractérisant par une rupture d'intelligibilité. D'où la nécessité, selon eux, d'une interprétation par les sciences sociales. Bensa et Fassin distinguent en effet la *mise en récit* de l'expérience vécue par les acteurs, de la *mise en série* effectuée par les sciences sociales :

« Les sciences sociales revendiquent ainsi *leur autonomie face à la médiatisation* : elles définissent l'événement par la série où il s'inscrit. (...) Il ne leur suffit donc pas de faire le constat de l'irruption spectaculaire de l'événement, non plus que de l'écarter ; *encore faut-il en construire le sens*. Dans la rupture, il leur faut analyser ce qui se rompt – ce qui se défait, ou ce qui se fait. Et c'est là que les sciences sociales apportent *ce qui fait le plus défaut dans l'événement* : une valeur ajoutée d'intelligibilité. »<sup>174</sup>

Le rôle des sciences sociales, en déterminant les séries qui commencent ou qui finissent avec l'événement, est donc de donner à ce dernier un sens.

On constate que tous ces auteurs abordent le problème de la relation entre événement et médiatisation, même si leurs avis divergent entre ceux pour qui cette dernière est la condition même d'existence de l'événement, et ceux pour qui elle n'en est qu'une manifestation parmi d'autres. Leur point commun est de considérer que l'événement est « à interpréter », autrement dit, que le rôle du chercheur est d'aller au-delà de cette médiatisation, pour donner à l'événement une interprétation scientifique. Ainsi, Bensa et Fassin affirment, concernant l'appellation « 911 », attribuée en anglais aux attentats du 11 septembre 2001, qu'« en dépit de son abstraction, le nom dit bien l'émotion ; pour autant, il ne donne pas un sens ». Il revient donc selon eux au chercheur en sciences sociales, en déterminant la série dans laquelle s'inscrit un événement, de le *qualifier*<sup>175</sup>. Or, le point de vue que nous adoptons dans cette recherche est qu'au contraire, un nom n'est jamais dépourvu de sens, et que précisément, « dire l'émotion », c'est donner une signification.

---

<sup>173</sup> BENSA A. et FASSIN E. (2002).

<sup>174</sup> BENSA A. et FASSIN E. (2002), nous soulignons.

<sup>175</sup> BENSA A. et FASSIN E. (2002).

Au cœur des questionnements suscités par la notion d'événement se trouve donc une problématique centrale, celle du sens de l'événement. On peut en effet s'interroger : l'événement, en dehors de l'interprétation que peuvent en donner les chercheurs, n'a-t-il aucun sens ? La première interprétation n'est-elle pas celle qu'en fournissent les médias lorsqu'ils « disent » l'événement ? L'événement existe-t-il indépendamment du sens qu'on lui donne ?

## 2-2.1.2. L'événement : une construction de sens

### 2-2.1.2.1. Des faits à l'événement

Ces interrogations sur le sens de l'événement occupent une place importante dans les travaux de Paul Ricœur. S'interrogeant sur les relations entre temps, récit et histoire, il conçoit l'événement comme un rythme à trois temps :

(...) d'abord quelque chose arrive, éclate, déchire un ordre déjà établi ; puis une impérieuse demande de sens se fait entendre, comme une exigence de mise en ordre ; finalement l'événement n'est pas simplement rappelé à l'ordre mais, en quelque façon qui reste à penser, il est reconnu, honoré et exalté comme crête du sens.<sup>176</sup>

Pour lui, l'événement est donc, tout d'abord, le surgissement d'une occurrence, qui constitue une rupture dans l'ordre établi. Cette rupture suscite alors une demande de sens, qui se présente comme une « demande de maîtrise, intellectuelle autant que pratique, de l'aspect exceptionnel de l'événement »<sup>177</sup>. De ce fait, c'est « en instaurant un nouvel ordre dans lequel l'événement sera compris que le sens réduit l'irrationalité principielle de la nouveauté. »<sup>178</sup> Intervient alors le « recours à l'intelligence narrative », car, selon cet auteur, cette demande d'intelligibilité va être résorbée par le récit. Le moment de la mise en récit, ou *mise en intrigue* est donc l'élément « pivot » par lequel l'événement trouve son sens<sup>179</sup>. Dans cette perspective, l'événement, en tant qu'occurrence physique, n'a pas de sens en soi. C'est le récit qui en est fait qui lui donne un sens.

---

<sup>176</sup> RICŒUR P. (1991), p. 41.

<sup>177</sup> RICŒUR P. (1991), p. 43.

<sup>178</sup> RICŒUR P. (1991), p. 43.

<sup>179</sup> RICŒUR P. (1983), p. 85.

De nombreux auteurs se sont appuyés sur cette conception, tel Patrick Charaudeau dans son ouvrage sur le discours d'information médiatique. Pour lui, « l'événement est toujours construit » :

L'événement se trouve dans ce « monde à commenter » comme surgissement d'une phénoménalité qui s'impose au sujet, dans un état brut, d'avant saisie perceptive et interprétative de celui-ci. Dès lors, l'événement n'est jamais transmis à l'instance de réception dans son état brut ; pour sa signification, il dépend du regard qui est posé sur lui, regard d'un sujet qui l'intègre dans un système de pensée et ce faisant le rend intelligible<sup>180</sup>.

L'auteur souligne ici la place fondamentale du sujet dans la constitution d'un événement, sujet qui perçoit l'événement « brut » et lui attribue une signification. Il met également en évidence le rôle du langage, qui permet de *signifier* l'événement :

(...) dans le monde existent ou apparaissent des choses, celles-ci se configurent dans des états, il se produit des modifications de ces états de choses, mais ces phénomènes ne prennent existence signifiante qu'à travers la perception-saisie-systémisation-structuration qu'en fait le sujet langagier ; car c'est en parlant que le sujet donne à ces phénomènes une signification.<sup>181</sup>

Selon lui, ce qui importe donc, pour une discipline du sens, ce n'est pas l'événement en soi, mais le *processus d'événementialisation*, qui se compose de trois grandes étapes : *modification* d'un état du monde, *perception* de cette modification, et *signification* de cette modification<sup>182</sup>.

Ainsi, si le surgissement d'une occurrence, d'une rupture dans la réalité, est le point de départ de l'événement, celui-ci ne se constitue comme événement que s'il est perçu et signifié comme tel. Dans cette perspective, le philosophe Alain Badiou signale qu'il existe une différence entre les faits et l'événement :

Nous poserons une fois pour toutes qu'il n'y a pas d'événement naturel, ni non plus d'événement neutre. Dans les situations naturelles ou neutres, il n'y a que des faits<sup>183</sup>.

---

<sup>180</sup> CHARAUDEAU P. (2005), pp. 78-79

<sup>181</sup> CHARAUDEAU P. (2005), p. 79. L'auteur précise en note : « Cela se fait au terme du processus même de « sémiologisation » qui consiste à construire du sens avec des formes », note 3 p. 79.

<sup>182</sup> Pour une explication détaillée de ces trois étapes, voir CHARAUDEAU P. (2005), pp.82-83.

<sup>183</sup> BADIOU A. (1988), p.199.

Il faut donc distinguer entre les faits, survenant dans la réalité phénoménale, et l'événement, qui n'existe que pour un sujet et suppose une construction de sens. Autrement dit, « l'événement n'est pas une réalité brute mais une réalité signifiée ». <sup>184</sup>

#### **2-2.1.2.2. Dimension collective et médiatisation**

Dans son ouvrage sur la formule « purification ethnique » dans la presse française, Alice Krieg-Planque énumère les différentes propriétés d'un événement, et signale que l'une d'entre elles est d'être *collectivement identifié et commenté* comme pourvu de l'ensemble de ces propriétés <sup>185</sup>. Elle s'explique ainsi en note :

En effet, l'arrivée du train n° 602 en gare de Lyon à Paris le mercredi 29 mars 2000 à 8h16 est unique, envisagée dans ses deux dimensions temporelle et spatiale (cette arrivée ne s'est produite qu'une seule fois dans l'histoire, l'arrivée du train n° 602 le jeudi 30 mars 2000 à 8h16 appartenant déjà à une autre tranche du temps). Cette arrivée est peut-être symptomatique (par exemple du fait que les trains arrivent le plus souvent à l'heure). *Mais cette arrivée, ou occurrence, ne devient un événement que si une communauté la conserve en mémoire et la commente comme unique et comme signifiante* <sup>186</sup>.

L'événement doit donc non seulement être perçu et signifié comme tel, mais il doit l'être de manière collective. On peut objecter à cela que quelque chose peut « faire événement » dans la vie d'une personne ; mais il s'agit-là d'un événement que l'on pourrait qualifier de « privé ». Les événements auxquels on s'intéresse ici sont les événements de type historique, politique, médiatique, autrement dit des événements qui ont une dimension collective et sociale.

---

<sup>184</sup> VENIARD M. (2007), p. 29.

<sup>185</sup> Pour Alice Krieg-Planque (2003, pp. 409-410), un événement doit présenter minimalement les propriétés suivantes : « avoir un début et une fin (être inscrit dans une temporalité) ; appartenir en propre à un espace, à une géographie ; être unique, autrement dit non-réitérable (cette propriété étant la conséquence des deux premières) ; être signifiant, symptomatique de quelque chose ; et – dernière propriété mais non la moindre – être collectivement identifié et commenté comme muni de ces propriétés ». Si Alice Krieg-Planque travaille sur la formule « purification ethnique » en tant qu'événement de discours, et non sur la purification ethnique comme événement « mondain », c'est de la notion d'événement en général dont elle parle ici.

<sup>186</sup> KRIEG-PLANQUE A. (2003), note 350 p.410.

Sophie Moirand, s'appuyant sur les travaux de J. R Searle sur le rôle du langage dans la construction de la réalité sociale<sup>187</sup>, souligne ainsi l'importance du discours médiatique dans l'élaboration des événements sociaux :

(...) si certains faits deviennent des événements sociaux, cela se manifeste dans les sociétés contemporaines par une diffusion massive d'images et de paroles dans les médias : les objets sociaux (au sens de Searle : l'argent, l'Etat, la guerre...) n'existent que par l'accord des hommes, donc grâce à une intentionnalité collective reposant sur des conventions linguistiques et propagée par la chaîne ininterrompue des discours produits par la société.<sup>188</sup>

Pour qu'un fait devienne un événement social, il faut qu'il soit collectivement reconnu et aujourd'hui, ce sont les médias qui, les premiers, assurent ce rôle de reconnaissance et de diffusion collectives des événements.

Toutefois, l'événement ne doit pas être considéré pour autant comme fabriqué de toutes pièces par les médias. En effet, comme le fait remarquer Marie Veniard, il ne faut « pas confondre *construction médiatique* et *construction de la réalité* : que les médias construisent des récits des événements n'implique pas qu'ils construisent la réalité de l'événement »<sup>189</sup>. Ainsi, dans le cas de l'événement qui nous intéresse, des faits « bruts » ont effectivement eu lieu : les manifestations du 11 avril 2002 et les morts survenues durant celles-ci, la chute de Hugo Chávez de son poste de président puis son retour au pouvoir, la brève présidence de Pedro Carmona, etc. Mais la distinction précédemment exposée entre faits et événement nous amène à considérer que l'événement étudié est constitué à la fois de ces faits et de leur perception, ainsi que le souligne Marie Veniard (2007 : 39):

Si l'existence de faits bruts doit être logiquement postulée, notre compréhension de ces faits n'est pas complètement indépendante de représentations sociales ou des connaissances scientifiques disponibles, bref, de la culture d'une époque : les tremblements de terre ont pu être considérés comme des manifestations divines avant d'être rattachés à la tectonique des plaques.

---

<sup>187</sup> Voir SEARLE J.R. (1995), p.14.

<sup>188</sup> MOIRAND (2006)

<sup>189</sup> VENIARD M. (2007), note 18 p.33.

Les faits bruts – ou mondains – leur identification en tant qu'événement et la façon dont celui-ci est signifié (autrement dit, le discours produit sur lui) sont donc plusieurs facettes d'un même ensemble, « l'événement ».

Ainsi, si les médias ne façonnent pas l'événement de bout en bout, ils sont partie prenante de sa construction, dans la mesure où ils sont, le plus souvent, parmi les premiers à en avoir connaissance, à décider s'il mérite ou non de figurer parmi les nouvelles du jour, à en assurer la diffusion collective, et, par conséquent, à le définir et à le commenter comme un événement. Dans cette recherche, c'est cette construction médiatique de l'événement qui nous intéresse, que nous aborderons sous l'angle discursif<sup>190</sup>. Appréhender l'événement de cette façon correspond par conséquent à « un déplacement de la question de la nature de l'événement à celle de la construction discursive de l'événement »<sup>191</sup> : ce ne sont pas les faits mondains qui constituent l'objet de ce travail, mais le sens que le discours des médias leur assigne, leur permettant ainsi d'accéder au statut d'événement. Autrement dit, l'objectif de cette recherche est d'analyser la construction discursive, dans les médias – précisément, dans la presse quotidienne vénézuélienne – des événements d'avril 2002 au Venezuela.

### **2-2.2. Les événements d'avril 2002 au Venezuela : quelles caractéristiques pour quelle approche discursive ?**

Nous venons d'exposer un certain nombre de généralités sur la nature de l'événement et la manière de l'appréhender. Dans la mesure où chaque événement est unique, il nous faut maintenant exposer les caractéristiques propres à l'événement étudié, et les outils qui nous permettront de les analyser.

---

<sup>190</sup> En effet, on ne cherchera pas, par exemple, à reconstituer la construction médiatique de cet événement à partir des dépêches des agences de presse, comme l'a fait Eliseo Verón (1981).

<sup>191</sup> VENIARD M. (2007), p.18.

### 2-2.2.1. Etude d'un événement au moment de son surgissement

Une première distinction doit être opérée entre les événements programmés et prévus pour être médiatisés (par exemple, une cérémonie ou une manifestation sportive) et les événements spontanés, qui surgissent de manière imprévue. Les premiers font l'objet, ainsi que le souligne Jocelyne Arquembourg, d'un travail considérable de la part des médias qui anticipent et préparent leur médiatisation<sup>192</sup>. Le plus souvent, leur nature et leur forme sont déjà prescrites : c'est le cas des événements sportifs, pour lesquels, comme le font remarquer Maurice Mouillaud et Jean François Têtu, « non seulement l'aire et la durée de l'événement sont expressément marquées par rapport à l'espace et au temps extérieurs, mais le terrain du jeu est balisé par des limites intérieures qui programment des événements partiels dans l'événement dominant »<sup>193</sup>. Pour ce type d'événements, « la mise en mots et en intrigue »<sup>194</sup> a donc souvent déjà été en partie définie au préalable.

L'événement auquel on a affaire dans ce travail fait partie quant à lui de la deuxième catégorie : celle des événements imprévus, même si on peut objecter à cela, d'une part, que la manifestation de l'opposition – point de départ de ces événements – avait été organisée et annoncée auparavant et, d'autre part, que de nombreux éléments du contexte politique pouvaient laisser pressentir l'éclatement d'une crise importante. Cependant, il n'était pas prévu que cette manifestation dégénère de la sorte, menant à la chute de Hugo Chávez et à l'instauration d'un gouvernement de transition. Ainsi, si certains aspects de l'événement ont pu faire l'objet d'un travail de prédéfinition (la désignation des forces en présence, par exemple), la majeure partie du travail de description et d'explication a été effectuée sur le vif par les médias (telle la désignation des faits survenus).

D'autre part, l'événement étudié se déroule sur une très brève période (environ trois jours) ; on étudie donc un récit médiatique réalisé dans l'urgence et à mesure que les faits ont lieu. De ce fait, il ne s'agit pas d'observer un événement dont le récit médiatique s'étend sur la longue durée, comme l'a fait par exemple Alice Krieg-Planque, qui s'est penchée sur la genèse, puis la mise en circulation pendant la guerre yougoslave, de la

---

<sup>192</sup> ARQUEMBOURG J. (2003), p. 30 et 34.

<sup>193</sup> MOUILLAUD M. et TÊTU J.F. (1989), p. 19.

<sup>194</sup> ARQUEMBOURG J. (2003), p. 35.

formule « purification ethnique », réunissant ainsi un corpus s'étalant de 1980 à 1994<sup>195</sup>. On ne traite pas non plus d'un événement auquel les médias ne cessent d'associer de nouveaux rebondissements, comme Sophie Moirand qui, s'intéressant à ce qu'elle appelle « les événements scientifiques et techniques à caractère politique »<sup>196</sup>, a constitué un ensemble de corpus autour de la crise de la vache folle d'abord, en mars 1996, puis autour de divers « instants discursifs », tels que la grippe du poulet en décembre 1997, le poulet à la dioxine et le coca-cola contaminé en juin 1999, les boues d'épuration en août 1999, ou encore autour de questions conflictuelles récurrentes comme celle des OGM<sup>197</sup>.

Ces deux auteurs ont ainsi observé l'élaboration par les médias de catégories descriptives de ces événements (formules, désignations, etc.) sur le long terme. Dans notre cas, en revanche, la plupart des catégories descriptives sont construites en même temps que surgit l'événement. L'un des objets de ce travail est donc, précisément, d'étudier leur émergence. Ainsi, même si ces deux chercheuses travaillent sur des événements dans une perspective d'analyse du discours, notre démarche se distingue de la leur par le fait que nous étudions la construction discursive de l'événement *au moment même* où il surgit dans le discours des médias, et non dans la longue durée.

Un problème se pose par conséquent, qui découle à la fois de cette démarche et de l'imprévisibilité de l'événement observé : celui de sa mise en récit. En effet, on considère généralement que le récit s'articule autour d'une situation initiale, d'un événement perturbateur et d'un dénouement. Or, une telle configuration ne peut s'appliquer à un événement traité sur le vif par les médias, puisqu'ils n'en connaissent pas le dénouement. Pour Jocelyne Arquembourg, les récits d'événements sont toujours « orientés vers une fin qui leur donne sens et ne peuvent être configurés qu'une fois accomplis »<sup>198</sup>. Elle propose donc de parler, pour les événements traités en direct, de compte-rendu de situation plutôt que de récit : « La mise en ordre des faits dans un récit s'organise selon un schéma rétrospectif alors que le compte rendu d'une situation s'élabore au présent et se construit autour de l'attente d'un dénouement »<sup>199</sup>. Le discours des journaux sur l'événement,

---

<sup>195</sup> KRIEG-PLANQUE A. (2003), pp. 19-26.

<sup>196</sup> MOIRAND S. (2007 a), p. 9

<sup>197</sup> Voir MOIRAND S. (2007 a), pp. 7-10. Nous reviendrons plus tard sur ce qu'entend cet auteur par « instant discursif ».

<sup>198</sup> ARQUEMBOURG J. (2003), p. 48.

<sup>199</sup> *Ibid*



produit à mesure que les faits ont lieu, ne peut en effet être appréhendé comme un récit au sens traditionnel du terme. Il ne formera un récit qu'après coup, après qu'on en connaît la fin, mais le travail de mise en intrigue ne peut être effectué sur le moment. La distinction proposée par Jocelyne Arquembourg permet d'envisager néanmoins un récit des faits, élaboré au jour le jour, et s'écartant par conséquent du schéma ordinaire du récit. La façon dont s'effectue cette mise en récit (ou compte-rendu) « en direct », en attente de dénouement, constituera donc l'un des questionnements de ce travail.

### 2-2.2.2. L'événement est un et multiple : l'importance de la nomination

Nous avons signalé plus tôt qu'il fallait distinguer entre les faits, survenus dans la réalité, et l'événement, qui suppose que ces faits soient perçus et signifiés. L'événement est, par conséquent, composite, puisqu'il se constitue toujours d'une série de faits. Marie Veniard remarque en effet que « d'un strict point de vue référentiel, un événement est une entité particulière dans la mesure où, en dehors de l'action du langage, il est difficilement synthétisable »<sup>200</sup>. Pour Maurice Mouillaud et Jean-François Têtu, l'événement journalistique, résultant d'une opération de cadrage<sup>201</sup>, est lui-même fragmenté en une série de cadrages intérieurs, car « on ne peut pas appréhender un événement d'une seule vue »<sup>202</sup>.

Mais l'événement ne se résume pas à une somme de faits, il est perçu comme un tout, comme une globalité. Il est donc, selon le philosophe Alain Badiou, à la fois un et multiple : « *J'appelle événement de site X un multiple tel qu'il est composé d'une part des éléments du site, d'autre part de lui-même* »<sup>203</sup>. Prenant l'exemple du syntagme « Révolution française », il souligne que celui-ci fait référence à un événement se déroulant en France entre 1789 et 1794 et constitué d'une multiplicité d'éléments : « les électeurs des Etats généraux, les paysans de la Grande Peur, les sans-culottes des villes, le

---

<sup>200</sup> VENIARD M. (2007), p.25

<sup>201</sup> Ces auteurs empruntent le concept de cadrage à la photographie pour l'appliquer à l'événement : « Le cadre opère à la fois une coupure et une focalisation : une coupure parce qu'il sépare un champ et un hors-champ, une focalisation parce qu'en interdisant l'hémorragie du sens au-delà du cadre, il intensifie les relations entre les objets et les individus qui sont compris dans le champ et les réverbère vers un foyer ». MOUILLAUD M. et TÊTU J.F. (1989 : 17).

<sup>202</sup> MOUILLAUD M. et TÊTU J.F. (1989 : 17).

<sup>203</sup> BADIOU (1988), p. 200. Les italiques sont mis par l'auteur.

personnel de la Convention, les clubs des jacobins, les soldats de la levée en masse, mais aussi, le prix des subsistances, la guillotine, les effets de tribune, les massacres, les espions anglais, les Vendéens, les assignats, le théâtre, *la Marseillaise*, etc. »<sup>204</sup>. Poussant au bout son raisonnement, il va jusqu'à affirmer :

« si vous commencez à poser que “Révolution française” n'est qu'un pur mot, vous démontrerez sans peine, au vu de l'infini des faits présentés, et non présentés, que rien de tel n'a jamais eu lieu. »<sup>205</sup>

La nomination, « intervention interprétante »<sup>206</sup> qui permet de passer du multiple à l'un, joue donc un rôle fondamental dans l'existence même de l'événement.

Marie Veniard, qui travaille sur la nomination des événements que sont la guerre en Afghanistan et le conflit des intermittents dans la presse quotidienne française, reprend cet exemple d'Alain Badiou pour montrer que la nomination permet « de rendre l'événement intelligible, mais c'est aussi la condition d'existence de l'événement, puisqu'elle permet de limiter l'éparpillement des faits jusqu'à la disparition de tout événement »<sup>207</sup>. Pour elle, la nomination est centrale dans la construction discursive de l'événement, en tant qu'elle en opère une sémiotisation : « en parler comme *d'un référent* qu'on nomme permet d'exercer une sémiotisation : par la nomination, on regroupe des éléments du réel et on constitue un référent qui est plus ou moins partagé au sein d'une communauté »<sup>208</sup>. Considérant les conflits comme des « objets sociaux », elle postule que l'étude de la nomination d'un événement en discours permet d'accéder en partie au « sens social » de l'événement<sup>209</sup>.

Cette nécessité de procéder à une sémiotisation pour rendre compte de la multiplicité de l'événement est également soulignée par les sociologues Louis Quéré et Eric Neveu, qui parlent quant à eux d'événement « sous une description »<sup>210</sup>. Pour eux, la

---

<sup>204</sup> BADIOU A. (1988), p. 201.

<sup>205</sup> BADIOU A. (1988), p. 203.

<sup>206</sup> BADIOU A. (1988), p.202

<sup>207</sup> VENIARD M. (2007), p. 41.

<sup>208</sup> VENIARD M. (2007), p. 17

<sup>209</sup> VENIARD M. (2007), respectivement pp. 35 et 63. Sur ce point, Marie Veniard s'appuie des travaux de J.R Searle (1995) sur la notion de « fait social » et sur le rôle du langage dans la construction de ces faits sociaux. Voir VENIARD M. (2007), pp. 35-38 : « Les conflits : des objets sociaux ».

<sup>210</sup> Les auteurs reprennent cette expression d'un article de Louis Quéré (1994), « L'événement "sous une description" : contraintes sémantiques, croyances stéréotypiques et “natural facts of life as a morality” », lui-même reprenant les propos de H. White (1981) : « Il n'y a aucun sens à parler d'événement en soi ; on ne

construction médiatique des événements passe nécessairement par « un processus d'individuation de l'événement, de réduction de son indétermination, de sa complexité et de son hétérogénéité »<sup>211</sup>. L'individuation de l'événement suppose, dans le même temps, son affiliation à un « contexte de description » :

Cette affiliation permet à la fois d'identifier une occurrence comme un événement d'une certaine sorte, de lui donner signification et valeur en tant qu'occurrence spécifique dans son genre et de le décrire<sup>212</sup>.

Autrement dit, l'individuation d'un événement s'accompagne forcément de sa catégorisation dans une classe d'événements. Cette catégorisation de l'événement déterminera par conséquent, selon ces auteurs, les commentaires et l'interprétation qui en seront faits :

« Ainsi, dès lors qu'un événement a été identifié sous une description (un attentat, une grève, une émeute, un krach boursier, etc.), son explication et son interprétation sont orientées et délimitées par la teneur sémantique des termes utilisés par cette description : celle-ci rend l'événement analysable ; elle structure son analysabilité »<sup>213</sup>

En effet, nommer un événement implique, dans un premier temps, une prise de position quant à la manière dont on le perçoit, et dans un deuxième temps, un certain nombre de conséquences et de contraintes quant à la façon dont il sera appréhendé suite à cette nomination.

Nous accorderons dans ce travail une attention toute particulière aux procédés de nomination, et donc de catégorisation de l'événement, dans la mesure où l'on considère, avec Marie Veniard, qu'ils constituent un lieu d'observation privilégié de la construction du sens de l'événement. On postule, en outre, qu'ils sont révélateurs de la position adoptée par les journaux face à cet événement. Concernant la problématique de l'événement « un et multiple », on verra par ailleurs que la sémiotisation de l'événement ne s'accomplit pas uniquement par la nomination de l'événement « global ». Dans la mesure où l'on travaille sur un événement en train de se produire, on s'intéressera également aux éléments qui, au

---

peut parler que d'événement sous une description. En d'autres termes, le type de protocole de description utilisé pour constituer des événements en faits d'une certaine sorte détermine le type de fait qu'on y voit ».

<sup>211</sup> QUÉRÉ L. et NEVEU L. (1996), p. 14.

<sup>212</sup> QUÉRÉ L. (1994), p.14.

<sup>213</sup> QUÉRÉ L. et NEVEU L. (1996), p. 15.

jour le jour, permettent de passer de l'« événement multiple » à « l'événement un », en lui donnant, dans le même temps, un sens. Parmi ces éléments qui assurent une sémiotisation de l'événement se trouve, bien sûr, le titre, lieu de surgissement de l'événement par excellence, et lieu où s'exerce à son maximum la contrainte d'économie linguistique caractéristique du discours médiatique.

### 2-2.2.3. Événement, moment discursif et mémoire

Une autre interrogation majeure de notre recherche concerne les rapports entre événement et mémoire : cette dernière joue-t-elle un rôle dans la construction discursive des événements ? Pour Sophie Moirand, les discours des médias, contrairement aux idées reçues, ne sont pas éphémères, mais contribuent à la construction des mémoires collectives des sociétés actuelles<sup>214</sup>. Cette auteure appréhende l'événement à travers la notion de *moment discursif*, qu'elle définit comme « le surgissement dans les médias d'une production discursive intense et diversifiée à propos d'un même événement (Mai 1968, guerre au Kosovo, intervention russe en Tchétchénie, Coupe du monde de football, festival de Cannes, crise de la vache folle...), et qui se caractérise par une hétérogénéité multiforme (sémiotique, textuelle, énonciative) »<sup>215</sup>. Son hypothèse est qu'« au fil des moments discursifs analysés », un certain nombre de mots, de formules, de petites phrases, ou autres énoncés, se répètent, circulent et se transforment, d'un locuteur à un autre, d'un média à un autre, si bien que « les sens linguistiques véhiculés par ces différentes formes langagières contribuent à construire "le sens social" de certaines familles d'événements »<sup>216</sup>. Elle postule ainsi l'existence d'une *mémoire interdiscursive médiatique*, se constituant « dans et par les médias », au fil des textes, « sur des formulations récurrentes, qui appartiennent forcément à des discours antérieurs, et qui, fonctionnant sous le régime de l'allusion, participent à l'interprétation de ces événements »<sup>217</sup>.

Le point de vue adopté par Sophie Moirand implique par conséquent de ne pas s'en tenir à réunir un corpus au moment du surgissement d'un moment discursif, mais de

---

<sup>214</sup> MOIRAND S. (2007 a), p.2.

<sup>215</sup> CHARAUDEAU P. et MAINGUENEAU D. (2002), article « Moment discursif », rédigé par Sophie Moirand, p. 389.

<sup>216</sup> MOIRAND S. (2006)

<sup>217</sup> MOIRAND S. (1999), p. 173, citée dans CHARAUDEAU P. et MAINGUENEAU D. (2002), article « Mémoire discursive », p. 372.

poursuivre par la suite le recueil des données, lors de l'apparition d'autres moments ou instants<sup>218</sup> discursifs. Car, selon sa définition, « un fait ou un événement ne constitue un moment discursif que s'il donne lieu à une abondante production médiatique *et qu'il en reste également quelques traces à plus ou moins long terme dans les discours produits ultérieurement à propos d'autres événements* »<sup>219</sup>. Si notre propre corpus ne nous permet pas de déterminer quelles « traces » laisseront, dans les discours ultérieurs, les discours médiatiques produits sur les événements d'avril 2002, on cherchera toutefois à observer dans quelle mesure la mémoire discursive peut jouer un rôle dans l'interprétation de ce *moment discursif* et participe à en construire le sens.

En effet, on peut penser que plus un événement est imprévu, bouleversant, plus on doit faire appel à la mémoire d'événements passés pour l'expliquer. Pour Maurice Mouillaud et Jean-François Têtu, un événement s'inscrit toujours dans un paradigme, qui permet de le rendre intelligible :

On voit ainsi l'événement travailler en deux sens. Nous l'avons décrit, tourné vers l'avenir, avènement d'une différence incessamment reproduite. Mais il travaille aussi de manière récurrente ; il réveille et redonne une actualité à des événements passés dont il réactualise le paradigme. La nouvelle s'inscrit comme la reproduction d'un modèle. Le paradigme n'est pas moins essentiel que la différence car il est la condition de lisibilité de l'événement (...) <sup>220</sup>.

Il existerait par conséquent des scénarios types correspondant à des catégories d'événements, reproduisant des modèles d'événements antérieurs et constituant des cadres prédéfinis pour l'écriture comme pour la lecture des événements journalistiques.

Cette notion de paradigme de l'événement peut être rattachée, selon nous, à la question de la catégorisation de l'événement. S'appuyant sur les travaux de Harold Garfinkel (1967), Louis Quéré souligne en effet qu'« identifier un événement et lui donner un sens c'est réduire sa contingence et son indétermination en l'inscrivant dans un ordre social » (Quéré 1994 : 20). En identifiant un événement sous une description, on lui attribue donc des « valeurs de normalité » (*ibid.*). Pour Louis Quéré, ces valeurs de

---

<sup>218</sup> L'*instant discursif* se distingue du *moment discursif* par le fait qu'il « disparaît des discours médiatiques aussi vite qu'il est apparu » ; la grippe du poulet de décembre 1997, par exemple, ne constitue qu'un instant discursif (Moirand S., 2007 a, p.4).

<sup>219</sup> MOIRAND S. (2007 a), p. 4, nous mettons les italiques.

<sup>220</sup> MOUILLAUD M. et TETU J.F. (1989 : 26).

normalité sont constituées notamment de « valeurs de typicalité (l'événement exemplifie un type ou une catégorie), de vraisemblance (son occurrence correspond à ce qu'on pouvait attendre, à ce qui peut arriver ou à ce qui arrive le plus souvent), de comparabilité (il est comparable à des événements passés ou futurs) [...] » (*ibid.*). Catégoriser un événement en le nommant, c'est donc l'insérer dans une série d'événements du même type qui ont été catégorisés ainsi avant lui<sup>221</sup>. Autrement dit, nommer un événement, c'est aussi en fournir une interprétation à la lumière d'événements passés considérés comme similaires. La question de la mémoire discursive sera donc surtout appréhendée, dans ce travail, à travers l'étude de la nomination de l'événement.

#### 2-2.2.4. Événement et performativité

L'événement, on l'a vu, est multiple, constitué d'un ensemble d'éléments hétérogènes, et se divise donc en une série de sous-événements. On distinguera ainsi, au sein de l'événement étudié, deux types de sous-événements<sup>222</sup> : d'une part les sous-événements « mondains », et d'autre part les sous-événements « discursifs »<sup>223</sup>. Dans les premiers, on peut classer, entre autres, les manifestations, les morts, les opérations militaires, ou les diverses initiatives qui ont conduit à la récupération du pouvoir par Hugo Chávez. Les seconds sont constitués des différentes déclarations et textes produits pour être médiatisés, au sein desquels figurent, par exemple, les *pronunciamientos* de militaires, le décret de gouvernement intérimaire, ou les déclarations de réaction à l'événement. Pour

---

<sup>221</sup> On peut rappeler ici le point de vue de Frédérique Langue (2005) et de Alban Bensa et Eric Fassin (2002) qui considèrent, à la suite de Pierre Nora (1974) que le chercheur, pour saisir le sens d'un événement, doit l'inscrire dans une série. Le point de vue présenté ici est que les médias eux-mêmes, consciemment ou inconsciemment, intègrent les événements dans des séries. Il est clair cependant que le travail de « mise en série » – pour reprendre les mots de Bensa et Fassin – effectué par les médias n'est pas comparable avec celui réalisé par le chercheur, par le simple fait qu'il ne s'agit pas d'une démarche scientifique.

<sup>222</sup> Cette catégorisation s'avère opératoire si l'on observe l'événement dans une perspective d'analyse du discours ; observés depuis une perspective différente (celle des sciences politiques, de l'histoire, de la sociologie, etc.), ces sous-événements pourraient être classés d'une autre manière.

<sup>223</sup> Si tant est que l'on puisse réellement distinguer le « mondain » du « discursif ». Ainsi, Alice Krieg-Planque, travaillant sur l'« événement de discours » que constitue la formule « purification ethnique », distingue la purification ethnique en tant qu'événement mondain, de la formule « purification ethnique », qui fait événement dans l'univers discursif (2003, note 352 p. 310) ; mais elle précise dans sa thèse, et nous reprenons cette remarque à notre compte : « L'adjectif “mondain” qualifie, si l'on peut dire, les choses du monde abstraction faite des mots de la langue qui les nomment et des discours qui les commentent. La distinction entre “mondain” et “langagier” est ainsi proprement sémiotique, puisque le langage fait par ailleurs plus que tout partie du monde et que son emploi, parfois même, le fait advenir et le transforme », KRIEG-PLANQUE A. (2000 b : 65).

ces derniers, la médiatisation est un élément fondamental, puisqu'elle donne une existence publique à des paroles, des communiqués, qui sans cela seraient restés ignorés de tous.

Pour Maurice Mouillaud et Jean-François Têtu, les événements sociaux portent déjà en eux les marques d'une écriture sociale, qui préfigure les événements médiatiques<sup>224</sup>. Ainsi, « le bornage des événements sociaux est souvent expressément signalé par des annonces qui en marquent les débuts et les fins (les "déclarations" de guerre, les "communiqués" de grève, fonctionnent à la manière de titres dans lesquels le titre de presse est déjà préfiguré) ». Selon eux, il n'y a donc pas « d'un côté le réel, de l'autre l'information », mais une « précession de l'information dans le réel »<sup>225</sup>. C'est en ce sens que nous parlons d'événements discursifs destinés à la médiatisation, et non pas, seulement, de paroles médiatisées.

A propos des déclarations officielles, Jocelyne Arquembourg souligne que celles-ci appellent elles-mêmes des réactions ; de ce fait, « le direct, instrumentalisé par les acteurs, déplace le terrain de l'événement dans le champ médiatique », les médias devenant « ainsi un théâtre des opérations à part entière »<sup>226</sup>. De ce point de vue, on peut dire que les médias jouent un rôle dans la construction de l'événement non seulement parce qu'ils le rendent public, mais également parce qu'en offrant un espace aux déclarations, aux réactions, et aux commentaires produits sur lui, ils *l'alimentent*. Pierre Nora écrit ainsi, à propos de l'affaire Dreyfus :

Rumeurs initiales, exploitation du silence par une presse d'opposition de droite, paralysie insistante de l'information officielle (« Il n'y a pas d'affaire Dreyfus »), (...) dichotomie du monde en bons et en mauvais, suspens alimenté par de faux documents et des confidences en chaîne, appel à l'opinion par lettre ouverte et manifestes, apparition significative du néologisme d'« intellectuel » qui signale une nouvelle fonction sociale médiatrice de l'opinion de masse, l'affaire Dreyfus tient tout de la presse et lui a tout donné<sup>227</sup>.

Pour cet auteur, les silences de la presse, mais aussi les manifestes, les rumeurs et les commentaires véhiculés par celle-ci, sont autant d'éléments qui font partie de l'événement

---

<sup>224</sup> Les auteurs s'appuient sur ce point sur les travaux de Patrick Champagne (1984), ainsi que sur ceux de Pierre Bourdieu (1979) sur la « distinction » : toute l'activité sociale se présente comme un travail de la « distinction » qui la met en forme et lui donne un sens.

<sup>225</sup> MOUILLAUD et TÊTU (1989 : 19)

<sup>226</sup> ARQUEMBOURG J. (2003), p.42.

<sup>227</sup> NORA P. (1974), pp. 288-289.

« affaire Dreyfus ». Maurice Mouillaud et Jean François Têtu, reprenant cette idée, remarquent qu' « à partir du moment où la rumeur sociale est incluse dans l'événement, les médias en deviennent partie prenante », si bien que « l'événement et les médias se confondent en un point où la parole médiatique devient performative et non plus seulement descriptive »<sup>228</sup>. Les journaux en effet ne se contentent pas de décrire l'événement, d'en faire le récit, ils sont aussi un lieu de commentaires et de débats qui viennent prolonger et nourrir l'événement « initial ».

On constate donc que la ligne de démarcation entre événement « mondain » et événement médiatique est ténue. Ces remarques posent ainsi la question des frontières de l'événement, qui sera l'une des réflexions menées en filigrane dans ce travail : où l'événement commence-t-il et où s'arrête-t-il ? Le discours de la presse écrite a-t-il une valeur performative ? Dans quelle mesure, en rapportant certains communiqués et déclarations, en alimentant la rumeur inhérente à l'événement, fait-il partie lui-même de l'événement ?

### **2-2.3. Bilan : approche de l'événement dans la recherche**

Les remarques que nous venons d'exposer nous permettent d'esquisser les premiers contours de l'événement tel qu'il sera envisagé dans ce travail. S'il est parfois considéré, en histoire et en sciences sociales, qu'il incombe au chercheur d'attribuer, a posteriori, son sens à l'événement, l'approche qui est la notre, celle de l'analyse du discours, nous conduit à considérer qu'avant même que n'en soit fournie une interprétation scientifique, les médias, en disant l'événement, lui donnent une première interprétation et lui assignent donc un sens.

On a vu que l'événement se caractérise, en premier lieu, par une rupture dans l'ordre des choses. Mais la condition pour que cette rupture devienne événement, c'est qu'elle soit perçue ; autrement dit, pour que des faits fassent événement, il faut qu'ils soient perçus comme se démarquant de la routine habituelle des faits. La rupture doit

---

<sup>228</sup> MOUILLAUD et TÊTU (1989 : 20).



ensuite être signifiée : c'est le langage, ou plus précisément le discours, qui donne son sens à l'événement en mettant en œuvre des catégories descriptives et explicatives qui permettent de « réduire la puissance perturbatrice des événements »<sup>229</sup>. Enfin, pour qu'il devienne un événement social, l'événement doit être collectivement identifié et commenté comme tel. Les médias contribuent donc à l'élaboration des événements, puisque dans nos sociétés contemporaines ce sont eux, principalement, qui assument ce rôle.

Dans ce travail, la médiatisation des événements d'avril 2002 au Venezuela sera analysée sur une courte période, celle de son surgissement dans les journaux, ce qui nous permettra d'étudier l'émergence des catégories descriptives et explicatives de cet événement, et d'observer comment se construit le récit, ou le compte-rendu d'un événement en attente de dénouement. Dans la mesure où un événement est à la fois un et multiple, l'accent sera mis également, dans notre recherche, sur l'analyse des éléments permettant une individuation de l'événement (en particulier, sa nomination). On abordera d'autre part la question de la mémoire discursive : cette dernière joue-t-elle un rôle dans la construction du sens de cet événement, en particulier au niveau des mécanismes de nomination l'événement ? Ensuite, de par son caractère multiple, l'événement peut être subdivisé en une série de sous-événements, parmi lesquels on distingue les sous-événements mondains et les sous-événements discursifs destinés à la médiatisation ; ce seront les seconds qui feront l'objet d'une attention particulière dans ce travail. Enfin, cette recherche est animée par une question sous-jacente : le discours de la presse ne fait-il pas, en définitive, partie intégrante de cet événement ?

## **2-3. Présentation du corpus**

### **2-3.1. Constitution du corpus**

Nous avons fait le choix, tout d'abord, d'aborder cet événement dans un corpus de presse écrite. Ce choix est motivé par deux raisons principales. La première raison est celle de la grande accessibilité de ce support : en effet, les archives de plusieurs journaux vénézuéliens sont disponibles en partie sur Internet, ce qui nous a permis de « déblayer le

---

<sup>229</sup> ARQUEMBOURG J. (2003), p.33.

terrain » avant de nous rendre sur place. De plus, la presse écrite fait généralement l'objet d'un travail d'archivage par les grandes bibliothèques (du moins, par celles du pays concerné<sup>230</sup>), et généralement par les journaux eux-mêmes, ce qui est beaucoup plus rarement le cas des informations télévisées.

La deuxième raison concerne la prise de position patente des médias télévisés durant les événements étudiés (voir 1.1.3.1). Cette dernière a été largement commentée par plusieurs journalistes ou par des auteurs qui se sont penchés sur ces événements, et il nous a semblé qu'il ne serait pas forcément très fructueux d'analyser ce qui, en définitive, sautait déjà aux yeux. De plus, cette prise de parti des télévisions s'est manifestée notamment par un « silence informatif », en particulier le 13 avril, et donc par une certaine pauvreté d'information, qui aurait fait perdre de son intérêt à l'analyse et aurait rendu difficile la tâche d'étudier les réactions immédiates à l'événement. Ainsi, on fait l'hypothèse que, étant relativement indépendants, d'un point de vue économique, des chaînes de télévisions (voir 1.2.2.3), les journaux de presse écrite peuvent avoir une ligne éditoriale et un positionnement qui leur est propre : il semble donc intéressant d'étudier quelle position ils adoptent face à cet événement.

Ensuite, le corpus se compose exclusivement de journaux privés, dans la mesure où il existait très peu de médias publics à l'époque des faits, et qu'il n'existait tout simplement pas de presse écrite dépendant du gouvernement. Le choix des journaux eux-mêmes a été une étape assez difficile, étant donné le grand nombre de quotidiens circulant au Venezuela, d'une part, et d'autre part, parce qu'il existe très peu de documentation et de travaux sur la presse vénézuélienne. Les données chiffrées, notamment, sont rares, ainsi que les informations précises concernant la ligne éditoriale des différents organes de presse. Les recherches effectuées au Venezuela nous ont amenée à sélectionner trois journaux, qui nous ont paru assez représentatifs de la grande presse quotidienne nationale vénézuélienne : *El Nacional*, *El Universal* et *Últimas Noticias*.

Pour ce qui est de la diffusion de ces journaux, Eleazar Díaz Rangel, dans son ouvrage sur la presse vénézuélienne, souligne précisément le fait que le tirage des journaux

---

<sup>230</sup> En effet, très peu de bibliothèques françaises disposent d'archives de quotidiens vénézuéliens en version papier, et aucune ne dispose d'archives papier correspondant à la période étudiée.

au Venezuela semble être « un mystère venu du XIX<sup>ème</sup> siècle » : ce n'est qu'en 2000 qu'apparaît dans ce pays un organisme fiable chargé de mesurer la diffusion des journaux, le Comité Certificateur de Médias<sup>231</sup> (Díaz Rangel 2007 : 185). Ce dernier révèle ainsi, dans un rapport datant d'octobre-décembre 2001, les tirages de cinq quotidiens vénézuéliens : arrivent en tête *Últimas Noticias* (avec 129 059 exemplaires), *El Nacional* (avec 110 548 exemplaires) et *El Universal* (108 005 exemplaires), viennent ensuite le quotidien régional de l'Etat de Zulia, *Panorama* (104 600 exemplaires) et le quotidien du soir *El Mundo* (45 661 exemplaires). Aujourd'hui, *Últimas Noticias* donne sur son site Internet le chiffre de 210 000 exemplaires, et *El Universal*, de 69 030 exemplaires (certifiés par le CCM) ; quant à *El Nacional*, il ne donne pas de précision concernant son tirage. On peut enfin citer à ce propos, bien qu'un sondage ne puisse constituer une donnée totalement fiable, que deux études réalisées respectivement par DATOS IR-ANDA et Mercanálisis en septembre-octobre 2002, plaçaient dans l'ordre *Ultimas Noticias*, *El Universal* et *El Nacional*, en tête des journaux les plus lus à Caracas (Díaz Rangel 2007 : 188-189)

Concernant les bornes temporelles du corpus, nous avons choisi d'étudier cet événement au moment de son surgissement dans les médias. Néanmoins, dans la mesure où un événement est le fruit, comme on l'a montré, d'une construction de sens, ses limites temporelles ne s'imposent pas comme une évidence qui serait déterminée par les faits survenus : tout dépend du point de vue depuis lequel on appréhende cet événement. Nous avons pour notre part adopté le parti d'observer cet événement en tant qu'il est constitué de la chute de Hugo Chávez puis de son retour au pouvoir. Les différents éléments qui ont mené au départ du président passent donc au second plan dans cette recherche ; c'est pourquoi nous avons choisi de débiter le recueil du corpus le jour où la chute de Hugo Chávez est annoncée dans les journaux<sup>232</sup> (le 12 avril 2002), et d'y inclure toutes les éditions publiées par ces derniers jusqu'à l'annonce du retour au pouvoir du chef de l'Etat (le 15 avril 2002).

---

<sup>231</sup> Créé par deux associations d'annonceurs : l'ANDA (Asociación Nacional de Anunciantes) et la Fevap (Federación Venezolana de Agencias Publicitarias).

<sup>232</sup> Rappelons que la démission de Hugo Chávez est annoncée dans un communiqué dans la nuit du 11 au 12 avril 2002. Toutefois, comme on le verra ultérieurement, la majeure partie des articles des éditions du 12 avril ont en fait été écrits avant que la chute de Hugo Chávez ne soit connue.

Notre séjour de recherches à Caracas nous a permis d'accéder à la version papier de l'ensemble des numéros recherchés (sur support microfilm), et donc, d'avoir accès à leur mise en page. En effet, seul le site Internet du quotidien *Últimas Noticias* permet (sur abonnement) la consultation de la version imprimée de ses archives sous forme d'image. Les sites des deux autres quotidiens ne donnent accès qu'au texte brut des articles – ces derniers n'étant donc pas intégrés au sein de cet ensemble qu'est la page de journal, comme c'est le cas pour la version papier – et parfois aux photos accompagnant l'article (seulement dans le cas de *El Universal*). Ces recherches nous ont également permis de nous procurer certains articles qui ne se trouvaient pas sur Internet ou dont la version papier différait de la version électronique. Nous avons notamment découvert que *El Universal* avait publié le 12 avril trois éditions différentes, dont la première paraît dès le 11 avril au soir, et qui furent, selon ce journal, rapidement épuisées<sup>233</sup>. Nous n'avons pu avoir accès qu'aux deuxième et troisième éditions, l'entreprise *El Universal* elle-même n'ayant conservé, dans ses archives accessibles au public, que la 3<sup>ème</sup> édition. Le contenu des deux éditions dont nous disposons ne diffère que sur quelques pages, notamment la Une, mais ces différences permettent d'observer, d'une édition à l'autre, l'évolution des informations dont le journal est en possession. Ces recherches nous ont permis, pour finir, de découvrir que le journal *Últimas Noticias* avait publié une édition le 14 avril, qui ne figurait pas dans ses archives Internet. Il faut rappeler en effet que ce jour-là, la grande majorité des quotidiens du pays ne sortent pas en kiosque (voir 1.1.3.1.4). Nous ne disposons donc pas en revanche pour cette date des éditions des deux autres quotidiens.

Etant donné les disparités du matériau recueilli, nous avons choisi de baser notre étude sur la version papier des journaux. Cette hétérogénéité matérielle se doit d'être mentionnée : en effet, si nous disposons d'une grande partie des données sous forme numérisée (récoltée sur Internet), certaines parties du corpus – dont l'édition complète de *Últimas Noticias* du 14 avril – se présentent en revanche sous forme de photocopies ou de photographies de microfilms<sup>234</sup>. Cet aspect pratique a parfois posé problème dans le traitement des données, puisqu'il nous fallait toujours naviguer d'un support à l'autre. Le choix d'une analyse qualitative plutôt que quantitative s'est donc imposé à nous, car le

---

<sup>233</sup> La première édition paraît à 22h00 le 11 avril, comme l'indique le journal *El Universal* lui-même dans son édition du 13 avril, dans un article intitulé « Ediciones leídas y agotadas » (« Editions lues et épuisées »).

<sup>234</sup> On pourra se rendre compte de cette hétérogénéité matérielle en parcourant les documents annexes.

« nettoyage » et la transcription des éléments non numérisés du corpus, afin de pouvoir soumettre ce dernier à des logiciels de lexicométrie, aurait représenté un travail considérable et pas nécessairement productif. Ce choix nous semble également plus adapté à la nature même d'un corpus s'étalant sur une courte période. Néanmoins, il est évident que la numérisation complète du corpus aurait pu s'avérer utile pour certaines analyses ponctuelles. La composition du corpus et les grandes étapes des événements correspondant à chacune des dates sont récapitulées dans le tableau qui suit.

### **Composition du corpus**

<b>Date</b>	<b>Faits marquants annoncés dans les journaux</b>	<b>Exemplaires composant le corpus</b>
<b>12 avril 2002</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Chute de Hugo Chavez</li> <li>➤ Instauration d'un gouvernement provisoire<sup>235</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>El Universal</i> : 2 éditions (2ème et 3ème éd.)</li> <li>➤ <i>El Nacional</i></li> <li>➤ <i>Últimas Noticias</i></li> </ul>
<b>13 avril 2002</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Publication du décret de gouvernement provisoire</li> <li>➤ Composition du gouvernement de transition</li> <li>➤ Réactions à l'événement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>El Universal</i></li> <li>➤ <i>El Nacional</i></li> <li>➤ <i>Últimas Noticias</i></li> </ul>
<b>14 avril 2002</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Revirement de situation</li> <li>➤ Retour au pouvoir de Hugo Chavez</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>Últimas Noticias</i></li> </ul>
<b>15 avril 2002</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Retour au pouvoir de Hugo Chavez</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>El Universal</i></li> <li>➤ <i>El Nacional</i></li> <li>➤ <i>Últimas Noticias</i></li> </ul>

Enfin, nous avons conservé, pour nos analyses, l'intégralité de chacune des éditions (à l'exception de certaines pages comme les pages sport, les pages donnant des informations financières ou des mots-croisés) dans la mesure où, comme on va le voir, la grande majorité des articles traitent de près ou de loin des événements (voir chapitre 3).

<sup>235</sup> La nouvelle de l'instauration d'un gouvernement provisoire venant tout juste d'être connue, elle est annoncée que dans *El Nacional* et dans *El Universal*, mais pas dans *Últimas Noticias*.

## 2-3.2. Présentation des journaux

*El Nacional* et *El Universal* sont des journaux grand format, s'adressant à un lectorat instruit, de classes moyennes et supérieures, relevant donc de la presse dite « élitiste » ou « de qualité ». Quant à *Últimas Noticias*, c'est un tabloïd (plus ou moins demi-format), destiné plutôt à un public de classes populaires, et relevant par conséquent de la presse dite « populaire » ou « tabloïd »<sup>236</sup>. Pour ce qui est de leur ligne éditoriale, nous y reviendrons plus en détail dans la présentation du parcours historique de ces journaux, mais on peut rappeler d'ores et déjà, concernant leur position face au gouvernement de Hugo Chávez, que ce dernier était très critiqué depuis son élection par la plupart des journaux. *El Nacional* et *El Universal* se sont ainsi toujours montrés très virulents envers le président vénézuélien. Quant à *Últimas Noticias*, sa ligne éditoriale est plus ambiguë, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'il s'adresse à des catégories de lecteurs plus enclines à soutenir Hugo Chávez.

### 2-3.2.1. *El Universal*

*El Universal* est le plus ancien des trois journaux étudiés : il est créé en 1909 par deux journalistes, Andrés Vigas et le poète Andrés Mata. Né sous le régime militaire – et dictatorial – du général Juan Vicente Gómez, il s'en montre tout de suite partisan. Dans leur premier éditorial, les deux directeurs expriment ainsi leur confiance envers le gouvernement (Díaz Rangel 2009 : 28). Selon le journaliste Gabriel Espinoza, qui y travailla quelques années plus tard, le quotidien recevait un appui financier du parti au pouvoir (Díaz Rangel 2007 : 28). Il fut d'ailleurs accusé par un journal concurrent de faire partie des journaux officiels ou semi-officiels (*ibid.* : 29).

---

<sup>236</sup> Pour Gilles Lugin, la distinction traditionnelle entre ces deux types de presse se définit non pas par son type de lectorat, mais plutôt par son mode de communication. Ainsi, la presse populaire se caractérise selon lui d'une part, par des thématiques privilégiées : « une prédilection pour le sport, le scandale et le sexe, mais aussi pour des informations pratiques, au détriment des actualités nationales et internationales », et d'autre part, par mode de structuration de l'information, « la large utilisation d'images et la brièveté » étant notamment caractéristiques de la presse populaire (Lugin 2001 : 72-74). Comme on va le voir, le journal *Últimas Noticias* correspond bien à ces critères.

Par la suite, le journal continue le plus souvent de faire preuve de complaisance vis-à-vis des gouvernements en place. En 1922, il acclame la réélection de Gómez dans un éditorial (*ibid.* : 47). Puis en 1936, sa complicité avec la politique menée par le gouvernement militaire du général Eleazar López Contreras, qui venait de présenter un projet de loi attentant à la liberté de presse, est dénoncée par d'autres journaux (Díaz Rangel 2007 : 82). En 1987, encore, sous le gouvernement de Jaime Lusinchi – qui se caractérisa notamment par des restrictions importantes de la liberté de presse – *El Universal* est le seul quotidien à appuyer la loi de protection de la vie privée dans la presse proposée par le président (*ibid.* : 141).

Il ne peut toutefois être considéré comme un journal totalement dépourvu d'indépendance : en 1940, il est le premier quotidien vénézuélien à introduire entre ses pages la « página 4 » ou « page éditoriale ». L'éditorial, qui jusque-là se trouvait en première page, parmi les annonces des autres articles du journal, est déplacé sur une page spécialement consacrée aux articles d'opinion signés (même si en définitive, comme le note Eleazar Díaz Rangel (2007 : 84), cette page ne comptait que rarement de véritable éditorial). Peu après l'apparition de cette page, le quotidien y publie ainsi un éditorial intitulé « La posición del periodista venezolano frente al hombre de poder »<sup>237</sup>, dans lequel il fustige la presse financée par les hommes d'Etat et se fait le défenseur d'un journaliste victime de répression. De plus, si à partir des années 1950, le journal avait été l'un des premiers à adopter la « Doctrine de l'Objectivité » (voir 1.2.2.1.3), dans les années 1990, il est l'un des pionniers du développement du journalisme d'investigation, instaurant des départements spéciaux afin de permettre aux reporters de travailler sans pression et avec une certaine liberté d'opinion (Dragnic 2002 : 63).

Globalement, le journal *El Universal* s'est néanmoins toujours caractérisé par une ligne éditoriale conservatrice et plutôt modérée, comme l'explique son directeur, Andrés Mata Otorio, dans une interview réalisée en 1995 : « [...] siempre seremos un diario ponderado, conservador, nos interesa más la verificación de la noticia que el tubazo »<sup>238</sup>.

---

<sup>237</sup> « La position du journaliste vénézuélien face à l'homme de pouvoir », *El Universal*, éditorial du 30 juin 1941, cité dans Díaz Rangel 2007 : 85).

<sup>238</sup> « [...] Nous serons toujours un journal pondéré, conservateur, la vérification de l'information nous intéresse plus que le scoop ». Interview réalisée par Eleazar Díaz Rangel et retranscrite dans son ouvrage (2007 : 255)

Le journal bénéficie par ailleurs auprès de ses lecteurs d'une réputation de journal sérieux (Díaz Rangel 2007 : 66). Actuellement, d'après ce qu'indique le journal sur son site Internet, ses lecteurs ont majoritairement un niveau d'étude élevé, ils sont par ailleurs « mariés et ont une famille »<sup>239</sup>.

### 2-3.2.2. *El Nacional*

Selon Eleazar Díaz Rangel, *El Nacional* est le journal qui, durant ses cinquante premières années d'existence, a apporté le plus d'innovations au journalisme vénézuélien (Díaz Rangel 2007 : 91). Il est créé en 1943 par Miguel Otero Silva, sous le gouvernement du général Isaiás Medina Angarita, qui apparaît comme un président démocratique et progressiste face à son prédécesseur le dictateur López Contreras. Le quotidien se positionne à ses débuts comme un quotidien de gauche, soutenant le gouvernement de Medina Angarita et exprimant souvent son accord avec le Parti Communiste Vénézuélien.

Toutefois, *El Nacional* est le premier des quotidiens vénézuéliens à ne pas publier d'éditorial (exemple qui suivra par la suite l'ensemble de la presse). Dans son premier numéro, il affirme vouloir s'engager auprès de ses lecteurs à lui « fournir une information rapide, complète, exacte et impartiale »<sup>240</sup>. Il se distingue des autres journaux dès ses débuts, de par son design et sa typographie.

Dans les années 1950, il prend parti contre la dictature de Marcos Pérez Jiménez, et subit en retour la répression du gouvernement (Díaz Rangel 2007 : 110). Mais c'est surtout dans les années 1960, sous le gouvernement de Rómulo Betancourt, que *El Nacional* sera victime de sa liberté d'opinion. Celui-ci doit en effet se confronter à un boycott de la part des entreprises d'annonceurs les plus importantes, regroupées au sein de l'ANDA. Ces dernières refusent de publier leurs annonces dans ce journal en raison de sa volonté affichée de garder son indépendance vis-à-vis de certains groupes économiques puissants

---

<sup>239</sup> « La mayoría de nuestros lectores y usuarios tienen estudios de postgrado y un gran porcentaje están casados y forman parte de una familia. Por lo tanto, se trata de un público que toma las cosas en serio y que utiliza este medio de comunicación como una herramienta básica para tomar decisiones y mantenerse cien por ciento informado », <http://anunciantes.eluniversal.com/page/el-universal-2>. (« La majorité de nos lecteurs a suivi des études supérieures et un pourcentage élevé d'entre eux est marié et a une famille. Par conséquent, il s'agit d'un public sérieux et qui utilise ce moyen d'information comme outil de base pour prendre des décisions et se tenir informé à cent pour cent »).

<sup>240</sup> « Con nuestros lectores, comprometimos de suministrarle una información rápida, completa, exacta e imparcial », *El Nacional*, 3 août 1943, in Díaz Rangel 2007 : 91.



(Díaz Rangel 2007 : 125-127). Selon José Calvo Otero, directeur de *El Nacional* en 1995, ce boycott fut aussi causé par les positions adoptées par le journal en faveur de Fidel Castro et en opposition aux grandes entreprises nord-américaines. Le quotidien résistera pendant deux ans, jusqu'à ce que son fondateur et quelques rédacteurs quittent le journal, qui verra alors une réorientation de sa ligne éditoriale. Puis de nouveau, sous Lusinchi (1984-1989), il décide de cesser l'autocensure – imposée par les pressions gouvernementales – et perd la publicité officielle. Dans les années 1990, il sera l'un des piliers de la campagne anti-partis, dénonçant l'inefficacité et la corruption des gouvernants du système de *Punto Fijo* (Dragnic 2002 : 77) et commence d'ailleurs à publier quotidiennement des éditoriaux à partir de 1996 (Rodríguez Núñez 2004 : 50).

On constate donc qu'*El Nacional* a tenté de maintenir, au cours de son histoire, une ligne éditoriale indépendante du pouvoir politique<sup>241</sup>. Lorsque Hugo Chávez se présente aux élections de 1998, le journal se montre plutôt bienveillant envers le candidat, mais il ne tardera pas à se retourner contre lui et à la critiquer avec virulence après son arrivée au pouvoir (voir 1.2.2.2.1). Son directeur actuel, Miguel Henrique Otero, affirmait ainsi en 2010 dans une interview au journal régional *La nueva prensa de Oriente* que « *El Nacional* avait toujours eu une position critique envers le gouvernement »<sup>242</sup>. Aujourd'hui, le journal se présente comme offrant au lecteur une information plurielle, et dont la motivation principale est la « défense de l'objectivité journalistique »<sup>243</sup>). Pour Eleazar Díaz Rangel (2007 : 91), il est le journal qui a la plus grande influence sur les classes moyennes vénézuéliennes.

### 2-3.2.3. *Últimas Noticias*

*Últimas Noticias* est créé en 1941 par quatre journalistes, sous l'impulsion de Pedro Beroes. Il apparaît comme une figure du journalisme populaire dès ses débuts : il affiche en effet sur sa première page, à son apparition et jusqu'aux années 2000 au moins, la formule

---

<sup>241</sup> Voir également à ce sujet l'interview de José Calvo Otero dans Díaz Rangel 2007 : 281.

<sup>242</sup> « El Nacional siempre ha tenido un línea crítica hacia el gobierno », *La nueva prensa de Oriente*, 28 octobre 2010, <http://nuevaprensa.web.ve/content/view/43143/2/>, consulté le 21 août 2011.

<sup>243</sup> [http://www.el-nacional.com/www/site/p\\_contenido.php?q=m/6/213/nodo/1591/La%20Empresa](http://www.el-nacional.com/www/site/p_contenido.php?q=m/6/213/nodo/1591/La%20Empresa), consulté le 21 août 2011.

« El diario del pueblo »<sup>244</sup>. Il se présente à l'origine comme un projet de quotidien du Parti Communiste Vénézuélien, mais s'il adopte à ses débuts une ligne éditoriale proche de ce parti, il n'en eut jamais néanmoins le statut d'organe officiel. Comme *El Nacional*, il soutient le gouvernement de Isaías Medina Angarita (Díaz Rangel 2007 : 90).

Dés sa création, il surprend par son format de tabloïd, par sa mise en page, et par le fait qu'il envoie ses reporters sur le terrain. Il traite en priorité des problèmes populaires, en particulier des *barrios* (voir 1.1.3.1.2), et accorde une importance particulière aux affaires policières. Il marque ainsi le début de la tendance au sensationnalisme dans le journalisme vénézuélien (Díaz Rangel 2007 : note 59 : 169). Il est, par ailleurs, le quotidien le moins cher à l'époque de son apparition. De plus, il est le premier journal à faire participer son personnel aux décisions concernant l'organisation de leur travail et l'élaboration de l'agenda (Díaz Rangel 2007 : 90).

Lors des élections municipales de 1944, *Últimas Noticias* appelle ouvertement à voter pour la Coalition Démocratique Populaire (favorable au gouvernement et comportant un parti d'orientation communiste). C'est également la position adoptée par le quotidien *El Nacional*, tandis que *El Universal* appelle seulement à voter : « No importa por quién, pero siempre votar »<sup>245</sup>. Ce schéma se reproduit en 1946, lors pour l'élection d'une Assemblée nationale constituante, sous le gouvernement de Rómulo Betancourt : *Últimas Noticias* et *El Nacional* prennent explicitement parti contre le parti COPEI, au profit du parti AD (parti d'orientation alors assez progressiste) et du Parti Communiste vénézuélien, alors que *El Universal* adopte une position plus mesurée (Díaz Rangel 2007 : 105).

En 1950, Miguel Ángel Cápriles achète les actions du journal *Últimas Noticias*, puis en 1956, devient propriétaire du quotidien *La Esfera* et de la revue *Élite*. Naît alors la *Cadena Capriles* l'un des deux plus importants groupes de presse actuels. Quelques années plus tard, *Últimas Noticias* prendra part à la grève de la presse du 20 janvier 1958, qui sera l'un des éléments déclencheurs de la chute du dictateur Marcos Pérez Jiménez<sup>246</sup>. Dans les

---

<sup>244</sup> « Le journal du peuple ». La formule apparaît dans le bandeau comportant le titre du journal, en première page (voir Rodríguez Nuñez 2004 : 43 et Díaz Rangel 2007 : 276).

<sup>245</sup> « Peu importe pour qui, mais il faut toujours voter », *El Universal*, éditorial du 22 octobre 1944, in Díaz Rangel 2007 : 98.

<sup>246</sup> Voir la présentation historique du journal sur son site Internet : <http://www.ultimasnoticias.com.ve/lamarca.aspx>, consulté le 21 août 2011.

années 1960, lors du boycott de *El Nacional*, la *Cadena Capriles* publie dans ses journaux des avis hostiles au quotidien. Puis en 1969, a lieu la première alliance électorale entre un groupe de presse et un parti politique : Miguel Ángel Cápriles s’allie avec Rafael Caldera, candidat à la présidence du COPEI (parti centriste), offrant au parti des espaces d’expression dans ses quotidiens et ses revues (voir 1.2.2.1.3). Néanmoins, il est difficile de savoir si les deux derniers faits exposés traduisent un réel changement de ligne éditoriale de la part du quotidien *Últimas Noticias*, dû à son rachat par Miguel Ángel Cápriles, ou s’il ne s’agit que de prises de positions ponctuelles, clairement assumées par la chaîne Cápriles elle-même.

Depuis 2001, *Últimas Noticias* est dirigé par le professeur, journaliste et écrivain Eleazar Díaz Rangel, qui avait été auparavant directeur de la chaîne de télévision publique VTV. Il est aujourd’hui le quotidien de plus grande diffusion au Venezuela, et continue de se destiner en particulier à un lectorat de classes populaires : dans une interview réalisée par nos soins en décembre 2007, son directeur affirmait que celles-ci représentaient 70% des lecteurs du journal, tandis que seulement 28% d’entre eux appartenaient aux classes moyennes<sup>247</sup> .

Selon Eleazar Díaz Rangel (2007 : 310), les quotidiens *Últimas Noticias* et *El Nacional*, à leur apparition, ont véritablement modernisé le journalisme et la conception du journalisme vénézuélien, notamment en faisant passer au second plan les intérêts économiques pour adopter des lignes éditoriales en accord avec le positionnement politique de leurs éditeurs.

---

<sup>247</sup> Interview réalisée par courrier électronique. Les propos de Miguel Ángel Cápriles vont également dans ce sens : « siempre quise que fuese una prensa popular, de la gente de abajo, y así ha sido *Últimas Noticias*, no lo inventé yo, me la encontré hecha y así ha seguido [...] » (« j’ai toujours voulu que ce soit de la presse populaire, de la presse de ceux d’en bas, et *Últimas Noticias* a été comme cela, je ne l’ai pas inventé, je l’ai trouvé comme cela, et il a continué ainsi »).

<p style="text-align: center;"><b>PARTIE 2</b> <b><i>MOMENT DISCURSIF, DISPOSITIF</i></b> <b>JOURNALISTIQUE ET MISE EN ESPACE DE</b> <b>L'INFORMATION</b></p>
---

**Chapitre 3-        *MOMENT DISCURSIF ET DISPOSITIF***  
**JOURNALISTIQUE**

---

Nous observerons dans ce chapitre si le bouleversement que représentent les événements d'avril 2002 se traduit « physiquement », dans notre corpus, dans le dispositif des journaux. Tout journal quotidien répond à une routine : il a une périodicité, une classification en rubriques, une mise en page, etc. relativement stables, nous regarderons donc tout d'abord si le traitement de ces événements provoque des changements dans la structure même des journaux étudiés. Nous verrons ensuite de quelle manière il se manifeste dans le péri-texte de nos quotidiens, avant d'examiner quelle est la surface consacrée aux événements dans les numéros qui composent notre corpus.

## **3-1. Modifications dans le dispositif routinier des journaux**

### **3-1.1. Perturbations dans la périodicité des journaux**

On constate tout d'abord que le contexte d'agitation politique, sociale, et économique qui caractérise le mois d'avril 2002 a un impact direct sur la périodicité des journaux, et ce avant même la chute de Hugo Chávez – événement qui constitue le point de départ de notre corpus. En effet, comme nous l'avons mentionné plus tôt (voir 2.3.1), le quotidien *El Nacional* publie une édition « extra », en plus de son édition quotidienne, le mercredi 10 ainsi que le jeudi 11 avril 2002. Comme il l'indique lui-même dans son édition du 12 avril<sup>248</sup>, ce journal avait déjà eu recours à la publication d'éditions extraordinaires lors d'occasions exceptionnelles, telle la chute du dictateur Marcos Pérez Jiménez le 23 janvier 1958, ou la tentative de coup d'Etat du commandant Hugo Chávez le 4 février 1992. Concernant notre corpus lui-même, *El Universal* publie, quant à lui, le 12 avril, trois éditions différentes<sup>249</sup>. Les journaux montrent ainsi leur capacité à s'adapter aux situations les plus exceptionnelles. De plus, ils donnent de cette manière l'impression d'enregistrer les événements sous leur jour le plus fidèle, en relayant les faits à mesure qu'ils surviennent.

En revanche, le dimanche 14 avril, jour du retour de Hugo Chávez au pouvoir, les quotidiens *El Nacional* et *El Universal* – ainsi que la plupart des quotidiens du pays – ne paraissent pas. Ils invoqueront, le lendemain même, des raisons de sécurité. Néanmoins, ce changement d'attitude est saisissant : après avoir opté pour l'abondance d'information lors des événements qui menèrent le président à sa chute, après son retour au pouvoir, les

---

<sup>248</sup> « La edición extraordinaria : un nuevo hito en la historia de *El Nacional* », *El Nacional*, 12 avril 2002. Voir aussi Díaz Rangel (2007) p.120.

<sup>249</sup> Il semblerait que la première édition soit en fait sortie en kiosque dès le soir du 11 avril, donc avant l'annonce de la chute du pouvoir de Chávez, néanmoins, l'indication « Primera Edición », en Une, indique qu'elle forme une série avec les deux suivantes, parues le 12 avril.

journaux choisissent le silence. Cette non-parution à un moment crucial – le retour à la légalité – devient donc elle-même un événement<sup>250</sup>.

### 3-1.2. L'agencement des rubriques

Dans un deuxième temps, on observe la répartition des rubriques dans notre corpus, afin de déterminer si le traitement des événements a une incidence sur leur organisation générale. Pour les quotidiens *El Nacional* et *El Universal*, l'agencement des rubriques ne connaît pas de changement majeur.

On peut seulement souligner une légère confusion dans l'édition du 12 avril de *El Nacional* : on trouve au milieu de la section D, « Política-Economía », la page E, annonçant la section<sup>251</sup> *Economía*, alors que les pages qui suivent reprennent la numérotation en D (D8, D9, etc.). Celles-ci sont surmontées par les titres de rubrique « Economía » et « Estrategia y Negocios » (« Stratégies et Affaires »), mais l'une d'entre elles (p.D13), porte le titre de rubrique « Política ». On peut sans doute imputer cet enchevêtrement des rubriques au fait que le numéro ait dû être « bouclé » à la hâte, en tenant compte des nouvelles de dernière minute<sup>252</sup>. Néanmoins, cet élément ne nous semble pas très significatif, dans la mesure où, comme le signale Françoise Sullet-Nylander, « la classification en rubriques des différents domaines de l'actualité n'est pas toujours aussi stable qu'il y paraît »<sup>253</sup>. On constate en effet que, pour les deux quotidiens – et encore plus pour *El Nacional*, l'organisation des rubriques n'est pas toujours identique d'une édition à l'autre.

Par ailleurs, la non-parution de *El Nacional*, le dimanche 14 avril, va se répercuter sur la composition du numéro suivant : les sections F et H, respectivement « Siete Días » et

---

<sup>250</sup> Elle fera d'ailleurs événement le lendemain dans les pages de ces deux quotidiens eux-mêmes, puisqu'ils publient respectivement des articles dans lesquels ils s'en justifient. Sur la non parution des journaux le 14 avril 2002, voir 1.1.3.1.4 et 2.3.1.

<sup>251</sup> Les deux journaux *El Universal* et *El Nacional* sont sous-divisés en sections (« cuerpos ») qui régissent la numérotation : ainsi, pour *El Nacional*, les pages de la section A sont numérotées comme suit : A, A1, A2, etc. ; pour *El Universal*, les pages des sections 1 et 2 sont numérotées respectivement de la manière suivante : 1, 1-2, 1-3, etc., 2, 2-2, 2-3, etc.

<sup>252</sup> On constate d'ailleurs que la page « Politique » qui se trouve insérée dans la section économique du journal a pour contenu principal un bilan du nombre de morts et de la situation des hôpitaux. On peut ainsi émettre l'hypothèse qu'il s'agit d'informations dépêchées à la dernière minute et ajoutées à la hâte dans les pages du numéro.

<sup>253</sup> SULLET-NYLANDER F. (1998), p. 18.

« Turismo » (« Sept jours » et « Tourisme ») qui paraissent d'ordinaire le dimanche, sont intégrées au numéro du lundi 15 avril.

Si le traitement des événements n'a pas de conséquence importante sur l'agencement des rubriques pour *El Nacional* et *El Universal*, il semble affecter celui de *Últimas Noticias*. En effet, dans les numéros qui constituent notre corpus, celui-ci comporte moins de rubriques qu'à l'accoutumée. Les éditions des 12, 13, et 15 avril ne contiennent que quatre à cinq rubriques (*El País*, *El Mundo*, *El Deporte*, *Chévere*, et, le 15 avril, *La Opinión*), omettant certaines rubriques qui s'y trouvent habituellement, telles *La Vida*, *Su Salud*, *La Voz del Lector* (La Vie, Votre Santé, La voix du lecteur) ou les rubriques régionales *Vargas* (du nom de l'un des Etats vénézuéliens) ou *Guarenas Guatire* (du nom de deux communes proches de Caracas). L'édition du 14 avril, quant à elle, ne comporte qu'une seule rubrique : *El País*. Rappelons que ce jour-là, *Últimas Noticias* est l'un des seuls journaux du pays à paraître et qu'Hugo Chávez a tout juste recouvré ses fonctions. Le pays sort à peine de sa torpeur, ce qui explique peut-être le fait que ce numéro soit moins complet que les numéros habituels.

### **3-1.3. Les éditoriaux**

Nous nous intéressons ensuite à la publication d'éditoriaux. En effet, leur présence – ou non – nous semble être un révélateur de l'attitude des journaux vis-à-vis des événements, dans la mesure où c'est dans ce genre d'article, relevant de la catégorie de l'« événement commenté »<sup>254</sup>, qu'est exprimée la ligne éditoriale du journal.

Comme il le fait quotidiennement, *El Nacional* publie un éditorial les 12, 13 et 15 avril, clairement identifié par le surtitre « Editorial ». Son titre est annoncé en Une dans les trois numéros, et le 12 avril, l'article lui-même débute à la Une, sous forme d'article avec « tourne »<sup>255</sup>. Chez *El Universal*, en revanche, aucun article n'est explicitement identifié comme éditorial. Néanmoins, les articles publiés en Une les 12 et 13 avril, sous le surtitre

---

<sup>254</sup> CHARAUDEAU P. (2005), p.173.

<sup>255</sup> Un article avec « tourne » est un article qui commence à la Une et se termine en page intérieure. Voir Agnès Y. (2002), p. 127.

« Nuestra tribuna » (« Notre tribune »), semblent faire office d'éditorial<sup>256</sup>. Or, dans son travail sur le genre éditorial dans la presse vénézuélienne, Dulce M. Rodríguez Núñez indique que ce quotidien, qui pendant longtemps n'avait publié des éditoriaux qu'exceptionnellement, commence, à partir de 2002, à en éditer tous les dimanches, et, occasionnellement, en semaine, lors de situations particulières<sup>257</sup>. Les circonstances exceptionnelles de ces jours d'avril 2002 paraissent justifier pleinement, en effet, la présence d'éditoriaux en semaine, les vendredi 12 et samedi 13 avril. Mais il est plus étonnant de constater l'absence d'éditorial dans le numéro du 15 avril 2002 où est annoncé le retour de Hugo Chávez au pouvoir, événement pour lequel on pourrait attendre une prise de position.

Quant au quotidien *Últimas Noticias*, il publie habituellement, chaque dimanche, une rubrique intitulée « Los domingos de Díaz Rangel » (« Les dimanches de Díaz Rangel »), dans laquelle le rédacteur en chef du journal, Eleazar Díaz Rangel, s'exprime à la première personne du singulier sur des faits d'actualité<sup>258</sup>, et qui fait donc office d'éditorial. Or dans le corpus, les éditions du vendredi 12, du samedi 13 et du dimanche 15 avril comportent elles aussi un article signé par Eleazar Díaz Rangel, et surmonté du surtitre « La opinión del director » (ou « Opinión del director » le 13/04), dans la rubrique *El País*. En revanche, celle du dimanche 14 avril ne comporte pas la rubrique dominicale « Los domingos de Díaz Rangel ».

Ainsi, si cela fait partie de la routine du journal *El Nacional*, que de publier quotidiennement un éditorial, cela n'est pas le cas des quotidiens *El Universal* et *Últimas Noticias*, qui en publient les 12 et 13 avril, ainsi que le 15 avril dans le cas de *Últimas Noticias*, signalant ainsi le caractère exceptionnel de la situation. Cependant l'un comme l'autre s'abstiennent de prendre position, au nom de la rédaction, immédiatement après

---

<sup>256</sup> La présence de la première personne du pluriel, dans l'adjectif possessif « nuestra », qui fait clairement référence à la rédaction du journal, ainsi que le ton de ces deux articles nous permettent d'affirmer qu'il s'agit bien d'éditoriaux.

<sup>257</sup> RODRÍGUEZ NUÑEZ D.M. (2004), p.95. On constate en effet que la sous-rubrique « Nuestra tribuna » est présente dans les éditions des dimanches 21 et 28 avril 2002 ; en revanche, elle ne figure pas dans l'édition du jeudi 11 avril, ni dans celles de la semaine du 15 au 20 avril. Dulce M. Rodríguez Núñez tient cette information d'Elides Rojas, chef de rédaction de *El Universal* : « Selon Elides Rojas, la politique du journal est de publier des éditoriaux dans des situations particulières, ponctuelles » (« A decir de Elides Rojas, es política del periódico editorializar en coyunturas, en puntualidades »).

<sup>258</sup> Ainsi, les dimanches 21 et 28 avril 2002, par exemple, les articles de la rubrique « Los domingos de Díaz Rangel », traitent de la tentative de coup d'Etat contre Hugo Chávez.



l'annonce dans tout le pays du retour de Hugo Chávez à son poste de président (le 14 avril pour *Últimas Noticias* et le 15 pour *El Universal*).

### 3-2. L'événement au niveau sémiotique : de nouvelles catégories péritextuelles

Avant de poursuivre l'observation de notre corpus, il nous faut nous arrêter ici sur la notion de péritexte<sup>259</sup>. Le *péritexte journalistique* regroupe, selon Gilles Lugin « les unités rédactionnelles et non rédactionnelles qui précèdent, entourent ou s'intègrent au corps de l'article »<sup>260</sup>. Au sein de celui-ci, cet auteur distingue *péritexte du journal* et *péritexte de l'article* :

Le **péritexte du journal** regroupe les éléments plus ou moins invariants (*nom du journal, indications de rubrique et de genre, etc.*) du péritexte. Le **péritexte de l'article** regroupe les éléments variants, c'est-à-dire plus ou moins dictés par le sujet de l'article.

Un premier examen du péritexte du journal nous a permis de constater que celui-ci connaît peu de modifications par rapport à sa structure routinière, à l'exception de quelques perturbations dans l'agencement et la périodicité des rubriques. Ainsi, l'apparition de l'événement dans les pages du journal ne donne pas lieu, par exemple, à un nom de rubrique, comme on peut le remarquer parfois dans la presse française<sup>261</sup>. Toutefois, en observant plus avant le péritexte des éditions qui constituent notre corpus, on remarque que le traitement des événements se manifeste à travers deux types d'éléments qui n'appartiennent véritablement ni au péritexte du journal, ni à celui de l'article, mais se situent à un niveau intermédiaire. Il s'agit, plus précisément, de certaines catégories de titres et d'éléments infographiques.

---

<sup>259</sup> On trouve, chez beaucoup d'auteurs le terme concurrent de *paratexte* (Genette 1987, mais aussi Frandsen 1990, Maingueneau 2007, etc). Pour notre part, nous retiendrons celui de *péritexte*, dans la mesure où nous nous basons essentiellement, sur ce point, sur les travaux de Gilles Lugin, qui sont, nous semble-t-il parmi les plus récents sur ce sujet.

<sup>260</sup> LUGRIN G. (2000).

<sup>261</sup> Marie Veniard (2007, p.151) observe par exemple que, dans le cas de la guerre en Afghanistan, le journal *Le Monde* « crée pour l'occasion des bandeaux spécifiques qui donnent un titre à la page et se substituent aux rubriques habituelles ».

### 3-2.1. L'apparition de « titres courants »

Les journaux étudiés utilisent, en effet, certains éléments de titraille qui ne relèvent pas directement du péritexte de l'article. Dans la mise en page routinière du quotidien *El Nacional*, certaines pages sont surmontées d'une sorte de bandeau, entendu comme un « titre non permanent, lié à un événement particulier, donné à une page ou un ensemble de pages »<sup>262</sup> (voir annexe 1-A). La présence de ces bandeaux est occasionnelle<sup>263</sup> et sert à signaler l'événement ou le sujet d'actualité dont il est question dans la page : par exemple, le bandeau « Conflictio Petrolero » surmonte deux des pages de l'édition du 06/04/02.

*El Universal* a coutume de coiffer la plupart de ses pages d'un surtitre en caractères minuscules, souvent précédé d'un pré-titre, c'est-à-dire un « syntagme non déterminé en majuscules introduisant le titre »<sup>264</sup> :

GUERRA DE DESGASTE // Crisis petrolera aceleró la convocatoria<sup>265</sup>

Le contenu de ces surtitres renvoie tantôt à l'ensemble des articles de la page, tantôt à l'article dominant. En effet, pour les trois journaux de notre corpus, la structure de la page – ou de la double page – est généralement construite sur le modèle de l'*hyperstructure* telle que la définissent Jean-Michel Adam et Gilles Lugin :

« Nous définissons l'hyperstructure comme une "structure co-textuelle regroupant, au sein d'une aire scripturale n'excédant pas la double page, un ensemble de textes-articles accompagnés la plupart du temps par des iconotextes photographiques et/ou infographiques" (Lugin 2000 : 35). Ces co-textes, qui portent sur un même

<sup>262</sup> VENIARD M. (2007), p. 150-151. Les titres auxquels nous faisons référence ne correspondent pas tout à fait à la définition du bandeau que donne le CLEMI dans son lexique des termes de la presse écrite : « Le bandeau, sou streamer, est placé tout en haut dans la page et occupe généralement toute la largeur du journal. On y annonce parfois un cahier hebdomadaire, une rubrique spéciale... ». En effet, les titres du journal *El Nacional* que nous appelons ici « bandeaux » sont centrés, et n'occupent pas toute la largeur de la page ; d'autre part, ils sont situés entre le nom de la rubrique et le titre de l'article principal, et non tout en haut de la page (voir annexe 1-A). Nous optons néanmoins pour ce terme car ils correspondent à la définition qu'en donne Marie Veniard.

<sup>263</sup> Ainsi, parmi les archives consultées, on constate par exemple qu'aucun bandeau ne figure dans les éditions des 16/03/2002 et 07/04/2002 ; que l'édition du 18/03/02 ne comporte un bandeau que sur une seule page (« Operación libertad duradera » : « Opération liberté durable ») ; ou qu'on trouve dans celle du 06/04/2002, le bandeau « Las cuentas secretas del Presidente » (« Les comptes secrets du Président ») sur deux pages de la rubrique Política, et le bandeau « Conflictio Petrolero » (« Conflit pétrolier ») sur deux pages de la rubrique Economía.

<sup>264</sup> VENIARD M. (2007), p. 150.

<sup>265</sup> « GUERRE D'USURE // La crise pétrolière a avancé la date de la convocation ». *El Universal*, 06 avril 2002

événement médiatique, sont généralement unifiés par un titre général (...), par un article dominant ou hyper-article et par un cadre délimitant le périmètre de l'hyperstructure. »<sup>266</sup>

On peut ainsi distinguer au sein de chaque hyperstructure un *article dominant*, qui se différencie des autres par son titre, imprimé en caractères gras et plus grands, et souvent, également, par sa taille. Situé entre le titre de la rubrique et le chapeau, l'ensemble pré-titre/surtitre se trouve en sommet de page, dominant ainsi, sinon par son contenu, du moins par la position qu'il occupe, l'hyperstructure (voir annexe 1-B).

Le pré-titre varie généralement de page en page et remplit des fonctions diverses vis-à-vis de l'article ou de la page qu'il couvre. Tantôt il en indique le domaine d'information (ainsi, dans le numéro du 15/03/2002, « Medio oriente » ou « Salud »), tantôt le genre (« Entrevista », dans celui du 07/04/2002), tantôt il signale l'événement (« Elecciones de la CTV », 15/03/2002) ou la classe d'événements (« Conflictividad », « Violencia », 15/03/2002) traité(e) dans la page. D'autre part, on retrouve parfois un même pré-titre d'une page à l'autre au sein d'un même numéro, ou même d'un numéro à un autre<sup>267</sup>.

*Últimas Noticias* chapeaute lui aussi bon nombre de ses pages d'un surtitre précédé d'un pré-titre :

CONFLICTIVIDAD ■ TRABAJADORES DE LA ALCALDÍA OPUESTOS AL GOBIERNO CHOCARON CON ESTUDIANTES<sup>268</sup>

Comme pour *El Universal*, le pré-titre varie habituellement en fonction des pages et des informations qui y sont présentées (ainsi le 15/03/2002 : « Salud », « Homenaje », « Debatir en PDVSA », etc.), et se répète parfois d'une page à l'autre ou d'un numéro à l'autre (voir annexe 1-C).

Pour en revenir aux définitions du périphrase citées plus tôt, ces bandeaux comme ces pré-titres ne font donc partie ni du périphrase du journal, puisqu'ils ne sont pas

---

<sup>266</sup> ADAM J.-M. et LUGRIN G. (2006), p.129. Les auteurs empruntent la notion d'hyperstructure à Grosse et Seibold (1996).

<sup>267</sup> Ainsi, le pré-titre « Conflictividad » apparaît deux fois dans l'édition du 15/03/02, et les pré-titres « Colombia » ou « Medio Oriente » apparaissent dans plusieurs numéros, y compris dans notre corpus.

<sup>268</sup> « CONFLICTUALITÉ ■ DES TRAVAILLEURS DE LA MAIRIE OPPOSÉS AU GOUVERNEMENT SE SONT AFFRONTÉS A DES ETUDIANTS ». *Últimas Noticias*, 11 avril 2002.

permanents, ni de celui de l'article, dans la mesure où ils se répètent parfois de numéro en numéro ou au sein d'un même journal et sont donc pas dictés uniquement par le thème de l'article. Leur fonction nous semble correspondre à ce qu'Eliseo Veron appelle une *pseudo-rubrique* (ou *pseudo-section*), qu'il définit comme :

Nom d'une classe d'événements qui apparaît à la place d'une rubrique ou d'une section, mais est manifestement inventée en fonction de l'événement en cause. »<sup>269</sup>.

Ces pseudo-sections s'adaptent aux sujets traités et, comme le remarque l'auteur à propos du quotidien *Libération*, sont « construites selon une multiplicité de procédures », ainsi :

*Libération* mélange les noms de classe (qui apparaissent comme des vraies sections : « Droit », « Administration »), avec des expressions qui renvoient à l'événement singulier traité dans le texte (« Train postal » : l'attaque de l'express Milan-Rome, ou « Fin de règne » : les derniers jours d'Amin Dada) ; des sur-titres suffisamment indéterminés pour être appliqués à une grande variété d'événements, tout en impliquant un jugement de valeur (« Garde-fou : à propos des assises du RPR) ; des dénominations qui sont comme des parties de la phrase qui sert de titre principal détachés en sur-titre : « In extremis », « Au nom de la solidarité musulmane », etc.<sup>270</sup>

On a donc, avec ces pré-titres et ces bandeaux, un double système de classification de l'information : d'abord les *rubriques*, puis les *pseudo-rubriques* donnant des indications sur l'événement, le domaine d'actualité dont il est question, ou, parfois, le genre de l'article.

Ces pré-titres et bandeaux, lorsqu'ils font référence à des événements – et non à un domaine de société (« Salud ») ou à un genre d'article (« Entrevista ») – semblent renvoyer à un « dossier d'actualité », expression utilisée par Bosredon et Tamba dans le cas du premier segment des titres bisegmentaux articulés par un « deux points ». Selon ces auteurs, en effet, dans des titres comme « URSS : l'agitation ds les Républiques » ou « Chômage : Mme Aubry dénonce les “faux débats” » :

Les termes *URSS* et *chômage* servent plutôt à identifier ce qui constitue un *dossier d'actualité*, susceptible de regrouper à travers une durée indéterminée toute une succession de faits consignés jour après jour dans la presse<sup>271</sup>.

---

<sup>269</sup> VERON E. (1981), p. 83-84.

<sup>270</sup> VERON E. (1981), p.86

<sup>271</sup> BOSREDON et TAMBA (1992), p. 37.

Ils se rapprochent également de ce que Mouillaud et Têtu appellent « titre anaphorique », rappelant « des événements qui ont commencé avant le numéro et dont la durée excède la durée quotidienne » (exemple : « Les crises du Proche-Orient ») ; à ceci près que celui-ci se caractérise, selon ces auteurs, par la présence d'un déterminant leur donnant une fonction anaphorique, ce qui est rarement le cas pour les bandeaux et pré-titres de nos journaux.

On constate ainsi, quelques jours avant la date de début de recueil de notre corpus, la récurrence, à l'intérieur d'un même numéro, voire d'un numéro à l'autre, d'un même bandeau ou pré-titre renvoyant à la crise politique qui commence à poindre. Ainsi, de nombreuses pages de *El Nacional* sont surmontées, le 10/04/02, du titre « Jornada de confrontación » (« Journée de confrontation »), et le 11/04/02, du titre « El conflicto se radicaliza » (« Le conflit se radicalise »). Pour *El Universal*, à partir du 6 avril 2002, le pré-titre « Guerra de desgaste » (« Guerre d'usure ») va progressivement se propager de page en page et de rubrique en rubrique jusqu'au 11 avril 2002. Pour *Últimas Noticias*, on trouve sur plusieurs pages de l'édition du 9 avril, le pré-titre « Conflictividad » (« Conflictualité »), le 10 avril, « Paro 9A » (« Grève 9 avril »), et le 11 avril, de nouveau « Conflictividad », sur une grande partie des pages.

Dans notre corpus, on observe, dans chacune des éditions de chacun des journaux (à l'exception de *Últimas Noticias* du 13 avril) la récurrence d'un même bandeau ou d'un même pré-titre, indifférent à la rubrique dans laquelle il apparaît, mais variant d'un jour à l'autre (voir annexe 1). Nous avons répertorié dans le tableau qui suit chacun de ces pré-titres ou bandeaux, par journal et par jour, et nous avons indiqué, pour chaque numéro, le nombre de pages et le nom des rubriques dans lesquelles il apparaît<sup>272</sup>.

---

<sup>272</sup> On a conservé la graphie originale de ces titres, « Reconstrucción » apparaît en effet sans accent sur le « o », dans *El Universal*

### Les titres courants

	<i>El Nacional</i>		<i>El Universal</i>		<i>Últimas Noticias</i>	
<b>12/04/02</b>	<b>PROTESTA Y REPRESIÓN</b>		<b>JORNADA DECISIVA</b>		<b>CHÁVEZ ACORRALADO</b>	
<b>Nombre de pages et rubriques</b>	17	Internacional y Diplomacia, Farándula, Ciudad, Información, Cultura, Política - Economía, Política, Economía, Estrategia y Negocios	25	Primera página, Tema del día, Política, Economía, Tiempo Libre, Caracas	25	El País
<b>13/04/02</b>	<b>PERIODO DE TRANSICIÓN</b>		<b>RECONSTRUCCION</b>			
<b>Nombre de pages et rubriques</b>	28	Internacional y Diplomacia, Farándula, Ciudad, Información, Cultura, Política, Economía, Estrategia y Negocios	24	Primera página, Tema del día, Política, Economía, Financiamiento, Times, Tiempo Libre, Caracas		
<b>14/04/02</b>					<b>24 HORAS DE CAMBIOS</b>	
<b>Nombre de pages et rubriques</b>					20	El País
<b>15/04/02</b>	<b>EL DÍA DESPUÉS</b>		<b>CONSTITUCIONALIDAD</b>		<b>CHAVEZ REASUME EL PODER</b>	
<b>Nombre de pages et rubriques</b>	21	Internacional y Diplomacia, Farándula, Información, Cultura, Política, Economía, Estrategia y Negocios, Siete Días	26	Primera página, Tema del día, Política, Economía, Tiempo Libre, Caracas, Sucesos	13	El País

On constate que, pour le quotidien *Últimas Noticias*, les pré-titres disparaissent totalement dans l'édition du 13 avril : chaque page est uniquement surmontée d'un surtitre. Celui-ci est variable, mais se répète parfois sur deux ou trois pages<sup>273</sup>. En fonction des pages, tantôt il fait référence au sujet d'actualité ou à l'événement traité dans la page (« Democracia y unidad nacional »), « Juramentación »), tantôt il indique le domaine d'information traité (« Ciudad », « Servicios »), s'apparentant dans ce cas à un nom de rubrique<sup>274</sup>.

<sup>273</sup> Ainsi, le surtitre « Discutida dimisión » (« Démission controversée ») apparaît sur trois pages à la suite

<sup>274</sup> On peut préciser aussi qu'à partir du 12 avril le quotidien fait ressortir l'ensemble pré-titre/surtitre à l'aide d'une nouvelle mise en page : au lieu de se détacher directement sur le fond blanc de la page, en caractères

Si l'on regarde de plus près dans notre corpus la répartition de ces bandeaux ou pré-titres, on observe que, pour les journaux *El Nacional* et *El Universal*, ils surmontent la quasi-totalité des pages où il est question des événements qui agitent le Venezuela, exceptées celles de la rubrique « Opinión », et, pour *El Nacional*, des rubriques « Lectores » et « THE WALL STREET JOURNAL AMERICAS ». Pour *Últimas Noticias*, l'ensemble pré-titre/surtitre coiffe toutes les pages de la rubrique « El País ». On peut s'étonner qu'il n'apparaisse, pour ce quotidien, que dans une seule rubrique ; toutefois, celui-ci a un système de rubriques moins complet que les deux autres et, comme on l'a déjà mentionné, il réduit son nombre de rubriques pendant les événements, si bien que le pré-titre chapeaute en fait la plupart des pages traitant des événements vénézuéliens<sup>275</sup>.

La présence de bandeaux ou de pré-titres identiques sur un si grand nombre de pages met donc en évidence le fait que celles-ci sont toutes consacrées à un même événement – en l'occurrence, la crise qui vient d'éclater au Venezuela. Le « dossier d'actualité » que ces titres ont habituellement pour fonction de signaler devient ici le « dossier du jour », ne regroupant plus une succession de faits rapportés de jour en jour, mais un ensemble de faits quasi-simultanés consignés pour un même jour dans le numéro.

D'autre part, on constate que ces bandeaux et pré-titres apparaissent pour *El Nacional* et *El Universal* dans différentes rubriques, qui sont donc supposées aborder différents aspects de l'actualité. Pour *Últimas Noticias*, ils ne sont présents que dans la rubrique *El País*, mais il suffit de survoler les principaux titres d'articles, pour constater que les pages dans lesquelles apparaissent les pré-titres abordent le conflit sous différents angles. Un ensemble de faits variés sont donc regroupés au sein d'un même titre. Ces titres relèvent par conséquent d'une opération de sémiotisation<sup>276</sup>. De ce fait, la récurrence, de page en page, d'un titre invariant synthétisant un ensemble composite de faits, nous semble constituer une première étape d'élaboration discursive de l'événement.

---

majuscules noirs comme à l'accoutumée, il apparaît désormais en caractères majuscules blancs dans un bandeau noir. Le 13 avril, la mise en page des surtitres redevient celle de la structure routinière.

<sup>275</sup> L'ensemble pré-titre/surtitre n'apparaît pas dans la rubrique *El Mundo*, qui traite de l'actualité internationale et ne mentionne pas les événements qui agitent le Venezuela (à l'exception du 15/04, où l'une des pages de cette rubrique présente les réactions internationales face à la crise vénézuélienne, et porte un surtitre, précédé du pré-titre « Venezuela ») ; il n'apparaît pas non plus dans la rubrique « Chévere » (« Divertissement ») dont deux pages, le 12 avril, mentionnent les événements (ces derniers cependant n'en sont pas le thème principal, puisqu'il s'agit de l'annulation de spectacles en conséquence des événements ou au contraire, du maintien de certaines activités, conséquence du refus de suivre la grève).

<sup>276</sup> Voir 2.2.2.2. Nous reviendrons ultérieurement sur ce point.

Dans la mesure où ces bandeaux et ces pré-titres servent de rappel des faits survenus la veille et apparaissent sur de nombreuses pages, nous leur donnerons, dans ce travail, le nom de « titre courant »<sup>277</sup>. Ce terme est habituellement utilisé, dans le vocabulaire de la presse, pour désigner un « rappel du titre du journal en haut de chacune de ses pages et en petits caractères »<sup>278</sup> ; cependant, le lexique journalistique ne semble pas disposer d'un terme adéquat correspondant au phénomène observé dans notre corpus, c'est-à-dire la répétition d'un titre identique au sein d'un même numéro. Ainsi, le terme de « titre courant », tel qu'il est utilisé dans le domaine de l'imprimerie, dans son acception large de « titre imprimé en bas ou en haut de chaque page »<sup>279</sup> nous semble le plus approprié pour désigner ces titres.

### **3-2.2. Les éléments infographiques**

On constate d'autre part, dans deux des numéros du corpus, la présence d'éléments infographiques qui, à l'instar des titres courants, se répètent à l'identique sur plusieurs pages.

Pour *El Universal*, il s'agit d'un petit encadré indiquant la date de la veille, sous la forme « 11A »<sup>280</sup>. On voit apparaître cet élément infographique sur plusieurs pages de l'édition du mercredi 10 avril, lendemain de la grève générale du 9 avril (où, rappelons-le, de nombreux quotidiens, dont *El Nacional* et *El Universal* ne sont pas sortis en kiosque), sous la forme 9A ; puis on le retrouve dans les éditions du 11 (10A) et du 12 avril (11A). Il surgit donc avant que la chute de Hugo Chávez ne soit annoncée dans ce journal, et semble destiné à signaler combien chaque date, à compter du déclenchement de la grève générale, a son importance. Il disparaît le 13 avril, date à laquelle l'instauration du gouvernement de

---

<sup>277</sup> Malgré le fait qu'ils appartiennent à des catégories péritextuelles distinctes selon les journaux, nous regroupons ces pré-titres et ces bandeaux sous une même appellation, dans la mesure où, dans notre corpus, ils présentent des caractéristiques similaires et remplissent le même type de fonction.

<sup>278</sup> *Lexique des termes de presse* (1991)

<sup>279</sup> Dictionnaire *Le Petit Robert*, article « Titre ».

<sup>280</sup> Il s'agit là d'un procédé caractéristique de la langue espagnole que de transcrire sous cette forme certaines dates clés : ainsi la tentative de coup d'Etat du lieutenant-colonel Tejero contre le Roi d'Espagne Juan Carlos le 23 février 1981 est connue sous le nom de 23-F, au même titre que le 11 septembre 2001 est maintenant devenu le 11-S.



Pedro Carmona est annoncée dans les pages du journal. On peut ainsi s'interroger sur la signification de cet élément infographique : avait-il pour fonction d'imprimer dans le journal la marque de chaque journée comme une étape conduisant au départ du président<sup>281</sup> ?

Dans notre corpus, dans l'édition du 12 avril, l'encadré « 11A » est situé, en Une, sous la photo principale, entre les deux colonnes du sommaire ; dans les pages intérieures, il est inséré en haut de page entre les deux colonnes du chapeau, soit juste au dessous du surtitre (voir annexe 2-A). Au sein du numéro, on observe qu'il apparaît, à deux exceptions près<sup>282</sup>, sur toutes les pages portant le pré-titre (ou « titre courant ») « Jornada decisiva ». Outre qu'ils insistent sur l'importance de la date, ces éléments infographiques remplissent donc, selon nous, le même type de fonction que les titres courants : celle de signaler visuellement les pages qui traitent d'une même catégorie d'événements (ceux survenus à cette date).

Dans l'édition du 13 avril du quotidien *Últimas Noticias*, on trouve sur plusieurs pages (seize au total) un logo circulaire, dans lequel on peut lire l'inscription « La nueva Venezuela » sur un fond représentant le drapeau du Venezuela (voir annexe 2-B). Ce logo fait référence, selon toute vraisemblance, au gouvernement provisoire de Pedro Carmona, puisqu'il apparaît au moment où le journal annonce son instauration. Sa présence sur les pages du journal ne semble pas soumise à une règle aussi stricte que les éléments infographiques de *El Universal* : il n'apparaît pas sur toutes les pages traitant des événements ; néanmoins, on ne le trouve que sur des pages où il est question de ces derniers. Mais il n'en joue pas moins un rôle similaire, celui de condenser en un unique élément iconique un ensemble d'éléments et de faits disparates ayant trait à l'avènement de ce « Nouveau Venezuela » de Pedro Carmona ; de cette manière, il marque visuellement une partie des pages du journal où il est question de ces événements (ici, le changement de

---

<sup>281</sup> Notons que les journaux vénézuéliens semblent être friands de ce genre de procédé : on observe par exemple que le quotidien *El Nacional*, plus d'un mois avant les élections présidentielles du 3 décembre 2006, effectue un compte à rebours des jours restant avant le « jour J ». Ce compte à rebours apparaît dans un bandeau en haut de la page, indiquant, par exemple, le 30/11/06 : « Faltan 03 días para las elecciones » (le 01/12 : « Faltan 02 días para las elecciones », et ainsi de suite). A gauche de ce bandeau, on trouve également une sorte de logo dans lequel il est inscrit « 3D 2006 », indiquant la date du jour décisif.

<sup>282</sup> L'une des pages portant un titre d'événement mais pas d'encadré 11A est la deuxième page d'une hyperstructure composée d'une série de photographies et s'étendant sur une double page. L'autre est occupée aux deux tiers au moins par une publicité ; l'absence d'élément infographique peut donc être due à un problème de mise en page lié au manque de place.

gouvernement). On peut rappeler d'ailleurs que ce même numéro de *Últimas Noticias* est caractérisé par l'absence de pré-titres introduisant les surtitres.

Dans notre corpus, les journaux ont donc recours à deux types d'éléments péritextuels, les titres courants (bandeaux et pré-titres) et les éléments infographiques qui, d'une part, opèrent une sémiotisation – en condensant la multiplicité des faits qui constituent l'événement en un titre ou un symbole graphique unique – et, d'autre part fonctionnent comme un signal visuel indiquant au lecteur que les pages où ils apparaissent traitent des événements. Ces procédés relèvent d'une tendance générale de la presse écrite, allant, comme le soulignent Jean-Michel Adam et Gilles Lugin à la suite de Jacques Mouriquand, vers un « développement du visuel » et une nouvelle « “construction du message informatif” qui associe étroitement des unités sémiotiques non seulement verbales, mais iconiques et verbo-iconiques). »<sup>283</sup>

### **3-3. Surface occupée par le moment discursif**

#### **3-3.1. La propagation du moment discursif dans les journaux**

Les titres courants comme les éléments infographiques sont ainsi deux modes de représentation sémiotique des événements et constituent par conséquent des indices d'apparition d'un *moment discursif* dans les pages des trois journaux<sup>284</sup>. Comme le souligne Sophie Moirand un moment discursif peut se définir, entre autres « par les conditions médiologiques de son apparition : il est signalé à la une, il donne lieu dans les pages intérieures à un regroupement d'articles et de documents différents qui constituent une *hyperstructure* (...) »<sup>285</sup>. Dans notre corpus, on constate que le moment discursif dépasse le cadre de la Une et de l'hyperstructure pour se propager dans tout le journal. La

---

<sup>283</sup> ADAM J.M et LUGRIN G. (2006), p. 2 citant Jacques Mouriquand (1997, p.18).

<sup>284</sup> Le survol des numéros antérieurs à notre corpus nous a d'ailleurs permis de constater que ces deux phénomènes commencent à apparaître avant l'annonce de la chute de Hugo Chávez : dès le 6 avril, avec l'apparition du pré-titre « Guerra de desgaste » dans les pages de *El Universal*, et surtout, le 10 avril 2002 – lendemain de la grève générale qui sera le prélude de l'éclatement de la crise.

<sup>285</sup> MOIRAND S. (2007 a), p.6

même auteure observe par ailleurs, à propos de l'éclatement de l'affaire de la vache folle, le 20 mars 1996, que

ce qui paraît remarquable de ce moment discursif, c'est de fait la dispersion des informations dans différentes rubriques des quotidiens dépouillés [...] : la une, *L'événement*, *Le fait du jour*, *Actualités*, *Sciences*, *International*, *Société*, *Économie...*<sup>286</sup>

Afin de tenter d'estimer la surface occupée par le moment discursif au sein de chaque numéro, nous avons procédé, à l'issue d'une rapide étude de contenu, à un comptage du nombre de pages n'ayant rien à voir avec les événements au Venezuela, c'est-à-dire les pages dans lesquelles ces derniers ne sont pas du tout mentionnés. Les résultats, rapportés dans les tableaux qui suivent, montrent en effet à quel point le moment discursif envahit l'ensemble du journal, touchant, à des degrés divers, quasiment toutes les rubriques<sup>287</sup>.

#### **Proportion de pages traitant des événements par journal et par jour**

<b>El Nacional</b>			
	<b>12/04/2002</b>	<b>13/04/2002</b>	<b>15/04/2002</b>
Primera página	1/1	1/1	1/1
Internacional Diplomacia	1/4	4/6	1/4
Opinión	2/2	2/2	1/2
Farándula	1/1	3/3	2/2
Vida			1/1
Ciudad	1/1	1/1	
Información	2/2	4/5	3/3
Espectáculos	2/2	0/1	1/2
Cultura	1/1	1/2	1/2
Política-Economía	1/1		
Política	5/5	13/13	8/8
Provincia			2/2
Economía	3/3	5/5	2/4
Estrategia y Negocios	3/4	3/6	2/3
Siete días			2/4
<b>Total de pages traitant l'événement par jour</b>	<b>23/27</b>	<b>37/45</b>	<b>27/38</b>

<sup>286</sup> MOIRAND S. (1999), p.149.

<sup>287</sup> Certaines sections, constituant un « corps » entier du journal et ne mentionnant pas les faits (telle la section « Sports ») n'ont pas été prises en compte pour nos analyses et ont donc été exclues de ce comptage (voir 2.3.1).

El Universal			
	12/04/2002	13/04/2002	15/04/2002
Primera página	1/1	1/1	1/1
Tema del día	9/9	5/5	9/9
Política	3/3	3/3	1/1
Economía	6/6	4/4	5/5
Financial Times	0/1	1/1	
Opinión	2/2	2/2	2/2
Internacional	0/1	2/2	0/1
Tiempo libre	3/5	4/6	2/2
Caracas	5/5	5/5	7/7
Sucesos			1/1
<b>Total de pages traitant l'événement par jour</b>	<b>29/33</b>	<b>27/29</b>	<b>28/29</b>

Últimas Noticias				
	12/04/2002	13/04/2002	14/04/2002	15/04/2002
Primera página	1/1	1/1	1/1	1/1
El país	26/26	34/34	23/23	13/13
El mundo	0/1	0/1		1/3
Contraportada		1/1	1/1	1/1
Chévere	2/2	3/3		0/5
La opinión				1/1
<b>Total de pages traitant l'événement par jour</b>	<b>29/30</b>	<b>39/40</b>	<b>25/25</b>	<b>17/24</b>

Ainsi la Une et les rubriques « Política », « Economía » ou « Tema del día »<sup>288</sup>, comme on pourrait s'y attendre, sont quasiment exclusivement consacrées aux événements. Les pages de la rubrique « Internacional » de *El Universal* et *El Nacional*<sup>289</sup>, traitent pour la plupart des réactions internationales face au conflit, bien que certaines d'entre elles fassent référence à des événements extérieurs totalement différents. Dans *Últimas Noticias*, la rubrique correspondante, « El Mundo », n'y consacre quant à elle qu'une page le 15 avril ; néanmoins on constate que les réactions internationales apparaissent principalement, pour ce journal, dans la rubrique *El País*. On observe également que *El Universal* et *El Nacional* qui présentent, dans leurs rubriques intitulées respectivement *Financial Times* et *The Wall Street Journal Americas*, une sélection d'articles des publications britanniques et nord-américaines du même nom, choisissent d'y faire figurer plusieurs articles consacrés à la situation vénézuélienne<sup>290</sup>.

<sup>288</sup> Politique, Economie, et Thème du jour, cette dernière n'apparaissant que dans *El Universal*.

<sup>289</sup> Respectivement « Internacional » et « Internacional y Diplomacia ».

<sup>290</sup> *El Nacional* fait ce choix dans les trois éditions du corpus (12, 13, 15 avril) ; en revanche, *El Universal* ne le fait que dans celle du 13 avril (l'édition du 15 avril ne comportant pas de rubrique *Financial Times*)

On peut être plus étonné de constater que les rubriques « Farándula » de *El Nacional*, « Tiempo libre » de *El Universal*, ou « Chévere » de *Últimas Noticias* (correspondant plus ou moins à des rubriques telles que « Célébrités » ou « Divertissement »<sup>291</sup>) soient consacrées à plusieurs reprises au rôle des médias dans les événements<sup>292</sup>. Encore plus surprenante est la présence, dans une sous-section de la rubrique « Misceláneas »<sup>293</sup> consacrée à l'astrologie, d'un article intitulé « A la sociedad civil le corresponde el turno del proceso de cambios » (« C'est au tour de la société civile d'assumer le processus de changement »), évoquant un article paru en 2001 dans la même sous-section et prédisant l'émergence de la « société civile » comme acteur politique. Bien que hors du corpus, on trouve même, dans la rubrique « Sport » du journal *El Universal*, le 13 avril, un article intitulé « ¡Ojalá! », signé par un sportif se trouvant aux Etats-Unis et exposant son opinion sur les événements.

Cette étude de contenu nous a également permis de constater que si la majorité des pages portant des « titres courants » mentionnent les événements qui agitent la société vénézuélienne, dans certains cas ce n'est que pour en exposer certaines conséquences, telles l'annulation de spectacles, les conséquences sur la production ou les prix du pétrole, les achats frénétiques de denrées de première nécessité par les consommateurs qui craignent le pire, etc. Ainsi, dans le cas de ces articles abordant des thèmes qui pourraient paraître en marge des événements, c'est la présence du titre courant qui permet d'établir une relation entre ces faits et la crise qui secoue le pays. Ces titres contribuent donc à l'ampleur prise par le moment discursif, en ce qu'ils permettent de rattacher chaque aspect de l'actualité aux événements.

---

<sup>291</sup> *Farándula* signifie « monde du spectacle » (dictionnaire Larousse), on peut donc traduire ce titre de rubrique par « Célébrités », étant donné que la rubrique « Spectacles » (« Espectáculos ») existe déjà dans ce journal. « Tiempo libre », temps libre, pourrait également être traduit par « divertissement ». Enfin « Chévere », interjection typiquement latino-américaine (Andes, Amérique centrale et Caraïbes, Mexique, voir dictionnaire Larousse) abondamment employée au Venezuela signifie « super », « génial » ; dans *Últimas Noticias* cette rubrique concerne généralement la programmation culturelle ou la vie privée des célébrités ; on peut donc traduire son titre par « Divertissement » ou « Célébrités ».

<sup>292</sup> *El Nacional* et *El Universal* y consacrent chaque jour la plupart des articles de ces rubriques ; *Últimas Noticias*, seulement le 13 avril (le 12 avril, les articles de la rubrique « Chévere » traitent essentiellement de l'annulation de spectacles en conséquence de la crise ; le 15 avril, les événements n'y sont pas mentionnés)

<sup>293</sup> « Misceláneas », en français « miscellanées » signifie mélange, morceaux choisis, on peut donc le traduire ici, en tant que titre de rubrique par « Divers ». Dans notre corpus, cette page comporte un horoscope, un article de cuisine et une infographie de prévisions météorologiques.

### 3-3.2. Une hétérogénéité multiforme

Sophie Moirand observe par ailleurs l'hétérogénéité multiforme caractéristique des moments discursifs<sup>294</sup>. Celle-ci se manifeste entre autres dans la diversité des genres discursifs traitant d'un même événement (hétérogénéité textuelle). Dans notre corpus, en effet, la surface occupée par le moment discursif est telle que celui-ci apparaît à travers une multiplicité de genres : articles d'information politique ou économiques, éditoriaux, interviews, reportages, analyses, etc. Elle se manifeste également dans la diversité des formes de documents (hétérogénéité sémiotique).

On constate ainsi, dans les journaux *El Universal* et *Últimas Noticias*, la présence de plusieurs « photos-récits », doubles pages constituées de photographies accompagnées de leurs légendes (avec éventuellement, un chapeau introductif), destinées à représenter visuellement les événements (voir annexe 3)<sup>295</sup>. Quant à *El Nacional*, il publie le 13 avril, dans sa rubrique *Política*, des chronologies composées de photographies et de légendes, situées en bas de page et indépendantes des autres articles de la page. Celles-ci suivent une continuité chronologique de page en page, et retracent le parcours politique de Hugo Chávez depuis sa tentative de coup d'Etat en 1992 jusqu'à son départ (présenté dans la légende comme une démission) en 2002 (voir annexe 4). Il s'agit donc à travers ces infographies de représenter la filiation historique de l'événement plutôt que l'événement lui-même. Nous n'évoquons ici que les éléments ayant une relative autonomie au sein du journal : il va sans dire que l'on peut recenser, au sein des hyperstructures consacrées aux événements, une multitude de photographies, d'infographies ou autres formes de documents.

Enfin, il faut ajouter que le journal *El Universal* publie le 13 avril un dossier spécial de huit pages, intitulé *Especial 11A*, et constitué d'un article récapitulant les événements survenus jusque là, et de nombreuses photographies accompagnées de leurs légendes<sup>296</sup>.

---

<sup>294</sup> MOIRAND S. (1999), p.147.

<sup>295</sup> *El Universal* publie un « photo-récit » (terme que nous empruntons à LUGRIN G., 2000) le 12 avril, et *Últimas Noticias* en publie un les 12 et 13 avril, deux le 14 avril.

<sup>296</sup> Le quotidien *El Nacional* n'y consacre pas de dossier, mais on trouve entre ses pages (13/04, p.A7) une publicité pour un numéro spécial de la revue *Primicia*, appartenant au même groupe que le quotidien (*C.A. Editora El Nacional*)

L'événement monopolise donc, non seulement la quasi-totalité des pages du journal, mais s'étend même au-delà, donnant lieu à un supplément qui lui est entièrement consacré.

### **3-4. Bilan : événement et dispositif**

L'apparition du moment discursif ne provoque donc pas de modification brutale dans le dispositif routinier des journaux, si ce n'est que deux d'entre eux – *El Nacional* et *El Universal* – connaissent des perturbations dans leur périodicité. Il se manifeste en revanche par la propagation de catégories péritextuelles déjà existantes (pré-titres et bandeaux), dont le contenu se stabilise pour se répéter à l'identique de pages en pages et de rubriques en rubriques, ainsi que par la récurrence, dans deux numéros du corpus, d'un même élément infographique offrant une représentation visuelle de l'événement. Ces deux éléments permettent ainsi de mettre en évidence le fait que le moment discursif envahit la quasi-totalité des pages de chacun des journaux, apparaissant par conséquent à travers une grande diversité de genres et de formes de documents.

Il faut signaler malgré tout que le journal *Últimas Noticias* connaît davantage de modifications dans son dispositif routinier que les deux autres : diminution du nombre de rubriques, stabilisation du contenu du pré-titre (tout comme *El Nacional* et *El Universal*), changement de typographie des surtitres, disparition des pré-titres dans l'édition du 13 avril et apparition du logo « La nueva Venezuela » le même jour. A ce sujet, Mouillaud et Têtu remarquent :

« De façon générale, la dispersion des surfaces, l'absence de symétrie ou de tout autre ordre apparent (c'est une des caractéristiques des journaux populaires) a tendance à être perçue comme le signe que le journal se contente d'enregistrer l'événement. (...) Il donne le sentiment de suivre la pression des événements et de les livrer avec une apparence qui est analogique de l'importance du réel. »<sup>297</sup>

*Últimas Noticias* étant en effet le plus « populaire » de nos trois quotidiens (voir 2.3), il semblerait, selon ces auteurs, qu'il soit propre à ce type de journaux d'adapter leur structure au cours des événements, comme s'il se contentait de les capter.

---

<sup>297</sup> MOUILLAUD M. et TETU J.F. (1989), p. 69

## Chapitre 4- LES TITRES

---

### 4-1. Choix d'une étude des titres

Pour Maurice Mouillaud et Jean-François Têtu (1989 : 29), « l'événement a un site privilégié qui est la région des titres ». En effet, comme on l'a mentionné en introduction de ce travail, le titre apparaît comme un lieu d'observation privilégié de l'émergence de l'événement, car c'est lui qui « assure entièrement le rôle de transmettre la nouvelle au premier niveau de lecture » (Sullet-Nylander 1998 : 3). Nous allons voir qu'outre son rôle capital dans l'annonce de l'événement, la question de sa prise en charge ainsi que celle de son statut vis-à-vis du reste du journal font du titre un élément-clé du discours d'information.

#### 4-1.1. La notion de méta-énonciateur

On ne peut travailler sur la presse sans se heurter au problème délicat de l'*auctorialité*, ou, plus précisément de la responsabilité énonciative. En effet, au sein d'un journal, chaque article peut être attribué à un auteur particulier, « mais il est également dominé par une instance auctoriale supérieure, le journal, “la rédaction” »<sup>298</sup>. En outre, le titre ou le chapeau d'un article sont parfois rédigés par un journaliste distinct de celui qui a écrit l'article, ou par la rédaction. Il est donc très difficile de déterminer qui est responsable de chacun des éléments qui composent un journal. Au-delà, chaque organe d'information est constitué d'une multitude d'acteurs, qui interviennent à différents niveaux de la production d'information (l'aspect économique et organisationnel, l'aspect technique et graphique, la sélection et la rédaction de l'information<sup>299</sup>). C'est pourquoi Patrick Charaudeau, dans son ouvrage sur le discours d'information médiatique, parle d'*instance de production* (voir introduction) :

---

<sup>298</sup> MAINGUENEAU D. (2007), p.118.

<sup>299</sup> Voir CHARAUDEAU P. (2005), p. 58.



Si nous parlons d'instance, c'est parce que ce qui préside à la production de la communication médiatique est une entité composite qui comprend plusieurs types d'acteurs (...). Mais tous contribuent à fabriquer *une énonciation apparemment unitaire et homogène* du discours médiatique, une co-énonciation, dont l'intentionnalité signifiante correspond à un projet qui est commun à ces acteurs et dont on peut dire que la prise en charge par ceux-ci représente l'idéologie de l'organe d'information. »<sup>300</sup>

A cette instance globale de production, composée d'une multitude d'acteurs, correspond donc une *instance d'énonciation discursive*.

Dans cette perspective, la notion de *méta-énonciateur* proposée par Dominique Maingueneau<sup>301</sup>, permet de désigner l'instance énonciative qui transcende cette multiplicité et prend en charge l'ensemble du discours de journal :

Pour le type de relation qui s'établit entre l'auteur d'un article de journal et ce journal comme instance de niveau supérieur on dira que le journal est le **méta-énonciateur** de l'ensemble de ses articles, qui sont complémentaires pour former un tout. C'est à ce méta-énonciateur qu'on peut attribuer un ethos spécifique<sup>302</sup>.

Nous utiliserons donc dans ce travail la notion de *méta-énonciateur*, entendue comme instance « supérieure » prenant en charge la totalité des unités discursives présentes dans le journal. Elle nous sera d'autant plus utile, qu'entreprendre de rechercher l'identité des producteurs concrets de chacune de ces unités s'avérerait une tâche fastidieuse et ne constituerait sans doute pas un apport de taille pour notre analyse.

L'utilisation de cette notion ne signifie pas que nous considérons pour autant le journal comme exprimant un point de vue unique, ou qu'il n'y a pas de hiérarchie dans la prise en charge des différentes unités discursives. Dominique Maingueneau précise en effet, dans sa définition du *méta-énonciateur*, que « cet ethos n'est pas réparti également entre les différents articles qui composent le journal : les mots croisés ou la météo, par exemple, sont beaucoup moins marqués que l'éditorial » (Maingueneau 2007 : 119). Il existe différents niveaux de responsabilité au sein du journal, et certains articles comme les

---

<sup>300</sup> CHARAUDEAU P. (2005), p. 58-59, nous soulignons.

<sup>301</sup> Avant lui, Eliseo Veron parlait déjà, en 1981, de *méta-énonciateur*, intervenant « dans les titres, par exemple, qui coiffent l'ensemble du matériel de la double-page » (Veron, 1981 : 91).

<sup>302</sup> MAINGUENEAU D. (2007), p.119, souligné par l'auteur.

éditoriaux (clairement assumés par la rédaction) ou certains textes signés par des personnalités reconnues au Venezuela seront ainsi considérés à part<sup>303</sup>.

#### **4-1.2. La prise en charge des titres**

Comme le soulignent les professionnels du journalisme, les titres – et plus généralement, l'ensemble du péri-texte – ont la particularité d'être la plupart du temps rédigés par des personnes différentes de celles qui ont produit l'article. Jacques Mouriquand indique en effet que « le plus souvent, l'auteur de l'article n'est pas celui qui titre »<sup>304</sup>. Selon Yves Agnès, le titrage est le fruit d'un travail collectif, toujours révisé par le responsable d'édition ou de publication, qui néanmoins « appréciera le travail effectué en amont par le rédacteur [de l'article], après tout le mieux placé pour faire une proposition »<sup>305</sup>. D'après un entretien réalisé auprès d'une journaliste de Caracas<sup>306</sup>, au Venezuela le titrage serait également effectué conjointement par le rédacteur de l'article et par le « responsable de section ». Ainsi, malgré la collaboration du rédacteur, la production de la titraille est à la charge de personnes occupant des fonctions élevées dans la hiérarchie de l'entreprise qu'est le journal : le secrétaire et la direction de la rédaction par exemple, dans le cas de la France et de l'Allemagne (Hubé 2008 : 226-227). Comme l'indique Nicolas Hubé dans son ouvrage sur la Une (2008 : 223), titrer et mettre en forme constituent un métier en soi.

De ce fait, Jean-Michel Adam (1997 : 5) souligne que « comme les intertitres, qui sont le plus souvent “de la rédaction”, l'ensemble du péri-texte possède une origine énonciative qui ne doit pas être rattachée à celle de l'article »<sup>307</sup>. De plus, Jacques Mouriquand remarque que « le titre exprime, par ailleurs, certaines orientations éditoriales de la publication. Il est rare en effet que celle-ci n'arrête pas une position quant à sa technique de titrage »<sup>308</sup>. Les titres, résultats d'un travail conjoint entre différents acteurs du journal, semblent donc être clairement pris en charge par la rédaction, à la différence

---

<sup>303</sup> En outre, le problème de la responsabilité énonciative fera l'objet d'une attention particulière dans ce travail.

<sup>304</sup> MOURIQUAND J. (2005), p.103.

<sup>305</sup> AGNÈS Y. (2002), p.126.

<sup>306</sup> Entretien par courrier électronique de María Sandoval, responsable de la section « Politique » du quotidien vénézuélien *El Mundo*, réalisé le 16/10/2007.

<sup>307</sup> ADAM J.-M. (1997), p.5

<sup>308</sup> MOURIQUAND J. (2005), p.104.

des articles qui ont un statut plus ambigu étant donné que, même s'ils relèvent de la responsabilité globale du journal, ils relèvent également d'une responsabilité plus individuelle, celle de leur rédacteur.

Pour Geneviève Petiot, si l'hétérogénéité sémiotique et énonciative caractéristique du discours médiatique produit un effet de discontinu, cette même hétérogénéité construit en fait une cohérence ; au lecteur de la reconstituer et d'« adopter l'ordre construit par la présentation ». Elle fait ainsi l'hypothèse d'un « meneur de jeu omni-présent », grâce auquel « on peut reconnaître “un” discours, celui de tel ou tel journal »<sup>309</sup>. On peut donc dire que le péri-texte, et, au sein de celui-ci, les titres, que nous étudierons ici, relèvent pleinement de cette instance énonciative de niveau supérieur qu'est le méta-énonciateur.

Dans le cas de notre corpus, cette notion de méta-énonciateur présente un intérêt, non pas tant en termes d'*ethos*<sup>310</sup> mais en termes de position éditoriale : les titres nous semblent en effet constituer un lieu d'observation privilégié de la façon dont les événements sont perçus et interprétés par la rédaction. Le contexte de bouleversement socio-politique qui est celui de notre étude nous incite d'autant plus à imputer les titres à la rédaction : les nouvelles s'accumulant à grande allure entre deux numéros, celle-ci se voit contrainte à des ajouts de dernier moment, sans forcément pouvoir consulter le rédacteur de l'article. On relève ainsi, à titre d'exemple, dans l'édition du 12 avril du quotidien *Últimas Noticias*, une hyperstructure portant le titre « El Presidente no está preso y el Alto Mando no ha renunciado » (« Le Président n'est pas prisonnier et le Haut Commandement n'a pas démissionné ») ; or lorsqu'on lit le contenu de la double page couverte par ce titre, il est au contraire question du fait que plusieurs militaires ont sollicité auprès de Hugo Chávez sa démission. Ni l'article principal ni les articles auxiliaires ne mentionnent les éléments annoncés par le titre.

---

<sup>309</sup> PETIOT G. (2003) p.129 et 131.

<sup>310</sup> En effet la notion d'*ethos* ne nous semble pas opérative dans le cadre d'un corpus aussi réduit que le nôtre, où il s'agit d'observer l'émergence d'un événement et non des régularités au sein d'un même journal.

### 4-1.3. Les titres : un statut autonome

Le fait que les titres ne soient pas rédigés, le plus souvent, par la personne qui a écrit l'article, et qu'ils soient par conséquent, plus fortement pris en charge par le méta-énonciateur, leur confère une certaine autonomie vis-à-vis de l'article. Patrick Charaudeau écrit à ce propos:

Les titres, dans l'information, sont d'une importance capitale ; car, non seulement ils annoncent la nouvelle (fonction « épiphanique »), non seulement ils conduisent à l'article (fonction « guide »), ms encore ils résument, ils condensent, voire ils figent la nouvelle au point de devenir l'essentiel de l'information. *Le titre acquiert donc un statut autonome ; il devient un texte à soi seul, un texte qui est livré au regard des lecteurs et à l'écoute des auditeurs comme tenant le rôle principal sur la scène de l'Information.* (Chauraudeau 1983 : 102, nous mettons les italiques)

Concernant la fonction « guide » du titre, Bernard Lamizet<sup>311</sup> indique que pour le lecteur du journal, ce dernier remplit « la fonction d'un écrit faisant image » en s'inscrivant dans une « organisation iconique de l'espace rédactionnel » ; il permet ainsi de construire « un espace symbolique en jalonnant le journal de points de repère », qui suspend la linéarité du discours. Si le titre guide le lecteur vers l'article, il le guide donc aussi à l'intérieur du journal. Dans un article de 1975 intitulé « Lecture(s) d'une "aire scripturale" : la page de journal », Jean Peytard met en évidence le fait que la lecture du journal s'opère, dans un premier temps, par « balayage », et que la mise en relation des titres entre eux permet de « faire apparaître des significations » (Peytard 1975 : 48). Selon cet auteur, la fonction des titres est donc double : « apporter des éléments pour de "1ères significations" (principalement connotatives) et orienter vers un complément, le corps de l'article et / ou bloquer l'information au niveau du "balayage" » (*Ibidem* : 53). Yves Agnès (2002 : 126) et Jacques Mouriquand (2005 : 102) parlent eux aussi du titre comme élément majeur du « premier niveau de lecture » et le second précise à ce sujet :

Presque tous les lecteurs commencent par un feuilletage terriblement sélectif : en quelques minutes (trois en moyenne), 80% du contenu d'un journal sont éliminés.

---

<sup>311</sup> LAMIZET B. (2004), pp.39-40.

En ce sens, le titre a un statut autonome, dans la mesure où il est lu, dans un premier temps, indépendamment de l'article, et que beaucoup s'en tiennent à cette première lecture, sans aller voir plus avant le contenu de l'article.

Quant à la fonction résumante, évoquée par Patrick Charaudeau dans l'extrait cité plus haut, et fréquemment attribuée au titre et au chapeau, elle est remise en question par A. F. Frandsen. Tentant d'établir une « théorie du paratexte journalistique », cet auteur remarque que si dans certains cas, ce dernier peut avoir une fonction résumante, dans d'autres, il apporte des informations différentes de celles contenues dans le corps de l'article, ou bien en transforme certains aspects (forme langagière, linéarité du texte, distance énonciative). Ceci vient donc renforcer son hypothèse selon laquelle le paratexte – que nous nommons quant à nous péri-texte – « forme une composante relativement autonome » (Frandsen 1990 : 163, 169). Ce statut autonome est à la base de la thèse de Françoise Sullet-Nylander, *Le titre de presse*, dans lequel elle considère le titre comme un « genre » en soi (1998 : 2). En effet, les titres forment la pièce maîtresse du premier niveau de lecture au cours duquel, selon elle, « un sens est déjà construit » (Sullet-Nylander 1998 : 30). C'est aussi ce qui justifie pour nous une étude séparée des titres.

Néanmoins, malgré sa relative autonomie, le titre est celui qui conduit à l'article : on ne lit ce dernier qu'après avoir lu le titre. On peut dire en ce sens que le titre constitue un cadrage interprétatif de l'article, ou de la ou le(s) page(s) qu'il couvre : Eliseo Veron (1981 : 54) appelle ainsi « cadrage » l'ensemble titre + chapeau. Ainsi, comme le souligne Sophie Moirand, « les titres apportent souvent *un éclairage* aux textes qui les suivent », qui « guide partiellement l'interprétation de l'énoncé » (Moirand 2007 b). Par conséquent, les titres sont un élément majeur de la construction discursive de l'événement, mais également de sa reconstruction par le lecteur du journal.

De par leur fonction « épiphanique », mais aussi de par leur prise en charge particulière – par le méta-énonciateur du journal – et leur statut autonome, les titres nous semblent donc mériter qu'on leur accorde une attention particulière. Nous ne les étudierons pas indistinctement dans leur l'ensemble, mais nous nous concentrerons sur certains niveaux de titres, choisis pour leur fonction dans le journal.

## 4-2. Les Unes

Nous débiterons par l'étude de la première page, ou Une des journaux, qui a une importance majeure dans la construction médiatique des événements. En effet, La Une est souvent considérée comme la « vitrine » des journaux car c'est elle qui est exposée dans les kiosques où les quotidiens nationaux « s'affrontent » chaque jour (Grosse et Seibold 1996 : 15). Elle est donc essentielle pour inciter le lecteur à acheter un journal plutôt qu'un autre et elle est par conséquent, selon Françoise Sullet-Nylander (. (1998 : 128), la page qui affiche de manière la plus frappante le « style » du journal. Elle a un double rôle vis-à-vis du lecteur : d'une part, annoncer les événements les plus notables de l'actualité, d'autre part, annoncer le contenu du journal et guider le lecteur vers les pages intérieures.

Pour le journaliste Serge July, la Une est devenue, au fil des années, un « acte journalistique majeur », car, selon lui, « la fabrication de cette page qui sera affichée dans les kiosques le lendemain, c'est le moment de la “mise en sens” »<sup>312</sup>. On peut considérer en effet qu'un premier niveau de sens est construit à travers les Unes, avant même d'entrer à l'intérieur du journal. L'apparition d'un événement en Une est donc l'une des premières étapes de sa construction médiatique. Elle est également l'un des indices de l'émergence d'un *moment discursif* (Moirand 2007 a : 6).

Nicolas Hubé indique que chaque niveau hiérarchique est amené à collaborer à l'élaboration de la « Une » : « du rubricard chargé de produire l'article jusqu'au directeur de rédaction qui en rédige le titre » (Hubé 2008 : 159-160). Néanmoins ce même auteur souligne que la rédaction de la « manchette » elle-même (le grand titre de la Une<sup>313</sup>) « reste la prérogative de la direction de la rédaction » (*Ibidem* : 226). En outre, la Une est d'après lui la première page produite dans la journée, et aussi « le seul élément rédactionnel pouvant être retouché après le bouclage de la première édition » (*Ibidem* : 160).

Enfin, il faut rappeler que *El Universal* publie trois éditions différentes concernant les événements du 11 avril, dont l'une paraît dès le 11 avril au soir, et que l'une des

---

<sup>312</sup> JULY Serge (1997), cité dans SULLET-NYLANDER F. (1998 :18).

<sup>313</sup> Voirol définit la *manchette* comme « le ou les titres en gros caractères de la Une » (1995 : 99), cité dans SULLET-NYLANDER F. (1998 : 18).

différences majeures entre ces trois éditions<sup>314</sup> est le contenu de la Une, qui présente notamment des changements de manchette ou de photographie (voir *infra*). Néanmoins, nous ne commenterons en détail que les Unes des deuxième et troisième éditions, d'une part, car nous ne disposons pas de la première de ces trois éditions et, d'autre part, pour la cohérence de l'analyse, la première édition ayant paru avant l'annonce de la chute de Hugo Chávez. Pour l'ensemble de l'étude des Unes, nous renvoyons aux documents annexes (5).

#### 4-2.1. Analyse des manchettes

Nous procéderons tout d'abord à l'analyse de la « manchette », car elle constitue l'élément-clé de la Une. Elle a une importance capitale dans l'annonce des événements, d'une part par son statut de titre (fonction épiphanique), d'autre part par la place qu'elle occupe (en Une). On s'appuiera pour cette étude sur la distinction opérée par Françoise Sullet-Nylander entre *titres informatifs* et *titres incitatifs* (notions qu'elle emprunte elle-même à Yves Agnès et Jean-Marie Croissandeau, 1979). Les titres *informatifs* « sont ceux qui répondent explicitement à plusieurs “questions de référence” sur la nouvelle communiquée : qui ? quoi ? où ? quand ? comment ? ». On reconnaîtra dans ces questions les traditionnels « 5 W » auxquels « doit répondre tout message informatif »<sup>315</sup> : what, who, where, when, why. Les titres *incitatifs*, quant à eux, « éveillent notre curiosité, “suscitent l'intérêt du lecteur” par différents procédés langagiers et rédactionnels » (Sullet-Nylander 1998 : 7)<sup>316</sup>. A travers cette distinction, on souhaite s'interroger sur la quantité d'informations apportée par les manchettes : les titres de Unes sont-ils voués à fournir le maximum d'éléments sur les événements, ou bien à inciter à lire le contenu du journal, et donc à l'acheter?

---

<sup>314</sup> Du moins, entre la deuxième et la troisième édition : nous ne disposons pas de la première de ces trois éditions (voir 2.3.1), ce qui ne nous permet pas d'établir l'ensemble des différences entre la première et la deuxième version. Toutefois, le quotidien publie, le 13 avril, un article intitulé « Ediciones leídas y agotadas », dans lequel est insérée une image de chacune des trois Unes, ce qui nous permet d'avoir un aperçu global de celle de la première édition. La qualité de la photographie ne permet cependant pas de discerner le contenu de certains titres et des textes qui y figurent.

<sup>315</sup> « Glossaire des termes de la presse écrite », CLEMI.

<sup>316</sup> Je n'irai pas jusqu'à classer les deux titres commentés dans la catégorie des *titres incitatifs*, dans la mesure où l'auteur insiste sur le fait que dans ces derniers, l'accent est mis sur la forme du message, et qu'elle y classe plutôt des titres utilisant des figures de style, des jeux de mots, etc.

#### 4-2.1.1. 12 avril

Le 12 avril, *El Nacional* et *Últimas Noticias* annoncent tous les deux la chute du président, mais on constate qu'ils le font, chacun, de manières différentes. *Últimas Noticias* parle de « reddition », ce qui suppose qu'il a agi sous la contrainte :

Chávez se rinde<sup>317</sup>

Quant à *El Nacional*, il annonce sa démission, donnant ainsi au lecteur l'impression d'un acte volontaire de la part du président :

Renunció Chávez<sup>318</sup>

On constate que le titre de *Últimas Noticias* est au présent, temps dont l'usage est habituel dans les titres de presse pour signifier un fait passé, tandis que celui de *El Nacional* est au passé. Dans le premier cas, l'action est appréhendée comme faisant partie de l'actualité du locuteur, alors que dans le second, on a affaire à un fait accompli, coupé du présent<sup>319</sup>.

Si l'on reprend les questions auxquelles sont supposés répondre les *titres informatifs*, on observe que le contenu de ces deux manchettes ne répond qu'à deux d'entre elles : *Qui ?* = Chávez ; *Quoi ?* = a démissionné/ s'est rendu. Mais les titres ne fournissent aucune information répondant aux questions qui restent : *Où ?*, *Quand ?*, et *Comment ?* Quant aux informations répondant à la question « Qui ? », pour *Últimas Noticias*, la réponse est incomplète, puisque le titre « Chávez se rinde » suppose au moins deux acteurs : Hugo Chávez, et celui (ou ceux) qui l'a (ou l'ont) contraint à se rendre. Cette information est apportée par le sous-titre (qui suit immédiatement la manchette) :

Altos oficiales exigieron del Presidente su renuncia<sup>320</sup>

Cependant, les acteurs qui ont poussé Hugo Chávez à renoncer au pouvoir ne sont pas désignés nommément. Dans *El Nacional*, un acteur autre que Chávez apparaît dans le surtitre (situé au-dessus de la manchette) : Pedro Carmona.

---

<sup>317</sup> « Chávez se rend ».

<sup>318</sup> « Chávez a démissionné ». Nous traduisons ici le terme « renunciar » par « démissionner ». Nous reviendrons sur ce point ultérieurement (6.6.1).

<sup>319</sup> Pour une étude plus détaillée de l'usage des temps dans les titres, voir *infra*, 4.4.4.1 « Temps des verbes ».

<sup>320</sup> « Des officiers de haut grade ont exigé la démission du Président ».



Pedro Carmona Estanga es el hombre encargado de la transición<sup>321</sup>

Néanmoins, ce surtitre ne nous apprend rien des relations entre ces deux acteurs. L'ensemble titre/surtitre ne laisse aucunement pointer l'idée d'une démission sous la contrainte, comme c'est le cas pour *Últimas Noticias*. On remarque d'ailleurs ici que l'information apportée par ce surtitre n'est pas le fait qu'une période de transition succèdera à la démission de Chávez, mais que cette transition sera menée par Pedro Carmona. L'instauration d'un gouvernement de transition est présupposée par ce surtitre, mais n'est pas annoncée. On constate donc que dans ces manchettes, les deux journaux focalisent sur un aspect de l'actualité : le « départ » (volontaire ou non) de Chávez, sans que les circonstances de ce départ ne soient clairement explicitées.

Quant au titre principal des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> éditions de *El Universal*, il ne répond qu'à la question « quoi ? » :

¡Se acabó !<sup>322</sup>

Le sujet du syntagme verbal n'est pas spécifié, il reste sous-entendu<sup>323</sup>. C'est donc le lecteur qui doit reconstruire l'énoncé afin de déterminer « ce qui est terminé ». On peut mentionner ici une théorie issue de la pragmatique, la « théorie de la pertinence », développée par Sperber et Wilson (1989). Cette théorie s'appuie sur un principe général, le principe de pertinence, postulant que « tout énoncé suscite chez l'interlocuteur l'attente de sa propre pertinence » (Reboul et Moeschler 1998 : 75). Ou, comme le reformule Dominique Maingueneau (2007 : 15), toute énonciation « doit être maximale-ment appropriée au contexte dans lequel elle intervient : elle doit intéresser son destinataire en lui apportant des informations qui modifient la situation »<sup>324</sup>. Ce principe intervient inconsciemment chez le destinataire lors de l'interprétation d'un énoncé. Celui-ci postule en effet que le locuteur, en produisant cet énoncé, veut lui communiquer une information pertinente. C'est en vertu de ce principe qu'un énoncé peut faire passer des contenus implicites : si un énoncé ne contient explicitement aucune information pertinente, le

---

<sup>321</sup> « Pedro Carmona est la personne chargée de la transition ».

<sup>322</sup> « C'est fini ! »

<sup>323</sup> Nous reviendrons ultérieurement sur l'emploi de tournures pronominales dans les titres (4.4.4.4.2).

<sup>324</sup> MAINGUENEAU (2007), p. 15.

destinataire va chercher à confirmer cette pertinence à l'aide d'éléments non contenus dans l'énoncé.

Dans le cas de notre titre, aucune autre indication n'est apportée que « c'est terminé ». Néanmoins, en vertu de ce principe, le lecteur va postuler qu'un tel titre, à la Une du journal, est pertinent, autrement dit, qu'il doit lui annoncer quelque chose. Il va donc chercher à reconstruire cette pertinence, en premier lieu, à l'aide du contexte extra-discursif qu'il connaît : la situation de conflit politique, et éventuellement, le dénouement tragique des manifestations de la veille. Le lecteur peut ainsi être conduit à un raisonnement du type : « la situation a dégénéré, et Chávez a quitté le pouvoir ». En second lieu, le lecteur va chercher des éléments sur la page de journal elle-même, principalement dans les surtitres et sous-titres, qui sont imprimés en caractères bien plus petits que ceux du titre principal, et qui, donc, n'attirent pas l'œil de prime abord. Enfin, le lecteur pourra se reporter au reste du journal.

Ainsi, ce qui frappe, dans cette manchette, c'est que tous les éléments qui pourraient apporter des informations concernant ces événements – qui ? où ? quand ? comment ? – sont implicites. Le journal *El Universal*, au lieu d'informer réellement sur les événements, réagit à des événements qu'il suppose connus de ses lecteurs. Cela incite à penser qu'il compte sur d'autres médias, en particulier, sur la télévision, pour faire un premier travail d'information. De plus, le journal se réjouit ouvertement, dans ce titre, de la chute du gouvernement. Il s'adresse donc manifestement à un lectorat supposé partager son soulagement.

#### 4-2.1.2. **13 avril**

Pour l'analyse des Unes du 13 avril, on se penchera plus particulièrement sur les désignations des deux principaux acteurs des événements, Hugo Chávez et Pedro Carmona. Pour cela, on dépassera le cadre des seules manchettes pour effectuer un relevé également dans les surtitres et les sous-titres qui les précèdent ou les suivent immédiatement. Le relevé des désignations porte sur les Unes des trois jours étudiés, afin de pouvoir en examiner l'évolution d'une date à l'autre. Ce dernier est reporté dans le tableau suivant :

Date	Journal	Hugo Chávez	Pedro Carmona
12 avril	<i>El Nacional</i>	Chávez	Pedro Carmona Estanga
	<i>El Universal</i> (2è et 3è éds)	Chávez	Pedro Carmona Estanga
	<i>Últimas Noticias</i>	- Chávez - Del presidente	
13 avril	<i>El Nacional</i>		El presidente Carmona
	<i>El Universal</i>		Pedro Carmona Estanga, presidente interino de la República
	<i>Últimas Noticias</i>		El presidente Pedro Carmona Estanga
15 avril	<i>El Nacional</i>	- El Presidente - Chávez	
	<i>El Universal</i>	Presidente Chávez	
	<i>Últimas Noticias</i>	Chávez	

On constate que la désignation de Pedro Carmona passe de « Pedro Carmona Estanga », le 12 avril à « El presidente Carmona », « Pedro Carmona Estanga, presidente interino de la República », et « El presidente Pedro Carmona Estanga », le 13 avril. L'emploi de la désignation « presidente » permet de présupposer – et non d'annoncer – que Pedro Carmona est devenu le nouveau président. Comme l'indique Catherine Kerbrat-Orecchioni les présupposés sont « les informations qui sans être ouvertement posées (i.e. : sans constituer en principe le véritable objet du message à transmettre) sont automatiquement entraînées par la formulation de l'énoncé, dans lequel elles s'inscrivent intrinsèquement, et qui donc s'actualisent quelles que soient les propriétés particulières du cadre énonciatif. »<sup>325</sup>

Si on observe les titres dans lesquels cette désignation apparaît, on constate en effet que l'information selon laquelle Pedro Carmona est devenu président n'en constitue pas le véritable objet. L'objet de la manchette du 13 avril de *El Nacional* est la dissolution des pouvoirs par Pedro Carmona :

El presidente Carmona disolvió los poderes públicos<sup>326</sup>

<sup>325</sup> KERBRAT-ORRECCHIONI C. (1984), p. 214

<sup>326</sup> « Le président Carmona a dissout les pouvoirs publics ».

Or on aurait plutôt attendu, en un jour pareil, que le journal, avant d’informer des mesures prises par le nouveau Gouvernement, annonce à ses lecteurs l’avènement de ce nouveau Gouvernement. *Últimas Noticias* affiche le 13 avril une manchette en deux parties, dont le segment le plus mis en valeur est « Plenos Poderes » :

Plenos poderes / para el Presidente Pedro Carmona Estanga, que juró su cargo<sup>327</sup>

L’objet principal de ce titre est donc le fait que quelqu’un détient tous les pouvoirs – la suite du titre indique qu’il s’agit de Pedro Carmona. Ce segment (« plenos poderes ») est d’ailleurs ambigu, car il est difficile de savoir s’il s’agit seulement d’une constatation, ou s’il comporte une dénonciation voilée d’un abus de pouvoir. La deuxième partie du titre nous apprend que Pedro Carmona a prêté serment, mais l’information selon laquelle il a été proclamé président est quant à elle présupposée dans la désignation « el Presidente Pedro Carmona Estanga ». Pour *El Universal*, la désignation apparaît dans un sous-titre, (“Pedro Carmona Estanga, presidente interino de la República”) qui introduit un petit article dans lequel on peut lire des propos rapportés en discours direct de Pedro Carmona lors de sa prise de fonction. Ainsi, l’information selon laquelle Pedro Carmona a été proclamé président provisoire de la République est présupposée à la lecture de l’article. En revanche, la manchette de ce journal ne contient pas de désignation d’acteur. Comme la veille, le journal réagit à des événements qu’il suppose connus du lecteur, se réjouissant de l’arrivée de Pedro Carmona au pouvoir :

¡Un paso adelante !

La particularité du présupposé, c’est qu’il est inscrit dans l’énoncé, de telle manière qu’il est soustrait à toute discussion possible, comme s’il allait de soi (Maingueneau 2007 : 14 et 115). Dans ces titres, le fait de présupposer la prise du pouvoir par Pedro Carmona constitue une sorte de coup de force discursif : cette dernière est imposée au lecteur comme une évidence. De plus, ce procédé évite aux journaux de remettre en question l’instauration d’un gouvernement provisoire ou de prendre position à ce sujet.

---

<sup>327</sup> « Pleins pouvoirs / Pour le président Pedro Carmona, qui a pris ses fonctions ».

#### 4-2.1.3. 15 avril

Le 15 avril, *Últimas Noticias* et *El Nacional* focalisent tous les deux sur les propos prononcés par Hugo Chávez lors de son retour au pouvoir ; ils titrent ainsi respectivement :

Chávez reflexiona y llama a la unidad<sup>328</sup>  
Chávez : No habrá revanchismo ni persecuciones<sup>329</sup>

Mais aucun des deux journaux n'annonce explicitement, dans son titre principal, le retour du président légitime. Rappelons que *Últimas Noticias* fut le seul journal à paraître la veille, et avait donc déjà annoncé cette information en Une le 14 avril, titrant « Chávez regresa para reasumir el poder »<sup>330</sup>. *El Nacional*, quant à lui, ne l'annonce, le 15 avril, que dans son surtitre : « El Presidente regresó a Miraflores ». Ainsi, c'est le fait que le journal rapporte dans sa manchette une déclaration de Chávez qui incite le lecteur à inférer, dans un premier temps, que celui-ci est de retour au pouvoir, et, dans un deuxième temps, qu'il a dû prononcer un discours dont ces propos sont extraits.

On constate en outre que *El Nacional* a sélectionné un extrait de discours – ou peut-être condensé les propos du président<sup>331</sup> – de façon à faire apparaître une négation. Oswald Ducrot (1980 : 50) remarque à ce sujet que tout énoncé négatif est « une sorte de dialogue cristallisé, où l'événement énonciatif est représenté comme l'affrontement de deux énonciateurs ». En d'autres termes, la négation consiste, pour l'énonciateur, à réfuter une opinion adverse qui a été formulée ou que l'énonciateur anticipe. A travers cet énoncé négatif, Hugo Chávez anticipe ainsi les craintes de ses adversaires, en leur assurant qu'il n'y aura ni revanche ni persécutions. Le choix de cette déclaration semble de ce fait être une manière, pour *El Nacional*, de devancer les possibles appréhensions d'une partie de la population. La Une devient donc ici un lieu de dialogue entre le journal et les inférences possibles de la part du lecteur.

Enfin, *El Universal*, comme à son accoutumée, n'annonce pas la nouvelle, mais commente la situation engendrée par le retour de Chávez :

---

<sup>328</sup> « Chávez réfléchit et appelle à l'unité », *Últimas Noticias*, 15 avril 2002.

<sup>329</sup> « Chávez: Il n'y aura pas de revanchisme ni de persécutions », *El Nacional*, 15 avril 2002.

<sup>330</sup> « Chávez revient pour réassumer le pouvoir ».

<sup>331</sup> En effet, même si une déclaration est présentée sous forme de discours direct, rien ne permet de garantir que cette dernière est transcrite fidèlement. Nous reviendrons sur ce point lors de l'étude des discours rapportés.

## Conciliación<sup>332</sup>

Après les titres exclamatifs des jours précédents, dans lesquels il se réjouissait de la chute du président et de l'intronisation de Pedro Carmona, ce « Conciliación » est ambigu. Il semble tout autant décrire l'issue du conflit qu'appeler à la modération et à la conciliation entre Chávez et le journal lui-même.

Concernant les désignations, on observe que dans les surtitres de *El Nacional* et *El Universal* (respectivement, « *El Presidente* regresó a Miraflores » et « *Presidente Chávez* en su retorno al poder »<sup>333</sup>), Chávez reçoit de nouveau la désignation « presidente », sans qu'il soit précisé au préalable que cette dernière n'a plus le même référent, autrement dit, que Pedro Carmona n'est plus président. On constate ainsi qu'aucun des trois journaux n'annonce, en Une, la chute du gouvernement provisoire de Pedro Carmona. Pour les deux quotidiens que nous venons de mentionner, elle n'est que présumée à travers les désignations employées dans les surtitres, ce qui semble confirmer que les journaux présupposent l'existence d'autres médias par lesquels les lecteurs ont déjà appris la nouvelle.

### 4-2.2. Le bloc titre/photographie

Nous observerons maintenant le bloc titre/photographie, car, comme le fait remarquer Jacques Mouriquand, « au 1<sup>er</sup> stade de la lecture, c'est, simultanément, au titre et à la photo que va l'œil »<sup>334</sup>. Nous tenterons de déterminer pour chacune des Unes la relation qui s'établit entre ces deux éléments : adéquation ? tension ? ambiguïté ?

---

<sup>332</sup> « Conciliation ».

<sup>333</sup> « *Le Président* est revenu à Miraflores », « *Le Président Chávez* à son retour au pouvoir ».

<sup>334</sup> MOURIQUAND J. (1997), p. 103.

#### 4-2.2.1. 12 avril

La photographie de la Une de *El Nacional* semble en adéquation avec le titre, même si elle ne l'illustre pas véritablement. La photographie nous montre un mort au milieu de personnes qui semblent être des manifestants. On peut lire en légende :

La muerte de venezolanos durante la marcha de la sociedad civil, en enfrentamientos con los círculos bolivarianos, precipitó la caída del régimen<sup>335</sup>.

Les cercles boliviariens faisant référence à des groupes de partisans du président Hugo Chávez, une relation implicite se crée donc entre la photographie et le titre : Chávez a démissionné à cause des morts causées par ses partisans lors des manifestations. L'idée d'un départ volontaire est donc renforcée par la photographie.

Dans les trois Unes de *El Universal*, les photographies sont également en adéquation avec le titre. Si la manchette de la première édition se concentre sur les victimes des affrontements survenus pendant les manifestations du 11 avril, le surtitre oriente la lecture du titre principal (« Muertos y heridos<sup>336</sup> ») vers l'idée que ces personnes ont été victimes du simple fait d'avoir voulu manifester leur volonté de liberté :

Guerra de desgaste// La marcha por la libertad y la democracia terminó en violencia<sup>337</sup>

La photographie, qui nous montre des militaires visant des manifestants, renforce donc cette idée de répression. Cette même image est utilisée dans la 2<sup>ème</sup> édition, mais cette fois-ci, le titre fait apparaître l'idée d'un soulagement. Ainsi, *El Universal* semble nous dire : « la répression, c'est fini ! ». La photographie change dans la troisième édition, et cette fois-ci, elle est en totale adéquation avec le titre : on y voit des personnes – des habitants de Caracas, précise la légende – qui sautent de joie. Comme dans le titre, ces personnes semblent se réjouir de la chute de Chávez. Le journal se présente ainsi comme exprimant les sentiments de la société vénézuélienne.

---

<sup>335</sup> « La mort de Vénézuéliens pendant le défilé de la société civile, dans des affrontements avec les cercles boliviariens, a précipité la chute du régime ».

<sup>336</sup> « [Des] morts et [des] blessés ».

<sup>337</sup> « Guerre d'usure // La marche pour la liberté et la démocratie s'est terminée dans la violence ».

Quant à *Últimas Noticias*, il n'affiche en Une aucune photographie ce jour-là, chose assez étrange pour un tabloïd. Sa première page se compose d'une série de titres, comme si l'accumulation d'événements déterminants la veille devait se traduire par une accumulation de titres, ou comme si aucune image n'était à la mesure de l'événement.

#### 4-2.2.2. 13 avril

Le 13, *Últimas Noticias* et *El Universal* publient tous les deux une photographie de Pedro Carmona, comme pour « donner corps » à cet événement. Ici encore, on a une adéquation complète entre le titre et la photographie. Même dans le cas de *Últimas Noticias*, la photographie est totalement à l'image des « pleins pouvoirs » qu'il semble critiquer dans sa manchette : elle nous montre Pedro Carmona levant le bras, comme pour saluer son peuple après avoir prêté serment en tant que président. Pour *El Nacional* en revanche, on a une certaine ambiguïté : alors qu'on s'attendrait ici aussi à une photographie du nouveau président, ce journal nous montre des arrestations, comme l'indique la légende « *Allanamientos y detenciones* » (« perquisitions et arrestations »). Si le titre annonçait, sans la dénoncer, la dissolution des pouvoirs publics, la photographie semble vouloir pointer du doigt les excès liés à ce bouleversement de la légalité.

#### 4-2.2.3. 15 avril

Enfin, le 15 avril, *Últimas Noticias* est le seul des trois quotidiens à publier une photographie de Chávez à son retour. Néanmoins, il affiche également une photographie de taille beaucoup plus importante, montrant des magasins vandalisés (on peut lire en effet en légende : « *Vandalismo* »<sup>338</sup>). C'est le cas également pour *El Nacional*, pour lequel on peut voir sur l'image de la Une des commerces livrés au pillage (comme l'indique la légende : « *Celebración con saqueos* »<sup>339</sup>). Il y a donc dans ces deux journaux une certaine tension avec les titres, qui rapportent les propos de Chávez appelant à l'unité et promettant qu'il n'y aura pas de revanche ni de persécution. Ces paroles en effet, sont difficilement crédibles face à des images de chaos.

---

<sup>338</sup> « Vandalisme ».

<sup>339</sup> « Célébration avec pillages ».



Enfin, la relation entre la manchette et la photographie de *El Universal* est assez ambiguë. Le titre qui surplombe l'image, « Espera en Miraflores »<sup>340</sup> laisse supposer que lorsque ce cliché a été réalisé, Chávez n'était pas encore revenu. Ainsi, de la même manière que la manchette n'annonce pas le retour du président, la photographie laisse cette information en suspens. Par ailleurs, ce sont des partisans chavistes, attendant avec impatience leur président, qui figurent sur cette photographie. Le journal semble ainsi vouloir illustrer la volonté de conciliation exprimée dans le titre principal : contrairement aux deux autres journaux, il choisit de montrer la liesse des partisans de Chávez plutôt que des images de violence.

On voit donc que le sens ne se construit pas uniquement dans les manchettes, mais également dans leur interaction avec les photographies, pouvant parfois produire des interprétations différentes de celles engendrées par les titres seuls.

---

<sup>340</sup> « Attente à Miraflores ».

### 4-2.3. Les Unes : récapitulatif

Le tableau qui suit offre une vue d'ensemble des manchettes des trois journaux pour la période étudiée :

	El Nacional	El Universal	Últimas Noticias
12/04/2002	Renunció Chávez <sup>341</sup>	(1 <sup>ère</sup> éd) Muertos y heridos <sup>342</sup> (2 <sup>ème</sup> éd) ¡Se acabó! <sup>343</sup> (3 <sup>ème</sup> éd) ¡Se acabó!	Chávez se rinde <sup>344</sup>
13/04/2002	El presidente Carmona disolvió los poderes públicos <sup>345</sup>	¡Un paso adelante! <sup>346</sup>	<b>Plenos poderes</b> Para el presidente Pedro Carmona Estanga, que juró su cargo <sup>347</sup>
14/04/2002			Chávez regresa para reasumir el poder <sup>348</sup>
15/04/2002	Chávez: No habrá revanchismo ni persecuciones <sup>349</sup>	Conciliación <sup>350</sup>	Chávez reflexiona y llama a la unidad <sup>351</sup>

Récapitulons très brièvement les remarques que nous avons faites sur ces titres de Une : le 12 avril, *El Nacional* et *Últimas Noticias* annoncent la démission (ou la reddition) de Hugo Chávez, mais on ne sait pas quels sont les facteurs ni qui sont les acteurs qui l'ont poussé à démissionner. Quant à *El Universal*, il se réjouit de la chute de Chávez, mais il ne l'annonce pas, elle reste sous-entendue. Le 13 avril, *El Nacional* et *Últimas Noticias* focalisent sur les actions du nouveau gouvernement, mais l'instauration d'un

<sup>341</sup> « Chávez a démissionné ».

<sup>342</sup> « [Des] morts et [des] blessés ».

<sup>343</sup> « C'est terminé! ».

<sup>344</sup> « Chávez se rend ».

<sup>345</sup> « Le président Carmona a dissous les pouvoirs publics ».

<sup>346</sup> « Un pas en avant! ».

<sup>347</sup> « **Pleins pouvoirs** / Pour le président Pedro Carmona, qui a pris ses fonctions ».

<sup>348</sup> « Chávez revient pour réassumer le pouvoir ».

<sup>349</sup> « Chávez: Il n'y aura pas de revanchisme ni de persécutions ».

<sup>350</sup> « Conciliation ».

<sup>351</sup> « Chávez réfléchit et appelle à l'unité ».

gouvernement provisoire n'est pas annoncée explicitement, elle est présupposée par les désignations (« Le président Carmona »). Quant à *El Universal*, il réagit de nouveau à une nouvelle qui est sous-entendue. Le 15 avril, les 3 journaux focalisent sur le discours prononcé par Hugo Chávez à son retour, mais ni la chute du gouvernement provisoire, ni la reprise de fonctions du président légitime ne sont annoncés explicitement.

Ainsi, si la Une est le premier lieu du journal où s'élaborent les significations, on constate que dans ses principaux titres, les journaux n'informent pas véritablement sur les événements qu'ils transmettent. Ils focalisent plutôt sur certains aspects, voire sur certaines interprétations de l'actualité, en laissant de côté toute une série d'informations qui restent implicites. Par conséquent, la construction du sens de l'événement dépend pour une bonne part de l'interprétation et de la reconstruction que fait le lecteur des éléments fournis par les journaux. Il existe néanmoins différents degrés d'« informativité » en fonction des journaux : en schématisant, on pourrait dire que *Últimas Noticias* informe plus qu'il ne sous-entend, que *El Nacional* informe en sous-entendant et que *El Universal* réagit à des informations sous-entendues. Les manchettes de ce dernier nous semblent donc pouvoir être considérées comme *titres incitatifs*, dans la mesure où elles ne disent presque rien sur les événements. Elles incitent à lire le journal, à l'acheter, pour en savoir plus. En revanche, il apparaît plus difficile de classer les manchettes de *El Nacional* et *Últimas Noticias* dans cette catégorie : en effet, Françoise Sullet-Nylander (1998 : 7) souligne que dans ces derniers, l'accent est mis sur la forme du message ; elle y classe des titres utilisant des figures de style, des jeux de mots, etc. Néanmoins, le qualificatif d'« *informatifs* » leur semble peu approprié. Ces conclusions semblent de nouveau confirmer le fait que les journaux partent du principe que les lecteurs sont déjà informés par d'autres médias.

### **4-3. Les titres courants**

Il nous semble intéressant de procéder maintenant à l'analyse de ce que l'on a appelé les *titres courants*. Comme on l'a mentionné plus tôt, il ne s'agit pas de titres d'articles mais de titres « de rappel », se répétant à l'identique de page en page au sein d'un même numéro (3.2.1). Ils sont donc le lieu par excellence où les journaux tentent de synthétiser les événements en n'en retenant que les traits essentiels. Ils nous semblent par

conséquent pouvoir constituer un site d'observation privilégié de la façon dont chacun des journaux perçoit les événements au jour le jour et, de ce fait, un lieu d'observation de leur construction discursive.

### 4-3.1. Analyse des titres courants

Nous commencerons par une analyse qualitative de chacun de ces titres courants, en observant en particulier leur contenu, en tentant de répondre à la question suivante : que disent-ils sur les événements ?

#### 4-3.1.1. 12 avril

*El Nacional* : **PROTESTA Y REPRESIÓN**<sup>352</sup>

Rappelons que dans le journal *El Nacional*, le titre courant apparaît sous forme d'un bandeau, situé en haut de page et centré. Sa typographie, reproduite ci-dessus, ne fera pas l'objet de commentaire, car celle-ci suit toujours le même modèle, que ce soit à l'intérieur ou hors du corpus : en majuscules soulignées, la première partie du titre est en caractères gras et la seconde en caractères « maigres ».

On constate tout d'abord que les deux substantifs qui composent ce titre sont des *nominalisations*. On s'arrêtera dans un premier temps sur ce point, car la nominalisation est un phénomène qui mérite commentaire. Parmi les différents travaux réalisés à ce sujet, on peut citer l'approche transformationnaliste, qui pose que

« Une nominalisation est essentiellement la conversion d'une phrase en un nom ou un syntagme nominal et elle peut toujours être décrite au moyen d'une transformation qui enchâsse une version transformée d'une phrase constituante à la place d'un nom ou d'un syntagme nominal dans une phrase matrice »<sup>353</sup>

Autrement dit, la nominalisation serait le résultat de la transformation d'un énoncé verbal en un nom ou un syntagme nominal. Or, dans un article sur les nominalisations dans le discours politique soviétique, Patrick Sériot pointe du doigt le problème que pose, selon lui, cette théorie :

---

<sup>352</sup> « Protestation et répression ».

<sup>353</sup> RUWET N. (1967), p. 213, cité dans MOIRAND S. (1975), p. 61.

Cependant, si on se place non plus dans une perspective de génération mais de reconnaissance, les choses se compliquent singulièrement lorsqu'il faut définir de manière précise la forme de la phrase initiale constituante qui a « donné » le SN [syntagme nominal] comportant le nominal dérivé. En effet, ce sens inverse de la transformation entraîne des ambiguïtés constantes d'interprétation, à cause des multiples *neutralisations* que subit l'énoncé verbal en se nominalisant : la « transformation » de Nmz [nominalisation] a ceci de hautement singulier qu'elle n'est pas entièrement réversible<sup>354</sup>.

Ainsi, comme le souligne l'auteur pour le russe, avec la nominalisation, la plupart des marques proprement verbales de l'énoncé verbal sont neutralisées : pour l'espagnol comme pour le français, il s'agira des marques de personne, de nombre, de temps et de mode. De plus, la nominalisation peut se passer de sujet et de complément, si bien que le « schéma de complémentation »<sup>355</sup> de l'énoncé verbal n'est pas toujours reconstituable et peut parfois entraîner des ambiguïtés d'interprétation. L'auteur remet donc en question l'équivalence entre la nominalisation et l'énoncé verbal qui lui est sous-jacent, « souvent décrits comme deux formes dont dispose de façon égale le locuteur pour énoncer un même contenu ». Dans le cas de notre titre, on constate en effet que celui-ci ne comporte aucune indication de temporalité ni de personne. Une série d'éléments nécessaires à l'interprétation sont manquants : Qui proteste contre quoi / contre qui ? Qui réprime qui ? Quand la protestation et la répression ont-elles eu lieu ? Sont-elles terminées ou sont-elles toujours en cours ?

D'autre part, ces deux nominalisations sont coordonnées par la conjonction *y*. Cette dernière est, selon la grammaire descriptive de Bosque et Demonte, la conjonction la plus « neutre » qui soit quant à son signifié basique, celui de l'addition (Ex : « Un discurso elocuente y brillantemente expuesto »). C'est sans doute cette neutralité qui lui permet d'exprimer différentes valeurs. Ainsi, à une relation strictement additionnelle, vient parfois s'ajouter une relation causale (Ex : « Juan pisó la hoja e hizo ruido »). Elle peut indiquer tantôt la simultanéité de deux actions, tantôt leur succession (Ex : « Entró y cerró la puerta »). Elle peut également indiquer une relation de condition (Ex : « Abres la boca y no te vuelvo a dirigir la palabra »)<sup>356</sup>. Par conséquent, on peut se demander quelle est, dans

---

<sup>354</sup> SÉRIOT P. (1986), p.16.

<sup>355</sup> SÉRIOT P. (1986), p.16.

<sup>356</sup> BOSQUE I. et DEMONTE V. (1999), Vol. 2 ; § 41.2, p.2640-2641. Traduction des exemples : « Un discours éloquent et brillamment tenu » ; « Juan a marché sur une feuille et a fait du bruit » ; « Il est entré et il a fermé la porte » ; « Ouvre la bouche et je ne t'adresse plus jamais la parole ».

notre titre, la relation qui unit ces deux syntagmes : la simultanéité ? (Ils ont protesté et ont réprimé/ se sont fait réprimer) ; la succession ? (Ils ont protesté puis ont réprimé/ se sont fait réprimer) ; la cause ? (Ils ont protesté et par conséquent, ont réprimé/ se sont fait réprimer).

On constate donc que, dans l'absolu – considéré hors contexte – ce titre ne nous apporte que des informations totalement imprécises sur les événements. Il appartient par conséquent au lecteur de l'interpréter, en s'aidant du contexte intra-discursif (à l'intérieur du journal) et extra-discursif. En effet, comme on l'a évoqué plus tôt, la photo en Une du journal montre un mort étendu au milieu de manifestants identifiés par la légende comme manifestants de la « société civile » (voir 4.2.2.1). On peut donc en déduire que la « protestation » mentionnée dans le titre courant renvoie à la manifestation anti-Chávez et non au rassemblement de ses défenseurs, qui pourrait également être considéré comme une protestation (contre les détracteurs du régime). De plus, certains des titres de la Une (« Los muertos de Hugo », « “No quiero estar vinculado a un Gobierno manchado de sangre” »<sup>357</sup>) attribuent au gouvernement la responsabilité des violences survenues durant les manifestations. Rappelons que la séquence vidéo montrant des manifestants chavistes tirant vers la manifestation de l'opposition a été diffusée à la télévision dès le 11 avril au soir<sup>358</sup>. Ces éléments permettent donc d'inférer que la « répression » est imputée au camp chaviste ; il est d'ailleurs intéressant d'observer qu'ils ne permettent pas cependant de déterminer qui, du gouvernement ou des manifestants chavistes, est considéré comme son véritable agent.

A partir de là, on peut donc compléter le titre « Protesta y represión » de la manière suivante : « Protestation [de la société civile] et (en conséquence de quoi) répression [du gouvernement] ». Quant à la temporalité, c'est également le contexte (intra-discursif et extra-discursif) qui permet d'inférer que ce titre renvoie aux événements survenus la veille. Ainsi, la plupart des éléments permettant son interprétation (acteurs, temporalité, relation entre les actions exprimées par les nominalisations) sont implicites.

---

<sup>357</sup> « Les morts de Hugo », « “Je ne veux pas être associé à un gouvernement qui a du sang sur les mains” »

<sup>358</sup> Séquence vidéo qui, selon certaines sources, aurait été manipulée avant sa diffusion. Voir 1.1.3.1.1.

Pour ce qui est du contenu de ce titre, on peut faire une première remarque concernant la *sélection* des faits que *El Nacional* choisit de faire apparaître dans son bandeau. En effet, il focalise sur la manifestation et sur les violences, mais ne mentionne pas la chute de Hugo Chávez. Ceci peut laisser supposer que ce titre a peut-être été réalisé avant que celle-ci n'ait été annoncée, car cette information a été communiquée dans les médias dans la nuit du 11 au 12 avril, soit quelques heures seulement avant la parution du quotidien. Néanmoins le journal aurait pu mettre l'accent, par exemple, sur la crise politique qui acculait alors le gouvernement. Ici, ce sont les faits survenus « dans la rue » qui sont mis en avant. En outre, le choix des termes a son importance, dans la mesure où il permet de catégoriser les faits. La manifestation est appréhendée comme « protestation », terme qui suppose l'expression d'une opposition, mais sans être connoté négativement (comme le seraient « prise d'otage », ou « grogne », en français). Quant au terme de « répression », il évoque une violence exercée par les autorités. En effet, le dictionnaire de la *Real Academia* le définit ainsi :

3- Acto, o conjunto de actos, ordinariamente desde el poder, para contener, detener o castigar con violencia actuaciones políticas o sociales.<sup>359</sup>

Ce n'est donc pas uniquement le contexte qui permet d'imputer la répression au camp chaviste, mais également le signifié de ce mot, qui suggère également une violence injuste, exercée contre un mouvement inoffensif. Le choix des termes traduit ainsi le regard qui est posé sur les événements : le point de vue depuis lequel sont catégorisés les faits est celui de la « société civile », descendue dans la rue pour protester contre le régime de Chávez, et réprimée pour cela.

*El Universal* : JORNADA DECISIVA<sup>360</sup>

Dans le quotidien *El Universal*, le titre courant, on l'a dit, se présente sous la forme d'un pré-titre invariant, introduisant un surtitre qui lui, varie de page en page. Contrairement à celui de *El Nacional*, le titre courant de *El Universal* ne se concentre pas, le 12 avril, sur les faits, mais sur la journée durant laquelle ils se sont déroulés.

---

<sup>359</sup> « Acte, ou ensemble d'actes, provenant d'ordinaire du pouvoir, pour contenir, arrêter ou punir par la violence des agissements politiques ou sociaux ».

<sup>360</sup> « Journée décisive ».

Le nom espagnol *jornada* n'a pas tout à fait le même sens que le français *journée*, comme le montrent ces quelques emplois répertoriés par le dictionnaire de la *Real Academia* :

- 1- Camino que se anda regularmente en un día de viaje.
- 2- Todo el camino o viaje, aunque pase de un día.
- 3- Expedición militar
- [...]
- 7- Tiempo de duración del trabajo diario de los obreros<sup>361</sup>

On peut ainsi se rendre compte que le terme de *jornada* renvoie au contenu d'une journée, aux faits qui s'y sont déroulés – dans certains des emplois proposés par le dictionnaire (emploi n°2, par exemple), ce contenu dépasse même le cadre de la journée – plutôt qu'à une dimension strictement temporelle, qu'à un jour en tant que date du calendrier. Le choix de ce terme permet donc de faire référence à une journée, et, dans le même temps, aux événements qui y sont compris.

D'autre part, l'adjectif « décisif », employé pour qualifier cette journée, est elliptique : pour qui cette journée est-elle décisive et à propos de quoi ? Il suppose par conséquent un certain point de vue. En effet, si l'on se place du point de vue du gouvernement de Chávez, cette journée est décisive en ce qu'elle l'a conduit, ou risque de le conduire, à sa chute. Dans ce cas, l'adjectif *decisivo* est marqué négativement. En revanche, si l'on se place du point de vue de ses opposants, elle est décisive en ce qu'elle peut déboucher sur une sortie de crise. Dans ce cas, *decisivo* est alors marqué positivement. Rappelons en effet que *El Universal* titre en Une ce jour-là « ¡ Se acabó ! », et que la troisième édition du journal affiche en première page une photographie montrant des jeunes gens sautant de joie. Enfin, cette journée peut être décisive, plus généralement, quant à la suite des événements – car des personnes ont été tuées – impliquant alors un point de vue plus « neutre ». Or ce titre ne comporte aucune information qui permettrait de trancher pour l'une ou l'autre de ces interprétations.

En outre ce titre ne contient aucune indication temporelle précise, si bien qu'il est difficile, comme dans le cas de *El Nacional*, de déterminer s'il a été produit avant ou après

---

<sup>361</sup> « 1 - Chemin généralement effectué en une journée de voyage. 2- Tout le chemin effectué ou le voyage, même s'il dépasse une journée. 3- Expédition militaire. [...] 7- Durée de la journée de travail chez les ouvriers. »



l'annonce de la chute de Hugo Chávez. Cela entraîne donc une autre ambiguïté d'interprétation : le journal anticipe-t-il sur la suite des événements en qualifiant cette journée de décisive (cette journée *sera* décisive quant à l'attitude future du gouvernement/ quant à l'issue de la crise) ? Ou ne fait-il que constater l'impact de cette journée (cette journée *a été* décisive pour le gouvernement/ dans la résolution du conflit) ?

Enfin, on observe que ce titre est vide de contenu informationnel : comme pour *El Nacional*, on n'a aucune indication sur les acteurs, sur le lieu ou sur la temporalité. Mais, contrairement à ce dernier qui sélectionne certains faits et les catégorise, *El Universal* utilise une expression englobante, faisant référence à la journée durant laquelle les événements sont survenus, mais sans les mentionner explicitement. Dans ce titre, le journal ne dit rien sur les faits, mais les commente (par le biais de l'adjectif *decisivo*), ce qui n'est pas sans rappeler le titre de la Une, dans lequel il réagit à la chute de Hugo Chávez au lieu de l'annoncer.

#### *Últimas Noticias* : CHÁVEZ ACORRALADO<sup>362</sup>

Comme pour *El Universal*, les titres courants de *Últimas Noticias* se présentent sous la forme d'un pré-titre introduisant le surtitre. On observe tout d'abord que ce titre fait mention d'un acteur, ce qui n'est pas le cas des deux autres journaux. Ensuite, il dit quelque chose sur les événements, contrairement à *El Universal*. Mais les manifestations et les actes de violence ne sont pas évoqués ici. Ce titre focalise entièrement sur Hugo Chávez, non seulement parce que le nom propre « Chávez » en est le premier terme, mais aussi parce qu'il relève d'une construction passive, ou résultative. En effet, s'intéressant aux titres de presse à scandale, Patrick Charaudeau souligne au sujet de ces dernières qu'elles produisent un « effet de focalisation sur les actants, qu'ils soient agent ou victime, comme s'ils étaient "représentés en gros plan" dans cet espace narratif »<sup>363</sup>. Dans notre titre, l'effet de « gros plan » est accentué par l'absence d'auxiliaire (on se concentre sur l'action exprimée par le participe passé), ainsi que par l'absence d'agent. Cela nous conduit donc à constater que Chávez, ici, subit l'action, il a le rôle de patient (alors que le titre courant de *El Nacional* laissait entendre que la répression était l'œuvre de son gouvernement et désignait donc le président comme coupable). On peut d'ailleurs rappeler

---

<sup>362</sup> « Chávez acculé ».

<sup>363</sup> CHARAUDEAU P. (1983), p.109.

que *Últimas Noticias* titre en Une ce jour-là « Chávez se rinde », ce qui implique qu'il a agi sous la contrainte, chose que ne laissent pas entendre les deux autres journaux.

Néanmoins, comme on vient de l'indiquer, les agents ne sont pas mentionnés dans ce titre courant, ce qui évite au journal d'avoir à nommer les acteurs qui ont amené Hugo Chávez à se trouver dans cette situation (par qui Chávez est-il acculé?). D'autre part, l'absence d'auxiliaire a pour conséquence de gommer les repères temporels, ce qui rend difficile, comme pour les deux autres journaux, de savoir quand a été réalisé ce titre : doit-on comprendre que Chávez *a été* acculé (avant de se rendre) ou bien qu'il *est encore* acculé (ce qui implique qu'il ne s'est pas encore rendu) ?

#### 4-3.1.2. 13 avril

*El Nacional* : PERÍODO DE TRANSICIÓN<sup>364</sup>

Dans le titre courant de *El Nacional*, on a à la fois une référence temporelle (« período ») et une détermination de cette dernière (« de transición »). On peut souligner cependant que l'absence de verbe ou de toute indication temporelle précise nous empêche encore une fois de situer précisément cette « période de transition » : ce titre renvoie-t-il seulement aux événements de la veille (« les événements d'hier correspondent à une période de transition »), ou anticipe-t-il également les événements à venir (« une période de transition débute ») ?

Pour ce qui est du contenu de ce titre, on s'arrêtera tout d'abord sur le terme de « transition ». Appliqué au champ politique, il fait référence à une situation intermédiaire entre deux gouvernements ou entre deux régimes politiques. Néanmoins, il ne suppose pas forcément l'idée de rupture de l'ordre démocratique. Et même au contraire, dans le vocabulaire politique ayant trait à l'Espagne et à l'Amérique Latine, il évoque plutôt un changement de régime qui se produit dans un certain consensus. Le *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques* indique ainsi, à propos de l'expression « transition démocratique » :

---

<sup>364</sup> « Période de transition ».

En outre, l'expression de « transition démocratique » a surtout désigné les « sorties de dictature » opérées pacifiquement en Espagne et en Amérique du Sud entre 1975 (Espagne) et 1990 (Chili), ce sur la base d'un accord réciproque tacite ou public entre les anciens gouvernants (les autoritaires) et l'opposition démocratique. C'est à ce propos qu'on a parlé plaisamment de « transitologie », en plaçant sous ce vocable les tactiques et techniques de gouvernement capables d'assurer des changements de régimes ordonnés, sans vainqueur et sans vaincu, et garantissant la continuité de l'Etat (par la conclusion de pactes de non-nuisance mutuelle formels ou informels, ainsi que par des arrangements conclus entre les modérés ou réformistes des deux secteurs jusqu'alors opposés)<sup>365</sup>.

En employant le terme de « transition », le journal évite ainsi de nommer précisément les faits. Il s'abstient par conséquent de procéder à leur *qualification* (au sens juridique du terme), autrement dit, d'avoir à trancher quant à leur caractère légal ou illégal. En effet, parler par exemple de « démission » ou de « reddition » de Hugo Chávez, de « coup d'Etat » ou de « vide de pouvoir », d'« instauration » ou d'« autoproclamation » d'un gouvernement provisoire, implique une qualification des faits, et par conséquent, une prise de position concernant leur légalité.

Par ailleurs, s'il y a « transition », cela signifie que le gouvernement de Chávez est définitivement déchu : il n'y a pas de doute possible sur le fait que le « chavisme » a pris fin. En effet, la chute irrévocable du régime antérieur (ici, du régime chaviste) est un présupposé contenu dans le terme de « transition ». On peut ainsi faire un parallèle entre ce titre et le titre de la Une, « El Presidente Carmona disolvió los poderes públicos », qui expose les actions entreprises par le nouveau gouvernement, sans évoquer le sort du président déchu, et sans même annoncer l'avènement d'un nouveau gouvernement, le journal se dispensant là aussi, de cette manière, de commenter le caractère légal ou non de la situation.

Néanmoins, hors du contexte politique, le terme « transition » peut être beaucoup plus neutre, se contentant de désigner « ce qui constitue un état intermédiaire, ce qui conduit d'un état à un autre »<sup>366</sup>. Ainsi, le terme « période » auquel il est associé, va jouer une sorte d'effet euphémisant : ce n'est pas le gouvernement de Pedro Carmona qui est qualifié comme gouvernement « de transition », mais une période, et qui plus est, une

---

<sup>365</sup> HERMET Guy *et al.* (2005), article « Démocratisation ». Ce dictionnaire ne comporte pas d'entrée « Transition », mais possède en revanche une entrée « Transition démocratique » qui renvoie directement à l'entrée « Démocratisation ».

<sup>366</sup> Dictionnaire *Petit Robert*, article « Transition ».

période indéterminée. Appliqué à une simple référence temporelle, le mot « transition » peut en effet perdre tout le poids politique dont il est chargé pour ne signifier plus qu'un passage d'un état à un autre, une période indéfinie entre deux périodes indéfinies. Ce titre peut donc recevoir – au moins – deux interprétations : une interprétation chargée de sens politique (Un gouvernement de transition a été instauré), et une interprétation beaucoup plus neutre (Une période de transition a lieu entre la période qui précède et la période qui va suivre). Le maintien de cette ambiguïté permet ainsi au journal de ne pas trop s'engager, étant donné le climat d'incertitude qui règne.

### *El Universal* : RECONSTRUCCIÓN<sup>367</sup>

Le titre courant de *El Universal*, le 13 avril, est lui aussi assez flou : en effet, il peut aussi bien renvoyer à un événement déterminé, qu'englober un ensemble de faits. En fait, il semble que le terme « reconstruction » serve plutôt à qualifier la situation politique générale dans laquelle se trouve le pays.

On a de nouveau affaire, ici, à une nominalisation, et comme dans le cas du titre de *El Nacional* du 12 avril, « Protesta y represión », tous les éléments nécessaires à la reconstitution de l'énoncé verbal sous-jacent sont manquants. La nominalisation entraînant l'effacement des marques de temps, rien dans ce titre n'indique s'il renvoie à des faits qui se sont déroulés, qui sont en train de se dérouler, ou qui vont se dérouler. En outre, il ne comporte aucune information concernant les acteurs et l'objet de cette « reconstruction » : on ne sait pas *qui* reconstruit *quoi*.

De plus, selon le linguiste tchèque P. Adamec, une distinction doit être opérée entre deux modalités d'interprétation des nominalisations : d'une part une modalité « factographique », la nominalisation exprime alors un « fait indubitable, ayant effectivement eu lieu » ; d'autre part, une modalité « idéographique », dans ce cas la nominalisation « ne représente pas un fait ayant eu lieu dans la réalité objective mais une idée abstraite sur le fait », une « potentialité de fait »<sup>368</sup>. Dans le cas de notre titre, « Reconstrucción », aucun élément ne nous permet de trancher en faveur de l'une ou l'autre de ces modalités. Par conséquent, on peut aussi bien opter pour une interprétation

---

<sup>367</sup> « Reconstruction »

<sup>368</sup> ADAMEC P. (1973), p. 44, cité dans SÉRIOT P. (1986), p.20.

« factographique » de cette nominalisation : « [Quelqu'un / ils] *a / ont* reconstruit / *est / sont en train de* reconstruire », que pour une interprétation « idéographique » : « Il *faut* reconstruire / [Quelqu'un / ils] *doit / doivent* reconstruire ». Notons également qu'avec la nominalisation, les marques de personne sont gommées, ainsi, le journal peut aussi bien s'inclure dans l'énonciation : « Reconstruisons/Nous devons reconstruire [le Venezuela] ».

Le contexte extra- et intra-discursif permet néanmoins d'interpréter en partie ce titre. Le gouvernement de transition Pedro Carmona vient d'être instauré, ce qui permet d'inférer que c'est à cela que renvoie la « reconstruction ». Rappelons que le journal publie en Une une photographie du président provisoire, accompagnée du titre « ¡*Un paso adelante!* », on peut donc voir dans le terme de « reconstruction » une connotation positive : après la chute du régime chaviste, il s'agit de reconstruire le pays sur de nouvelles bases.

Néanmoins, même en adoptant cette interprétation, ce titre comporte encore des ambiguïtés. En effet, le terme de « reconstruction » suppose une destruction antérieure. Or s'agit-il de reconstruire le pays après les ravages causés par les événements de ces derniers jours, ou plus généralement, de reconstruire le pays dévasté par la politique de Hugo Chávez ? Enfin, en focalisant sur l'« après-Chávez », *El Universal* s'abstient, tout comme *El Nacional*, de nommer les circonstances de la chute du régime elle-même, et par conséquent, de prendre position à ce sujet.

### *Últimas Noticias*

L'édition du 13 avril de *Últimas Noticias*, comme on l'a mentionné précédemment, ne comporte pas de « titre courant », autrement dit pas de pré-titre invariant se répétant de page en page, mais seulement un surtitre, variable selon les pages. On peut cependant commenter ici l'inscription que comporte le « logo » qui apparaît sur de nombreuses pages du numéro, et qui, selon nous, remplit le même type de fonction que les titres courants, celle de signaler les pages traitant des mêmes événements (voir 3.2.2). L'inscription qui figure sur cet élément infographique est la suivante :

## LA NUEVA VENEZUELA<sup>369</sup>

On remarque qu'elle ne fait pas référence aux événements en tant que tels, mais à la situation politique du pays, par le biais d'une utilisation métonymique du nom propre « Venezuela ». En fait, rien n'est dit explicitement : c'est le contexte qui nous conduit à interpréter l'adjectif « nueva » comme pouvant renvoyer à la fois, au Venezuela sans Chávez, et au gouvernement provisoire qui vient d'être instauré. Ainsi, comme dans le cas des titres courants des deux autres journaux, cette inscription focalise sur la nouvelle situation du pays, ce qui présuppose l'effondrement définitif de l'ancien gouvernement. De cette manière, la chute de Chávez est inférée, mais pas énoncée explicitement.

On peut rappeler ici que la Une de ce numéro est entièrement consacrée à l'instauration du gouvernement de Pedro Carmona et aux mesures prises par celui-ci, alors que les circonstances dans lesquelles celui de Hugo Chávez est tombé ne sont même pas évoquées. Le fait que l'avènement d'un « nouveau Venezuela » soit ainsi posé, sans aucune remise en cause, semble donc contredire l'une des interprétations possibles du titre de la Une (« Plenos poderes »), selon laquelle celui-ci laisserait entendre une critique de la prise de pouvoir de Pedro Carmona (voir 4.2.1.2).

### 4-3.1.3. 14 avril

*Últimas Noticias* : 24 HORAS DE CAMBIOS<sup>370</sup>

*Últimas Noticias*, seul journal à paraître ce jour-là, affiche le 14 avril un titre courant bien pauvre en information, qui récapitule les faits survenus dans les dernières 24 heures sous le terme de « changement ». L'interprétation de ce titre, cependant, laisse assez peu de place à l'ambiguïté, dans la mesure où la Une énumère les différents événements et retournements de situation qui ont mené au retour de Chávez au pouvoir. Néanmoins, on a encore une fois une désignation assez vague (de quel type de changements s'agit-il ?), sans mention d'acteur ni d'objet (qui a changé quoi ?). On constate donc une certaine prudence

---

<sup>369</sup> « Le nouveau Venezuela »

<sup>370</sup> « 24 heures de changement ».

quant à la qualification des faits, le terme de « changement » permettant de faire référence à des événements de natures diverses.

#### 4-3.1.4. 15 avril

*El Nacional* : EL DÍA DESPUÉS<sup>371</sup>

Alors que le titre courant de *El Nacional* faisait référence, le 12 avril, à des événements (« Protesta y represión ») et le 13 avril, à la situation politique du pays (« Período de transición »), le 15 avril, il renvoie seulement à un jour. Toutefois, il s'agit d'un jour précis, contrairement au titre « Jornada decisiva » affiché par *El Universal* le 12 avril, où seul le contexte permettait de déduire qu'il faisait référence à la journée de la veille. Ici, le mot « día » est déterminé par l'article défini « el » et par l'adverbe « después ». De plus, si le terme « jornada » renvoyait plutôt au contenu d'une journée qu'à un jour daté du calendrier, « día » a une dimension temporelle plus marquée, comme on peut le constater à travers la définition qu'en donne le dictionnaire de la *Real Academia*:

- 1- Tiempo que la Tierra emplea en dar una vuelta alrededor de su eje ; equivale a 24 horas.
- 2- Tiempo en que el Sol está sobre el horizonte<sup>372</sup>.

Ainsi, ce titre semble insister sur l'importance d'un jour bien défini, d'un jour en tant que date.

Mais si l'adverbe « después » constitue un repère temporel, il manque un deuxième terme à cette détermination pour que celle-ci soit complète. En effet, il n'est pas indiqué après *quoi* se situe le jour désigné dans ce titre. Quel est l'*avant* qui est présupposé dans cet *après* ? Le choix de ce titre permet ainsi de faire allusion à un ensemble d'événements sous-entendus dans le terme « después » (le retour de Hugo Chávez au pouvoir, la chute du gouvernement de Pedro Carmona, les actes de vandalisme perpétrés le 14 avril, et même avant cela, le départ de Hugo Chávez, l'instauration d'un gouvernement provisoire, etc.) mais non énoncés. De nouveau, le journal laisse au lecteur la libre interprétation de ce titre, s'abstenant ainsi de nommer les faits ou leurs acteurs.

---

<sup>371</sup> « Le jour d'après »

<sup>372</sup> Dictionnaire *RAE* en ligne, article « día ». Nous n'avons indiqué ici que les deux premières acceptions.  
« 1- Durée nécessaire à la Terre pour tourner autour de son axe, équivalant à 24 heures. 2- Durée pendant lequel le Soleil se trouve au-dessus de l'horizon ».

On peut également mentionner le fait que le 14 avril, jour vraisemblablement désigné par ce titre, de nombreux journaux, dont *El Nacional*, ne sont pas sortis dans les kiosques. En insistant sur cette date, celle du contrecoup des bouleversements politiques et sociaux des jours précédents, le quotidien cherche peut-être à légitimer son silence. Cette volonté d'auto-justification apparaît en effet dès la Une à travers le titre « El Nacional no circuló ayer por razones de seguridad » renvoyant à un article en page intérieure.

*El Universal* : CONSTITUCIONALIDAD<sup>373</sup>

*El Universal* utilise quant à lui en guise de titre courant un terme juridique, impliquant, contrairement aux jours précédents, une prise de position quant au caractère légal de la situation politique du pays. Eu égard aux événements qui ont eu lieu, l'emploi du terme *constitutionalité* pour qualifier cette dernière laisse supposer une inconstitutionnalité antérieure, sans doute attribuée au gouvernement de Pedro Carmona. Or les titres courants des numéros précédents – de même que les titres de Unes – ne dénonçaient en rien l'illégalité de la situation. Ce changement d'attitude peut nous faire penser au titre que le journal affiche en Une ce jour-là, « Conciliación », pouvant renvoyer tout autant à l'issue politique du conflit qu'à la volonté de conciliation du journal lui-même après ce retournement de situation.

Toutefois, c'est le contexte politique qui nous conduit à interpréter ce titre de cette manière, puisque celui-ci ne nous fournit en fait aucune information de temporalité (s'agit-il de quelque chose qui *était* / *est* / *sera* constitutionnel ?), ni même sur ce qui est qualifié de constitutionnel. Ainsi, le quotidien se garde encore une fois d'employer une formulation univoque, dans laquelle les faits seraient énoncés de manière explicite et précise.

*Últimas Noticias* : CHÁVEZ REASUME EL PODER<sup>374</sup>

Enfin, *Últimas Noticias* affiche ce jour-là une phrase complète, avec un sujet défini, un verbe et un complément. Contrairement aux autres titres courants commentés, il n'y a pas ici d'éléments implicites, dont l'interprétation est laissée à la charge du lecteur. On peut cependant commenter le fait que le journal focalise l'information sur le personnage de

---

<sup>373</sup> « Constitutionnalité ».

<sup>374</sup> « Chávez reprend le pouvoir ».



Hugo Chávez, comme il l'avait fait dans le titre courant du 12 avril (« Chávez acorralado »), ainsi que dans trois des Unes de notre corpus, titrant respectivement les 12, 14 et 15 avril, « Chávez se rinde », « Chávez regresa para reasumir el poder » et « Chávez reflexiona y llama a la unidad ». Rappelons également que le titre principal de la Une du 15 avril n'annonce pas explicitement le retour de Hugo Chávez au pouvoir ; c'est donc le pré-titre, qui n'apparaît qu'à la deuxième page du journal, qui joue ce rôle.

#### 4-3.1.5. Titres courants : Récapitulatif

##### 1-1-1.1. Position des journaux face aux événements

Dans le tableau suivant sont reportés, pour chaque jour, les titres courants des trois journaux, ce qui permet d'observer l'évolution de la position assumée par chacun d'entre eux face aux événements :

	<i>El Nacional</i>	<i>El Universal</i>	<i>Últimas Noticias</i>
12/04/02	PROTESTA Y REPRESIÓN	JORNADA DECISIVA	CHÁVEZ ACORRALADO
13/04/02	PERÍODO DE TRANSICIÓN	RECONSTRUCCION	(LA NUEVA VENEZUELA) <sup>375</sup>
14/04/02			24 HORAS DE CAMBIOS
15/04/02	EL DÍA DESPUÉS	CONSTITUCIONALIDAD	CHAVEZ REASUME EL PODER

Pour récapituler, le 12 avril, *El Nacional* prend position sur les événements dans son titre courant, en assumant le point de vue des manifestants de la « société civile » (c'est-à-dire des manifestants anti-Chávez). *El Universal* reste « neutre »<sup>376</sup>, puisque le titre seul ne permet pas d'imputer le point de vue que suppose l'adjectif « decisiva » à une personne ou à un groupe particulier. Quant à *Últimas Noticias*, il fait un gros plan sur la personne de Chávez, mais n'exprime pas de position claire sur les événements. Rappelons que les observations faites pour ce jour doivent être nuancées par le fait que ces titres

<sup>375</sup> On a mis « La nueva Venezuela » entre parenthèses pour rappeler qu'il ne s'agit pas d'un titre courant – *Últimas Noticias* n'en porte pas le 13 avril – mais de l'inscription figurant à l'intérieur de l'élément infographique qui apparaît sur de nombreuses pages du numéro ce jour-là.

<sup>376</sup> Si tant est qu'un titre, que des mots puissent être « neutres ».

peuvent avoir été produits aussi bien avant qu'après l'annonce de démission du président, ce qui peut expliquer une certaine prudence des journaux vis-à-vis des événements.

Le 13 avril, aucun journal ne prend explicitement position, dans son titre courant, quant au caractère légal ou non des événements survenus jusque-là, c'est-à-dire la chute de Hugo Chávez et l'instauration d'un gouvernement provisoire. En effet, il n'y a, dans aucun des titres courants, ni dans l'inscription de l'élément iconique de *Últimas Noticias*, de qualification explicite et précise des faits. Cependant, dans les trois journaux, le caractère définitif de la chute du gouvernement de Chávez y apparaît de manière implicite. *El Nacional* et *Últimas Noticias* font le choix de termes relativement neutres, évitant ainsi d'exprimer une opinion sur la nouvelle situation politique du pays, tandis que le terme « Reconstrucción » employé par *El Universal* traduit un jugement positif sur cette dernière.

Le 14 avril, *Últimas Noticias* ne nomme pas explicitement les faits qui ont conduit au revirement de situation et au retour de Chávez au pouvoir, et emploie dans son titre courant des termes non marqués, s'abstenant ainsi d'exprimer une position particulière sur ces événements.

Le 15 avril, les quotidiens *El Nacional* et *Últimas Noticias* se caractérisent de nouveau par l'absence de prise de position sur les événements – principalement, la reprise de ses fonctions par Hugo Chávez. Mais si *El Nacional* évite de nommer les faits en utilisant des termes neutres, le titre courant de *Últimas Noticias* est le seul, sur les quatre jours étudiés, à être constitué d'une phrase complète et explicite, ne posant pas de problème d'interprétation, et focalisée, comme le 12 avril, sur Hugo Chávez. Quant à *El Universal*, il se prononce pour la première fois sur le caractère légal de la situation, qualifiant cette dernière de « constitutionnelle », ce qui semble indiquer une volonté de conciliation de la part de ce journal. Notons qu'aucun des trois quotidiens n'avait jusqu'ici désigné les faits au moyen de termes juridiques.

Enfin, si l'on observe l'ensemble de ces titres courants, on constate qu'ils renvoient à une actualité au jour le jour, et non à un « dossier » s'étendant sur une période relativement longue (tel que « Conflictos petroleros », voir 3.2.1) : on est ici au cœur de l'événement. Contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, les journaux ne cherchent pas,

dans ces titres à faire de la somme des faits survenus un événement unique, à nommer l'événement dans sa globalité, et par conséquent, ne prennent pas explicitement position face à celui-ci en le catégorisant, par exemple, comme coup d'Etat, comme révolte populaire, etc.

#### 1-1-1.2. Des titres indéterminés

Concernant la structure syntaxique de ces titres, on remarque qu'ils appartiennent tous, selon la typologie réalisée par Françoise Sullet-Nylander, à la catégorie du *bloc syntaxique unique*<sup>377</sup>, hormis « Chávez reasume el poder », qui constitue une phrase complète. Parmi les quatre catégories recensées par cet auteur, celle du *bloc syntaxique unique* est celle qui, selon elle, représente « un degré maximum de condensation de l'information »<sup>378</sup>. Néanmoins, cette condensation a pour conséquence l'ellipse d'un certain nombre d'informations qui nuisent à la précision de ces titres. Ainsi, on constate que ces titres – excepté celui cité ci-dessus – se caractérisent par un fort degré d'indétermination quant aux événements auxquels ils sont censés renvoyer.

En effet, à l'exception de deux titres mentionnant Chávez (*Últimas Noticias* 12 et 15 avril), les indications d'acteurs sont effacées. Le plus souvent, les marques de temporalité disparaissent également, et même lorsque ces titres comportent des références temporelles (« Jornada decisiva », « Período de transición », « 24 horas de cambios », « El día después ») seul le contexte permet de déterminer – lorsque cela est possible – ce à quoi elles renvoient. Parmi ces titres, deux d'entre eux ne contiennent aucune information sur les événements (« Jornada decisiva » et « El día después »), et ceux qui en contiennent, en

---

<sup>377</sup> L'auteur regroupe entre autres, dans cette catégorie les syntagmes nominaux (SN) avec ou sans déterminant et de configuration *Nom* + adjectif, configurations auxquelles correspondent, dans notre corpus, les titres « JORNADA DECISIVA », « CHÁVEZ ACORRALADO », « RECONSTRUCCION », et « CONSTITUCIONALIDAD », les syntagmes prépositionnels et les syntagmes coordonnés, tels, dans notre corpus, les titres « PERIODO DE TRANSICION » et « PROTESTA Y REPRESIÓN », ou des configurations juxtaposant un nom et un adverbe, comme, dans notre corpus, « EL DÍA DESPUÉS ». Pour plus de précisions sur cette catégorie du bloc unique, voir SULLET-NYLANDER F. (1998), p.57-59 et dans ce chapitre, section 4.4.3.

<sup>378</sup> SULLET-NYLANDER F. (1998), p.58. Pour les autres catégories de sa typologie des titres réalisée en fonction de leur structure syntaxique, voir le chapitre 3 de cet ouvrage, « Aspects syntaxico-discursifs des titres ».

raison de ce qui vient d'être dit – indications d'acteurs absentes ou incomplètes, références temporelles indéterminées – sont voués à l'imprécision.

La plupart des éléments nécessaires à l'interprétation de ces titres sont donc implicites, et il revient au lecteur d'apporter les pièces manquantes pour en reconstituer le sens. De cette manière, les journaux se dispensent de nommer précisément les faits et leurs acteurs, évitant ainsi d'assumer une position claire face aux événements. Néanmoins, il ne s'agit pas forcément ici d'une stratégie consciente de la part des rédacteurs de ces titres, mais plutôt d'une tendance générale du discours journalistique, appartenant à ces types de discours qui, selon Alice Krieg-Planque, « affectionnent toutes les formes de l'ambiguïté, de l'implicite et du non-dit »<sup>379</sup>. Cette tendance peut être due, en partie, aux exigences de concision qui incombent au style journalistique, en particulier dans les titres, et plus encore dans ce type de titres qui sont, plutôt que des titres réellement informatifs, des titres de rappel. De plus, il n'est pas étonnant que cette tendance se fasse encore plus forte dans de telles circonstances, où les nouvelles s'accumulent si vite que l'on peut imaginer que les journalistes eux-mêmes ne sont pas en mesure de déterminer avec exactitude ce qui se passe, et par conséquent, de nommer les événements avec précision.

#### **4-3.2. Titres courants et effet d'évidence**

##### **4-3.2.1. Les titres courants avec nominalisation(s)**

La remarque que nous ferons ici à propos de ces titres courants a pour point de départ une observation de Patrick Sériot concernant la nominalisation. Comme on l'a signalé précédemment, cet auteur remet en question l'équivalence entre cette dernière et l'énoncé verbal qui lui est sous-jacent, d'une part parce que celui-ci n'est pas toujours reconstituable à partir de la seule nominalisation, d'autre part, et c'est cela qui nous intéresse ici, parce qu'il existe selon lui entre ces deux types d'énoncés, une « différence de *statut assertif* » (Sériot, 1986 : 24). En effet, dans une nominalisation, l'énoncé verbal

---

<sup>379</sup> Alice KRIEG-PLANQUE (2002, p.119) fait cette remarque à propos des discours médiatique et politique.

sous-jacent n'est pas asserté, il est implicite. Pour cet auteur, l'énoncé nominalisé apparaît donc le plus souvent, comme un *préconstruit*<sup>380</sup> :

c'est-à-dire qu'il n'est pas pris en charge par le sujet énonciateur, mais se trouve comme un objet du monde « déjà là », préexistant au discours, qui va servir à instancier une place dans la relation : ses conditions de production ont été *effacées* (Sériot, 1986 : 24) .

En d'autres termes, la nominalisation constituerait une sorte de rappel abrégé d'un énoncé verbal complet déjà produit, ou *présenté comme déjà produit*. L'auteur souligne ainsi l'effet de réel et d'évidence produit par la nominalisation – et, plus généralement, par ce qui est préconstruit :

Tel le nom d'un objet, la relation prédicative sous-jacente à une Nmz [nominalisation] est *désignée*, et non *énoncée* : l'énoncé antérieur désigné par la Nmz est alors *dénivelé* par rapport au plan de l'énonciation de l'énoncé où se trouve l'occurrence de la Nmz (ou du SN [syntagme nominal], de façon plus générale), provoquant un *effet de réel* (*Idem* : 29).

La nominalisation suppose, par conséquent, plusieurs énonciateurs au sein d'un même locuteur, qui « *éclate* en une place où l'on dit “je”, d'où l'on prend en charge, *hic et nunc*, un énoncé, et une autre qui est celle d'un “sujet universel”, place que “tout le monde”, “quiconque” est censé pouvoir occuper » : il y a donc, selon lui, « *assujettissement* du sujet énonciateur au sujet universel impliqué par la préconstruction des termes à partir desquels est produit un énoncé » (*Idem* : 32-33).

Cet effet d'évidence, d'effacement derrière un « sujet universel » ne se produit néanmoins que dans les cas où la nominalisation n'est pas la reprise d'un énoncé verbal complet introduit précédemment. Sophie Moirand (1975) remarque ainsi dans le cas de la presse écrite, que le plus souvent, lorsqu'un article est annoncé à la Une et se poursuit en pages intérieures, le titre de la Une se présente sous la forme d'une phrase à prédicat verbal, repris en pages intérieures sous forme de nominalisation, ou forme

---

<sup>380</sup> Patrick Sériot reprend cette notion travaillée par M. Pêcheux (1975) et P. Henry (1975), à la suite de Culioli (1970). Patrick Sériot (1986 : 24) définit les *préconstruits* comme des « énoncés simples tirés de discours antérieurs, ou présentés comme tels. Ces énoncés, extérieurs à l'acte d'énonciation actuel, sont importés comme des relations prédicatives où chaque élément est *déjà* muni d'opérations d'assertion effectuées ou supposées effectuées lors d'un acte d'énonciation précédent, qu'il soit intérieur ou extérieur au discours en question ».

« déprédicativisée ». Nous avons donc observé si nos titres courants comportant des nominalisations (« Protesta y represión », « Reconstrucción », et « 24 horas de cambios ») pouvaient être la reprise anaphorique d'un énoncé verbal complet de la Une. Or on constate que ce n'est le cas pour aucun d'entre eux.

En effet, si la photo en Une de *El Nacional* le 12 avril – sur laquelle on peut voir un mort au milieu de manifestants – évoque bien la « protestation » et la « répression », la page ne contient aucun énoncé explicite dont le titre « Protesta y represión » pourrait être l'anaphore (du type : « La société civile a protesté et le gouvernement l'a réprimée » ou même : « La manifestation a été réprimée »). Quant au titre « Reconstrucción », il apparaît dans *El Universal* du 13 avril dès la Une, d'une part sous forme de titre courant<sup>381</sup>, d'autre part comme titre de l'éditorial, se trouvant en première page, et intitulé lui aussi « Reconstrucción ». Il s'agit cependant, dans les deux cas, d'une forme déjà nominalisée et non d'un énoncé verbal comportant le verbe « reconstruir ». Enfin le titre « 24 horas de cambios » n'est pas, lui non plus, la reprise d'un énoncé complet de la Une contenant le verbe « cambiar ». Néanmoins, on peut y voir une reprise « conceptuelle »<sup>382</sup>, un récapitulatif de l'ensemble des titres de cette page, dans lesquelles sont énumérées les étapes successives du revirement de situation. Ce dernier se distingue donc un peu des deux autres titres courants, dans lesquels les nominalisations, n'étant pas la reprise d'énoncés verbaux explicites, produisent l'effet de réel et d'évidence mentionné par Patrick Sériot. En effet, dans « Protesta y represión » et « Reconstrucción », on a l'impression que quelqu'un a déjà énoncé, et donc annoncé, le fait *que des personnes aient protesté et qu'elles aient été réprimées* d'une part ; *que quelqu'un soit en train de reconstruire quelque chose* d'autre part. Cela entraîne donc un effet d'effacement du locuteur – ici, le méta-énonciateur du journal – qui semble se contenter de récapituler des faits déjà énoncés dans un « “ailleurs” du discours »<sup>383</sup> : ces derniers sont ainsi présentés comme allant de soi.

---

<sup>381</sup> Les titres courants apparaissent dès la Une dans les trois éditions de *El Universal* que comporte notre corpus (voir tableau des titres courants, section 3.2.1) ainsi que dans les éditions hors-corpus que nous avons consultées (08/04/02 ; 10/04/02 et 11/04/02 par exemple).

<sup>382</sup> Nous reprenons ici les mots de Sophie Moirand (1975 : 69) qui indique que dans un titre, la nominalisation peut apparaître comme une « reprise “conceptuelle” d'une idée majeure de l'article »

<sup>383</sup> Pour reprendre les mots de Patrick Sériot (1986 : 26).

#### 4-3.2.2. Titres de « style nominal »

Cette observation peut en fait s'appliquer à l'ensemble des titres courants de notre corpus, à l'exception, encore une fois, du titre « Chávez reassume el poder », qui consiste en une phrase complète. En effet, on a vu que tous ces titres – excepté ce dernier – se présentaient sous la forme d'un « bloc syntaxique unique », catégorie la plus condensée et la plus nominale de la classification de Françoise Sullet-Nylander, se caractérisant, entre autres, par l'absence de prédicat verbal. Leo H. Hoek (1981 : 61) signale à propos de ce type de titres, de « style nominal », qu'ils sont « à considérer comme des syntagmes qui ont la forme d'une phrase nominale mais la fonction d'une phrase complète ». En ce sens, nos titres courants ont ceci de commun avec la nominalisation qu'un prédicat verbal leur est sous-jacent. On pourrait effectivement tous les paraphraser, qu'ils contiennent ou non une nominalisation, sous forme d'une phrase complète munie d'un verbe (par exemple : *cette journée a été décisive* ; *Chávez est acculé* ; *une période de transition débute* ; *ces événements sont survenus le jour d'après*, etc.). Or pour Hoek, l'absence d'éléments verbaux entraîne la conséquence suivante :

l'énoncé nominal est posé hors de portée du temps et du mode qu'impose au prédicat une copule, et hors de la subjectivité du locuteur (1981 : 61).

Ainsi, comme dans le cas des titres comportant des nominalisations, dans ces titres de style nominal, la relation prédicative est « non assertée » (pour reprendre les termes de Patrick Sériot, 1986 : 28). L'absence de prédicat verbal provoque par conséquent un effet d'effacement énonciatif, dans la mesure où les marques verbales comptent parmi les principaux indices de prise en charge de l'énoncé par le locuteur. On a donc l'impression que dans ces titres, le locuteur s'efface derrière les faits, qu'il se contente de les transmettre de manière objective. De plus, à l'instar de la nominalisation, la relation prédicative semble avoir déjà été énoncée, elle semble « préassertée » (Sériot Patrick, 1986 : 28). Et on constate que, comme dans le cas des titres avec nominalisations, aucun de ces titres courants de « style nominal » n'est la contraction d'un énoncé complet de la Une : l'information contenue dans ces titres et présentée comme « hors de la subjectivité du locuteur », comme évidente, n'a pas été, dans un premier temps, annoncée explicitement.

#### 4-3.2.3. **Thème et rhème**

Une dernière remarque sur l'effet d'évidence produit par ces titres courants concerne la structure thématique des énoncés, soit la distribution du thème et du rhème. Françoise Sullet-Nylander, cherchant à observer les régularités de cette distribution au sein de chacune de ses catégories syntaxiques de titres de presse, constate que le plus souvent, pour ceux de la catégorie du bloc syntaxique unique (à laquelle correspondent la majorité de nos titres courants) « la présence d'un thème et d'un rhème ne peut être attestée » (1998 : 70), et qu'ils constituent en fait tout entiers le thème de l'article lui-même. De plus, comme nous l'avons mentionné précédemment, nos titres courants se rapprochent de ce que Mouillaud et Têtu appellent « titres anaphoriques », appartenant à la catégorie plus large des « titres de référence »<sup>384</sup> (comprenant, en plus des titres anaphoriques, les titres-rubriques). Selon ces auteurs, ce type de titres consiste en un « découpage d'un cadre de référence (l'invariant) », quant au titre *informationnel* ou à l'article qui le suit. Et ces derniers consistent en « l'énonciation d'une information (variable) à l'intérieur du cadre » (1989 : 120) ; opposition qui rappelle, soulignent ces auteurs, la distinction thème / rhème. Dans le cas de notre corpus, il nous semble que les *titres courants*, de par leur position dans la page et leur statut à l'intérieur du journal, fonctionnent eux aussi, tout entiers, comme thème des autres titres de la page, et par conséquent, des articles qui s'y trouvent.

Comme le signale Patrick Sériot, on peut « mettre en position de “thème” des noms ou des énoncés nominalisés qui n'ont jamais été construits nulle part dans le discours, qui n'ont *jamais* été introduits auparavant en tant que “rhèmes” » (1986 : 32). Et cela accentue encore, selon nous, l'effet d'évidence déjà observé, dans la mesure où, dans un énoncé, le thème est « le groupe qui porte l'information déjà acquise », et le rhème, celui « qui porte l'information nouvelle » (Maingueneau, 1990 : 145). L'information contenue dans nos titres courants est donc supposée déjà acquise, déjà connue du lecteur ; or on a vu qu'aucun de ces titres n'avait été introduit explicitement dans un premier temps, à la Une, sous forme d'énoncés complets. En tant que thèmes, ces titres constituent donc, en quelque

---

<sup>384</sup> Voir 3.2.1. Sur les « titres de référence » et « titres anaphoriques », voir Mouillaud et Têtu (1989 : 118-119), sur les « titres de référence », voir aussi Mouillaud (1982).



sorte, un présupposé nécessaire à la lecture de l'ensemble des autres titres et des articles de la page.

Cet aspect peut apparaître sans conséquence pour certains de ces titres, pour lesquels on a vu que le contenu informatif sur les événements était nul ou presque : ainsi « Jornada decisiva », « 24 horas de cambios », « El día después », ou bien pour « Chávez reasume el poder », dont le contenu informatif est explicite et qui n'implique pas de prise de position particulière. En revanche, il prend toute son importance dans le cas des autres titres qui, bien qu'indéterminés, traduisent un point de vue ou une prise de position sur les événements (« Protesta y Represión », « Chávez acorralado », « Período de transición », « Reconstrucción », « La nueva Venezuela », « Constitucionalidad »). En effet, ils sont présentés comme le « *point de départ* »<sup>385</sup> de l'information, et de cette façon, ne sont pas censés faire l'objet d'explications ou être discutés. On peut rappeler enfin que ces titres, fonctionnant comme présupposés du contenu de chaque page qu'ils surmontent, comportent eux-mêmes une part importante d'implicite, ce qui conforte de nouveau l'idée que le discours sur l'événement repose, pour une part importante, sur des informations supposées connues du lecteur.

#### **4-4. Les titres d'article : analyse syntaxique des *titres dominants***

##### **4-4.1. Présentation du sous-corpus de *titres dominants***

Après cette observation des *titres courants*, il nous faut passer à l'étude des titres d'article eux-mêmes. Pour ce faire, nous avons sélectionné, au sein de l'ensemble des titres de notre corpus, un sous-corpus de titres. Celui-ci, tout d'abord, contient uniquement les titres des pages intérieures, puisque les Unes ont fait l'objet d'une étude à part. Il se restreint ensuite aux *titres*, excluant ainsi les *surtitres* (situés immédiatement au-dessus du titre de l'article) et les *sous-titres* (situés immédiatement en dessous). Nous nous limitons

---

<sup>385</sup> Nous reprenons ici les mots de Françoise Sullet-Nylander, qui conçoit le thème comme « *point de départ* du message que le locuteur choisit comme base à son énoncé » (1998 : 65), s'appuyant elle-même sur Halliday (1994 : 32-34) et Brown et Yule (1983 : 126-127).

aux titres eux-mêmes car nous considérons, à l’instar de Françoise Sullet-Nylander (1998 : 9) – s’appuyant elle-même sur Guéry (1991 : 47)

que d’une part c’est la partie la plus importante de la titraille, et que d’autre part il est obligatoire pour tout article de presse de porter un titre, tandis que la présence ou non de surtitres et/ou de sous-titres varie selon les pratiques rédactionnelles des journaux, voire selon les rubriques.

De son côté, Jacques Mouriquand (2005 : 105) indique que la « règle absolue » de l’écriture journalistique est que le titre est l’élément de la titraille qui doit apporter l’information centrale, le surtitre ou le sous-titre servant à le compléter. De fait, dans notre corpus la présence de surtitres et de sous-titres n’est pas du tout systématique<sup>386</sup>.

Ce critère de sélection s’explique également par la configuration de la titraille à l’intérieur de notre corpus : nous avons relevé précédemment (3.2.1), pour les quotidiens *Últimas Noticias* et *El Universal*, la présence de surtitres (généralement précédés d’un pré-titre qui, dans notre corpus, fait office de *titre courant*) surmontant de par leur position sommitale l’ensemble de la page, mais pour lesquels il est parfois difficile de déterminer s’ils se rapportent à l’ensemble des articles ou à l’article *dominant* de l’hyperstructure. S’en tenir à l’étude des *titres* permet ainsi d’éviter de se confronter à ce problème de hiérarchie entre les différents niveaux du péri-texte – dans certains cas impossible à résoudre.

D’autre part, nous avons choisi d’étudier le titre principal ou *titre dominant* de la page. En effet, comme on l’a indiqué plus tôt, la structure de page des journaux de notre corpus s’apparente au modèle de l’*hyperstructure* telle que la décrivent Adam et Lugin (2006 : 129), au sein de laquelle on peut repérer un « article dominant ». Celui-ci, généralement, est situé en haut de page ou sous la photo et occupe bien souvent une surface plus importante que les autres articles. Mais c’est surtout son titre qui permet de le distinguer de ces derniers, par une typographie plus grande et en caractères gras<sup>387</sup>. Ce

---

<sup>386</sup> Pour *El Nacional* et *El Universal*, elle est même assez rare. Pour *Últimas Noticias*, elle est un peu plus fréquente, notamment dans le cas de regroupements de petits articles portant sur un thème similaire. Ces derniers sont alors bien souvent surmontés d’un court surtitre (tel que « Chile », « Bolivia », « pétroleo », etc.), généralement nécessaire à la compréhension du reste du titre.

<sup>387</sup> Dans le cas des hyperstructures occupant une double page et dont l’article dominant se poursuit sur la page de droite, on conserve uniquement, pour notre sous-corpus, le titre de celui-ci, même si son titre se situe sur la page de gauche, les autres articles de la page de droite étant considéré comme articles « secondaires ».

critère visuel n'est pas dénué d'importance, car comme le souligne Jacques Mouriquand (2005 : 102), l'un des principaux impératifs du titre est de « produire un signal graphique clairement repérable ». L'une des fonctions du titre est en effet de hiérarchiser les informations, et « il le fait d'abord par ce qui est sa caractéristique première : sa grosseur typographique » (*ibid.* : 103). L'auteur observe ainsi que « l'usage le plus commun est que les titres les plus gros soient en tête de page ». Ces pratiques de mise en page sous-tendent « un contrat implicite avec le lecteur qui doit pouvoir se reposer sur cette adéquation entre signal visuel fort et importance de l'information » (*ibid.*). L'article *dominant* est donc désigné, par la typographie de son titre, comme celui contenant les informations principales, et le titre, lui-même, comme titre central de la page.

Enfin, nous avons sélectionné, pour cette étude, les titres d'articles dominants se trouvant sur les pages coiffées d'un *titre courant*<sup>388</sup>. Ce choix est motivé par le fait que chacun des numéros de notre corpus étant consacré presque exclusivement à la crise qui secoue le Venezuela, nous avons rencontré certaines difficultés au moment de faire un tri entre les articles relatifs aux événements et ceux qui n'en traitaient pas. En effet, si certains articles sont consacrés à des thèmes d'actualité sans rapport avec la crise (par exemple, l'actualité colombienne ou celle du Proche Orient, certains sujets économiques ou encore des nouvelles « *people* »), d'autres ne traitent pas directement des événements mais de leurs conséquences dans des domaines bien particuliers (culturel, économique, vie quotidienne), d'autres, encore, abordent des sujets ayant une relation plus ou moins lointaine avec les événements et se contentent de les mentionner, en particulier certains articles de commentaire analysant les tenants et les aboutissants de la crise. Une première tentative de sélection par rubrique s'est avérée infructueuse, d'une part parce que la classification en rubriques n'était pas identique pour les trois journaux, d'autre part parce que certaines d'entre elles, a priori moins enclines à aborder les événements (telles que celles consacrées à l'international, au divertissement ou aux loisirs), leur dédiaient

---

D'autre part, on a trouvé un seul cas, dans tout le corpus, d'hyperstructure comportant trois articles de taille similaire et dont les titres avaient une typographie identique. Dans la mesure où il était impossible d'y distinguer un article dominant, les trois titres ont été conservés pour le sous-corpus (« Bush: caída de Chávez se debió a decisiones equivocadas » ; « OEA debe decidir si renunció o lo sacaron » ; « Colombia apoya gobierno de Pedro Carmona », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002).

<sup>388</sup> Nous avons également conservé, pour ce sous-corpus, deux titres d'articles dominants situés sur des pages portant un pré-titre différent du titre courant utilisé dans le reste du journal (« Cofavic pide tolerancia », pré-titre : « LLAMADO », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002 ; et « Servicios recuperan parcialmente normalidad », pré-titre : « RECONSTRUCCION »), *El Universal*, 15 avril 2002.

néanmoins plusieurs articles. La présence de titres courants nous a donc semblé être un critère pertinent, dans la mesure où ce sont les journaux eux-mêmes qui signalent ces pages (et donc les articles qui s’y trouvent) comme ayant un rapport avec les événements, quel qu’en soit le contenu réel.

Ces critères de sélection nous ont conduite à laisser de côté l’ensemble des titres d’articles de la rubrique « Opinión », d’une part parce qu’il est difficile d’y repérer un article dominant, d’autre part parce que les pages de cette rubrique, dans les trois journaux étudiés, ne portent pas de titre courant<sup>389</sup>. Par ailleurs, pour l’édition du treize avril de *Últimas Noticias*, nous avons sélectionné l’ensemble des titres dominants de la rubrique « *El País* », étant donné que ce numéro ne contient pas de titre courant. Nous avons retenu cette rubrique car c’est dans celle-ci que la plupart des thèmes d’actualité nationale sont traités, et c’est dans cette dernière qu’apparaissent les titres courants pour les deux autres éditions de notre corpus. Enfin, l’édition du quatorze avril de ce quotidien a également été incluse dans notre sous-corpus bien que les deux autres journaux n’aient pas paru ce jour ; néanmoins l’étude des titres de ce numéro sera menée de manière moins approfondie puisqu’elle ne pourra pas l’être dans une perspective comparative.

En résumé, ce sous-corpus est constitué des *titres* (et non de surtitres ou de sous-titres) des articles *dominants* de chaque page surmontée d’un titre *courant* (excepté, sur ce point, pour le cas particulier du numéro du 13 avril de *Últimas Noticias*). Il comporte donc un total de deux-cent neuf titres<sup>390</sup>. Cela nous permet de limiter cette étude à un nombre réduit de titres (le corpus complet compte plus de mille titres d’articles), plus propice à une démarche qualitative, en nous concentrant sur ceux qui, par la mise en page, sont signalés comme porteurs des informations les plus importantes sur les événements.

Afin de procéder à l’exploration de ce sous-corpus, nous avons suivi la méthode proposée par Françoise Sullet-Nylander pour son analyse des « aspects syntaxico-discursifs

---

<sup>389</sup> Pour le quotidien *Últimas Noticias*, la page « La opinión del director » (ou « Opinión del director », le 13 avril), présente dans les éditions des 12, 13 et 15 avril, a toutefois été conservée, car elle constitue une sorte de sous-rubrique à l’intérieur de la rubrique « *El País* », et porte un titre courant le 12 avril. Néanmoins, il existe également, dans la structure routinière, une rubrique « La Opinión », que l’on ne trouve, dans le corpus, que dans l’édition du 15 avril : cette dernière a donc été supprimée du sous-corpus de titres, tandis que la page « La opinión del director » est conservée pour cette même date.

<sup>390</sup> Parmi lesquels on inclut le seul titre de la troisième édition de *El Universal* qui soit différent de la deuxième édition (voir 2.3.1) et corresponde à ces critères.

des titres » (1998 : 31-72). Les configurations syntaxiques des énoncés titrés sont envisagées ici, à la suite de cette auteure (s'inspirant elle-même de François et Durandin 1977 et de Halliday 1994), « comme autant de moyens d'exprimer un sens » (Sullet Nylander 1998 : 32).

#### 4-4.2.           **Forme des propositions**

On observe en premier lieu la forme des propositions, qui indique, selon Françoise Sullet-Nylander, quel acte de discours constitue l'énoncé. Comme pour les titres observés dans son ouvrage, la forme la plus fréquente dans notre sous-corpus est la forme assertive, résultat qui correspond bien, d'après elle, à la fonction première du titre de presse qui est d'informer. S'appuyant sur l'une des définitions de l'*assertion* proposées par Patrick Charaudeau, Françoise Sullet-Nylander (1998 : 33) indique en effet que

contrairement aux formes *interrogative*, *exclamative*, et *impérative* dans lesquelles le locuteur marque explicitement son doute, son ignorance, son émotion ou son désir, l'assertion consiste en une proposition dans laquelle le locuteur tient des « propos sur le monde » (Charaudeau 1992 : 553) sans positionnement explicite.

Pour André Petitjean (1987 : 82), les modalités d'assertion représentent « les traces les moins visibles des opérations de modalisation » touchant à l'énonciation, certains linguistes parlant à propos de ces dernières de « modalité zéro » ou d'énonciation « élocutionnement neutre ». On peut donc faire un premier constat : en règle générale, dans nos trois journaux, les rédacteurs des titres ne cherchent pas à exprimer d'émotion particulière ou à interpeller le destinataire à travers la forme même des énoncés.

On observe ainsi que si deux des titres de Une (*El Universal* 12 et 13 avril) étaient à la forme exclamative, exprimant clairement l'enthousiasme du journal face au renversement de Hugo Chávez et à l'instauration d'un gouvernement provisoire, ce n'est le cas en pages intérieures d'aucun des titres de notre sous-corpus. On relève toutefois deux titres à la forme interrogative :

a. ¿Cómo se fraguó la renuncia de Hugo Chávez?<sup>391</sup>

---

<sup>391</sup> « Comment s'est tramée la démission de Hugo Chávez ? » *El Nacional*, 13 avril 2002, rubrique « Política ».

b. ¿Alguien pensó que podía salir ileso?<sup>392</sup>

La forme interrogative, – tout comme la forme exclamative – est une marque de la subjectivité du locuteur ; Françoise Sullet-Nylander remarque d’ailleurs que, pour la presse française, c’est souvent dans les titres d’éditoriaux que cette forme est utilisée. Dans le cas de nos deux titres, le locuteur pose en effet des questions sur les événements, ne se contentant pas de rapporter ces derniers sur le mode de l’assertion. L’emploi de cette forme dans le titre (b) correspond aux observations de Françoise Sullet-Nylander, puisque celui-ci introduit un article de commentaire, dans une rubrique elle-même consacrée à l’analyse des événements de la semaine qui vient de s’écouler (« Siete días » : « Sept jours »). En revanche, il est plus inattendu dans le titre (a), qui introduit un article purement informatif au sein de la rubrique « Politique ». Cette auteure souligne par ailleurs que les titres interrogatifs sont parfois l’extraction ou le condensé de paroles autres que celles du journaliste, rapportées dans l’article, et relèvent alors du discours rapporté. Pour Sophie Moirand (2007 b) l’interrogation fait partie – aux côtés de la thématisation, de la négation, de la nominalisation, de l’incise, etc. – des formes qui constituent « des lieux d’inscription du déjà-dit ». Ici, il semblerait qu’il s’agisse d’anticiper les questions du lecteur, des citoyens vénézuéliens, face à la situation politique, ou plus précisément, dans le cas du titre (b), de se faire l’écho d’une sorte de voix raisonnable, qui s’interroge sur l’issue des événements et sur la possibilité – pour toutes les personnes concernées par ces derniers – de s’en sortir indemne.

Notre sous-corpus ne comporte pas de titre contenant un verbe à l’impératif, mais trois titres se présentent en revanche sous forme de phrases nominales injonctives :

- c. Rumbo a Chuao, ni un paso atrás<sup>393</sup>
- d. “Ni un día más”, señal para ir a Miraflores<sup>394</sup>
- e. Todos a clases el lunes<sup>395</sup>

Les deux premiers sont des slogans scandés par les manifestants anti-Chávez et rapportés dans l’article. Quant au troisième, il résume des propos rapportés à l’intérieur de l’article

---

<sup>392</sup> « Quelqu’un a-t-il pensé qu’il pouvait s’en sortir indemne ? » *El Nacional*, 15 avril 2002, rubrique « Siete Días ».

<sup>393</sup> « En direction de Chuao, pas un pas en arrière » *El Universal*, 12 avril 2002.

<sup>394</sup> « “Pas une journée de plus”, mot d’ordre pour aller à Miraflores » *Últimas Noticias*, 12 avril 2002.

<sup>395</sup> « Tous en classe lundi » *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

de différents acteurs du domaine de l'éducation, sous forme d'une injonction à travers laquelle il interpelle les lecteurs, s'inscrivant ainsi dans le style plus familier – en comparaison avec les deux autres quotidiens – du journal tabloïd *Últimas Noticias*.

#### 4-4.3. Résultats du classement des structures syntaxiques

A l'instar de Françoise Sullet-Nylander (1998 : 31-72), nous avons classé nos titres en fonction de leur structure syntaxique, en reprenant sa typologie. On peut observer les résultats de ce classement dans le tableau suivant :

JOURNAL	POURCENTAGES			
	<i>El Nacional</i>	<i>El Universal</i>	<i>Últimas Noticias</i>	Corpus complet
Type (a) : Phrase complète	58%	52,70%	66,66%	59,13%
Type (b) : Parataxe	15,10%	4,05%	5,55%	7,69%
Type (c) : Structure bipartite	9,00%	27,02%	9,72%	15,86%
Type (d) : Bloc syntaxique unique	4,54%	13,51%	12,5%	10,57%
Divers	13,63%	2,70%	5,55%	6,73%

Si ces derniers montrent une relative homogénéité entre les trois journaux, certains d'entre eux méritent toutefois quelques commentaires. On remarque tout d'abord que la structure qui est de loin la plus fréquente dans notre sous-corpus est celle de la *phrase complète* (type a), dont la structure de base est sujet + verbe (pouvant être élargie à plusieurs expansions), et dont la caractéristique principale est, par conséquent, de posséder un prédicat verbal (Sullet-Nylander, 1998 : 36). Si l'on compare avec le corpus de titres de presse quotidienne française de Françoise Sullet-Nylander, on constate que dans ce dernier la structure de type (a) n'est la plus fréquente que pour le journal *Le Monde* et, dans un seul de ses sous-corpus<sup>396</sup>, pour *Libération*, tandis que pour les deux autres sous-corpus de ce quotidien comme pour *Le Figaro*, ce sont les structures de type (b) (parataxe) et (d) (structure bipartite) qui l'emportent.

<sup>396</sup> Le corpus utilisé par Françoise Sullet-Nylander (1998 :19) pour sa recherche est composé de trois sous-corpus de 1992, 1994 et 1997, comportant chacun huit numéros des trois quotidiens *Libération*, *Le Monde*, et *Le Figaro*.

En revanche, l'observation d'un échantillon de presse vénézuélienne actuelle<sup>397</sup> révèle que la grande majorité des titres se présentent sous la forme d'une phrase complète (218 sur 261 titres recueillis). De plus, le linguiste vénézuélien Antonio Franco (2006 : 186), examinant un corpus de titres du quotidien *El Nacional* au mois de mars 2001, remarque que la structure syntaxique la plus fréquente est S+V+O (Sujet + Verbe + Complément d'objet). Il semblerait donc que la prédominance des titres de type (a) dans notre sous-corpus ne soit pas un phénomène exceptionnel lié à l'événement, mais qu'elle relève plutôt d'une tendance générale de la presse quotidienne vénézuélienne à privilégier des titres plus complets, du moins sur le plan syntaxique, que ceux de la presse française.

On constate d'autre part chez le quotidien *El Nacional* une proportion plus importante que chez les deux autres quotidiens de titres de type (b). Il s'agit de la structure syntaxique de la *parataxe*, qui se caractérise par la « juxtaposition de deux membres de phrases sur l'axe syntagmatique, sans que le rapport entre ces deux membres ne soit explicité » (*ibid.* : 47). Dans notre corpus, la moitié de ces titres (8 sur 16) consiste en fait en une mise en exergue d'un fragment de propos rapportés dans l'article, avec ou sans guillemets, présenté sous la forme de discours direct, et introduit par le nom de son locuteur suivi de deux points, comme dans l'exemple qui suit :

a. Rangel: "Nunca he tenido vocación de asilado"<sup>398</sup>

Autrement dit, ces titres en discours direct constituent ce que Dominique Maingueneau (2007 : 157-167) appelle « énoncés détachés », ou « aphorisations » – où en général l'énoncé originel subit des altérations (voir 5.1.1.4.2).

On observe également dans le quotidien *El Universal* une fréquence élevée (27%), par rapport aux deux autres journaux, des titres de *structure bipartite*. Les titres de cette catégorie (type c) forment « une seule et même structure dans laquelle sont liés, et non parataxés, deux composants » (Sullet-Nylander, 1998 : 51). Ils sont composés d'un syntagme nominal et d'un syntagme prépositionnel (SN + Sprep) :

b. CTV y Fedecámaras en alerta<sup>399</sup>

---

<sup>397</sup> Editions des 14 et 15 avril 2010 des trois quotidiens *El Nacional*, *El Universal*, et *Últimas Noticias*.

<sup>398</sup> Rangel : "Je n'ai jamais eu la vocation de réfugié", *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>399</sup> « [La] CTV et Fedecámaras en état d'alerte », *El Universal*, 12 avril 2002.



c. Tristeza infinita por saqueos<sup>400</sup>

La très faible proportion, chez *El Nacional*, de titres de type (d) correspondant au *bloc syntaxique unique* (4,5%), est également à noter. Dans cette catégorie, « les constituants de l'énoncé sont soudés et forment une unité aussi bien syntaxique que sémantique » (*ibid.* : 57).

Dans son ouvrage, Françoise Sullet-Nylander souligne que sa typologie syntaxique suit une progression « allant du plus long au plus court, mais aussi du plus verbal au plus nominal » (*ibid.* : 35). Les remarques précédentes attirent ainsi notre attention sur le fait que *El Nacional* est celui des trois quotidiens qui a les titres les plus complets sur le plan syntaxique (si l'on ajoute les résultats obtenus pour les type a et b), tandis que les titres de *El Universal* semblent arborer une syntaxe plus elliptique – même si, rappelons-le, la phrase complète est la structure syntaxique la plus fréquente pour les trois quotidiens. Quant au tabloïd *Últimas Noticias*, il est celui qui présente le plus fort pourcentage de phrases complètes. Ces résultats vont ainsi à l'encontre de ce que l'on aurait pu attendre, autrement dit, des titres plus courts, « chocs » pour le tabloïd, et des titres plus élaborés syntaxiquement pour les deux journaux « d'élite ». Ce constat étonnant se vérifie également dans l'étude menée par Françoise Sullet-Nylander sur la presse française, qui montre que si *Le Monde* possède le plus fort pourcentage de phrases complètes, dans *Le Figaro* ce sont la parataxe et surtout le « bloc unique » qui l'emportent, alors que le journal tabloïd *Libération* se situe entre les deux, ses titres se caractérisant le plus souvent par la parataxe (1992 et 1994) puis par la phrase complète (1997)<sup>401</sup>. Il ne s'agirait donc pas là d'une spécificité de la presse vénézuélienne ou de notre corpus. Nos observations comme celles de Françoise Sullet-Nylander semblent montrer que la structure syntaxique des titres ne dépendrait donc pas du type de journal (journaux « d'élite » *versus* journaux « populaires »).

Un dernier commentaire concerne la catégorie « divers », dans laquelle nous avons classé, suivant l'exemple de Françoise Sullet-Nylander, tous les titres ne correspondant pas à l'une de ces quatre structures. Pour *El Nacional*, on constate qu'ils constituent presque 14% des titres répertoriés, arrivant ainsi en troisième position, après la parataxe. En y

---

<sup>400</sup> « Tristesse infinie à cause des pillages », *El Universal*, 15 avril 2002.

<sup>401</sup> Voir les résultats chiffrés de Françoise Sullet-Nylander (1998), p. 60-63.

regardant de plus près, on observe certaines régularités dans les titres de cette catégorie. En effet, ils correspondent pour la plupart soit à une construction passive “tronquée”, c'est-à-dire à une phrase à la voix passive sans auxiliaire<sup>402</sup> (d), soit à un énoncé composé d'un syntagme nominal ou d'un pronom, déterminé par une proposition subordonnée relative (e et f) :

(d) EE UU y la OEA preocupados por la violencia en Venezuela<sup>403</sup>

(e) Los valientes que cayeron por sus ideales<sup>404</sup>

(f) El que no oye consejos...<sup>405</sup>

#### 4-4.4. Analyse syntaxique: les *phrases complètes*

Dans la mesure où, comme nous venons de l'indiquer, la catégorie syntaxique la plus fréquente de notre sous-corpus, pour les trois journaux, est celle de la *phrase complète* (124 titres sur un total de 209), nous consacrerons le reste de cette étude aux titres se présentant sous cette forme. Dans la grande majorité de ces titres constitués de phrases complètes, viennent s'ajouter à la structure de base S+V une ou plusieurs expansions : compléments d'objet (direct ou indirect), compléments circonstanciels, propositions subordonnée, infinitive, attribut du sujet, etc. De sorte que seulement 6 titres se limitent au noyau sujet + verbe. On observe donc ici la tendance inverse de celle des titres *courants*, réduits pour la plupart à la structure du *bloc syntaxique unique*. De plus, ces énoncés se présentent majoritairement sous forme de constructions actives. Nous reviendrons toutefois sur cet aspect, car certaines tournures de phrases, en espagnol, peuvent être considérées comme ayant un « sens passif ».

---

<sup>402</sup> Dans le classement de Françoise Sullet-Nylander, la catégorie « divers » est elle aussi nourrie en grande partie par des titres se présentant sous forme de constructions passives « tronquées », voir Sullet-Nylander (1998 : 42 et 60).

<sup>403</sup> « Les Etats-Unis et la OEA [Organisation des Etats Américains] préoccupés par la violence au Venezuela », *El Nacional*, 12 avril 2002.

<sup>404</sup> « Les braves qui sont tombés pour leurs idéaux », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>405</sup> « Celui qui n'écoute pas les conseils... », *Últimas Noticias* 13 avril 2002.

#### 4-4.4.1. Temps des verbes

On observe tout d'abord le temps des verbes. Les résultats chiffrés de ce relevé figurent dans le tableau qui suit<sup>406</sup> :

##### Temps des verbes dans les titres constitués de phrases complètes

JOURNAL	<i>El Nacional</i>	<i>El Universal</i>	<i>Últimas Noticias</i>	TOTAL
Présent	13 = 34,2%	22/23 ≈ 61%	24 = 48,97%	59/60 ≈ 48%
Prétérit	22 = 57,9%	8/9 ≈ 23%	19 = 38,77%	49/50 ≈ 40%
Futur	3 = 7,89%	3 = 8,1%	5 = 10,2%	11 = 8,87%
Passé-composé	0 = 0%	1 = 2,7%	1 = 2%	2 = 1,61%
Conditionnel	0 = 0%	1 = 2,7%	0 = 0%	1 = 0,8%
<b>TOTAL VERBES</b>	38	37	49	124

On constate sans surprise que le temps le plus employé dans les titres de notre sous-corpus est le présent de l'indicatif. De fait, les auteurs qui ont étudié les titres tant dans la presse française que vénézuélienne<sup>407</sup> remarquent que le présent y est de loin le temps le plus utilisé. Dans notre corpus, ce dernier est employé le plus souvent pour faire référence à des faits passés :

(a) PM pide investigación sobre lo ocurrido<sup>408</sup>

Selon Patrick Charaudeau (1983 : 109), l'usage du présent permet de « confondre l'instance temporelle de l'événement rapporté avec celle de l'énonciation du titre », ce qui a pour effet d'impliquer « davantage le lecteur puisque aussi bien celui-ci est amené à consommer la nouvelle à travers l'instance de lecture comme si cette instance énonciative était celle de l'événement ». De plus, comme le signale Françoise Sullet-Nylander (1998 :

<sup>406</sup> 124 titres ont été classés dans la catégorie des *phrases complètes*, dont l'un est tiré de la 3<sup>ème</sup> édition de *El Universal*, d'où la variation des résultats pour ce quotidien, selon qu'on considère la 2<sup>ème</sup> ou la 3<sup>ème</sup> édition. En effet, à la page 1-6 de ce journal, on a un titre *dominant* dont le verbe est au présent dans la 2<sup>ème</sup> édition (« Comisión militar negocia salida del Presidente ») et au passé simple dans la 3<sup>ème</sup> édition (« Chávez renunció a la Presidencia »). Afin de faciliter la lecture du tableau, on a effectué une moyenne des résultats obtenus pour chacune des éditions. D'autre part, le numéro de *Últimas Noticias* du 12 avril 2002 comporte un titre à deux verbes (« El Presidente no está preso y el Alto Mando no ha renunciado »), ce qui explique que le total de verbes reste au nombre de 124.

<sup>407</sup> Ainsi, Françoise Sullet-Nylander (1998 : 43), Patrick Charaudeau (1983 : 103) et Antonio Franco (2006 : 186).

<sup>408</sup> « La PM [Police métropolitaine] réclame une enquête sur ce qu'il s'est passé », *Últimas Noticias*, 15 avril 2002

43), avec le présent, « l'état de fait résultant de l'action signifiée par le verbe est mis en avant par rapport à la temporalité du procès sur l'axe du temps, et l'information en est davantage actualisée. »

Par ailleurs, Maurice Mouillaud et Jean-François Têtu, s'intéressant à la temporalité du titre, soulignent que

à l'encontre de l'idée d'après laquelle le journal énoncerait ce qui s'est passé, nous dirons que le journal opère une ouverture : il ouvre un horizon au sein d'une présence ; il oriente vers un futur. Le propre de la présence est sa dissymétrie : elle est fermée en amont (quelque chose est révolu) et ouverte vers l'aval (quelque chose est institué qui n'a pas de limite dans le numéro ; la limite, c'est le numéro suivant qui l'apporte). (Mouillaud et Têtu, 1989 : 124)

Cela expliquerait donc la forte utilisation du présent dans les titres pour faire référence à des faits passés, mais aussi, et c'est le cas à plusieurs reprises dans notre sous-corpus, pour dire des faits se poursuivant ou ayant des conséquences dans le présent :

(b) Los industriales garantizan suministro de alimentos y de medicinas<sup>409</sup>

Se penchant sur la manière dont les médias rendent compte en direct d'une situation, Jocelyne Arquembourg relève elle aussi le fait que le travail de « mise en intrigue » se base sur une part d'anticipation. S'appuyant sur les travaux de Umberto Eco, elle indique en effet que « l'absence d'un point d'aboutissement qui organise le récit de manière rétrospective oblige à le projeter dans le futur. » (Arquembourg, 2003 : 51)

Toutefois, la fréquence d'emploi la plus frappante est celle du prétérit. En effet, on constate que ce temps atteint presque 40% d'utilisation dans l'ensemble du sous-corpus de titres. C'est chez *El Nacional* qu'elle est le plus remarquable, dépassant largement celle du présent les 12 et 15 avril (respectivement 9 verbes sur 12, et 7 verbes sur 8). *Últimas Noticias* en fait également un usage assez important (39% pour 49% de présent), bien que sa proportion n'excède – de peu – celle du présent que le 15 avril. *El Universal* préfère quant à lui l'emploi du présent (61%), même si son utilisation du prétérit n'est pas négligeable (23%).

---

<sup>409</sup> « Les industriels garantissent la distribution d'aliments et de médicaments », *El Nacional*, 13 avril 2002.

L'utilisation du prétérit est très courante en espagnol, y compris dans le langage ordinaire et oral. Son emploi dans les titres de presse quotidienne ne saurait donc nous surprendre comme le ferait un passé simple dans un titre de presse française. De plus, la concurrence qui existe dans l'espagnol de la Péninsule entre prétérit et passé composé pour dire l'antériorité est beaucoup moins forte en espagnol d'Amérique latine, qui préfère souvent employer le prétérit là où l'espagnol d'Espagne privilégie l'emploi du passé composé<sup>410</sup> (Gutiérrez Araus : 1998 et Bosque et Demonte : 1999, § 45.1.4.1). Cependant, cette forte présence du prétérit dans les titres de notre sous-corpus, qui pourrait sembler logique dans la mesure où il est fait référence à des événements passés, n'est pas conforme aux usages habituels de la presse quotidienne. En effet, comme on l'a mentionné plus tôt, les auteurs s'étant penchés sur la question relèvent une nette prédominance du présent dans les titres, tandis que le passé n'y apparaît qu'en faible quantité<sup>411</sup>. D'autre part, l'examen des titres de la presse vénézuélienne actuelle sur quelques jours nous a permis de constater un emploi du présent bien plus fréquent que tous les autres temps (plus de 67% des verbes conjugués)<sup>412</sup>.

Dans les manuels de grammaire et de linguistique espagnole, le prétérit est considéré comme servant à dire « un événement passé entièrement accompli, révolu et refermé sur lui-même » (Bénaben, 2002 : 224). Contrairement au passé composé, avec lequel l'action exprimée par le verbe est achevée, mais envisagée dans sa relation avec le moment de l'énonciation – du point de vue de ses conséquences dans le présent par exemple – avec le prétérit l'événement est perçu comme totalement coupé du présent de l'énonciation. Dans notre corpus de titres, c'est plutôt le présent qui joue le rôle du passé composé dans cette concurrence avec le prétérit, servant, comme on l'a vu, à dire des faits passés mais appréhendés dans leur rapport à l'« actualité » du locuteur et du destinataire. Cette forte utilisation du prétérit semble donc témoigner d'une volonté d'insister sur l'émergence même des faits, plutôt que sur leurs possibles répercussions.

---

<sup>410</sup> Dans certains pays, comme ceux du Cône Sud, le passé composé tend même à disparaître de la langue orale (Bosque et Demonte : 1999, § 45.1.4.1). Mais cela n'est pas le cas du Venezuela, où le passé composé, bien qu'il le soit moins qu'en Espagne, est tout de même employé, comme l'atteste sa présence dans deux titres de notre sous-corpus et à l'intérieur de certains articles.

<sup>411</sup> Voir Françoise Sullet-Nylander (1998 : 45) et Patrick Charaudeau (1983 : 103) pour la presse française, et Antonio Franco (2006 : 186) pour la presse vénézuélienne.

<sup>412</sup> Bien que le passé simple n'en soit pas pour autant totalement absent : il représente presque 17% des verbes conjugués.

La fréquence inhabituelle de ce temps dans les titres semble donc étroitement liée au bouleversement de l'actualité routinière que représentent ces événements : en présentant les faits comme tout à fait coupés du présent de l'énonciation, le prétérit permet de signifier une rupture dans le quotidien journalistique des nouvelles, habituellement énoncées au présent. De plus le prétérit est le temps le plus adapté pour narrer les épisodes d'un récit. On peut en effet rappeler, à ce propos, la distinction opérée par Emile Benveniste (1966) entre deux plans d'énonciations : le *discours* et l'*histoire* (ou *discours* et *récit*). Avec les temps du *discours* (présent, passé composé, futur et imparfait), l'énoncé est « posé comme lié à l'actualité de son énonciateur », tandis qu'avec les temps du *récit* (passé simple et imparfait), l'énoncé « pose une série d'événements dissociés de leur énonciateur, qui n'y laisse aucune trace » (Maingueneau 1991 b : 75). Ainsi, si les titres au présent permettaient d'impliquer le locuteur et le destinataire dans l'énonciation, les titres au passé simple présentent les événements comme coupés de l'instant d'énonciation, le locuteur tendant à s'en effacer. Avec le régime d'énonciation du *récit*, comme l'écrit Benveniste, « les événements sont posés comme ils se sont produits à mesure qu'ils apparaissent à l'horizon de l'histoire. Personne ne parle ici ; les événements semblent se raconter eux-mêmes » (1966 : 241). Autrement dit, l'utilisation du prétérit produit l'effet d'un récit objectif des événements, donnant ainsi l'impression que les journalistes se contentent de transcrire les faits tels qu'ils sont survenus.

De fait, on observe que ce temps est employé pour dire des actions ponctuelles, « localisées » dans le passé :

- c- Francotiradores dispersaron marcha a tiros<sup>413</sup>
- d- Suspendieron señal a Televisoras privadas<sup>414</sup>

L'emploi de ce temps donne aussi parfois aux faits annoncés dans les titres un caractère irrémédiable. En effet, comme l'indique Michel Bénaben (2002 : 225), le prétérit « a la particularité de n'ouvrir aucune perspective puisque l'événement est considéré comme définitivement refermé sur lui-même ». Dans les titres qui suivent, la chute de Hugo Chávez semble par conséquent considérée comme appartenant à une temporalité bien

---

<sup>413</sup> « Des francs-tireurs ont dispersé la manifestation à coups de feu », *El Nacional*, 12 avril 2002.

<sup>414</sup> « La diffusion des Télévisions privées a été suspendue », *Últimas Noticias*, 12 avril 2002.

dissociée du moment de l'énonciation, comme un fait définitivement consommé et non envisagé du point de vue de son prolongement dans le présent :

e- Chávez renunció a la Presidencia<sup>415</sup>

f- La "Revolución pacífica" cerró con sangre y dolor<sup>416</sup>

Notre attention est attirée, d'autre part, par la présence plus importante de ce temps dans le journal *El Nacional* les 12 et 15 avril. En y regardant de plus près, on observe alors que certains titres présentant des faits à peu près similaires – relevant du domaine économique, principalement – sont au prétérit le 12 avril et au présent le 13 avril :

12 avril : g- Colapsó el complejo de Paraguaná<sup>417</sup>

h- Precio del petróleo bajó 3,7%<sup>418</sup>

i- Los consumidores hicieron grandes colas en los supermercados<sup>419</sup>

13 avril : j- Repuntan los bonos de la deuda<sup>420</sup>

k- Se normalizan operaciones en Pdvsa<sup>421</sup>

l- Vuelos internacionales retoman hoy su ritmo normal<sup>422</sup>

Dans un cas, ces faits sont envisagés comme totalement révolus, appartenant à une époque bien distincte du moment de l'énonciation ; dans l'autre, ils sont considérés comme faisant partie intégrante de l'actualité du locuteur. Le 12 avril, l'emploi du prétérit paraît signaler que ces faits correspondent à un instant « t » qui fait date, et donc marquer une rupture. Le 15 avril, ce sont essentiellement des faits survenus avant le retour au pouvoir de Hugo Chávez, autrement dit, faisant partie de cet événement hors du commun qu'a représenté son renversement, qui sont exposés dans les titres au prétérit (sept des huit titres de notre sous-corpus). Tandis que le 13 avril – jour où est annoncé l'instauration d'un gouvernement de transition – l'utilisation du présent montre que les faits énoncés sont perçus comme appartenant de nouveau à l'actualité du locuteur et du destinataire, comme pour indiquer que le *récit* des événements est désormais terminé.

---

<sup>415</sup> « Chávez a renoncé à la Présidence », *El Universal*, 13 avril 2002, 3<sup>ème</sup> édition.

<sup>416</sup> « La "Revolución pacífica" s'est terminée dans le sang et la douleur », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>417</sup> « Le complexe de Paraguaná s'est paralysé »

<sup>418</sup> « Le prix du pétrole a baissé de 3,7% »

<sup>419</sup> « Les consommateurs ont fait la queue dans les supermarchés »

<sup>420</sup> « Les bons de la dettes rebondissent »

<sup>421</sup> « Les opération de Pdvsa reviennent à la normale »

<sup>422</sup> « Les vols intérieurs reprennent aujourd'hui leur rythme normal »

Bien que beaucoup plus restreinte que celle du présent et du prétérit, l'utilisation du futur simple (8,87%, soit 11 emplois) est néanmoins à noter. On trouve également ce temps en quantité à peu près équivalente (13,8%) dans la presse vénézuélienne actuelle<sup>423</sup> ; cependant, son emploi dans le contexte socio-politique qu'est celui de notre corpus mérite d'être commenté. Précisons qu'il ne semble pas s'agir du futur de « conjecture »<sup>424</sup> que l'on trouve parfois en espagnol, mais bien d'un futur exprimant une action à venir. Sa présence est plus importante les 13 et 14 avril. C'est pour cette dernière date que le pourcentage de futurs est le plus élevé, mais il faut rappeler que le corpus ne compte pour ce jour que l'édition de *Últimas Noticias*, seul journal à paraître, ce qui explique la forte proportion de ce temps, qui n'apparaît en fait que dans trois titres sur douze.

Dans huit des onze titres au futur simple – soit ceux des 12 et 13 avril, et une partie de ceux du 14 – l'information annoncée a pour « point de départ » la nouvelle situation politique du pays, c'est-à-dire le Venezuela sans Hugo Chávez.

Tantôt cette dernière est présupposée à travers le thème<sup>425</sup> de l'énoncé, comme dans les titres qui suivent, où le thème (en italique) renvoie à la junte de transition, ce qui fait de la chute de Hugo Chávez et de l'instauration d'un gouvernement provisoire des informations déjà acquises :

m- *Junta provisional de gobierno* conducirá la transición<sup>426</sup>  
n- *Nuevo Gobierno* revisará aumento del salario<sup>427</sup>

Tantôt elle est sous-entendue, comme dans ces exemples, auxquels on pourrait, pour les rendre plus explicites, ajouter les éléments qui figurent ci-dessous entre crochets :

o- En 5 días se normalizará la refinería El Palito [*gracias a la caída del gobierno de Hugo Chávez que permitió el retorno de su ex-gerente, anteriormente despedido por él*]<sup>428</sup>

---

<sup>423</sup> La proportion de futurs, dans l'échantillon de presse observé (voir *supra*), est même un peu plus élevée que celle de notre sous-corpus.

<sup>424</sup> En espagnol, en effet, le futur peut servir à « exprimer l'hypothèse, la probabilité, le doute : la langue use d'un écart temporel (présent/futur) pour dire un écart modal » (Charaudeau *et al.*, 2005 b : 209). Selon Michel Bénaben, dans ce type d'emplois, le futur est « chargé de signifier que le sujet parlant attend confirmation de ce qu'il vient d'avancer » (2002 : 237, souligné par l'auteur).

<sup>425</sup> Entendu en terme de structure thématique (découpage thème/rhème).

<sup>426</sup> « La Junte de gouvernement provisoire conduira la transition », *El Nacional*, 12 avril 2002.

<sup>427</sup> « Le nouveau gouvernement reverra l'augmentation des salaires », *El Nacional*, 13 avril 2002.



p- Las finanzas limitarán cambios en política petrolera [*a pesar de la caída de Hugo Chávez*]<sup>429</sup>

q- Ambiente de calma [*debido a la caída de Hugo Chávez*] generará inversión<sup>430</sup>

Si l'on se penche sur le contenu des articles, on peut vérifier que les prévisions énoncées dans ces titres sont faites à partir du postulat de départ qui est celui du changement de gouvernement. De plus, rappelons que ces intitulés sont d'ores et déjà « cadrés » par les titres courants analysés précédemment, « récapitulant » les faits et permettant de repérer les pages traitant des événements. Pour les numéros du 13 avril, dont sont tirés ces titres, le titre courant affiché par *El Nacional* est « Período de transición » et celui de *El Universal* est « Reconstrucción ». Quant à *Últimas Noticias*, on ne trouve pas ce jour-là entre ses pages de titre courant, mais un logo circulaire portant les mots « La nueva Venezuela » ; celui-ci n'orne pas la page portant le titre susmentionné, mais figure sur la page de gauche de l'hyperstructure où se trouve cet article. Titres courants et élément iconographique constituent ainsi un présupposé pour l'ensemble des informations contenues dans les pages qu'ils surmontent. Or, comme on l'a vu précédemment, ces derniers focalisent sur l'avènement d'un « nouveau Venezuela » – présupposant ainsi eux-mêmes l'effondrement du chavisme. Nos titres d'articles dominants au futur sont donc interprétés par le lecteur à la lumière du postulat de base que posent titres courants et élément iconographique : la nouvelle situation politique du pays.

Comme le souligne Dominique Maingueneau (1991 b : 79), le futur, et plus particulièrement le futur simple, est porteur de valeurs modales qui lui sont intrinsèques : ainsi, « énoncer au futur, ce n'est pas situer un événement dans l'avenir, c'est désirer, ordonner, craindre, etc. ». En effet, « dès qu'on sort du domaine du certain, repéré par rapport au moment d'énonciation, pour se tourner vers l'avenir, on ne peut qu'imaginer une situation anticipée » (*ibid.*) : les journalistes ne peuvent prévoir en toute certitude les actions futures du gouvernement ou les conséquences de ces événements en matière économique. Ces futurs ont en fait valeur d'annonce, de prédiction, qui ne peuvent être

---

<sup>428</sup> « La situación de la refinería El Palito revendrá a la normal en 5 días [*gracias a la caída del gobierno de Hugo Chávez que permitió el regreso de su ex-gerente, que Chávez había anteriormente despedido*] », *El Nacional*, 13 abril 2002.

<sup>429</sup> « Las finanzas limitarán los cambios de la política petrolera [*malgré la chute de Hugo Chávez*] », *El Universal*, 13 abril 2002.

<sup>430</sup> « L'atmosphère de calme [*due à la chute de Hugo Chávez*] génèrera de l'investissement », *Últimas Noticias*, 13 abril 2002.

valides que si elles se fondent sur l'existence même d'une nouvelle donne politique. On peut donc voir dans l'emploi de ce temps une acceptation implicite de cette dernière.

D'autre part, la prédiction est basée sur un *savoir* ou un *pouvoir* du locuteur (Maingueneau 1991 b : 80). Ici, il s'agit des sources dont il dispose. Pour ce type de titres au futur – ainsi que pour ceux au conditionnel journalistique – Françoise Sullet-Nylander parle de titres conviant à une « interprétation polyphonique ». Selon elle, avec un titre tel que *Le prix du pétrole va baisser*<sup>431</sup>, « le lecteur supposera que ce n'est pas le journaliste qui a fait cette prévision, mais des instances compétentes dont l'identité ne figure pas dans le titre » (1998 : 102). Deux voix s'entremêlent donc dans cet énoncé : « celle des instances capables de prévoir la baisse du pétrole, *les asserteurs*, et celle du journaliste énonçant cette information, *l'énonciateur* » (*ibid.*). De fait, le choix du temps est révélateur de la position du journaliste vis-à-vis de l'information qu'il rapporte : avec le conditionnel, celui-ci « choisit de montrer sa réserve sur la vérité de l'information », tandis qu'avec le futur, « il prend en charge l'assertion et affirme le caractère inéluctable » de l'information annoncée (*ibid* : 103).

On peut donc dire, pour être précise, qu'à travers ces titres au futur simple les journaux relaient, sans émettre de réserve à leur égard, des prédictions faites par des *asserteurs* implicites qui tiennent la fin du régime chaviste pour un fait établi et dont ils assument totalement le point de vue.

Les trois temps dont l'usage est significatif, dans notre corpus, sont donc le présent, le prétérit et le futur. Si l'on observe par exemple l'emploi des temps dans l'édition de *Últimas Noticias* du 14 avril, on constate que sur douze titres, la moitié des verbes sont au prétérit, trois sont au futur et trois au présent. Parmi ces derniers, deux renvoient à des faits passés mais tout en ouvrant sur le futur. Ainsi, le journal se trouve à la croisée des chemins entre le récit de faits passés et le compte-rendu d'une situation « en attente de dénouement »<sup>432</sup>. Cet aspect est bien évidemment accentué, par le fait que le retour de

---

<sup>431</sup> Exemple qu'elle tire elle-même de Ducrot (1980 : 46).

<sup>432</sup> Nous reprenons ici les mots de Jocelyne Arquembourg (2003 : 48), qui distingue le *compte-rendu de situation* du *récit historique* d'un événement, construit quant à lui à partir d'un schéma rétrospectif. Or on constate ici que les deux peuvent être étroitement mêlés. Voir 2.2.2.1.

Hugo Chávez est annoncé dans ce numéro ; le journal s'en trouve donc d'autant plus tiraillé entre informer sur les faits survenus et anticiper les événements à venir.

Quant au passé composé, au conditionnel et à l'imparfait, leur usage est trop occasionnel (un à deux emplois dans l'ensemble du sous-corpus) pour que l'on puisse en tirer ici des conclusions. On peut toutefois s'étonner de ne trouver qu'un seul titre comportant un verbe au conditionnel présent :

t. Carmona presidiría Junta de Gobierno<sup>433</sup>

En effet le conditionnel dit « journalistique » est souvent employé dans la presse, permettant au locuteur « d'être l'annonceur de la nouvelle, sans pour autant en assumer la vérité ou la non-vérité, ceci étant le rôle de la source » (Sullet-Nylander, 1998 : 102). Etant donné la situation de bouleversement et de confusion que traverse le pays, on pourrait donc attendre une utilisation plus fréquente de ce temps de la part des journalistes, faisant ainsi montre de leur réserve vis-à-vis des informations énoncées.

#### 4-4.4.2. Répartition syntaxique « Camp chaviste » *versus* « opposition »

Si l'on classe, de façon schématique, les sujets et les objets de ces titres en deux catégories : *camp chaviste* d'un côté et *opposition* de l'autre, afin d'examiner leur distribution, on observe qu'aucun des deux « camps » ne l'emporte largement sur l'autre dans l'une ou l'autre des deux positions syntaxiques. On constate toutefois sans étonnement que la catégorie *opposition* occupe majoritairement la position de sujet jusqu'au 14 avril (exemples a, c, d), jour de l'annonce du revirement de situation par *Últimas Noticias*, tandis que jusqu'à cette date la catégorie *chaviste* se trouve plus fréquemment en position d'objet (b), à l'intérieur de propositions complétives objet (c), ou comme complément déterminatif à l'intérieur d'un complément d'objet (d).

a - Gobierno de transición disolvió la Asamblea Nacional<sup>434</sup>  
b - Removerán poderes estatales y municipales<sup>435</sup>

<sup>433</sup> « Carmona presidiría la junte de gouvernement »

<sup>434</sup> « [Le] Gouvernement de transition a dissout l'assemblée nationale », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>435</sup> « Les pouvoirs fédéraux et municipaux vont être révoqués », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

- c - CTV y Fedecámaras pidieron a Chávez que se vaya<sup>436</sup>
- d - Comisión militar negocia salida del Presidente<sup>437</sup>

A l'inverse, la catégorie *chaviste* est plus souvent en position de sujet que la catégorie *opposition* à partir du 14 avril (exemples e et f), ce qui semble cohérent puisque sur le terrain le camp chaviste reprend le dessus.

- e - Chávez no se fue del país<sup>438</sup>
- f - Regresan gobernadores chavistas<sup>439</sup>

On remarque néanmoins que dans l'ensemble du sous-corpus de titres, la catégorie *chaviste* apparaît plus fréquemment en position d'objet, ou du moins, dans la partie de l'énoncé qui vient compléter le verbe (sujet de la complétive, complément déterminatif au sein du complément d'objet) que la catégorie *opposition*, résultat qui ne vient pas, lui non plus, contredire nos attentes.

Quant au choix du temps des verbes, il ne semble pas entrer en relation avec la présence de l'une des deux catégories (*camp chaviste* versus *opposition*) en position de sujet ou d'objet.

La distribution syntaxique doit également être mise en regard avec le signifié du verbe. En effet, le sujet n'est pas toujours « maître » du procès, et inversement, l'objet ne « subit » pas toujours l'action exprimée par le verbe. Jean-Claude Chevalier (1978 : 78-79) propose ainsi de redéfinir la notion même de sujet : on parlerait alors de *gène* lorsque le sujet est maître de l'événement, lorsque c'est lui qui le provoque et qui le mène ; on dirait qu'il en est le *site* lorsque celui-ci n'est pas maître du procès, qu'il est le « théâtre » de l'événement. Dans le cas de nos titres, le « camp chaviste » en position de sujet nous semble, selon ces critères, pouvoir être considéré à quatre reprises comme un *site*, tel qu'on peut le constater dans ces exemples :

- g- Chávez renunció a la Presidencia<sup>440</sup>
- h- La “ Revolución pacífica ” cerró con sangre y dolor<sup>441</sup>

<sup>436</sup> « [La] CTV et Fedecámaras ont demandé à Chávez de partir », *El Nacional*, 12 avril 2002.

<sup>437</sup> « [Une] commission militaire négocie le départ du Président », *El Universal*, 12 avril 2002.

<sup>438</sup> « Chávez n'a pas quitté le pays » *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

<sup>439</sup> « Les gouverneurs chavistes reviennent » *El Universal*, 15 avril 2002.

<sup>440</sup> « Chávez a renoncé à / démissionné de la présidence », *El Universal*, 12 avril 2002.

<sup>441</sup> « La “ Revolution pacifique ” s'est terminée dans le sang et la douleur », *Últimas Noticias*, 12 avril 2002

i- Irá a juicio ex Min Interior<sup>442</sup>

Le camp *opposition* apparaît pour sa part en position de *site* à trois reprises, comme on peut l'observer ci-dessous :

j- Carmona dejó el Palacio en manos de los militares chavistas<sup>443</sup>

h- Militares golpistas serán sancionados<sup>444</sup>

On en conclut que cette tentative d'observation de la distribution syntaxique des sujets et des objets de ces titres selon une classification binaire *camp chaviste* versus *opposition* s'avère, somme toute, assez peu probante, ce qui est dû, selon nous, à deux facteurs. D'une part, l'identification en terme de « camp » n'est pas toujours aisée et nécessite, selon les cas, de posséder une très bonne connaissance du contexte politique et des faits survenus au jour le jour, ou d'aller vérifier dans le contenu de l'article pour savoir exactement à qui il est fait référence. D'autre part, on constate que, même après avoir procédé à cette identification, au sein des 124 titres constitués de phrases complètes, la proportion de sujets et d'objets pouvant être classés dans l'une ou l'autre des catégories est en définitive assez restreinte (30 sujets et 23 objets identifiés).

#### 4-4.4.3. Des sujets à l'identité imprécise

Ces remarques nous incitent à procéder à un examen détaillé des sujets de ces titres. On classe ces derniers en trois catégories, selon que (i) leur sujet est un nom propre (Np) ou un syntagme nominal comportant un nom propre, (ii) un SN dont le noyau est un nom commun (Nc), ou (iii) que leur sujet n'est pas exprimé au moyen d'un SN<sup>445</sup>. Nous incluons dans un premier temps les titres se présentant sous la forme d'une tournure pronominale avec *se* suivi d'un verbe et d'un SN, tel que : « Se restablecen la

---

<sup>442</sup> « L'ex Ministre de l'Intérieur ira devant les tribunaux », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002

<sup>443</sup> « Carmona a laissé le Palais aux mains des militaires chavistes », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002

<sup>444</sup> « Les militaires insurgés seront sanctionnés », *El Universal*, 15 avril 2002

<sup>445</sup> Cette troisième catégorie (iii) contient essentiellement des constructions dont le sujet n'est pas spécifié : verbe à la troisième personne du pluriel sans pronom, pronom *se* en position de sujet, tournures exprimant l'obligation impersonnelle telles que « es necesario ». On y trouve également deux titres dont le sujet est un pronom indéfini (« Todo » et « alguien »), et deux titres dont le verbe est à la 1<sup>ère</sup> personne du singulier sans pronom personnel exprimé.

governabilidad y las operaciones en PDVSA »<sup>446</sup>, dans la deuxième catégorie (ii), dans la mesure où le SN qui suit le verbe peut être considéré comme un sujet postposé. Cet aspect sera toutefois discuté ultérieurement. Les résultats de ce classement peuvent être observés dans le tableau qui suit.

### Sujet des phrases complètes

Sujet	SN ac Np	SN ac Nc	Ø SN
<i>El Nacional</i> (38 titres)	7 = 18,4%	29 = 76,3%	2 = 5,2%
<i>El Universal</i> (38 titres)	13 = 34,2%	13 = 34,2%	12 = 31,6%
<i>Últimas Noticias</i> (48 titres ; 49 sujets <sup>447</sup> )	11 = 22,4%	28 57,14%	10 = 20,4%
<b>TOTAL = 124 titres</b> <b>125 sujets</b>	<b>31</b> <b>= 24,8%</b>	<b>70</b> <b>= 56%</b>	<b>24</b> <b>= 19,2%</b>

#### 4-4.4.3.1. Les SN avec nom propre (Np)

On est tout d'abord frappé par la présence très faible de noms propres en position de sujet : on n'en compte que 31 sur les 124 titres de notre sous-corpus. De plus, parmi ces derniers, seulement 10 sont des Np de personnes. Etant donné les circonstances, on pourrait s'attendre à trouver, en guise de titres, une énumération de faits énoncés selon la configuration (S = Np) + V (*Untel a fait cela*), autrement dit, que les sujets des verbes renvoient à des acteurs désignés par des noms propres. Françoise Sullet-Nylander (1998 : 39) remarque par exemple, dans les titres de presse française, «la prééminence de noms propres ou de noms renvoyant à des groupes de personnes en position de sujet ». Or on constate qu'en plus des deux principaux protagonistes de cet événement, Hugo Chávez (qui apparaît quatre fois en position de sujet) et Pedro Carmona (trois fois), on ne rencontre que trois Np de personnes désignant des acteurs : Manuel Espinoza (vice-ministre de la culture du gouvernement Chávez), Luis Reyes Reyes (gouverneur de l'Etat de Lara, partisan de Hugo Chávez), et César Gaviria (secrétaire général de l'OEA). De plus, quatre

<sup>446</sup> Dont l'une des traductions pourrait être : « Chez PDVSA la gouvernabilité et les opérations se rétablissent », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>447</sup> L'un des titres du quotidien *Últimas Noticias* comporte 2 sujets, ce qui donne donc, pour ce quotidien, un total de 48 titres mais de 49 sujets. On inclut dans ces données le titre supplémentaire de la 3<sup>ème</sup> édition de *El Universal*, voir supra.

de ces noms propres de personne (Chávez, Reyes Reyes et Carmona qui apparaît deux fois) se trouvent dans un même numéro (édition du 14 avril de *Últimas Noticias*).

Les autres Np – ou SN contenant un Np – en position de sujet sont presque exclusivement des Np de lieu (toponymes) d'une part, et des Np d'« instances collectives », d'autre part. Parmi les toponymes figurent essentiellement des noms de raffineries de pétrole (exemples a et b) et des noms de villes ou de pays. Pour ces derniers, on a clairement affaire à des usages métonymiques, puisqu'ils désignent en fait soit les habitants du lieu (c), soit une institution qui le symbolise (d) – et, par voie de conséquence, les acteurs qui la constituent :

- a - *El Palito* garantiza combustible<sup>448</sup>
- b - Colapsó el complejo de Paraguaná<sup>449</sup>
- c - Caracas quedó herida<sup>450</sup>
- d - América y Europa claman por orden<sup>451</sup>

Et l'on peut également voir des métonymies dans les Np de raffineries en position de sujet, dans la mesure où dans la réalité les actions décrites par le verbe sont menées par l'ensemble du personnel de ces entreprises. En effet, on peut lire dans l'article introduit par le titre (b) :

Fuentes informaron que la paralización de la planta sucedió *luego de que se retiraran de las instalaciones aproximadamente 80% de la fuerza laboral*. Después de una asamblea de trabajadores en la que participó el ministro de Energía y Minas, Álvaro Silva Calderón, y en la que no se logró llegar a un acuerdo, *los funcionarios de Petróleos de Venezuela en ese complejo decidieron detener las actividades, argumentando razones de seguridad*<sup>452</sup>.

Au sein des noms propres qu'on a catégorisés comme Np d'« instances collectives », on trouve ceux de l'organisation syndicale CTV, (qui apparaît 4 fois en position de sujet) et de l'organisation patronale *Fedecámaras* (qui n'apparaît qu'une seule

---

<sup>448</sup> « *El Palito* garantiza la producción de petróleo », *El Universal* 12 avril 2002.

<sup>449</sup> « *Le complexe de Paraguaná* s'est paralysé », *El Nacional*, 12 avril 2002.

<sup>450</sup> « *Caracas* est resté meurtrie », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>451</sup> « *L'Amérique et l'Europe* en appellent à l'ordre », *El Universal*, 15 avril 2002.

<sup>452</sup> « Des sources ont affirmé que la paralysie de la raffinerie a eu lieu *après qu'environ 80% des employés se soient retirés des installations*. Après une assemblée de travailleurs, à laquelle a participé le ministre de l'Énergie et des Mines, Álvaro Silva Calderón, et à l'issue de laquelle aucun accord n'a pu être conclu, *les fonctionnaires de ce complexe de Pétroles de Venezuela, invoquant des raisons de sécurité, ont décidé de cesser leurs activités* ». « Colapsó el complejo de Paraguaná », *El Nacional*, 12 avril 2002

fois en position de sujet). On peut s'étonner du fait que les noms de ces organisations, principales instigatrices des événements qui menèrent jusqu'au renversement de Hugo Chávez le 11 avril 2002 (voir 1.1.2) soient le sujet grammatical d'un nombre si réduit de titres. Figurent également au rang des Np d'instances collectives les noms de l'organisation internationale OEA (Organisation des Etats Américains, qui se trouve deux fois en position de sujet), de l'association pour les droits humains *Cofavic* (*Comité de Familiares de las Víctimas de los sucesos de 1989*<sup>453</sup>), et de la commission nationale de télécommunications, *Conatel*. Ces Np sont toujours présentés sous forme de sigles ou de mots-valises, ce qui semble pouvoir s'expliquer aisément par le souci d'économie inhérent à l'écriture du titre. On notera que le Np de Carlos Ortega, dirigeant de la CTV et acteur de taille dans ces événements, n'apparaît jamais dans ces titres en position de sujet. D'autre part, on peut de nouveau voir dans ces Np d'instances collectives en position de sujets des emplois métonymiques, dans la mesure où en réalité, ce sont, là aussi, les membres de ces organisations qui sont désignés au travers de ces dénominations. On peut observer ci-dessous quelques exemples de ces titres dont le sujet est un Np d'instance collective :

- e- *CTV y Fedecámaras* pidieron a Chávez que se vaya<sup>454</sup>
- f- *La CTV* ratifica su autonomía<sup>455</sup>
- g- *OEA* debe decidir si renunció o lo sacaron<sup>456</sup>

Ainsi, près de deux tiers des Np en position de sujet sont des Np d'instances collectives et des toponymes en usage métonymique. S'intéressant à ces derniers, Michelle Lecolle (2004 : 6) souligne que « la métonymie lieu institutionnel/actant institutionnel » permet, dans le discours journalistique, « de référer à tout ce qui a trait à l'institution (dirigeant, groupe de dirigeants, institution) et ceci le plus souvent de manière indéterminée, [...] sans qu'il paraisse pertinent, la plupart du temps, de circonscrire une référence plus précise. » Dans notre corpus, ces désignations englobantes permettent en effet de faire référence à la fois à un lieu et à ses habitants, à une usine, à sa direction et à son personnel, à une organisation en tant qu'instance collective en même temps qu'à ses membres, etc. L'utilisation de la métonymie présente donc l'avantage de constituer une

<sup>453</sup> Comité de proches des victimes des événements de 1989.

<sup>454</sup> « [La] CTV et *Fedecámaras* ont demandé à Chávez de partir », *El Nacional*, 12 avril 2002.

<sup>455</sup> « *La CTV* ratifie son autonomie », *El Universal*, 13 avril 2002.

<sup>456</sup> « *L'OEA* doit décider s'il a démissionné ou si on l'a destitué », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.



appellation assez parlante pour que le lecteur comprenne sans problème ce à quoi il est fait référence, tout en ne nommant pas d'acteurs en particulier.

#### 4-4.4.3.2. Les SN avec nom commun (Nc)

La catégorie la plus nombreuse est celle qui regroupe les titres dont le sujet est un syntagme nominal formé autour d'un nom commun (Nc). C'est dans le journal *El Nacional* que ce type de sujets est de loin le plus fréquent. Une part importante de ces SN se réfèrent à des « objets » non humains, autrement dit, essentiellement, à des entités abstraites (a ; b ; c), à des faits ou à la situation politique du pays (d ; e ; f), ou encore à des éléments du domaine économique (g ; h ; i).

##### Sujet = entité abstraite :

a - *La prioridad es la reforma fiscal*<sup>457</sup>

b - *El nerviosismo se apoderó de las calles de la ciudad*<sup>458</sup>

c - *La justicia y el apego a las leyes lo tumbaron y lo restituyeron*<sup>459</sup>

##### Sujet = faits, situation politique du pays :

d - *Tiroteo en el centro de Caracas duró más de cuatro horas*<sup>460</sup>

e - *Tras la batalla vino la calma*<sup>461</sup>

f - *Renuncia de Chávez genera polémica*<sup>462</sup>

##### Sujet = éléments du domaine économique :

g - *Precio del petróleo bajó 3,7%*<sup>463</sup>

h - *Bonos de la deuda se disparan en más de 6%*<sup>464</sup>

i - *Cayó producción de crudo*<sup>465</sup>

Comme on peut le voir dans ces exemples, la présence ou non de déterminant est variable, mais quand il y en a un, il s'agit presque toujours d'un article défini. Lorsque cela est le cas, l'article défini produit un effet d'évidence, dans la mesure où le référent du SN n'a pas été introduit auparavant. D'autre part, on constate qu'à quelques exceptions près, ces titres ne comportent pas de référence à des personnes ou à des groupes de personnes dans le reste

<sup>457</sup> « La prioridad es la reforma fiscal », *El Universal*, 13 avril 2002.

<sup>458</sup> « El nerviosismo se apoderó de las calles de la ciudad », *El Nacional*, 15 avril 2002.

<sup>459</sup> « La justicia y el apego a las leyes lo tumbaron y lo restituyeron », *Últimas Noticias*, 15 avril 2002.

<sup>460</sup> « Tiroteo en el centro de Caracas duró más de cuatro horas », *El Nacional*, 12 avril 2002.

<sup>461</sup> « Después de la batalla vino la calma », *El Universal*, 13 avril 2002.

<sup>462</sup> « La renuncia de Chávez genera polémica », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>463</sup> « El precio del petróleo bajó 3,7% », *El Nacional*, 12 avril 2002.

<sup>464</sup> « Los bonos de la deuda se disparan en más de 6% », *El Universal*, 13 avril 2002.

<sup>465</sup> « La producción de petróleo crudo cayó », *Últimas Noticias*, 15 avril 2002.

de la phrase. Mettre en position de sujet un SN dont le noyau est un nom commun non-humain permet ainsi de relater ou de commenter les faits sans en mentionner les acteurs.

Certains de ces SN formés autour d'un nom commun font référence, quant à eux, à des « instances collectives » : on entend par là des SN qui réfèrent à des groupes de personnes considérés collectivement (et non comme une somme d'individus). Ces SN se rapprochent des Np d'instances collectives mentionnés précédemment, à ceci près qu'il ne s'agit pas ici de dénominations stabilisées. De ce fait, seul le contexte extra-discursif (la situation socio-politique) voire intra-discursif (la lecture de l'article ou du reste du journal) permet au lecteur de déterminer quel sont leurs référents, ce qui les rend parfois difficile à identifier à la seule lecture du titre. C'est le cas par exemple du titre (k), pour lequel il nous a fallu parcourir l'article pour établir que « *Dirigencia política* » désignait des dirigeants de l'opposition, « *la agresión* » renvoyant aux violences du 11 avril, attribuées dans l'article au gouvernement. Un encadré inséré dans l'article dominant et intitulé « *MVR se defienden* », peut également faire opter pour une interprétation large du syntagme « *Dirigencia política* », qui renverrait ainsi aux dirigeants des deux bords se rejetant mutuellement la responsabilité des violences survenues. Voici quelques exemples de ces SN sujets faisant référence à des instances collectives :

j- *Comisión militar negocia salida del Presidente*<sup>466</sup>

k- *Dirigencia política condena la agresión y pide intervención de la OEA*<sup>467</sup>

l- *Gobierno de transición disolvió la Asamblea Nacional*<sup>468</sup>

m- *Así vio el mundo a Venezuela*<sup>469</sup>

n- *Asamblea Nacional sesionará hoy de emergencia*<sup>470</sup>

Même lorsque l'on n'a pas de peine à discerner à qui il est fait référence, il n'y a pas, avec ce type de syntagmes, d'identification individuelle : les acteurs ne sont pas désignés nommément. Ce type de désignations se caractérise donc par une certaine « polyréférentialité » (Lecolle 2004)<sup>471</sup>, puisqu'elles renvoient à la fois à un groupe en tant qu'entité collective, et à la fois, implicitement, aux membres qui constituent ce groupe. On

---

<sup>466</sup> « *Une commission militaire négocie le départ du Président* », *El Universal* 12 avril 2002

<sup>467</sup> « *Des dirigeants politiques condamnent l'agression et demandent l'intervention de l'OEA* », *El Nacional*, 12 avril 2002

<sup>468</sup> « *Le gouvernement de transition a dissout l'Assemblée Nationale* », *El Nacional*, 13 avril 2002

<sup>469</sup> « *C'est ainsi que le monde a regardé le Venezuela* », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002

<sup>470</sup> « *L'Assemblée Nationale organisera aujourd'hui une session en urgence* », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002

<sup>471</sup> On reprend ici l'idée de Michèle Lecolle (2004) qui parle de « polyréférentialité » des toponymes en usage métonymique.

sait en effet qu'une commission militaire est composée de plusieurs militaires, qu'un gouvernement est composé de plusieurs personnalités, que « le monde » désigne aussi l'ensemble des êtres humains qui se trouvent sur terre, etc. Ces SN peuvent donc recevoir une interprétation métonymique, si on considère les individus désignés et non le groupe (on pourrait dire *les membres d'une commission militaire, du gouvernement de transition, etc.*), comme ils peuvent être considérés en soi, comme référence au groupe, et ne pas être lus comme métonymiques. En fait, les deux interprétations – métonymique et non métonymique – coexistent, nous semble-t-il, dans ces désignations, sans qu'on doive trancher pour l'une ou pour l'autre. De plus, à deux exceptions près, ces noms communs renvoyant à des instances collectives sont tous privés de déterminants, ce qui accentue l'impression de flou, d'imprécision, et même d'anonymat que suscite l'aspect collectif de ces désignations : on ne sait pas exactement de qui il s'agit. Le journal *El Nacional* est celui chez qui on trouve le plus de SN renvoyant à des instances collectives, alors que *El Universal* n'y a recours qu'une seule fois.

On rencontre également un certain nombre de SN sujets, assez similaires aux SN sujets renvoyant à des instances collectives, faisant référence à un secteur entier de la société. Ils se distinguent ainsi des premiers par le fait que leur référent est beaucoup plus large, comme on peut s'en rendre compte dans les titres suivants :

- o- *La diversión bajó la santamaría*<sup>472</sup>
- p- *La prensa extranjera rompió silencio existente en el país*<sup>473</sup>
- q- *Los barrios revivieron el miedo y la ira del Caracazo*<sup>474</sup>
- r- *Medios fueron hostigados*<sup>475</sup>

On voit en effet dans ces exemples que le référent du SN dépasse le simple groupe de personnes : « los barrios » désigne ici l'ensemble des personnes vivant dans ces quartiers<sup>476</sup>, mais également les quartiers eux-mêmes avec leurs habitations, leurs commerces, etc. (l'article traite des pillages survenus dans ces quartiers pendant les événements). De la même manière, « medios » et « la prensa » renvoient bien sûr au personnel journalistique dépendant des entreprises de presse, mais aussi, dans le premier

<sup>472</sup> « *Le loisir a gardé portes fermées* » *El Nacional*, 12 avril 2002.

<sup>473</sup> « *La presse étrangère a rompu le silence existant dans le pays* », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

<sup>474</sup> « *Les barrios ont revécu la peur et la colère du Caracazo* », *El Nacional*, 15 avril 2002.

<sup>475</sup> « *Les médias ont été harcelés* », *El Universal*, 15 avril 2002.

<sup>476</sup> Les *barrios* désignent au Venezuela les quartiers populaires, et plus particulièrement ceux de Caracas.

cas, à leurs locaux (il s'agit dans l'article d'agressions de reporters et d'actes de vandalismes perpétrés contre des sièges d'entreprises médiatiques), et dans le deuxième, à l'ensemble des productions médiatiques de la presse étrangère. Dans les deux cas, c'est aussi et surtout, à l'ensemble du secteur médiatique à qui il est fait référence. Notons d'ailleurs qu'on trouve également un troisième titre dont le SN sujet (« La televisión ») renvoie à ce secteur.

La moitié de ces SN renvoyant à des secteurs de la société sont pourvus d'articles définis. Néanmoins, on peut faire la même remarque, pour ce type de SN, que celle faite précédemment pour les SN « entités collectives » quant à la possibilité d'une double interprétation, métonymique ou non. Encore plus que pour ces derniers, on a affaire à des désignations englobantes, généralisantes, et par conséquent, assez imprécises.

Enfin, dans un nombre assez réduit de titres (17), le SN sujet renvoie explicitement à une ou des personne(s) :

- s. *Las familias* protagonizaron la marcha de la oposición<sup>477</sup>
- t. *Artistas* también marchan<sup>478</sup>
- u. *Dirigentes oficialistas* denuncian ser víctimas de persecución política<sup>479</sup>
- v. *Un empresario* asume las riendas del país<sup>480</sup>
- w. *Manifestantes* queman galpón de una empresa en Guarenas<sup>481</sup>
- x. *Regresan gobernadores chavistas*<sup>482</sup>

Les deux tiers d'entre eux sont sans déterminant ; ceux qui sont déterminés le sont généralement par un article défini. On observe que, bien qu'elles renvoient à des individus, ces désignations restent malgré tout assez génériques : on peut en effet se demander de quel type de familles, d'artistes, ou de manifestants il s'agit. Si certains des noms communs sont dotés d'un qualificatif permettant de discerner l'appartenance politique des personnes dont il est question (« oficialistas », « chavistas »), on reste néanmoins dans le flou quant à leur identité exacte.

---

<sup>477</sup> « *Les familles* ont mené le défilé de l'opposition », *El Nacional*, 12 avril 2002.

<sup>478</sup> « *Les artistes* défilent également », *El Universal*, 12 avril 2002.

<sup>479</sup> « *Des dirigeants oficialistas* affirment être victimes de persécution politique », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>480</sup> « *Un entrepreneur* prend les rênes du pays », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>481</sup> « *Des manifestants* brûlent le hangar d'une entreprise de Guarenas », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

<sup>482</sup> « *Des gouverneurs chavistes* reviennent », *El Universal*, 15 avril 2002.

En termes quantitatifs, au sein des différentes sous-catégories thématiques que l'on a pu discerner, ce sont les titres dont le sujet est un SN renvoyant à un objet non-humain qui sont les plus nombreux. Toutefois, si l'on ajoute l'ensemble des sujets qui renvoient explicitement ou implicitement à des personnes ou des groupes de personnes (*i.e* les Np de personnes, d'instances collectives et les toponymes en usage métonymique d'une part, les Nc d'instances collectives, de secteurs de la société et Nc de personnes d'autre part), ces derniers sont en fait majoritaires. Ce qui est frappant, c'est qu'à l'exception des dix noms propres de personne, il s'agit de sujets à l'identité assez imprécise. Le plus souvent, à la seule lecture du titre, on ne peut savoir exactement à qui il est fait référence. On peut également noter l'abondance de Nc et de Np en emploi métonymique, ou du moins qui peuvent recevoir cette interprétation. Or, comme l'indique Michelle Lecolle (2004 : 8), « le SN métonymique construit en contexte un ensemble discursif, non nommable, laissant dans le flou la composition de cet ensemble ». Tout cela crée donc l'impression d'une certaine désindividualisation des sujets : on a affaire à des grandes catégories de personnes, à des grands secteurs de la société, à des groupes considérés collectivement, à des organisations politiques ou internationales, à des capitales et à des pays. Mais en définitive, à la lecture de ces titres dominants, on ne sait pas précisément qui sont les acteurs des faits annoncés.

#### 4-4.4.4. L'effacement des agents

##### 4-4.4.4.1. La troisième personne du pluriel indéfinie

Comme on l'a mentionné précédemment, un certain nombre des titres de notre sous-corpus dont la structure syntaxique est une phrase complète n'ont pas de sujet exprimé au moyen d'un syntagme nominal. Parmi eux, on s'intéressera ici aux plus nombreux, les titres à la troisième personne du pluriel (désormais 3<sup>ème</sup> PP) sans autre sujet exprimé que la désinence du verbe<sup>483</sup>, comme par exemple :

---

<sup>483</sup> Il faut rappeler qu'en espagnol, la personne est présente à l'intérieur de la désinence du verbe, autrement dit, « le verbe espagnol peut constituer à lui seul une phrase minimale » (Bénaben 2002 : 104) ; il est un « verbe-phrase » (Chevalier 1978 : 104).

a- Bañaron las calles de sangre<sup>484</sup>

On en compte 18 au sein de notre sous-corpus. Ils sont assez fréquents chez *Últimas Noticias* et surtout chez *El Universal*, où ils représentent presque un tiers des titres se présentant sous forme de phrases complètes (voir tableau « Sujet des phrases complètes », 4.4.4.3). En revanche, *El Nacional*, dans notre sous-corpus, n'en compte qu'un seul. Comme on peut l'observer dans l'exemple (a), ce type de tournures, très fréquentes en espagnol, posent le problème de l'interprétation de la troisième personne du pluriel, puisqu'on ne peut savoir, hors contexte, à qui cette dernière fait référence. C'est pourquoi certaines grammaires, comme celle de Bosque et Demonte (1999), parlent de tournures « de sens impersonnel ». Néanmoins, cette notion de « sens impersonnel » mérite d'être interrogée.

En effet, Bosque et Demonte (1999, § 27.1, p. 1725) soulignent à ce sujet que la valeur impersonnelle d'un énoncé peut être due à deux types de facteurs : soit à la nature même de certains verbes, qui ne peuvent recevoir de sujet déterminé (exemple : *Llueve* = « il pleut »), soit au contexte grammatical qui conduit à une « interprétation » impersonnelle. Cet ouvrage indique ainsi que selon Manuel Seco (1989) et la *Real Academia* (1973), seuls les énoncés correspondant à la première configuration (les énoncés « impersonnels naturels ») peuvent être considérés comme véritablement impersonnels, tandis que ceux correspondant à la seconde configuration (les énoncés « impersonnels éventuels ») possèdent en fait un sujet implicite. Ainsi, si la grammaire de Bosque et Demonte classe les constructions à la 3<sup>ème</sup> PP sans sujet explicité parmi les « constructions impersonnelles », celles-ci apparaissent toutefois dans la sous-catégorie des « phrases dont le sujet est à référence non-spécifique ou générique »<sup>485</sup>. Dans les grammaires de l'espagnol destinées aux Français<sup>486</sup>, ces tournures à la 3<sup>ème</sup> PP sont d'ailleurs considérées comme l'une des traductions possibles, en espagnol, du pronom français « on » : cela montre bien l'aspect indéfini de cette 3<sup>ème</sup> PP, et le fait qu'il ne s'agit pas de tournures totalement impersonnelles, puisque, comme le pronom « on », elles font référence à un

---

<sup>484</sup> « Les rues ont été baignées de sang », *El Universal*, 12 avril 2002. La 3<sup>ème</sup> personne du pluriel sans sujet exprimé n'a pas d'équivalent français. On peut faire par exemple le choix de la traduire par une voix passive ou par « on », selon les cas. Dans cette section ainsi que dans les suivantes (4.4.4.4.1 à 4.4.4.4.3), les citations ne peuvent donc être traduites littéralement.

<sup>485</sup> « Oraciones con sujetos de referencia inespecífica o genérica », Bosque et Demonte (1999: § 27.2.2, p. 1743).

<sup>486</sup> Du moins celles que nous avons consultées : Bedel (1997) et Charaudeau *et al.* (2005).

sujet qui, bien qu'indéterminé, peut avoir des référents variables en fonction des contextes d'emploi.

Au vu de ces remarques, on s'est donc interrogé sur l'identité du sujet implicite à qui renverraient ces verbes à la troisième personne, en cherchant à déterminer qui pouvait en être l'agent. Or on observe qu'il n'y a pas de constante sur ce point : environ un tiers de ces titres renvoie à des actions menées par les autorités légitimes et leurs défenseurs (*i.e* au « camp chaviste » : exemple b), un tiers aux actions menées par leurs opposants (c), et un tiers à des actions menées par des agents qui, bien qu'ils soient pour la plupart impliqués d'une manière ou d'une autre dans les événements, n'apparaissent pas de manière évidente comme appartenant à l'un ou l'autre « camp », même lorsqu'on lit l'article (d).

b- Ante Fuerte Tiuna apoyan a Chávez<sup>487</sup>

c- Exigen renuncia de gobernadores chavistas<sup>488</sup>

d- Garantizan accesos hacia la ciudad<sup>489</sup>

On constate cependant que le 13 avril, la 3<sup>ème</sup> PP désigne presque exclusivement les acteurs de la tentative de coup d'Etat et ceux qui l'appuient, tandis que les 12 et 15 avril, elle désigne tantôt le « camp chaviste », tantôt des acteurs dont l'appartenance politique est plus difficile à déterminer.

Il ne s'agit donc pas, à travers l'emploi de cette personne indéfinie, d'éviter de nommer une force politique en particulier : on a plutôt affaire ici à une certaine imprécision, déjà évoquée dans le cas des sujets exprimés par des syntagmes nominaux. D'après Bosque et Demonte, la 3<sup>ème</sup> PP acquiert un sens impersonnel lorsqu'elle est utilisée pour faire référence à un sujet inconnu ou à un sujet qu'il n'est pas « intéressant » d'exprimer<sup>490</sup>. La 3<sup>ème</sup> PP « de sens impersonnel » peut ainsi venir d'un choix, de la part du rédacteur du titre, d'insister sur l'action exprimée par le verbe et sur son résultat, plutôt que sur ses exécutants, leur identification ne lui semblant pas nécessaire à la compréhension de l'information. On sait en effet que le titre de presse est soumis à des exigences de

---

<sup>487</sup> « Soutien à Chávez devant Fuerte Tiuna », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>488</sup> « On exige la démission de gouverneurs chavistes », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>489</sup> « L'accès à la ville est garanti », *El Universal*, 15 avril 2002.

<sup>490</sup> « La tercera persona del plural puede adquirir un significado impersonal cuando alude bien a un sujeto desconocido, bien a un sujeto cuya referencia no interesa expresar », Bosque et Demonte, *ibid.* : § 27.2.2.2, p. 1726.

concision ; l'emploi du verbe seul conjugué à la 3<sup>ème</sup> PP permet au rédacteur de faire l'économie d'un syntagme nominal. Cela peut être le cas, par exemple, des titres suivants :

e- Recortan producción en Puerto La Cruz<sup>491</sup>

f- Decretan alerta en hospitales<sup>492</sup>

L'emploi de ces tournures peut également venir du fait que le journaliste considère, dans certains cas, que l'identité de l'agent est évidente pour un lecteur un tant soit peu au fait du contexte socio-politique de son pays. Or on observe que dans plusieurs de ces titres, cela n'est pas si flagrant, et qu'il est parfois difficile de déterminer à quel secteur de la société, à quel camp politique, ou à quel type d'acteurs renvoient ces verbes à la 3<sup>ème</sup> PP. C'est le cas par exemple des titres suivants :

g- Suspendieron señal a Televisoras privadas<sup>493</sup>

h- Por homicidio agravado acusan a Chávez y sus ministros<sup>494</sup>

i- Denunciaron represión en manifestaciones<sup>495</sup>

L'article correspondant au titre (g), par exemple, traite de la décision de Hugo Chávez de suspendre l'émission des chaînes de télévision privées, la 3<sup>ème</sup> PP fait donc référence à ce dernier, et, peut-être, à ceux qui ont exécuté cette mesure, considérés en tant que représentants de l'Etat. Etant donné le conflit existant entre le président vénézuélien et les télévisions privées, le lecteur vénézuélien pourra bien sûr se douter que, dans ce titre, l'agent appartient au « camp chaviste ». Cependant, le verbe à la 3<sup>ème</sup> PP pourrait aussi bien renvoyer à des manifestants pro-Chávez ayant saboté des antennes de télévisions privées. Dans le titre (h), la 3<sup>ème</sup> PP renvoie à une personne bien précise, l'avocat Jesús Ramón Quintero, dont les propos sont rapportés dans l'article. Néanmoins, la lecture de l'article, ou de la légende de la photo, est nécessaire pour connaître cette information, car rien dans ce titre ne permet de deviner qu'il s'agit de cet avocat, et non d'un parti d'opposition ou de proches des victimes tombées pendant la manifestation du 11 avril, par exemple. Par ailleurs, comme on peut l'observer ici, dans ce type de tournures de sens impersonnel, la 3<sup>ème</sup> PP peut aussi bien désigner un seul individu, sa dimension plurielle

---

<sup>491</sup> « On a interrompu la production à Puerto de la Cruz », *El Universal*, 12 avril 2002.

<sup>492</sup> « L'état d'alerte a été décrété dans les hôpitaux », *El Universal*, 15 avril 2002.

<sup>493</sup> « La diffusion des Télévisions privées a été suspendue », *Últimas Noticias*, 12 avril 2002.

<sup>494</sup> «Chávez et ses ministres sont accusés d'homicide aggravé », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>495</sup> « De la répression dans les manifestations a été dénoncée », *El Universal*, 15 avril 2002.



devenant, selon Bosque et Demonte, « purement formelle »<sup>496</sup>. Enfin, en ce qui concerne le titre (i), c'est en lisant l'article que l'on comprend que ce sont la *Fiscalía* et la *Defensoría del Pueblo*<sup>497</sup>, deux organes de l'Etat chargés de faire respecter les Droits de l'Homme, qui ont « dénoncé la répression », et que cette « répression », qui le 12 avril était attribuée au gouvernement de Hugo Chávez, est ici imputée au gouvernement de Pedro Carmona et à ceux qui l'ont soutenu. Or, avec le titre seul, on ne peut pas déterminer à quel « camp » renvoie cette 3<sup>ème</sup> PP indéterminée, et par conséquent, on ne peut pas non plus en déduire qui sont les auteurs de la « répression ».

Plutôt que de faire l'économie d'un sujet en omettant des éléments connus du lecteur, il semblerait donc qu'il s'agisse ici de présenter comme évidentes des informations qui, en définitive, ne le sont pas forcément. On retrouve là le phénomène déjà observé pour les Unes et les titres courants (4.2. et 4.3.2). Dans certains cas, l'emploi de la 3<sup>ème</sup> PP indéfinie peut témoigner d'une certaine volonté de connivence avec le lecteur : ainsi un article intitulé « Bañaron las calles de sangre » attribue les morts du 11 avril à la fois à des francs-tireurs et aux « cercles boliviariens » – laissant au lecteur le soin de faire l'amalgame entre les deux. Si, dans le titre, le verbe à la 3<sup>ème</sup> PP ne permet pas de déterminer qui sont les auteurs de ce « bain de sang », on peut penser que le journaliste attend des lecteurs qu'ils l'attribuent sans hésitation au camp chaviste, supposant que s'il y a eu un massacre, cela ne peut venir que de Chávez ou de ses partisans.

Néanmoins, dans la mesure où l'identité et l'appartenance politique des acteurs à qui renvoie la 3<sup>ème</sup> PP sont variables, son utilisation ne répond pas forcément, selon nous, à une stratégie mûrement élaborée par les journaux – principalement *Últimas Noticias* et *El Universal* – à l'encontre de l'un ou l'autre camp, mais plutôt à un choix de maintenir les sujets des verbes dans l'indétermination. Cela leur offre ainsi la possibilité, une fois de plus, d'éviter de nommer, voire de catégoriser, les protagonistes du conflit. De plus, en présentant à leurs lecteurs des événements dont les acteurs ont été effacés, les deux

---

<sup>496</sup> « En relación con los rasgos interpretativos de la tercera persona en los casos que nos ocupan, debemos señalar además que la pluralidad de la tercera persona es puramente formal, es decir, no aporta el contenido habitual de “más de un(a) individuo/entidad” que el plural tiene », Bosque et Demonte (1999 : § 27.2.2.2, p.1739).

<sup>497</sup> Respectivement, le Ministère public et la Direction du Défenseur du peuple.

quotidiens poussent jusqu'au bout la logique de « s'en tenir aux faits », donnant ainsi des allures d'objectivité aux informations livrées dans ces titres.

#### 4-4.4.4.2. Les tournures pronominales de sens passif

Par ailleurs, cinq titres constitués de phrases complètes se présentent sous forme de tournures pronominales dont le sujet est postposé, comme dans l'exemple suivant :

a- Se esperan sanciones de la comunidad internacional<sup>498</sup>

Le statut de ces sujets postposés, que nous avons classés auparavant parmi les SN renvoyant à des objets non-humains (voir 4.4.4.3.2) nous semble mériter commentaire. En effet ces tournures à la voix pronominale sont dites « pasivas reflejas » dans les grammaires espagnoles<sup>499</sup>, appellation que Jean-Marc Bedel traduit en français par « forme réfléchie à sens passif » (1997 : § 412,). Néanmoins, comme l'indique l'auteur lui-même,

il s'agit en réalité d'une forme faussement réfléchie : le sujet du verbe n'opère jamais l'action sur lui-même. Il la subit même, comme le sujet d'un verbe à la voix passive [...]. (*ibid.*, note 1 p.426)

L'espagnol est très coutumier de ce type de tournures : de sorte que, là où le français aurait recours à la voix passive, on trouvera plus fréquemment en espagnol la voix pronominale. Comme le souligne Michel Bénaben, dans les énoncés pronominaux de ce type, « le "sujet" apparent ne conduit pas l'action déclarée par le verbe. Il est simplement le théâtre de l'événement, en réalité le véritable agent n'est pas nommé » (2002 : 259). C'est en ce sens que certains parlent de « passif impersonnel » (Charaudeau *et al.* 2005 : 254) pour ces tournures, qui, normalement, n'admettent pas de complément d'agent<sup>500</sup>. A l'instar des tournures à la 3<sup>ème</sup> PP, celles-ci sont d'ailleurs considérées par les grammaires de l'espagnol destinées aux Français comme l'une des traductions possibles du pronom « on ».

Comme dans les tournures précédemment analysées, on peut donc envisager, derrière ces tournures pronominales, l'existence d'un agent implicite, dont l'identité reste indéfinie. La forme interrogative du titre (b) laisse supposer que l'identité de ceux qui ont

<sup>498</sup> « On attend des sanctions de la communauté internationale », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

<sup>499</sup> Telles celles de Bosque et Demonte (1999) ou celle de la *Real Academia Española* (2009).

<sup>500</sup> Bien que la grammaire de Bosque et Demonte (1999 : § 26.3.3, p. 1682) signale certaines exceptions rencontrées dans certaines œuvres littéraires et, plus fréquemment, dans la presse.

tramé la démission de Hugo Chávez sera dévoilée dans l'article. La forme pronominale semble donc employée au service de la fonction « incitative » du titre de presse. :

b- ¿Cómo se fraguó la renuncia de Hugo Chávez?<sup>501</sup>

c- Se normalizan operaciones en Pdvsa<sup>502</sup>

d - Se restablecen la gobernabilidad y las operaciones en PDVSA<sup>503</sup>

e - Se reanuda actividad comercial<sup>504</sup>

Les trois autres titres rapportent des faits relevant du domaine de l'économie. Il est intéressant de constater que les titres (c) et (d) annoncent la reprise normale des activités dans le secteur pétrolier, autrement dit, la fin de la grève menée par les opposants à la politique de Hugo Chávez dans ce domaine afin de le déstabiliser. En allant plus avant dans la lecture des articles, on observe qu'y est annoncé le retour de certains des cadres dirigeants limogés de PDVSA, dont son ex-président, Guaicaipuro Lameda, réhabilités par le président du gouvernement de transition Pedro Carmona. Les actions exprimées par ces verbes ont donc un agent bien déterminé, autre que le sujet grammatical de ces titres. Or, avec ces tournures pronominales, on a le sentiment que les référents des sujets grammaticaux (« operaciones », « la gobernabilidad y las operaciones ») exercent ces actions sur eux-mêmes, comme si ces faits se déroulaient indépendamment de toute intervention humaine. Ainsi, l'impression d'effacement de l'agent est encore plus forte qu'avec les énoncés à la 3<sup>ème</sup> PP sans sujet explicite.

#### **4-4.4.4.3. Les titres à la voix passive**

Enfin, si la majorité des titres se présentant sous forme de phrases complètes sont à la voix active, trois d'entre eux, cependant, contiennent des verbes à la voix passive. De plus, comme on l'a mentionné précédemment, une partie (huit au total) des titres classés dans la catégorie « divers » consiste en une construction passive « tronquée », c'est-à-dire, sans auxiliaire.

Parmi les titres consistant en des constructions passives « complètes » – avec auxiliaire – deux sont en fait des « faux passifs », tels que les désigne Jean-Marc Bedel (1997 : § 319-320), autrement dit des passifs formés avec l'auxiliaire *estar*. Plus

<sup>501</sup> « Comment s'est tramée la démission de Hugo Chávez ? », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>502</sup> « Les opérations de PDVSA reviennent à la normale », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>503</sup> « La direction et les opérations de PDVSA se rétablissent », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>504</sup> « L'activité commerciale reprend », *El Universal*, 13 avril 2002.

précisément, comme l'indique Michel Bénaben (2002 : 263), le passif construit avec *estar* est un passif « résultatif » (l'action est vue comme définitivement accomplie, on insiste sur l'état qui en résulte : on peut aussi parler de « passif adjectival », Maingueneau, 1994 : 121) ; tandis que le passif construit avec *ser* est un passif « opératif » : l'événement est saisi au cours de son accomplissement (on insiste sur l'événement en tant que processus).

Dans l'exemple qui suit, une construction passive est associée à une construction active, de sorte que les sujets des deux verbes sont des acteurs du camp chaviste :

a- El Presidente no está preso y el Alto Mando no ha renunciado<sup>505</sup>

De plus, le terme « preso » est, outre le participe passé du verbe « prender » (prendre, arrêter), un adjectif et un substantif signifiant « prisonnier ». Il ne s'agit donc pas ici, d'insister sur le processus qui aurait pu (le verbe étant à la forme négative) amener Hugo Chávez à être fait prisonnier, mais seulement sur l'état actuel de la situation : le président n'est pas prisonnier. On notera également que le passif avec *estar* ne peut recevoir, dans la plupart des cas, de complément d'agent introduit par *por*. C'est donc uniquement le sort du président qui intéresse ici ; le fait qu'il puisse y avoir des acteurs derrière une éventuelle détention du président (et une éventuelle démission du Haut commandement de l'armée) n'apparaît même pas de manière implicite.

Quant au seul titre à la voix passive « opérative », susceptible, donc, d'avoir un complément d'agent, il n'en est pas pourvu :

b- Medios fueron hostigados<sup>506</sup>

La présence d'un agent apparaît implicitement, toutefois, à travers la construction avec *ser*, et la connaissance du contexte laisse supposer qu'il s'agit des partisans de Hugo Chávez – bien que la seule lecture du titre ne permette pas de le déterminer.

Parmi les constructions passives tronquées, deux seulement ont un agent spécifié :

c- EE UU y la OEA preocupados por la violencia en Venezuela<sup>507</sup>

<sup>505</sup> «Le Président n'est pas pris / prisonnier et le Haut Commandement n'a pas démissionné », *Últimas Noticias*, 12 avril 2002.

<sup>506</sup> « Les médias ont été harcelés », *El Universal*, 15 avril 2002.

<sup>507</sup> « Les Etats-Unis et l'OEA préoccupés par la violence au Venezuela »

d- Caracas estremecida por manifestaciones y saqueos<sup>508</sup>

Cependant, comme on peut l'observer, il ne s'agit pas d'agents humains mais de faits. En outre, dans le titre (d), ces faits sont eux-mêmes exprimés au moyen de nominalisations, c'est-à-dire, de substantifs disant une action et présentant l'avantage de ne pas avoir à en nommer l'agent (voir 4.3). Dans le titre suivant (e), les faits énoncés sont également mis en relation avec d'autres faits, cette fois dans le complément circonstanciel, sans que leurs agents ne soient nommés :

e- Muertas 15 personas y heridas 350 durante reyerta del jueves<sup>509</sup>

Si l'on observe l'article introduit par ce titre, on constate d'ailleurs que celui-ci comprend une longue énumération des victimes, puis, pour chacun, un récit des circonstances de leur mort ; quant au bord politique de leurs agresseurs, il est très brièvement mentionné en début d'article. Ce sont les conséquences des « échauffourées » du 11 avril, autrement dit, les victimes, et non l'identité de leurs agresseurs qui sont mises en avant ici. Dans ces constructions passives tronquées, l'effet, déjà présent dans les constructions passives « complètes », de focalisation sur le sujet patient, d'une part, et sur le résultat de l'action exprimée par le verbe plutôt que sur son déroulement, d'autre part, est augmenté par l'absence d'auxiliaire, puisque tout marquage temporel est effacé.

#### 4-4.4.5. **Bilan : indétermination des agents et « neutralité » journalistique**

Si l'on totalise les titres se présentant sous forme de tournures à la 3<sup>ème</sup> PP sans sujet exprimé, de tournures pronominales avec un sujet postposé, et de phrases à la voix passive, on obtient un total de 27 titres – soit près d'un quart des titres constitués de phrases complètes – disant des actions dont l'agent n'est pas exprimé. Il faut aussi ajouter à cela les titres à la voix passive sans auxiliaire, que nous n'avons pas comptabilisés comme « phrases complètes ». De plus nous avons constaté, lors de l'étude des SN sujets, que ces derniers se caractérisaient le plus souvent par un certain flou, une certaine imprécision, voire une certaine « désindividualisation ». On peut ainsi conclure des deux dernières

---

<sup>508</sup> « Caracas ébranlée par des manifestations et des pillages »

<sup>509</sup> « 15 morts et 350 blessés lors des échauffourées de jeudi ».

sections (4.4.4.3 et 4.4.4.4) que les titres dominants constitués de phrases complètes se caractérisent par une certaine indétermination des agents.

On a vu en effet que l'agent n'était clairement déterminé que dans un nombre très réduit de titres : par exemple, dans ceux où un nom propre de personne se trouve en position de sujet (seulement 10 occurrences dans notre sous-corpus). En revanche, dans un grand nombre de titres, l'agent est spécifié mais assez imprécis. Ainsi, comme on l'a indiqué, les Np en position de sujets les plus fréquents sont des toponymes ou des Np d'instances collectives en usage métonymique (institutions, partis, syndicats : OEA, CTV, etc.), qui sont, de fait, moins précis qu'un Np de personne. On relève également plusieurs titres dont l'agent est une instance collective ou un groupe de personnes, mais dont l'identité précise reste indéterminée (« *comisión militar* », « *los barrios* », « *artistas* »).

Mais, en définitive, les titres les plus nombreux sont ceux dont l'agent n'est pas spécifié. En effet, tantôt le sujet du verbe réfère à un objet non-humain (« *la justicia* », « *el nerviosismo* », « *Tiroteo* »), le véritable agent se trouvant ainsi effacé :

- a. *La justicia y el apego a las leyes lo tumbaron y lo restituyeron*<sup>510</sup>
- b. *El nerviosismo se apoderó de las calles de la ciudad*<sup>511</sup>
- c. *Tiroteo en el centro de Caracas duró más de cuatro horas*<sup>512</sup>

Tantôt le verbe est à la troisième personne du pluriel, mais son sujet n'est pas spécifié (« *Bañaron las calles de sangre* », « *Exigen renuncia de gobernadores chavistas* »). Tantôt on a affaire à des tournures pronominales « de sens passif », avec lesquelles le sujet ne conduit pas l'action exprimée par le verbe et dont le véritable agent reste indéfini (« *Se normalizan operaciones en Pdvsa* »). Tantôt il s'agit de titres à la voix passive dont l'agent n'est généralement pas spécifié. Lorsque celui-ci est spécifié, il renvoie à d'autres faits et non à des personnes.

Ainsi, alors qu'on pourrait s'attendre à ce que ces titres constitués de phrases complètes soient également complets au niveau de l'information, on reste en fait le plus souvent dans l'indétermination pour ce qui est de l'identité des acteurs des événements.

---

<sup>510</sup> « *La justice et le respect des lois l'ont fait tomber et l'ont rétabli au pouvoir* »

<sup>511</sup> « *La nervosité s'est emparée des rues de la ville* », *El Nacional*, 15 avril 2002.

<sup>512</sup> « *Les coups de feu dans le centre de Caracas ont duré pendant plus de quatre heures* », *El Nacional*, 12 avril 2002.

Cette indétermination ne touche pas un « camp » politique en particulier, mais l'ensemble des acteurs, chavistes comme antichavistes. Cette tendance à nommer les acteurs de manière indéfinie, ou à ne pas les nommer du tout, peut s'expliquer tout d'abord par le souci d'économie caractéristique du titre de presse : le titre devant être court, le sujet de la phrase est ramené au plus synthétique, voire totalement effacé<sup>513</sup>. De plus, on peut penser qu'étant donné le désordre dans lequel se sont déroulés ces événements, certaines informations manquent probablement aux journalistes. Imprécision et indétermination permettent ainsi aux journalistes de remplir leur rôle de pourvoyeurs d'informations à partir du peu d'éléments dont ils disposent. Néanmoins, on a vu que l'identité des acteurs est souvent précisée dans l'article. De ce fait, il nous semble que cette tendance à l'indétermination relève surtout d'une certaine prudence : en ne nommant pas les agents des faits annoncés dans les titres, on évite de désigner des coupables (dans un camp ou dans l'autre), et donc de prendre position sur les événements.

Comme le souligne Alain Rabatel (2004), les mises en descriptions dynamisant les objets, les passivations, les impersonnalisations<sup>514</sup>, ou encore le choix du pronom indéfini sont autant de marques de l'effacement énonciatif. Selon Robert Vion, l'effacement énonciatif

constitue une stratégie, pas nécessairement consciente, permettant au locuteur de donner l'impression qu'il se retire de l'énonciation, *qu'il "objectivise" son discours* en "gommant" non seulement les marques les plus manifestes de sa présence (les embrayeurs) mais également le marquage de toute source énonciative identifiable. (Vion 2001 : 334, nous mettons les italiques)

L'un des cas de figure possible est alors de

Faire jouer au langage *une fonction purement descriptive selon laquelle il se contenterait de constater et de relater les dispositions d'un monde* tel qu'il serait sans l'intervention d'un sujet parlant. Cette disposition particulière peut faire penser à la notion d'énonciation historique par laquelle Benveniste opposait "histoire" à "discours". (*ibid.*)

---

<sup>513</sup> Sur l'économie du titre journalistique, voir Calabrese 2010 : 129-130, ainsi que l'ensemble des manuels de rédaction journalistique, par exemple Agnès 2002 : 140-141.

<sup>514</sup> Comme on l'a déjà indiqué, dans notre cas, il ne s'agit pas d'impersonnalisations proprement dit, mais de tournures impliquant l'effacement des agents et donnant ainsi aux énoncés un « sens impersonnel ».

A travers les procédés que nous avons mentionnés, les journalistes donnent en effet à leur récit des faits des apparences de neutralité, donnant l'impression de s'effacer totalement de l'énonciation et de s'en « tenir aux faits ».



# PARTIE 3

## LA NOMINATION DE L'ÉVÉNEMENT

On l'a souligné précédemment, la nomination est centrale dans la construction discursive d'un événement (voir 2.2.2.2). En effet, en nommant l'événement, on regroupe la multiplicité d'éléments qui le constituent pour en faire un référent unique. De plus, comme le fait remarquer Paul Siblot, en nommant un objet de la réalité, quel qu'il soit, on lui donne un sens, on exprime « à son égard un point de vue » (Siblot, 2007 : 38). On considère ainsi, à l'instar de Marie Vénard (2007 : 397-399) qu'il existe un « enjeu désignatif », car un même événement peut recevoir différentes désignations : en choisissant une, on prend position par rapport à d'autres désignations possibles et par rapport aux autres locuteurs qui nomment l'événement. En outre, la nomination peut avoir des effets concrets dans les domaines politique, diplomatique, voire juridique, en particulier dans le cas de l'événement traité ici. A la suite de Paul Siblot, nous concevons donc la nomination comme une pratique, comme l'*acte de nommer* :

On dira que la nomination est l'acte par lequel un sujet nomme en discours, autrement dit catégorise un référent en l'insérant dans une classe d'objets identifiés dans le lexique, à moins qu'il ne veuille innover avec un néologisme. (Siblot Paul, in Détrie *et al* 2001 : 205 article « nomination »)

On s'intéressera ainsi, dans cette partie, à la façon dont est désigné l'événement dans notre corpus. Comme le souligne Marie Vénard (2007 : 113), toutes les études lexicales sont « confrontées au choix des mots ». Afin d'assurer la cohérence de cette analyse, nous choisissons de nous centrer sur les désignations de l'événement, en tant que celui-ci est constitué de la chute de Hugo Chávez et/ou des atteintes aux pouvoirs en place. De ce fait, nous excluons de notre relevé les désignations de faits tels que les manifestations du 11 avril précédant le départ du président ou les violences survenues à cette occasion, l'instauration du gouvernement de transition, ou encore le retour de Hugo Chávez au pouvoir. Néanmoins, dans la mesure où l'on travaille sur un corpus constitué autour du surgissement de l'événement, on verra que les désignations relevées peuvent être

plus ou moins larges et faire référence à des réalités qui ne sont pas forcément identiques. D'une part, il semble en effet difficile de nommer un événement dans sa globalité lorsqu'on n'en connaît pas les tenants et les aboutissants, ou que l'on ne connaît pas encore la totalité des faits qui le constituent. D'autre part, si ces désignations peuvent sembler désigner des référents variables, c'est également parce que celles-ci dépendent des traits de l'événement que le locuteur choisit de privilégier, autrement dit, du point de vue adopté sur cet événement.

## Chapitre 5- LA NOMINATION DE L'ÉVÉNEMENT DANS LES UNES ET LES TITRES

---

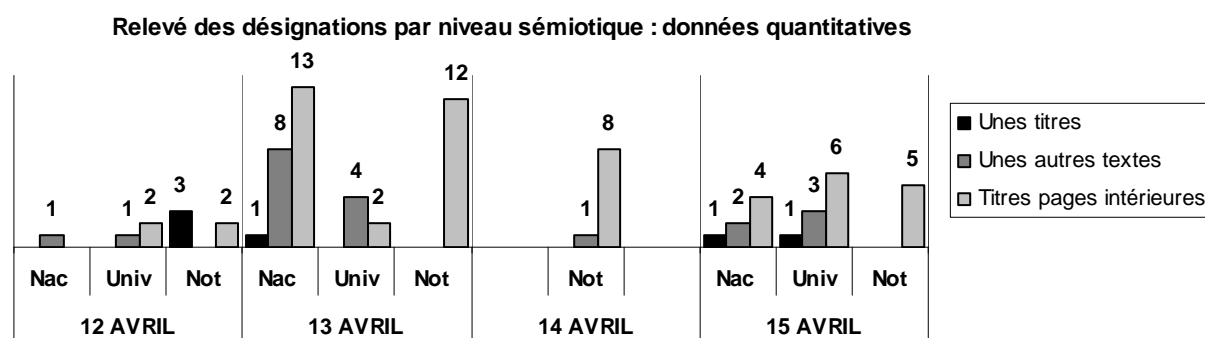
Afin d'obtenir un aperçu général des principales désignations de l'événement dans le corpus, on procède à un premier repérage dans les Unes et les titres des pages intérieures. Cette observation nous permet d'examiner, dans un premier temps, quelles sont les désignations qui sont mises en exergue par chacun des journaux. En effet, comme on l'a souligné dans le chapitre précédent (4.1) la Une et les titres ont un statut particulier dans le journal, car, même s'ils sont le résultat d'un travail conjoint entre des personnes occupant des postes différents au sein de l'entreprise journalistique, leur prise en charge énonciative relève pleinement de la rédaction, autrement dit de cette instance supérieure qu'est le *méta-énonciateur*. Ils sont donc un lieu privilégié pour l'étude de la position éditoriale des journaux. De plus, en jalonnant l'espace du numéro, la Une tout comme les titres des pages intérieures constituent un premier niveau de lecture qui va conditionner celle de l'ensemble du journal.

A l'intérieur du journal, le relevé des désignations est effectué sur l'ensemble des titres, quels que soient leurs niveaux hiérarchiques. Dans les Unes, on choisit de relever l'ensemble des désignations présentes dans la page, autrement dit, non seulement celles qui se trouvent dans les titres, mais aussi celles qui apparaissent à l'intérieur des chapeaux, des articles d'appel, des légendes de photographies, et pour *El Universal*, dans le sommaire du numéro. En effet, en sa qualité de « vitrine » du journal, la Une est la page par laquelle débute la lecture du numéro, et l'on peut penser qu'elle est celle qui est lue la plus en détail. On considère donc que ces divers éléments des Unes partagent avec les titres une caractéristique commune : ils sont lus en premier et représentent ainsi le premier contact du lecteur avec le journal, lequel va influencer la lecture du reste du numéro. Cela nous semble justifier, par conséquent, qu'un premier repérage des désignations de l'événement

porte à la fois sur les titres et sur les Unes dans leur intégralité<sup>515</sup>. On exclut cependant de ce relevé les éditoriaux ou leur « cheval »<sup>516</sup> figurant en Une<sup>517</sup>, dans la mesure où l'éditorial possède un statut énonciatif à part au sein du journal.

## 5-1. Présentation générale des résultats

Les résultats quantitatifs de ce relevé<sup>518</sup> sont représentés dans le graphique ci-dessous, en fonction des différents niveaux sémiotiques mentionnés précédemment (titres des Unes, autres textes des Unes, titres des pages intérieures)<sup>519</sup>.



On remarque que le **12 avril** l'événement est très peu nommé, ce qui s'explique par le fait que la chute de Hugo Chávez n'est « officiellement » communiquée à la télévision que dans la nuit du 11 au 12 avril, aux alentours de trois heures du matin. Elle est donc annoncée dans les journaux le 12 avril ; néanmoins, dans les trois quotidiens, la plupart des articles semblent avoir été écrits avant la confirmation de la nouvelle. En effet, celle-ci n'est explicitement mentionnée qu'à très peu d'occasions : en Une pour les trois journaux<sup>520</sup>, puis pour *El Nacional*, sur une seule des pages intérieures, pour *El Universal*,

<sup>515</sup> Sur l'importance et le statut particulier des titres dans le journal, voir le chapitre 3- B-1 Choix d'une étude des titres ; sur ceux de la Une, voir Chap 3-B-2- Les Unes.

<sup>516</sup> Le « cheval » (ou « tourne ») est un article qui commence à la Une et se poursuit (ou « tourne ») en pages intérieures. Voir Grosse et Seibold (1996 : 22) et Agnès (2002 : 127).

<sup>517</sup> Il faut rappeler que pour deux des journaux, le début de l'éditorial (*El Nacional*) ou le texte entier (*El Universal*) apparaissent en Une dans certains des numéros de notre corpus.

<sup>518</sup> On notera qu'un même énoncé (titre, chapeau ou article d'appel de la Une, etc.) peut contenir plusieurs désignations.

<sup>519</sup> Concernant les désignations présentes dans les Unes, on pourra se reporter aux annexes 5 afin d'avoir un aperçu global de ces pages.

<sup>520</sup> En effet, comme on l'a indiqué précédemment, ces dernières font toutes référence d'une manière ou d'une autre, dans leurs manchettes ou leurs surtitres, à la chute de Hugo Chávez (« ¡Se acabó ! », « Renunció Chávez », « Chávez se rinde »). Voir 4.2.

sur deux pages de la troisième édition uniquement<sup>521</sup>, et pour *Últimas Noticias*, seulement dans quelques titres.

On recense donc essentiellement pour ce jour des désignations de la crise avant son dénouement du 11 avril (autrement dit, avant la chute de Chávez), telles que « conflicto », « violencia », « crisis », ou « confrontación ». D'autre part, la démission du président (a) ou le départ du gouvernement (b) sont évoqués à plusieurs reprises comme une possible issue à la crise, voire comme une nécessité :

a. Empresarios exigen renuncia<sup>522</sup>

b. Chirinos: Es inevitable la salida del Gobierno<sup>523</sup>

Mais ces désignations ne sont pas prises en compte dans notre relevé, dans la mesure où l'on a choisi de se concentrer sur les désignations ayant pour référent la chute de Hugo Chávez et/ou l'atteinte portée aux pouvoirs en place.

On observe par ailleurs que ce jour-là, les désignations de l'événement se trouvent essentiellement dans les Unes, ce qui permet de penser que ces dernières ont dû être produites ou remaniées à la dernière minute, après l'annonce du départ du président. Toutefois, pour *El Universal* et *El Nacional*, la plupart d'entre elles n'apparaissent pas dans les titres eux-mêmes, mais à l'intérieur des textes (articles d'appel, chapeaux, etc.) : elles ne sont donc pas mises en exergue au sein des Unes. D'une manière générale, dans l'ensemble du corpus, on relève très peu de désignations dans les titres des Unes. Cela peut être le symptôme d'une certaine prudence de la part des journaux : en ne mettant pas en évidence de désignation de l'événement à ce niveau privilégié que sont les titres de Une, ces derniers se gardent d'y faire apparaître une qualification des faits et donc une prise de position sur ces derniers<sup>524</sup>.

---

<sup>521</sup> Rappelons que *El Universal* publie trois éditions pour le 12 avril. Voir 2.3.

<sup>522</sup> « Des entrepreneurs demande la démission ». Titre d'un ensemble composé d'une photographie et de l'énoncé détaché (Maingueneau 2007, voir *infra*) suivant : « “Con toda la responsabilidad con la que me dirijo al país, solicito en nombre de esta Venezuela democrática la renuncia del presidente de la República” PEDRO CARMONA ESTANGA », *El Universal*, 12 avril 2002, « Avec toute la responsabilité avec laquelle je m'adresse au pays, je demande, au nom du Venezuela démocratique, la démission du président de la République ».

<sup>523</sup> « Chirinos : le départ du gouvernement est inévitable », *El Nacional*, 12 avril 2002.

<sup>524</sup> Le seul numéro qui fait exception à cette remarque est celui de *Últimas Noticias* le 12 avril dont les titres de la Une comportent trois désignations de l'événement : cependant, il faut rappeler que la Une de ce journal se compose uniquement ce jour-là d'une série de titres.

Le **13 avril**, alors qu'Hugo Chávez est éloigné du pouvoir et qu'un gouvernement de transition vient d'être mis en place, l'événement est beaucoup plus nommé que le 12 avril, ce qui paraît dans la logique des choses puisqu'il est désormais connu des journaux. Sur les quatre jours que compte notre corpus, c'est ce jour-là que les désignations de l'événement sont les plus nombreuses (40 sur un total de 80 désignations recensées) et qu'elles semblent constituer un véritable enjeu (voir *infra*). Treize d'entre elles se trouvent dans les Unes, dont neuf en première page de *El Nacional*. Parmi celles-ci toutefois, une seule est mise en exergue dans un titre, qui plus est, dans une série de titres en petits caractères situés en bas de page.

Le **14 avril**, alors que Chávez vient à peine de recouvrer ses fonctions (dans la nuit du 13 au 14), le corpus ne comprend, rappelons-le, que l'édition de *Últimas Noticias*, qui est le seul des trois quotidiens à sortir dans les kiosques à cette date, et donc le seul à annoncer le retour au pouvoir du président déchu. On peut cependant constater à la lecture du numéro, que la majorité des articles est rédigée avant que celui-ci n'ait eu lieu ou avant que la nouvelle n'ait été confirmée. On recense toutefois pour ce jour un nombre non négligeable de désignations (9, dont une seule en Une). Enfin, le **15 avril**, jour où le retour de Chávez au pouvoir est annoncé dans les deux autres quotidiens, le nombre de désignations relevées est inférieur à celui du 13 avril, mais suffisant pour que leur étude s'avère significative (22 désignations).

Sur l'ensemble des désignations relevées dans le corpus, on peut identifier trois types d'emplois : les désignations présentes dans des énoncés où le journal signale expressément qu'il rapporte les paroles d'un énonciateur extérieur (c'est-à-dire, qui apparaissent dans du discours rapporté (DR) ; les désignations qui ne sont pas explicitement attribuées à un locuteur extérieur, mais qui sont signalées comme posant problème, comme suscitant la controverse ; enfin, les désignations qui sont totalement prises en charge par les journaux.

### **5-1.1. Les désignations attribuées à des énonciateurs extérieurs aux journaux**

Plus de la moitié des désignations recensées dans les titres et les Unes de notre corpus apparaissent dans les discours rapportés d'énonciateurs extérieurs aux journaux (44 sur 80). Ces dernières sont attribuées principalement à trois types d'énonciateurs : les observateurs qui commentent l'événement (essentiellement la communauté internationale, des Organisations non gouvernementales et des Organisations internationales), les énonciateurs chavistes (hommes politiques ou personnalités appartenant au « camp » *chaviste*), et les énonciateurs d'opposition (les acteurs ayant participé de près ou de loin au renversement de Hugo Chávez, ainsi que les personnalités ou partis politiques d'opposition).

#### **5-1.1.1. Les désignations attribuées à des observateurs**

On relève 18 désignations attribuées à des observateurs de l'événement (soit environ 41% des désignations apparaissant dans du DR), recensées pour la plupart les 13 et 14 avril (respectivement 9 et 7 désignations relevées). Le 14 avril, elles représentent la quasi-totalité des désignations relevées: en effet, huit des neuf désignations présentes dans les titres et les Unes du numéro de *Últimas Noticias* sont regroupées sur deux pages surmontées des surtitres « Reacción internacional » et « Visión internacional » et une seule d'entre elles n'est pas attribuée explicitement à un observateur. On peut observer dans les tableaux suivants les différentes désignations attribuées à des observateurs dans les titres et les Unes du corpus.

**Les désignations attribuées aux observateurs de l'événement : 12 et 13 avril**

12 Avril	13 Avril		
Désignation	Désignation	Nb occurrences	Enonciateur
∅	<b>golpe de Estado</b>	2	- Cuba - Duhalde (Argentine)
∅	<b>ruptura / ruptura constitucional</b>	2	- Latinoamérica (présidents) - Provea & FIO (ONG)
∅	<b>≠ golpe de Estado</b>	1	EEUU
∅	<b>caída</b>	2	EEUU
∅	<b>lo ocurrido</b>	1	EEUU
∅	<b>cambio</b>	1	Grupo de Río

**Les désignations attribuées aux observateurs de l'événement : 14 et 15 avril**

14 AVRIL			15 AVRIL		
Désignation	Nb occurrences	Enonciateur	Désignation	Nb occurrences	Enonciateur
<b>golpe / golpe de Estado</b>	4	- Nicaragua - Cuba - Iran - A. Müller Rojas (expert questions internationales)	<b>golpe</b>	1	Cuba
<b>interrupción del orden constitucional</b>	1	CEJIL (ONG)	<b>alteración del orden constitucional</b>	1	OEA
<b>experiencia venezolana</b>	1	Honduras			
<b>crisis</b>	1	Guatemala			

Comme on peut le constater dans ces tableaux, la désignation la plus fréquente dans les propos rapportés de ces observateurs est le syntagme *golpe de Estado* – ou son raccourci *golpe* – (coup d'Etat), surtout attribué à des représentants des autres pays d'Amérique latine. On rencontre également des termes d'ordre juridique (« ruptura constitucional », « interrupción/alteración del orden constitucional<sup>525</sup> »), essentiellement imputés à des ONG et des OI. Enfin, on relève des termes plus neutres (« caída », « crisis », « cambio »

<sup>525</sup> « Rupture constitutionnelle », « interruption/altération de l'ordre constitutionnel ».



« *experiencia venezolana* »<sup>526</sup>) et une tournure périphrastique (« *lo ocurrido* »<sup>527</sup>), qui n'impliquent pas, contrairement aux désignations précédentes, de condamnation des faits et révèlent une certaine prudence de la part de certains gouvernements du continent américain – parmi lesquels les Etats-Unis – et de certaines organisations intergouvernementales.

Les désignations d'ordre juridique font écho aux termes employés dans la Charte démocratique interaméricaine (émise par l'Organisation des Etats américains), qui prévoit des sanctions pour les États membres en cas d'« interruption inconstitutionnelle de l'ordre démocratique » ou d'« *altération de l'ordre constitutionnel* qui menace sérieusement l'ordre démocratique ». Elles signalent l'aspect illégal de l'événement, évoquant en creux les sanctions encourues par le nouveau gouvernement si l'ordre constitutionnel n'est pas rétabli<sup>528</sup>. On remarque cependant qu'« interruption » et « altération » supposent des degrés différents d'atteinte à la légalité – le premier renvoyant à un degré supérieur au second – et que c'est le second qui sera retenu par la résolution de l'OEA du 13 avril 2002 (puis par les Etats-Unis), comme l'indique cet article d'appel tiré de la Une de *El Nacional* le 15 avril :

a. Los países miembros de la OEA condenaron “la alteración del orden constitucional en Venezuela”<sup>529</sup>

Ces termes juridiques sont toutefois beaucoup moins marqués que le syntagme « *golpe de Estado* », investi d'une valeur très négative (voir 6.6.3).

De plus, on observe qu'une bonne part des désignations imputées à des observateurs extérieurs sont associées à des verbes exprimant la désapprobation, la dénonciation, ou la condamnation (8 énoncés) :

b. Cuba *denuncia* golpe de Estado<sup>530</sup>

c. CENTRO POR LA JUSTICIA (surtitre) - *Condenan* interrupción del orden constitucional<sup>531</sup>

---

<sup>526</sup> « Chute », « crise », « changement », « expérience vénézuélienne ».

<sup>527</sup> « Ce qui s'est passé ».

<sup>528</sup> Sur les sanctions prévues par l'OEA et autres sanctions diplomatiques ou économiques fréquemment prises par les Etats tiers dans ce type de situations, et sur la qualification des événements d'avril 2002 au Venezuela, voir 1.1.3.4.

<sup>529</sup> « Les pays membres de l'OEA ont condamné “l'altération de l'ordre constitutionnel au Venezuela” », *El Nacional*, 15 avril 2002.

<sup>530</sup> « Cuba *dénonce* un coup d'Etat », *El Nacional*, 13 avril 2002.

d. GUATEMALA (surtitre) - *Lamentan* crisis en nuestro país<sup>532</sup>

Les verbes de ce type peuvent être classés dans la catégorie de ce que J.L. Austin a appelé les verbes *performatifs*. Un énoncé performatif est un énoncé qui « accomplit l'acte qu'il dénomme, c'est à dire fait ce qu'il dit faire du seul fait qu'il le dise »<sup>533</sup> (Kerbrat-Orecchioni 2001 a : 9) : en prononçant les énoncés *je condamne* ou *je dénonce*, on accomplit l'acte de condamner ou de dénoncer. Cependant, les énoncés relevés comportant ce type de verbe sont tous rapportés en discours narrativisé (DN)<sup>534</sup> et non en discours direct (DD). Or pour qu'un énoncé soit performatif il faut qu'il soit formulé par celui-là même qui accomplit l'action (de par son énonciation). J.L. Austin fait en effet remarquer l'asymétrie existant, au sein d'un même verbe, entre la première personne du présent de l'indicatif, et les autres personnes et temps, asymétrie qu'il considère comme caractéristique des verbes performatifs :

« J'ai parié » et « il parie » ne sont pas des performatifs ; ils ne font que décrire des actions – la mienne et la sienne, respectivement – dont chacune consiste à prononcer le performatif “je parie”. Si je dis “Je parie”, je n'affirme pas que je prononce les mots « je parie », ou d'autres mots, mais j'effectue l'acte de parier. [...] Mais si je dis “Il parie”, j'affirme seulement qu'il prononce (ou a prononcé) “je parie” [...]. (Austin 1970 : 86)

Par conséquent, ces énoncés qui, formulés à la première personne (du singulier ou plus probablement, du pluriel) avaient une valeur performative, perdent leur force illocutoire du fait qu'ils sont rapportés, au sein des journaux, à la troisième personne du singulier ou du pluriel. De plus, les auteurs s'étant intéressés à la catégorie du discours narrativisé notent qu'avec ce dernier, l'acte principal « n'est pas tant de rapporter des propos que de rapporter qu'un acte d'énonciation a eu lieu » (Sullet-Nylander 1998 : 114). Autrement dit, comme l'indique Sophie Marnette (2004 : 57), sa caractéristique est de présenter les

---

<sup>531</sup> « CENTRE POUR LA JUSTICE – On condamne l'interruption de l'ordre constitutionnel », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

<sup>532</sup> « GUATEMALA – On déplore la crise dans notre pays », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

<sup>533</sup> La notion d'énoncé *performatif* proposée par Austin s'inscrit dans le cadre plus large de la théorie des *speech acts* ou « actes de langage » (Austin 1970). Il définit les énoncés *performatifs* (du verbe anglais *to perform*) comme des « énonciations qui, abstraction faite de ce qu'elles sont vraies ou fausses, font quelque chose (et ne se contentent pas de la dire). Ce qui est ainsi produit est effectué en disant cette même chose (l'énonciation est alors une illocution), ou par le fait de la dire (l'énonciation, dans ce cas, est une perlocution), ou des deux façons à la fois » (Austin 1970 : 181). Nous reprenons quant à nous dans le corps du texte la définition proposée par Catherine Kerbrat-Orecchioni qui est plus concise et nous semble plus explicite.

<sup>534</sup> Pour les traits définitoires du DN, voir *infra*, 5.1.1.4.2.

discours rapportés de l'énonciateur second « comme des événements énonciatifs (c'est-à-dire produisant des énoncés) plutôt que comme des contenus (ou des formes) discursifs et de les mettre sur le même pied que d'autres événements non énonciatifs »<sup>535</sup>. On peut se demander par conséquent si, dans ces énoncés, le journaliste reprend le verbe – performatif – employé à l'origine par l'énonciateur dont les propos sont rapportés ou s'il « qualifie l'acte de parole du locuteur d'origine » (Sullet-Nylander : 95). On peut en effet envisager des énoncés d'origine tels que : *L'interruption de l'ordre constitutionnel au Venezuela est inadmissible* (pour « Condenan interrupción del orden constitucional ») ou *C'est bien un coup d'Etat qui a eu lieu au Venezuela* (pour « Cuba denuncia golpe de Estado »). Dans un cas comme dans l'autre, la façon de rapporter ces déclarations (en DN) montre que ces dernières sont appréhendées dans leur dimension d'*actes* de parole.

En outre, dans deux des énoncés où les désignations sont imputées à des observateurs, la façon de nommer l'événement, et par voie de conséquence, sa définition même est en cause, comme en attestent l'emploi du verbe *definir* dans l'énoncé (e) et celui du verbe *ser* dans l'énoncé (f) :

- e. Estados Unidos culpó a Hugo Chávez de provocar la crisis política que condujo a su caída *y evitó definir* lo ocurrido como un golpe de Estado<sup>536</sup>
- f. ARGENTINA (surtitre) – Duhalde : *fue* un golpe de Estado<sup>537</sup>

Dans les autres énoncés, les désignations sont présupposées<sup>538</sup>, c'est-à-dire qu'elles ne constituent pas en soi l'objet de l'énonciation. Ainsi, dans la première partie de l'énoncé (e), il ne s'agit pas de *qualifier* les faits, mais d'en attribuer la responsabilité à Hugo Chávez. Le choix du terme de « caída » pour désigner la chute du président n'est donc pas soumis à débat, il est totalement intégré à l'énoncé comme s'il allait de soi. Il en va de même pour les désignations en italique dans les exemples suivants :

- g. G-Río pide a la OEA que investigue las circunstancias *del cambio* en el país<sup>539</sup>.

<sup>535</sup> Rabatel (2003), cité dans Marnette (2004 : 53).

<sup>536</sup> « Les Etats-Unis ont accusé Hugo Chávez de provoquer la crise politique qui a conduit à sa chute et *ont évité de définir* ce qui s'est passé comme un coup d'Etat », « Comunidad internacional pide respetar la institucionalidad », article d'appel en Une de *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>537</sup> « ARGENTINE – Duhalde : cela a bien été un coup d'Etat », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>538</sup> Pour une définition du « présupposé », voir Kerbrat-Orrecchioni 1984 : 214, citée dans ce travail au chapitre 3 (Unes : 4.2.1.2).

<sup>539</sup> «Le Groupe de Río demande à l'OEA une enquête sur les circonstances *du changement* dans le pays », Sommaire *El Universal*, 13 avril 2002.

- h. HONDURAS (surtitre) - Aprender de *la experiencia venezolana*<sup>540</sup>.
- i. CUBA (surtitre) - Acusan a EEUU de apoyar *el golpe*<sup>541</sup>

Pour ce qui est des niveaux sémiotiques, seulement trois énoncés contenant des désignations imputées à des observateurs commentant l'événement sont relevés en Une (les énoncés e. et g. le 13 avril et l'énoncé a. le 15 avril), tous à l'intérieur d'articles d'appel ou dans le sommaire de *El Universal* (énoncé g.). Il s'agit, qui plus est, de désignations « neutres », sauf le 15 avril où *El Nacional* fait figurer en Une une désignation d'ordre juridique (« alteración del orden constitucional », voir énoncé a.).

#### 5-1.1.2. Les désignations attribuées à des énonciateurs *chavistes*

Quatorze des désignations sont attribuées à des personnalités politiques du camp « chaviste » (soit environ 32% des désignations relevant du DR). On ne relève le 12 avril qu'une occurrence du terme *renuncia* (« démission »), qui correspond au communiqué du général Lucas Rincón annonçant aux médias la démission du président (voir 1.1.3.1.1) :

- a. Lucas Rincón confirmó la *renuncia* presidencial<sup>542</sup>

Ce titre apparaît dans la troisième édition de *El Universal* uniquement, puisque comme on l'a précisé plus tôt, pour ce journal, la confirmation de la chute du président n'est explicitement mentionnée en pages intérieures que dans cette édition. Bien que l'annonce de la démission du président ait été l'un des éléments permettant de justifier les événements qui suivirent (notamment l'instauration du gouvernement de transition), on a classé cette déclaration parmi celles attribuées à des énonciateurs chavistes (et non d'opposition), dans la mesure où Lucas Rincón a toujours été considéré comme l'un des officiers proches de Hugo Chávez. Les motifs et les circonstances qui ont amené le Général en chef des Forces Armées à émettre ce communiqué font précisément partie des nombreux aspects de ces événements qui demeurent dans le flou. On peut observer dans ce titre l'« éclairage subjectif » (Maingueneau 2007 : 127) que produit le choix du verbe

<sup>540</sup> « HONDURAS – Aprender de *l'expérience vénézuélienne* », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

<sup>541</sup> « CUBA – On accuse les Etats-Unis de soutenir *le coup d'état* », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

<sup>542</sup> « Lucas Rincón a confirmé la *démission* du président », Titre de page intérieure, *El Universal*, 3<sup>ème</sup> édition, 12 avril 2002.

introduceur sur les propos cités. En effet, le verbe *confirmar* présuppose que la démission de Hugo Chávez avait d'ores et déjà été envisagée et que le Général Rincón ne fait que corroborer cette information. Or, malgré les rumeurs véhiculées notamment par les médias – un article de la deuxième édition de *El Universal* rapportant un communiqué antérieur de Lucas Rincón termine par cette phrase : « Desmintió la detención del Presidente de la República »<sup>543</sup> – c'est bien par ce communiqué qu'est annoncée la nouvelle.

Mais c'est surtout le 13 avril que des désignations sont imputées à des énonciateurs chavistes. Ces derniers parlent pour la plupart de *coup d'Etat* : ce jour-là, sur les neuf énoncés qui leurs sont attribués et comportant des désignations, on relève sept occurrences du syntagme *golpe* ou *golpe de Estado*. De plus, on retrouve le même phénomène que celui déjà noté pour les observateurs, mais ici avec plus d'ampleur : dans huit de ces neuf énoncés, la désignation de l'événement est l'objet même de la déclaration, comme on peut le voir dans les exemples qui suivent.

- b. Isaías Rodríguez: **Fue un golpe**<sup>544</sup>
- c. [El ex ministro de Educación] Señaló que lo que sacó al mandatario **fue un golpe**<sup>545</sup>.
- d. La hija de Chávez cuenta que su padre le dijo por teléfono que **es un golpe**<sup>546</sup>.
- e. El ex ministro de la Defensa **definió** la caída del Gobierno de Chávez como un *pronunciamiento militar* que rompió el hilo constitucional<sup>547</sup>

En effet, les verbes *ser* et *definir* indiquent qu'il s'agit véritablement de procéder à une *qualification des faits*, autrement dit, de déterminer la nature même de cet événement en le nommant. La nomination est alors un enjeu en soi.

Les deux autres désignations relevées ce jour-là, en plus du syntagme *golpe / golpe de Estado*, soit impliquent l'illégalité de l'événement (« *pronunciamiento militar* », exemple e.), soit laissent entendre que la chute de Hugo Chávez ne résulte pas d'un geste

---

<sup>543</sup> « Il a démenti l'arrestation du Président de la République », *El Universal*, 12 avril 2002, 2<sup>ème</sup> édition.

<sup>544</sup> « Isaías Rodríguez : **cela a été un coup d'état** ». Titre d'appel en Une du journal *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>545</sup> « [L'ex ministre de l'Education] a signalé que ce qui a destitué le chef de l'état **est un coup d'état** », « Aristóbulo Istúriz: No renunció », article d'appel en Une de *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>546</sup> « La fille de Chávez confie que son père lui a dit par téléphone **qu'il s'agit d'un coup d'Etat**. ». Extrait du sommaire figurant en Une de *El Universal*, 13 avril 2002.

<sup>547</sup> « L'ex ministre de la Défense **a défini** la chute du gouvernement de Chávez comme un *pronunciamiento militar* qui a rompu l'ordre constitutionnel », Extrait du sommaire figurant en Une de *El Universal*, 13 avril 2002.

délibéré de sa part (« la detención del presidente »). Les 14 et 15 avril, on ne rencontre pour chaque date qu'une seule désignation imputée à un énonciateur chaviste (« caída » et « alzamiento »), mais leur prise en charge étant incertaine, nous les commenterons plus loin (5.1.1.4.2).

Enfin, il faut préciser que le 13 avril, seul *El Nacional* rapporte dans ses Unes et ses titres les propos d'énonciateurs chavistes nommant l'événement (à une exception près) : 9 désignations dont 6 en Une – mais une seule dans un titre – et 3 dans des titres de pages intérieures, dont deux correspondent à des articles annoncés en Une.

### 5-1.1.3. Les désignations attribuées à des énonciateurs d'opposition

Les désignations imputées à des énonciateurs d'opposition sont les moins nombreuses (9 désignations, soit environ 20% des désignations attribuées à des énonciateurs extérieurs), et sont totalement absentes du corpus les 13 et 14 avril. On y trouve d'une part 4 occurrences du syntagme *golpe de Estado*, cependant dans aucun de ces emplois, il ne s'agit véritablement de qualifier les faits de coup d'Etat. Deux des emplois, figurant en Une de *El Universal* et *Últimas Noticias*, correspondent à une même déclaration du Commandant général de l'armée, Efraín Vázquez Velasco, demandant pardon au peuple vénézuélien de n'avoir pu éviter les violences survenues durant la manifestation et *se defendant* d'accomplir un coup d'Etat :

- a. El general Vázquez Velasco pide perdón al pueblo por no haber podido protegerlo. « Esto **no es un golpe de Estado** »<sup>548</sup>
- b. PIDO PERDÓN AL PUEBLO (surtitre) – [...] « Esto **no es un golpe de Estado**. Es la posición de solidaridad con todo el pueblo venezolano »<sup>549</sup>.

---

<sup>548</sup> « Le Général Vázquez Velasco demande pardon au peuple de ne pas avoir pu le protéger. “Ceci **n'est pas un coup d'Etat**” », Titre figurant en Une, *Últimas Noticias*, 12 avril 2002.

<sup>549</sup> « JE DEMANDE PARDON AU PEUPLE - [...] « Ceci **n'est pas un coup d'Etat**. C'est une position de solidarité avec tout le peuple vénézuélien ». Chapeau introduit par le titre « Pido perdón al pueblo », Une *El Universal*, 12 avril 2002. Dans le cas de la Une, nous appelons « chapeau » un court article figurant en première page mais ne renvoyant pas explicitement à un article en pages intérieures (contrairement au titre ou à l'article d'appel).

Ces deux journaux choisissent donc de mettre en exergue, dans les Unes, une qualification « par la négative », si bien qu'elle n'implique pas de catégorisation de l'événement. S'il ne s'agit pas d'un coup d'Etat, de quoi s'agit-il ? Les deux autres emplois apparaissent dans des propos imputés à Alfredo Peña, maire de Caracas passé à l'opposition, rapportés dans le sommaire du quotidien *El Universal* et dans le titre de l'article correspondant en pages intérieures (c) :

c. “Prefiero a Chávez que a un *golpe de Estado*”<sup>550</sup>

Il s'agit ici d'une désignation indirecte, car, c'est seulement le contexte qui indique que dans ce titre le syntagme *golpe de Estado* désigne les faits survenus les jours précédents.

D'autre part, on relève pour cette catégorie d'énonciateurs des termes relativement neutres, ne supposant ni la chute du gouvernement ni une quelconque atteinte à l'ordre légal : « crisis » et « levantamiento », ainsi que des tournures périphrastiques disant que « quelque chose est survenu » sans en indiquer la nature :

d. Fedecámaras : No tenemos nada que ver con *lo que sucedió*<sup>551</sup>

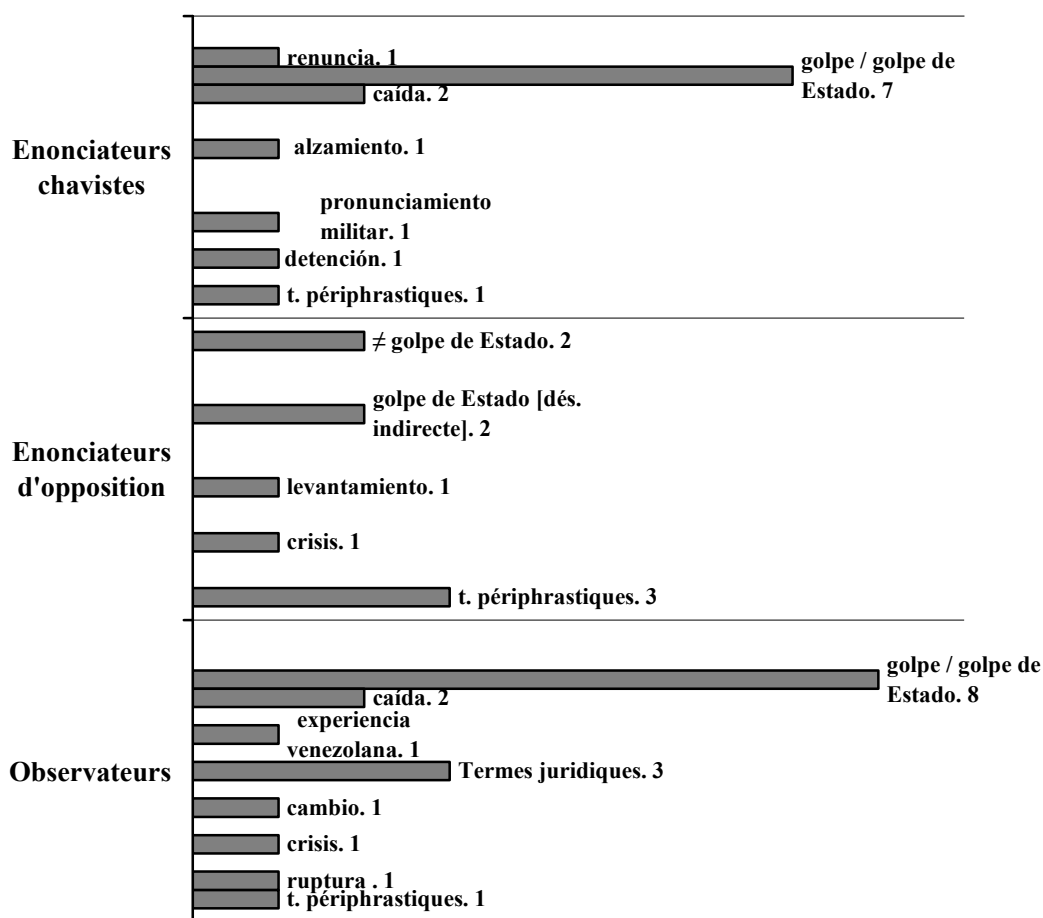
On notera que les trois tournures périphrastiques sont relevées dans une même déclaration du nouveau président de la confédération patronale *Fedecámaras* (poste occupé jusqu'ici par Pedro Carmona) figurant en Une, dans un titre et un article d'appel, et en pages intérieures, dans le titre de l'article appelé à la Une.

On peut en conclure que les désignations imputées à des énonciateurs d'opposition ou la façon dont elles sont employées n'impliquent pas de prise de position sur l'événement. De plus, le fait que l'opposition apparaisse peu dans les journaux pour nommer l'événement peut être une manière pour celle-ci de ne pas de ne pas avoir à catégoriser ce dernier, de ne pas en donner sa propre perception, voire de ne pas reconnaître qu'il se passe quelque chose d'anormal (ou d'illégal). Le graphique suivant permet d'observer le récapitulatif des désignations attribuées à des énonciateurs extérieurs dans les titres et les Unes de notre corpus.

---

<sup>550</sup> « “Je préfère Chávez qu'un *coup d'Etat*” », *El Universal*, 15 avril 2002. L'annonce du sommaire est la suivante : « Peña prefiera a Chavez que a un *golpe de Estado* » (« Peña préfère Chávez qu'un coup d'Etat »).

<sup>551</sup> « Fedecámaras : Nous n'avons rien à voir avec *ce qui s'est passé* », *El Nacional*, 15 avril 2002.



### Les désignations attribuées à des énonciateurs extérieurs

#### 5-1.1.4. Remarques sur les désignations attribuées à des énonciateurs extérieurs

##### 5-1.1.4.1. Un affrontement discursif autour du syntagme *golpe de Estado*

Chez les énonciateurs extérieurs qui nomment l'événement, on voit ainsi se dessiner, d'un jour à l'autre et dans les trois journaux, un affrontement discursif autour du syntagme *coup d'Etat*, entre le militaire rebelle qui nie cette qualification (a), ceux qui, au contraire, en font l'objet de leurs déclarations (les énonciateurs chavistes et les représentants de certains Etats, exemples b et c), et entre ces deux positions, les Etats-Unis, mentionnés comme « évitant » l'emploi de cette qualification (d) (voir aussi annexe 6).



- a. “**Esto no es un golpe de Estado**” (Gal E.Vásquez Velasco)<sup>552</sup>
- b. Isaías Rodríguez: **Esto es un golpe de Estado**<sup>553</sup>
- c. ARGENTINA (surtitre) - Duhalde: **fue un golpe de Estado**<sup>554</sup>
- d. Estados Unidos [...] **evitó definir** lo ocurrido como *un golpe de Estado*<sup>555</sup>.

Il est intéressant de constater que le Commandant général de l’armée rejette le fait qu’il s’agisse d’un *coup d’Etat* avant même que les chavistes (et les observateurs) ne l’aient dénoncé. La négation, lorsqu’elle est polémique (Ducrot 1984 : 217-218) fonctionne comme marqueur dialogique<sup>556</sup>. On peut ainsi déceler, dans la déclaration d’E. Vázquez Velasco, une opposition entre deux énonciateurs : un énonciateur indéterminé qui qualifie les agissements des militaires de « coup d’Etat », et le Commandant général qui nie cette qualification. A travers cet énoncé, ce dernier anticipe donc de possibles déclarations – des partisans de Hugo Chávez ou de la communauté internationale, par exemple – l’accusant d’avoir perpétré un coup d’Etat. Déclarations qui, de fait, ont effectivement été énoncées par la suite, dès le 13 avril. Au sujet des énoncés à la forme affirmative (*esto es / fue un golpe de Estado*), on peut reprendre ici la remarque de Marie Veniard (2007 : 420) à propos du couple d’énoncés *c’est/ce n’est pas une guerre contre l’islam* relevé dans son corpus :

Puisqu’on observe dans le corpus le couple d’énoncés *c’est/ce n’est pas une guerre contre l’islam*, on peut considérer comme dialogique non seulement l’énoncé négatif, du fait de sa modalité, mais également l’énoncé affirmatif même en l’absence de marque formelle, du simple fait de la cohabitation des deux énoncés. Il s’agirait d’une affirmation dont l’interprétation dialogique est possible grâce à l’analyse du système construit par le dialogisme intertextuel : le discours des journaux met en scène ces oppositions.

Dans notre corpus, les énoncés affirmatifs semblent clairement « répondre » à l’énoncé négatif formulé par le Commandant Vazquez Velasco. On peut en effet penser que ces déclarations viennent en réaction à celle du chef militaire niant la qualification de coup d’Etat, ou bien qu’il s’agit d’une mise en scène des journaux reformulant, retouchant les propos originellement tenus, pour établir un dialogue fictif entre ces différents

<sup>552</sup> « **Ceci n’est pas un coup d’Etat** (Gal E. Vázquez Velasco) », *El Universal* et *Últimas Noticias*, 12 avril 2002 (Unes).

<sup>553</sup> « Isaías Rodríguez : ceci est un coup d’Etat », *El Nacional*, 13 avril 2002 (titre de pages intérieures).

<sup>554</sup> « Argentina - Duhalde : **cela a été un coup d’Etat** », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>555</sup> « Les Etats-Unis [...] ont **évité de définir** ce qui s’est passé comme *un coup d’Etat* », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>556</sup> Voir les remarques faites dans l’étude des Unes au sujet de la négation (4.2.1.3).

énonciateurs. Malgré le fait que ces intitulés soient dispersés dans les trois journaux, il est aisé d'imaginer que ces déclarations se font écho les unes aux autres, les journalistes se nourrissant bien souvent du contenu des autres journaux, de presse écrite ou télévisés.

Nous reviendrons ultérieurement sur le signifié du syntagme *golpe de Estado*, mais on peut d'ores et déjà souligner que la cristallisation de l'affrontement discursif entre énonciateurs d'appartenances politiques opposées autour de ce syntagme est révélatrice de l'importance et des enjeux que représente ce terme. En effet, ce dernier n'a pas de valeur juridique en tant que telle, au sens où le coup d'Etat ne constitue pas en soi un fait illicite au regard du droit international (d'Aspremont 2009), néanmoins, dans la pratique contemporaine les coups d'Etat sont presque systématiquement désapprouvés et peuvent entraîner des sanctions diplomatiques et/ou économiques de la part des Etats tiers ou des Organisations internationales – de la part de l'OEA dans le cas des pays d'Amérique latine (voir 1.1.3.4). De plus, le syntagme *golpe de Estado* (ou *golpe*) s'est chargé, dans la mémoire collective, d'une résonance très négative, en particulier dans le continent latino-américain, longtemps marqué par les coups d'Etat suivis de dictatures militaires (voir 6.6.3).

#### **5-1.1.4.2. Formes de DR et ambiguïté de prise en charge des désignations**

Les trois façons de rapporter qui sont privilégiées dans les titres et les Unes sont le discours narrativisé (DN), le discours indirect (DI), et le discours direct (DD) ou plus exactement, dans le cas des titres, ce que Dominique Maingueneau appelle l'*aphorisation* (2006 ; 2007 : 162-163). Or on va voir que, bien qu'à des degrés différents, ces dernières posent toutes les trois des problèmes quant à la prise en charge des désignations. Nous présenterons ici, pour chacune des catégories de DR, des cas d'ambiguïté, autrement dit, des énoncés pour lesquels il nous a semblé difficile de trancher quant à l'attribution de la (ou des) désignation(s) qu'ils contenaient.

Concernant le DD, nous distinguerons les énoncés en DD proprement dit, intégrés dans un texte plus long, comme dans le cas des articles d'appel de la Une qui sont généralement composés de plus d'une phrase (trois cas relevés), des titres se présentant sous forme d'*aphorisations*, « ces énoncés qui, détachés d'un texte, sont soumis à un

régime énonciatif spécifique »<sup>557</sup> et deviennent autonomes « en ce sens qu'ils ne sont pas insérés dans le fil d'un texte » (Maingueneau 2007 :157). Les énoncés en DD sont, dans notre relevé, au nombre de trois (deux, au sein d'articles d'appel, et le troisième, inséré dans un titre plus long). Dans ce type de configuration, la prise en charge de la désignation ne pose pas de problème, puisque le journaliste choisit de séparer de manière nette les propos de l'énonciateur cité de son propre discours. Quant aux aphorisations, on en compte dix dans notre relevé, et ce sont elles qui retiendront ici notre attention, dans la mesure où, comme on va le voir, la prise en charge des désignations y est plus problématique.

Il s'agit plus précisément de titres constitués d'une citation en discours direct « détachée » de l'article<sup>558</sup> :

a. "Me duele *lo que le pasó* a Chávez"<sup>559</sup>

Dans la moitié d'entre eux, l'énoncé détaché est précédé du nom du locuteur suivi de deux points. C'est ce que Françoise Sullet-Nylander appelle (à la suite de Peytard : 1975), la *réplique signalée*, c'est-à-dire « une sorte de discours direct libre où les propos figurant à droite des deux-points sont censés être attribués au locuteur situé à gauche, sans que le rapport fidèle ou littéral soit garanti par des guillemets » (Sullet-Nylander 1998 : 101). On en a déjà cité des exemples dans la section précédente (2.2.4.1 énoncés b et c), en voici un autre :

b. Bush: *caída* de Chávez se debió a decisiones equivocadas<sup>560</sup>

Comme le fait remarquer Françoise Sullet-Nylander, dans ce type de titres, la fidélité des propos rapportés n'est pas garantie. Dominique Maingueneau (2007 : 162-164) observe en effet que la plupart des énoncés aphorisés, lorsqu'ils sont détachés de l'article, subissent

---

<sup>557</sup> Définition tirée du résumé de la communication présentée par Dominique Maingueneau le 9 avril 2010 au séminaire du Céditec sur le thème : « "Petites phrases et politique" ».

<sup>558</sup> On a donc affaire ici à un détachement « faible » dans la mesure où ces énoncés n'ont pas été « séparés du texte dont ils sont extraits » (détachement « fort »), mais se trouvent dans son paratexte. (Maingueneau 2007 :160-162) Nous faisons référence ici à la notion d'« énoncés détachés » introduite par Dominique Maingueneau (2006). Il s'agit d'énoncés détachés de leur contexte d'énonciation d'origine et devenus autonomes. Le détachement d'un énoncé s'accompagne généralement d'un phénomène *d'aphorisation*, terme « fabriqué à partir du nom "aphorisme" qui en français contemporain désigne "une phrase d'allure sentencieuse, qui résume en quelques mots une vérité fondamentale" (*Grand Larousse de la langue française*) » (Maingueneau 2007 :164). Autrement dit, l'énoncé ainsi mis en exergue est présenté comme exemplaire ou représentatif du contenu de l'article ou du message qui y est véhiculé.

<sup>559</sup> « *Ce qui est arrivé à Chávez me fait mal* », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>560</sup> « Bush : *la chute* de Chávez est due à de mauvaises décisions », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

des altérations<sup>561</sup>, et qu'ils sont même parfois « fabriqués » à partir de plusieurs phrases se trouvant dans le texte. Ainsi, rien ne permet d'assurer, à la seule lecture des titres (a) et (b), qu'il ne s'agit pas d'une reformulation ou d'une contraction des propos de ce marchand ambulant partisan de Chávez (a) et de George W. Bush (b), et par conséquent, que ces derniers ont bel et bien employé les termes en italiques pour désigner la chute du président. Néanmoins, l'aphorisation « a pour effet de personnaliser les énoncés, de les authentifier en quelque sorte » (*Ibidem* : 165) : il y a, comme avec le DD, une mise en scène de la parole d'autrui. De ce fait, même si l'on ne peut savoir avec certitude s'il s'agit exactement de la formulation d'origine, l'énoncé mis en exergue est présenté comme une intervention extérieure, que le journal ne prend pas en charge. La désignation qui s'y trouve apparaît donc comme relevant de cet énonciateur externe.

Certains énoncés aphorisés sont toutefois plus équivoques. Ainsi, dans le titre qui suit, au fait qu'une aphorisation ne garantisse en rien l'exactitude des propos tenus vient s'ajouter une ambiguïté due à la formulation (ou à la reformulation) de l'énoncé : la négation porte-elle sur le fait qu'il s'agisse d'un coup d'Etat ou sur le fait que l'armée y ait participé ?

c. ALBERTO MÜLLER ROJAS (surtitre) - Ejército no se comprometió en un *golpe de Estado*<sup>562</sup>

Il est difficile de déterminer ici, sans se reporter au texte, si l'énonciateur, ancien directeur de campagne de Hugo Chávez présenté ici comme spécialiste des relations internationales, qualifie ou non les événements de *coup d'Etat*.

Parfois, il est même difficile de discerner quel est le type de DR utilisé, ce qui peut créer des problèmes quand il s'agit d'identifier qui est l'énonciateur de la désignation. En effet, le titre suivant est l'un des seuls du relevé où une désignation de l'événement est attribuée à Hugo Chávez :

d. BRASIL- Chávez pidió mediación de Cardoso para evitar *caída*<sup>563</sup>

---

<sup>561</sup> Sans compter que, si la citation détachée provient généralement de propos rapportés à l'intérieur de l'article en discours direct, ce dernier ne peut toutefois être une garantie absolue de leur fidélité au discours d'origine, voir *infra*.

<sup>562</sup> «ALBERTO MÜLLER ROJAS - L'armée ne s'est pas engagée dans un *coup d'Etat* », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

Mais le surtitre et une indication au pied de l'article nous signalent qu'il s'agit d'une dépêche de Río de Janeiro. Cet énoncé peut alors être interprété soit comme une aphorisation attribuée au rédacteur de la dépêche, soit comme relevant du journal. Dans les deux cas, l'énoncé est en DN – mais qui énonce ce DN ? – ce qui pose le problème de prise en charge de la désignation que nous évoquerons ensuite. Si bien que l'énonciateur de la désignation « caída » peut-être tout autant Hugo Chávez que le rédacteur de la dépêche reformulant ses propos, ou que le journal lui-même reformulant ces deux niveaux de déclarations. Dans certains cas limites, il est même difficile de déterminer s'il s'agit vraiment d'une aphorisation :

e. HONDURAS (surtitre) - Aprender de la experiencia venezolana.

En effet, si dans cet exemple, le surtitre incite le lecteur à penser que le titre qui le suit est l'expression de la réaction de responsables politiques du Honduras, l'énoncé lui-même ne se présente pas sous la forme d'une déclaration en DD syntaxiquement et énonciativement autonome, comme c'est le cas habituellement des aphorisations. Il est donc nécessaire de se reporter à l'article pour savoir s'il s'agit d'un fragment de déclaration détaché de l'article ou d'un résumé de l'ensemble des propos qui y sont rapportés ; autrement dit, pour savoir si l'énonciateur de ce titre et de la désignation qu'il comporte est un homme politique hondurien ou le journal lui-même « traduisant » ses paroles.

On relève par ailleurs quelques énoncés présentant des **formes hybrides de DR**. Ainsi, l'exemple ci-dessous intègre, dans des propos rapportés en DN, un *îlot textuel* (Authier et Meunier 1977), autrement dit, un fragment typographiquement isolé – ici, par des guillemets – au sein d'un énoncé et attribué à un énonciateur second :

f. Cuba aclamó triunfo sobre “golpe reaccionario”<sup>564</sup>

Ici, la prise en charge de la désignation ne pose pas de problème, car si le DN peut créer des ambiguïtés à ce sujet, avec les guillemets le journaliste signale expressément qu'il n'assume pas ces termes mais que ce sont bien ceux employés par sa source. Bien sûr, l'usage des guillemets ne peut être une preuve de l'authenticité des paroles rapportées,

---

<sup>563</sup> « BRESIL - Chávez demande la médiation de Cardoso pour éviter la chute », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

<sup>564</sup> « Cuba a acclamé la victoire contre “le coup d'Etat réactionnaire” », *Últimas Noticias*, 15 avril 2002.

néanmoins, comme le souligne Laurence Rosier (1999 : 235), il relève « d'un pacte discursif entre journalistes et lecteurs, où les marques typographiques créent l'effet de réel » :

Que la citation soit juste ou pas ne concerne pas le récepteur, ce qui importe c'est l'illusion produite par les guillemets qu'il y a bien médiation de la réalité. Le fait qu'il s'agisse d'événements et de paroles ayant existé antérieurement est présumé, inhérent à la lecture de la presse, et compte moins que la production de cet effet de réel. (*Ibidem* : 235-236)

Dans cet autre énoncé qui mélange ce qui semble être une aphorisation et un filot textuel, l'attribution de la désignation est plus problématique, dans la mesure où ce n'est pas cette dernière mais un autre fragment qui est isolé au moyen de guillemets :

g. IRÁN (surtitre) - « Mano de EEUU » detrás de golpe en Venezuela<sup>565</sup>

Comme dans l'exemple (e), le surtitre invite à penser que le point de vue adopté dans le titre est celui de représentant(s) politique(s) iranien(s). Les guillemets, quant à eux, « authentifient » le fragment ainsi isolé, le présentent comme des propos effectivement prononcés. Mais, bien que le reste de la phrase semble devoir être attribué à l'énonciateur « Iran », on ne peut savoir s'il a véritablement été énoncé ainsi, ou si le journaliste reformule, traduit l'idée générale exprimée par cet énonciateur. De sorte qu'on ne sait pas si ce dernier a réellement utilisé la désignation « golpe ».

Enfin, un bon nombre de désignations se trouvent dans du **discours indirect** (9 désignations dans 8 énoncés), et surtout, dans du **discours narrativisé** (18 désignations dans 15 énoncés). On notera que trois de nos huit énoncés en DI se trouvent au sein d'articles d'appel situés en Unes, et que trois autres sont des titres ou, plus exactement, des annonces du sommaire de *El Universal* (voir 5-1) : seulement un titre de pages intérieures contenant une désignation se présente donc sous forme de DI. Tandis que pour le DN, seuls quatre énoncés sont situés à l'intérieur d'articles d'appel et un dans un sommaire : dix des titres de pages intérieures contenant des désignations relèvent donc du DN.

---

<sup>565</sup> « IRÁN - « "L'ombre des Etats-Unis" derrière le coup d'Etat au Venezuela », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

Ces deux types de DR posent un problème du même ordre pour ce qui est de l'attribution des désignations. En effet, à la différence des formes de DR précédentes, au DI comme au DN, « on n'a plus *qu'une seule situation d'énonciation* » (Maingueneau 2007 : 132, les italiques sont de l'auteur). Les embrayeurs sont donc repérés par rapport à la situation d'énonciation du discours citant, le discours du journal. Au-delà, « ce sont les désignations et les évaluations qui deviennent celles du discours citant » (*ibidem*). Autrement dit, dans la mesure où le discours cité est syntaxiquement intégré au discours citant, on ne peut savoir ce qui relève de l'un ou de l'autre. Ainsi, dans les deux exemples qui suivent, l'emploi du DI dans un cas (h) et du DN dans l'autre (i) rendent la prise en charge des désignations ambiguë : qui, du journal ou de l'énonciateur cité, en assume la responsabilité ?

- h. El general Luis Camacho Kairuz aseguró que el *levantamiento* del jueves pasado obedeció a “las violaciones de los derechos humanos”<sup>566</sup>
- i. Bandera Roja niega participación en *conspiración*<sup>567</sup>

Le rédacteur, en signalant la présence de propos tenus par un énonciateur extérieur, s'en décharge en partie : la désignation qui s'y trouve ne peut être considérée comme pleinement assumée par le journal. Cependant, il peut s'agir des termes employés par l'énonciateur cité tout autant que d'une reformulation du journal. Du reste, même s'il s'agit bien de la désignation d'origine, on ne peut savoir si le journaliste en partage la responsabilité, autrement dit, s'il aurait lui-même employé les termes de « soulèvement » ou de « conspiration » pour désigner cet événement.

Etant donné que le problème qui se pose pour l'attribution des désignations est le même dans le cas du DI et du DN, on peut s'interroger sur la pertinence de leur distinction. Cette question est posée notamment par Laurence Rosier (1999 : 130 ; 231-233), qui considère que si cette distinction peut être appropriée sur le plan syntaxique, elle ne l'est pas nécessairement sur le plan sémantique. Comme on l'a indiqué précédemment (voir 5.1.1.1), le DN est généralement considéré comme ayant la particularité de présenter le discours de l'autre comme un événement plutôt que comme un contenu. Ainsi, Françoise Sullet-Nylander (1998 : 97) signale que certains auteurs, tels Jacques Lemarchand (1993)

---

<sup>566</sup> « Le général Luis Camacho Kairuz a assuré que le *soulèvement* de jeudi dernier a répondu aux “violations des droits de l'homme” », *El Universal*, 15 avril 2002.

<sup>567</sup> « [Le parti] Bandera Roja nie sa participation dans la *conspiración* », *El Universal*, 15 avril 2002.

et Doris de Arruda (1992) vont jusqu'à considérer au contraire que le DN est une forme marginale de DR, avec laquelle il y a non un rapport de paroles, mais la description et le commentaire d'un acte de langage ; par conséquent, « le DN est pleinement discours du rapporteur » (de Arruda 1992, *in* Sullet Nylander 1998 : 97). Nous pensons quant à nous, à l'instar de Françoise Sullet-Nylander, que, d'une part, bien qu'il se situe « aux confins du rapportable »<sup>568</sup>, le DN est une forme de DR, dans la mesure où « il y a bien un acte d'énonciation autre que celui du discours citant » (*ibidem*). D'autre part, nous considérons également, comme cette auteure que, même si le DN « est un avatar du DI », au sens de « métamorphose », il doit néanmoins recevoir une dénomination à part, dans la mesure où « la narrativisation implique une totale reformulation des paroles de l'autre, et par conséquent l'absence de démarquage des espaces énonciatifs. » (2004 : 390 et 396) Et « c'est justement cette volonté de “confondre” le discours de l'autre avec le discours journalistique » (*ibidem* 2004 : 389) qui, selon elle, distingue le DN des autres formes de DR.

Pour ce qui est de la frontière entre DN et DI, Sophie Marnette propose, afin d'éviter les confusions, de donner la priorité aux critères syntaxiques :

J'inclus dans la catégorie du DI toutes les occurrences référant à des processus verbaux et mentaux qui sont exprimées à l'aide d'une proposition complétive ou infinitive, tandis que je classe toutes les autres occurrences dans la catégorie du DN (bien entendu je ne parle pas ici du discours direct ni du discours indirect libre). (Marnette 2009 : 138)

Nous retiendrons les mêmes critères syntaxiques que ceux proposés par Sophie Marnette, mais nous adopterons quant à nous une définition plus restrictive du DI, en nous tenant à celle plus classique donnée par exemple par Dominique Maingueneau :

Les propos rapportés au discours indirect se présentent sous la forme d'une subordonnée complétive objet direct introduite par un verbe de parole » (Maingueneau 2007 : 131)

Autrement dit, nous excluons les propositions infinitives de la catégorie du DI, pour les raisons que nous allons expliquer ensuite. En revanche, pour ce qui est de l'introduction du DN, nous ne nous limiterons pas au critère du verbe ou du substantif locutoires retenu par

---

<sup>568</sup> Titre d'un article de Sophie Marnette (2009) : « Aux confins du rapportable : le discours narrativisé ».



Françoise Sullet-Nylander. En effet, comme l'indique Sophie Marnette, « certains verba dicendi et sentiendi ou d'autres expressions lexicales peuvent aussi avoir des sens qui ne sont pas énonciatifs » (Marnette 2009 : 140). Elle précise ensuite que « c'est le contexte et le co-texte qui permettent de les interpréter comme des DN », et donne à titre d'exemple l'énoncé suivant : « Elles font un scandale » (*Ibidem*). Ainsi, dans le cadre de notre étude, nous avons classé le titre qui suit (j) dans la catégorie des DN, car bien que le verbe introducteur ne soit pas un verbe de parole, le surtitre « Nicaragua », et le fait que cet article soit placé aux côtés d'autres articles présentant les réactions internationales face aux événements, incitent à penser qu'il s'agit bien d'un rapport de paroles :

j. NICARAGUA (surtitre) - Gobierno y oposición *rechazan* golpe de Estado<sup>569</sup>

Concernant le problème des propositions infinitives, Sophie Marnette propose de les intégrer à la catégorie du DI, étant donné la facilité de passer de ce type de proposition à celui de la complétive, comme dans les exemples suivants : *Je lui ai dit/demandé/supplié/interdit de venir – Je lui ai dit/demandé/supplié/interdit qu'elle vienne ou bien elle m'a promis de venir/qu'elle viendrait* (*Ibidem* : 138). Il nous semble cependant que dans certains cas, le passage d'un type de proposition à l'autre n'est pas si aisé, et peut entraîner des modifications importantes de la phrase. Ainsi, dans l'énoncé suivant, tiré de notre corpus : « CUBA (surtitre) - *Acusan a EEUU de apoyar el golpe* », la transformation de la proposition infinitive en proposition complétive pourrait donner soit un énoncé du type : *Dijeron que acusaban a EEUU de apoyar el golpe*, soit un énoncé du type : *Dijeron que EEUU apoyaron el golpe*. Or, on peut voir que ces deux énoncés ne sont pas équivalents, puisque dans un cas, l'énonciateur cité est présenté comme ayant employé le verbe *acusar*, et donc comme ayant formulé explicitement une accusation envers les Etats-Unis, alors que dans l'autre, il apparaît comme ne l'ayant pas employé. En revanche, si ces paroles sont rapportées au moyen d'une proposition infinitive, le lecteur ne peut pas savoir si le verbe introducteur relève de l'énonciateur citant – le journaliste utilise alors le verbe *acusar* pour qualifier la déclaration qu'il rapporte, en fournissant ainsi une interprétation – ou s'il relève de l'énonciateur cité – le journaliste reprend alors le verbe employé par sa source.

---

<sup>569</sup> « NICARAGUA - Le gouvernement et l'opposition *rejetten* le coup d'Etat », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

Autrement dit, il apparaît qu'avec la proposition infinitive la prise en charge énonciative du verbe introducteur est toujours ambiguë, tandis que l'emploi de la proposition complétive permet, dans certains cas, de lever cette ambiguïté. Nous avons donc choisi d'exclure les propositions infinitives de la catégorie du DI, et de les inclure dans la catégorie du DN, car il nous semble qu'avec ces dernières la distinction entre discours citant et discours cité est plus difficile à établir, et que par conséquent, la frontière entre discours rapporté et commentaire du discours de l'autre devient ténue, ce qui, pour Françoise Sullet-Nylander (2004 et 1998 : 113-116), est précisément l'une des caractéristiques principales du DN<sup>570</sup>.

Ainsi, dans notre corpus, la narrativisation des énoncés, avec le DN, donne parfois lieu à des formulations qui rendent difficile l'attribution des désignations, comme dans cet exemple déjà cité précédemment, extrait d'un article d'appel :

k. Estados Unidos culpó a Hugo Chávez de provocar la crisis política que condujo a su caída y *evitó definir lo ocurrido como un golpe de Estado*<sup>571</sup>.

Dans la deuxième partie de l'énoncé le verbe « evitar » rend possible deux interprétations. Soit le journaliste décrit l'acte de parole de sa source, qui aurait prononcé une phrase du type *ceci n'est pas un coup d'Etat*. Dans ce cas, l'emploi de cette désignation relève de l'énonciateur Etats-Unis – qui toutefois la rejette. Soit le journal commente le fait que les Etats-Unis *n'aient pas évoqué* le fait qu'il pourrait s'agir d'un coup d'Etat ; dans ce cas, c'est le journaliste lui-même qui indique que cette désignation pourrait être applicable à la situation. Cet exemple illustre bien que « le passage de l'énoncé du statut de DR à celui de commentaire » se situe « aux confins de la catégorie du DN » (Sullet Nylander 1998 : 115).

On mentionnera enfin un dernier cas d'ambiguïté dans un énoncé en DN, mais qui n'est pas pour autant caractéristique de cette catégorie :

---

<sup>570</sup> Le choix de conserver pour notre étude la catégorie du DN parmi les catégories de DR comporte donc ce biais méthodologique : il s'avère parfois très compliqué de distinguer le DN d'un simple commentaire de paroles, surtout dans le cas de la presse écrite, dont l'activité principale est de se nourrir de discours déjà existants pour les rapporter et les commenter.

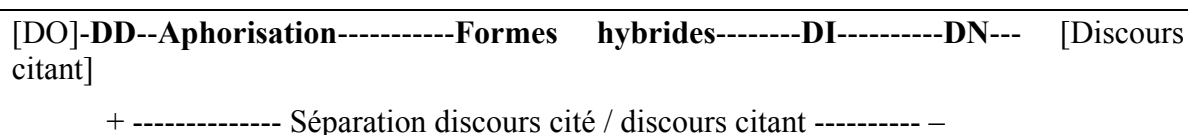
<sup>571</sup> « Les Etats-Unis accusent Hugo Chávez d'avoir provoqué la crise politique qui a conduit à sa chute et *ont évité de définir ce qui s'est passé comme un coup d'Etat* », « Comunidad internacional pide respetar la institucionalidad », article d'appel (Une), *El Nacional*, 13 avril 2002.

1. Invité al general Damiani Bustillos, quien lideró el *alzamiento* en esa fuerza, a conversar<sup>572</sup>.

La désignation se trouve ici dans une incise. Or, on ne peut savoir si cette dernière doit être attribuée au général Belisario Landis – général resté fidèle à Hugo Chávez, qui invite le militaire rebelle Damiani Bustillos à discuter – ou s’il s’agit d’une précision apportée par le journal. Le terme « *alzamiento* » (soulèvement) peut donc être attribué à l’un ou à l’autre.

Il apparaît donc que, quelle que soit la catégorie de DR, la prise en charge des désignations ne peut jamais être totalement transparente, dans la mesure où l’une des caractéristiques de l’écrit est que le rédacteur est libre de modifier, d’adapter les propos qu’il rapporte, et que par conséquent, aucun type de DR, pas même le DD, ne peut garantir la fidélité des paroles transcrites (contrairement à ce qui se passe à l’oral, dans le cas de la TV ou de la radio par exemple). Néanmoins, il nous semble qu’il existe, dans les titres et les Unes de notre corpus, différents degrés de prise en charge des désignations, qui dépendent selon nous de deux critères : d’une part, de la catégorie de DR, et d’autre part, du contenu même du discours cité (ou plus précisément, de ce qui en est rapporté dans les journaux).

Pour ce qui est du premier critère, on peut en effet établir une hiérarchie entre les différentes catégories de DR en fonction de l’attitude du locuteur-journaliste vis-à-vis des paroles qu’il rapporte, c’est-à-dire en fonction de sa volonté d’authentifier les propos qu’il cite, de montrer qu’il « colle » au discours d’origine (DO), ou au contraire, de son souci d’absorber le DO, de le confondre avec son propre discours. Au niveau formel, cela se traduit par un mouvement allant d’une séparation nette du discours citant et du discours cité (DD), à un gommage des frontières entre l’un et l’autre (DN), qui peut être représenté par le schéma suivant :



<sup>572</sup> « Landis retomó control de la GN », article d’appel (Une) *El Universal*, 15 avril 2002.

En effet, comme on l'a déjà indiqué, le DD et l'aphorisation – plus courante dans nos titres que le DD lui-même – sont une mise en scène de la parole, tandis que le DN est la catégorie de DR avec laquelle l'absorption du DO dans le discours citant est la plus grande, celle qui se rapproche le plus du commentaire de paroles, et par conséquent celle où la distinction entre le discours du journaliste et le discours de l'énonciateur externe est la plus floue. Aussi, lorsqu'une désignation se trouve dans du DD, dans une aphorisation, ou qu'elle est isolée du reste de l'énoncé par des guillemets (îlot textuel), bien qu'on ne puisse être complètement sûr qu'il s'agit bien de la désignation d'origine, elle est explicitement présentée par le locuteur-journaliste comme appartenant à un « espace énonciatif » (Rosier 1999 : 125) distinct du sien. En revanche, lorsque la désignation est située dans du DI, du DN, ou une forme hybride (mais non à l'intérieur d'un îlot textuel), le locuteur-journaliste signale une intervention extérieure, et se décharge donc en partie de la responsabilité de l'énoncé. Cependant, la prise en charge de la désignation reste ambiguë, puisqu'on ne sait pas où s'arrête le discours du journaliste et où s'arrête le discours d'origine – si discours d'origine il y a.

Cette hiérarchisation de la prise en charge des désignations en fonction des types de DR doit néanmoins être nuancée par notre second critère : le contenu du discours cité. En effet, conformément à ce que l'on a vu jusqu'ici, les titres et énoncés des Unes contenant des désignations attribuées à des énonciateurs externes peuvent être classés globalement en trois catégories : premièrement (i), les énoncés dans lesquels la désignation, en tant que définition de l'événement, est l'objet même de la déclaration rapportée ; deuxièmement (ii), ceux où elle est l'objet d'un verbe exprimant la désapprobation, la condamnation ; enfin (iii), ceux où la désignation de l'événement est présupposée, c'est-à-dire qu'elle est intégrée aux dires rapportés sans être, en soi, l'objet de l'énoncé. Ainsi, il nous semble qu'on peut également discerner des degrés distincts de prise en charge des désignations à partir de ce classement, en particulier au sein des deux catégories de DR où elle est la plus ambiguë : le DI et le DN. En effet, dans les deux premiers cas de figure (i et ii), la *nomination* de l'événement, en tant qu'« acte de nommer », est présentée comme étant l'objet (principal ou secondaire) de la déclaration. Dans le premier cas (i), il s'agit de catégoriser l'événement, d'en déterminer la nature en le nommant ; la nomination de l'événement en est donc l'objet principal :

- m. El ex ministro de la Defensa *definió* la caída del Gobierno de Chávez como un *pronunciamiento militar* que rompió el hilo constitucional<sup>573</sup>  
 n. Antonia Muñoz no renuncia y dice que *es un golpe*<sup>574</sup>

Dans le deuxième cas (ii), l'objet principal de la déclaration est l'expression d'une dénonciation, d'une condamnation des événements :

- o. *Denunciarán ruptura constitucional* ante la OEA y la ONU<sup>575</sup>  
 p. Istúriz e Iglesias *denuncian* que hubo *golpe de Estado*<sup>576</sup>  
 q. NICARAGUA (surtitre) - Gobierno y oposición *rechazan golpe de Estado*<sup>577</sup>

Néanmoins, il nous semble que la désapprobation exprimée par le verbe est en fait indissociable du choix de la désignation, et plus précisément, de la catégorisation qu'elle suppose. En effet, ces énonciateurs ne se contentent pas de dénoncer/condamner/rejeter *des événements*, ils dénoncent/condamnent/rejettent le fait qu'il s'agisse d'une « rupture constitutionnelle », d'un « coup d'Etat », etc. On peut ainsi postuler qu'il y a ellipse d'une partie de l'énoncé dans les énoncés en DN: *Ils dénonceront [le fait que ces événements constituent] une rupture constitutionnelle auprès de l'OEA et de l'ONU*. L'énoncé (p), qui est en DI, fait d'ailleurs apparaître explicitement à la fois la dénonciation (à travers le verbe introducteur) et l'opération de catégorisation (à travers le choix de la désignation et le verbe *haber*). Dans cette catégorie d'énoncés, la désignation a donc une valeur de qualification des faits et la nomination de l'événement est présentée par conséquent comme l'objet de ces déclarations, aux côtés de l'expression d'une désapprobation.

Ainsi, dans ces énoncés où la nomination de l'événement est présentée comme l'objet de l'énoncé – (i) soit parce qu'il s'agit de définir l'événement, (ii) soit parce qu'il s'agit de le condamner – on peut considérer que la désignation est bien celle employée dans le discours d'origine, ou du moins, que c'est ce que le journaliste cherche à faire apparaître. La responsabilité de la désignation peut donc être attribuée sans trop de difficulté à l'énonciateur de la déclaration rapportée et non au journaliste. En revanche, dans les énoncés appartenant au troisième cas de figure (iii), où la nomination de

<sup>573</sup> « L'ex Ministre de la Défense a défini la chute du Gouvernement de Chávez comme un *pronunciamiento militar* qui a rompu la continuité constitutionnelle », *El Nacional*, 13 avril 2002

<sup>574</sup> « Antonia Muñoz ne démissionne pas et dit que *c'est un coup d'Etat* », *El Universal*, 13 avril 2002

<sup>575</sup> « *Ils dénonceront la rupture constitutionnelle* devant l'OEA et l'ONU », *El Universal*, 13 avril 2002

<sup>576</sup> « Istúriz et Iglesias *denuncient* le coup d'Etat », *El Nacional*, 13 avril 2002

<sup>577</sup> « NICARAGUA - Le gouvernement et l'opposition *rejetent* le coup d'Etat », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002

l'événement n'est pas l'objet de l'énoncé mais est présupposée – autrement dit, où le nom de l'événement n'est pas en question – l'attribution de la désignation pose beaucoup plus de problèmes. En effet, dans l'énoncé (m) cité précédemment, on ne sait pas si la désignation « la caída del Gobierno de Chávez » doit être imputée au journal ou à l'énonciateur dont les dires sont convoqués. Le même problème se pose pour les désignations en italique dans les exemples ci-dessous :

r. Señaló que *lo que sacó al mandatario* fue un golpe<sup>578</sup>.

s. Bandera Roja niega participación en *conspiración*<sup>579</sup>.

On a donc classé les désignations attribuées à des énonciateurs extérieurs en fonction de ces deux critères (la catégorie de DR d'une part, et le contenu du discours rapporté d'autre part, dans le tableau qui suit).

---

<sup>578</sup> « Il a signalé que *ce qui a destitué le chef de l'état* est un coup d'état », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>579</sup> « [Le parti] Bandera Roja nie sa participation dans la *conspiration* », *El Universal*, 15 avril 2002.

	DD/Aphorisation/ IT				DN/DI		
	Objet = qualification	Objet = dénonciation	Désignation = présupposée		Objet = qualification	Objet = dénonciation	Désignation = présupposé
Aphorisations	golpe / golpe de Estado (4)		caída	DI	golpe / golpe de Estado (3)	golpe de Estado	cambio
			golpe / golpe de Estado (3)				crisis
			experiencia venezolana				detención
			lo que le pasó a Chávez				levantamiento
			lo que sucedió				lo que sacó al mandatario
DD	≠ golpe de Estado (2) [f. négative]		lo que ha sucedido			sucesos del 11-A	
IT		alteración del orden constitucional	golpe	DN	≠ golpe de Estado ["evitó definir"]	crisis	alzamiento
					pronunciamiento militar	golpe / golpe de Estado (2)	caída (3)
						interrupción del orden constitucional	conspiración
						ruptura constitucional	crisis
						ruptura	golpe (2)
							lo ocurrido
							lo sucedido
							renuncia

On peut ainsi observer que le syntagme *golpe / golpe de Estado* est la désignation la plus fréquemment utilisée dans le DD, les aphorisations et les îlots textuels, autrement dit dans les trois catégories de DR où les dire rapportés sont séparés du discours citant de manière nette et où la désignation peut donc être attribuée sans problème à l'énonciateur cité (7 occurrences à la forme affirmative et 2 à la forme négative). D'autre part, il est également le plus employé dans les énoncés dont l'objet est une qualification ou une condamnation

des faits. De manière générale, ce sont principalement des désignations marquées qui apparaissent dans ces deux types d'énoncés (*golpe de Estado*, *pronunciamiento militar* et des termes juridiques tels que *alteración del orden constitucional*). Or, on a vu que dans le cas du DN et du DI, le degré d'ambiguïté de prise en charge de la désignation inhérent à ces deux catégories de DR était moindre dans ces deux sortes d'énoncés, cette dernière pouvant ainsi être attribuée plus facilement à l'énonciateur cité que dans les énoncés où elle est présumée. En revanche, on constate que dans les énoncés en DI et en DN où la nomination de l'événement n'est pas en question mais est présumée, et donc où la prise en charge des désignations est la plus ambiguë, les termes employés pour désigner l'événement sont majoritairement des termes « neutres », ne supposant pas de prise de position sur ce dernier. Pour résumer, on peut dire que les désignations les plus marquées apparaissent dans des énoncés où le locuteur-journaliste insiste sur une prise en charge extérieure (soit à travers le choix de la catégorie de DR, soit à travers le contenu de la déclaration rapportée) ce qui incite à les imputer à l'énonciateur cité plutôt qu'au journal (soit de par la catégorie de DR, soit de par leur contenu sémantique), tandis que les désignations plus neutres apparaissent dans des énoncés – ou des fragments d'énoncés – où discours citant et discours cité sont entremêlés au point qu'il est difficile de déterminer si elles relèvent de l'un ou de l'autre.

### 5-1.2. Les désignations signalées comme controversées

On relève d'autre part six énoncés (des titres de pages intérieures, exclusivement) comportant des indices qui montrent que la désignation des faits est sujette à réserve ou ne fait pas l'unanimité. Dans deux d'entre eux, il s'agit d'un adjectif (a) ou d'un commentaire (b) indiquant que la véracité des faits elle-même est l'objet de contestations :

- a. *Discutida* dimisión<sup>580</sup>
- b. Renuncia de Chávez *genera polémica*<sup>581</sup>

Dans ces énoncés, c'est le référent, la réalité même du fait désigné – la démission de Hugo Chávez – qui sont signalés comme posant problème. Cependant, ce n'est pas, en soi le fait que des événements aient eu lieu qui est mis en cause (tout le journal parle de la chute du

---

<sup>580</sup> « Une démission *discutée* », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>581</sup> « La démission de Chávez *gène la polémique* », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.



gouvernement), c'est l'identification de leur nature, autrement dit, leur « identification sous une description » (Quéré et Neveu 1996, voir chap 2.2.2.2). C'est donc aussi, dans le même temps, la désignation elle-même et son adéquation ou non à la réalité qu'elle désigne<sup>582</sup> (ce qui est arrivé à Chávez) qui est signalée comme suscitant la polémique. De plus, dans ces exemples, le locuteur-journaliste signale l'existence d'une controverse à propos de la démission de Hugo Chávez, sans pour autant indiquer qu'il la récuse lui-même : aucun indice tel que la présence de guillemets ou de modalisateur ne laisse penser qu'il remet en question cette désignation. On notera que l'énoncé (a) est un surtitre surmontant trois des pages du quotidien *Últimas Noticias* qui forment un *multitexte*<sup>583</sup> dans lequel les positions de divers énonciateurs concernant la démission ou non de Hugo Chávez sont rapportées. La polémique annoncée dans le titre est ainsi mise en scène dans l'espace des pages du journal. L'un des articles de ce multitexte porte le titre qui suit, dans lequel la confrontation de deux désignations opposées combinée à une négation nous indique que la désignation de l'événement est contestée (voir annexe 7) :

c. El final del gobierno no fue por *golpe de estado* ni por *renuncia*<sup>584</sup>

Comme on l'a mentionné précédemment, la négation peut être considérée comme un marqueur dialogique. On peut en effet discerner dans cet énoncé, en arrière plan de la négation, des propos prêtés à deux énonciateurs opposés qui tentent de déterminer la nature de l'événement qui a provoqué « la fin du gouvernement », l'un considérant qu'il s'agit d'un « coup d'Etat » et l'autre, au contraire, qu'il s'agit d'une « démission ». La voix du locuteur-journaliste, en niant ces deux désignations, signale que pour lui aucun de ces deux termes n'est adéquat pour désigner l'événement. On nous présente donc, à travers la négation de ces deux désignations, trois points de vue différents sur la nature de cet événement. Néanmoins, en rejetant ces deux désignations sans en choisir une qui lui

---

<sup>582</sup> Nous reprenons ici les termes employés par Alice Krieg-Planque à propos de la formule « purification ethnique », qui est souvent jugée par les commentateurs du conflit yougoslave comme « inadéquate à la réalité » (Krieg-Planque 2003 : 389-399).

<sup>583</sup> Le **multitexte** est « un élément de structuration de l'information, intermédiaire et facultatif, situé entre le journal et l'article. Il est formé d'un ensemble d'articles et d'images graphiquement regroupés et thématiquement complémentaires, s'étalant sur un espace homogène dépassant la double page. Ce regroupement est l'aboutissement d'un processus d'empilement de l'information, développée à la mesure de l'importance accordée à un événement ou à un sujet », Lugin 2000.

<sup>584</sup> « La fin du gouvernement n'est due ni à un *coup d'État* ni à une *démission* », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

convienne, le journaliste se contente de signaler son désaccord avec ces deux points de vue, sans indiquer quelle est sa propre position face à ces événements.

On relève également deux titres formés sur la structure « X ou Y », qui permet quant à elle au locuteur de proposer deux désignations possibles de l'événement (voir annexe 7) :

- d. *¿Golpe de Estado o emergencia constitucional?*<sup>585</sup>
- e. *Golpe militar o revuelta popular*<sup>586</sup>

Dans ces énoncés, les deux alternatives proposées pour le désigner supposent des points de vue totalement opposés sur l'événement. Dans l'exemple (d) la désignation « Golpe de Estado » (coup d'Etat) inscrit d'emblée l'événement dans l'illégalité, tandis que l'expression « emergencia constitucional » (urgence constitutionnelle) n'est pas un nom d'événement en tant que tel, mais plutôt la description d'une situation invoquant le respect du Droit. Dans l'exemple (e), c'est le problème de la légitimité qui est en jeu, car si, comme on l'a déjà mentionné, l'expression « Golpe militar » (coup [d'Etat] militaire) a une valeur très négative, en particulier en Amérique latine, celle de « revuelta popular » (révolte populaire) jouit quant à elle d'une certaine légitimité, dans la mesure où elle implique l'acteur collectif qu'est le peuple<sup>587</sup>. Ces deux titres laissent supposer que les arguments en faveur de chacune de ces désignations (ou bien de l'une d'entre elles) sont exposés dans l'article. On remarquera que ce procédé permet de nouveau au journaliste de présenter des points de vue opposés sur les événements, sans toutefois faire entendre sa propre voix.

Un dernier indice du fait que la désignation de l'événement est sujette à réserve et ne fait pas l'unanimité, c'est la forme interrogative, déjà présente dans l'énoncé (d), mais qui porte cette fois sur une seule désignation. Dans la rubrique « Opinión » du quotidien *Últimas Noticias*, le 15 avril 2002, l'historien et chroniqueur Agustín Blanco Muñoz, s'interroge en effet sur la possibilité d'un « auto-coup d'Etat » :

---

<sup>585</sup> « Coup d'Etat ou urgence constitutionnelle ? », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>586</sup> « Coup d'état ou révolte populaire », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>587</sup> Voir à ce sujet Cherrier 2005. Nous reviendrons sur ce point ultérieurement (6.6.3.2.2).

a. ¿Autogolpe?<sup>588</sup>

A l'exception de ce dernier exemple, tous les énoncés dans lesquels le locuteur signale l'existence d'une polémique sur la désignation des faits, apparaissent dans les éditions du 13 avril 2002, et pour la plupart d'entre eux, dans le journal *Últimas Noticias* (seul l'énoncé d a été relevé dans *El Nacional*).

On constate que ces désignations signalées comme controversées correspondent à deux versions opposées des faits. « Dimisión », « renuncia », « revuelta popular » ou « emergencia constitucional » corroborent la version selon laquelle Chávez a démissionné suite à la répression dans le sang de la manifestation de l'opposition. Cette démission a entraîné une situation de *vacance constitutionnelle de pouvoir* (« un vacío constitucional de poder »), selon les termes employés dans le décret d'instauration du gouvernement de transition (voir 1.1.3.3). Celui-ci est donc présenté comme un recours légal pour combler la vacance de pouvoir. Le terme *renuncia* est d'ailleurs lui-même employé dans ce décret. La désignation « golpe de Estado » correspond quant à elle à la version selon laquelle Hugo Chávez a démissionné sous la contrainte des militaires, voire n'a pas démissionné, ce qui suppose que la chute du gouvernement et l'instauration du gouvernement provisoire sont illégales. Le fait de confronter ainsi des versions opposées de l'événement ou même seulement de signaler une controverse sur la désignation des faits sans y prendre parti, confère aux journaux – et surtout au quotidien *Últimas Noticias* – un ethos d'objectivité.

### 5-1.3. Les désignations assumées par les journaux

Quelles sont donc, en définitive, les désignations qui sont totalement prises en charge par les journaux ? Autrement dit, quelles sont celles qui apparaissent dans des énoncés où aucune intervention extérieure n'est explicitement mentionnée, qui ne sont pas signalées comme controversées et qui ne font pas l'objet de procédés de mise à distance ? Elles sont au nombre de vingt-sept. On constate tout d'abord que lorsqu'Hugo Chávez est éloigné du pouvoir, le terme « renuncia » est assumé à plusieurs reprises, le 12 avril par *Últimas Noticias* (a), et le 13 avril par *El Nacional* :

---

<sup>588</sup> « Auto-coup d'Etat ? », *Últimas Noticias*, 15 avril 2002.

- a. Su *renuncia* abrirá nuevos tiempos<sup>589</sup>
- b. Precio del petróleo cayó 3% tras la *renuncia* de Chávez<sup>590</sup>
- c. ¿Cómo se fraguó la *renuncia* de Hugo Chávez?<sup>591</sup>

Dans tous les titres où cette désignation est prise en charge par le journal, la nomination de l'événement ne constitue pas l'objet de l'énoncé. Le fait qu'Hugo Chávez ait démissionné est donc présupposé, il est présenté comme un fait avéré. De plus, comme il s'agit de titres, éléments lus en premier et apportant un « éclairage » aux articles qui les suivent, la démission du président constitue une information présupposée à la lecture de ces articles.

En revanche, après son retour au pouvoir, le 15 avril, le syntagme *golpe de Estado* (ou *golpe*), qui jusqu'ici n'avait jamais été assumé par les journaux eux-mêmes, est totalement pris en charge. On relève ainsi cinq emplois assumés du syntagme (deux pour *El Universal* (d), deux pour *Últimas Noticias* (e), et un seul pour *El Nacional* (f)), dont l'un, dans *El Universal*, apparaît dès la Une :

- d. HISTORIA INEDITA- De cómo un *golpe* se convirtió en estopa<sup>592</sup>
- e. El *golpe de Estado*<sup>593</sup>
- f. Venezuela: auge y caída del *golpe* mediático<sup>594</sup>

Si dans les emplois du syntagme *golpe* / *golpe de Estado* relevés pour les jours précédents, la nomination de l'événement était bien souvent l'objet même de la déclaration, cela n'est pas le cas pour les emplois assumés par les journaux, où cette désignation est présentée comme allant de soi. Ce jour-là, il n'est plus question de la démission de Hugo Chávez : on ne relève aucune occurrence de *renuncia* (ni de *dimisión*) pour ce jour. On observe donc un changement d'attitude brutal de la part des journaux, qui, après avoir adhéré à la version de la démission en prenant en charge le terme *renuncia*, semblent accepter désormais la version du renversement et de la prise de pouvoir illégale, en assumant le syntagme *golpe* / *golpe de Estado*.

<sup>589</sup> « Sa *démission* ouvrira une nouvelle ère », surtitre de page intérieure, *Últimas Noticias*, 12 avril 2002

<sup>590</sup> « Le prix du pétrole a chuté de 3% après la *démission* de Chávez », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>591</sup> « Comment s'est tramée la *démission* de Chávez? », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>592</sup> «HISTOIRE INEDITE - Comment un *coup d'Etat* est devenu un véritable imbroglio », Titre d'appel, Une *El Universal*, 15 avril 2002

<sup>593</sup> « Le *coup d'Etat* », titre de pages intérieures, *Últimas Noticias*, 15 avril 2002

<sup>594</sup> « Venezuela : essor et chute du *coup d'Etat* médiatique », titre de pages intérieures, *El Nacional*, 15 avril 2002

Les autres désignations prises en charge par les journaux sont des termes relativement indéterminés. Deux d'entre elles sont totalement « désinvesties », « inhabitées », pour reprendre les termes d'Alice Krieg-Planque<sup>595</sup>, c'est-à-dire qu'elles n'impliquent pas de réelle catégorisation, ou du moins, d'évaluation de l'événement. Elles n'indiquent en rien sa nature :

- g. Los graves *sucesos* de ayer precipitaron el final del chavismo<sup>596</sup>
- h. Dolor en las regiones por *hechos* del jueves<sup>597</sup>

D'autres désignations opèrent quant à elles une catégorisation très large de l'événement mais ne supposent pas la chute du gouvernement :

- j. El *cambio* tiene rostro de masacre<sup>598</sup>
- k. La movilización popular cuando se supo que Chávez no había renunciado, debió ser decisiva en la reacción de las unidades militares que, en definitiva, definieron *la crisis de gobernabilidad* que vive el país<sup>599</sup>.
- l. A la sociedad civil le corresponde el turno del *proceso de cambios*<sup>600</sup>

L'énoncé (k) est la légende de la photographie de Une de *Últimas Noticias* le 14 avril reproduisant la lettre dans laquelle Hugo Chávez déclare ne pas avoir renoncé au pouvoir (« [...] No he renunciado al poder legítimo que el pueblo me dio »). On observe ainsi que, bien qu'il soit le seul des trois quotidiens à sortir ce jour-là, alors que le Venezuela vient d'apprendre la nouvelle du retour au pouvoir du président légitime, ce journal reste très prudent dans sa désignation de l'événement ; d'autant qu'il s'agit de la seule désignation assumée dans la Une et les titres de l'ensemble de ce numéro. On notera par ailleurs que le titre (l) et l'article qu'il introduit, paru dans l'édition du 15 avril de *El Nacional* et surmonté du surtitre « Astrología », ont sans doute été rédigés avant l'annonce du retour de

---

<sup>595</sup> Alice Krieg-Planque (2009 : 88) remarque en effet que certains « noms propres d'événement apparaissent comme désinvestis, indéterminés, inhabités » (tels *les événements* pour désigner la guerre d'Algérie, et au-delà les noms propres d'événement formés sur une date ou un nom propre de lieu). Cette remarque est valable également pour certaines des désignations de notre corpus, même s'il ne s'agit pas de dénominations stabilisées.

<sup>596</sup> « Les graves *événements* d'hier ont précipité la fin du chavisme », titre figurant en Une, *Últimas Noticias*, 12 avril 2002.

<sup>597</sup> « Douleur dans les régions après les *faits* de jeudi », *El Universal*, 13 avril 2002.

<sup>598</sup> « Le *changement* a un visage de massacre », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>599</sup> « Lorsque l'on a appris que Chávez n'avait pas démissionné, la mobilisation populaire a dû être décisive dans la réaction des unités militaires qui, en définitive, ont déterminé *la crise de gouvernabilité* que vit le pays », légende de la photographie principale de la Une, *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

<sup>600</sup> « C'est au tour de la société civile d'assumer le *processus de changement* », titre de pages intérieures, *El Nacional*, 15 avril 2002.

Hugo Chávez au pouvoir, puisque le « processus de changement » auquel ce titre fait référence renvoie probablement à la chute du gouvernement et à la mise en place d'un gouvernement de transition.

Enfin, certaines désignations disent la chute du gouvernement, mais ne donnent pas d'indication sur les circonstances dans lesquelles elle s'est déroulée. Autrement dit, il s'agit de termes qui décrivent une facette de l'événement mais n'en fournissent pas d'interprétation. On relève ainsi quatre occurrences du terme « caída » (chute), trois occurrences de « salida » (départ), et deux syntagmes formés sur la base « final del... » : « *final del chavismo* » et « *final del gobierno* » (« fin du chavisme », voir supra exemple g, et « fin du gouvernement ») :

- l. *Caída* de Chávez no perturbará relaciones entre Brasil y Venezuela<sup>601</sup>
- m. Análisis de una *salida* anunciada<sup>602</sup>
- n. El *final del gobierno* no fue por golpe de estado ni por renuncia<sup>603</sup>

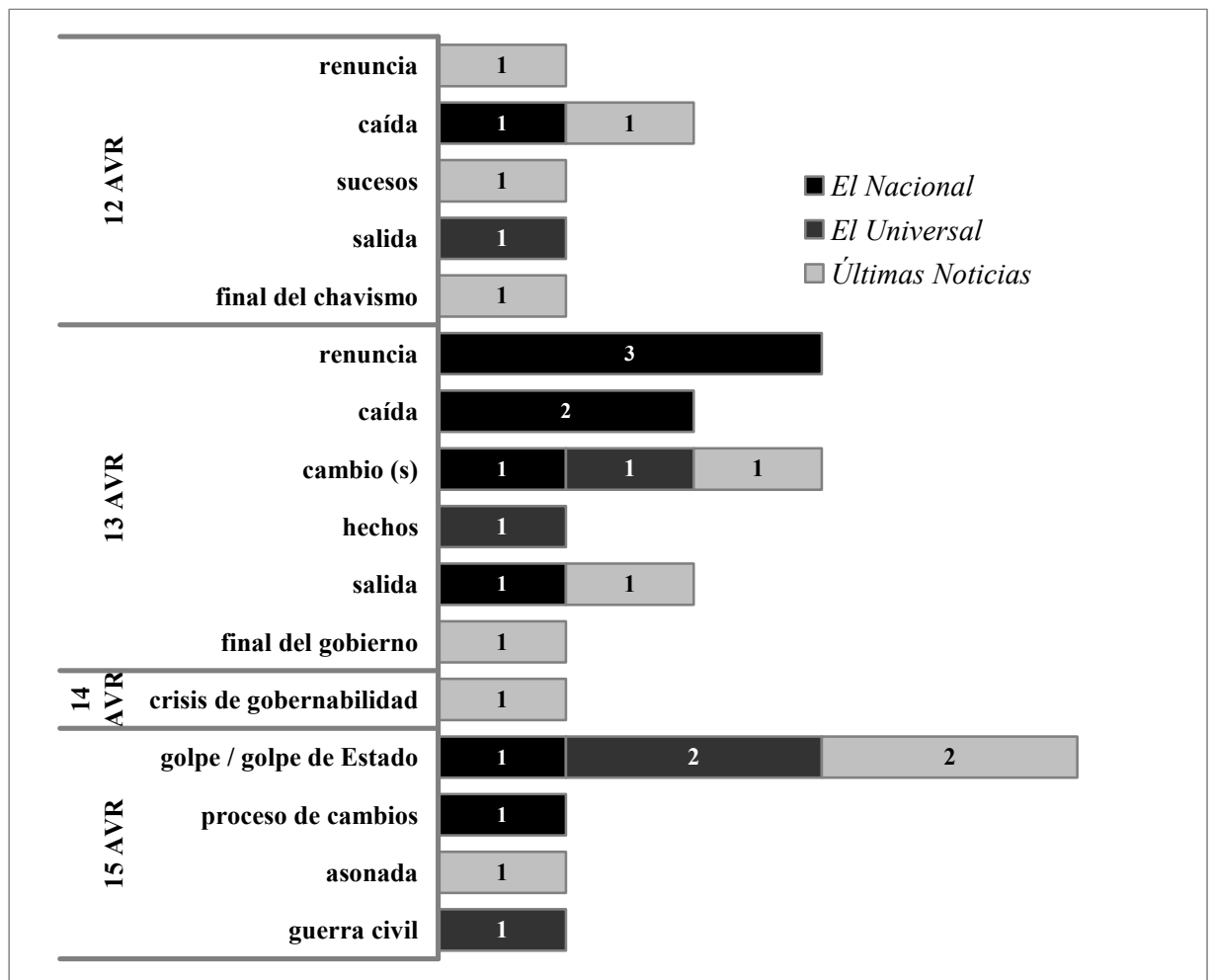
On constate par conséquent qu'à l'exception des termes *renuncia* et *golpe / golpe de Estado*, qui supposent deux versions opposées de l'événement, et par conséquent un parti pris pour l'une ou l'autre, les désignations assumées par les journaux sont des termes neutres en apparence, qui n'impliquent pas de prise de position sur les événements. Qui plus est, ces désignations « neutres » sont deux fois plus fréquentes (18 désignations) que celles supposant une prise de position (4 occurrences de *renuncia* et 5 de *golpe / golpe de Estado*, soit 9 désignations). En guise de bilan, on peut observer dans le graphique qui suit la répartition des désignations assumées, pour chaque jour, par chacun des journaux.

---

<sup>601</sup> « La chute de Chávez ne perturbera pas les relations entre le Brésil et le Venezuela », *El Nacional* 13 avril 2002.

<sup>602</sup> « Analyse d'un départ annoncé », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>603</sup> « La fin du gouvernement n'est due ni à un coup d'Etat ni à une démission », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.



**Les désignations assumées par les journaux**

#### **5-1.4. Les désignations dans des titres prêtant à une interprétation polyphonique**

Quelques unes des désignations que nous avons catégorisées comme assumées par le journal y ont été classées après certaines hésitations, car elles apparaissaient dans des énoncés qui nous semblaient pouvoir prêter à une « interprétation polyphonique » (Sullet Nylander 1998 : 101-102). On a déjà évoqué précédemment ce type de titres (4.4.4.1), qui ne relèvent pas du DR en tant que tel, mais où semblent s'entremêler la voix d'un *asserteur* ayant préalablement énoncé l'information présente dans l'énoncé et la voix du locuteur-journaliste reprenant cette information, sans qu'il soit vraiment possible à la seule lecture du titre de déterminer si le locuteur-journaliste assume les propos qu'il énonce, ou s'il ne fait que reprendre des paroles énoncées auparavant et/ou prélevées au sein de l'article.

Néanmoins, dans ce type d'énoncés, aucune marque formelle ne signale explicitement la présence d'un discours autre.

Le futur, en particulier, est un indice qui incite à une interprétation polyphonique, car on peut y voir la reprise par le journaliste d'un discours d'expert ou autre instance capable de faire cette prévision :

- a. Su *renuncia* **abrirá** nuevos tiempos<sup>604</sup>
- b. El *cambio* **va a generar** confianza<sup>605</sup>

On relève une autre désignation située dans un surtitre qui n'est pas lui-même au futur, mais qui vient en complément du titre de l'article principal qui lui est au futur :

- c. (Surtitre) Por inducir al país a una *guerra civil*.  
(Titre) Militares golpistas **serán** sancionados<sup>606</sup>

Dans ces trois exemples, on ne sait pas si le journaliste prend totalement l'énoncé en charge, ou s'il s'agit d'une réplique d'un énonciateur extérieur détachée de l'article mais que le journaliste n'aurait pas signalée comme relevant du discours rapporté, ou bien encore, si c'est le point de vue de cet énonciateur extérieur qui est restitué sans que le journaliste ne reprenne fidèlement ses propos. Par conséquent, on ne peut savoir si les désignations présentes dans ces énoncés relèvent du rédacteur des titres ou d'un énonciateur extérieur.

Dans les deux exemples qui suivent, le fait que l'on soit en présence d'informations spécialisées d'ordre financier d'une part, et, l'utilisation des syntagmes verbaux « *saludar* » (saluer) et « *mostrarse entusiasta* » (se montrer enthousiaste), pouvant s'apparenter à des verbes introducteur de DR, d'autre part, invitent à discerner, derrière la voix du journaliste, une voix relevant d'un autre énonciateur :

- d. Los índices macroeconómicos saludaron con optimismo la salida de Hugo Chávez del gobierno<sup>607</sup>.
- e. Wall Street se muestra entusiasta ante los cambios<sup>608</sup>.

<sup>604</sup> « Sa *démission ouvrira* une nouvelle ère », surtitre de page intérieure, *Últimas Noticias*, 12 avril 2002

<sup>605</sup> « Le *changement va générer* de la confiance », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>606</sup> « Pour avoir incité le pays à la *guerre civile*. Les militaires insurgés **seront** sanctionnés », surtitre de page intérieure, *El Universal*, 15 avril 2002.

<sup>607</sup> « Les indices macroéconomiques ont salué avec optimisme le départ du gouvernement de Hugo Chávez », article d'appel en Une de *El Nacional* (« Mercados financieros reaccionaron en positivo »), 13 avril 2002.



De ce fait, la prise en charge de ces énoncés, et des désignations qu'ils contiennent, est ambiguë : le locuteur commente-t-il lui même les indices macro-économiques ou le cours de la bourse de Wall Street (la responsabilité de la désignation relevant alors du discours du journal) ou bien reprend-il le commentaire – et la désignation qu'il contient – de sources extérieures, spécialistes des domaines économiques et financiers ?

Dans ces deux énoncés c'est la mention de la venue de César Gaviria (alors secrétaire de l'OEA) dans un cas (f), et celle des négociations entre Hugo Chávez et un groupe de militaires dans l'autre (g), qui prêtent à une lecture polyphonique :

- f. Gaviria llega hoy para investigar *asonada*<sup>609</sup>
- g. Comisión militar negocia *salida* del Presidente<sup>610</sup>

Dans l'exemple (g), cette interprétation est renforcée par l'emploi du verbe « negociar », qui suppose des prises de parole. Dans les deux cas, on peut se demander si le journaliste adopte le point de vue de ses sources en reprenant des désignations qu'ils ont employées (César Gaviria peut en effet avoir déclaré : *Voy a venezuela para investigar aquella asonada*, et un militaire avoir prononcé les mots : *Estamos negociando la salida del Presidente*), ou bien s'il se contente de décrire leurs actions avec ses propres mots, assumant alors pleinement ces désignations.

Enfin, on trouve un énoncé qui ne relève pas véritablement des titres à interprétation polyphonique, mais que l'on ne peut pas classer non plus parmi ceux assumés par le journal. Il apparaît dans le titre d'un article de la rubrique « The Wall Street Journal Americas », présentant une sélection d'articles du journal nord-américain du même nom, si bien qu'on ne peut pas déterminer s'il s'agit du titre original rédigé par un correspondant hispanophone à Caracas, d'une traduction (et reformulation ?) d'un titre rédigé en anglais, ou encore d'un titre rédigé entièrement et ajouté à l'article par la rédaction du journal :

- h. Crudo Sufriría Más con el *Fallido Golpe* que con el Embargo de Irak<sup>611</sup>

---

<sup>608</sup> « Wall Street se montre enthousiaste face aux changements », sommaire en Une de *El Universal*, 13 avril 2002. Dans le sommaire sont énumérés les principaux sujets traités dans le numéro.

<sup>609</sup> « Gaviria arrive aujourd'hui pour enquêter sur l'émeute », *Últimas Noticias*, 15 avril 2002.

<sup>610</sup> « Une commission militaire négocie le départ du Président », titre d'article en page intérieure, *El Universal*, 12 avril 2002.

Autrement dit, on ne sait pas si ce titre – et avec lui la désignation *golpe* – relève de la responsabilité du quotidien new-yorkais ou du journal *El Nacional*.

Cependant, à l'exception de ce dernier exemple, où la présence d'un discours autre est signalée à travers le nom de la rubrique, les autres désignations se trouvant dans des énoncés pouvant appeler une interprétation polyphonique ont été classées au sein des désignations assumées par les journaux, dans la mesure où ces énoncés ne comportent aucune marque formelle permettant de déterminer qu'il s'agit d'un discours autre. Au lieu de signaler explicitement la présence d'un autre énonciateur, ils choisissent au contraire de présenter ces énoncés comme totalement pris en charge, mettant ainsi en exergue les désignations qui s'y trouvent. De cette manière, comme le souligne Françoise Sullet-Nylander (1998 : 102), « la voix du journal et celles des autres ne font qu'une : en faisant s'exprimer les autres, le journal s'exprime lui-même. »

### **5-1.5. Bilan : nommer l'événement dans les Unes et les titres**

Pour résumer nos observations sur les désignations de l'événement dans les titres et les Unes, on constate tout d'abord un brusque changement d'attitude de la part des journaux, qui assument successivement les désignations *renuncia* (les 12 et 13 avril) puis *golpe / golpe de Estado* (le 15 avril). Comme on l'a déjà souligné, l'acceptation de l'une ou de l'autre désignation peut être déterminante, puisque la catégorisation de l'événement comme une démission permet de légitimer la chute du gouvernement de Hugo Chávez et l'instauration d'un gouvernement de transition, tandis que sa catégorisation comme coup d'État inscrit d'emblée ces faits dans l'illégalité. La nomination de l'événement constitue par conséquent un enjeu de taille, comme en atteste le fait que le 13 avril, jour où est instauré le gouvernement provisoire, la désignation de l'événement elle-même fait l'objet de déclarations et de controverses. De plus, il ressort que nommer l'événement constitue surtout un enjeu pour ceux qui cherchent à le dénoncer, autrement dit, les observateurs et les énonciateurs chavistes. En effet, les énonciateurs d'opposition nomment très peu l'événement, ou le nomment de manière « neutre », ce qui peut être une manière, pour ces derniers, de ne pas reconnaître qu'il se passe quelque chose d'anormal, autrement dit, de

---

<sup>611</sup> « Le pétrole aurait plus souffert du *Coup d'Etat Manqué* que de l'Embargo contre l'Irak », *El Nacional*, 15 avril 2002.

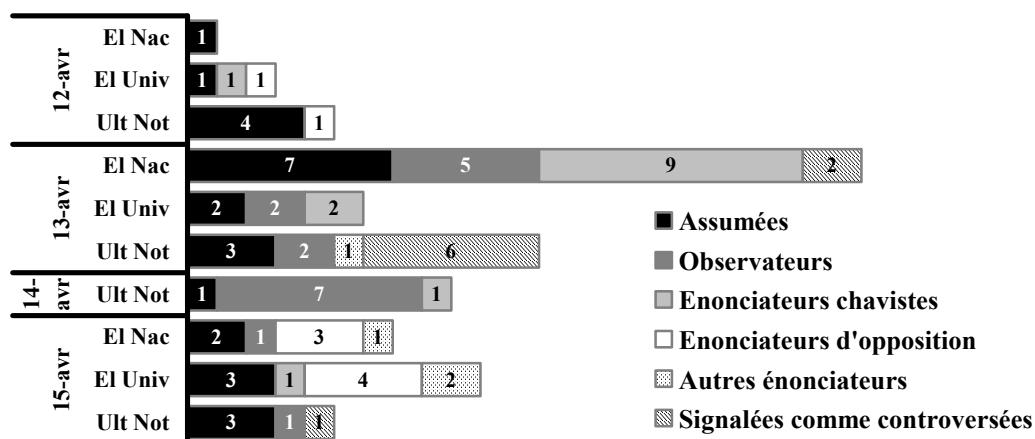
camoufler une atteinte à l'ordre légal. Par ailleurs, on constate que si le 12, et surtout le 13 avril, la nomination de l'événement se caractérise par une grande instabilité – mise en évidence, d'une part, par la diversité des désignations, et d'autre part, par certaines constructions qui indiquent que la nomination de l'événement fait polémique – dès le 15 avril, celle-ci tend à se stabiliser autour du syntagme *golpe / golpe de Estado*.

Mais le plus remarquable, c'est surtout l'absence de prise de position des journaux dans la controverse des désignations jusqu'au retour de Hugo Chávez. À ce sujet, Laura Calabrese et Laurence Rosier (2004) remarquent qu'il existe une tendance de la presse écrite (encore plus que les autres médias, notent-elles, « en raison de sa capacité de figement par l'écrit ») « à ne pas reprendre des désignations “polémiques” qui pourraient faire penser à un discours partisan ». Elles soulignent ainsi le paradoxe face auquel se trouve la presse :

Son idéal d'objectivité la force à la contradiction : elle doit reprendre toutes les dénominations circulant entre les acteurs de l'espace public pour rendre rigoureusement compte de la réalité, mais en même temps elle doit maintenir l'illusion qu'elle ne les prend pas en charge. (Calabrese & Rosier 2004 : 35)

Dans les titres et les Unes de notre corpus, cela se manifeste à travers plusieurs stratégies d'évitement consistant (i) à faire assumer les désignations qui supposent une condamnation des faits – en particulier, les termes juridiques (*interrupción del orden constitucional*, etc.) et le syntagme *golpe / golpe de Estado* – à des énonciateurs extérieurs : les observateurs et les énonciateurs chavistes ; (ii) à signaler une polémique sur la désignation des faits dans laquelle ils ne prennent pas position ; (iii) à employer des désignations indéterminées ou neutres n'impliquant pas de prise de position explicite sur les événements ; ou encore (iiii) à nommer peu l'événement, comme le fait *El Universal* le 13 avril, alors que dans les autres journaux, la nomination de l'événement fait l'objet de déclarations ou de controverses. En évitant de prendre position, ou en feignant d'adopter une position « neutre », les journaux se construisent ainsi un ethos d'objectivité qui leur permet de se légitimer en tant que pourvoyeurs d'informations. Mais de cette manière, ils prennent également le parti de ne pas dénoncer la situation comme « coup d'Etat », du moins tant qu'Hugo Chávez est éloigné du pouvoir.

La répartition des différents types d'emplois des désignations dans les titres et les Unes de notre corpus est représentée dans le graphique ci-dessous, ce qui permet d'observer quelles sont les stratégies privilégiées par chacun des journaux :



### Types d'emploi des désignations selon les journaux

On peut également se reporter aux tableaux récapitulatifs qui suivent pour remarquer, tout d'abord, que les trois journaux ne se distinguent pas dans leur comportement au niveau des désignations qu'ils assument. On constate, en revanche, que c'est principalement la date du 13 avril qui permet d'établir des différences d'attitude entre les trois journaux. On observe ainsi que, ce jour-là, *El Nacional* est le seul des trois journaux à assumer le terme de *renuncia*. Il est également celui qui nomme le plus l'événement, et par ailleurs, celui qui donne le plus fréquemment la parole à des énonciateurs extérieurs nommant l'événement. *Últimas Noticias*, quant à lui, attribue très peu de désignations à des énonciateurs chavistes et d'opposition (remarque valable, d'ailleurs, pour les quatre jours du corpus). Mais il est presque le seul, en revanche, à mettre en scène dans ses titres la controverse sur la nomination de l'événement, au travers d'énoncés où les désignations sont signalées comme suscitant la polémique. Pour ce qui est de *El Universal*, on remarque qu'il met très peu de désignations en exergue dans ses Unes et ses titres. On peut souligner plus généralement, que d'un jour à l'autre, ce ne sont pas les mêmes catégories d'énonciateurs dont les dires sont convoqués pour désigner l'événement. En effet, les désignations attribuées à des énonciateurs chavistes apparaissent presque exclusivement le 13 avril, tandis que celles attribuées à des énonciateurs d'opposition sont totalement absentes du corpus les 13 et 14 avril et réapparaissent le 15 avril. Quant à celles

attribuées à des observateurs qui commentent l'événement, elles sont relativement fréquentes le 13, et surtout le 14 avril, mais tendent à disparaître du corpus le 15 avril.

### **Tableaux récapitulatifs des désignations dans les titres et les Unes**

		Assumées	Observateurs	Enonciateurs chavistes	Enonciateurs d'opposition	Autres énonciateurs	Signalées comme controversées
<b>12-avr</b>	<b>El Nac</b>	caída					
	<b>El Univ</b>	salida		renuncia	≠ golpe de Estado		
	<b>Ult Not</b>	sucesos				≠ golpe de Estado	
		final del chavismo					
		renuncia					
caída							

		Assumées	Observateurs	Enonciateurs chavistes	Enonciateurs d'opposition	Autres énonciateurs	Signalées comme controversées	
<b>13-avr</b>	<b>El Nac</b>	salida	golpe de Estado (2)	golpe / golpe de Estado (5)			golpe de Estado	
		caída (2)	caída	pronunciamiento militar			emergencia constitucional	
		Renuncia (3)	lo ocurrido	lo que sacó al mandatario				
		cambio	ruptura	caída				
				detención				
	<b>El Univ</b>	cambios	ruptura constitucional	Golpe (2)				
		hechos	cambio					
	<b>Ult Not</b>	salida	golpe de Estado				lo que le pasó a Chávez	golpe / golpe de Estado (2)
		final del gobierno	caída					Renuncia (2)
		cambio						dimisión
							revuelta popular	

		Assumées	Observateurs	Enonciateurs chavistes	Enonciateurs d'opposition	Autres énonciateurs	Signalées comme controversées
14-avr	Ult Not	crisis de gobernabilidad	golpe / golpe de Estado (4)	caída			
			experiencia venezolana				
		crisis					
		interrupción del orden constitucional					

		Assumées	Observateurs	Enonciateurs chavistes	Enonciateurs d'opposition	Autres énonciateurs	Signalées como controversées
15-avr	El Nac	golpe	alteración del orden constitucional		lo sucedido	golpe	
		proceso de cambios			lo que ha sucedido		
					lo que sucedió		
	El Univ	golpe (2)		alzamiento	levantamiento	conspiración	
		guerra civil			golpe de Estado [dés. Indirecte] (2)	sucesos del 11-A	
					crisis		
	Ult Not	golpe / golpe de Estado (2)	golpe				Autogolpe
		asonada					

## Chapitre 6- LES DESIGNATIONS DE L'ÉVENEMENT : SIGNIFIES ET EMPLOIS DANS LES ARTICLES

---

Après avoir présenté les désignations de l'événement en présence dans les titres et les Unes, il semble nécessaire de se pencher, d'une part, sur leur signifié, et d'autre part, sur le fonctionnement de ces désignations à l'intérieur des articles eux-mêmes. Pour ce faire, nous avons procédé à un second relevé au sein d'un sous-corpus d'articles, constitué principalement à partir du premier repérage effectué dans les Unes et le péri-texte.

En effet, ce sous-corpus réunit les articles dont le titre comporte une désignation de l'événement ainsi que les articles appelés à la Une, lorsque le renvoi en Une comporte une désignation (qu'il s'agisse du titre lui-même ou de l'article d'appel). Lorsque ces articles font partie d'un ensemble rédactionnel ou d'une hyperstructure<sup>612</sup> portant sur un même sujet, on y ajoute les articles associés. Pour le 12 avril, comme les articles répondant à ces critères sont très peu nombreux (puisqu'on ne relève pour ce jour qu'un total de 9 désignations dans les titres et les Unes des trois journaux), on y ajoute tous les articles où la chute de Chávez est explicitement mentionnée. Enfin, afin de pouvoir observer les désignations privilégiées par les journaux eux-mêmes, on examine également les articles relevant de genres « à énonciation subjectivée » (Moirand 2007 a : 12) ou articles « de commentaire » (Adam 1997 :10)<sup>613</sup>, dans lesquels on suppose que les journalistes

---

<sup>612</sup> Un *ensemble rédactionnel* « est constitué de différents éléments, présentant chacun sous un angle différent un événement médiatique identique. [...] L'ensemble rédactionnel est un élément de structuration de l'information, intermédiaire et facultatif, situé entre le journal et l'article. Il trouve son origine dans un processus d'éclatement ou de réunion et est formé d'un ensemble pluri-sémiotique d'articles et d'images graphiquement regroupés et thématiquement complémentaires » (Lugrin 2000). Pour une définition de l'*hyperstructure*, voir 3.2.1.

<sup>613</sup> Sophie Moirand indique en effet qu'on peut distinguer deux grandes classes de genres discursifs, sur lesquels s'accordent les professionnels de la presse : d'une part, « la classe des genres qui vont du côté d'une énonciation plutôt *subjectivée* (éditoriaux, chroniques, billets, dessins de presse, commentaires...) » ; d'autre part « la classe des genres qui vont du côté d'une énonciation plutôt *objectivée* (croquis, tableaux, articles d'information, glossaires, encadrés à vocation didactique, infographie...) » (2007 a : 12). Cette distinction s'appuie notamment sur celle de Jean Michel Adam (1997 :10-11) qui, dans sa présentation du numéro de *Pratiques* consacré aux « genres de la presse écrite », met en évidence l'existence de « deux positions énonciatives polaires »: d'un côté le pôle « distance-information », de l'autre le pôle « implication-

expriment plus librement leur position sur les événements, autrement dit, dans notre corpus, les éditoriaux ainsi que les articles de la rubrique « Opinion » (« Opinión » pour *El Nacional* et *El Universal*, « La Opinión » pour *Últimas Noticias*).

Comme pour notre premier relevé nous nous sommes concentrée ici sur les désignations qui renvoient à la chute de Hugo Chávez et/ou aux atteintes aux pouvoirs en place, c'est-à-dire que nous ne relevons pas celles qui font référence à des faits particuliers qui ne forment qu'une composante de l'événement. On verra toutefois qu'il n'est pas toujours facile de déterminer quel est le référent exact de ces désignations.

On relève dans ce sous-corpus un total de 377 désignations, que nous avons classées en trois groupes, en fonction du degré de catégorisation de l'événement qu'elles impliquent, et du point de vue qu'elles supposent sur celui-ci. Alice Krieg-Planque remarque en effet, à propos des noms propres d'événement, que certains d'entre eux « apparaissent comme déjà orientés, fût-ce très sommairement, du point de vue de l'intelligibilité qu'ils rendent possible », tandis que d'autres, à l'inverse, « apparaissent comme désinvestis, indéterminés, inhabités » (Krieg-Planque 2009 a : 88). Cette observation nous semble applicable à l'ensemble des désignations d'événement, même lorsqu'il ne s'agit pas de noms propres. Nous avons donc regroupé, d'un côté, les désignations qui ne supposent pas de catégorisation de l'événement, qui ne donnent pas d'indication sur sa nature, et de l'autre, celles qui en opèrent une catégorisation. Les premières – les désignations « inhabitées » - représentent 16,7% des désignations relevées ; on peut en observer le détail dans le tableau suivant<sup>614</sup>.

---

commentaire », dessinant ainsi un *continuum* sur lequel peuvent être distribués les articles appartenant aux différents genres rédactionnels.

<sup>614</sup> Dans les trois tableaux présentés ci-après, les désignations dont le total est encadré sont celles qui sont aussi présentes dans les titres ou dans les Unes. Celles dont le total est grisé sont celles dont la fréquence dans les articles, ajoutée à celle des titres et les Unes, est supérieure à 10.



<b>PAS DE CATEGORISATION DE L'ÉVÉNEMENT</b>		
<b>Désignation</b>	<b>Art.</b>	<b>Total</b>
acontecimientos	16	<b>16</b>
hecho (s)	17	<b>18</b>
sucesos	7	<b>9</b>
Tournures périphrastiques en « lo » (lo acontecido, lo ocurrido, lo que le sucedió, etc. )	23	<b>30</b>
<b>TOTAL</b>	<b>63</b> <b>16,7%</b>	<b>73</b>

Parmi les désignations qui impliquent une catégorisation de l'événement, on peut distinguer celles qui ne disent pas la chute du gouvernement, de celles qui la supposent, avec des degrés plus ou moins élevés de focalisation sur la personne du président Hugo Chávez en fonction des désignations. Ces deux groupes de désignations peuvent être divisés à leur tour en différents sous-groupes. En effet, au sein des désignations qui ne disent pas la chute du gouvernement, on peut distinguer (i) celles qui n'indiquent qu'une perturbation, une modification dans l'ordre des choses, (ii) celles qui disent un conflit – donnant ainsi aux épisodes de violence une responsabilité partagée, (iii) celles qui indiquent un soulèvement contre une autorité, (iiii) celles qui disent un coup de force ou un complot, et enfin (iiiii) celles qui disent une atteinte à l'ordre légal. Ce groupe de désignations représente 23,8% des désignations. Ces dernières sont recensées dans le tableau qui suit.

CATEGORISATION DE L'ÉVÉNEMENT MAIS ≠ CHUTE D'HUGO CHÁVEZ											
Modification dans l'ordre des choses			Conflit			Soulèvement contre une autorité			Coup de force, complot,		
Désignation	Art.	Total	Désignation	Art.	Total	Désignation	Art.	Total	Désignation	Art.	Total
cambio (s)	10	14	conflicto	1	1	alzamiento	1	2	acción de fuerza	1	1
crisis	23	26	enfrentamiento	1	1	asonada	3	4	acto de fuerza	1	1
proceso de cambio (s)	1	2	guerra civil	1	2	insubordinación	1	1	acción golpista	1	1
						insurgencia	2	2	conspiración	5	6
						insurrección	4	4	intentona	1	1
						levantamiento	2	3			
						movimiento rebelde	1	1			
						pronunciamiento	3	4			
						rebeldía social	1	1			
						rebelión	1	1			
						sublevación	2	2			
<b>TOTAL</b>	<b>34</b> <b>9 %</b>	<b>42</b>	<b>TOTAL</b>	<b>3</b> <b>0,8%</b>	<b>4</b>	<b>TOTAL</b>	<b>21</b> <b>5,6%</b>	<b>25</b>	<b>TOTAL</b>	<b>9</b> <b>2,4%</b>	<b>10</b>

CATEGORISATION DE L'ÉVÉNEMENT MAIS ≠ CHUTE D'HUGO CHÁVEZ		
Atteinte à l'ordre légal		
Désignation	Art.	Total
<i>Alteración/ interrupción/ ruptura del orden constitucional / del proceso democrático, etc.</i>	23 6,1%	26
<b>Total désignations impliquant catégorisation de l'événement mais ≠ chute de Hugo Chávez</b>	<b>90</b> <b>23,8%</b>	

Enfin, parmi les désignations qui supposent la chute du gouvernement – représentant 59,4% des désignations relevées – on peut séparer celles qui donnent des indications sur les circonstances dans lesquelles elle s'est déroulée de celles qui n'en donnent pas, comme on peut l'observer dans le tableau qui suit.

CATEGORISATION DE L'ÉVÈNEMENT / CHUTE D'HUGO CHÁVEZ					
Chute de de Hugo Chavez / du gouvernement mais ≠ d'indication sur les circonstances			Indications sur les circonstances de la chute		
Désignation	Art.	Total	Désignation	Art.	Total
caída	17	25	arresto	1	1
cese de funciones	1	1	Autogolpe	1	2
derrumbe	1	1	derrocamiento	10	10
fin del gobierno; final del chavismo / del gobierno	1	3	destitución	2	2
salida	38	41	detención	5	7
separación del poder	1	1	dimisión	5	6
la sustitución de Hugo Chávez	1	1	entrega	3	3
término del Gobierno	1	1	golpe / golpe de Estado	86	114
			renuncia	49	56
			revocación popular del mandato	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>61</b> 16,2%	<b>74</b>	<b>TOTAL</b>	<b>163</b> 43,2%	<b>202</b>
<b>Total désignations impliquant catégorisation de l'événement et chute de Hugo Chávez</b>				<b>224</b> 59,4%	

Cette classification nous donne un premier aperçu des différents points de vue depuis lesquels l'événement est perçu. Etant donné la multitude de désignations dans le corpus, il nous semble plus pertinent, plutôt que de les traiter dans leur ensemble, d'en sélectionner certaines sur laquelle nous centrerons cette étude. Nous avons donc choisi d'observer les plus fréquentes, soit celles dont la fréquence dans les articles, ajoutée à celle des titres et les Unes, est supérieure à 10<sup>615</sup>. La sélection des désignations qui seront étudiées plus en détail est répertoriée dans le tableau qui suit.

<sup>615</sup> Les tournures périphrastiques en « lo » ainsi que les termes juridiques disant une atteinte à l'ordre légal sont considérées, respectivement, comme différentes variantes d'une même désignation ; elles répondent donc à ce critère de fréquence.

Désignation	Art.	Titres & Unes	Total
acontecimientos	16		16
caída	17	8	25
cambio (s)	11	4	15
crisis	23	3	26
golpe / golpe de Estado	86	28	114
hecho (s)	17	1	18
renuncia	49	7	56
salida	38	3	41
Tournures périphrastiques en « lo » (lo ocurrido, etc.)	23	7	30
Termes juridiques (ruptura constitucional, etc.)	23	3	26
<b>TOTAL</b>	<b>303</b>	<b>64</b>	<b>367</b>

Dans la mesure où l'étude de l'emploi de ces désignations a déjà été abordée dans les titres, nous nous concentrerons plus particulièrement sur leurs signifiés, sur leurs contextes d'apparition privilégiés, ainsi que sur quelques emplois caractéristiques à l'intérieur des articles.

## 6-1. *Les désignations indéterminées*

On l'a vu, dans notre corpus, certaines désignations de l'événement sont totalement indéterminées : elles apparaissent comme « désinvesties », « inhabitées » – pour reprendre les mots d'Alice Krieg-Planque (2009 a : 88), dans la mesure où elles ne supposent aucune catégorisation de l'événement. C'est le cas des termes *acontecimientos*, *hechos*, *sucesos* (les événements, les faits) et des tournures périphrastiques en « lo ».

### 6-1.1. *Les mots acontecimiento, hecho, et suceso*

Bien qu'il ne réponde pas au critère de fréquence que nous avons établi, le terme *suceso* (8 occurrences au total) a été intégré à cette étude, car il nous semble pertinent de le traiter comme formant un ensemble avec *acontecimiento* et *hecho*, étant donné sa proximité de sens avec ces deux termes.

Si l'on cherche à traduire en français la gamme *acontecimiento* / *suceso* / *hecho*, on utilisera le couple *événement* / *fait*, néanmoins si *hecho* et *fait* ont la même base latine, ni *acontecimiento* ni *suceso* n'ont de racine étymologique commune avec *événement*<sup>616</sup>, et par ailleurs, le fait qu'on ait trois termes en espagnol là où le français n'en possède que deux pose fatalement un problème de traduction. Ainsi, il semble plus pertinent, pour comprendre les nuances entre ces trois termes en espagnol, de les comparer les uns aux autres, plutôt que de passer par une traduction.

Le terme *acontecimiento*, tout d'abord, semble désigner plutôt des occurrences qui revêtent une certaine importance aux yeux du locuteur, aux yeux d'une communauté. En effet, les définitions proposées par le dictionnaire *María Moliner* et celui de la *Real Academia* vont toutes les deux dans ce sens :

***Real Academia***

m. Hecho o suceso, especialmente cuando reviste cierta importancia<sup>617</sup>.

***María Moliner***

1 m. [...] Cosa que acontece: 'Acontecimiento casual, feliz, desgraciado'. ≈ Hecho, ocurrencia, suceso. 2 Suceso importante o de gran resonancia: 'la boda fue un acontecimiento en la ciudad. La firma del tratado ha sido un acontecimiento histórico. Esta temporada se anuncian varios acontecimientos artísticos'<sup>618</sup>.

De même, le dictionnaire étymologique de Corominas indique, à l'article « *acontecer* » que la distinction entre ce verbe et le verbe *acaecer* (se produire) « réside en ce que ce dernier

---

<sup>616</sup> En effet, le substantif *acontecimiento* vient du verbe *acontecer*, lui-même issu du latin *contingere*, signifiant « toucher, atteindre » « être en rapport avec », « arriver par hasard, se produire ». Le terme *suceso* est issu du latin *successus* « “action de pénétrer dans un lieu”, “lieu où l'on pénètre”, “approche, arrivée”, “suite, succession de temps”, et “succès, réussite” (littéralement “ce qui arrive de bon à la suite d'un événement”) » (Bénaben 2000 : 11 et 471, articles « *Acontecer* » et « *suceder* » respectivement). Quant au terme français *événement*, il s'agit d'une formation savante faite sur le modèle de *avènement* à partir du latin *evenire* « sortir », « avoir un résultat », « se produire » ; ce mot a remplacé *évent*, nom masculin, emprunt au latin *eventus*, « événement », de *eventum*, supin [substantif verbal] de *evenire* (*Robert historique de la langue française*, 1993, article « événement »).

<sup>617</sup> « Fait ou événement\*, en particulier lorsque celui-ci revêt une certaine importance ». \* Le terme *suceso* est ici intraduisible, puisqu'il n'existe pas de parasyndrome de *fait* et *événement* en français, ni de traduction exacte du terme *suceso*, comme on va le voir.

<sup>618</sup> « 1- Chose qui se produit : 'Événement fortuit, heureux, malheureux'. ≈ Fait, occurrence, *suceso*\*. 2- Fait\* important ou de grande résonance: 'la noce fut un événement dans la ville. La signature du contrat fut un événement historique. Plusieurs événements artistiques sont annoncés en ce moment ». \* Voir note ci-dessus.

se réfère plus particulièrement à des faits fortuits, et le premier, à des événements graves ou *acontecimientos* »<sup>619</sup>.

Quant au terme *hecho* (participe passé du verbe *hacer*), il est plutôt utilisé pour insister sur l'aspect très concret d'une occurrence : comme le français *fait*, il est issu du latin *factum* (participe passé neutre substantivé de *facere*), il fait donc référence à « ce qui a été fait, ce qui a eu lieu ». En tant que substantif, il peut donc servir à désigner les actions, les réalisations d'une personne (dont on pourrait trouver un équivalent en français quand le mot « fait » est employé dans l'expression « fait d'armes »), mais également, comme en français, les éléments sur lesquels porte une affaire juridique, ou encore, simplement, un cas, une occurrence survenue :

**Hecho:** [...] 8 m. Cosa hecha: '*Es un hecho digno de él*'. ≈ Acción. Hazaña o hecho notable; se emplea mucho en plural : '*Los hechos de nuestros antepasados*'. ■ Der. Cuestión sobre la que versa el pleito o la causa. 9- Acontecimiento, caso, suceso: '*Refirió los hechos con todo detalle*'<sup>620</sup>.

Le terme *hecho* renvoie aux actions et aux phénomènes tels qu'ils se produisent dans la réalité brute : il est donc associé, en particulier dans le vocabulaire journalistique, à l'idée d'objectivité. Dans la section intitulée « Aspects déontologiques : le devoir de véracité », le *Curso general de redacción periodística* (manuel pour la rédaction journalistique) de J.L. Martínez Albertos (1993 : 60) rappelle ainsi la fameuse consigne : « el hecho es sagrado, el comentario es libre » (« le fait est sacré, le commentaire est libre »). Autrement dit, les faits doivent être relatés de manière objective, tels qu'ils sont, tandis que le commentaire permet une plus grande liberté de ton et d'interprétation.

La différence entre *acontecimiento* et *hecho* semble donc être à peu près de même ordre que celle qui existe en français entre *événement* et *fait*, comme on peut l'observer dans cet extrait du même manuel, issu de la section « Reportaje de acontecimiento » (« Reportage d'événement ») :

---

<sup>619</sup> « La distinción sinonímica, no siempre observada, entre *acontecer* y *acaecer*, consiste en que éste se refiere especialmente a hechos casuales, y aquél a sucesos graves o *acontecimientos* » (Corominas, 1980-1991, Tome 1).

<sup>620</sup> « 8 m. Chose réalisée : '*C'est un fait digne de lui*'\*. ≈ Action. Prouesse ou fait notable ; il s'emploie beaucoup au pluriel: '*Les faits de nos ancêtres*'\*\*. ■ Droit. Question sur laquelle porte un procès ou une affaire. 9- Événement, cas, *suceso*\*\*\* '*Il a rapporté les faits en détails*'. Pour des raisons de cohérence, nous traduisons littéralement les exemples, même si ici « hecho » devrait plutôt être traduit en (\*) par « action », et en (\*\*) par « prouesses ». En (\*\*\*) , le terme *suceso* est de nouveau intraduisible.

En este reportaje, el periodista ofrece una visión estática de *los hechos*, como una cosa ya acabada. Puede decirse que escribe desde fuera *del acontecimiento*, como un observador que contempla el objeto de su relato como un todo ya acabado<sup>621</sup>. (Martínez Albertos 1993 : 307)

*Hechos* est au pluriel, les « faits » sont conçus comme une composante de l'événement (rattachée à la réalité concrète), tandis que *acontecimiento*, au singulier, est perçu comme une entité unifiée qui englobe ces faits.

Enfin, le signifié du terme *suceso* semble se trouver à mi-chemin entre ceux des termes *hecho* et *acontecimiento*. On peut en effet en lire la définition suivante dans le dictionnaire de *María Moliner* :

**Suceso:** [...] 1 m. Cosa de interés que sucede. ■ Se aplica particularmente a los accidentes o delitos: 'La sección de "sucesos" de los periódicos'. [...] <sup>622</sup>

On retrouve ici, comme pour *acontecimiento*, l'idée d'une occurrence perçue comme ayant une certaine importance, un intérêt particulier (« de interés »). Mais, dans le domaine du journalisme, *suceso* peut également être utilisé pour faire référence à une certaine catégorie de faits : les accidents, les délits. Il a alors le sens de notre « fait divers » français, comme l'indique le manuel de Martínez Albertos (1993 : 351) :

Dentro del suceso – *fait divers*, en Francia – caen los hechos sangrientos – asesinatos, homicidios, accidentes, catástrofes – y los hechos simplemente morbosos – otro tipo de crímenes, especialmente los relacionados con la propiedad privada y el sexo – <sup>623</sup>.

Les trois journaux que nous étudions possèdent en effet une rubrique « Sucesos » qui traite habituellement – en dehors de notre corpus<sup>624</sup> – d'affaires criminelles : affaires de trafics d'armes ou de drogue, affrontements et assassinats, en particulier dans les *barrios* (sortes de bidonvilles). Toutefois, le sens de *suceso* ne se restreint pas à celui de

---

<sup>621</sup> « Dans ce type de reportage, le journaliste offre une vision statique *des faits*, comme quelque chose de déjà fini. On peut dire qu'il écrit depuis l'extérieur de *l'événement*, comme un observateur qui contemple l'objet de son récit comme un tout déjà terminé ».

<sup>622</sup> « [...] 1 m. Chose intéressante qui se passe. ■ S'applique en particulier aux accidents ou aux délits : 'La rubrique "sucesos" ["fait divers"] des journaux'. [...] ».

<sup>623</sup> « Entrent dans la catégorie du *suceso – fait divers*, en France – les faits sanglants – assassinats, homicides, accidents, catastrophes – ou seulement morbides – une autre sorte de crimes, ceux liés en particulier à la propriété privée et au sexe – ».

<sup>624</sup> On a vu en effet que, dans le cadre de notre corpus, l'événement « cannibalise » l'ensemble du numéro, et donc l'ensemble des rubriques (voir 3.3).

« fait divers », qui renvoie en français à une classification des nouvelles dans le domaine de la presse écrite et des médias et peut difficilement être utilisé en dehors de cet univers de référence. Dans de nombreux emplois *suceso* est employé dans un sens plus large, que l'ont traduirait en français par « événement » plutôt que par « fait divers ». C'est le cas dans ces deux exemples :

WASHINGTON.- La decisión de un teniente coronel cubano de secuestrar un avión comercial y hacerlo aterrizar a punta de pistola en la base de Guantánamo para pedir asilo ha complicado las ya difíciles relaciones entre Cuba y EEUU. [...] Este *suceso* se produce en momentos en que Estados Unidos ha comenzado a aplicar la polémica ley Helms-Burton [...] <sup>625</sup>

Con dignidad académica, acorde con su memoria, fueron llevados al Panteón Nacional los restos del eminente juriconsulto venezolano del siglo pasado. Licenciado Luis Sanojo. La prensa diaria dio cumplida noticia de este destacado *suceso* de la vida nacional <sup>626</sup>.

Le terme *suceso* semble donc être un terme passe-partout, en quelque sorte, qui peut désigner les événements du quotidien (les faits divers) autant que les événements plus marquants. Mais il nous semble qu'il existe cependant une différence entre les mots *acontecimiento* et *suceso*. Une consultation de la base de données en ligne de la *Real Academia* <sup>627</sup> permet en effet d'observer que le terme *acontecimiento* apparaît très souvent dans des formulations superlatives qui mettent l'accent sur l'importance accordée à l'événement, sur son impact, ce qui est beaucoup plus rarement le cas pour le terme *suceso* :

Fue todo un *acontecimiento*

---

<sup>625</sup> « La decision d'un lieutenant colonel cubain de détourner un avion commercial et de le faire atterrir sous la menace d'un pistolet sur la base de Guantanamo pour demander l'asile a compliqué les relations déjà difficiles entre Cuba et les États-Unis. [...] Cet *événement* se produit à un moment où les États-Unis ont commencé à appliquer la polémique loi Helms-Burton [...] ». *El Universal*, 09/07/1996 : Internacional, énoncé tiré de la base de données CREA du site de la *Real Academia*.

<sup>626</sup> « C'est avec une dignité académique, conforme à son souvenir, que furent emportés au Panthéon National les restes de l'éminent juriconsulte vénézuélien du siècle dernier. Maître Luis Sanojo. La presse quotidienne a relaté dans le détail de cet *événement* marquant de la vie nationale. », Medina José Ramón, 1984, *Doctrina y testimonio*, Dirección de Cultura, Universidad Central de Venezuela (Caracas), énoncé tiré de la base de données CREA du site de la *Real Academia*. Les œuvres citées « comme corpus » ne sont pas reportées en bibliographie. Sauf mention contraire, tous les exemples cités dans ce chapitre dont les références complètes figurent en note, ainsi que les extraits de journaux ne faisant pas partie de notre corpus, sont tirés de la base de données CREA du site de la *Real Academia*.

<sup>627</sup> La consultation est effectuée dans la base de données CREA (énoncés produits depuis 1975), sur les documents provenant du Venezuela.



la importancia fundamental que este *acontecimiento* ha tenido en la evolución política

El suicidio de Sussy fue un *acontecimiento* para la ciudad.

"El premio "Cosmos" alcanzado por Ricardo Azolar (39 años) es un *acontecimiento* que tendrá mucha repercusión en nuestro medio cultural".

¡Un *acontecimiento* ejemplar!

el *acontecimiento* de mayor importancia que le ocurrió

un *acontecimiento* excepcional<sup>628</sup>

De plus, concernant les correspondants verbaux de ces deux termes, *acontecer* et *suceder*, on remarque que le premier apparaît très souvent dans des emplois substantivés, comme dans les exemples qui suivent, où il fait référence à la succession des événements, au déroulement de l'histoire, tandis que le second ne fait presque jamais l'objet de substantivation.

Más de medio siglo como actor de primer rango en *el acontecer nacional* permiten afirmar que es un partido con implantación histórica<sup>629</sup>.

En todo caso, el problema requiere ser considerado en la actualidad a la luz de las condiciones que enmarcan *el acontecer histórico* del país [...] <sup>630</sup>

*Acontecimiento* semble donc être plus enclin à désigner l'événement avec un grand E, l'événement historique qui change le cours des choses, tandis que *suceso* renvoie aux événements de tous types, distinction qui n'existe pas en français, qui ne possède que les termes *événement* et *fait*.

## 6-1.2. Les tournures en *lo*

Comme on l'a mentionné précédemment, on relève dans notre corpus un autre type de désignations indéterminées ou « désinvesties » : les tournures en *lo*. Il s'agit de structures composées de l'article neutre *lo* et d'un verbe indiquant la survenue d'une

---

<sup>628</sup> « Cela a été tout un *événement* / l'importance fondamentale que cet *événement* a eu dans l'évolution politique / Le suicide de Sussy a été un *événement* pour la ville. / « Le prix "Cosmos" obtenu par Ricardo Azolar (39 ans) est un *événement* qui aura un impact important sur notre milieu culturel » / Un *événement* exemplaire ! / l'*événement* de la plus grande importance qui lui est arrivé / un *événement* exceptionnel »

<sup>629</sup> « Plus d'un demi siècle comme acteur de premier rang dans *la vie nationale* permettent [sic] d'affirmer qu'il s'agit d'un parti avec des racines historiques », *El Universal*, 08/01/1997 : « El aniversario de Copei ». Cet emploi substantivé du verbe « *acontecer* » n'a pas d'équivalent français ici, c'est pourquoi nous avons choisi de le traduire par le substantif « *vie* ».

<sup>630</sup> « Dans tous les cas, le problème exige d'être considéré aujourd'hui à la lumière des conditions qui entourent *la vie historique* du pays [...] », Medina José Ramón, 1984. Pour la traduction du verbe substantivé par substantif « *vie* », voir note précédente.

occurrence (tels que *acontecer*, *ocurrir*, *suced*er : « arriver », « survenir »), sur le modèle : *lo* + *participe passé* ou *lo que* (relatif sujet) + *verbe conjugué*. On peut en observer les différentes variantes rencontrées dans le corpus dans le tableau qui suit :

Tournure en "lo"	Nb d'occurrences
lo acontecido	3
lo ocurrido	7
lo sucedido	6
Lo que esta pasando	1
lo que ha sucedido	1
lo que le sucedió	1
lo que ocurre	1
Lo que ocurrió	1
lo que pasó	1
lo que verdaderamente le había ocurrido	1
<b>Total</b>	<b>23</b>

Nous avons choisi jusqu'ici de centrer notre relevé sur les désignations nominales, néanmoins, il nous semble que ces « tournures en *lo* » ont leur place dans cette étude, tout d'abord, car elles font référence à l'événement tout en fonctionnant – sous certains aspects – comme des noms : elles peuvent être, à elles seules, le sujet ou l'objet d'une phrase ; ensuite, comme le souligne Paul Siblot, les appellations non lexicalisées, telles que les lexies complexes ou les périphrases, souvent laissées à l'écart au profit des unités lexicales codées, font partie intégrante de l'acte de nomination dans la mesure où elles marquent, elles aussi, le point de vue du locuteur à l'égard de l'objet nommé (Siblot 2001 : 201-203). Limiter l'analyse aux seules désignations lexicalisées la restreint par conséquent « au seul domaine de la langue, au détriment des conditions effectives de la pratique discursive. » (*ibid.* : 201)

On s'intéressera ici plus particulièrement aux tournures en *lo* + *participe passé* parce qu'elles sont les plus nombreuses dans notre corpus (15 occurrences, pour 7 occurrences de *lo que* + verbe conjugué). Le participe passé appartient, aux côtés de l'infinitif et du gérondif, au mode « quasi-nominal », ainsi appelé car il se situe au seuil entre le plan du nom et le plan du verbe : en effet, ces trois formes n'indiquent ni la personne grammaticale, ni l'époque à laquelle se déroule l'action puisqu'elles sont inconjugables (Benaben 2002 : 166-167). Le participe passé apporte toutefois une

indication sur le temps d'événement (ou « temps interne ») : il dit un événement accompli, achevé ; à la différence du gérondif – qui dit un événement en cours d'accomplissement – il ne comporte aucune part d'accomplissement, il est en soi résultatif (Bénaben 2002 : 175-177). On a donc, avec ces tournures, l'idée d'un procès refermé sur lui-même, totalement clos et dont le sujet est effacé. Autrement dit, elles indiquent la survenue d'une occurrence dont on ne connaît pas la nature et dont le déroulement est totalement achevé.

Il semble par ailleurs intéressant de se pencher sur le statut de l'article neutre *lo* dans ces constructions. La grammaire d'Ignacio Bosque et Violeta Demonte (1999 : 829) signale à ce propos que ce dernier suscite de nombreuses polémiques au sujet de son statut grammatical (article ou pronom), de sa différence avec d'autres formes d'article défini (*el, la, los, et las*) et des différents types de *lo* existants. Celui-ci est généralement utilisé dans des constructions où il accompagne un syntagme adjectival (*lo muy caro*), un syntagme prépositionnel (*lo de tu madre*), ou un syntagme formé autour d'un participe passé (*lo elegido por Juan*). Ces tournures en *lo* + participe passé sont des constructions courantes en espagnol. S'appuyant sur la proposition de Juan Carlos Moreno et d'Ignacio Bosque (1990), cette grammaire distingue trois valeurs différentes pour *lo* (Bosque et Demonte 1999 : 832-834). (i) Le « *lo* qualitatif » (*lo cualitativo*) renvoie à des qualités ou à des propriétés considérées à leur degré maximal (*Me impresionó lo duro del trabajo* : le [caractère extrêmement] dur du travail m'a impressionné). (ii) Le « *lo* quantitatif » (*lo cuantitativo*) renvoie à des quantités, son fonctionnement s'apparentant alors à celui des termes quantitatifs tels que *mucho* ou *poco* (*No duerme lo necesario* : il ne dort pas le [temps] nécessaire). Enfin (iii) le « *lo* individuateur » (*lo individuativo*), celui qui nous intéresse ici, renvoie à des entités non humaines caractérisées par la propriété indiquée par le modifieur<sup>631</sup> qui le suit. Ainsi *lo blanco* (ce [qui est] blanc) renvoie à l'entité ou à l'ensemble d'entités de couleur blanche ; *lo que te compraron* (ce qu'ils t'ont acheté) désigne l'entité ou l'ensemble d'entités définies comme ayant été achetées au destinataire ; et *lo de ayer* (l'[affaire] d'hier) fait référence à l'entité ou à l'ensemble d'entités associées au jour antérieur à celui dont on parle. En d'autres termes, la détermination restreint, individualise un ensemble d'entités indéterminées auxquelles *lo* fait référence. Les

---

<sup>631</sup> Un *modifieur* est un élément facultatif qui vient s'ajouter, dans un syntagme nominal, au déterminant et au nom qui sont ses deux constituants nécessaires. Il s'agit le plus souvent d'adjectifs, de relatives, ou de syntagmes prépositionnels (Chiss et al. 2001 : 19-20).

tournures en *lo* + participe passé relevées dans notre corpus appartiennent à cette dernière catégorie : *lo ocurrido*, *lo sucedido*, etc. désignent donc une entité ou un ensemble d'entités définies par le fait de s'être produites, d'être survenues (et d'être désormais achevées).

Selon Bosque et Moreno (1990), dans toutes ces constructions, *lo* ne peut être réduit à l'interprétation traditionnelle qui en est faite, celle d'un « article substantivateur » : le fait qu'il puisse renvoyer à différents types d'entités, à des degrés, ou à des quantités le rapproche plutôt de la catégorie du pronom (Bosque et Demonte 1999 : 834). *Lo* n'est donc pas déterminant, mais déterminé par les mots qui le suivent, et constitue ainsi, d'après ces auteurs, le noyau du syntagme nominal dont il est la tête. Cette hypothèse se voit renforcée, selon ces auteurs, par le fait que les caractéristiques de ces constructions – nous dirions plutôt, leur interprétation – proviennent en grande partie du sémantisme de *lo* (Bosque et Demonte 1999 : 834). Il nous semble délicat de trancher sur un sujet si controversé que celui de la valeur pronominale ou non de *lo* dans ces tournures, qui constitue un objet de recherche en tant que tel. Cette interprétation nous semble néanmoins cohérente, et se voit en outre validée par les grammaires récentes d'espagnol pour les français, telles que celle de Charaudeau *et al.* (2005 : 168, note 40) qui considère que dans l'expression *lo verde*, *lo* est un pronom neutre anaphorique, ou celle de Bedel (1997 : § 91) qui parle d'article neutre « à valeur pronominale » dans des formes comme *lo que dices*, *lo del accidente*, ou *lo cierto*.

Si *lo* est un pronom dans ces tournures en *lo* + participe passé, la question se pose donc du sémantisme de *lo*, autrement dit, du type de référents auxquels il peut renvoyer. Comme le font remarquer Bosque et Demonte (1999 : 832), ces tournures ne peuvent s'interpréter comme des cas d'ellipses – ou de reprises – nominales où un nom sous-entendu fonctionnerait comme noyau lexical du syntagme, dans la mesure où, en espagnol comme en français, il n'existe pas de substantif neutre, mais seulement des substantifs masculins ou féminins. Il semble donc n'y avoir aucune raison de parler de genre neutre en espagnol. Par conséquent, les formes neutres *lo* et *ello* (ainsi, d'ailleurs, que les pronoms démonstratifs *ésto/éso/aquéello*), ne s'opposent pas aux autres formes de leurs paradigmes pour des traits morphologiques de genre, mais bien pour leurs traits sémantiques (Bosque et Demonte 1999 : 834 ; Garrido Medina 1991 : 113-116). Ces traits sémantiques

pourraient être définis comme la capacité à référer au non-humain, au non-animé, au non-comptable ou au non-discret, ce qui expliquerait l'absence de forme neutre plurielle et d'une forme neutre indéfinie (*ibid.*). Garrido Medina (1991 : 114-115) évoque quant à lui le « caractère désindividualisateur » qu'on attribue souvent au neutre. Il faut rappeler par ailleurs qu'en tant que pronom personnel complément neutre, « *lo* reprend toute notion simple ou complexe qui est exprimée par un adjectif, un membre de phrase ou toute une phrase » (Charaudeau *et al.* 2005 b). Comme article à valeur pronominale ou comme pronom complément, il n'est donc jamais utilisé pour reprendre des substantifs, mais s'emploie, comme l'indique Salvador Fernández Ramírez à propos des démonstratifs neutres :

dans un type de référence objective et anaphorique que l'on pourrait appeler INCONCEPTUEL pour renvoyer non seulement à des choses et même à des personnes [...] mais aussi à des situations, des idées, des actes, et plus particulièrement à des énoncés complexes pour lesquels il n'est pas facile d'élaborer promptement un concept nominal<sup>632</sup>.

D'autre part, il ne faut pas oublier que l'article neutre *lo* appartient au paradigme des articles définis et que ces derniers dérivent du démonstratif latin ILLE (*lo* dérivant du démonstratif neutre *ILLUD*). Ainsi, pour Andrés Bello (1847), l'article défini est un démonstratif qui désigne sans exprimer de distance vis-à-vis de la première ou de la deuxième personne ; il a donc, pour certains, un caractère déictique (Fernández Ramírez 1986 : 125, les deux auteurs sont cités dans Garrido Medina 1991 : 104). La valeur déictique n'est pas la seule valeur possible de l'article défini. En effet, comme le souligne Dominique Maingueneau pour le français – et cette remarque semble tout à fait applicable à l'espagnol – le groupe nominal à article défini<sup>633</sup>, ou plus précisément la description définie, se caractérise par le fait que l'identification du référent peut se faire soit grâce au contexte non linguistique (le déterminant a alors une valeur déictique), soit grâce au contexte linguistique, ou cotexte (il a alors une valeur anaphorique) (Maingueneau 2007 : 174 et 1999 : 72-73). Les articles définis espagnols et français ont donc gardé en partie la

---

<sup>632</sup> « Los demostrativos neutros [...] se emplean en un género de referencia objetiva y anafórica que podríamos llamar INCONCEPTUAL para señalar no sólo a las cosas y aun a las personas [...] sino además a situaciones, ideas, actos, y muy especialmente a enunciados complejos acerca de los cuales no es fácil elaborar prontamente un concepto nominal », Fernández Ramírez 1987 : 117, cité dans Bosque et Moreno 1990 : 16.

<sup>633</sup> Quand il n'a pas une valeur « générique » ou « généralisante » (voir par exemple Maingueneau 2007 : 170).

valeur démonstrative de leur étymon (l'article défini français *le* dérivant lui aussi du latin *ILLE*).

L'identification du référent des tournures en *lo* présentes dans notre corpus peut donc se faire de deux façons : soit *lo* a une valeur anaphorique et reprend des informations qui ont été fournies antérieurement par le journal – ou qui vont être données dans la suite de l'article, dans le cas d'une cataphore – soit *lo* a une valeur déictique et désigne « directement » les événements, ce qui est survenu dans la réalité extra-linguistique. Dans le premier cas, il faut rappeler qu'en tant que neutre, *lo* ne peut être utilisé que pour reprendre une idée, une phrase : il ne peut donc être la reprise d'un nom qui permettrait de catégoriser l'événement. Dans le deuxième cas, l'énonciateur suppose que l'événement est connu du lecteur et qu'il n'est pas nécessaire de donner plus de précisions. Autrement dit, dans un cas comme dans l'autre, le pronom *lo* permet de référer aux événements sans avoir à les nommer, à les catégoriser.

On peut ainsi se demander ce qui différencie ces tournures en *lo + participe passé* de termes comme *acontecimientos*, *hechos* ou *sucesos*, qui eux non plus, ne supposent pas de catégorisation de l'événement. Un premier élément de réponse réside dans ce que Paul Siblot (2001) appelle le « propre du nom ». En effet, ces tournures ne comportent pas de nom, et la seule information lexicale qu'elles contiennent est portée par le verbe. Or la plupart des grammairiens et des linguistes proposent une conception essentialiste du nom, celui-ci étant perçu comme donnant substance aux objets, comme renvoyant à une ontologie (Siblot 2001 : 205-208). On peut par exemple citer Georges Kleiber (1984 : 87), pour qui, « lorsqu'il s'agit d'évoquer une chose, en somme de "l'appeler", c'est la forme nominale qui est utilisée » ou encore Martin Riegel, qui considère que les noms

renvoient à des réalités notionnelles (des concepts) de tous ordres, qui ont en commun d'être conçues comme des « objets de pensée » que l'on peut évoquer en tant que tels. Riegel *et al.* (1994 : 168)

Paul Siblot remet en question la prééminence du nom, découlant de cette vision essentialiste. Néanmoins, il reconnaît qu'il existe certaines caractéristiques propres au nom, notamment, son autonomie syntaxique, qui précisément crée l'illusion que celui-ci dit l'essence :

*Ce qui par contre apparaît spécifique de la catégorisation nominale, c'est l'absence en elle des traits temporels et personnels inhérents à la catégorie verbale. De sorte que lorsque le processus de généralisation et d'abstraction a permis la constitution d'une catégorie nominale, celle-ci apparaît déliée de toute détermination particulière. Elle semble consister par elle-même, en elle-même, de manière autarcique sans recours nécessaire à d'autres constituants linguistiques. L'actualisation nominale permet ainsi « d'évoquer l'objet en tant que tel », prêtant à croire que celui-ci est conçu « en soi », hors du temps et hors de toute relation anthropologique. Les relations nécessaires à l'élaboration de la catégorisation sont en réalité déjà inscrites dans son sémantisme, mais se trouvent effacées du fait de leur effacement dans la catégorie nominale ; du fait du propre du nom. (Siblot 2001 : 211, nous mettons les italiques.)*

Il apparaît donc que la catégorie du nom crée l'impression qu'elle permet de référer à l'objet de manière autonome, de le percevoir comme une entité complète, sans qu'il soit nécessaire de passer par d'autres constituants linguistiques pour faire sens. Il nous semble en effet que les termes *acontecimiento*, *hecho* et *suceso* supposent un certain degré de conceptualisation : l'occurrence, la « saillance », pour reprendre les mots de Patrick Charaudeau (2005 : 82)<sup>634</sup>, n'est pas catégorisée dans une classe d'événement, mais elle est en revanche catégorisée comme un *fait* ou un *événement*, elle est perçue comme une entité. Tandis qu'avec des expressions comme *lo ocurrido*, *lo sucedido*, la saillance est effectivement mise en mots, mais elle reste à l'état de procès, elle n'est pas conceptualisée comme une entité, comme *fait* ou comme *événement*.

Cet aspect se voit d'ailleurs tout à fait confirmé par la description que nous avons faite de ces tournures en *lo*, dans la mesure où ces dernières se caractérisent précisément par leur incomplétude. En effet, si l'on adopte la théorie selon laquelle *lo*, dans ces constructions, est bien un pronom, qu'il en constitue le noyau, et que le participe passé vient le déterminer, alors ce dernier n'est qu'un apport de sens supplémentaire. Or ce *lo*, comme on l'a vu n'est interprétable que grâce au contexte, linguistique ou situationnel, de l'énonciation. Ces expressions ne peuvent donc pas signifier « en soi », hors contexte. Elles nous semblent par conséquent faire preuve d'une indétermination encore plus grande

---

<sup>634</sup> En effet, pour Patrick Charaudeau (2005 : 82) « Pour qu'un événement puisse être repéré, il faut que se produise une *modification* dans l'état du monde phénoménal génératrice d'un état de déséquilibre, que cette modification soit *perçue* par des sujets (ou que ceux-ci jugent qu'il y a eu modification) par un effet de "saillance", et que cette perception s'inscrive dans un réseau cohérent de *significations sociales* par un effet de "prégnance" ».

que les termes *acontecimiento*, *hecho* et *suceso*, qui peuvent faire sens de manière autonome.

### 6-1.3. Les désignations indéterminées dans le corpus

Comme on peut l'observer dans le tableau qui suit, les termes « *acontecimiento* », « *suceso* » et « *hecho* » sont surtout employés le 13 et le 15 avril. Néanmoins, il faut préciser que leur faible fréquence le 12 avril s'explique par le fait que nous n'avons relevé que les désignations qui incluaient la chute de Hugo Chávez, qui, comme on l'a dit, est tout juste connue des journaux. Les occurrences de ces termes qui désignaient des événements autres (grèves, manifestations, etc.) n'ont donc pas été comptabilisées.

#### Les mots « *acontecimientos* », « *hechos* », « *sucesos* » : fréquence par jour

	Acontecimiento/s	Hecho/s	Suceso/s	
12-avr	1	0	1	2
13-avr	9	7	3	19
14-avr		2		2
15-avr	6	8	3	17
TOTAL	16	17	7	40

Ces désignations ne sont pas associées à des contextes d'emplois privilégiés, et ne sont pas non plus rattachées au point de vue d'une catégorie d'énonciateurs seconds en particulier. De plus, lorsqu'elles figurent dans des propos rapportés, ces derniers relèvent de diverses catégories de DR (DD, DN, DI, IT). Par ailleurs, les trois termes semblent être utilisés plus ou moins indistinctement : les nuances de sens mentionnées précédemment n'apparaissent pas de manière nette dans notre corpus. On remarque toutefois que les termes « *suceso* » et « *acontecimiento* » sont privilégiés lorsqu'il s'agit d'insister sur l'importance ou sur le caractère dramatique de ces événements :

- a. *Los trágicos acontecimientos del día de ayer resultaron una profecía auto cumplida*<sup>635</sup>.

<sup>635</sup> « *Les tragiques événements d'hier ne sont qu'une prophétie qui s'est auto-accomplie* », *El Universal*, 12 avril 2002.



b. *De los trágicos sucesos* ojalá haya emergido un Presidente que no sólo pida una crítica “leal y honestamente” formulada, sino que se disponga a iniciar una etapa diferente de su Gobierno y de su estilo<sup>636</sup>.

Cependant, le terme « acontecimiento » est aussi employé dans des contextes qui ne mettent pas particulièrement l’accent sur l’importance de l’événement. Il semble alors être utilisé comme un équivalent du terme « hecho » :

c. En Barinas, la cuna del “chavismo”, *los acontecimientos* de las últimas 48 horas han generado tensiones<sup>637</sup>.

Cette tendance au gommage des distinctions entre ces trois termes dans notre corpus est liée, selon nous, au fait qu’à une exception près, ces derniers sont toujours employés au pluriel. Au pluriel, « acontecimientos » et « sucesos » s’apparentent à l’usage que l’on fait habituellement du mot « hechos », dans la mesure où l’événement n’est pas conçu comme un tout, comme une entité unique, mais plutôt comme un ensemble d’éléments éparpillés. C’est le cas également lorsqu’on parle en français des « événements ».

Ce qu’il y a de plus remarquable dans l’utilisation de ces désignations dans notre corpus, c’est que treize des occurrences relevées (soit près d’un tiers d’entre elles) sont prises en charge par les journaux, et huit d’entre elles se trouvent dans des articles de commentaire. Comme le souligne Paola Paissa (à paraître) dans le cas de la guerre d’Algérie, l’emploi de termes vagues et généraux comme « les événements » relèvent de l’euphémisme, puisqu’ils permettent de nommer l’événement tout en en atténuant le caractère violent ou inadmissible. Ainsi, le fait que ces désignations soient souvent assumées par les journaux semble témoigner d’une volonté de leur part de ne pas émettre de jugement de valeur, de ne pas se prononcer sur les événements qu’ils rapportent.

Quant aux tournures en *lo*, c’est le 13 avril qu’elles sont le plus fréquentes, apparaissant exclusivement le 15 avril dans *El Nacional*, comme on peut le voir dans le tableau qui suit.

---

<sup>636</sup> « Espérons que de ces *événements trágiques* ait émergé un Président qui non seulement souhaite une critique “loyalement et honnêtement” formulée, mais qui soit aussi disposé à débiter une étape différente quant à son gouvernement et à son style », *El Nacional*, 15 avril 2002.

<sup>637</sup> « Dans l’Etat de Barinas, le berceau du “chavisme”, *les événements* des dernières 48 heures ont provoqué des tensions », *El Universal*, 13 avril 2002.

### Les tournures en *lo* : fréquences par jour et par journal

	12-avr	13-avr	14-avr	15-avr	TOTAL
<i>El Nacional</i>		5		7	12
<i>El Universal</i>	1	4			5
<i>Últimas Noticias</i>		6			6
<b>TOTAL</b>	1	15		7	23

Contrairement à « acontecimientos », « sucesos » et « hechos », elles sont très rarement assumées clairement par les journaux et apparaissent généralement dans des énoncés où sont rapportés les propos où le point de vue d'un énonciateur second sur l'événement. De plus, on constate qu'elles sont très souvent employées dans des énoncés où la nomination de l'événement est en question (10 occurrences sur 23) :

- d. el país más poderoso del mundo, EEUU, rechazó que *lo sucedido* en Venezuela **fuera un golpe de estado**<sup>638</sup>
- e. Aunque las fuentes no quisieron expresarlo tácitamente, coincidieron en que *lo acontecido* en Venezuela **si se acercó a un "golpe militar blando"**<sup>639</sup>

Dans ces énoncés, les tournures en *lo* permettent ainsi aux journaux d'introduire, de commenter les propos d'énonciateurs seconds portant sur la qualification – ou non qualification – des faits tout en restant « neutre », en s'effaçant derrière le point de vue rapporté. Elles constituent donc, pour les rédacteurs des journaux, une solution pour désigner l'événement sans avoir à le catégoriser. Elles leur permettent de relayer la polémique sur la nomination de l'événement sans avoir à y prendre part.

D'une façon générale, le recours à ces désignations indéterminées (« acontecimientos », « sucesos », « hechos » et tournures en *lo*) est un procédé commode pour les journalistes car ils peuvent ainsi parler de l'événement sans prendre position sur ce dernier, dans la mesure où ces désignations ne supposent pas de « mise sous une description » (Quéré et Neveu 1994). De plus, ces désignations posent également le problème du référent puisqu'elles ne permettent pas de déterminer avec exactitude à quels

<sup>638</sup> « Le pays le plus puissant du monde, les Etats-Unis a rejeté le fait que *ce qui s'est passé* au Venezuela **soit un coup d'Etat** », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>639</sup> « Bien que les sources n'aient pas voulu l'exprimer tacitement, elles se sont accordées sur le fait que *ce qui est arrivé* au Venezuela **est bien un "coup d'Etat militaire modéré"** », *El Nacional*, 15 avril 2002. Nous avons traduit littéralement cette citation, toutefois il semblerait qu'on doive comprendre « explicitement » au lieu de « tacitement ».

éléments de la réalité elles renvoient. En effet, dans les exemples cités plus haut, ces désignations indéterminées font-elles référence au renversement du gouvernement de Hugo Chávez ? au fait qu'il y ait eu des morts ? à l'instauration d'un gouvernement de transition ? L'utilisation de ces désignations semble donc témoigner, pour une part, de la difficulté à nommer l'événement : dans ce contexte de bouleversement total, personne ne sait précisément ce qui est en train de se passer. Mais en laissant le référent dans le flou, elles permettent également aux journalistes de ne pas dire précisément ce qui est en train de se passer ou ce qui s'est passé. Il est intéressant de mentionner ici que, dans son discours de retour au pouvoir, Hugo Chávez n'emploie pas de désignations marquées telle que *golpe de Estado*, mais a recours lui aussi à des désignations indéterminées : il utilise à plusieurs reprises le terme « acontecimientos », ainsi que des tournures en *lo* (« lo ocurrido », « lo que ha ocurrido »), se gardant ainsi de catégoriser les événements, comme pour montrer sa volonté de conciliation<sup>640</sup>.

## **6-2. Une catégorisation très large : les désignations exprimant une modification dans l'ordre des choses**

Certaines des désignations relevées dans le corpus opèrent en revanche une catégorisation de l'événement, mais n'impliquent pas la chute du gouvernement. Parmi elles, se trouvent les termes *crisis* (crise) et *cambio* (changement), que nous avons regroupés car ils donnent une intelligibilité à l'événement mais ils ne supposent qu'une catégorisation très large : comme on va le voir, ils disent une perturbation, une modification dans l'ordre des choses, sans donner d'information précise sur la nature ou sur les circonstances de cette modification, autrement dit, sur le type d'événement survenu.

---

<sup>640</sup> Voir « Alocución a la nación al retornar al poder », 14 avril 2002, annexe 9.

## 6-2.1. Le mot *crisis*

Le mot *crisis*, à la différence de mots comme *conflicto*, *guerra*, ou *rebelión* est dépourvu de fonctionnement actanciel (Veniard 2007 : 277) : il ne suppose pas l'existence d'un agent ni d'un patient. Il ne définit donc pas de rôles pour l'événement. Etymologiquement, il relève du vocabulaire de la médecine : il est emprunté au latin *crisis* qui désignait une « phase décisive d'une maladie »<sup>641</sup> (Benaben 2000 : 99). Le dictionnaire de Corominas (1980-1991, article *crisis*) indique que l'acceptation médicale du terme apparaît dans le dictionnaire de la *Real Academia* en 1783, tandis que son extension à d'autres domaines, provenant sans doute du français ou de l'anglais<sup>642</sup>, y sera mentionnée à partir de l'édition de 1884. Actuellement, les dictionnaires de la *Real Academia* et de *María Moliner* en donnent les définitions suivantes :

**Real Academia** (version en ligne, <http://www.rae.es>)

**crisis.** (Del lat. crisis, y este del gr. κρίσις).

1. f. Cambio brusco en el curso de una enfermedad, ya sea para mejorarse, ya para agravarse el paciente.
2. f. Mutación importante en el desarrollo de otros procesos, ya de orden físico, ya históricos o espirituales.
3. f. Situación de un asunto o proceso cuando está en duda la continuación, modificación o cese.
4. f. Momento decisivo de un negocio grave y de consecuencias importantes.
5. f. Juicio que se hace de algo después de haberlo examinado cuidadosamente.
6. f. Escasez, carestía.
7. f. Situación dificultosa o complicada.

~ **ministerial.**

1. f. Situación en que se encuentra un ministerio desde el momento en que uno o varios de sus individuos han presentado la dimisión de sus cargos, hasta aquel en que se nombran las personas que han de sustituirlos<sup>643</sup>.

---

<sup>641</sup> Le terme latin *crisis* est lui-même emprunté au grec *krisis* 'décision, jugement', dérivé de *krineim* 'juger' (Benaben 2000 : p.99)

<sup>642</sup> Concernant le terme français *crise*, Jean Dubois (1962 : 120) note que celui-ci passe dans le vocabulaire social français dans les années 1869 à 1872.

<sup>643</sup> « 1. Changement brusque dans le cours d'une maladie, marquant soit l'amélioration soit l'aggravation de l'état du patient. 2. Mutation importante dans le déroulement d'autres processus, soit d'ordre physique, soit historiques ou spirituels. 3. Situation d'une affaire ou d'un processus lorsque sa poursuite, sa modification ou sa cessation sont mises en question. 4. Moment décisif d'une négociation / d'une affaire grave dont les conséquences sont importantes. 5. Jugement que l'on se fait de quelque chose après l'avoir soigneusement examiné. 6. Manque, pénurie. 7. Situation difficile ou compliquée. ~ **ministérielle.** Situation dans laquelle se trouve un ministère entre le moment où l'un ou plusieurs de ses membres ont démissionné de leur poste et celui où sont nommées les personnes qui les remplaceront ».

## María Moliner

**crisis** (del lat. “crisis”, del gr. “krisís”)

1. (“Hacer, Estar en, Pasar una”) f. Momento en que se produce un cambio muy marcado en algo; por ejemplo, en una enfermedad o en la naturaleza o la vida de una persona.
2. (“Haber”) Situación política de un país cuando ha dimitido un gobierno, y todavía no se ha nombrado otro, o del gobierno cuando ha dimitido alguno de sus miembros.
3. En lenguaje corriente, cambio total o parcial de un gobierno.
4. (“Estar en, Haber [una], Pasar por una”) Situación momentáneamente mala o difícil de una persona, una empresa, un asunto, etc. : ‘crisis de crecimiento [nerviosa, económica, de producción de acero]’. ≈ Dificultad. ■ Mala situación económica.
5. *Juicio formado sobre una cosa después de examinarla cuidadosamente*<sup>644</sup>.

On remarque tout d’abord à travers ces définitions que le terme *crisis* est associé à des domaines référentiels très divers. Celui-ci peut en effet concerner les phénomènes naturels (« de orden físico », « en la naturaleza »), le domaine médical (« enfermedad »), historique (« históricos »), humain ou spirituel (« espirituales », « de una persona »), économique (« empresa », « económica »), ou politique (« crisis ministerial », « situación política »). La multiplicité des domaines référentiels auxquels le mot *crisis* se voit appliqué peut également se vérifier par un regard rapide sur la presse hispanophone, vénézuélienne notamment.

Marie Veniard (à paraître), dans une étude portant sur le sens du mot *crise* et sur son emploi dans la presse française, remarque que « le surgissement d’un événement dans le discours médiatique s’accompagne très fréquemment de l’apparition du mot *crise* »<sup>645</sup>, et note la pluralité des domaines référentiels auxquels le terme français est également associé, tant dans la presse (Veniard, à paraître), que dans les discours lexicographiques (Veniard

---

<sup>644</sup> 1. « (“Faire [une], être en, traverser une”) Moment où se produit un changement très marqué dans quelque chose ; par exemple, dans une maladie, dans la nature, ou dans la vie d’une personne. 2. (“y avoir [une]”) Situation politique d’un pays lorsqu’un gouvernement a démissionné et qu’il n’en a pas été nommé un autre, ou d’un gouvernement lorsque l’un de ses membres a démissionné. 3. En langage courant, changement total ou partiel de gouvernement. 4. (“Etre en, y avoir [une], traverser une”) Situation provisoirement mauvaise ou difficile d’une personne, d’une entreprise, d’une affaire, etc. : « crise de croissance [nerveuse, économique, de production d’acier]. ≈ difficulté. ■ mauvaise situation économique. 5. *Jugement porté sur une chose après l’avoir examinée soigneusement* ». Le dictionnaire de *María Moliner* indique que les définitions en italique (telle que la définition 5) correspondent à des acceptions peu usitées ou restreintes à un domaine scientifique ou professionnel.

<sup>645</sup> Cette citation est tirée du résumé de la communication de Marie Veniard présentée au colloque *Langage, discours, événement*, en avril 2011 (à paraître). Pour une étude approfondie du terme français *crise*, nous renvoyons à l’article issu de cette communication à paraître dans les actes du colloque, « Le nom *crise* et la construction du sens social de l’événement », ainsi qu’à sa thèse de doctorat (en particulier, section 1.4.3.2.3., « Le mot *crise* » et chapitre 5, « Les rapports à l’objet, entre contexte et sens »).

2007 : 217-219). Toutefois, on observe que les définitions des dictionnaires espagnols mentionnées ci-dessus se caractérisent, en outre, par un certain flou dans l'évocation de ces domaines référentiels, qui sont souvent présentés de manière vague (« otros procesos », « asunto o proceso », « negocio », « cambio en algo ») avant d'être, parfois, spécifiés. Ce dernier aspect vient ainsi confirmer ce qui apparaît comme un premier trait caractéristique du mot *crise* : celui de pouvoir être employé dans un très large éventail de situations (et non pas, seulement, dans celles que les dictionnaires sont en mesure d'énumérer), et de pouvoir désigner, par conséquent, des événements de types très différents.

Mettant de côté les traits liés au domaine référentiel, Marie Veniard identifie, dans son étude du mot *crise*, un certain nombre de sèmes, ou traits sémantiques récurrents, à partir des définitions proposées par les dictionnaires (Veniard, à paraître et 2007 : 217-222). Ces sèmes sont les suivants : [+ rupture] ; [+ inattendu] ; [+ intensité] ; [+ période] ; [+ brièveté] ; [+/- positif] ; [+ manque]. Ces derniers correspondent, à peu de chose près, à ceux qui peuvent être identifiés dans les définitions du terme espagnol *crisis* ; nous reprenons donc les sèmes identifiés par Marie Veniard, en y faisant quelques adaptations en fonction des définitions espagnoles<sup>646</sup> :

[+ **rupture**] : « cambio » (RAE, MM), « mutación » (RAE)

[+ **intensité**] : « importante », « decisivo », « grave », « de consecuencias importantes » (RAE), « muy marcado » (MM)

[+ **période / situation temporaire**] : « situación [...] cuando ... », « momento » (RAE, MM), « situación momentáneamente... » (MM)

[+ **difficulté**] : « Escasez », « carestía », « dificultosa o complicada » (RAE), « mala o difícil », « dificultad » (MM)

Comme l'indique Marie Veniard (à paraître), la dimension temporelle, « l'aspectualité est un trait central de la définition du mot *crise* »<sup>647</sup>. Cela apparaît

<sup>646</sup> Nous avons éliminé les sèmes qui ne pouvaient être identifiés que dans un seul des dictionnaires, autrement dit, les sèmes suivants : [+ inattendu] : « brusco » (RA) ; [+ brièveté] : « momentáneamente » (MM) ; [+/- positif] : « ya sea para mejorarse, ya para agravarse » (RA).

<sup>647</sup> La citation est également tirée du résumé de la communication de Veniard (à paraître). A propos de la temporalité du mot *crise*, le journaliste Eric Hazan (2006 : 33) souligne que ce terme est associé, de par son acception d'origine, liée au domaine de la médecine, à l'idée d'une temporalité brève ; de ce fait, parler de

également dans les définitions du mot espagnol ; toutefois, celles-ci font apparaître, plus particulièrement, l'idée d'une *situation* temporaire (ou bornée dans le temps) : le terme « *situación* » apparaît en effet trois fois dans la définition de la *Real Academia* et deux fois dans celle de *María Moliner*. Par conséquent, on peut se demander si le mot *crisis* ou *crise* désigne réellement un événement. En effet, comme l'indique Marie Veniard (2007 :79), dans le vocabulaire des relations internationales, le mot *crise* fait référence à une phase préliminaire à un éventuel conflit armé. Ainsi, selon Charles-Philippe David (2006 : 140), la « crise représente souvent la bougie d'allumage qui transforme un conflit en conflit armé et, si elle s'aggrave, qui peut mener aussi à l'éclatement d'une guerre ». De plus, on constate que la « crise ministérielle », qui apparaît dans les deux dictionnaires espagnols – ainsi que dans les dictionnaires français cités par Marie Veniard – désigne la *période* située entre la démission d'un ministre ou d'un gouvernement et son remplacement. Dans les deux cas, la crise peut donc être perçue aussi bien comme prélude ou comme conséquence d'un événement (respectivement, d'un conflit armé et de la démission d'un ministre), que comme un événement en soi (constituant alors une étape au sein d'un macro-événement).

Autrement dit, dans les définitions qui en sont données, le mot *crise* semble désigner une situation, une période particulière (généralement liée à un événement) plutôt que l'événement lui-même. Néanmoins, Marie Veniard (2007 : 79 et 2011) note qu'il existe un écart entre les définitions proposées – notamment dans les manuels de relations internationales – et l'utilisation qui est faite du mot dans la presse écrite ; elle constate l'usage concomitant, dans son corpus, des mots *guerre* et *crise* alors que le conflit est en cours : le mot *crise* est donc bien employé pour désigner l'événement lui-même. Dans le discours médiatique, les frontières entre événement d'un côté, et situation difficile liée à un événement de l'autre, semblent donc s'estomper au point que l'un et l'autre ont tendance à se confondre.

De plus, les sèmes [+ rupture] et [+ intensité] nous font penser que le mot *crisis* permet de faire référence à une situation dont on estime qu'elle marque un tournant au sein d'un continuum, à une période considérée comme de paroxysme. Il s'agit donc d'un terme qui suppose une interprétation, une évaluation, plutôt qu'une description de l'événement,

---

crise à propos du logement, de l'emploi, ou de l'éducation, permet de calmer les impatiences de l'opinion publique.

puisqu'il ne donne pas d'information sur la nature même de cette rupture ou sur les facteurs qui l'ont provoquée. En ce sens, on peut dire que « le mot crise est une catégorisation porteuse d'une qualification » (Veniard 2007 : 78). A ce sujet, Marie Veniard (à paraître et 2007 : 279-281) observe que dans son corpus, le mot *crise* apparaît très souvent au contact de verbes ou de nominalisations tels que « résoudre », « régler », « solution », « gestion », « sortie », ce qui la conduit à proposer pour ce terme un nouveau sème, issu de l'étude des emplois du mot en discours, qu'elle qualifie de sème pragmatique : [+ qu'on doit régler]. Laura Calabrese (2010 : 165) souligne quant à elle – ce qui nous semble aller dans le sens de la remarque de Marie Veniard – que certains mots catégorisent l'événement comme « l'expression d'un problème structural » : c'est le cas de *question* (« la question du voile ») ou de *crise* (« la crise des banlieues »), et permettent de l'insérer dans le cadre plus large du « problème public », « sorte de matrice interprétative de la rupture » provoquée par l'événement (*ibid.* : 164-166). Autrement dit, le terme *crisis* invite à percevoir l'événement comme l'expression d'un problème, comme le symptôme d'un dysfonctionnement. Pour résumer, le mot *crise* est donc une désignation qualifiante, qui suppose une interprétation de l'événement, mais qui ne donne pas d'information sur sa nature.

## 6-2.2. Le mot *crisis* dans le corpus

On relève vingt-trois occurrences de *crisis* dans le corpus. Dans ces emplois, le terme *crisis* est le plus souvent déterminé (17 occurrences sur 23), mais ces déterminations n'apportent que peu d'informations supplémentaires sur la nature de l'événement et, à deux exceptions près (voir *infra*), les désignations ainsi formées ne supposent pas la chute du gouvernement. Nous en donnons ci-dessous quelques exemples :

la crisis política en Venezuela ; la grave crisis social ; la crisis en Venezuela ; la crisis institucional de Venezuela ; la crisis que ha vivido el país en los últimos días<sup>648</sup>

Le fait que le nom du pays soit souvent mentionné dans ces déterminations s'explique par le fait que, comme on peut le voir dans le tableau suivant, le mot *crisis* apparaît majoritairement dans des propos rapportés d'observateurs (porte-parole d'Etats extérieurs,

<sup>648</sup> « la crise politique au Venezuela » ; « la grave crise sociale » ; « la crise au Venezuela » ; « la crise institutionnelle au Venezuela » ; « la crise que le pays a vécue ces derniers jours ».



ONG et OI) qui réagissent à l'événement ; ces occurrences se trouvent, pour la plupart, dans les éditions du 13 avril.

**Le mot *crisis* : fréquence par énonciateur<sup>649</sup>**

	Journal			Opposition			Observateurs			Acteurs économiques			TOTAL
	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	
12-avr			3										3
13-avr							7	3	4	1			15
14-avr									2				2
15-avr	1				2								3
<b>TOTAL</b>	4			2			17			1			23

L'examen des cotextes du mot *crisis* permet de mettre en évidence deux types d'emplois principaux de cette désignation : d'une part, ceux où l'événement est perçu comme un problème à affronter ou à régler ; d'autre part, ceux où Hugo Chávez en est tenu pour responsable.

On constate en effet, à l'instar de ce que Marie Veniard (2007) avait observé dans son propre corpus, que le terme *crisis* est associé à plusieurs reprises à des verbes ou à des nominalisations indiquant le règlement de la crise. C'est le cas, tout d'abord, dans l'éditorial du journal *Últimas Noticias* datant du 12 avril, signé par le rédacteur en chef du journal, Eleazar Díaz Rangel. On y relève trois occurrences du mot *crisis* : la crise est d'abord envisagée sous l'angle politique (« crisis de gobernabilidad »), puis sous l'angle militaire (« crisis militar »), avant d'être considérée de manière plus globale, la reprise par le démonstratif *esta* semblant indiquer qu'il s'agit bien d'un seul et même événement (« esta crisis »). Dans cet article, la chute de Hugo Chávez n'est pas mentionnée explicitement, mais on peut penser qu'elle est déjà connue de l'auteur puisque celui-ci en envisage les conséquences, s'interrogeant sur le déroulement futur des événements. Pour

<sup>649</sup> Pour tous les tableaux figurant dans ce chapitre, la lettre N correspond au journal *El Nacional*, U à *El Universal* et UN à *Últimas Noticias*.

deux de ces trois emplois, reportés ci-dessous, la crise est ainsi perçue du point de vue de son dénouement (l'article a d'ailleurs pour titre « El desenlace de una crisis »<sup>650</sup>) :

- a. [...] en las próximas horas lo que podía considerarse como una *crisis* militar, debe tener **un desenlace**.<sup>651</sup>
- b. Suponemos que la inmensa mayoría de los venezolanos confía en que cualquiera sea **la salida** a esta *crisis*, se produzca por la vía institucional.<sup>652</sup>

Bien que ces emplois aient été classés comme pris en charge par le journal (car apparaissant dans des articles de commentaire), on peut y voir l'expression d'une deuxième voix, perceptible derrière les mots « lo que podía considerarse como » et « la inmensa mayoría de los venezolanos confía en que ». La qualification de l'événement comme d'une crise ainsi que ses possibilités de résolution sont donc présentées comme l'expression de l'opinion commune, que l'auteur rapporte.

Dans les déclarations d'observateurs, la crise est également évoquée plusieurs fois comme un problème auquel il faut faire face ou que l'on doit résoudre, comme en attestent les nominalisations et les locutions verbales qui accompagnent le mot *crisis* :

se posibilite **una solución** democrática y pacífica a la *crisis* política del país.  
para poder **hacer frente** a la *crisis*  
encontrar **una salida** pacífica a la grave *crisis* social<sup>653</sup>

Ces trois énoncés apparaissent dans un même article du journal *El Nacional*, dans lequel sont rapportées diverses réactions internationales sur les événements.

Pour Marie Veniard, la mise en évidence, à travers les emplois en discours du mot *crise*, du sème [qu'on doit résoudre], fait apparaître le rapport du locuteur au référent, « incorporé au mot » lui-même. En effet, « désigner un référent comme crise, c'est dire dans le même temps "il faut/on doit la régler et en sortir" » (Veniard 2007 : 281). La question se pose alors de l'identité de ce « on ». Marie Veniard remarque ainsi que dans

---

<sup>650</sup> « Le dénouement d'une crise »

<sup>651</sup> « [...] dans les prochaines heures, ce qui pouvait être considéré comme une *crise* militaire doit aboutir à **un dénouement** »

<sup>652</sup> « Nous supposons que l'immense majorité des Vénézuéliens est confiante dans le fait que quelle que soit **l'issue** de cette *crise*, celle-ci se produira par la voie institutionnelle. »

<sup>653</sup> « Que l'on fasse en sorte de trouver *une solution* démocratique et pacifique à la crise politique du pays » ; « pour pouvoir *faire face* à la crise » ; « trouver *une issue* pacifique à la grave crise sociale ».

son corpus, le procès correspondant au sème [qu'on doit résoudre] est le plus souvent un procès dont l'agent est indéfini (Veniard à paraître et Veniard 2007 : 258-260 ; 281). Il convient donc d'observer qui est l'agent de ce procès dans notre propre corpus.

Dans l'éditorial de *Últimas Noticias*, l'agent de la résolution de la crise est non-spécifié. En revanche, Eleazar Díaz Rangel explique en quoi doit consister, selon lui, l'issue de la crise, comme on peut le voir dans les paragraphes retranscrits ci-dessous, qui sont la suite immédiate de l'énoncé (b) :

c. [...] cualquiera sea *la salida a esta crisis*, se produzca por la vía institucional. Es decir, las que están contempladas en la Constitución vigente y en las leyes. En ese sentido, debemos rechazar cualquier intento de que sean militares quienes ocupen el poder. Respetar las vías democráticas, los derechos humanos, las libertades públicas, el estado de derecho y la defensa de las instituciones, debe ser la esencia de los objetivos de un período de transición.<sup>654</sup>

Pour lui, la solution à la crise consiste donc en une transition respectueuse de la démocratie.

Dans les déclarations d'observateurs, c'est le plus souvent le gouvernement de transition qui est désigné comme agent de la solution à la crise. Cela apparaît explicitement dans l'extrait suivant, tiré du journal *El Nacional* :

d. La Presidencia de los Quince, mediante un comunicado, dijo confiar en que *el Gobierno de transición* respete los valores e instituciones democráticas *para poder hacer frente a la crisis*<sup>655</sup>

Dans cette autre déclaration, située juste avant dans l'article, l'agent du syntagme verbal qui introduit le mot *crisis* (« se posibilite una solución ») est non-spécifié, mais ce syntagme est repris dans la phrase suivante par un syntagme nominal (« búsqueda de una solución ») qui possède quant à lui un agent. Bien qu'assez indéterminé, cet agent (« las

---

<sup>654</sup> « Quelle que soit *l'issue de cette crise*, celle-ci produira par la voie institutionnelle. C'est-à-dire celles [sic] qui sont envisagées dans la Constitution en vigueur et dans les lois. En ce sens, nous devons rejeter toute tentative visant à ce que les militaires occupent le pouvoir.

Respecter les voies démocratiques, les droits de l'homme, les libertés publiques, l'état de droit et la défense des institutions, doit être l'essence des objectifs d'une période de transition. ».

<sup>655</sup> « La Présidence des Quinze a dit, dans un communiqué, qu'elle est confiante dans le fait que *le Gouvernement de transition* respectera les valeurs et les institutions démocratiques *pour pouvoir faire face à la crise* »

fuerzas militares y el resto de fuerzas implicadas ») semble bien renvoyer aux autorités en charge de la transition :

e. La Comisión Europea pidió que se convoque cuanto antes a elecciones en Venezuela y llamó a las fuerzas militares a que respeten los derechos humanos y *se posibilite una solución* democrática y pacífica a la crisis política del país. “Hacemos un llamado *a las fuerzas militares y al resto de fuerzas implicadas en la búsqueda de una solución* a mantener un continuo respeto por los derechos humanos y el estado de derecho”<sup>656</sup>

Enfin, dans cet énoncé extrait du journal *Últimas Noticias*, la nécessité de trouver une issue à la crise n'est pas mentionnée explicitement ; toutefois, il nous semble que l'appel à la restauration des institutions démocratiques et au respect des droits humains, qui suit l'emploi du mot *crisis*, peut être glosé comme une exhortation à résoudre la crise :

f. [La organización Human Rights Watch] advirtió que la situación creada por esta *crisis* política amenaza los derechos humanos y el estado de derecho. “*Convocamos a las autoridades de transición en Venezuela a restaurar las instituciones democráticas del país tan rápido como sea posible y a garantizar que los derechos humanos de los venezolanos no sean violados*”, argumentaron<sup>657</sup>.

Cet appel, adressé au gouvernement de transition, désigne ce dernier comme devant assurer, par ses actions, la résolution de la crise.

Il apparaît ainsi que dans ces énoncés, l'emploi du mot *crisis* a pour effet d'atténuer la gravité des événements, d'en gommer le caractère illégal en les présentant comme une période de difficulté, à laquelle il faut trouver une issue. De ce fait, il permet d'envisager la mise en place d'un gouvernement de transition comme une solution à la crise, voire de faire des acteurs de la transition les agents de la résolution de la crise.

D'autre part, comme on l'a dit, le mot *crisis* apparaît également à plusieurs reprises dans des énoncés où Hugo Chávez est désigné comme responsable des événements. Ces

---

<sup>656</sup> « La Commission Européenne a demandé que des élections soient organisées au plus tôt au Venezuela et elle a appelé les forces armées à respecter les droits de l'homme et que *soit rendue possible une solution* démocratique et pacifique à la crise politique du pays. “Nous lançons un appel *aux forces armées et au reste des forces impliquées dans la recherche d'une solution* à préserver un respect continu des droits de l'homme et de l'état de droit” ».

<sup>657</sup> « [L'organisation Human Rights Watch] a signalé que la situation créée par cette *crise* politique menace les droits humains et l'Etat de droit. “*Nous appelons les autorités de transition au Venezuela à restaurer les institutions démocratiques du pays le plus rapidement possible et à garantir que les droits humains ne soient pas violés*”, ont-ils requis », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

énoncés correspondent en fait pour la plupart à une même déclaration attribuée aux États-Unis, rapportée et reformulée à plusieurs reprises dans les trois journaux (on relève sept emplois correspondant à cette même déclaration<sup>658</sup>). Dans deux d'entre eux, le terme *crisis* renvoie non à la chute de Hugo Chávez elle-même, mais à la période de tension qui l'a précédée, comme l'indiquent les déterminations qui l'accompagnent : « la crisis política que condujo a su caída », « la crisis que determinó su salida » (« la crise politique qui a conduit à sa chute », « la crise qui a déclenché son départ »). Dans les autres emplois, les déterminations – quand il y en a – sont plus larges (voir *supra*), et le mot *crisis* semble alors englober la chute du président. Deux des versions de cette déclaration sont rapportées en discours direct, dans *El Universal* et dans *Últimas Noticias*, mais elles diffèrent l'une de l'autre si bien qu'il est impossible de savoir quels sont les mots exacts qui ont été prononcés<sup>659</sup>. Le point commun de tous ces énoncés, c'est que le mot *crisis* y est toujours introduit par le verbe *provocar*, dont l'agent est Hugo Chávez, son gouvernement ou des « actions encouragées » (« acciones alentadas ») par ce dernier. Nous en transcrivons ci-dessous deux exemples :

g. Estados Unidos culpó al gobierno de Hugo Chávez de provocar la crisis política en Venezuela, elogió al Ejército y la Policía por negarse a disparar contra los manifestantes de la oposición y evitó definir lo ocurrido como un golpe de Estado.<sup>660</sup>

h. “Los detalles aún no están claros, lo que sí sabemos es que el gobierno de Chávez provocó la crisis. Según la información que tenemos, el gobierno reprimió lo que era una manifestación pacífica del pueblo”, dijo el portavoz Ari Fleischer.<sup>661</sup>

Il nous semble que l'emploi de *crisis* dans ce type de contexte n'est pas étranger au sémantisme du mot. En effet, comme on l'a souligné, *crisis* est une désignation qualifiante qui invite à considérer l'événement comme l'expression d'un problème structural, comme

<sup>658</sup> Cette déclaration figure également en Une de *El Nacional* le 13 avril (voir chapitre 5).

<sup>659</sup> On a ici un bon exemple du fait que le discours direct n'est en aucun cas une garantie d'authenticité. Visiblement, les propos prononcés par Ari Fleischer, porte-parole de la Maison Blanche, auraient été les suivants : « The details still are unclear. We know that the action encouraged by the Chavez government provoked this crisis. According to the best information available, the Chavez government suppressed peaceful demonstrations. [...] The results of these events are now that President Chavez has resigned the presidency », site du New York Times : <http://www.nytimes.com/2002/04/13/world/uprising-venezuela-government-venezuela-s-chief-forced-resign-civilian-installed.html>, consulté le 10 août 2011.

<sup>660</sup> « Les États-Unis ont accusé le gouvernement de Hugo Chávez d'avoir provoqué la crise politique au Venezuela, ont félicité l'Armée et la Police d'avoir refusé de tirer contre les manifestants de l'opposition et ont évité de définir ce qui s'est passé comme un coup d'État. »

<sup>661</sup> « “Les détails ne sont pas encore clairs mais ce que nous savons c'est que le gouvernement de Chávez a provoqué la crise. Selon les informations que nous avons, le gouvernement a réprimé ce qui était une manifestation pacifique du peuple”, a dit le porte-parole Ari Fleischer. »

le symptôme d'un dysfonctionnement. Il n'est donc pas étonnant que l'emploi de ce mot s'assortisse d'une volonté de déterminer les causes de ce problème, d'en rechercher les responsabilités.

La désignation de Hugo Chávez comme responsable de la crise apparaît également le 15 avril, après le retour au pouvoir du président, dans l'éditorial du journal *El Nacional*, ainsi que dans une déclaration du parti d'opposition *Primero Justicia*, rapportée dans *El Universal*. Dans cette déclaration, la mise en accusation n'est pas formulée explicitement, mais est sous-entendue à travers un appel à la démission de Hugo Chávez et de son gouvernement, présentée comme la seule solution à la crise, qui, selon ce parti, ne se réduit pas aux événements qui viennent d'avoir lieu :

i. “De nada sirve pretender maquillar la trascendencia de la *crisis* o intentar distraer el foco sobre los asuntos claves. [...]”<sup>662</sup>.

En este sentido, insistieron en que *la única vía posible* “para reconquistar la paz y la institucionalidad” es la renuncia del Presidente, del Vicepresidente [...]”<sup>663</sup>.

L'emploi du mot *crisis* dans notre corpus convie donc à percevoir l'événement soit comme un problème « que l'on doit résoudre » (la solution du problème résidant alors dans la période ou le gouvernement de transition) soit comme le symptôme d'un dysfonctionnement « dont on doit trouver le responsable » (Hugo Chávez et son gouvernement étant alors désignés comme coupables).

### 6-2.3. Le mot *cambio*

L'examen des définitions de dictionnaires s'avère peu utile pour l'étude du signifié du terme *cambio*, en tant que celui-ci peut référer à un événement. En effet, sur les neuf acceptions proposées par celui de la *Real Academia*, une seule, la première, peut correspondre au sens actualisé dans notre corpus, tandis que les autres acceptions ont à voir essentiellement avec la monnaie et le domaine financier – *cambio* pouvant alors être traduit

---

<sup>662</sup> « “Cela ne sert à rien de prétendre dissimuler les graves conséquences de la *crise* ou d'essayer de se détourner des aspects essentiels. [...]” ».

<sup>663</sup> « C'est en ce sens qu'ils ont insisté sur le fait que *la seule voie possible* “pour reconquérir la paix et l'institutionnalité” est la démission du Président, du Vice-président [...] ».

par *monnaie* (dans le sens de « petite monnaie »), *change*, ou *cours du change* – ou bien relèvent du domaine de la mécanique – pouvant être traduit en français par *aiguillage*, *boîte de vitesse* – et n’ont alors aucun lien avec l’idée d’événement. La première acception proposée par la *Real Academia* est la suivante :

**Cambio.** 1. m. Acción y efecto de cambiar<sup>664</sup>.

Le dictionnaire se contente de renvoyer au verbe *cambiar*, signalant que le mot peut désigner le procès (« acción ») autant que son résultat, et ne donne aucune indication concernant d’éventuels effets de sens propres au substantif.

C’est donc plutôt du côté de la morphologie qu’il semble falloir se tourner. Concernant l’étymologie du mot *cambio*, les dictionnaires de Benaben (2000) et de Corominas (1980-1991) le notent comme dérivé du verbe espagnol *cambiar* (lui-même issu du gallo-roman *cambiāre*), tandis que les dictionnaires de la *Real Academia* et de *María Moliner* notent qu’il est dérivé du latin tardif *cambium*. Ainsi, il est difficile de déterminer si le nom est dérivé du verbe ou inversement. Quoi qu’il en soit, il nous semble que *cambio* peut être considéré comme une nominalisation déverbale<sup>665</sup>, telle que la conçoit Alice Krieg-Planque, c’est-à-dire que la nominalisation ne se présente pas nécessairement comme historiquement dérivée d’un verbe (acception dérivationnelle) ni comme la transformation d’un énoncé verbal présent en amont ou en aval du texte (acception transformationnelle), mais comme « un nom qui produit un effet de sens tel que ce nom se présente comme s’il était le résultat de la transformation d’un énoncé verbal (*le nom est formé de manière que, sémantiquement, il présuppose l’existence d’un verbe*) » (Krieg-Planque 2009 b : note 51 p.79, nous mettons les italiques). L’auteure emploie donc le terme de « nominalisation » dans une acception sémantique. En effet, il nous semble – et la définition de la *Real Academia* nous y conforte – que le mot *cambio*, lorsqu’il désigne un événement, présuppose l’existence d’un énoncé verbal sous-jacent tel que *algo cambió* ou *alguien cambió algo* (« quelque chose a changé » ou « quelqu’un a changé quelque chose »).

---

<sup>664</sup> « Action de changer et son résultat », *Real Academia*, version en ligne, <http://www.rae.es>.

<sup>665</sup> Certaines remarques sur la nominalisation ont déjà été faites en 4.3.

On peut donc en déduire que la valence, ou la structure argumentale du nom *cambio* correspond à celle du verbe *cambiar*<sup>666</sup>. Or, *cambiar* est un verbe qui présente plusieurs possibilités de structures argumentales en fonction des emplois. En effet, en tant que verbe intransitif, il présente une structure à un seul argument (a). En tant que transitif, il peut avoir une structure à deux arguments (b), voire à trois arguments (c), dans des configurations comme *cambiar x por y* (« changer x pour y », « remplacer x par y »)<sup>667</sup> :

a. **Luis** ha cambiado mucho<sup>668</sup>.

b. **La Revolución Francesa del año 1789 y las siguientes guerras, conquistas y derrotas de los ejércitos de Napoleón Bonaparte cambiaron la faz geopolítica de Europa**<sup>669</sup>.

c. [...] **los vecinos restantes** que son trescientos dieciocho, incluidas las mujeres y los muchachos, le cambiaron **el nombre del fundador por el del Libertador**<sup>670</sup>.

Ainsi, le degré de précision du verbe *cambiar* varie en fonction de sa structure argumentale : en a), un changement se produit sur le sujet du verbe sans qu'on n'en connaisse la nature ni les facteurs qui l'ont provoqué, en b), un agent produit un changement sur l'objet du verbe mais la nature même de ce changement reste indéterminée ; et en c) un agent produit un changement sur l'objet du verbe, qui consiste à remplacer un élément par un autre élément. Lorsqu'il est actualisé en discours, le verbe *cambiar* peut donc être plus ou moins indéterminé.

---

<sup>666</sup> En logique, « on désigne par **argument d'une fonction** chacune des places vides ou variables (notées *x*, *y*, *z*...) associées à cette fonction. En grammaire de la langue naturelle, la fonction correspond au verbe (prédicat) ; ainsi le verbe "donner" correspond à un prédicat à trois arguments "x donne y à z". Le nombre d'arguments correspond à la *valence* du verbe » (Christian Plantin in Charaudeau et Maingueneau 2002 : 64, article « argument »). Comme l'indique Marie Veniard (2007 : 223), la valence d'un nom est déterminée, lorsqu'il s'agit d'une nominalisation déverbale, par la valence du verbe dont il est dérivé, ou, ajouterons-nous, du verbe correspondant (*cambiar* dans le cas de *cambio*).

<sup>667</sup> Nous ne prétendons pas ici recenser de manière exhaustive les différentes configurations d'emplois possibles du verbe *cambiar*, nous passons par exemple les structures où *cambiar* est employé comme transitif indirect, du type *cambiar de opinión, de nombre*, afin de ne pas alourdir la démonstration.

<sup>668</sup> « **Louis** a beaucoup changé », exemple donné par la *Real Academia* (version en ligne) à l'article « *cambiar* ».

<sup>669</sup> « **La Révolution Française de 1789, puis les guerres, les conquêtes et les défaites des armées de Napoléon Bonaparte qui suivirent** changèrent la face géopolitique de l'Europe », De Zanders Emilia, 1992, *Breve historia de la ópera Monte Avila Latinoamericana*, Caracas), exemple tiré de la base de données en ligne (CREA) du site de la *Real Academia*.

<sup>670</sup> « [...] **les voisins restantes** qui sont au nombre de trois cent dix-huit, femmes et enfants inclus, y changèrent le nom du fondateur pour celui du **Libertador** », Morón Guillermo, 1993, *El gallo de las espuelas de oro*, Monte Avila Editores, Caracas, exemple tiré de la base de données en ligne (CREA) du site de la *Real Academia*.



Pour ce qui est de la nominalisation, il faut rappeler, comme le souligne Ferenc Kiefer (1998 : 62) que « la réalisation des arguments d'un substantif est, en général, facultative ». Par conséquent, le seul argument dont la réalisation est obligatoire pour la forme verbale, le sujet – correspondant sémantiquement, dans les emplois où seul le sujet est réalisé, à l'objet du changement (« ce qui a changé ») – peut tout aussi bien ne pas être spécifié. Autrement dit, avec le mot *cambio*, la catégorisation de l'événement varie selon qu'il est accompagné ou non de déterminations apportant des précisions sur l'objet du changement, sur l'agent qui l'a provoqué, voire sur l'élément par lequel l'objet du changement est substitué.

D'autre part, même si tous ces arguments étaient réalisés, le terme *cambio* reste en lui-même assez indéterminé, puisqu'il ne donne pas d'information sur la nature du changement, ni sur les circonstances dans lesquelles il s'est déroulé. Ainsi dans le cas où il est précisé dans notre corpus qu'il s'agit d'un changement de gouvernement, ce changement est-il brusque ou progressif ? démocratique ou non-démocratique ?

Après ce détour morphologique, il semble intéressant de se pencher de plus près sur l'utilisation du mot en discours. En effet, le sens d'une nominalisation ne se réduit pas à sa relation avec l'énoncé verbal qui lui est sous-jacent, et l'histoire des mots, leur usage, peut dans certains cas sédimer des significations différentes sur le verbe et sur le nom. En observant les énoncés journalistiques recueillis dans la base de données en ligne de la *Real Academia*<sup>671</sup>, on constate sans surprise que le terme *cambio* est employé dans de nombreux domaines référentiels. Il apparaît souvent comme un terme assez neutre, indiquant une modification, sans que le cotexte permette de déterminer si cette modification est perçue comme quelque chose de favorable ou de défavorable :

[...] anunció previamente el Banco Central que utilizaría dicho año 1984 como punto de referencia. Sin embargo, los especialistas que se han dado cuenta de este *cambio* en el año base -que por supuesto modifica los valores porcentuales en el índice de costo de vida e inflación- han hecho el señalamiento [...] <sup>672</sup>.

---

<sup>671</sup> Le nombre d'énoncés contenant le mot *cambio* étant considérable, nous nous sommes contentée d'observer les énoncés obtenus pour le Venezuela, en limitant la recherche au support « journaux ». La consultation a été effectuée dans la base CREA.

<sup>672</sup> « La Banque Centrale a préalablement annoncé qu'elle utiliserait l'année 1984 comme point de référence. Cependant, les spécialistes qui se sont rendu compte de *ce changement* d'année de référence – qui évidemment, modifie les valeurs statistiques de l'indice du niveau de vie et de l'inflation – l'ont signalé

No obstante, el *cambio* de los sistemas de energía actuales al de la energía “magnetovoltáica” tomaría de 8 a 15 años [...] <sup>673</sup>.

En revanche, dans le domaine strictement politique, le terme *cambio* apparaît souvent comme synonyme d’amélioration, de rupture avec un pouvoir immobiliste ou un passé corrompu. Morgan Donot note par exemple qu’à son arrivée au pouvoir (en 2003), le président argentin Néstor Kirchner « se veut l’incarnation du changement et d’un nouveau projet de société, mettant fin à la corruption, à l’impunité, aux violations des droits de l’homme et aux maux de la société argentine que les gouvernements précédents n’ont pas voulu ou réussi à résoudre » (Donot 2010 :70). Elle remarque ainsi que le terme *cambio*, utilisé à plusieurs reprises lors de son discours d’investiture, est surreprésenté <sup>674</sup> durant les deux premières années de son mandat (*ibid.* : 73-74).

On relève en effet, dans la base CREA, de nombreux énoncés où le « changement » se trouve au centre de projets de société et devient même le leitmotiv de campagnes électorales. Nous en retranscrivons ci-dessous quelques exemples :

Si aceptamos *el reto de la necesidad del cambio* y de la transformación, todavía podemos convertirnos en lo que hoy en día deberíamos haber sido. Nos hallamos en los albores del tercer milenio, lo cual nos obliga a reconsiderar muchas estrategias, [...] y en general, a prepararnos para *un proceso radical de transformación y cambio en el país y en las empresas* <sup>675</sup>.

El candidato copeyano [Eduardo Fernández] comenzó su gira en el estado Lara, para luego ir a Urachiche, Chivacoa y San Pablo, donde encabezó marchas de protesta y habló en mítines de *su mensaje de cambio* a los yaracuyanos <sup>676</sup>.

---

[...] », *El Universal*, 17/04/1988, exemple tiré de la base de données en ligne (CREA) du site de la *Real Academia*.

<sup>673</sup> « Cependant, le *changement* des systèmes d’énergie actuels pour celui de l’énergie “magnéto-voltaïque” prendrait 8 à 15 ans [...] », *El Universal*, 05/09/1996

<sup>674</sup> En lexicométrie, un terme surreprésenté est un terme qui, dans un corpus déterminé, présente localement une fréquence d’emploi plus importante par rapport à un seuil de probabilité d’apparition défini (il présente alors une « spécificité positive »).

<sup>675</sup> « Si nous relevons *le défi du changement* et de la transformation, nous pouvons encore devenir ce que nous aurions dû être aujourd’hui. Nous sommes à l’aube du troisième millénaire, ce qui nous oblige à reconsidérer beaucoup de stratégies, [...] et en général, à nous préparer à *un processus radical de transformation et de changement dans le pays et dans les entreprises* », *El Universal*, 15/04/1997, « Sindicalismo, cambio y transformación ».

<sup>676</sup> « Le candidat de COPEI [Eduardo Fernández] a commencé sa tournée électorale dans l’Etat de Lara, pour se rendre ensuite à Urachiche, Chivacoa et San Pablo, où il a pris la tête de manifestations et adressé *son message de changement* aux habitants de l’Etat de Yaracuy lors de meetings », *El Universal*, 17/04/1988, « Eduardo Fernández en Yaracuy ».

[...] *el candidato del cambio* [Eduardo Fernández] se apresta a iniciar una serie de actos que contribuirán a consolidar vigorosamente su posición vencedora<sup>677</sup>.

“Como presidente puedo hacer más por el país”, dijo [el fiscal general colombiano, Alfonso Valdivieso] al anunciar formalmente su candidatura. “*Ha llegado la hora de un cambio fundamental*”, agregó tras advertir que “el futuro de Colombia no puede seguir siendo como su pasado”<sup>678</sup>.

Dans ces énoncés *cambio* n’est pas accompagné de compléments précisant l’objet du changement. On peut bien sûr présumer qu’il s’agit d’un changement drastique d’orientation politique, d’un changement de société, mais le mot *cambio*, en usage absolu, semble surtout porter un message d’espoir : le changement, quels que soient les domaines auxquels il s’applique, sera nécessairement positif. On rencontre aussi couramment de tels usages du terme « changement » en français, Martine Aubry se présentant par exemple, pour la campagne des primaires du parti socialiste de 2011 comme la « candidate du changement »<sup>679</sup>.

*Cambio* est donc un terme assez indéterminé, de par son signifié lui-même et de par sa morphologie (en tant que nominalisation), mais il est aussi un terme politiquement exploité, en particulier dans le cadre de campagnes électorales et porteur d’une connotation positive.

#### 6-2.4. Le mot *cambio* dans le corpus

Dans notre corpus, le mot *cambio* est assez peu fréquent (11 occurrences seulement). Il est employé presque exclusivement le 13 avril et est le plus souvent attribué à des énonciateurs seconds (majoritairement des représentants de pays étrangers,

---

<sup>677</sup> « [...] *le candidat du changement* [Eduardo Fernández] s’apprête à entamer une série d’actes politiques qui contribueront à renforcer vigoureusement son avantage ». *El Universal*, 17/04/1988, « La Quinta Paila », exemple tiré de la base de données en ligne (CREA) du site de la *Real Academia*.

<sup>678</sup> « “En tant que président je peux faire plus pour ce pays”, a dit [le procureur de la République colombien, Alfonso Valdivieso] lors de l’annonce officielle de sa candidature. “*L’heure d’un changement fondamental est venue*”, a-t-il ajouté après avoir fait remarquer que “le futur de la Colombie ne doit pas ressembler à son passé », *El Nacional*, 09/05/1997, « Sección Internacional », exemple tiré de la base de données en ligne (CREA) du site de la *Real Academia*.

<sup>679</sup> On peut trouver par exemple sur le site de Martine Aubry des coupons de soutien à sa candidature portant l’entête suivante : « Le changement a un nom : Martine Aubry », voir <http://www.martineaubry.fr/sites/www.martineaubry.fr/files/doc/carteporteaportepersonnalisable.pdf>, consulté le 26 juillet 2011.

appartenant au domaine économique). On constate qu'il n'est accompagné qu'à trois reprises de déterminations qui indiquent la nature du changement :

el cambio *de régimen* ; el cambio *de autoridades*, el cambio *de la máxima dirección*<sup>680</sup>

Autrement dit, dans les autres emplois du terme, il n'est jamais mentionné explicitement « ce qui a changé ».

De plus, dans les énoncés où il apparaît, l'événement est presque toujours appréhendé du point de vue de ses conséquences, diplomatiques ou économiques :

a. "Ese *cambio* político no indica alteraciones económicas y comerciales pues desde el punto de vista comercial no hay impacto", comentó a reporteros el ministro brasileño de Desarrollo, Industria y Comercio Exterior, Sergio Amaral<sup>681</sup>

A deux reprises ce sont ses conséquences positives qui sont mises en avant, comme on peut le voir dans l'exemple ci-dessous :

b. La directora ejecutiva de la cámara de comercio bilateral [de Colombia], Mónica Lanzeta, sostuvo que el proceso pacífico de cambio generará en Venezuela estabilidad y confianza para que se fortalezca su economía<sup>682</sup>.

Par ailleurs, le mot *cambio* apparaît généralement dans des articles qui traitent de la nouvelle situation politique du pays, mais qui n'indiquent pas de manière explicite de quelle manière s'est produit ce changement. Dans la plupart des énoncés où il est employé, le terme *cambio* permet ainsi de mettre l'accent sur les conséquences du changement de gouvernement tout en éludant les circonstances précises dans lesquelles il a eu lieu.

On rencontre également le mot *cambio* dans l'éditorial de *El Universal* le 13 avril, dans lequel le rédacteur souligne la nécessité de changement suscitée par la décrépitude du régime chaviste :

---

<sup>680</sup> « Le changement de régime », « le changement d'autorités », « le changement de la plus haute direction »

<sup>681</sup> « "Ce changement politique n'implique pas d'altérations économiques et commerciales car du point de vue commercial il n'y a pas d'impact" a indiqué à des reporters le ministre brésilien du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur », *El Nacional*, 13 avril 2002

<sup>682</sup> « La directrice exécutive de la chambre de commerce bilatéral [de Colombie], Mónica Lanzeta, a affirmé que le processus pacifique de changement va générer de la stabilité et de confiance qui vont fortifier son économie », *El Nacional*, 13 avril 2002.

c. Otra institución hundida y desprestigiada dejó la pretendida revolución: una Presidencia, fuerte en estilo, pero tan débil e irrespetada que sólo *un cambio radical* procede para rescatarla<sup>683</sup>.

Dans cet extrait, comme d'ailleurs dans les autres énoncés où l'événement est envisagé du point de vue de ses conséquences positives, apparaît l'utilisation politique du mot *cambio* mentionnée précédemment, dans laquelle celui-ci est synonyme d'amélioration, de foi en un futur meilleur. L'emploi de *cambio* semble ici, de fait, légitimer le « changement » de gouvernement.

### 6-3. *Les désignations « neutres » supposant la chute de Hugo Chávez*

Certaines désignations relevées dans le corpus opèrent une catégorisation plus étroite de l'événement, dans la mesure où elles supposent la chute de Hugo Chávez. Nous nous intéresserons ici au deux plus nombreuses : *caída* et *salida*. Le terme *salida* ne signifie pas « chute » mais « départ » ou « sortie » ; toutefois, dans le contexte étudié, le départ du président implique la chute, la fin du gouvernement de Hugo Chávez (voir *infra*).

En tant que nominalisations dérivées de verbes intransitifs (respectivement *caer* et *salir*), ces deux désignations ont une valence à un seul argument<sup>684</sup>, ce qui les distingue de nominalisations dérivées de verbes transitifs divalents (à deux actants) telles que *detención*, *destitución*, ou *derrocamiento*, également rencontrées dans le corpus. En effet, selon le déroulement logique des événements dont il est question ici, les unes et les autres peuvent recevoir un complément du nom renvoyant à Hugo Chávez ou au gouvernement, comme on peut l'observer dans ces exemples attestés dans notre corpus :

a. la *caída del régimen chavista* ; la *salida de Hugo Chávez*<sup>685</sup>

b. la *detención de Chávez* ; la *destitución del presidente Chávez* ; el *derrocamiento del presidente Hugo Chavez*<sup>686</sup>

<sup>683</sup> « La prétendue révolution a laissé derrière elle une autre institution effondrée et discréditée : une présidence forte en style, mais tellement faible et si peu respectée que seul un *changement radical* est approprié pour la sauver », *El Universal*, 13 avril 2002.

<sup>684</sup> En effet, selon la typologie de Lucien Tesnière (1959, cité dans Neveu 2004 : 298, article « Valence »), les verbes monovalents (à un actant, ou un argument) sont ceux qui correspondent aux verbes intransitifs (ex. *Alfred tombe, Alfred dort*).

<sup>685</sup> « La chute du régime chaviste » ; « le départ de Hugo Chávez ».

Cependant, l'interprétation du complément du nom est différente en (a) et en (b), ce qui apparaît très clairement si on transforme ces exemples en énoncés verbaux à la forme active : en (a), le complément du nom correspond au sujet de l'énoncé verbal sous-jacent (*el régimen chavista cayó ; Hugo Chávez salió*), tandis qu'en (b), il en est le complément d'objet (*X detuvo / destituyó / derrocó a Chávez*<sup>687</sup>). Les nominalisations de (b) supposent donc nécessairement un autre acteur ou groupe d'acteurs, correspondant au sujet sous-jacent : celui qui a mené ou provoqué le renversement, l'arrestation, ou la destitution, même si celui-ci n'est pas exprimé dans le syntagme nominal – la nominalisation permettant précisément de ne pas saturer les places vides normalement associées au verbe<sup>688</sup>. Les nominalisations de (a), en revanche, ne supposent qu'un seul acteur (individuel ou collectif), le sujet de l'énoncé verbal sous-jacent : celui ou ce qui est « tombé », ou qui est « parti ». Avec *caída* et *salida*, l'événement est donc focalisé sur Hugo Chávez, sur son gouvernement ; par conséquent, ces désignations n'impliquent pas (contrairement aux nominalisations de (b)) l'intervention d'un autre groupe d'acteurs qui aurait provoqué le « départ » ou « la chute ». Autrement dit, si ces désignations supposent la chute de Hugo Chávez, elles ne donnent pas d'indication précise quant aux circonstances dans lesquelles elle s'est déroulée. Toutefois, comme on va le voir, ces deux termes n'ont pas des signifiés identiques.

### 6-3.1. Le mot *caída*

En tant que dérivé du verbe *caer* (tomber), le mot *caída* désigne tout d'abord l'« action de tomber et son résultat »<sup>689</sup> (respectivement acception 7 et 1 des dictionnaires de la *RAE* et de María Moliner). Le mot est ainsi fréquemment utilisé dans un sens abstrait,

---

<sup>686</sup> « L'arrestation de Chávez » ; « la destitution du président Chávez » ; « le renversement du président Hugo Chávez ».

<sup>687</sup> Il faut rappeler qu'en espagnol, le complément d'objet direct de personne est toujours introduit par la préposition *a* (Voir par exemple Bedel 1997 : § 259-260).

<sup>688</sup> La notion de saturation « est employée dans différents domaines de la science du langage pour rendre compte du fait qu'une fonction prévue par une structure linguistique est effectivement occupée par un constituant », Neveu 2004 : 259, article « saturation ». Autrement dit, comme il a déjà été dit en 4.3.1.1, le « schéma de complémentation de l'énoncé verbal » n'est pas toujours reconstituable à partir d'un syntagme nominal comportant une nominalisation, dans la mesure où cette dernière peut se passer de compléments (Sériot 1986 : 16).

<sup>689</sup> « 7. f. Acción y efecto de caer », dictionnaire de la *Real Academia* (version en ligne), article « caída », acception 7 ; « 1f. Acción y efecto de caer[se] », dictionnaire María Moliner, article « caída », acception 1.

s'appliquant généralement à une personne ou à un régime politique, pour dire la déchéance, l'effondrement, ou l'extinction, comme l'indique l'acception 11 du dictionnaire de la *Real Academia* :

**Caída.** 11. Derrota, hundimiento, fracaso. *La caída de un régimen*<sup>690</sup>

Comme le montre l'exemple choisi par ce dictionnaire, ainsi qu'une recherche effectuée dans la base de données CREA, c'est souvent dans le domaine politique que cette acception du mot est employée. Le verbe *caer* lui aussi est employé dans ce sens :

**Caer.** 9. intr. Dejar de ser, desaparecer. *Caer un imperio, un ministerio*<sup>691</sup>.

La désignation *caída*, dans notre corpus, implique donc que la fin du gouvernement est liée à une défaite ou à des difficultés, et que celui-ci n'a pas pris fin, par conséquent, de manière naturelle.

Néanmoins, le mot *caída* ne suppose pas nécessairement que l'événement auquel il est fait référence ait été causé par des facteurs extérieurs. En effet, ce terme peut également s'appliquer aux domaines moral (la « chute » renvoyant alors à l'idée de déchéance, de décadence) et religieux – les deux étant d'ailleurs sans doute liés. Dans ce second domaine, on pense bien sûr à la chute d'Adam et Eve, chassés du jardin d'Eden pour avoir commis le péché originel, ainsi qu'au mythe de la chute des anges (mentionné dans les deux dictionnaires) qui furent précipités en enfer pour avoir défié la volonté de Dieu. Nous retranscrivons ci-dessous les acceptions correspondant à ces deux domaines de référence dans les dictionnaires de la *Real Academia* et de *María Moliner* :

#### ***Real Academia***

13. f. Abandono o pérdida de valores morales. [...]

17. f. Rel. Culpa de los ángeles malos y del primer hombre. [...]<sup>692</sup>

#### ***María Moliner***

5. Equivocación, falta o pecado. ■ Particularmente, el cometido por los ángeles rebeldes. [...] => Deshonra.<sup>693</sup>

<sup>690</sup> « Défaite, effondrement, échec. *La chute d'un régime* », *Real Academia (op. cit.)*, acception 11.

<sup>691</sup> « Cesser d'être, disparaître. *Un empire, un ministère est tombé* », *Real Academia (op. cit.)*, article « caer », acception 9.

<sup>692</sup> « 13. f. Abandon ou perte de valeurs morales [...] »

17. f. Faute des mauvais anges et du premier homme [...] »

Dans ces acceptions, la chute est provoquée par celui ou ceux-là mêmes qui en sont l'objet. La chute est alors liée à l'idée de culpabilité : c'est le fait de commettre une ou des faute(s) qui entraîne la chute, même si un agent extérieur la met en œuvre. Ces différentes acceptions renvoient à des domaines distincts, ce qui conduit sans doute les dictionnaires consultés à les distinguer, mais il nous semble que ces deux dernières acceptions sont en définitive assez proches de celle mentionnée précédemment (liée plutôt au domaine politique). En effet, la chute d'un régime politique, d'un empire, peut être due à une mauvaise gestion ou à des erreurs commises par les gouvernants eux-mêmes, autrement dit, peut également être causée par ceux-là même qu'elle atteint.

Une consultation de la base de données CREA nous permet de remarquer, pour le domaine qui nous intéresse<sup>694</sup> (chute d'un régime, d'une personnalité politique), certaines régularités d'emplois de *caída*. Certains emplois montrent bien ce qui a été dit précédemment, autrement dit, que la chute n'est pas due à des causes naturelles mais liée à des difficultés :

a. La *caída*, larga y tumultuosa, cuyo prelude sería el 27 de febrero del 89 [...] <sup>695</sup>.

Mais d'autres mettent plutôt l'accent sur la chute (du régime ou du personnage en question) comme fin d'une période, comme marquant une étape importante dans l'histoire du pays ou de la région concernée :

b. [...] la parroquia caraqueña conocida como 23 de Enero, en conmemoración de la fecha de la *caída* de la última dictadura vivida por el país <sup>696</sup>

c. Uslar [Pietri] no pierde oportunidad de señalar que los problemas del país comienzan con la *caída* del autoritarismo y el surgimiento del sistema actual <sup>697</sup>.

---

<sup>693</sup> « Erreur, faute ou péché. ■ En particulier celui commis par les anges rebelles [...] => déshonneur »

<sup>694</sup> Dans les exemples relevés dans la base de données CREA, les emplois de *caída* les plus nombreux relèvent du domaine économique : « *caída* de los precios » (chute des prix), « *caída* de las tasas de interés » (chute des taux d'intérêt), etc.

<sup>695</sup> « La chute, longue et tumultueuse, dont le prélude avait été le 27 février 1989 [...] », *El Universal*, 15/09/1996. Il s'agit dans cet exemple de la chute du président vénézuélien Carlos Andrés Pérez, et la date du 27 février 1989 fait référence à la révolte populaire du *Caracazo* (voir 1.1.1.1).

<sup>696</sup> « [...] Le quartier de Caracas connu sous le nom de 23 Janvier, en commémoration de la date de la chute de la dernière dictature qu'aït vécue le pays », *El Nacional*, 12/09/1996

<sup>697</sup> « Uslar [Pietri] ne manque pas une occasion de signaler que les problèmes du pays ont commencé avec la chute de l'autoritarisme et l'apparition du système actuel », *El Universal*, 23/09/1996.



Tandis que dans d'autres exemples, la chute est plutôt perçue comme un revers, comme la fin de parcours tragique d'un personnage (ou d'un régime politique) ayant connu une destinée exceptionnelle :

d. Hace unos años fue Carlos Andrés Pérez el que encarnó la esperanza y vinieron el “paquete”, las reformas, las resistencias, la conspiración y la *caída*<sup>698</sup>.

e. En esa fobia por los conservadores el auge y *la caída* de “la Dama de Hierro”, la ex primer ministra Margaret Thatcher, ha tenido mucha influencia<sup>699</sup>.

Dans le dernier exemple, l'emploi de l'expression *auge y caída* (« essor et chute »), très répandue en espagnol, illustre bien cet aspect. Cette expression est d'ailleurs employée dans l'un des titres de notre corpus : « *Auge y caída* de la “revolución” » (*Últimas Noticias*, 12 avril 2002). Dans ces deux derniers types d'emplois du terme *caída*, l'accent est donc mis sur la fin ou sur l'écroulement en soi (comme étape d'un processus historique ou en contraste avec une période d'apogée), plutôt que sur leurs causes ou sur les circonstances concrètes dans lesquelles ils ont eu lieu.

Enfin, on observe que le terme *caída* n'est pas associé de manière privilégiée à des énoncés donnant une image soit négative, soit positive de l'événement auquel il est fait référence. Autrement dit, même s'il indique que la chute est liée à des difficultés, à des obstacles, ou à un échec, *caída* n'est pas un terme axiologique<sup>700</sup>, c'est-à-dire qu'il ne suppose pas de jugement de valeur sur l'événement qu'il désigne : la *chute* d'une dictature est généralement perçue comme quelque chose de positif, tandis que celle d'un gouvernement démocratique est le plus souvent l'objet de désapprobation.

### 6-3.2. Le mot *caída* dans le corpus

Dans le corpus, le mot *caída* est essentiellement employé le 13 avril. Le 12 avril, son absence n'a rien d'étonnant car comme on l'a déjà mentionné, la grande majorité des articles a été écrite avant l'annonce de la chute de Hugo Chávez, tout juste connue lorsque

---

<sup>698</sup> « Il y a quelques années, ce fut Carlos Andrés Pérez qui incarna l'espoir, puis vinrent le “paquet”, les réformes, les contestations, la conspiration et la *chute* », *El Nacional*, 12/09/1996.

<sup>699</sup> « L'essor et la *chute* de “la dame de Fer”, l'ex première ministre Margaret Thatcher, ont eu beaucoup d'influence sur cette phobie des conservateurs », *El Universal*, 27/10/1996

<sup>700</sup> « Les évaluatifs axiologiques portent sur l'objet dénoté par le substantif qu'ils déterminent un jugement de valeur, positif ou négatif », Catherine Kerbrat-Orecchioni (2001 b : 91).

les journaux sortent. Quant à sa quasi-disparition, le 15 avril, on peut imaginer qu'elle est liée au retour du président.

**Le mot *caída* : fréquence par énonciateur**

	Journal			Observateurs			Acteurs économiques			TOTAL
	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	
<b>12-avr</b>										0
<b>13-avr</b>	2	2	2	2		2		5		15
<b>14-avr</b>						1				1
<b>15-avr</b>						1				1
<b>TOTAL</b>	6			6			5			17

Comme on peut l'observer dans le tableau ci-dessus, *caída* est le plus souvent attribué à des représentants de pays extérieurs et à des acteurs du domaine économique ; mais on relève également plusieurs occurrences relevant du journal lui-même.

Au sujet de la prise en charge de ce terme, nous apporterons tout de même quelques nuances. En effet, parmi les désignations que nous avons classées comme relevant de la responsabilité du journal, il faut distinguer entre celles qui apparaissent dans des articles de commentaire – où le journaliste est libre du choix de ses mots et où l'attribution des désignations ne pose généralement pas de problème – et celles qui sont situées dans des articles où sont rapportées des déclarations extérieures. En effet, parmi ces dernières, certaines apparaissent dans des incises qui semblent relever du journal, comme dans l'exemple ci-dessous :

a. El ministro –*cuya declaración se constituye en el primer pronunciamiento oficial del país vecino sobre **la caída de Chávez***– estimó además que la diferencia [...] <sup>701</sup>

Dans ces énoncés, il n'est pas impossible que le journaliste adapte le choix de la désignation en fonction du contenu des propos rapportés, ou même, qu'il reprenne une désignation qui a été prononcée par le locuteur dont il rapporte les propos. Néanmoins, comme il ne s'agit que d'une hypothèse de notre part, et comme par ailleurs, le problème de la prise en charge énonciative dans la presse écrite est souvent insoluble, nous avons choisi de classer ces désignations avec celles qui sont de la responsabilité du journal.

<sup>701</sup> « Le ministre – dont les propos constituent la première déclaration officielle du pays voisin sur la chute de Chávez – a estimé en outre que la différence [...] ». *El Nacional*, 13 avril 2002

D'autre part, nous avons classé comme relevant d'énonciateurs seconds les désignations se trouvant dans des énoncés où le journaliste, sans indiquer explicitement qu'il cite les propos d'une source, semble adopter un point de vue extérieur, en reprenant ses mots ou en utilisant des mots qui lui paraissent correspondre à ce point de vue. C'est le cas dans l'exemple qui suit :

b. Wall Street recibió con alivio la noticia de *la caída de Hugo Chávez como presidente de Venezuela* [...] <sup>702</sup>

Généralement, la présence, dans le même article, de déclarations relevant du même énonciateur ou d'énonciateurs du même domaine (économique, par exemple, dans le cas de l'article dont est tiré l'énoncé (b)) vient appuyer l'interprétation selon laquelle le journaliste tente de restituer le point de vue de sa source. Ainsi, l'attribution à une source énonciative pose problème pour six occurrences de *caída* sur dix-sept (trois dans des incises semblant relever du journal et trois interprétées comme relevant d'un point de vue extérieur).

A une exception près, toutes les occurrences de *caída* sont accompagnées de déterminations. La plupart (14 sur 17) centrent l'événement sur la personne de Hugo Chávez : « la caída de Hugo Chávez », « la caída del presidente venezolano », « su caída » (le possessif ayant pour antécédent « Hugo Chávez) et deux d'entre elles seulement englobent le gouvernement tout entier : « la caída del régimen chavista », « la caída del gobierno del señor Chávez ». En revanche, on ne relève aucun adjectif pouvant donner des indications sur les circonstances dans lesquelles cette chute s'est produite, tels que, par exemple, *brusca*, *inesperada*, ou *precipitada* (brusque, inattendu(e), précipité(e)).

Pour ce qui est des contextes d'apparition du mot *caída*, on observe, tout d'abord, qu'il apparaît à trois reprises dans des énoncés où Hugo Chávez est tenu pour responsable de sa propre chute. C'est le cas dans la déclaration des Etats-Unis rapportée de nombreuses fois dans les pages des journaux (6.2.2), où l'accusation est explicitement formulée (c) ; c'est le cas également dans l'exemple (d) où, si cela n'est qu'évoqué dans la phrase

---

<sup>702</sup> « Wall Street a reçu avec soulagement la nouvelle de *la chute de Hugo Chávez en tant que président du Venezuela* [...] ». *El Universal*, 13 avril 2002

contenant le mot *caída*, le connecteur « inclusive » (« y compris ») établit un lien avec la phrase précédente, dans laquelle l'accusation est énoncée explicitement :

c. George W. Bush, consideró que *la caída* de Chávez **se debió a sus decisiones equivocadas.**<sup>703</sup>

d. [...] para otros, la salida del mandatario nacional **no es más que el resultado de sus propias acciones.**

Inclusive dentro del espectro nacional, sus más cercanos colaboradores, después de *la caída*, han repetido que **era algo que se veía venir**<sup>704</sup>.

Dans ces utilisations apparaît donc l'idée de faute qui peut être liée au mot *caída*, notamment dans le domaine religieux. Dans l'exemple (d), on peut ainsi penser que même si le terme *caída* apparaît dans une incise relevant du journaliste, le choix de la désignation est toutefois influencé par la teneur des déclarations rapportées.

D'autre part, on constate que pour neuf des dix-sept occurrences de *caída*, l'événement est appréhendé, comme dans le cas de *cambio*, du point de vue de ses conséquences, le plus souvent positives (7 énoncés). Cinq de ces emplois se trouvent dans un même article de la rubrique économique du journal *El Universal*, dans lequel sont rapportées les déclarations de différents acteurs du milieu économique international, soulignant l'impact positif que la chute de Hugo Chávez pourra produire sur le marché vénézuélien et mondial, et sur les relations du pays avec les Etats-Unis. Nous n'en reportons ci-dessous qu'un seul exemple :

e. El jefe estratega para América Latina de la firma Merrill Lynch, Robert Berges, coincidió también en que *la caída* de Chávez **provocará “una mejora en la situación política y económica de ese país” y aliviará al mercado**<sup>705</sup>.

On relève également un de ces emplois dans un article de commentaire du journal *El Universal* :

---

<sup>703</sup> « George W. Bush, a considéré que *la chute de Chávez est due à ses mauvaises décisions* », *Últimas Noticias* 13 avril 2002

<sup>704</sup> « Pour d'autres, le départ du mandataire national **n'est rien de plus que le résultat de ses propres actions.**

Même à l'intérieur du spectre national, ses collaborateurs les plus proches ont répété, après la chute, que **c'était quelque chose que l'on voyait arriver.** », *El Universal* 13 avril 2002.

<sup>705</sup> « Le chef de la stratégie pour l'Amérique Latine de la firme Merrill Lynch, Robert Berges, estime également que la *chute* de Chávez **provocara “une amélioration de la situation politique et économique de ce pays” et soulagera le marché** », *El Universal*, 13 avril 2002.

f. La caída del gobierno del señor Chávez **abre nuevas posibilidades a Venezuela y al mismo tiempo presenta grandes retos que habrá que encarar en diversos frentes**<sup>706</sup>.

Enfin, dans deux énoncés, l'événement que constitue la chute de Chávez est perçu en soi comme quelque chose de positif, ce qui apparaît bien à travers les mots que nous avons soulignés en gras :

g. *La caída* de Chávez **fue saludada** el viernes en Washington por la Casa Blanca sin que se diera señales de reconocer a Carmona<sup>707</sup>.

h. Una curiosa y **feliz** desproporción **ha hecho posible** *la caída* de Hugo Chávez: una clase media numéricamente minoritaria ha adquirido un peso político y una conciencia social inusitada, hasta el punto de poder derrocar el régimen abusivo del chavismo<sup>708</sup>.

L'exemple (h) est tiré d'un article de commentaire du journal *El Universal* dans lequel le journaliste accuse Hugo Chávez et ses partisans d'être responsables du « massacre » du 11 avril (on retrouve ici l'idée de faute qui entraîne la chute) et qui termine par une invitation à reconstruire collectivement une « nouvelle nation » (l'événement est alors envisagé du point de vue de ses conséquences). Tous ces exemples où la chute de Hugo Chávez est appréhendée en fonction de ses conséquences ou comme un événement positif rappellent ce qui a été dit précédemment, sur les emplois du mot *caída* qui mettent l'accent sur la chute comme fin d'un processus historique, comme marquant une étape dans l'histoire d'un pays, plutôt que sur les circonstances concrètes dans lesquelles elle a eu lieu. En effet, dans ces énoncés, la chute n'est jamais envisagée dans son déroulement, mais toujours comme un événement accompli, achevé (c'est le cas, d'ailleurs, pour l'ensemble des occurrences de *caída*).

---

<sup>706</sup> « La *chute* du gouvernement de monsieur Chávez **ouvre de nouvelles possibilités pour le Venezuela et présente en même temps de grands défis auxquels il faudra faire face sur divers fronts** », *El Universal*, 13 avril 2002.

<sup>707</sup> « La *chute* de Chávez **a été saluée** vendredi à Washington par la Maison Blanche sans que celle-ci ne donne de signe indiquant qu'elle reconnaît Carmona », *Últimas Noticias*, 15 avril 2002.

<sup>708</sup> « Une disproportion curieuse et **heureuse a rendu possible** la *chute* de Chávez : une classe moyenne inférieure en nombre a acquis un poids politique et une conscience sociale inhabituelle, au point de pouvoir renverser le régime abusif du chavisme », *El Universal*, 13 avril 2002.

Enfin, on observe qu'en plus des énoncés où Hugo Chávez est désigné comme responsable de sa propre chute, un seul des énoncés<sup>709</sup> contenant le mot *caída* apporte des informations sur les facteurs ou les acteurs qui ont provoqué la chute du président. C'est l'énoncé (h) cité ci-dessus, dans lequel le journaliste indique que le régime chaviste a été renversé (« hasta el punto de poder derrocar... ») par la classe moyenne éclairée (« una clase media numéricamente minoritaria... ») – ce dont il se réjouit. Dans les autres énoncés, le mot *caída* renvoie donc à un procès à un seul actant, Hugo Chávez, tel que cela est inscrit dans son sémantisme (voir 6.3).

### 6-3.3. Le mot *salida*

Le mot *salida* est dérivé du verbe *salir* qui a de nombreuses acceptions et peut être utilisé dans de nombreux contextes<sup>710</sup>, mais nous ne retiendrons que celles correspondant aux emplois de *salida* qui nous intéressent ici, autrement dit à celles équivalant aux verbes français « sortir » et « partir » :

#### **salir.**

(Del lat. *salīre*, saltar, brotar).

1. intr. Pasar de dentro a fuera. U. t. c. prnl.

2. intr. Partir de un lugar a otro. *Tal día salieron los reyes de Madrid para Barcelona [...]*<sup>711</sup>

Le nom déverbal *salida* est lui-même polysémique, puisqu'il peut désigner par exemple l'endroit par lequel on sort d'un édifice (la sortie), la ligne de départ, l'issue (d'une affaire, d'un conflit), etc. Dans la plupart de ces acceptions, l'idée de procès disparaît complètement et le terme *salida* peut alors être considéré comme une nominalisation « figée »<sup>712</sup>. Ces dernières ne peuvent donc être retenues, de toute évidence, dans le cas de

<sup>709</sup> Nous limitons ici l'énoncé à la phrase dans laquelle apparaît le mot *caída*, et éventuellement, aux phrases qui l'entourent, lorsque la désignation renvoie à un autre énoncé (comme dans le cas de l'exemple d).

<sup>710</sup> Il suffit pour s'en rendre compte de regarder les articles que les dictionnaires lui consacrent: le dictionnaire de la *Real Academia* (en ligne) par exemple, recense pas moins de 41 acceptions différentes du verbe *salir*.

<sup>711</sup> « (Du latin *salīre*, sauter, jaillir) 1. intr. Passer du dedans au dehors. U. t. c. prnl. (Utilisé aussi comme pronominal) 2. intr. Quitter un lieu pour un autre. *Tel jour le roi et la reine sont partis de Madrid pour aller à Barcelone* », dictionnaire en ligne de la *Real Academia*, article « salir ». Nous ne retranscrivons ici que les deux premières acceptions, car elles correspondent à l'acception de *salida* qui nous intéresse ici.

<sup>712</sup> Patrick Sériot (1986), s'appuyant sur le travail de Tesnière (1959), souligne en effet que dans certains cas, la nominalisation peut être considérée comme figée, c'est-à-dire que « l'énoncé translaté prend les propriétés de réaction de la catégorie d'arrivée et ses propriétés d'insertion », elle devient alors une forme entièrement

l'événement étudié. Le sens actualisé dans notre corpus correspond à la première acception que le dictionnaire de la *Real Academia* propose du terme *salida* : « Action de sortir / de partir et son résultat »<sup>713</sup>, et peut ainsi être traduit en français soit par « départ » soit par « sortie », le terme espagnol pouvant exprimer à la fois ces deux idées<sup>714</sup> (ce qui pose d'ailleurs, dans certains contextes, des problèmes de traduction).

Contrairement au mot *caída*, *salida* ne dénote donc pas en soi, la « chute » ou la fin de quelque chose. Un syntagme comme « la salida de Chávez » (le départ/la sortie de Chávez) peut très bien faire référence, par exemple, au départ ou à la sortie du pays du président dans le cadre d'un voyage diplomatique. En revanche, avec « la salida de Hugo Chávez *del poder* » (la sortie/le départ de Chávez *du pouvoir*), il est explicitement dit qu'Hugo Chávez a quitté le pouvoir. La catégorisation de l'événement dépend donc ici encore en partie des déterminations qui accompagnent la désignation. Néanmoins, en tant que dérivé du verbe *salir*, le nom *salida* implique nécessairement un mouvement d'un lieu à un autre, et donc un lieu d'origine d'où l'on sort ou d'où l'on part. Par conséquent, on peut considérer que, lorsqu'elles n'apparaissent pas, les déterminations « del poder » ou « del gobierno » (du gouvernement) sont implicites, et ce, en vertu du principe de pertinence<sup>715</sup> qui pose « qu'une énonciation doit être maximale appropriée au contexte dans lequel elle intervient » (Maingueneau 2007 : 15). En effet, il est probable qu'à partir de sa connaissance du contexte extra-discursif (de crise politique) et discursif (les informations diffusées ailleurs dans le journal ou dans d'autres médias), le lecteur interprète sans mal le « départ » ou la « sortie » de Hugo Chávez comme un départ ou une sortie *du gouvernement* et non comme un voyage présidentiel. De plus, grâce à sa

---

nominales. Un même nom peut se comporter comme une nominalisation figée (« C'était une nécessité interne et morale du parti, de sa *direction* ») ou non figée (« Le peuple soviétique par son labeur et sa lutte héroïque sous la *direction* du parti a obtenu de grands succès dans la construction du socialisme »).

<sup>713</sup> « f. Acción y efecto de salir o salirse », dictionnaire en ligne de la *Real Academia*, article « salida ». Nous n'avons pas traduit dans le corps du texte la forme pronominale du verbe *salir* (« salirse »), car elle peut recevoir différentes traductions en fonction des contextes et ne peut être rendue par un seul équivalent français. De plus, le sens actualisé dans notre corpus ne correspond pas à la forme pronominale du verbe.

<sup>714</sup> On notera que l'espagnol possède également les verbes *partir* et *marcharse* pouvant être traduits par « partir », et les déverbaux correspondants « partida » et « marcha ». Cependant, ces derniers ayant également d'autres acceptions (notamment « part » et « marche », respectivement) sont moins utilisés que *salida* dans le sens de « départ ». Dans notre corpus, nous avons rencontré deux occurrences de *partida*, que nous n'avons pas intégrées à notre relevé car elles renvoyaient aux circonstances très concrètes du départ du président (le départ du palais présidentiel en voiture, par exemple), et ne nous semblait pas constituer une désignation d'événement en tant que telle.

<sup>715</sup> Pour une définition du « principe de pertinence », nous renvoyons à la section 4.2.1.1, où cette notion a déjà été abordée.

compétence encyclopédique<sup>716</sup>, le lecteur sait que le départ du pouvoir d'un président revient à la chute, à la fin du gouvernement ; un syntagme du type « la salida de Chávez » est ainsi interprété comme tel dans le contexte qui nous concerne.

D'autre part, alors que *caída* induit, comme on l'a dit, l'idée de difficulté ou d'échec, le sujet sous-jacent de la nominalisation (celui ou ce qui tombe) apparaissant toujours comme subissant l'action<sup>717</sup>. *Salida*, en revanche, peut renvoyer à un acte délibéré, le sujet sous-jacent étant alors tout à fait « maître » du procès :

a. No fue menester esperar a la llegada del hombre a la Luna o a la salida de los primeros astronautas al espacio exterior, para comprobar fuera de toda duda la forma casi esférica de la Tierra<sup>718</sup>

Néanmoins, cela n'est pas toujours le cas, et lorsqu'il s'agit du « départ » d'un poste, l'emploi de *salida* permet précisément de maintenir l'ambiguïté concernant le caractère volontaire ou non de l'action (exemple b), sauf, bien sûr, quand cela est spécifié (c) :

b. En los últimos días circuló el rumor sobre la inminente salida del general<sup>719</sup>.

c. El hecho de que la gerencia latinoamericana de Microsoft haya preferido traer para el cargo a Alfonso Luna, pareció confirmar que la salida de Fernández *no fue* “voluntaria”, sino producto de discrepancias con su jefe inmediato<sup>720</sup>.

Dans le domaine politique, contrairement au mot *caída* qui indique qu'un régime ou qu'un mandat a pris fin dans des circonstances qui ne vont pas dans l'ordre logique des choses, le terme *salida* peut désigner le départ d'un président à la fin de son mandat, après des élections régulières (on parle également en français de « président sortant ») :

---

<sup>716</sup> Comme le souligne Dominique Maingueneau, la compétence linguistique n'est pas suffisante pour comprendre un énoncé, il faut aussi faire appel au *savoir* ou à la *compétence encyclopédique*, c'est-à-dire à « la connaissance du monde qu'on a acquise et sur laquelle s'est appuyé le locuteur de l'énoncé qu'il faut interpréter » (Maingueneau 2009 :53, article « Encyclopédique »).

<sup>717</sup> Et ce, même si la chute est provoquée par celui ou cela même qu'elle atteint (voir *supra*).

<sup>718</sup> « Il n'a pas été nécessaire d'attendre l'arrivée de l'homme sur la Lune ou la sortie des premiers astronautes dans l'espace extérieur [sic], pour vérifier sans aucun doute possible la forme presque sphérique de la Terre », Alemañ Rafael, 2004, *Relatividad para todos*, Equipo Sirius, Madrid.

<sup>719</sup> « Au cours des derniers jour a circulé la rumeur sur le départ imminent du général », *El Nacional*, 22/12/1997.

<sup>720</sup> « Le fait que la direction latino-américaine de Microsoft ait préféré faire venir Alfonso Luna pour occuper le poste, a paru confirmer que le départ de Fernández n'a pas été “volontaire”, mais a plutôt été le résultat de désaccords avec son chef immédiat », *El Nacional*, 10/04/1997



Agrega que si hay claridad entre buena parte de los dirigentes de la Concertación y de los asesores más directos de la Presidenta Michelle Bachelet es que tras *su salida del gobierno* el 11 de marzo próximo, se viene un tiempo de arduo trabajo<sup>721</sup>.

Toujours dans ce domaine, à la différence de *caída* qui peut s'appliquer tant à une personne qu'à un gouvernement entier ou un régime, le terme *salida* s'emploie plutôt pour des personnes<sup>722</sup>. Avec cette désignation l'événement est donc totalement centré sur la personne de Hugo Chávez.

### 6-3.4. Le mot *salida* dans le corpus

On relève 38 occurrences de *salida* dans notre sous-corpus, ce qui en fait l'un des termes les plus fréquemment employés pour désigner l'événement : il arrive ainsi en troisième position après *renuncia* et *salida*. Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous, c'est le 13 avril qu'il totalise le plus d'occurrences, et c'est le journal *Últimas Noticias* qui en fait l'emploi le plus abondant.

#### Le mot *salida* : fréquences par jour et par journal

	12-avr	13-avr	14-avr	15-avr	TOTAL
<i>El Nacional</i>	3	8		3	14
<i>El Universal</i>	2	2		2	6
<i>Últimas Noticias</i>	1	14	3		18
<b>TOTAL</b>	6	24	3	5	38

Contrairement aux termes *crisis*, *cambio*, et *caída*, le mot *salida* n'est pas rattaché à une catégorie d'énonciateurs privilégiée, tel que le montre le tableau qui suit.

<sup>721</sup> « Il ajoute que si une chose est claire chez une bonne partie des dirigeants de la Concertation et des conseillers directs de la présidente Michelle Bachelet c'est qu'*après son départ du gouvernement* le 11 mars prochain, un temps de dur labeur s'annonce », « ¿Cuál será el futuro de la presidenta de Chile, Michelle Bachelet? », eabolivia.com, 18/01/2010 (<http://www.eabolivia.com/internacional/3007-icual-sera-el-futuro-de-la-presidenta-de-chile-michelle-bachelet.html>, consulté le 1<sup>er</sup> août 2011). Le mandat de Michelle Bachelet a pris fin le 11 mars 2011, après des élections régulières (remportées par Sebastián Piñera).

<sup>722</sup> En effectuant une recherche sur l'ensemble de la base CREA avec les mots-clés « salida del gobierno », on obtient seulement trois énoncés où « el gobierno » semble être le sujet sous-jacent de la nominalisation *salida*. C'est le cas de celui-ci : « Fresno declaró que así como “no se puede partir pidiendo *la salida del gobierno* (...) y no es eso lo que pide la oposición ahora” tampoco se puede empantanar todo por la exigencia gubernamental de “reconocer la Constitución de 1980” », *Revista Hoy*, 25/04-01/05/1984, Chile (« Fresno a déclaré que de la même manière qu’“on ne peut débiter en demandant *le départ du gouvernement* (...) et ce n'est pas cela que demande l'opposition demande maintenant” on ne peut pas non plus laisser tout cela s'embourber à cause de l'exigence gouvernementale de “reconnaître la Constitution de 1980” »).

### Le mot *salida* : fréquence par énonciateur

	Journal			Chavistes			Opposition			Observateurs			Autres			TOTAL
	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	
12-avr		1			1		3		1							6
13-avr	5	1	9	1		1				1	1	3	1		1	24
14-avr												2	1			3
15-avr	2	2								1						5
<b>TOTAL</b>	22			3			4			8			3			38

Le 12 avril, le mot *salida* apparaît principalement dans des déclarations rapportées de militaires – mais aussi dans une déclaration du ministre des finances – réclamant le départ de Hugo Chávez. Il est notamment employé dans un communiqué émis par divers représentants des forces armées, retranscrit en discours direct dans les journaux *El Nacional* et *Últimas Noticias*. Dans ce communiqué, les militaires accusent le président d’avoir violé les principes démocratiques et demandent son départ afin d’éviter d’autres effusions de sang :

a. Explicaron que la Constitución les impone en su artículo 358 la obligación de mantener el orden interno “y por lo tanto, evitar más derramamiento de sangre y la destrucción de nuestro bravo pueblo y de sus instituciones, y esa obligación pasa por *la salida pacífica del Presidente* y la sustitución del Alto Mando para permitir que nuestro país pueda salir de la debacle en que se encuentra, por la desviación de la conducta del jefe de Estado”<sup>723</sup>.

*Salida* pouvant renvoyer notamment au départ d’un président après des élections, l’utilisation de ce terme donne à la requête des militaires un accent de légitimité, appuyé par l’emploi de l’adjectif « pacífica ». Dans ces emplois, le mot *salida* ne constitue pas en soi, une désignation de l’événement, dans la mesure où celui-ci n’a pas encore eu lieu, néanmoins il est intéressant de noter que le mot employé par la suite pour désigner l’événement est utilisé par les militaires rebelles eux-mêmes.

Dans les éditions du 13, 14 et 15 avril, on relève de nombreuses occurrences de *salida* dans les propos rapportés de plusieurs catégories d’énonciateurs qui réagissent à

<sup>723</sup> « Ils ont expliqué que la Constitution leur impose dans son article 358 l’obligation de préserver l’ordre interne “et éviter ainsi que davantage de sang soit versé et que ne soit détruit notre fier peuple et ses institutions, et cette obligation passe par le *départ pacifique du Président* et la substitution du haut commandement pour permettre à notre pays de sortir de la débacle dans laquelle il se trouve, à cause du comportement inapproprié du chef de l’État” », *Últimas Noticias*, 12 avril 2002.

l'événement : il s'agit principalement de représentants des pays extérieurs, mais également de locuteurs chavistes, d'acteur du domaine économique, ou encore, d'un citoyen vénézuélien. Le contenu de ces réactions est lui-même divers : les événements sont tantôt dénoncés, tantôt perçus comme quelque chose de positif, tantôt sujets à une qualification des faits. Ce qui est surtout remarquable, dans ces emplois, c'est la façon dont sont rapportées ces déclarations : on a affaire, le plus souvent, à du discours indirect ou narrativisé, mais aussi, à des catégories de discours rapporté où les frontières entre discours cité et discours citant sont presque entièrement gommées, si bien qu'il est impossible de déterminer si la désignation relève du journaliste ou du locuteur dont les propos sont représentés<sup>724</sup>. On peut observer ci-dessous un exemple de ces énoncés dont la prise en charge est ambiguë :

b. Rodríguez planteó una paradoja: para justificar *la salida de Chávez de Miraflores*, se le dijo al país que aquí no había institucionalidad ni respeto a los derechos humanos. “Yo pregunto: [...]”<sup>725</sup>

Pour ce qui est des occurrences de *salida* que nous avons classées comme relevant du journal, quatre seulement apparaissent dans des articles de commentaire – le 13 avril – dont trois dans un même article, et leur emploi n'est pas lié à une prise de position forte sur l'événement. Les autres, recensées elles aussi, pour la plupart, le 13 avril, se trouvent dans des articles d'information ou à « énonciation objectivée ». Le plus souvent, le mot *salida* y est utilisé dans des énoncés où le journaliste introduit ou commente des réactions sur l'événement de locuteurs extérieurs aux journaux. Ces deux énoncés, par exemple, constituent le premier paragraphe d'articles portant respectivement sur les réactions nationales (c) ou internationales (d) à l'événement :

c. Las declaraciones del ex fiscal Isaías Rodríguez [...] **prendieron la mecha sobre el limbo jurídico que significó la salida de Hugo Chávez Frías de la presidencia** de la República y su respectiva sustitución<sup>726</sup>.

---

<sup>724</sup> Pour une présentation plus approfondie des différentes catégories de discours rapporté, nous renvoyons au 5.1.1.4.2.

<sup>725</sup> « Rodríguez a pointé un paradoxe : pour justifier *le départ de Chávez de Miraflores*, on a dit au pays qu'ici il n'y avait pas de respect des institutions ni des droits de l'homme. “Moi, je demande [...]” », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>726</sup> « Les déclarations de l'ancien procureur Isaías Rodríguez [...] ont **mis le feu aux poudres concernant le vide juridique qu'a représenté le départ de Hugo Chávez Frías de la présidence de la République** et son remplacement consécutif », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

d. La comunidad internacional coincidió en pedir al Gobierno interino venezolano un pronto retorno a la institucionalidad, **al tiempo que fueron diversas las reacciones sobre la salida del poder de Hugo Chávez**<sup>727</sup>.

Ainsi, on remarque qu'il est notamment utilisé pour commenter la qualification – ou non – des faits, comme on peut le voir dans ces deux exemples, le journaliste commentant dans l'énoncé (e) le fait que les Etats-Unis aient « évité » de parler de coup d'Etat :

e. **Si la salida de Chávez fuera calificada de golpe militar**, esto implicaría sanciones contra Venezuela bajo la ley de asistencia internacional de Estados Unidos.<sup>728</sup>

f. Algunos países se abstienen **de calificar de golpe de estado la salida de Chávez**, mientras otros **la consideran una típica acción de fuerza** que los obliga a rechazar al nuevo gobierno.<sup>729</sup>

On constate toutefois que la désignation « la salida de Chávez » est l'élément posé de ces énoncés, qui sert à introduire le commentaire sur la qualification des faits ; la discussion ne porte donc pas sur le mot *salida* lui-même.

Le mot *salida* est également employé parfois pour parler des circonstances elles-mêmes du départ du président : c'est le cas dans un article de la troisième édition de *El Universal* le 12 avril (g), relatant le départ de Hugo Chávez du palais présidentiel après qu'il a signé sa démission, dans un article de *El Nacional* du 13 avril, narrant les agissements des putschistes alors que se tramait le départ du président, et dans un article de *El Universal* du 15 avril (h), revenant sur les faits survenus pendant ces trois jours.

(g) El ahora ex-presidente llegó, trajeado con su uniforme de campaña y su boina roja, a la Comandancia del Ejército, en Fuerte Tiuna, unos minutos después *de su salida de Miraflores*<sup>730</sup>.

(h) El general Manuel Rosendo negoció *la salida de Chávez*<sup>731</sup>.

---

<sup>727</sup> « La communauté internationale s'est accordée pour demander au gouvernement par intérim un retour rapide au respect des institutions, **alors que les réactions ont été diverses concernant le départ de Hugo Chávez du pouvoir** », *El Nacional*, 13 avril 2002

<sup>728</sup> « **Si le départ de Chávez était qualifié de coup d'Etat militaire**, ceci impliquerait des sanctions contre le Venezuela d'après la loi d'assistance internationale des États-Unis. »

<sup>729</sup> « Quelques pays s'abstiennent **de qualifier de coup d'État le départ de Chávez**, alors que d'autres **le considèrent comme un acte de force typique** qui oblige à rejeter le nouveau gouvernement. »

<sup>730</sup> « Le désormais ex-président est arrivé, habillé de son uniforme de campagne et de son béret rouge, au Commandement de l'Armée, à Fuerte Tiuna, quelques minutes *après son départ de Miraflores* », *El Universal*, 12 avril 2002, « Chávez renunció a la presidencia ».

De plus, il est accompagné à trois reprises d'adjectifs ou de déterminations fournissant des indices sur les circonstances de l'événement, dans des déclarations de représentants de pays latino-américains et dans un article de commentaire du journal *Últimas Noticias* : « *salida de fuerza / forzada* » (« départ *de force/forcé* »). Toutefois, on peut en conclure qu'au vu du nombre d'occurrences du mot *salida*, celui-ci est, somme toute, assez peu utilisée pour référer à l'événement du point de vue de son déroulement même, des circonstances dans lesquelles il a eu lieu.

En définitive, le mot *salida* n'est pas véritablement associé, contrairement à la plupart des désignations commentées jusqu'ici, à des contextes privilégiés ou à un certain type de réactions sur l'événement. Cela tient sans doute au fait qu'il s'agit d'un terme neutre, qui décrit l'événement sans en fournir d'interprétation. Il permet ainsi au journaliste de référer à l'événement sans prendre position sur celui-ci, d'introduire des réactions sur l'événement sans avoir lui-même à se prononcer.

#### **6-4. *Les désignations d'ordre juridique***

On rencontre également un certain nombre de désignations d'ordre juridique. Celles-ci se répartissent en quinze formulations différentes, que nous reportons dans le tableau qui suit.

---

<sup>731</sup> « Le général Manuel Rosendo a négocié le *départ* de Chávez », *El Universal*, 15 avril 2002, « Crónica acerca de un golpe mal planificado ».

Désignation		Nb d'occurrences
<i>alteración</i>	del orden constitucional del proceso democrático	4
<i>atentado</i>	contra el orden institucional	1
<i>interrupción</i>	del orden constitucional del proceso democrático	4
<i>rompimiento</i>	del hilo constitucional del orden constitucional	2
<i>ruptura</i>	constitucional institucional del hilo constitucional del orden democrático del orden constitucional del orden institucional de la institucionalidad	11
<i>quiebre</i>	de la constitucionalidad	1
<b>TOTAL</b>		<b>23</b>

Ces expressions relèvent du vocabulaire du Droit international et font écho, plus particulièrement, aux termes employés dans la Charte démocratique interaméricaine, émise par l'Organisation des Etats Américains, qui prévoit des sanctions pour ses États membres dans lesquels l'ordre constitutionnel est interrompu ou menacé, notamment, la suspension de la participation à ses différents organes pour l'Etat concerné (voir 1.1.3.4) :

[...] *la ruptura del orden democrático o una alteración del orden constitucional que afecte gravemente el orden democrático* en un Estado Miembro constituye, mientras persista, un obstáculo insuperable para la participación de su gobierno en las sesiones de la Asamblea General, [...] y demás órganos de la Organización<sup>732</sup>.

Le préambule de cette charte mentionne par ailleurs une résolution antérieure (AG/RES. 1080 [XXI-O/91]) prévoyant un mécanisme d'action collective applicable dans les situations d'« interruption brusque ou irrégulière du processus politique institutionnel démocratique » (« *interrupción abrupta o irregular del proceso político institucional democrático* »).

<sup>732</sup> « [...] *la ruptura de l'ordre démocratique ou l'altération de l'ordre constitutionnel qui porte sérieusement atteinte à l'ordre démocratique* dans un État membre de l'OEA, constitue, tant que dure la situation, un obstacle insurmontable à la participation de son Gouvernement aux sessions de l'Assemblée générale, [...] et autres organes de l'OEA », *Carta democrática interamericana* (OEA), article 19. Une version française du texte figure également sur le site de l'OEA (<http://www.oas.org>), néanmoins, les termes employés ne sont pas exactement les mêmes (le texte français parle d'« interruption inconstitutionnelle de l'ordre démocratique » et non de « rupture de l'ordre démocratique ») ; nous proposons donc ici une traduction littérale de l'extrait figurant dans la version en espagnol.

Pour ces désignations, on peut donc parler à la suite d'Alice Krieg-Planque (2003) de « performativité de l'identification de l'événement sous une description »<sup>733</sup>, car l'Etat vénézuélien, dans le cas où l'une de ces qualifications soit retenue, pourrait s'exposer à des sanctions internationales<sup>734</sup>. Comme on va le voir, on retrouve cette performativité dans le cas du mot *renuncia* (voir 6.6.1). Néanmoins, les effets potentiellement produits par l'emploi des désignations d'ordre juridique sont totalement opposés à ceux induits par le mot *renuncia*, qui suppose quant à lui, dans le contexte étudié, une légitimation des faits. Il faut souligner par ailleurs que cette performativité dépend du locuteur qui énonce ces désignations ; en effet, la « rupture de l'ordre démocratique » doit être reconnue par les instances internationales pour que ces sanctions soient mises en œuvre.

On observe que ces expressions ont plusieurs types d'expansions, et que les occurrences rencontrées dans notre corpus en sont elles-mêmes bien souvent des reformulations. Toutefois, on peut remarquer qu'au sein de la charte de l'OEA, ces syntagmes sont construits autour des trois noms têtes *ruptura*, *interrupción* et *alteración*. Ce dernier suppose un degré moindre d'atteinte à la démocratie que les deux premiers, car il dit une *perturbation* de la légalité, sans indiquer pour autant, contrairement à *ruptura* et *interrupción*, que la démocratie ait nécessairement cessé d'être.

Concernant le sens général de ces désignations, on remarque qu'elles sont toutes, à une exception près (*atentado*), construites autour de nominalisations dérivées de verbes transitifs. Par conséquent, le complément du nom qui les accompagne (« del orden constitucional », etc.) correspond au complément d'objet<sup>735</sup> de l'énoncé verbal présupposé

---

<sup>733</sup> L'auteure fait à ce sujet la remarque suivante : « les apparitions fantomatiques qui ont lieu dans le couvent des ursulines de Loudun en 1632 sont-elles le symptôme d'*impostures* ou bien de *possession* (Michel de Certeau, [1970] 1990, p. 25) ? L'individualisation finale de l'événement sous cette seconde description, au détriment de la première, a des effets bien observables : la terrible agonie sur le bûcher d'Urbain Grandier après un non moins terrible passage à la question. Ce qu'atteste la mise à mort de Grandier, c'est une *performativité de l'identification de l'événement sous une description* », Krieg-Planque 2003 : note 371 p. 415 (nous mettons les italiques dans la dernière phrase). Sur ce point, voir aussi Krieg-Planque 2006.

<sup>734</sup> D'aspromont (2009) souligne toutefois que l'application des mécanismes prévus par l'OEA se révèle souvent difficile (voir 1.1.3.4).

<sup>735</sup> En effet, comme le fait remarquer Ferenc Kiefer (1998 : 62), « il est plus naturel (et souvent même obligatoire) de réaliser le sujet d'un substantif à structure argumentale dérivé d'un verbe intransitif et de réaliser le complément d'objet d'un substantif événementiel dérivé d'un verbe transitif ». Par ailleurs, on remarquera que certaines des désignations relevées dans le corpus comportent seulement un nom tête et un adjectif (« *ruptura constitucional / institucional* »), néanmoins, au vu de leur ressemblance avec les autres désignations d'ordre juridique, on peut postuler qu'il s'agit d'une ellipse d'une partie du complément du nom (*[del orden] constitucional*), l'adjectif renvoyant donc également à l'objet de l'action.

par la nominalisation. Elles indiquent donc que l'objet de l'« altération », de la « rupture », etc. est l'ordre constitutionnel ou démocratique. Il faut préciser que, ces désignations renvoyant à des expressions plus ou moins figées, le complément du nom en fait partie intégrante ; les noms têtes employés seuls n'auraient d'ailleurs pas du tout le même sens. En revanche, la Charte de l'OEA ne donne aucune précision concernant l'agent de l'action (celui ou ceux qui ont altéré ou interrompu l'ordre constitutionnel), qui, sur le plan syntaxique, devrait être rendu par un complément d'agent introduit par *por* (*la interrupción del orden constitucional por un grupo de militares*, par exemple). Ainsi, l'agent de l'« altération » ou de la « rupture » constitutionnelle peut être le président lui-même qui n'accepterait pas les règles démocratiques, en ne respectant pas le résultat d'élections par exemple. Par conséquent, ces désignations d'ordre juridique ne supposent pas nécessairement la chute du gouvernement. En définitive, ces désignations donnent donc assez peu d'informations sur la nature même de l'événement : elles focalisent plutôt sur ses conséquences juridiques que sur l'événement lui-même.

## 6-5. Les désignations d'ordre juridique dans le corpus

Ces désignations sont presque toujours attribuées à des observateurs qui commentent l'événement (la communauté internationale, des ONG et des organisations intergouvernementales). Elles n'apparaissent dans le corpus que le 13 avril, et sont un peu plus fréquentes à cette date (13 occurrences) qu'à celle du 15 avril, où l'on compte tout de même huit occurrences. Ce jour-là, elles font essentiellement référence à la résolution de l'OEA, émise le 13 avril, qui déclare condamner l'« altération de l'ordre constitutionnel ».

a. La Organización de Estados Americanos (OEA) condenó ayer la “*alteración del orden constitucional en Venezuela*”<sup>736</sup>.

Dans l'ensemble du corpus, leur emploi s'accompagne souvent d'appels à l'action qui viennent expliciter les enjeux juridiques contenus dans la désignation. Il s'agit généralement d'un appel à l'application des mécanismes prévus par la Charte démocratique (b), d'un appel au retour à l'ordre constitutionnel par le biais d'élections

---

<sup>736</sup> « L'organisation des Etats Américains (OEA) a condamné hier l'“altération de l'ordre constitutionnel au Venezuela” », *Últimas Noticias*, 15 avril 2002



libres (c), ou – dans deux énoncés seulement – d’un appel à ne pas reconnaître le gouvernement de transition (d).

b. Provea [...] requirió la convocatoria inmediata del Consejo Permanente de la Organización de Estados Americanos y la aplicación de la Carta Democrática, que permite la expulsión de Venezuela del citado organismo, “ante la ruptura del orden constitucional” ..<sup>737</sup>

c. Diecinueve presidentes latinoamericanos condenaron lo que llamaron la *ruptura del orden democrático* en Venezuela e instaron a que se realicen elecciones libres en el país<sup>738</sup>.

d. el consenso de la “reunión informal privada” se inclinó, [...] , a afirmar que en Venezuela sí hubo una *interrupción del orden constitucional*, y por lo tanto no se debía reconocer como legítimo al “gobierno de transición” de Pedro Carmona<sup>739</sup>.

On constate toutefois que l’utilisation de ces termes ne s’accompagne jamais d’une réelle condamnation des circonstances dans lesquelles s’est produit le changement de gouvernement. Cela concorde bien avec les remarques que nous avons faites sur le signifié de ces désignations, qui focalisent sur la situation juridique découlant des événements plutôt que sur les événements eux-mêmes.

A l’instar de ce que nous avons observé dans les titres et les Unes, ces désignations d’ordre juridique sont bien souvent associées à des verbes exprimant la condamnation ou la désapprobation, principalement, les verbes « lamentar » (« regretter », « déplorer », 3 occurrences) et « condenar » (« condamner », 8 occurrences) :

e. El presidente brasileño, Fernando Henrique Cardoso, **lamentó** la ruptura de la *institucionalidad* en Venezuela<sup>740</sup>

f. Miguel Angel Rodríguez, junto a Ricardo Lagos, **condenó** la *interrupción del orden constitucional*<sup>741</sup>.

---

<sup>737</sup> « Provea [...] a demandé la convocation immédiate du Conseil Permanent de l’Organisation des Etats Américains et l’application de la Charte Démocratique, qui permet l’expulsion du Venezuela de cet organisme, “face à la rupture de l’ordre constitutionnel” », *El Universal*, 13 avril 2002.

<sup>738</sup> « Dix-neuf présidents latino-américains ont condamné ce qu’ils ont appelé la rupture de l’ordre démocratique au Venezuela et ont appelé à la réalisation d’élections libres dans le pays », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>739</sup> « Le consensus de la “réunion privée informelle” s’est accordé [...] à affirmer qu’il y a bien eu une rupture de l’ordre constitutionnel au Venezuela, et que par conséquent le “gouvernement de transition” de Pedro Carmona ne devait pas être reconnu comme légitime », *El Nacional*, 15 avril 2002.

<sup>740</sup> « Le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, **a déploré** la rupture de l’ordre institutionnel au Venezuela », *El Nacional*, 13 avril.

Or, comme nous l'avons déjà souligné (5.1.1.4.2), la désapprobation exprimée par le verbe est inséparable du choix de la désignation et de la catégorisation qu'elle suppose. Ces énonciateurs ne condamnent pas seulement *les événements*, mais le fait qu'il s'agisse d'une « rupture » ou d'une « interruption de l'ordre constitutionnel ». Autrement dit, dans ces énoncés où la désignation est introduite par un verbe de condamnation, la nomination de l'événement constitue (aux côtés de la condamnation) l'objet même de la déclaration. A travers l'emploi de ces verbes introducteurs, le journaliste met ainsi l'accent, d'une part, sur la désignation employée par l'énonciateur second et d'autre part, sur le fait que ces énonciateurs procèdent à une qualification des faits en même temps qu'ils les condamnent.

Par ailleurs, ces désignations apparaissent à deux reprises dans du DD, et à six reprises dans des îlots textuels (voir *supra* exemples a, b et ci-dessous, exemple g) :

g. El presidente Alejandro Toledo dijo que “es preocupante” la “*ruptura institucional*” producida con la salida de Hugo Chávez del poder<sup>742</sup>

Avec le DD et les IT, le discours cité est très nettement séparé du discours citant. Cela distingue donc ces désignations d'ordre juridique des autres désignations que nous avons commentées jusqu'ici, qui lorsqu'elles sont attribuées à des énonciateurs seconds, sont généralement rapportées en DI ou en DN, qui sont deux formes de DR où la prise en charge de la désignation est ambiguë. Dans la mesure où ils se trouvent intégrés à une déclaration rapportée, ces IT peuvent être interprétés sans problème comme relevant de l'énonciateur dont les propos sont retranscrits<sup>743</sup>. Comme le fait remarquer Marie Veniard, l'IT est une façon d'émphatiser le fragment qui se trouve entre les guillemets, le journaliste « soulign[ant] ainsi l'enjeu posé par les éléments placés dans les îlots » (Veniard 2005 : 102). Il ressort donc de ces emplois qu'à travers l'utilisation de verbes introducteurs exprimant la condamnation et / ou à travers les IT, les journaux mettent l'accent sur l'acte de nommer l'événement, ainsi que sur les désignations employées, afin de « souligner la position de l'énonciateur dans le conflit » (Veniard 2005 : 106). De cette façon, ils mettent

---

<sup>741</sup> « Miguel Angel Rodríguez [président du Costa Rica], ainsi que Ricardo Lagos [président du Chili], **ont condamné l'interruption de l'ordre constitutionnel** », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>742</sup> « Le président Alejandro Toledo a dit que la “*rupture institutionnelle*” produite par le départ de Hugo Chávez du pouvoir “est préoccupante” », *El Universal*, 13 avril 2002.

<sup>743</sup> Si nous apportons cette précision, c'est parce que l'IT peut également être interprété comme une mise à distance par le locuteur d'un mot ou d'un groupe de mots, sans que ces derniers soient nécessairement attribués à un énonciateur autre ; les guillemets indiquent alors seulement la « non-coïncidence du dire » (Authier-Revuz 1995), laissant alors au lecteur le soin d'interpréter cette mise à distance.

en évidence les enjeux juridiques et diplomatiques dont ces désignations sont porteuses et la prise de position qu'elles impliquent, pour ceux qui les emploient, quant au caractère illégal de l'événement, ou plus précisément, quant au caractère illégal de la situation qu'il a provoquée.

## **6-6. Les désignations « orientées » supposant la chute de Hugo Chávez**

### **6-6.1. Le mot *renuncia***

*Renuncia* est une nominalisation dérivée du verbe *renunciar* (García de Diego : 1954). Comme l'indique le dictionnaire en ligne de la *Real Academia*, ce terme peut désigner à la fois « l'action de renoncer ou de démissionner »<sup>744</sup> – (acception 1), « la lettre ou le document contenant la démission » (2), ou l'« abandon volontaire de quelque chose que l'on possède, ou du droit qu'on a sur elle » (3) :

#### **renuncia.**

1. f. Acción de renunciar.
2. f. Instrumento o documento que contiene la renuncia.
3. f. Dimisión o dejación voluntaria de algo que se posee, o del derecho a ello.

Considéré hors contexte, le mot *renuncia* – tout comme *salida* – ne dénote donc, pas en soi, la chute d'un gouvernement. Mais dans la mesure où il est utilisé, dans le contexte étudié, pour désigner la démission d'un président de la République il suppose, de fait, la chute du gouvernement. Néanmoins, il opère une catégorisation de l'événement encore plus étroite que *caída* et *salida* car, à la différence de ces deux désignations, il donne, comme on va le voir, des indications sur les circonstances concrètes de la chute de Hugo Chávez.

Comme on l'a déjà évoqué, *renuncia* est une désignation qui a une importance toute particulière dans le cadre des faits étudiés, puisque ce terme figure dans le préambule de l'Acte de Constitution du gouvernement provisoire :

---

<sup>744</sup> On notera que la définition originale ne mentionne qu'un seul verbe, « renunciar » ; nous expliquons par la suite la double possibilité de traduction, en français, par « renoncer » ou « démissionner ».

**Considerando:** Que Hugo Chávez Frías en el día de ayer, presentó *su renuncia* al cargo de Presidente de la República ante el Alto Mando de la Fuerza Armada Nacional, [...] con lo cual se ha configurado un vacío constitucional de poder [...] <sup>745</sup>

L'emploi de ce terme pour référer à l'événement « oriente » donc ce dernier vers une « description » des faits (pour reprendre les mots de Quéré 1994) très précise, qui correspond à celle figurant dans le décret d'instauration du gouvernement de transition. Il convient de rappeler que le terme *renuncia* apparaît dans la Constitution vénézuélienne elle-même, qui stipule que la démission du président de la République est considérée comme un cas d'empêchement absolu à l'exercice de sa fonction :

Serán faltas absolutas del Presidente o Presidenta de la República : su muerte, su *renuncia*, o su destitución decretada por sentencia del Tribunal Supremo de Justicia [...] <sup>746</sup>

Le mot *renuncia*, dans le contexte étudié, a par conséquent un caractère performatif, dans la mesure où c'est la catégorisation de l'événement comme *démission* du président de la République qui permet de légitimer l'instauration d'un gouvernement de transition, de la présenter comme une procédure légale au regard de la Constitution <sup>747</sup>. On peut ainsi parler, de nouveau, de « performativité de l'événement sous une description » (voir 6.4).

Dans ces emplois, le terme *renuncia*, a donc éminemment un caractère juridique. Toutefois, il faut noter qu'il existe en espagnol un parasynonyme de *renuncia*, le mot *dimisión*, dont on relève également quelques occurrences dans notre corpus pour faire référence à la cessation de fonction du président Hugo Chávez. Il semble intéressant, par conséquent, de voir ce qui distingue ces deux mots. Nous nous reportons pour cela aux définitions des verbes dont ils sont issus, car elles fournissent plus d'éléments que celles des noms eux-mêmes. Ainsi, on constate que dans la définition qu'en donne le dictionnaire de *María Moliner*, le verbe *dimitir* renvoie seulement au fait de se démettre d'une fonction :

---

<sup>745</sup> « **Considéran**t : qu'au jour d'hier, Hugo Chávez Frías a présenté sa *démission* du poste de Président de la République devant le Haut Commandement des forces armées nationales, [...] en conséquence de quoi s'est constituée une vacance constitutionnelle de pouvoir [...] », préambule de l'« Acte de constitution du gouvernement de transition démocratique et d'unité nationale » (voir annexe 8).

<sup>746</sup> « Seront considérées comme des cas d'empêchement absolu à l'exercice de la fonction de Président ou de Présidente de la République : la mort, la démission, ou la destitution décrétée par jugement du Tribunal Suprême de justice [...] », *Constitución de la República Bolivariana de Venezuela*, article 233.

<sup>747</sup> Rappelons que la question de savoir si la démission de Hugo Chávez a bel et bien eu lieu constitue toujours l'une des zones d'ombres de ces événements (voir 1.1.3.3).

**Dimitir** (Del lat. *dimittĕre*) intr. (*de*): Comunicar alguien a la autoridad correspondiente o a las personas a quien corresponde el nombramiento, su decisión de abandonar cierto cargo que desempeña: “Ha dimitido de presidente de la comisión”. **tr.** Con el nombre del cargo, se usa como transitivo: “Dimitir la presidencia”. => Empleo<sup>748</sup>

Quant au verbe *renunciar*, il en donne la définition suivante :

**Renunciar** (del lat. *renuntiāre*) **1 tr. e intr.** [...] Desprenderse voluntariamente, en especial con sacrificio, de algo que se tiene: ‘Renunció a la corona’. ■ **Intr.** Desistir, por fuerza o por sacrificio, de hacer algo que se proyectaba o se deseaba hacer: ‘Ha tenido que renunciar al viaje por la enfermedad de su madre. A pesar de sus años, no renuncia a divertirse’. ■ Declararse dispuesto a no reclamar, pedir o recibir algo a lo que se tiene derecho: ‘Renuncia a su parte de herencia en favor de su hermana’. [...] <sup>749</sup>

On constate que ce mot a une forte dimension psychologique – qui apparaît notamment à travers l’emploi des termes « voluntariamente » et « sacrificio » – et s’approche davantage du verbe français « renoncer » que du verbe « démissionner », l’acception juridique soulignée pour le nom *renuncia* étant même absente de cette définition<sup>750</sup>.

Une consultation de la base de données en ligne de la *Real Academia* (CREA) montre en effet que le mot *renuncia* est employé tantôt dans le sens de « démission » (acception juridique : exemple (a)), tantôt dans le sens de « renonciation » (acception psychologique : exemple (b)), tandis que le mot *dimisión* est quant à lui employé presque exclusivement dans cette seconde acception (c)<sup>751</sup> :

---

<sup>748</sup> « Communiquer à l’autorité concernée ou aux personnes responsables du recrutement sa décision d’abandonner un poste que l’on occupe : “Il a démissionné [du poste] de président de la commission”. **Tr.** Il peut être utilisé comme transitif avec le nom du poste : “Démissionner [de] la présidence”. => Emploi », dictionnaire *María Moliner*, article « dimitir ».

<sup>749</sup> « (du lat. *renuntiāre*) **1 tr. et intr.** [...] Se separar voluntariamente, en particular por el sacrificio, d’une chose que l’on possède : “Il a renoncé à la couronne”. ■ **Intr.** Arrêter, par la force ou le sacrifice, de faire une chose que l’on prévoyait ou que l’on souhaitait faire : “Il a dû renoncer au voyage parce que sa mère était malade. Malgré les années, il ne renonce pas à se divertir”. ■ Se declarar dispuesto a no reclamar, demander ou recevoir une chose à laquelle on a droit : “Il a renoncé à une partie de son héritage au bénéfice de sa sœur ”.

<sup>750</sup> Les autres acceptions proposées par le dictionnaire, que nous n’avons pas reportées ici, sont une acception ironique, une acception peu usitée (mépriser, abandonner) et une acception propre au domaine du jeu. Aucune d’entre elle ne concerne donc le domaine juridique.

<sup>751</sup> Même si on trouve, dans les énoncés relevés pour l’Espagne, quelques occurrences de *dimisión* employé au sens figuré.

- a. Los peruanos seguían con gran expectativa la “minicrisis” de Gobierno generada con la *renuncia* del ministro [...] <sup>752</sup>
- b. Venezuela no saldrá adelante por la *renuncia* a “lo venezolano”, sino por la potenciación de lo mejor de nosotros. <sup>753</sup>
- c. La repentina *dimisión* del vicepresidente de Chrysler Gerard Greenwald <sup>754</sup>

La recherche sur la base CREA fait également apparaître que le mot *dimisión* est relativement peu employé en Amérique latine (beaucoup moins qu’en Espagne <sup>755</sup>), ce qui peut expliquer le fait que, dans notre corpus, il soit beaucoup moins utilisé que *renuncia* pour renvoyer à la « démission » de Hugo Chávez (5 occurrences de *dimisión* pour 51 de *renuncia*).

Néanmoins, la comparaison du signifié de ces deux termes permet de mettre en évidence le caractère polysémique du mot *renuncia*. Cet aspect ne nous semble pas anodin dans le contexte étudié car il faut rappeler que, dans le décret de constitution du gouvernement provisoire, Hugo Chávez est tenu pour responsable des actes de violence survenus durant les manifestations du 11 avril (voir 1.1.3.1). La cessation de fonction du président de la République peut donc apparaître comme une renonciation à sa fonction relevant presque du sacrifice, celui-ci ne pouvant continuer d’assumer le pouvoir après une telle répression. Ainsi, si dans des énoncés comme « firmar la renuncia » ou « presentar su renuncia » (où le terme *renuncia* lui-même ne désigne pas l’événement, mais le document ou la déclaration de démission) le caractère juridique du terme semble primer, dans des énoncés comme « la renuncia del presidente » ou « la renuncia de Hugo Chávez a la Presidencia de la República », les acceptions psychologique et juridique du mot *renuncia* peuvent cohabiter.

---

<sup>752</sup> « Les péruviens suivaient avec de grandes attentes la “minicrise” de Gouvernement provoquée par la *démission* du ministre [...] », El Universal, 08/09/1996.

<sup>753</sup> « Le Venezuela ne s’en sortira pas *en renonçant* à la “vénézolanité”, mais en favorisant ce qu’il y a de meilleur en nous », El Nacional, 17/01/1997.

<sup>754</sup> « La *démission* soudaine du vice-président de Chrysler Gerard Greenwald », El Tiempo, 01/06/1990 (Colombia)

<sup>755</sup> En effectuant une recherche sur la base CREA de la *Real Academia* avec le mot clé *dimisión*, on obtient en effet un résultat de 139 occurrences apparaissant dans des énoncés journalistiques provenant d’Amérique latine, pour 2250 occurrences dans des énoncés journalistiques provenant d’Espagne. A titre de comparaison, en prenant pour mot-clé le syntagme nominal « la renuncia » (afin d’écarter les occurrences du verbe *renunciar* à la 3<sup>ème</sup> personne du singulier), on obtient 650 occurrences pour les pays d’Amérique latine et 303 pour l’Espagne.

Il faut également signaler, à ce propos, le caractère performatif<sup>756</sup> du verbe *renunciar*, ce qui apparaît très clairement à travers son étymologie : le verbe latin dont il est issu, *renuntiare*, est formé du substantif *nūntiūs*, signifiant « messager », « annonceur »<sup>757</sup>, et du préfixe *re-* indiquant un mouvement en arrière, et a le sens de « annoncer le retrait de » (Corominas 1980-1991 et Benaben 2000, article « nuncio »). Plus exactement, démissionner ou renoncer, au sens juridique (renoncer à un droit, à un héritage), sont des actions qui s'effectuent par le biais d'actes de langage : c'est en prononçant les mots « je démissionne » ou « je renonce » (la preuve écrite étant généralement nécessaire), que l'on accomplit l'acte de démissionner ou de renoncer. En revanche, renoncer, au sens psychologique ne passe pas nécessairement par un énoncé performatif, mais peut se traduire seulement au niveau factuel : il suffit en effet d'annuler un départ en vacances préalablement prévu, pour « renoncer » à des vacances (sans avoir à dire explicitement « je renonce à ces vacances »). Par ailleurs, il faut rappeler qu'un verbe performatif n'a cette valeur que s'il est formulé au présent de l'indicatif et à la première personne du singulier, ce qui pose donc problème, pour *renunciar*, au niveau de l'interprétation tant de l'énoncé verbal à la troisième personne du singulier, que de la nominalisation, qui nous intéresse ici. La question se pose en effet de savoir si des énoncés tels que *Chávez renunció (a la presidencia)* ou *la renuncia de Chávez (a la presidencia)* sont la reprise d'un énoncé performatif à la première personne du singulier prononcé par Hugo Chávez (*Yo [Hugo Chávez] renuncio a la presidencia*), ou s'il s'agit d'une simple description, ou plus précisément, d'une interprétation de son comportement (Hugo Chávez a quitté le pouvoir, il a donc montré, par son comportement, qu'il renonçait au pouvoir, il s'agit par conséquent d'une *renonciation* au pouvoir). Ainsi, dès lors qu'elle ne se présente pas comme la reprise immédiate d'un énoncé qui permettrait de l'expliciter, la nominalisation *renuncia* demeure une désignation foncièrement équivoque.

Enfin, on peut souligner que, du point de vue sémantique, *renuncia* renvoie à un acte individuel et délibéré. On sait, bien sûr, qu'une renonciation ou une démission peuvent être le résultat de pressions, avoir lieu sous la menace ; néanmoins, cet aspect n'est pas contenu dans le signifié même du mot *renuncia*. Du point de vue morphosyntaxique, il

<sup>756</sup> Pour une définition des verbes performatifs, voir 5.1.1.1.

<sup>757</sup> Le latin *nūntiūs* a donné en espagnol le substantif *nuncio*, qui, par l'intermédiaire de l'italien (*nunzio*), a pris « le sens particulier d'agent diplomatique du Saint-Siège », ou nonce (Benaben 2000, voir aussi Corominas 1980-1991, article *nuncio*)

centre l'événement sur un seul acteur, car, lorsqu'il est accompagné d'un complément du nom introduit par *de* (*la renuncia de Hugo Chávez*), celui-ci renvoie nécessairement à l'agent de l'action : celui qui démissionne ou qui renonce<sup>758</sup>. Dans le contexte étudié, l'emploi de cette désignation centre donc totalement l'événement sur la personne de Hugo Chávez et n'induit pas, en soi, la présence d'un autre groupe d'acteurs ayant un rôle dans l'événement, comme dans le cas du mot *derrocamiento* (renversement), par exemple (voir 6.3).

## 6-6.2. Le mot *renuncia* dans le corpus

Le mot *renuncia* est la deuxième désignation de l'événement la plus fréquente, après *golpe de Estado*. Comme les autres désignations, c'est le 13 avril qu'elle est le plus employée. C'est dans *El Universal* que l'on en recense le plus d'occurrences ; néanmoins, il faut préciser que nous avons comptabilisé les occurrences relevées dans les deux éditions publiées par ce journal le 12 avril – en ne comptant pour la troisième édition que celles qui n'étaient pas présentes dans la deuxième – ce qui explique que la fréquence de *renuncia* y soit plus élevée que dans les deux autres journaux pour cette date.

### Le mot *renuncia* : fréquences par jour et par journal

	12-avr	13-avr	14-avr	15-avr	TOTAL
<i>El Nacional</i>	3	13			16
<i>El Universal</i>	12	6		4	22
<i>Últimas Noticias</i>	2	7	1	1	11
<b>TOTAL</b>	17	26	1	5	49

La fréquence par énonciateur a été indiquée dans le tableau qui suit ; mais il convient, comme on va le voir, de compléter cette présentation simplifiée des résultats par une étude qualitative.

<sup>758</sup> Le verbe *renunciar* peut être transitif (*Chávez renunció*) ou intransitif direct (*Chávez renunció a la presidencia*) : le mot *renuncia* peut donc également recevoir des compléments introduits par *a* : *la renuncia de Hugo Chávez a la presidencia*. Dans ce cas, le complément introduit par *a* renvoie à l'objet auquel l'agent, Hugo Chávez, renonce ; ce dernier reste donc, dans tous les cas, agent, ou « maître » du procès.



### Le mot *renuncia* : fréquence par énonciateur

	Journal			Chavistes			Militaires			Observateurs			Juristes			Autres			TOTAL
	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	
12-avr		5			4		2	2	2							1	1		17
13-avr	7	2	4	1	4	1				3		1	1		1	1			26
14-avr															1				1
15-avr		3	1		1														5
<b>TOTAL</b>	22			11			6			4			3			3			49

Les occurrences de *renuncia* relevées le 12 avril apparaissent principalement dans trois catégories d'énoncés. La première catégorie d'énoncés (présente essentiellement dans *El Universal*) correspond au récit des négociations entreprises par les militaires pour obtenir la démission de Hugo Chávez, ou des circonstances concrètes dans lesquelles cette dernière a eu lieu (le mot *renuncia* désignant alors le texte de démission et non l'événement lui-même). Les énoncés de la deuxième catégorie sont des déclarations rapportées de militaires rapportant à leur tour la demande de démission adressée par le Général en chef des Forces Armées au président – celle-ci n'étant donc jamais rapportée directement :

- a. “Esto no tiene vuelta atrás, el general Lucas Rincón *le pidió la renuncia al Presidente* y esperamos que tome la decisión”, dijo el vicealmirante Bernabé Carrero Cuberos<sup>759</sup>

De nouveau ici, le mot *renuncia* ne peut être considéré comme une désignation d'événement, puisque celui-ci ne s'est pas encore produit. La dernière catégorie d'énoncés correspond à l'annonce de la démission de Hugo Chávez. Aucun énoncé de cette catégorie n'est relevé dans les articles de *Últimas Noticias*, qui n'annonce la nouvelle qu'en Une. Il est intéressant de remarquer que l'annonce de démission formulée par le président lui-même n'apparaît que dans un seul article de *El Universal*, citant un extrait de la lettre de démission que ce dernier aurait, selon ce journal, écrite et signée<sup>760</sup>. Qui plus est, la source citée par le locuteur-journal est un autre média, la radio vénézuélienne *Unión Radio* :

<sup>759</sup> « “Il n'y a pas de retour en arrière possible, le général Lucas Rincón a demandé au Président sa démission et nous attendons qu'il prenne sa décision” a dit le vice-amiral Bernabé Carrero Cuberos », *Últimas Noticias*, 12 avril 2002, « Su renuncia abrirá nuevos tiempos ».

<sup>760</sup> Nous employons ici le conditionnel, dans la mesure, où comme nous l'avons indiqué dans le premier chapitre, l'existence de cette lettre de démission a été par la suite largement contestée.

b. “[...] con base en el 233 de la Constitución *presento mi renuncia irrevocable a la presidencia* que hasta el día de hoy he ostentado”, dice la carta firmada por Chávez, **según reportó Unión Radio**<sup>761</sup>.

Le communiqué du général Lucas Rincón, par lequel est annoncée dans les médias la démission du président, n’est lui-même rapporté qu’une seule fois en DD (énoncé (c)) : dans les autres énoncés, l’annonce de cette nouvelle est toujours formulée au moyen d’une intrication de propos rapportés, si bien qu’il est parfois malaisé de déterminer si la démission est considérée comme ayant effectivement eu lieu (d) :

c. “[...] Ante tales hechos se le solicitó al señor Presidente *la renuncia* de su cargo, la cual aceptó”, dijo el inspector de la FAN<sup>762</sup>

d. El comandante general del Ejército, Efraín Vásquez Velasco, **anunció** esta madrugada **que el ministro de la Defensa le había comunicado** la decisión del Presidente, **quien negoció su renuncia** con una comisión de enlace constituida por dos generales<sup>763</sup>.

Le 13 avril, le mot *renuncia* apparaît dans les propos d’énonciateurs réagissant à l’événement, qui sont présentés, le plus souvent, comme contestant cette désignation. Il s’agit principalement d’énonciateurs chavistes : une même déclaration de la fille de Hugo Chávez affirmant que son père lui a assuré ne pas avoir démissionné est notamment rapportée dans deux des journaux (e). La remise en cause de la démission du président apparaît généralement à travers les modalisateurs ou les adjectifs qui sont associés au terme *renuncia*, comme on peut le voir ici avec le modalisateur « supuesta » (e), ou l’adjectif « falsa » à la fois mis à distance et emphatisé au moyen d’un îlot textuel (f) :

e. “Nos pidió comunicarles que [...] nunca renunció, fue un golpe de Estado que quieren taparlo con **una supuesta renuncia**”, dijo su hija<sup>764</sup>.

---

<sup>761</sup> « [...] sur la base de [l’article] 233 de la Constitución *je présente ma démission irrévocable à la présidence* que j’ai assumée jusqu’à ce jour” dit la lettre signée par Chávez, **selon ce qu’a rapporté Unión Radio** », *El Universal*, 12 avril 2002, 3<sup>ème</sup> édition, « Chávez renunció a la presidencia ».

<sup>762</sup> « [...] Face à de tels faits on a demandé au Président *de démissionner* de son poste, ce qu’il a accepté”, a dit l’inspecteur de la FAN [Force Armée Nationale] », *El Universal*, 12 avril 2002, 3<sup>ème</sup> édition, « Lucas Rincón confirmó la renuncia presidencial ».

<sup>763</sup> « Le commandant général de l’Armée, Efraín Vásquez Velasco, **a annoncé** ce matin **que le ministre de la Défense lui avait communiqué** la décision du Président, **qui a négocié sa démission** avec une commission déléguée constituée de deux généraux », *El Nacional*, 12 avril 2002, « Junta provisional de gobierno conducirá la transición ».

<sup>764</sup> « “Il nous a demandé de vous dire que [...] il n’a jamais démissionné, que cela a été un coup d’État qu’ils veulent cacher avec **une supposée démission**”, a dit sa fille », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

f. [...] Francisco Ameliach (MVR) y un grupo de sus parlamentarios denunciaron como “*falsa*” la renuncia de Chávez y aseguró que fue detenido y trasladado a la Policía Militar. “Este es un golpe de Estado”<sup>765</sup>.

C’est donc sur le plan référentiel que cette désignation *renuncia* est mise en cause, la contestation portant en fait sur l’énoncé sous-jacent à la nominalisation : *Chávez renunció*. De plus, la mise en cause de la démission s’accompagne généralement d’une catégorisation de l’événement comme d’un coup d’Etat. On observe que ces déclarations sont presque toujours rapportées en DD, ou parsemées d’îlots textuels, comme si le journaliste cherchait à se distancer de ces propos.

Cette contestation n’est cependant pas partagée par tous les énonciateurs, car chez certains, en revanche, le terme *renuncia* est intégré à l’énoncé sans faire l’objet de marque de distance explicite. Ces derniers sont néanmoins nettement moins nombreux : c’est le cas du président du Salvador (exemple (g)), du premier ministre russe et du vice-président de la Confédération vénézuélienne d’Industriels, *Conindustria*. Chez ces deux derniers énonciateurs, dont les propos sont rapportés dans des articles de la rubrique « Economie », l’événement est envisagé du point de vue de ses conséquences, considérées comme insignifiantes pour l’un (premier ministre russe), et comme positives pour l’autre (représentant de *Conindustria*, voir exemple (h)) :

g. “Consideramos la renuncia del presidente Chávez como la culminación de un proceso largo de polarización, enfrentamientos y abusos de los principios democráticos”, finalizó<sup>766</sup>.

h. Para el 1<sup>er</sup> vicepresidente de Conindustria, Eduardo Gómez Sigala, es indudable que la nueva situación que se le presenta ahora a Venezuela, con motivo de la renuncia del presidente Hugo Chávez Frías, es de mucho optimismo<sup>767</sup>.

Ces énoncés où la désignation *renuncia* n’est pas mise à distance (rapportés exclusivement dans *El Nacional*) font ainsi apparaître comme une évidence l’énoncé verbal sous-jacent à

---

<sup>765</sup> « [...] Francisco Ameliach (MVR) et ses collègues parlementaires ont dénoncé comme “*fausse*” la démission de Chávez et ont assuré que celui-ci avait été arrêté et conduit à la Police Militaire. “Ceci est un coup d’Etat” », *El Universal*, 13 avril 2002.

<sup>766</sup> « “Nous considérons la démission du président Chávez comme l’aboutissement d’un long processus de polarisation, d’affrontement et d’abus des principes démocratiques”, a-t-il conclu », *El Nacional*, 13 avril 2002

<sup>767</sup> « Pour le 1<sup>er</sup> vice-président de Conindustria, Eduardo Gómez Sigala, il est indubitable que la nouvelle situation qui se présente aujourd’hui au Venezuela, suite à la démission du président Hugo Chávez Frías, est très optimiste », *El Nacional*, 13 avril 2002

la nominalisation : *Chávez renunció* ; la démission du président est alors présentée comme un fait établi.

Le terme est également attribué à trois reprises à des juristes qui commentent les aspects juridiques liés à la démission du président de la République. Dans ces énoncés, il est difficile de déterminer si le mot *renuncia* est utilisé pour désigner l'événement lui-même, ou les cas de démission d'un président de la République en général, tels qu'ils sont prévus par la Constitution. Cette ambiguïté apparaît dans l'exemple ci-dessous, dans la mesure où un groupe nominal à article défini peut être interprété comme une description définie et faire référence à un individu, à une entité unique, mais peut aussi avoir une valeur générique et renvoyer alors à une classe. La question se pose donc, dans cet énoncé, de savoir si la démission est considérée comme ayant effectivement eu lieu ou comme une configuration juridique possible :

i. En ese sentido, sí se habría producido un rompimiento del hilo constitucional, pero, insistió la ex magistrada de la Corte Suprema de Justicia, no por razones de fuerza, sino por las imprevisiones de la Carta Magna frente a la forma de suplir la falta absoluta derivada de *la renuncia tanto del presidente como del vicepresidente Ejecutivo de la República*.<sup>768</sup>

Les journaux eux-mêmes, dans leurs éditions du 13 avril, n'adoptent pas tous la même attitude vis-à-vis de cette désignation. Dans *El Universal*, elle est presque toujours attribuée à des énonciateurs chavistes, et lorsqu'elle est assumée, c'est toujours sous l'angle de la *demande* de démission, renvoyant alors aux événements du 11 avril. On peut le voir dans cet exemple extrait d'un article de commentaire, où l'emploi de la première personne du pluriel montre que le journaliste s'inclut dans le groupe des locuteurs appelant à la démission du président :

j. AYER, cuando **caminábamos** hacia Miraflores, conformando la multitud más numerosa que se ha visto en Venezuela, manifestando solidaria y unánime una sola posición, *la solicitud de renuncia* de un presidente mediocre, incompetente, irresponsable [...] <sup>769</sup>.

---

<sup>768</sup> « En ce sens, il y aurait bien eu une rupture de l'ordre constitutionnel, mais, a insisté l'ex-magistrate de la Cour Suprême de Justice, non pas par la force, mais parce que la Constitution n'a rien prévu face à la façon de suppléer l'empêchement absolu dérivant tant *de la démission du président que de celle du vice-président exécutif de la République*. »

<sup>769</sup> « HIER, lorsque nous marchions vers Miraflores, formant la foule la plus nombreuse que l'on ait vue au Venezuela, manifestant de façon solidaire et unanimes une position unique, *la demande de démission* d'un

Quant à *Últimas Noticias*, il présente presque toujours l'existence de la démission de Hugo Chávez comme sujette à caution, ce qui n'est pas sans rappeler que dans ses titres, ce journal se caractérisait par une mise en scène de la polémique sur la nomination de l'événement :

k. Ante la renuncia del presidente, **incluso existe la duda de si tal renuncia se presentó en realidad**, según se desprende de la declaración del Fiscal General, cuál es el panorama jurídico?<sup>770</sup>

Dans *El Nacional*, en revanche, le mot *renuncia* est assumé à plusieurs reprises. Ainsi, dans trois articles d'information économique, le mot est employé sans marque de distance (l), l'événement étant, là encore, envisagé sous l'angle de ses conséquences. Néanmoins, on peut se demander si, dans ce genre d'informations spécialisées, le journaliste ne se contente pas de reprendre les mots de ses sources : deux de ces articles comportent d'ailleurs les mentions des agences de presse prises pour sources (AFP, EFE, et REUTERS), ce qui permet au journaliste de présenter son discours comme la simple reprise d'énoncés produits ailleurs, dont le responsable n'est pas le journal lui-même. Mais le terme *renuncia* est également pris en charge à deux reprises dans l'éditorial du 13 avril, la démission de Hugo Chávez y étant présentée comme un tournant dans l'histoire du Venezuela (m)

l. Los precios del petróleo cayeron *después de la renuncia* del presidente de Venezuela, Hugo Chávez [...] <sup>771</sup>.

m. *La renuncia de Hugo Chávez* a la Presidencia de la República ha sido un episodio de significación histórica, no sólo por las circunstancias en que se llevó a cabo sino por las posibilidades que se le abren a todos los venezolanos <sup>772</sup>.

On peut constater par ailleurs, en observant les énoncés contenant *renuncia* dans les éditions du 13 avril, que le mot *renuncia* n'est que très rarement employé pour faire

---

président médiocre, incompetent, irresponsable [...]», *El Universal*, 13 avril 2002, « Cómplices y responsables ».

<sup>770</sup> « Face à la *démission* du président, **il existe même un doute sur le fait qu'une telle démission se soit réellement produite en réalité**, selon ce qui ressort de la déclaration du Procureur Général, quel est le panorama juridique ? ».

<sup>771</sup> « Les prix du pétrole ont chuté après la *démission* du président du Venezuela Hugo Chávez », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>772</sup> « *La démission de Hugo Chávez* de la Présidence de la République a été un épisode de portée historique, pas seulement en raison des circonstances dans lesquelles elle a eu lieu, mais en raison des possibilités qu'elle ouvre aux Vénézuéliens », *El Nacional*, 13 avril 2002, « Retos y cómplices ».

référence aux circonstances concrètes dans lesquelles la démission du président a eu lieu, autrement dit, à l'événement dans son déroulement, comme nous avons pu le constater dans le cas du mot *salida*.

Enfin, le 15 avril, le terme *renuncia* est très peu utilisé dans le corpus. Comme on peut l'observer dans les exemples ci-dessous, les énoncés où il apparaît mettent l'accent sur le fait que la présumée démission n'a en fait pas eu lieu. Le plus souvent *renuncia* désigne alors plutôt le document, en tant que preuve juridique de la démission, que l'événement en tant que tel (o).

n. Declinó Belisario Landis comentar la actitud asumida por el general en jefe Lucas Rincón Romero, quien anunció *la presunta renuncia* de Chávez<sup>773</sup>.

o. Guaicaipuro Lameda al final se sintió engañado porque *no existía la renuncia*<sup>774</sup>.

Dans *El Nacional*, qui le 13 avril avait été le seul des trois journaux à assumer cette désignation, on ne relève aucune occurrence de *renuncia*.

### 6-6.3. Le syntagme espagnol *golpe de Estado*, calque du syntagme français *coup d'Etat*

Le terme espagnol *golpe de Estado* vient de l'expression figée française *coup d'Etat*, dont il est la traduction littérale, comme le signale le *Diccionario panhispánico de dudas* de la Real Academia Española:

**golpe de Estado.** Calco de la expresión francesa *coup d'État*, 'usurpación violenta del gobierno de un país'. Este calco hace innecesario el uso del original francés, así como el de la voz alemana *putsch*, que aparece ocasionalmente en textos españoles. Debe evitarse asimismo el uso de los derivados híbridos °*putschismo* y °*putschista*, en lugar de las voces españolas *golpismo* y *golpista*<sup>775</sup>.

<sup>773</sup> « Belisario Landis s'est refusé à commenter l'attitude du général en chef Lucas Rincón Romero, qui a annoncé *la supposée démission de Chávez* », *El Universal*, 15 avril 2002.

<sup>774</sup> « En définitive, Guaicaipuro Lameda s'est senti trompé car *la démission n'existait pas* », *El Universal* 15 avril 2002

<sup>775</sup> « Calque de l'expression française *coup d'Etat*, "usurpation violente du gouvernement d'un pays". Ce calque rend superflu l'emploi de l'expression française originale, ainsi que du terme allemand *putsch*, qui apparaît occasionnellement dans des textes espagnols. L'emploi des dérivés hybrides °*putschismo* et °*putschista* au lieu des termes espagnols *golpismo* et *golpista* doit également être évité », *Diccionario*

On peut supposer que la notion même de coup d'Etat est née en France, puisque les expressions italienne *colpo di stato* et portugaise *golpe de Estado* sont construites sur le modèle français, que le mot allemand *staatsstreich* est employé dans le sens français de « renversement de la Constitution » depuis 1848, et que l'anglais a tout simplement emprunté l'expression française *coup d'Etat*, abrégé parfois en *coup* (Hermant 1987 :16). Avant de procéder à un examen lexicologique du terme espagnol *golpe de Estado*, il convient donc de se pencher dans un premier temps sur l'expression française *coup d'Etat*, dont il est issu.

### 6-6.3.1. Retour sur l'histoire et le signifié du syntagme français *coup d'Etat*

Le syntagme *coup d'Etat* est attesté en français dès la fin du 16<sup>e</sup> siècle. En effet, *Le grand Robert de la langue française* date son apparition de 1598, et Emmanuel Cherrier<sup>776</sup> (1999 : 14) signale qu'il apparaît dans les *Lettres historiques* (1556-1594) d'Etienne Pasquier au sujet de l'assassinat du Duc de Guise<sup>777</sup> en 1588 :

Or comme cette mort est un *coup d'Etat*, auquel la contestation sur la ville d'Orléans, a la meilleure part, aussi y fait-on divers commentaires<sup>778</sup>.

Mais Cherrier postule que l'expression était sans doute déjà employée dans le langage courant avant cette date. Le mot *Etat* toutefois, n'est employé dans son sens actuel que depuis la fin du 15<sup>e</sup> siècle (*ibid.*).

---

*panhispánico de dudas*, <http://buscon.rae.es/dpdI/SrvltConsulta?lema=golpe%20de%20Estado>, consulté le 01 mars 2011.

<sup>776</sup> Dans le deuxième chapitre de sa thèse de doctorat en science politique, *18 Brumaire et 2 Décembre. Eléments pour une étude du coup d'Etat*, (chapitre intitulé « Approche des éléments d'une définition »), Emmanuel Cherrier (1999) se penche sur les définitions lexicographiques du terme *coup d'Etat* et relève de nombreux emplois du syntagme dans la littérature, depuis son apparition jusqu'à aujourd'hui. Nous renvoyons donc à ce travail pour une approche détaillée du parcours historique de ce terme.

<sup>777</sup> Le Duc de Guise (1550-1588), était un noble français qui fut notamment l'un des acteurs du massacre de la Saint-Barthélemy et chef de la Ligue – mouvement d'opposition au roi Henri III. Il fut assassiné sur ordre de ce dernier en 1588.

<sup>778</sup> Pasquier Estienne, *Lettres historiques pour les années 1556-1594*, publiées et annotées par Dorothy Thickett (1966), librairie Droz, Genève (Suisse) ; Minard (Ambilly-Annemasse, les Presses de Savoie), Paris.

C'est dans l'ouvrage de Gabriel Naudé (1639), *Considérations politiques sur les coups d'Etat*<sup>779</sup>, que le terme fait pour la première fois l'objet d'une définition sérieuse.

Pour cet auteur, les coups d'Etat sont :

des actions hardies et extraordinaires que les Princes sont contraints d'exécuter aux affaires difficiles et comme désespérées, contre le droit commun, sans garder même aucun ordre ni forme de justice, hazardant l'intérêt du particulier, pour le bien du public

Selon la lecture que fait Emmanuel Cherrier (1999 : 14-19) de cet ouvrage, le terme *coup d'Etat* est ainsi employé par Gabriel Naudé « dans le sens d'acte d'autorité, destiné à permettre au monarque de parer à un danger » (*ibid.* : 17), dans l'intérêt du pays et sans se soucier de la légalité. Par conséquent, le coup d'Etat émane forcément, selon Naudé, des détenteurs du pouvoir (et non de personnes qui chercheraient à s'en emparer). D'autre part, celui-ci peut être fortuit, et non pas nécessairement résulter d'un complot. De plus, pour cet auteur, le coup d'Etat ne va pas toujours à l'encontre de la loi. Légal ou non, il peut par ailleurs parfois être légitime : il se justifie dans la mesure où il permet d'œuvrer pour le bien public. L'œuvre de Naudé et son concept de *coup d'Etat* sont influencés par la théorie de la « raison d'Etat ». Conceptualisée au XIX<sup>e</sup> siècle, principalement par des auteurs italiens, celle-ci consiste en la connaissance des moyens permettant de forger ou de renforcer l'Etat, entendu comme outil de domination des peuples (Cherrier 1999 : 15). On constate donc que le terme *coup d'Etat*, tel qu'il est défini par Naudé, n'avait pas le sens qu'on lui connaît actuellement : il signifiait alors, comme l'indique Daniel Hermant, « coup *de l'Etat* » (1987 : 19, nous mettons les italiques).

Après l'ouvrage de Naudé, le terme va toutefois tarder à se répandre dans le vocabulaire politique. En effet, au cours du 18<sup>e</sup> siècle, l'expression est peu employée. Cherrier (1999 : 20) et Hermant (1987 : 15) remarquent ainsi qu'y compris dans des œuvres ayant largement trait à l'histoire et à la politique, telles que *De l'esprit des lois* de Montesquieu ou *l'Essai sur les Mœurs* de Voltaire, celle-ci n'apparaît pas. Maurice Agulhon (1997 : 20-21) souligne, de son côté, que pendant la Révolution française, pourtant agitée par des luttes intestines pour le contrôle du pouvoir, le terme *coup d'Etat* n'est pas usité. Quant aux événements du 18 Fructidor an V (4 septembre 1797), souvent

---

<sup>779</sup> Cet ouvrage est publié pour la première fois à Rome en quelques exemplaires, puis réédité en 1667.



appelés aujourd'hui « *coup d'Etat* du 18 Fructidor », ils ont rarement été qualifiés de la sorte à cette époque.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et surtout au cours du XIX<sup>e</sup>, l'utilisation du terme *coup d'Etat* va peu à peu devenir plus fréquente. L'histoire du mot est bien sûr marquée par les événements des 18 et 19 brumaire an VIII (9 et 10 novembre 1799), lors desquels Napoléon Bonaparte, alors général, obtient par un coup de force, avec la complicité d'une partie des Directeurs au pouvoir et le soutien de l'armée, une révision de la Constitution grâce à laquelle il deviendra premier consul et seul détenteur du pouvoir effectif. Néanmoins, il est intéressant de signaler que si le « 18 brumaire » de Napoléon Bonaparte est souvent cité comme exemple type de coup d'Etat<sup>780</sup>, lorsqu'il survient, celui-ci est en fait qualifié la plupart du temps par ses contemporains de *révolution*<sup>781</sup> (Cherrier 1999 : 21). En effet à cette époque, comme le souligne Emmanuel Cherrier (1999 : 20), « on attribue toujours le coup d'Etat aux gouvernants, et la révolution au peuple ». Cherrier relève cependant quelques emplois du terme *coup d'Etat* pour désigner le 18 brumaire et note que la concurrence entre *coup d'Etat* et *révolution* pour faire référence à cet événement durera jusque dans les années 1850 (1999 : 20-24). Durant la première moitié du XIX<sup>e</sup>, deux acceptions – au moins – du terme *coup d'Etat* cohabitent donc : l'acception « classique » d'acte décisif émanant des gouvernants, et, commençant à émerger, l'acception actuelle, d'« acte extérieur aux gouvernants, et destiné à les renverser » (Cherrier 1999 : 23).

Mais c'est surtout à partir du coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851, que l'emploi du syntagme se serait véritablement généralisé et qu'il aurait pris le sens qu'on lui connaît aujourd'hui (Hermant 1987 : 16 ; Cherrier 1999 : 23). Rappelons qu'à cette date, Louis-Napoléon Bonaparte, alors président de la République française, parvint, avec l'appui de l'armée, à se maintenir au pouvoir à quelques mois de la

---

<sup>780</sup> C'est le cas, par exemple, du dictionnaire de Littré (1863-1872), qui le donne pour exemple de l'une des diverses définitions qu'il propose du terme *coup d'Etat* : « entreprise violente par laquelle un personnage s'empare du pouvoir (*coup d'Etat du 18 brumaire par lequel Bonaparte devint maître de la France*) », (édition consultée : 1889, tome I, article « coup », nous mettons les italiques). C'est le cas également dans les dictionnaires *Petit Robert* et *Grand Robert*, ou dans le *Trésor de la Langue Française Informatisé*, article « Etat ». Maurice Agulhon parle quant à lui de « l'exemplarité » du 18 Brumaire (1997 : 28), « qui va définir pour plus d'un siècle d'histoire et d'historiographie nationales le coup d'Etat par excellence » (1997 : 34).

<sup>781</sup> Emmanuel Cherrier (1999 : 21) note ainsi que sur les 377 adresses envoyées aux consuls après cet événement, une seule parle de « coup d'Etat », évoquant « une action d'éclat plutôt qu'un acte illégal », tandis que les autres parlent de « révolution » ou de « mémorable (ou immortelle) journée ».

fin de son mandat, en proclamant la dissolution de l'Assemblée nationale et la préparation d'une nouvelle Constitution pour succéder à celle de la Deuxième République. En faisant une recherche sur le corpus Frantext libre de droit, on obtient 6 occurrences du syntagme *coup d'Etat* avant 1851, pour 38 après cette date<sup>782</sup>, ce qui semble montrer que l'utilisation de ce terme s'accroît effectivement à cette période, du moins dans la littérature. Néanmoins, nous restons prudente quant à l'interprétation de ces résultats, puisqu'il ne s'agit pas d'un corpus construit pour cette étude.

Très peu de temps après cet événement, en 1852, paraissent trois ouvrages qui lui sont consacrés : le pamphlet de Victor Hugo *Napoléon le Petit*, dans lequel celui-ci fustige le coup d'Etat et son instigateur, qui l'a contraint à l'exil ; *La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 décembre*, dans lequel Proudhon se refuse à condamner l'événement et cherche à en comprendre les causes historiques ; et *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* de Karl Marx, dans lequel celui-ci cherche à montrer, comme il le précise lui-même, « comment *la lutte des classes* en France créa des circonstances et une situation telles qu'elle permit à un personnage médiocre et grotesque de faire figure de héros »<sup>783</sup>. Dans les ouvrages d'Hugo et de Proudhon le terme *coup d'Etat* est utilisé de nombreuses fois pour désigner cet événement. Quant à Karl Marx, il emploie dans le texte original le terme équivalent allemand *staatsstreich* (voir *supra*), et même, à plusieurs occasions, le terme français *coup d'Etat*.

Un autre exemple de la propagation de l'expression dans le vocabulaire politique est la présence, dans le *Dictionnaire général de la politique* de Maurice Block (1863-1864), d'un article totalement consacré aux « coups d'Etat ». L'empreinte du sens classique du terme s'y lit toujours, car Jules Potet, qui rédige l'article, y considère l'assassinat du duc de Guise ou la Saint Barthélémy comme des coups d'Etat. Néanmoins, l'auteur y évoque la théorie de la raison d'Etat en soulignant que celle-ci est désormais caduque et ne saurait aujourd'hui servir de légitimation aux coups d'Etat :

Voilà donc ce que les siècles antérieurs nous ont légué sur les coups d'Etat. Nous ne ferons pas au lecteur l'injure de réfuter les axiomes souvent exorbitants qu'il aura

---

<sup>782</sup> Recherche effectuée le 7 mars 2011 sur le corpus Frantext libre de droit : site du Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, <http://www.cnrtl.fr/concordance/coup>.

<sup>783</sup> Préface de Karl Marx à la deuxième édition de 1869, p.110 pr l'édition de 2007 citée en bibliographie.

plus d'une fois rencontrés dans les passages qui précèdent. D'ailleurs, ne vivons-nous pas dans une toute autre atmosphère politique que nos aïeux ? Est-ce que le dogme de la souveraineté nationale avait ses croyants par millions lorsque des hommes classés parmi les plus estimables, l'élite de leur époque, ne reculaient pas devant des moyens qui nous inspireraient aujourd'hui une horreur insurmontable ! (Maurice Block, 1863-1864, article « coups d'Etat » : 584)

De plus, Potet inclut également, dans la série des coups d'Etat, les événements du 2 décembre 1851, ainsi que ceux du 18 brumaire an VIII. Or, pour ce dernier, il ne s'agit pas d'un acte provenant du gouvernement, mais bien d'une entreprise menée depuis l'extérieur.

Le coup d'Etat du 2 décembre semble ainsi marquer un tournant dans le parcours historique du terme *coup d'Etat*, et ce, à au moins deux niveaux. D'une part, celui-ci connaît une extension de sens, dans la mesure où il peut référer désormais à des actes n'émanant pas du gouvernement lui-même (notamment au 18 Brumaire). D'autre part, il semblerait que la valeur négative dont le terme est aujourd'hui investi soit due, pour une large part, à cet événement. En effet, bien que celui-ci ait joui, auprès du clergé ou des paysans, d'une grande popularité, il fut blâmé par certaines franges de la population, en particulier au sein des républicains, dont les mouvements de résistance au coup d'Etat furent durement réprimés. Il gardera ainsi dans l'histoire, contrairement au 18 brumaire, une image assez négative. L'historien Éric Anceau (2009 : 24) écrit ainsi à propos de cet événement qu'« il a permis aux républicains de s'ériger en défenseurs du droit et de faire du coup d'Etat le mal absolu. Depuis le 2 décembre 1851, qui se dit républicain en France ne peut prêter la main à un coup d'Etat, ni s'en faire l'apologiste ». De plus, la notion cesse d'être liée à l'idée de « raison d'Etat » ou de bien public (Hermant 1987 : 19), comme le montrent les remarques faites à ce sujet par Jules Potet dans le *Dictionnaire général de la politique* de Maurice Block (1863-1864). Ainsi, les détracteurs du coup d'Etat du 2 décembre ne voient en lui qu'un acte illégitime.

Dans son ouvrage *Coup d'Etat et République*, Maurice Agulhon montre que la notion de coup d'Etat est associée, dans l'imaginaire politique français, au bonapartisme : les coups d'Etat des Bonaparte sont en effet, selon lui, les « coups d'Etat exemplaires, typiques » (1997 : 10), et celui du 18 Brumaire « va définir pour plus d'un siècle d'histoire et d'historiographies nationales le coup d'Etat par excellence » (*ibid.* : 34). On peut donc

noter que la mémoire du syntagme *coup d'Etat* est marquée par un événement qui, lorsqu'il est survenu, n'a pas été qualifié comme tel par ses contemporains. Pour cet auteur, l'aversion française pour le coup d'Etat serait le pendant de la tradition républicaine de notre pays, héritée de la période de la Révolution française, et totalement incompatible avec le bonapartisme :

La répulsion contre le coup d'Etat, point culminant de la répulsion générale contre le bonapartisme est la conséquence logique d'un attachement à la république, perçue comme un Etat de droit, rigoureux dans le respect des lois. (Agulhon 1997 : 81)

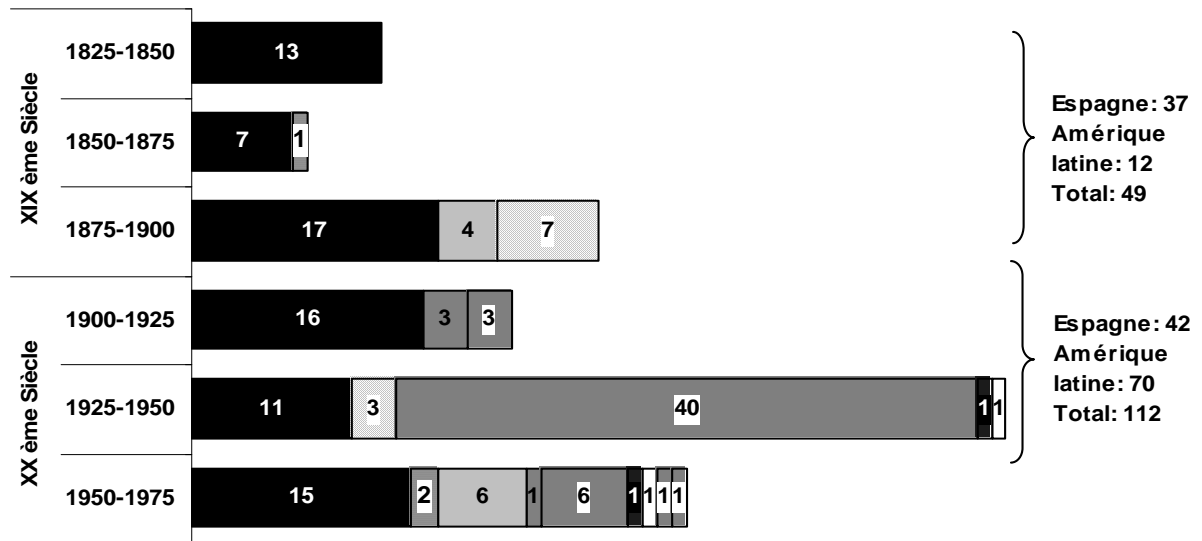
### 6-6.3.2. Le syntagme espagnol *golpe de Estado*

Quant au syntagme espagnol *golpe de Estado*, il apparaît dans le dictionnaire de la *Real Academia*<sup>784</sup> en 1869 (article « golpe »), soit à peine vingt ans après que l'expression française se soit répandue dans le vocabulaire politique français, avec le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte du 2 décembre 1851. Il se propage assez rapidement dans la langue espagnole : une consultation de la base de données CORDE<sup>785</sup> de la *Real Academia* montre que le terme *golpe de Estado* apparaît en fait dans la littérature espagnole dès 1836 – soit avant même qu'il ne soit accepté dans le dictionnaire de la *Real Academia* – puis qu'il entre dans la littérature latino-américaine à partir du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. On peut l'observer dans le graphique qui suit, qui a été réalisé à partir des résultats obtenus dans cette base de données.

### **Répartition des occurrences de *golpe de Estado* en Espagne et en Amérique latine entre 1836 et 1975 (corpus CORDE)**

<sup>784</sup> Recherche effectuée dans la rubrique « Nuevo Tesoro Lexicográfico de la lengua española » du site de la *Real Academia Española* : <http://www.rae.es/>, consulté le 20 mai 2011.

<sup>785</sup> « Le Corpus diachronique de l'espagnol (CORDE) est un corpus textuel regroupant toutes les époques et tous les lieux où l'on a parlé espagnol, depuis les débuts de la langue jusqu'à l'année 1975, date qui constitue la ligne de démarcation avec le Corpus de référence de l'espagnol actuel (CREA) », <http://www.rae.es/>, rubrique « Banco de datos », consulté le 20 mai 2011. Nous traduisons.



TOTAL: Espagne = 79 occurrences. Amérique latine = 82 occurrences

■ Espagne - 1836* (79**)	■ Argentine - 1870 (3)	■ Chili - 1882 (10)	■ Guatemala - 1898 (10)
■ Mexique 1900-1902 (4)	■ Pérou - 1924 (49)	■ Cuba - 1943 ? (2)	■ Venezuela - 1947 (2)
■ Porto Rico - 1957 (1)	■ Colombie - 1965 (1)		

\* Date de première occurrence dans le corpus CORDE.

\*\* Nombre d'occurrences

L'échantillon recueilli à partir de ce corpus ne peut être considéré comme représentatif de l'évolution des emplois du syntagme *golpe de Estado* dans la langue espagnole pendant deux siècles<sup>786</sup>, mais il permet toutefois d'en discerner quelques tendances. On observe ainsi qu'en Amérique latine, sa fréquence d'emploi est assez faible au XIX<sup>e</sup> siècle, la première occurrence du terme relevée pour cette région datant de 1870 (en Argentine), tandis qu'au XX<sup>e</sup> siècle, les occurrences du syntagme sont plus nombreuses en Amérique latine qu'en Espagne. Malgré son apparition tardive sur le continent américain – si l'on en croit les résultats obtenus dans la base de données de la *Real Academia* – l'expression *golpe de Estado* semble donc s'y être répandue relativement rapidement.

<sup>786</sup> Le site de la *Real Academia* n'indique pas précisément de quelle manière le corpus a été constitué. Le descriptif du corpus CORDE indique ainsi que celui-ci entend recueillir « toutes les variétés géographiques, historiques et de genre, afin que l'ensemble soit suffisamment représentatif » mais sans préciser le nombre ou la proportion de textes recueillis pour chacun de ces critères (voir <http://www.rae.es/>, rubrique « Banco de datos », consulté le 20 mai 2011).

### 6-6.3.2.1. **Golpe de Estado en espagnol d'Espagne**

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, en Espagne, le sens du syntagme *golpe de Estado* est assez fluctuant. Celui-ci semble en effet osciller, durant cette période, entre l'acception « classique » et l'acception « moderne » discernées précédemment pour le terme *coup d'Etat* (voir *supra*), quand on ne peut y lire les deux à la fois. La définition qu'en donne le dictionnaire de la *Real Academia*, lorsqu'elle accepte le syntagme, en 1869, témoigne bien de cet aspect :

**Golpe :** [...] // DE ESTADO. Medida grave y violenta que toma uno de los poderes del Estado, usurpando las atribuciones del otro<sup>787</sup>. (*Real Academia*, 1869, 11<sup>a</sup> edición)

Cette définition rappelle celle que Gabriel Naudé avait proposée pour le français *coup d'Etat*, dans le sens où il s'agit d'une mesure prise depuis le pouvoir lui-même (« que toma uno de los poderes del Estado »). Toutefois, apparaissent ici d'une part, l'idée d'usurpation du pouvoir et d'autre part, une certaine dimension péjorative du terme (à travers les adjectifs « grave y violenta »), qui n'étaient pas présentes chez Naudé, puisque pour cet auteur, le coup d'Etat était exécuté « pour le bien du public » (1667).

L'article *golpe de Estado* du *Diccionario de los políticos* de Rico y Amat (1855) laisse également apparaître cette dimension:

GOLPE DE ESTADO : El bú de muchos políticos. Los más medrosos ven el *bú* en todas partes y sueñan con él y padecen horribles pesadillas. Al hablar del golpe de Estado muy pocos comprenden su verdadera significacion; vulgarmente se le tiene por una calamidad, cuando por lo general es lo que salva á las naciones de las calamidades que las amenazan. De cien golpes de Estado que refiera la historia los noventa se han consumado para acurar á los pueblos atacados de la anarquía; él es el verdadero, único y más probado antídoto de esa enfermedad; á él solo se debe en esas ocasiones la salvación de los pueblos. Si estos se encuentran sanos y viven tranquilos disfrutando de sus derechos y cumpliendo con sus obligaciones, el *golpe de Estado* entonces es realmente una calamidad porque no significa otra cosa que un despotismo injusto y atroz, el símbolo de una futura tiranía<sup>788</sup>. [...] (Rico y Amat, 1855, éd. 1976 : 220-221)

<sup>787</sup> « Mesure grave et violente que prend l'un des pouvoirs de l'Etat, usurpant les attributions de l'autre », *Diccionario de la lengua castellana por la Real Academia Española*, 1869 (11<sup>a</sup> edición), Madrid, Imprenta de Don Manuel Rivadeneyra, consulté par le biais d'une recherche dans la rubrique « Nuevo Tesoro Lexicográfico de la lengua española » du site de la *Real Academia Española*, consulté le 20 mai 2011.

<sup>788</sup> « La bête noire de nombreux hommes politiques. Les plus peureux voient cette bête noire partout, en rêvent et souffrent d'horribles cauchemars.

En effet, le sens donné par l'auteur au terme *golpe de Estado* se rapproche de celui que Naudé assignait au terme *coup d'Etat* en ce qu'il est considéré comme un moyen de garantir la sûreté de l'Etat face à un danger. Rico y Amat tient ainsi la pratique du coup d'Etat pour quelque chose de bénéfique – lorsqu'il est destiné à parer une menace. Mais l'auteur signale par ailleurs le risque de despotisme et de tyrannie lié au coup d'Etat – lorsque celui-ci ne se justifie pas. De plus, il souligne également la mauvaise réputation qu'a le coup d'Etat dans l'opinion commune. On peut donc penser que cette définition, tout comme celle de la *Real Academia*, sont influencées à la fois par le sens « classique » français, celui de Naudé, et par le nouveau sens que prend le terme *coup d'Etat* en France au XIX<sup>e</sup> siècle, en particulier après le coup d'Etat de Louis-Napoléon du 2 décembre 1851 (voir *supra*). Mais bien que l'expression espagnole soit issue du français, l'analogie entre les syntagmes français et espagnol ne saurait en tout état de cause aller très loin, dans la mesure où la réalité politique de l'Espagne du XIX<sup>e</sup> n'est pas celle de la France à la même période.

En observant les énoncés relevés pour l'Espagne dans la base de données CORDE de la *Real Academia*, on constate qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, le terme *golpe de Estado* est en définitive assez peu utilisé avec son sens « moderne », c'est-à-dire pour renvoyer à des interventions militaires contre le gouvernement en place. La faible fréquence de ces emplois peut sembler assez surprenante étant donné que le XIX<sup>e</sup> siècle espagnol se caractérise précisément par de permanentes intrusions de l'armée dans la vie politique du pays. La phrase de conclusion de l'article « *golpe de Estado* » du dictionnaire de Rico y Amat vient toutefois renforcer cette constatation :

No sabemos si se dará en España alguna vez ese temido *golpe de Estado*; si se da no será ciertamente el Estado quien lo dé porque harto golpeado está ya el pobre Estado español para querer dar golpes a nadie<sup>789</sup>. (Rico y Amat, 1855, éd. 1976 : 221)

---

Lorsque l'on parle du coup d'Etat, très peu de gens comprennent sa véritable signification ; on le tient communément pour une calamité, alors qu'en général c'est ce qui sauve les nations des calamités qui les menacent.

Sur cent coups d'Etat que mentionne l'histoire, quatre-vingt-dix ont eu lieu pour soigner les peuples attaqués par l'anarchie ; voici le véritable, le seul et le plus éprouvé des antidotes contre cette maladie ; ce n'est qu'à lui seul que l'on doit dans ces occasions la salvation des peuples. Si ceux-ci sont sains et vivent tranquillement en jouissant de leurs droits et en remplissant leurs obligations, alors le *coup d'Etat* est réellement une calamité parce qu'il ne signifie rien d'autre qu'un despotisme injuste et atroce, le symbole d'une tyrannie future ». Dans cette citation, c'est Rico y Amat lui-même qui met les italiques.

<sup>789</sup> « Nous ne savons pas si se produira un jour en Espagne cet inquiétant *coup d'Etat* ; s'il se produit ce ne sera certainement pas l'Etat qui le mènera car le pauvre Etat espagnol reçoit déjà bien trop de coups pour

Dans la mesure où l’auteur se demande si l’Espagne connaîtra un jour un *coup d’Etat*, on peut penser que, jusqu’à cette date du moins, *golpe de Estado* n’était pas l’expression usuelle pour désigner ces continus soulèvements militaires, dont Pilar Martínez Vasseur, dans son ouvrage sur l’armée espagnole, recense pourtant trente cas entre 1814 et 1854 (2003 : 232-235).

Il semblerait en fait qu’à cette période c’était le terme *pronunciamiento* plutôt que celui de *golpe de Estado* qui était utilisé pour désigner ce type de révoltes. En effet, on constate que les historiens emploient préférentiellement ce terme lorsqu’ils évoquent cette phase de l’histoire espagnole, et certains parlent de l’« ère des pronunciamientos » pour désigner la période qui va de 1833 à 1875 (Vilar 2009 : 54), ou même de 1814 – date du premier pronunciamiento du XIX<sup>e</sup> siècle, celui d’Elío<sup>790</sup> – à 1875 (Martínez-Vasseur 2003 : 19). Une recherche effectuée sur la base de données de la *Real Academia* (CORDE) avec le mot-clé *pronunciamiento*<sup>791</sup> le confirme largement : sur un total de 208 énoncés recensés pour l’Espagne du XIX<sup>e</sup> siècle, la plupart se rapportent à des soulèvements, généralement militaires, ou alliant parfois civils et militaires.

C’est surtout au XX<sup>e</sup> siècle, avec le coup d’Etat de Primo de Rivera<sup>792</sup> en 1923, que le syntagme *golpe de Estado* semble prendre le sens qu’on lui connaît aujourd’hui. En effet, le terme *golpe de Estado* est largement employé pour référer à cet événement. Dans la base de données de la *Real Academia*, douze des énoncés recensés au XX<sup>e</sup> siècle pour l’Espagne contenant *golpe de Estado* désignent le coup d’Etat de Primo de Rivera (voir exemple a). En revanche, le terme *pronunciamiento* n’est utilisé pour renvoyer à cet événement que dans très peu d’énoncés (3 seulement).

a. [...] espero el fin de la bochornosa tiranía que sufre mi pobre patria y el fin, con ella, de la dinastía borbónica-habburgiana de Alfonso XIII, verdadero autor *del golpe de Estado de 13-IX-1923*, que se finge prisionero de los pretorianos a quienes dirige. [...] Cuando contemos a Europa la verdadera historia *del golpe de Estado*, y el

---

avoir l’intention d’en donner à qui que ce soit. » Dans cette citation, c’est Rico y Amat lui-même qui met les italiques.

<sup>790</sup> Pronunciamiento par lequel Francisco Javier Elío, alors capitaine général de Valence, se « prononce » en faveur du roi Fernando VII et du retour de l’absolutisme.

<sup>791</sup> La recherche effectuée sur la base CORDE donne, pour l’Espagne, un résultat de 296 occurrences de *pronunciamiento* entre 1236 et 1975.

<sup>792</sup> En 1923, Miguel Primo de Rivera, capitaine-général de Barcelone, émet un manifeste par lequel il remet le pouvoir à un directoire militaire dont il se proclame le chef, sous les auspices du roi Alfonso XIII.



régimen de verdugos erigidos en jueces que le ha seguido habrá quien se resista a crearlo<sup>793</sup>.

Pilar Martínez-Vasseur souligne à ce sujet le fait que le coup d'Etat du 13 septembre 1923 constitue une rupture vis-à-vis des interventions militaires précédentes : « jusque là, l'armée n'avait agi qu'à la demande du pouvoir civil, jouant le rôle d'arbitre (même en 1868 et 1874 où intervention fait l'unanimité) » (2003 : 56). Lors des pronunciamientos du XIX<sup>e</sup> siècle, explique-t-elle, le pouvoir avait toujours été remis aux mains des civils, tandis qu'en 1923, « le pouvoir civil abandonna sans lutte la place aux militaires avec l'appui inconditionnel du Monarque » (*ibid.*). L'insurrection de Primo de Rivera est donc, en quelque sorte, le premier véritable coup d'Etat espagnol « moderne », qui marque le basculement du syntagme *golpe de Estado* vers son sens actuel.

Ce dernier va en effet se substituer peu à peu au terme *pronunciamiento* pour faire référence à des soulèvements militaires. Le *Diccionario político y social del siglo XX español* (2008), se penchant dans son introduction sur les termes politiques dont l'usage a perduré et sur ceux qui, au contraire, ont cessé d'être usités depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, fait remarquer à ce propos : « *pronunciamiento* a dédoublé son aire de signification entre *alzamiento* [soulèvement] et *golpe de Estado* [coup d'Etat]. Ni l'un ni l'autre [de ces vocables] ne sont des créations lexicales propres au XX<sup>e</sup> siècle, mais ils s'ajustent mieux à sa réalité politique »<sup>794</sup> (Fernández Sebastián 2008 : 52). Le remplacement progressif d'un terme par un autre n'est toutefois pas immotivé, puisqu'il correspond à une évolution de la pratique des interventions militaires dans la vie politique espagnole : les *pronunciamientos* du XIX<sup>e</sup> siècle étaient des interventions menées par des militaires cherchant à faire triompher leur parti politique et non à conquérir le pouvoir pour eux-mêmes, et ne relevant pas d'une attitude uniforme de l'armée ; tandis que les coups d'Etat du XX<sup>e</sup> sont des

---

<sup>793</sup> « [...] j'attends la fin de la tyrannie pestilentielle dont souffre ma pauvre patrie et la fin, avec elle, de la dynastie des Bourbon-Habsbourg d'Alphonse XIII, véritable auteur du *coup d'Etat* du 13-IX-1923, qui feint d'être prisonnier des prétoriens qu'il dirige. [...] Lorsque nous raconterons à l'Europe la véritable histoire du *coup d'Etat*, et du régime de bourreaux érigés en juges qui lui a succédé, beaucoup de gens ne voudront pas y croire. » Unamuno, Miguel de (1926) 369: *al Dr. G.J. Geers* [Epistolario inédito], Laureano Robles, Espasa-Calpe (Madrid), 1991, exemple tiré de la base de données de la RAE.

<sup>794</sup> « *Pronunciamiento* ha desdoblado su área de significación entre *alzamiento* y *golpe de Estado*. Ni una ni otra son propiamente una acuñación del novecientos, pero se ajustan mejor a su experiencia histórica » (Fernández Sebastián 2008 : 52).

entreprises faisant l'unanimité au sein de l'armée, et par lesquelles les militaires visent à s'emparer du pouvoir<sup>795</sup>.

#### **6-6.3.2.2. Golpe de Estado en espagnol d'Amérique latine**

Selon les résultats recueillis dans la base CORDE de la *Real Academia*, le syntagme *golpe de Estado* apparaît en Amérique latine un peu plus tard qu'en Espagne, la première occurrence étant relevée pour ce continent en 1870, dans la littérature argentine (voir 6.6.3.2, graphique « Répartition des occurrences de *golpe de Estado* »). Outre les délais nécessaires à l'importation de l'expression depuis le vieux continent, cela peut s'expliquer par le fait qu'à cette période, les Etats latino-américains venaient tout juste de se former<sup>796</sup> : le terme *golpe de Estado* ne s'adaptait donc sans doute guère à une réalité politique dans laquelle le concept d'Etat venait à peine de naître.

Entre 1870 et 1902, on ne relève ainsi dans le corpus CORDE que 15 occurrences du syntagme, réparties entre quatre pays (l'Argentine, le Chili, le Guatemala et le Mexique) dont 3 renvoient à la politique française. Parmi les emplois qui font référence à des événements du continent latino-américain, plusieurs désignent des actes accomplis par le gouvernement lui-même, mais ils sont alors liés à l'idée de maintien au pouvoir par la force, de dissolution de l'assemblée, ou de renversement d'un gouvernement. Ainsi, dans l'exemple qui suit, il s'agit du renversement de Juan Barrundia, premier chef d'Etat du Guatemala, par Manuel José Arce, président de la République de la fédération des Provinces Unies d'Amérique Centrale, dont le Guatemala fait alors partie :

Los serviles halagaron en 1826 al Presidente de la República Manuel José Arce, lo obligaron a dar el golpe de Estado contra el jefe Juan Barrundia, y de allí vienen

---

<sup>795</sup> Il est intéressant de constater qu'aucune des occurrences de *golpe de Estado* (ni, d'ailleurs, de *pronunciamiento*) relevées dans la base CORDE ne désigne directement le coup d'Etat du général Francisco Franco en 1936. A ce propos, le *Diccionario político y social del siglo XX español* (2008 : 93, article « alzamiento ») signale que ce dernier est qualifié par ses promoteurs de « alzamiento nacional » (soulèvement national), désignation considérée par ces derniers comme positive, et de surcroît, comme peu compromettante aux yeux des pays extérieurs.

<sup>796</sup> Avec la proclamation d'indépendance de la Bolivie, en 1825, la plupart des colonies du continent sud-américain ont acquis leur indépendance. Néanmoins, comme le signale Pierre Vayssièrre (2001 : 45-47), jusqu'à la moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, et même au-delà, ces jeunes états sont encore embryonnaires et sont agités par des conflits de territoires ou des luttes internes

todos los males políticos que hemos experimentado y estamos experimentando todavía<sup>797</sup>.

Le syntagme *golpe de Estado* ne semble correspondre au sens classique d'acte décisif, autoritaire, qu'on donnait au départ au terme *coup d'Etat* (voir *supra*) que dans un seul énoncé, où il désigne la dissolution de la Cour de Justice par le président de la République du Costa Rica, Juan Rafael Mora Porras en 1851. Dans les autres énoncés, il renvoie à des prises de pouvoir par la force ou à des soulèvements contre une autorité, comme dans cet exemple, dans lequel il fait référence à l'attentat contre le Congrès convoqué par le prêtre Morelos lors de sa lutte pour l'indépendance du Mexique :

Con Morelos concluyó el año de 1815 y comenzó la disgregación de la nación insurgente: el Congreso fue disuelto por un jefe insurrecto, primer *golpe de Estado* en la historia de la República apenas en el período de gestación<sup>798</sup>

Lors de son importation en Amérique latine, l'expression *golpe de Estado* ne semble donc pas avoir gardé le sens de mesure autoritaire exécutée pour le bien de l'Etat qu'on assignait autrefois à la notion de *coup d'Etat* ; il semble avoir brûlé cette étape pour acquérir directement un sens proche de celui qu'on lui connaît actuellement.

Parmi les emplois de *golpe de Estado* recensés dans la base CORDE pour le XIX<sup>e</sup> siècle, un élément attire notre attention : les protagonistes des actions auxquelles l'expression fait référence ne sont généralement pas des militaires. On peut être surpris par cet aspect, et au-delà, par le nombre relativement faible d'occurrences du syntagme *golpe de Estado* relevé pour cette période durant laquelle le continent est secoué par d'innombrables « révolutions de palais » (Pierre Vayssière 2001 : 58-61) dirigées par des caudillos – militaires le plus souvent. Une fois de plus, nous ne voulons pas nous risquer à tirer des conclusions hâtives, dans la mesure où le corpus de la *Real Academia* n'est certes sans doute pas totalement représentatif de la littérature et donc du vocabulaire à l'usage à cette époque pour l'ensemble des pays hispano-américains. Il nous semble néanmoins que

---

<sup>797</sup> « Les serviles [partisans de la monarchie absolue] ont flatté le Président de la République Manuel José Arce en 1826, l'on obligé à faire le coup d'Etat contre le chef Juan Barrundia, et c'est de là que viennent tous les maux politiques que nous avons vécu et que nous continuons à vivre. », Montúfar Lorenzo (1898), *Memorias Autobiográficas*, Libro Libre (San José, Guatemala), 1988, exemple tiré de la base de données de la RAE.

<sup>798</sup> « C'est avec Morelos que s'est achevée l'année 1815 et qu'a commencé la désagrégation de la nation rebelle : le Congrès a été dissous par un chef insurgé, premier coup d'Etat de l'histoire de la République dès sa période de gestation », Sierra Justo (1900-1902), *Evolución política del pueblo mexicano*, Abelardo Villegas, Ayacucho (Caracas), 1985, exemple tiré de la base de données de la RAE.

cela peut s'expliquer, comme dans le cas de l'Espagne, par l'emploi de termes concurrents pour désigner ce type de référents.

Ainsi, le *Diccionario enciclopédico de historia militar de Cuba*, qui recense les événements politico-militaires survenus dans ce pays entre 1510 et 1898, inventorie des *alzamientos*, des *levantamientos*, des *conspiraciones*, *pronunciamientos*, des *motines* ou autres *gritos*<sup>799</sup>, mais pas de *golpes de Estado*. Par ailleurs, une recherche dans la base CORDE à partir du mot-clé *pronunciamiento* permet d'obtenir, pour le XIX<sup>e</sup> siècle, une trentaine d'énoncés dans lesquels *pronunciamiento* désigne des soulèvements militaires ou civilo-militaires (soit deux fois plus que le nombre d'occurrences de *golpe de Estado* recueillies dans ce corpus à la même période), dont on citera ici un seul exemple :

El 21 de abril a las nueve de la mañana le llegó al gobernador de este pueblo, don Domingo Fuenzalida, la noticia del *pronunciamiento* del batallón Valdivia y la orden de acuartelar el de esta ciudad y el escuadrón cívico<sup>800</sup>.

Un autre terme utilisé pour désigner ces soulèvements est le terme *plan*, surtout employé au Mexique (« plan de Casa Mata » en 1823, « plan de Xalapa » en 1829, etc.), et désignant le document par lequel on appelait au changement politique ou à la rébellion, et par extension, l'insurrection qui en découle.

Les résultats obtenus dans la base CORDE pour le XX<sup>e</sup> siècle sont encore plus surprenants. Sur les 67 occurrences de *golpe de Estado* recensées entre 1924 et 1975<sup>801</sup>, 40 apparaissent dans des articles de l'écrivain péruvien José Carlos Mariátegui traitant de politique étrangère<sup>802</sup>, et désignent exclusivement des événements de politique étrangère,

---

<sup>799</sup> Il semble difficile de traduire ces noms d' « événements insurrectionnels » qui correspondent à une réalité bien spécifique et n'ont pas forcément leur équivalent en français. On peut cependant essayer d'en donner une traduction approximative : *alzamientos*, *levantamientos* : soulèvements, *conspiraciones* : conspirations, *pronunciamientos* : intraduisible (le français a gardé le terme à l'identique), *motines* : émeutes, insurrections, *gritos* : littéralement, « cri » ; les *gritos* étaient les événements qui marquaient « le début d'un soulèvement menant à l'indépendance et à l'établissement des grandes lignes politiques du nouvel Etat » (dictionnaire bilingue Larousse, 2007, article « grito »).

<sup>800</sup> « Le 21 avril a neuf heures du matin est parvenue au gouverneur de cette localité, don Domingo Fuenzalida, la nouvelle du *pronunciamiento* du bataillon Valdivia et l'ordre de cantonner à la caserne celui de sa ville ainsi que l'escadron civique. », Guevara Tomás (1845), *Historia de Curicó*, Universidad de Alicante, Chile, 2003, exemple tiré de la base de données de la RAE.

<sup>801</sup> On relève 3 occurrences de *golpe de Estado* en 1900-1902 au Mexique, mais celles-ci ont été commentées avec les énoncés recensés pour le XIX<sup>e</sup> siècle, dans la mesure où on ne relève ensuite aucune occurrence du syntagme entre 1902 et 1924. 1975 est, rappelons-le, la date à laquelle s'achève le corpus CORDE.

<sup>802</sup> Ces articles sont regroupés dans un même ouvrage : *Figuras y aspectos de la vida mundial*, publié après sa mort au sein de ses *Œuvres Complètes* (1959, Lima, Amauta). José Carlos Mariátegui, écrivain et homme

tels que le coup d'Etat de Primo de Rivera en Espagne (15 des 40 occurrences), celui de Mussolini en Italie, celui du Portugal<sup>803</sup> en 1926, etc. Chez les autres auteurs, plusieurs occurrences renvoient également à la politique extérieure, ou au « coup d'Etat » en général en tant que concept politique. En définitive, sur l'ensemble des occurrences relevées pour cette période, seule une dizaine font référence à des événements politiques latino-américains, la plupart d'entre elles n'apparaissant, qui plus est, que dans les années 1970. On peut de nouveau être déconcerté par ces chiffres, dans la mesure où au XX<sup>e</sup> siècle, la scène politique latino-américaine est largement dominée par les militaires, accédant le plus souvent au pouvoir au moyen de coups d'Etat<sup>804</sup>. Martine Couderc (1987) comptabilise ainsi, entre 1945 et 1985, 100 coups d'Etat et 93 tentatives de coups d'Etat en Amérique Latine.

Au vu de cela, comment expliquer cette faible fréquence des emplois de *golpe de Estado* – dans la base de données de la *Real Academia*, du moins – jusqu'aux années 1970 pour référer à ces soulèvements militaires ? L'hypothèse mentionnée pour le XIX<sup>e</sup> siècle d'un emploi concurrent du terme *pronunciamiento* ne paraît pas pertinente ici, car une recherche menée dans ce même corpus montre que si ce terme est effectivement employé au XX<sup>e</sup> siècle<sup>805</sup> pour désigner des soulèvements, il s'agit essentiellement d'événements survenus au XIX<sup>e</sup> siècle ou d'événements de politique européenne (de nouveau, chez Mariátegui). Quant au terme *golpe*, abrégé de *golpe de Estado*, souvent employé aujourd'hui en espagnol à la place du syntagme complet, l'évolution de son utilisation au cours de cette période semble présenter des caractéristiques similaires à celle de *golpe de Estado*<sup>806</sup>.

---

politique péruvien, qui fonda le Parti Socialiste péruvien en 1928, voyagea pendant trois ans en Europe, ce qui peut expliquer son intérêt pour la politique étrangère.

<sup>803</sup> Le coup d'Etat de 1926, connu au Portugal comme « Revolução de 28 de Maio de 1926 » ou « Revolução Nacional » débouchera, en 1932, sur la longue dictature de Antonio de Oliveira Salazar.

<sup>804</sup> Sur ce point, voir par exemple Gourdon 2004, Vayssièrre 2001.

<sup>805</sup> Jusqu'en 1975, date limite du corpus CORDE.

<sup>806</sup> En effet, une recherche menée dans la base de données CORDE avec le mot-clé « golpe » (« coup ») dans cinq pays (Argentine, Pérou, Chili, Guatemala, Venezuela) donne à peu près les mêmes résultats qu'avec le syntagme *golpe de Estado* : on relève quelques occurrences de *golpe* renvoyant à des événements de politique intérieure à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (1898), dans des énoncés où « golpe » est d'ailleurs cooccurrent de *golpe de Estado* (on trouve aussi, chez le même auteur « golpe de cuartel » [« coup de caserne »]) ; au XX<sup>e</sup> siècle, on en rencontre quelques occurrences chez Mariátegui (1926), faisant référence à des événements de politique européenne, deux occurrences dans les années 1950 renvoyant au coup d'Etat en général (« golpe militar »), puis 5 occurrences en 1968 et 1969 désignant des événements politiques latino-américains. Nous avons limité la recherche à ces cinq pays car une recherche sur l'ensemble des pays d'Amérique latine aurait

Un bref détour historico-politique semble donc s'imposer ici. En effet, comme le font remarquer la plupart des spécialistes de l'Amérique latine, ce continent se caractérise, et ce, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, par une véritable imbrication du politique et du militaire, mais aussi, du civil et du militaire<sup>807</sup>. Ainsi, dès les guerres d'indépendance, les militaires enrôlent dans leurs troupes des civils « de toute condition » (Vayssière 2001). Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, cela se manifeste par une « propension à l'appropriation du fait révolutionnaire (ou du projet révolutionnaire) par les militaires » (Hébrard 2007, l'auteure emploie ici « révolutionnaire » au sens large, sans faire référence à un camp politique particulier). Celle-ci peut prendre la forme de soulèvements militaires aussi bien conservateurs que progressistes: Pierre Vayssière (2001 : 112) observe que « sur 42 soulèvements militaires répertoriés entre 1930 et 1957, 16 ont penché à droite et 15 à gauche (11 d'entre eux furent sans signification politique claire ou bien reflétaient une démarche de pouvoir personnel) ». L'auteur mentionne ainsi les rébellions militaires « de gauche » qui ont surgi au Brésil et au Chili dans les années 1920-1930 (*ibid.* : 112-115), ainsi que le rôle clé de l'interventionnisme militaire, dans les années 1930 à 1950, dans l'instauration de régimes populistes ou de « révolutions “nationales” d'un style nouveau, qui cherchaient à briser les forces archaïques de la société pour intégrer dans l'Etat les nouvelles catégories sociales urbanisées » (*ibid.* : 117). Dans le cas du Venezuela, Véronique Hébrard (*ibid.*) souligne que « c'est à plusieurs reprises au XX<sup>e</sup> siècle une junte civico-militaire (généralement de jeunes officiers et des étudiants) qui a contribué à la restauration de la démocratie ». En d'autres termes, la distinction n'est pas toujours nette, en Amérique latine, entre insurrection civile et insurrection militaire, entre soulèvement « de gauche » et soulèvement « de droite » – le découpage *gauche / droite* n'étant d'ailleurs pas, dans cette région, aussi signifiant qu'il l'est en Europe<sup>808</sup> – autrement dit, entre ce que l'on catégoriserait en France comme des modes d'insoumission totalement opposés : la révolte populaire ou la révolution d'un côté, le coup d'Etat de l'autre.

Cette intrication du militaire et du politique va se traduire sur le plan lexical, comme nous avons pu le constater lors de nos recherches dans le corpus CORDE, par

---

représenté un travail trop important étant donné la quantité considérable d'énoncés contenant le terme « golpe ».

<sup>807</sup> Sur ce sujet, voir par exemple Hébrard 2007 et Fregosi 2004, mais aussi les auteurs cités précédemment : Gourdon 2004, Vayssière 2001.

<sup>808</sup> Voir à ce sujet Michele Pordeus, à paraître.

exemple par l'emploi du terme *pronunciamiento* pour désigner des révoltes réunissant civils et militaires, et même parfois des mouvements uniquement populaires, et non exclusivement militaires. Elle se manifeste également, comme le fait remarquer Renée Frégosi, par le fait qu'« en Amérique latine, les termes de coup d'Etat et de révolution ne sont pas forcément antithétiques » (2004 : 216). Ainsi, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, de nombreuses prises de pouvoir par des militaires au moyen d'un renversement du gouvernement en place sont qualifiées, par leurs auteurs, de « révolutions ». Le cas de l'Argentine est édifiant, puisqu'elle voit se succéder en à peine quarante ans pas moins de quatre « révolutions » militaires : le soulèvement militaire du 6 septembre 1930 en Argentine – qui a dû composer avec les mouvements civils d'opposition – s'est ainsi vu spontanément qualifié, par ses acteurs et ses observateurs, de « révolution » (González Alemán 2007) ; celui de 1943, qui porta Juan Domingo Perón au pouvoir trois ans plus tard, est connu comme la « Revolución del 43 » ; celui qui renversa le gouvernement péroniste en 1955 comme la « Revolución Libertadora », et celui du général Onganía en 1966 comme la « Revolución argentina ». Au Brésil, c'est la « Revolução de 30 » (révolte de civils et de militaires) qui amène Getúlio Vargas au pouvoir, et la « Revolução Democrática » ou la « Revolução Redentora » de 64 resteront longtemps les appellations officielles du coup d'Etat de 1964 et des gouvernements militaires qui s'ensuivent (Chirio 2007). Au Paraguay, indique Renée Fregosi, « chaque fois qu'un nouveau groupe accède ou tente d'accéder au pouvoir, il parle de révolution [...]. Mais le mot “révolution” est aussi utilisé dans le cas de coups personnels par des militaires comme le colonel Jara qui se fait élire par un parlement terrorisé en février 1911, et provoque une autre “révolution” en mai 1912 » (2004 : 216).

Pour ce qui est du Venezuela, qui nous intéresse plus particulièrement dans ce travail, on peut mentionner le cas du régime de Cipriano Castro, issu du renversement du président Ignacio Andrade en 1899, et baptisé « Revolución Liberal Restauradora » (Langue 1999 : 233), ou le soulèvement, mené en 1945 par une alliance de civils et de militaires, qui provoque la chute du gouvernement démocratique d'Isaías Medina Angarita : il sera appelé la « Revolución de octubre ». Il est à noter que ce coup d'Etat est mené, pour son versant politique, par *Acción Democrática*, à cette époque parti d'orientation progressiste, et qu'il débouchera dès 1947 sur la tenue d'élections – dont le vainqueur sera précisément le candidat d'AD, l'écrivain Rómulo Gallegos – et sur

l'élaboration d'une nouvelle constitution. On a donc là un bon exemple de coup d'Etat « de gauche » ou progressiste, tel qu'évoqué précédemment. Or le fait que la constitution de 1947, dans son article 77, bannisse le « coup d'Etat », semble bien indiquer que la sédition de 1945 n'entre pas, pour ses auteurs, dans cette catégorie :

**Artículo 77.** Si [...] hubiere fundados indicios de la existencia de planes o actividades que tengan por objeto derrocar los Poderes constituidos, por *golpe de estado* u otros medios violentos, el Presidente de la República en Consejo de Ministros, podrá ordenar la detención preventiva de las personas contra quienes obren graves motivos para considerárselas comprometidas en dichos planes o actividades<sup>809</sup>.

Les différents exemples énumérés témoignent bien du fait que la catégorisation de ces événements insurrectionnels diffère en Amérique latine et en France, où la participation de l'armée à un soulèvement incite à le concevoir presque systématiquement comme un coup d'Etat. Cette inclination qu'ont les auteurs de soulèvements à qualifier ces derniers de « révolutions » (terme englobant généralement aussi le régime qui en découle) peut également constituer, en outre, une façon pour leurs auteurs de bénéficier du présupposé de légitimité inhérent à la notion – et donc au mot – de révolution<sup>810</sup>. Elle révèle par ailleurs, et les résultats obtenus dans la base de données CORDE semblent confirmer cette tendance, un évitement quasi-systématique, jusque dans les années 1970, de la dénomination *golpe de Estado* – qui, on l'a vu, est pourtant attestée en Amérique latine depuis le XIX<sup>e</sup> siècle – pour désigner ce type de référents. Cet aspect peut être dû à deux raisons, qui ne s'excluent pas l'une l'autre et dont l'une peut l'avoir emporté sur l'autre au cours du temps. La première est que, pour les locuteurs latino-américains, *golpe de Estado* n'est pas le terme adéquat pour désigner ce type de référents ; les commentateurs utilisent alors d'autres dénominations ou reprennent les dénominations officielles sans les remettre en cause. La seconde est qu'en Amérique latine, le terme *golpe*

---

<sup>809</sup> « S'il [...] y avait des indices fondés de l'existence de plans ou d'activités ayant pour objet de renverser les Pouvoirs constitués, par un *coup d'Etat* ou d'autres moyens violents, le Président de la République en Conseil des Ministres, pourra ordonner la détention préventive des personnes contre lesquelles de graves motifs seraient retenus pour les considérer compromises dans de tels plans ou activités. », « Constitución de los Estados Unidos de Venezuela », 1947, article 77 <http://www.analitica.com/bitlibioteca/anc/constitucion1947.asp>. Cet extrait de la Constitution de 1947 fait également partie des énoncés obtenus dans la base CORDE par une recherche à partir du mot-clé « golpe de estado » (sans majuscule ici).

<sup>810</sup> Nous ne nous attarderons pas sur ce point, car l'emploi du terme « revolución » en Amérique latine, la mémoire dont il est chargé et le donc sens qui lui est attribué dans ce continent mériterait à son tour de faire l'objet d'une étude détaillée.



*de Estado* est porteur, comme en Europe, d'une valeur négative ; par conséquent, les auteurs de coups d'Etat ne l'emploient pas pour ne pas se desservir, et les commentateurs l'évitent par crainte de représailles.

Néanmoins, les années 1970 voient l'apogée du pouvoir militaire en Amérique, avec la survenue d'une série de coups d'Etat « d'une forme très différente des précédents » (en 1968 au Pérou, en 1973 en Uruguay et au Chili, en 1976 en Argentine), se caractérisant par une « élimination sans pitié des opposants », par « l'introduction de régimes militaires stables (partageant à des degrés divers la doctrine de sécurité nationale) » et par une « volonté de modifier en profondeur l'économie et la société » (Couderc 1987). Ces événements vont, semble-t-il, marquer un changement dans la conception des soulèvements militaires en Amérique latine, comme le décrit Ludolfo Paramio (2001 : 7)

En la literatura y los medios de comunicación ha existido a lo largo de este siglo un arraigado estereotipo sobre la debilidad de los gobiernos civiles frente a los militares en América Latina. El tópico tenía incluso ciertas connotaciones humorísticas, que cayeron rápidamente en desuso cuando a mediados de los años 70 se extendieron por el Cono Sur dictaduras militares de rasgos especialmente crueles y sangrientos, desde Chile (1973) hasta Argentina (1976), pasando por Uruguay<sup>811</sup>.

A cette vague de coups d'Etat correspond, dans la base de données CREA de la *Real Academia*<sup>812</sup>, une explosion des emplois du syntagme *golpe de Estado* pour faire référence à des événements de politique latino-américaine. Cette onde de choc se propage plus particulièrement à la fin des années 1970 et surtout, à partir des années 1980. A titre indicatif, et bien que les résultats obtenus dans les deux corpus ne puissent être traités de manière proportionnelle, le corpus CREA (1975-2004) comprend un total de 746 occurrences de *golpe de estado* (avec et sans majuscule) pour l'ensemble des pays hispano-américains, tandis que le corpus CORDE n'en comptait que 82, recueillies entre 1870 et 1975<sup>813</sup>.

---

<sup>811</sup> « Dans la littérature et les médias a existé tout au long de ce siècle un stéréotype enraciné sur la faiblesse des gouvernements civils face aux militaires en Amérique Latine. Le topique avait même quelques connotations humoristiques, qui sont rapidement tombées en désuétude lorsqu'au milieu des années 1970 se sont répandues dans le Cône Sud des dictatures militaires de nature particulièrement cruelle et sanglante, depuis le Chili (1973) jusqu'à l'Argentine (1976) en passant par l'Uruguay. »

<sup>812</sup> La base CREA « se compose d'une large variété de textes écrits et oraux, produits dans tous les pays de langue espagnole de 1975 à 2004 », voir « CREA Escrito y oral » dans la rubrique « Banco de datos » du site de la *Real Academia*.

<sup>813</sup> La comparaison des résultats obtenus dans CORDE et CREA ne peut en effet être complètement représentative, dans la mesure où le mode de constitution des deux corpus n'est pas le même. Ainsi, le

On relève ainsi, dans la base CREA essentiellement, de nombreux emplois de *golpe de Estado* pour faire référence aux coups d'Etat survenus au Chili, en Uruguay et en Argentine dans les années 1970<sup>814</sup>. Le syntagme est également utilisé pour renvoyer au coup d'Etat du colonel Natusch en Bolivie (1979), à la tentative de coup d'Etat de 1978 en Bolivie, à celle menée par Hugo Chávez en 1992 (voir 1.1.1.3), à celle du général Oviedo au Paraguay en 1996, au coup d'Etat contre Abdalá Bucaram en 1997 en Equateur, etc. Mais il est aussi employé pour désigner des soulèvements militaires plus anciens qui auparavant n'apparaissaient que très rarement comme référents du terme *golpe de Estado*, tels que ceux de 1930, 1943, 1955 et 1966 en Argentine, celui de 1964 au Brésil, ou encore ceux de 1908 et de 1945 au Venezuela. Autrement dit, la vague de coups d'Etat particulièrement violents des années 1970 semble avoir eu une influence sur la généralisation de l'utilisation du syntagme *golpe de Estado* pour désigner les prises de pouvoir non démocratiques par des militaires, qui jusqu'ici pouvaient recevoir l'appellation de *revolución*, comme si ce terme ne paraissait plus adéquat pour désigner ces soulèvements d'un nouveau genre.

On notera néanmoins que dans les énoncés provenant du Chili et d'Argentine relevés dans la base de données de la *Real Academia*, le syntagme *golpe de Estado* n'est utilisé que tardivement pour désigner les coups d'Etat qui ont débouché sur la dictature dans ces deux pays. Une occurrence est relevée au Chili en 1973 chez Pablo Neruda, et la suivante en 1986 seulement, soit quatre ans avant la fin de la dictature. En Argentine, la première occurrence n'est relevée qu'en 1985, deux ans après la chute de la dictature. Cela atteste, selon nous, du fait que *golpe de Estado* est un terme trop marqué négativement pour être employé par les auteurs mêmes d'un soulèvement, ou même par ses observateurs, dans un contexte de répression et de censure. Ainsi, dans l'allocution télévisée qu'il prononce après sa tentative de coup d'Etat du 4 février 1992 (le « 4-F »), Hugo Chávez parle de « movimiento militar bolivariano » et non de « golpe de Estado », attitude représentative de l'ensemble des officiers impliqués dans les deux putschs manqués de 1992, comme le souligne Carlos Blanco (2002 : 74) :

---

corpus CREA compte près du double du nombre de mots provenant de textes hispano-américains (plus de 68 millions) par rapport au corpus CORDE (plus de 37 millions). De plus, ni l'un ni l'autre n'ont été construits pour cet objet de recherche spécifique.

<sup>814</sup> La recherche effectuée dans la base CREA à partir du mot-clé « golpe de Estado » (avec majuscule) n'a été menée que pour quatre pays : Mexique, Chili, Argentine, et Venezuela, le nombre d'énoncés obtenus pour l'ensemble des pays d'Amérique latine étant trop important pour être traité de manière systématique.

Los oficiales comprometidos con esas acciones siempre han argumentado que ese movimiento no fue un *golpe de Estado*, sino una rebelión contra las cúpulas podridas, la falsa democracia y la corrupción. Es comprensible que se intente despojar a ese complot de una denominación con fuertes resonancias negativas, especialmente en América Latina [...]<sup>815</sup>

Enfin, on observe que dans les années 1990-2000, le terme *golpe de Estado* est à plusieurs reprises employé au sens figuré, pour désigner des coups de force politiques, des actes menés sans se soucier des mécanismes légaux, comme dans cet exemple, qui fait référence à la tentative du président argentin Carlos Menem d'autoriser sa propre réélection en 1999, à partir d'une réinterprétation biaisée de la Constitution :

Storani se pone más duro cuando habla en público: “Se trata lisa y llanamente de un intento de *golpe de Estado*”, porque se saltan todos los mecanismos jurídicos y constitucionales para tratar de imponer la reelección<sup>816</sup>.

Dans ce type d'énoncés, le coup d'Etat apparaît comme la pratique politique la plus condamnable qui soit, et la qualification de *golpe de Estado* semble devenir un véritable anathème.

### 6-6.3.3. Bilan sur le signifié de *golpe de Estado*

Au terme de cette présentation du parcours historique du syntagme français *coup d'Etat* et de sa traduction littérale *golpe de Estado*, on constate que le sens de ces syntagmes est intimement lié à l'évolution des événements, ou plus précisément, des pratiques politiques qu'ils ont servi à désigner. Cela explique la difficulté qu'il peut y avoir à le définir, si l'on prend en compte l'ensemble des référents auxquels ils ont pu renvoyer, depuis l'apparition de l'expression française au XVI<sup>e</sup> siècle, ou même, depuis l'émergence de son « sens moderne », au XIX<sup>e</sup> siècle. Qui plus est, comme on l'a mentionné

---

<sup>815</sup> « Les officiers engagés dans ces actions ont toujours argué que ce mouvement n'avait pas été un *coup d'Etat*, mais une rébellion contre des élites politiques gangrénées, la fausse démocratie et la corruption. Il est compréhensible que l'on tente de débarrasser cette conspiration d'une dénomination à fortes consonances négatives, en particulier en Amérique Latine [...] »

<sup>816</sup> « Storani devient plus dur lorsqu'il parle en public : “Il s'agit tout bonnement et tout simplement d'un *coup d'Etat*”, parce qu'on passe par dessus tous les mécanismes juridiques et constitutionnels pour essayer d'imposer la réélection. », Clarín, 17/02/1997 : « La batalla por el 99: re-reelección », exemple tiré de la base de données de la RAE.

précédemment, il ne s'agit pas d'une catégorie juridique reconnue, du moins en droit international, ce qui permettrait d'en fixer le sens de façon précise.

Pourtant, il est indéniable que le terme *coup d'Etat* ou *golpe de Estado* est aujourd'hui évocateur d'un certain nombre d'idées, de valeurs : il rappelle en effet la violence, l'illégalité, l'illégitimité, l'usurpation, la dictature, etc. Ces valeurs sont, pour une part, inscrites en langue, en particulier dans les mots *coup* ou *golpe* qui présentent des sèmes de brusquerie, de violence, et qui entrent souvent dans la formation d'expressions désignant des actions brutales voire nuisibles<sup>817</sup>, comme le montrent ces quelques exemples tirés de l'article « golpe » du dictionnaire en ligne de la *Real Academia* :

~ **bajo.**

1. m. El que se da por debajo de la cintura.
2. m. Acción *malintencionada* y ajena a las normas admitidas en el trato social.

~ **de gracia.**

1. m. **golpe** con que se remata a alguien.
2. m. Revés que completa la *desgracia* o la *ruina* de alguien.

~ **de mano.**

1. m. *Mil.* Acción *violenta*, rápida e imprevista, que altera una situación en provecho de quien da el **golpe**. U. t. en sent. fig.
2. m. Acción *violenta* e inesperada, como un robo, un asalto, etc<sup>818</sup>.

Ainsi, les idées de violence, d'autoritarisme, voire d'illégalité sont présentes dès l'apparition du syntagme français, dans la définition qu'en donne Gabriel Naudé au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il signifiait *coup de l'Etat* (voir *supra*).

Mais la *mémoire* des événements que les termes *coup d'Etat* et *golpe de Estado* ont servi à désigner, et que ces syntagmes charrient avec eux, a aussi contribué à forger le sens du mot et à faire qu'on leur associe ces valeurs que l'on peut qualifier, sans trop d'hésitation, de négatives. Lorsqu'on catégorise un événement comme un *coup d'Etat*, on le compare, dans le même temps, aux événements du même type qui ont été qualifiés ainsi

---

<sup>817</sup> A propos du mot « coup », le *Dictionnaire historique de la langue française* indique: « Très souvent, le mot désigne particulièrement une action ou suite d'actions nuisibles, notamment dans un contexte politique, une manœuvre violente (*coup d'Etat*) et, dans l'usage général, une manœuvre violente (*un coup tordu*) ».

<sup>818</sup> « ~ **bas.** : 1. m. Qui est donné sous la ceinture. / 2. m. Action *malintentionnée* et étrangère aux normes admises dans les relations sociales.

~ **de grâce.** : 1. m. **coup** par lequel on achève quelqu'un. / 2. m. Revers qui complète le *malheur* ou la *ruine* de quelqu'un.

~ **de main.** : 1. m. *Milit.* Action violente, rapide et imprévue, qui altère une situation au profit de celui qui fait le **coup**. [Utilisé aussi au sens figuré]. / 2. m. Action *violente* et inattendue, comme un vol, un braquage, etc »  
Nous ajoutons les italiques.

avant lui. Enfin, il ressort qu’au-delà d’un simple nom d’événement, le *coup d'Etat* est un concept politique qui traverse les frontières et les océans et « fait désormais référence pour toutes les langues et sous tous les continents » (Garrigues 2009 : 6). En témoigne la présence de ce terme dans de nombreux dictionnaires de sciences politiques ou dans des ouvrages d’orientation historique ou politique. En témoigne également le fait qu’il n’ait pas toujours désigné le même type de référents, et qu’il ait été en concurrence avec d’autres termes (tels que *pronunciamiento* ou *revolución*) pour renvoyer à des événements que l’on qualifierait aujourd’hui sans hésitation de « coups d'Etat ». Pour toutes ces raisons, la teneur sémantique du syntagme *golpe de Estado* est à la fois chargée d’histoire et de positionnements politiques.

#### 6-6.4. Le syntagme *golpe de Estado* dans le corpus

Le syntagme *golpe de Estado* est de loin la désignation de l’événement la plus fréquente dans notre sous-corpus. De même que les autres mots, c’est le 13 avril qu’elle est la plus employée. Afin de fournir un aperçu global de la répartition de ses emplois, nous avons tenté d’inventorier dans le tableau ci-dessous la fréquence de ce syntagme par jour et par énonciateur. Toutefois, comme dans le cas de *renuncia*, ce relevé se doit d’être complété par une étude qualitative.

##### Le syntagme *golpe de Estado* : fréquence par énonciateur

DATE	Journal			Chavistes			Militaires			Opposition			Observateurs			Experts			Autres			TOTAL
	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	N	U	UN	
12-avr	1	1					1		1													4
	2						2															
13-avr	8	4	7	7	6	3				1	1		3	2	4	1		5			1	53
	19			16						2			9			6			1			
14-avr			1															3				6
	1												2			3						
15-avr	5	4	5			1					5				3							23
	14			1						5			3									
TOTAL	36			17			2			7			14			9			1			86

On notera que l'utilisation de *golpe de estado* dans les éditions du 12 au 14 avril est très différente de celle qui en est faite dans celles du 15 avril. Voyons tout d'abord l'usage qui en est fait dans les éditions du 12 au 14 avril.

Nous avons souligné précédemment la mise en exergue, dans les titres et les Unes, d'un affrontement discursif entre les différents énonciateurs autour du syntagme *golpe de Estado* (5.1.1.4.1). Cette opposition apparaît aussi à l'intérieur des articles. En effet, un certain nombre d'énonciateurs dont les propos sont rapportés dans les pages des journaux rejettent cette qualification. Le 12 avril, on retrouve ainsi, dans des articles de *El Nacional* et de *Últimas Noticias*, la déclaration du général Efraín Vázquez Velasco se défendant d'accomplir un coup d'Etat, déclaration qui figurait déjà en Une de *Últimas Noticias* et de *El Universal* (5.1.1.3 et 5.1.1.4.1). Les autres énonciateurs qui contestent cette désignation sont, d'une part, les représentants des Etats-Unis, et d'autre part, des spécialistes des questions internationales commentant le caractère licite ou non de la situation et ses possibles conséquences internationales. Dans la mesure où ils récusent la qualification de *golpe de Estado*, il semble intéressant d'observer si ces énonciateurs proposent une autre catégorisation de l'événement. Le général Efraín Vázquez Velasco, qui refuse que cette désignation soit appliquée à sa propre action – et à celle des autres militaires rebelles – présente ainsi ses agissements comme un « *acte de solidarité* avec le peuple » face aux violences perpétrées durant les manifestations du 11 avril et attribuées au gouvernement d'Hugo Chávez :

a. « [...] Hoy se violaron todos los DDHH [derechos humanos] consagrados en la Constitución, murieron venezolanos, ante la incapacidad de diálogo del Gobierno, de lo que se advirtió con tiempo al Alto Mando y no se tomaron las medidas, se ha mancillado el honor de la FAN [Fuerza Armada Nacional]. *Esto no es un golpe de Estado, sino un acto de solidaridad con el pueblo* », dijo el general Vásquez<sup>819</sup>.

Quant aux représentants de la diplomatie nord-américaine, ils affirment que Hugo Chávez *a renoncé* à la Présidence à la suite de cette répression, ce qui écarte donc la qualification de ces événements comme coup d'Etat :

---

<sup>819</sup> « [...] Aujourd'hui ont été violés tous les droits de l'homme consacrés dans la Constitution, des Vénézuéliens sont morts, face à l'incapacité du Gouvernement à dialoguer, ce dont a été averti il y a longtemps le haut commandement sans que des mesures ne soient prises, l'honneur de la FAN [Force Armée Nationale] a été flétri. *Ceci n'est pas un coup d'État, mais un acte de solidarité avec le peuple* », a dit le général Vásquez », *Últimas Noticias*, 12 avril 2002.

b. El vocero [de la Casa Blanca, Arí Fleisher] dijo que Chávez dio la orden a sus simpatizantes de disparar contra manifestantes pacíficos desarmados e intentó impedir que medios de comunicación independientes informaran lo que ocurría.  
“Como resultado de estos hechos, Chávez, bajo presión, **renunció a la Presidencia**, y antes despidió al vicepresidente y a su gabinete”, resumió. [...] “*Nada indica que fue un golpe*. Esa es la idea preliminar. *El presidente de Venezuela renunció y hay un gobierno interino*”, ratificó otro funcionario de la Casa Blanca<sup>820</sup>.

Enfin, les spécialistes des réactions internationales qui rejettent cette qualification insistent sur le caractère civil du mouvement qui a conduit au départ du président Hugo Chávez. L'un d'entre eux, Adolfo Taylhardat, interprète ainsi les événements comme une « manifestation de la volonté populaire » face aux violations de la démocratie du gouvernement chaviste :

c. Por otra parte, la aplicación de la Carta Democrática de la Organización de Estados Americanos en Venezuela, al parecer quedó anulada porque *en Venezuela no hubo un golpe de Estado*.  
Esa es la apreciación del analista internacional, Adolfo Taylhardat, que *observa los hechos como una manifestación de la voluntad popular orientada a desplazar a un gobernante* “que estaba violando la institucionalidad democrática”<sup>821</sup>.

On constate donc que le rejet de la désignation *golpe de Estado* est généralement associé à une autre catégorisation de l'événement qui légitime la chute d'Hugo Chávez (et par conséquent, l'instauration d'un gouvernement provisoire).

Les énonciateurs qui parlent de « coup d'Etat » sont beaucoup plus nombreux : ce sont principalement des énonciateurs chavistes, mais aussi certains représentants d'États d'Amérique latine (Argentine, Paraguay et Cuba) ; s'y ajoutent également quelques députés des partis d'opposition dits traditionnels (AD et COPEI), s'indignant contre la dissolution de l'Assemblée nationale. L'emploi du syntagme *golpe de Estado* est souvent

---

<sup>820</sup> « Le porte-parole [de la Maison Blanche, Arí Fleisher] a dit que Chávez a donné l'ordre à ses sympathisants de tirer contre les manifestants pacifiques désarmés et a essayé d'empêcher que les médias indépendants informent de ce qui se passait.

“En conséquence de ces faits, Chávez, sous la pression, **a renoncé à la Présidence**, après avoir renvoyé le vice-président et son cabinet”, a-t-il résumé. [...]

“*Rien n'indique que cela a été un coup d'État*. Voici l'idée préliminaire. *Le président du Venezuela a démissionné et il y a un gouvernement provisoire*”, a certifié un autre fonctionnaire de la Maison Blanche. », *El Universal*, 13 avril 2002

<sup>821</sup> « D'autre part, l'application de la Charte Démocratique de l'Organisation des États Américains au Venezuela, a apparemment été annulée parce qu'*au Venezuela il n'y a pas eu de coup d'État*.

C'est l'évaluation de l'analyste international, Adolfo Taylhardat, qui *voit les faits comme une manifestation de la volonté populaire visant à renverser un dirigeant* “qui violait le respect des institutions démocratiques” », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

associé, chez ces énonciateurs, à une dénonciation des agissements du gouvernement de transition ou de l'illégitimité de ce dernier (d), ou bien à des accusations concernant le caractère prémédité de ces événements. Plus rarement, il s'assortit d'un appel à la restitution de l'Etat de droit, ou d'un appel à la communauté internationale à condamner le coup d'Etat (f). Mais le plus souvent, l'emploi de *golpe de Estado* s'accompagne du démenti de la démission d'Hugo Chávez ou du refus de reconnaître cette dernière<sup>822</sup> (d, e), auxquels s'ajoute parfois un appel à ce que la vérité soit faite à ce sujet.

d. El fiscal Isaías Rodríguez aseguró que no renunciará, por considerar que *la junta de gobierno* “no está ajustada a la legalidad”. A su juicio, “no cabe duda de que estamos ante **un golpe de Estado** y quisiéramos que digan la verdad”. Denunció que Hugo Chávez Frías se encuentra “incomunicado y privado de su libertad”, y que al Ministerio Público “no le han entregado la constancia escrita de que el Presidente renunció a su cargo”<sup>823</sup>.

e. Dos ministros del presidente Hugo Chávez Frías denunciaron que al mandatario nacional le dieron **un golpe de Estado** encabezado por el presidente de Fedecámaras, Pedro Carmona Estanga. [...] “ [...] Chávez no renunció ni va a renunciar ni se irá del país. Si dicen que se fue del país es porque quieren sacarlo obligado de Venezuela”, afirmó Iglesias<sup>824</sup>.

f. El canciller [cubano], Felipe Pérez Roque, *pidió a la comunidad internacional que rechace a los “golpistas”* que han “usurpado” el poder a Chávez. “Todas las noticias que llegan dejan claro que se produjo **un golpe**”, aseguró<sup>825</sup>.

Si l'on observe la façon dont sont rapportées ces déclarations, on constate que le syntagme *golpe de Estado* apparaît à treize reprises dans des fragments de discours direct, ce qui représente la moitié des énoncés dans lesquels des énonciateurs seconds désignent l'événement comme un coup d'Etat (26 énoncés au total). De plus, deux occurrences du syntagme sont situées dans des îlots textuels, qui, ici encore, peuvent être interprétés

---

<sup>822</sup> Nous renvoyons également sur ce point aux énoncés cités dans les emplois de *renuncia* (6.6.1).

<sup>823</sup> « Le procureur Isaías Rodríguez a assuré qu'il ne démissionnera pas, car il considère que *la junte de gouvernement* “n'est pas conforme à la légalité”. À son avis “il n'y a aucun doute sur le fait que nous sommes face à **un coup d'État** et nous voudrions qu'ils disent la vérité”. Il a dénoncé le fait que Hugo Chávez Frías se trouve “isolé et privé de sa liberté”, et que “le document écrit certifiant que le Président a renoncé à son poste n'a pas été remis” au Ministère public. », *El Universal*, 13 avril 2002.

<sup>824</sup> « Deux ministres du président Hugo Chávez Frías ont dénoncé le fait que le mandataire national a subi **un coup d'État** mené par le président de Fedecámaras, Pedro Carmona Estanga [...] “ [...] Chávez n'a pas démissionné et ne va pas démissionner, ni partir du pays. Si on dit qu'il a quitté le pays c'est parce qu'ils veulent l'obliger à quitter le Venezuela”, a affirmé Iglesias », *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>825</sup> « Le chancelier [cubain], Felipe Pérez Roque, a demandé à la communauté internationale de rejeter les “responsables du coup d'État” qui ont “usurpé” le pouvoir de Chávez. “Toutes les nouvelles qui arrivent montrent clairement qu'un **coup d'État** s'est produit”, a-t-il assuré. », *El Universal*, 13 avril 2002.



comme relevant de l'énonciateur dont les propos sont retranscrits, puisqu'ils sont intégrés à une déclaration rapportée (voir 6.5). Comme on l'a mentionné précédemment, avec ces deux catégories de DR, la séparation entre discours citant et discours cité est explicitement marquée par le locuteur-journaliste au moyen de guillemets. *Golpe de Estado* se distingue donc en cela de la plupart des autres désignations de l'événement, qui, lorsqu'elles sont attribuées à des énonciateurs seconds, apparaissent le plus souvent dans des formes de DR (principalement DI et DN) rendant ambiguë la prise en charge de la désignation.

D'autre part, comme on l'avait déjà remarqué dans les titres et les Unes (voir chapitre 5) on constate que dans la plupart de ces énoncés, la désignation, ou plus précisément, la catégorisation de l'événement comme coup d'Etat constitue l'objet même des propos rapportés. Cela apparaît par exemple dans des énoncés où l'énonciateur second se contente de constater le fait qu'un coup d'Etat s'est produit ou est en train de se produire. Or, on peut penser que ce dernier suppose que ses destinataires sont déjà au courant de l'existence de cet événement, et que, par conséquent, l'objet de sa déclaration n'est pas d'informer que celui-ci a eu lieu mais bien de le catégoriser comme un coup d'Etat. C'est le cas dans les deux exemples qui suivent, où les syntagmes verbaux mis en italique viennent renforcer l'affirmation qui suit :

g. “Todas las noticias que llegan *dejan claro que* en Venezuela **se produjo un golpe de Estado**; el presidente Chávez no ha renunciado” (Canciller cubano)<sup>826</sup>

h. Los 20 magistrados del Tribunal Supremo [...] coincidieron al aseverar que sus destituciones “*son la mejor prueba de que* **Venezuela está viviendo un golpe de Estado**”<sup>827</sup>.

Cet aspect se manifeste encore plus nettement à travers trois types de configurations, déjà repérées dans les titres et les Unes, auxquelles est fréquemment associé le syntagme *golpe de Estado* : il s'agit d'énoncés comportant un verbe attributif et dont le syntagme *golpe de Estado* est l'attribut (3 énoncés recensés : exemple (i)), d'énoncés où *golpe de Estado* est introduit par un présentatif (4 énoncés : exemple j), ou encore d'énoncés où *golpe de Estado* est introduit par un verbe de parole métalinguistique (5 énoncés : exemple (k)).

---

<sup>826</sup> « “Toutes les nouvelles qui arrivent *montrent clairement que* **un coup d'État s'est produit** ; le président Chávez n'a pas démissionné” (Chancelier cubain) », *El Nacional*, 13 avril.

<sup>827</sup> « Les 20 magistrats du Tribunal Suprême de Justice [...] se sont accordés à affirmer que leur destitution “*sont la meilleure preuve que* **le Venezuela est en train de vivre un coup d'État**” », *El Universal*, 13 avril.

- i. También afirmaron que *la salida de Chávez era un golpe de Estado*<sup>828</sup>.
- j. Isaías Rodríguez, puso los puntos sobre las íes: “*Esto es un golpe de Estado*”<sup>829</sup>.
- k. En Monagas, [...] Narciso Salazar, desconoció la supuesta renuncia del presidente Chávez, a la vez que *calificó como golpe de Estado* los hechos ocurridos este jueves en Caracas<sup>830</sup>.

Ces trois types de configurations, que Marie Veniard relève aussi dans son corpus comme fréquemment associées à la dénomination « guerre », sont décrites par cette auteure comme des « formes susceptibles d’être centrées sur la nomination » (Veniard 2007 : 408). On observe en effet qu’il s’agit bien ici de catégoriser l’événement, de le définir en le nommant.

Un autre élément allant également dans ce sens est l’emploi de l’article indéfini : on observe en effet que dans dix-neuf des vingt-six énoncés où des énonciateurs seconds désignent l’événement comme un coup d’Etat, le syntagme *golpe / golpe de Estado* est précédé de l’article indéfini *un* (voir les exemples mentionnés précédemment). A la différence des groupes nominaux à déterminant défini pour lesquels le référent est présenté comme immédiatement identifiable à partir du contexte, soit parce qu’ils renvoient à un référent mentionné ailleurs dans le cotexte, soit parce qu’ils renvoient directement à un élément du contexte extra-linguistique, les groupes à déterminant indéfini ne s’interprètent pas grâce au contexte. Comme le souligne Dominique Maingueneau (2007 : 176), l’article indéfini « extrait de la classe indiquée par le nom un élément particulier qui n’a pas été identifié auparavant et qui est identifié uniquement par son appartenance à une classe ». Or, comme on vient de le dire, on peut postuler, dans le cas de nos énoncés, que l’énonciateur considère le référent visé – l’événement – comme déjà connu de ses destinataires, donc comme un élément déjà identifié. Par conséquent, l’élément nouveau auquel réfère le groupe nominal à article indéfini « un golpe de Estado » n’est pas l’événement en soi, mais le *type d’événement* dont il est question. Autrement dit, dans ces énoncés, la désignation « golpe de Estado » n’apparaît pas comme un élément supposé connu du lecteur mais comme une information nouvelle.

<sup>828</sup> « Ils ont aussi affirmé que *le départ de Chávez était un coup d’État* », *Últimas Noticias*, 13 avril.

<sup>829</sup> « Isaías Rodríguez a mis les points sur les “i” : “*Ceci est un coup d’État*” », *El Nacional*, 13 avril.

<sup>830</sup> « Dans l’État de Monagas, [...] Narciso Salazar, n’a pas reconnu la supposée démission du président Chávez, et *a* en même temps *qualifié de coup d’État* les faits survenus ce jeudi à Caracas », *El Universal*, 13 avril.

En définitive, parmi les énoncés où des énonciateurs seconds parlent de coup d'Etat, la désignation est intégrée aux dires dans cinq d'entre eux seulement, de sorte que la catégorisation de l'événement comme *golpe / golpe de Estado* est posée comme une évidence et ne constitue pas en soi l'objet des propos rapportés. Quatre de ces énoncés figurent dans l'édition de *Últimas Noticias* du 14 avril.

1. Cuba culpó ayer a Estados Unidos de apoyar *el golpe militar* en Venezuela para derrocar al gobierno del ex presidente Hugo Chávez<sup>831</sup>

Dans l'exemple (1) en effet, l'objet de l'énoncé n'est pas de catégoriser l'événement comme un coup d'Etat, mais d'accuser les Etats-Unis d'avoir soutenu ce dernier. Il s'agit donc ici d'apporter des informations nouvelles sur l'événement, préalablement catégorisé comme coup d'Etat.

Par ailleurs, on observe qu'à la différence des termes juridiques, les propos rapportés des énonciateurs seconds qui désignent l'événement comme un coup d'Etat sont très rarement introduits par des verbes exprimant la dénonciation ou la condamnation : on ne relève dans notre sous-corpus que deux énoncés de ce type (voir par exemple l'énoncé (e) cité précédemment). Cela est dû, selon nous, à la valeur argumentative dont le syntagme *golpe / golpe de Estado* est porteur. En effet, comme le souligne Alice Krieg-Planque, certaines dénominations telles que « camp de concentration » (Krieg-Planque 2000 c) ou « génocide » (Krieg-Planque 2000 b), utilisées dans le contexte de la guerre yougoslave de 1991-95, sont porteuses d'une exigence d'action, dans la mesure où elles placent la communauté internationale face à « une situation identique à celle qu'elle a connue en 1938 » : cette dernière se doit donc d'« intervenir pour ne pas être responsable de nouveau, par passivité, d'un génocide » (Krieg-Planque 2000 c : 49). L'auteure en conclut que « si argumenter consiste à orienter le raisonnement vers une certaine conclusion, il est clair que certaines dénominations fonctionnent, par elles mêmes, dans un univers discursif donné, comme des arguments » (*ibid.* : 65). Dans le cas de notre corpus, il nous semble que la dénomination *golpe / golpe de Estado* fonctionne elle aussi comme un argument, ce qui explique que cette dernière ne soit presque jamais associée à des verbes

---

<sup>831</sup> « Cuba a accusé hier les États-Unis de soutenir le *coup d'État militaire* au Venezuela en vue de renverser le gouvernement de l'ex-président Hugo Chávez », *Últimas Noticias*, 14 avril 2002.

exprimant la condamnation ou la dénonciation : il apparaît ainsi que le simple fait de catégoriser un événement comme « coup d'Etat » revient à le dénoncer et le condamner.

Dans le contexte étudié, la valeur argumentative du syntagme *golpe de Estado* nous semble se situer à deux niveaux. En effet, ce dernier est doté, en soi, d'une valeur négative (6.6.3), liée, d'abord, à la mémoire des événements qui ont été ainsi qualifiés auparavant et que le syntagme charrie avec lui : catégoriser cet événement comme coup d'Etat, c'est le comparer aux événements qui ont été catégorisés ainsi avant lui, et c'est donc assimiler le gouvernement de transition à une « irruption de dictature » (Agulhon 1997 : 8). Cette valeur négative est due ensuite aux enjeux politico-juridiques associés à ce terme, dans la mesure où, même s'il ne constitue pas une catégorie juridique en tant que telle, il suppose une violation de la démocratie, chose considérée comme inacceptable par la communauté internationale.

D'autre part, vient s'ajouter à cette valeur argumentative que le syntagme possède en langue (bien que sédimentée au travers des usages) une valeur argumentative liée au contexte discursif dans lequel celui-ci est employé : qualifier l'événement de coup d'Etat, c'est également prendre position face aux énonciateurs qui rejettent cette dénomination. Comme le souligne Marie Veniard à propos des emplois du mot « guerre » dans son corpus :

La désignation s'opère, non pas directement, mais sur fond de dialogisme interdiscursif : le point de vue sur l'objet est médiatisé par celui d'autres énonciateurs sur le même objet. (Veniard 2007 : 417)

Comme nous l'avons remarqué dans le cas des titres et des Unes, les énonciateurs affirmant qu'il s'agit d'un coup d'Etat semblent en effet répondre aux énonciateurs qui nient cette qualification. Cela apparaît nettement à travers la symétrie des arguments convoqués (« Chávez renunció » contre « Chávez no renunció »), ou dans l'énoncé ci-dessous, unique en son genre mais néanmoins significatif :

m. Iglesias denunció que la jugada de los golpistas es afirmar que Chávez renunció *para así decir que no fue un golpe de Estado*<sup>832</sup>

---

<sup>832</sup> « Iglesias a dénoncé que la stratégie des responsables du coup d'État est d'affirmer que Chávez a démissionné *pour dire ainsi que cela n'a pas été un coup d'État.* », *El Nacional*, 13 avril 2002.

Dire « c'est un coup d'Etat », ce n'est pas seulement procéder à une catégorisation de l'événement, c'est aussi se positionner face aux putschistes qui se défendent d'accomplir un coup d'Etat. C'est donc en cela que le syntagme *golpe / golpe de Estado* fonctionne comme un argument dans le contexte discursif étudié : en effet, refuser cette qualification, c'est légitimer la chute d'Hugo Chávez et l'instauration d'un gouvernement de transition, tandis que qualifier ainsi l'événement, c'est le rejeter et le condamner.

Ainsi, il apparaît que l'opposition discursive mise en évidence dans les titres et les Unes autour de cette dénomination est une mise en exergue de déclarations se trouvant dans les articles, une mise en scène de la polémique autour du nom de l'événement. Or, comme le souligne Marie Veniard (2007 : 398),

il ne s'agit pas tant de remonter à la source énonciative pour savoir qui nomme mais plutôt d'observer ce que souligne le dialogisme intertextuel : qui est montré comme nommant quoi (quel aspect de l'objet) et comme utilisant tel ou tel mot.

Il nous semble en effet que les énonciateurs qui emploient le syntagme *golpe de Estado* sont véritablement *montrés* par les journalistes comme utilisant ou rejetant cette dénomination, ces derniers soulignant ainsi, dans le même temps, la prise de position sur l'événement qu'implique l'emploi de cette désignation.

Par ailleurs, il semble intéressant d'observer comment les journaux eux-mêmes se positionnent face à cette désignation. Dans les éditions du 12 au 14 avril, ils ne prennent presque jamais en charge le syntagme *golpe de Estado*. On ne relève dans ces numéros que trois emplois assumés de cette désignation (deux dans *Últimas Noticias*, un dans *El Nacional*, et pas un seul dans *El Universal*). Nous en reportons ci-dessous un exemple :

n. La Comandancia General de la GN fue tomada por los generales de la fuerza, liderados por el Inspector General, general de división Carlos Alfonzo Martínez, y se sumaron al *golpe*<sup>833</sup>.

Dans les articles d'information, l'utilisation de *golpe de Estado* par le locuteur-journaliste correspond généralement à des commentaires sur la qualification ou non de l'événement comme coup d'Etat par des locuteurs extérieurs. Le syntagme ne peut donc y être considéré

---

<sup>833</sup> « Le Commandement Général de la GN [Garde Nationale] a été pris par les généraux de cette force, menés par l'Inspecteur Général, le général de division Carlos Alfonzo Martínez, et ils se sont unis au *coup d'État* », *Últimas Noticias*, 12 avril.

comme pris en charge par le journaliste, puisque ce dernier retranscrit en fait un point de vue autre :

o. Varios de los que han manifestado resistencia a la sustitución de Hugo Chávez por una junta de gobierno, en cuanto al ejercicio del Poder Ejecutivo, *han alegado que lo ocurrido corresponde a un golpe de Estado*<sup>834</sup>.

La grande majorité de ces commentaires portent sur l'évitement de cette désignation par certains énonciateurs. Les commentaires de ce type se trouvent pour la plupart dans *El Nacional* et *Últimas Noticias*. Les énonciateurs qui sont signalés comme s'abstenant d'employer cette désignation sont principalement les Etats-Unis (p), dans la déclaration rapportée sous diverses formes dans les trois journaux et que nous avons déjà commentée plusieurs fois, mais également le ministre de la défense déchu, José Vicente Rangel (q), ainsi que quelques pays d'Amérique latine (r) :

p. Estados Unidos culpó al gobierno de Hugo Chávez de provocar la crisis política en Venezuela [...] *y evitó definir lo ocurrido como un golpe de Estado*<sup>835</sup>

q. En conversación telefónica con *El Nacional*, el ex ministro señaló que Hugo Chávez está detenido y no ha renunciado, *pero evitó hablar de un golpe de Estado*<sup>836</sup>.

r. Esta suposición quizás está fundamentada en la fría respuesta de algunos países como Perú, Chile y Costa Rica, quienes en sus pronunciamientos *se han abstenido de calificar como golpe de estado lo sucedido en Venezuela*<sup>837</sup>. (*El Nacional*, 13 avril)

Dans ces énoncés, il est difficile de savoir si ces énonciateurs ont affirmé qu'il ne s'agissait pas d'un coup d'Etat, ou si le journaliste se contente de commenter le fait qu'ils n'aient pas parlé de coup d'Etat. Mais ce dernier semble ainsi souligner, par le biais de ces commentaires, la nécessité de se positionner face à cette désignation. Cet aspect apparaît également dans cet extrait d'interview (dont est également tiré l'énoncé (q)), où le locuteur-journaliste met en demeure son interlocuteur, José Vicente Rangel, de prendre

---

<sup>834</sup> « Plusieurs de ceux qui ont manifesté de la résistance face à la substitution de Hugo Chávez par une junte de gouvernement, pour l'exercice du Pouvoir Exécutif, *ont allégué que ce qui s'est passé correspond à un coup d'État* », *El Nacional*, 13 avril.

<sup>835</sup> « Les Etats-Unis ont accusé Hugo Chávez d'avoir provoqué la crise politique au Venezuela et *ont évité de définir ce qui s'est passé comme un coup d'Etat* », *El Universal*, 13 avril.

<sup>836</sup> « Dans une conversation téléphonique avec *El Nacional*, l'ex-ministre a signalé que Hugo Chávez est prisonnier et n'a pas démissionné, *mais il a évité de parler d'un coup d'État* », *El Nacional*, 13 avril.

<sup>837</sup> « Cette supposition est peut-être basée sur la réponse prudente de certains pays comme le Pérou, le Chili et le Costa Rica qui dans leurs déclarations *se sont abstenus de qualifier comme coup d'Etat ce qui s'est passé au Venezuela* », *Últimas Noticias*, 13 avril.

position face à l'événement à travers la catégorisation ou non de l'événement comme un coup d'Etat :

s. - *¿Hubo golpe o no hubo golpe?*

- Obviamente que hubo un pronunciamiento de la Fuerza Armada que depuso al Presidente.

- *¿O sea que hubo un golpe de Estado?*

-Hubo un pronunciamiento de la Fuerza Armada que depuso al Presidente<sup>838</sup>.

On relève par ailleurs cinq occurrences de *golpe de Estado* dans des articles de commentaire. L'une d'entre elle seulement est véritablement prise en charge par le locuteur-journaliste, dans un article de *El Nacional* écrit avant la chute d'Hugo Chávez par l'écrivain et chroniqueur de ce journal, Luis Britto García, qui dénonce la grève du secteur pétrolier :

t. Se llama veladamente *al golpe* o a la intervención extranjera<sup>839</sup>.

Dans les quatre autres emplois en revanche, le syntagme *golpe / golpe de Estado* est toujours mis à distance d'une manière ou d'une autre. Ainsi, dans l'éditorial de *El Nacional*, le 13 avril, cette désignation est associée au point de vue d'un membre de l'administration chaviste et mise à distance au moyen d'un îlot textuel (u). De plus, le groupe nominal qui introduit le syntagme (« el cuento cínico ») vient renforcer la mise en distance en discréditant le point de vue du procureur de la République :

u. Ahora vienen **con el cuento cínico**, tal como lo dijo ayer el fiscal, *del "golpe militar"* para ocultar la responsabilidad de Hugo Chávez, al ordenar a sus colaboradores que se disparara a mansalva contra mujeres, niños y jóvenes desarmados<sup>840</sup>.

---

<sup>838</sup> « - *Y a-t-il eu ou n'y a-t-il pas eu coup d'Etat ?* - Bien sûr qu'il y a eu un *pronunciamiento* militaire des Forces Armées qui a démis le Président. - *Autrement dit, il y a bien eu un coup d'Etat ?* - Il y a eu un *pronunciamiento* des Forces Armées qui a démis le Président », *El Nacional*, 13 avril 2002

<sup>839</sup> « On appelle de façon détournée au *coup d'État* ou à l'intervention étrangère ». *El Nacional*, 13 avril 2002.

<sup>840</sup> « Et maintenant ils viennent avec **leur histoire cynique**, comme l'a dit hier le procureur de la République, *du "coup d'Etat militaire"* pour occulter la responsabilité d'Hugo Chávez, qui a ordonné à ses collaborateurs de tirer sans scrupule sur des femmes, des enfants et des jeunes désarmés », *El Nacional*, 13 avril 2002, Editorial.

Dans cet autre énoncé tiré du journal *El Universal*, le mot *golpe* est également attribué à un point de vue autre dont l'énonciateur est indéterminé<sup>841</sup> et que le locuteur dit explicitement vouloir réfuter (« disipar ») :

v. Lo más importante es *disipar la posible imagen de un golpe militar* que derrocó a un gobierno legal y legítimamente establecido ya que resulta evidente que estamos en presencia de una insurrección absolutamente civil protagonizada por amplios sectores de la sociedad con la legitimación que le confiere el derecho establecido en el artículo 350 de la Constitución<sup>842</sup>.

On relève enfin deux occurrences du syntagme dans un article de *Últimas Noticias* que nous avons classé parmi les articles de commentaire, dans la mesure où le journaliste n'y fait pas intervenir de locuteurs extérieurs et y exprime librement sa position sur les événements. Néanmoins, celui-ci n'est pas signalé explicitement par le journal comme article d'opinion. Il s'agit en fait d'une analyse des aspects juridiques des événements. Dans cet article, intitulé « El final del gobierno no fue por golpe de estado ni por renuncia » (voir 5.1.2), le journaliste commence par rejeter la qualification de coup d'Etat (w), avant de l'accompagner d'un adjectif (« cívico ») qui annule la dimension illégale du terme, le syntagme ainsi formé impliquant ainsi une nouvelle catégorisation du référent (x).

w. Lo ocurrido en la jornada del jueves *no es ni un golpe de Estado ni una renuncia*, sino la revocación popular del mandato del teniente coronel (r) Hugo Chávez Frías<sup>843</sup>.

x. Este ha sido *el primer golpe "cívico"*, pues lo consumó el único que puede asumir el desconocimiento a que se refiere el artículo 350: el pueblo venezolano<sup>844</sup>. (*Últimas Noticias*, 13 avril)

En outre, dans ces trois articles, la contestation de la catégorisation de l'événement comme coup d'Etat se fait au profit d'autres désignations, assumées quant à elles par les journaux. Ces dernières supposent toutes une catégorisation des faits qui légitime le renversement de

---

<sup>841</sup> On pourrait en effet paraphraser le syntagme nominal « la posible imagen de un golpe militar » (« l'éventuelle image d'un coup d'Etat militaire ») de la manière suivante : « le point de vue de ceux qui pensent qu'il s'agit d'un coup d'Etat militaire ».

<sup>842</sup> « Le plus important c'est de *dissiper l'éventuelle image d'un coup d'Etat militaire* qui aurait renversé le gouvernement légal et légitimement établi car il est évident que nous sommes en présence d'une insurrection absolument civile menée par de larges secteurs de la société avec la légitimité que lui confère le droit établi dans l'article 350 de la Constitution », *El Universal*, 13 avril 2002.

<sup>843</sup> « Ce qui s'est passé dans la journée de jeudi *n'est ni un coup d'Etat ni une démission, mais la révocation populaire du mandat* du lieutenant colonel Hugo Chávez Frías » *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.

<sup>844</sup> « Ceci a été *le premier coup d'Etat "cívique"*, car il a été mené par le seul acteur qui peut refuser de reconnaître un régime comme le lui permet l'article 350 [de la Constitution] : le peuple vénézuélien », *Últimas Noticias*, 13 avril 2002.



d'Hugo Chávez et/ou l'instauration d'un gouvernement provisoire : en effet, *El Nacional* utilise dans son éditorial le mot *renuncia* pour renvoyer à la chute du président (voir 6.6.2), tandis que *El Universal* parle d'une « insurrection absolument civile » (exemple (v)), et *Últimas Noticias*, d'une « révocation populaire du mandat » du président. Cette dernière désignation renvoie à la Constitution vénézuélienne, qui considère la « révocation populaire du mandat » du président de la République comme un cas d'empêchement absolu à l'exercice de sa fonction (article 233). D'autre part, on peut noter que dans deux des énoncés cités (v ; x), les journalistes invoquent l'article 350 du texte constitutionnel, qui consacre le droit à la rébellion lorsqu'un gouvernement ne respecte plus la démocratie (voir 1.1.3.3). L'attitude adoptée par les journaux face à la désignation *golpe / golpe de Estado* dans ces articles de commentaire confirme donc l'idée selon laquelle cette dernière fonctionne bien comme un argument, dans la mesure où la mise à distance ou la négation de ce syntagme s'accompagne d'une prise de position qui consiste à accepter et à légitimer ces événements.

Dans les éditions du 15 avril, l'utilisation du syntagme *golpe / golpe de Estado* est totalement différente. Tout d'abord, celui-ci est moins souvent attribué à des énonciateurs seconds (10 énoncés sur 23, contre 34 énoncés sur 53 le 13 avril). Ces derniers sont principalement des représentants de pays extérieurs, un énonciateur chaviste (le ministre de la Défense), ainsi que le maire d'opposition de Caracas, Alfredo Peña, qui emploie le syntagme à quatre reprises dans un même article. A deux reprises, cette désignation fait l'objet de commentaires métadiscursifs à travers lesquels le locuteur pointe du doigt le rejet de cette qualification par les acteurs du coup d'Etat, soulignant ainsi de nouveau l'importance de cette désignation. On peut l'observer dans cet énoncé, qui constitue l'introduction d'un article relatant les faits survenus pendant ces quelques jours<sup>845</sup> :

y. Durante tres días la Fuerza Armada Nacional se fraccionó profundamente, en un *golpe de Estado que no quiso ser asumido como tal*.

Sur l'ensemble des emplois relevés pour ce jour, la catégorisation de l'événement comme coup d'Etat ne constitue que deux fois l'objet de l'énoncé (dans les propos rapportés d'Alfredo Peña, et dans l'éditorial de *Últimas Noticias*). Mais le plus souvent, le syntagme

---

<sup>845</sup> « Durant trois jours, les Forces Armées Nationales se sont divisées profondément, en un *coup d'État qui n'a pas voulu être assumé comme tel* », *El Universal*, 15 avril 2002.

*golpe / golpe de Estado* est intégré aux dires des énonciateurs seconds (z) comme des journalistes (qui assument cette désignation dans douze énoncés). Le choix de cette désignation pour référer à l'événement apparaît alors comme un présupposé de ces énoncés. Le syntagme est notamment assumé et employé en présupposé, pour chacun des journaux, à l'intérieur d'un article de commentaire (aa). Nous reportons ci-dessous deux de ces emplois :

z. “*El golpe fracasó. Cualquier cambio en Latinoamérica o el mundo deberá hacerse a través de medios democráticos*”, expresó<sup>846</sup>. (Denis Mac Shane, chancelier britannique)

aa. Como el fracaso es huérfano, pero no precisamente de explicaciones, nos adelantamos a ofrecerle algunas, *ante colapso del último golpe de Estado*<sup>847</sup>.

Après le retour d'Hugo Chávez, la catégorisation de l'événement comme un coup d'Etat n'est donc plus signalée comme motif de polémique, mais semble devenir une évidence.

Pour conclure sur les emplois de cette désignation, on signalera que certains indices montrent que c'est principalement sur ce terme que se concentre la question de la définition de la nature de l'événement. En effet, le syntagme *golpe / golpe de Estado* est accompagné à plusieurs reprises d'adjectifs qui impliquent une comparaison entre cet événement et les autres événements de cette catégorie (en l'occurrence, celle des coups d'Etat). Nous en relevons ci-dessous quelques exemples :

un *verdadero golpe de Estado* ; un *clásico golpe de estado* ; un “*fascista y reaccionario golpe de la contrarrevolución*” ; un *golpe de estado claro y raspado* ; el *primer golpe mediático*<sup>848</sup>

D'autre part, on l'a vu, dans les propos des énonciateurs qui désignent ainsi l'événement, le syntagme est très souvent employé avec l'article indéfini. Cela est particulièrement évident dans les éditions du 12 au 14 avril : le syntagme *golpe / golpe de Estado* y est accompagné quarante-six fois de l'indéfini, et seulement neuf fois d'un article défini. Or, comme on l'a signalé, l'article indéfini extrait un spécimen de la classe d'éléments auquel

---

<sup>846</sup> « “*Le coup a échoué. Tout changement en Amérique Latine ou dans le monde devra se faire par les moyens démocratiques*”, a-t-il déclaré », *Últimas Noticias* 15 avril 2002.

<sup>847</sup> « Comme l'échec est orphelin, mais pas précisément d'explications, nous nous avançons à vous en proposer quelques unes, *face à l'effondrement du dernier coup d'État* », *El Universal*, 15 avril 2002.

<sup>848</sup> « un *véritable coup d'État* ; un *coup d'État classique* ; un *coup d'État “fasciste et réactionnaire de la contre-révolution*” ; un *coup d'État clair et net* ; le *premier coup d'État médiatique* »

réfère le nom ; il nous semble ainsi que le syntagme ainsi formé, « un golpe de Estado », renvoie non seulement à l'événement dont il est question, mais aussi, dans le même temps, aux autres événements de cette classe. En revanche, dans les éditions du 15 avril, c'est l'article défini qui est le plus employé avec ce syntagme (8 *un* pour 13 *el*). Avec l'article défini, on a affaire à une description définie, la désignation ainsi formée renvoyant alors à un individu, au sens d'élément unique, et non plus à un spécimen (Maingueneau 2007 : 170-171). Accompagné de cet article, le syntagme *golpe / golpe de Estado* n'évoque donc plus d'autres événements de la classe, mais renvoie uniquement à l'événement particulier qui vient de se produire.

## **6-7. Bilan : signifié et emplois des désignations dans les articles**

Pour conclure sur le signifié des désignations de l'événement et leur emploi à l'intérieur des articles, on peut tout d'abord souligner qu'il n'y a pas véritablement, dans notre corpus, de « convergence » des désignations de l'événement vers une « description » unique (pour reprendre, respectivement, les termes d'Alice Krieg-Planque 2006 et de Louis Quéré 1994). On observe en effet que même le 15 avril, date à laquelle la catégorisation de l'événement comme *golpe de Estado* semble faire l'objet d'un certain consensus de la part des journaux comme des énonciateurs seconds, les désignations de l'événement demeurent très variées : sur quatre-vingt dix désignations relevées pour ce jour, on ne relève, en définitive, que vingt-trois occurrences de *golpe / golpe de Estado*. Selon nous, cela est dû, pour une part, au fait que l'on étudie le discours produit autour de cet événement au moment même de son surgissement, si bien que sa dénomination n'est pas encore fixée. Cela est dû, par ailleurs, au fait que ces événements se déroulent dans une grande confusion et qu'il est difficile, pour leurs observateurs, de déterminer ce qui se passe avec précision. Cela est dû enfin, au fait que l'interprétation de cet événement ne fait pas l'unanimité, mais est au contraire l'objet de controverses, ce qui se traduit au niveau de sa nomination, puisqu'on a vu que nommer un objet, c'est exprimer à son égard un point de vue (voir introduction de la partie 3).

Par ailleurs, on peut noter certaines régularités quant au rattachement des désignations relevées dans notre corpus à une source énonciative. En effet, certaines d'entre elles sont associées à des catégories déterminées d'énonciateurs : ainsi, le mot *crisis* est généralement associé au point de vue d'observateurs qui réagissent à l'événement, le syntagme *golpe de Estado* et les désignations d'ordre juridique, à celui d'énonciateurs chavistes ou d'observateurs ; à l'inverse, *cambio*, *crisis*, *caída* ou *salida* ne sont jamais – ou presque – rattachées au point de vue d'énonciateurs chavistes, probablement parce qu'elles atténuent ou neutralisent, selon eux, certains traits de l'événement. Certaines d'entre elles, en revanche, semblent être des désignations « passe-partout » : elles ne sont pas associées à des points de vue particuliers et sont employées aussi bien par les énonciateurs seconds que par le journal. C'est le cas du mot *salida* ou des désignations indéterminées (*acontecimiento*, *suceso*, *hecho* et les tournures en *lo*).

Toutefois, il est assez frappant de constater que l'attribution de ces désignations à une source énonciative est souvent fort délicate, dans la mesure où les catégories de discours rapporté privilégiées par les journaux ne supposent pas de séparation nette entre les dires du journal et ceux de l'énonciateur second (en particulier, le discours narrativisé et le discours indirect, mais aussi d'autres catégories hybrides de discours rapporté, voir 5.1.1.4.2). Contrairement à la tendance générale observée par Françoise Sullet-Nylander pour la presse française<sup>849</sup>, les ambiguïtés de prise en charge mentionnées précédemment dans le cas des titres et des Unes de notre corpus sont donc maintenues à l'intérieur des articles.

On peut néanmoins établir une distinction entre deux catégories de désignations : d'un côté, les désignations en apparence « neutres » (les désignations indéterminées, *crisis*, *cambio*, *caída*, et *salida*) et de l'autre, les désignations marquées (le syntagme *golpe de Estado* et les termes juridiques). Comme on l'avait déjà remarqué dans les titres et les Unes, les premières sont généralement intégrées aux dires de telle façon qu'il est impossible de déterminer avec certitude si elles relèvent du journaliste ou de l'énonciateur

---

<sup>849</sup> L'auteure remarque en effet que « le mouvement de l'article vers le titre de presse entraîne [...] une narrativisation des énoncés rapportés tendant ainsi à neutraliser certains traits du discours cité » ; à l'inverse, « le mouvement allant du titre à l'article laisse nettement apparaître une actualisation des paroles rapportées » : « de formes plus figées dans le haut, on passe à des formes directes ayant une grande force illocutoire dans le corps de l'article » (Sullet-Nylander 2006 : 143).

dont le point de vue est rapporté. Elles apparaissent ainsi comme un présupposé de l'énoncé : le choix de ce mot pour désigner l'événement apparaît comme une évidence, il n'est pas soumis à discussion. Pour ces désignations, il semble donc que le journaliste ne juge pas nécessaire de lever l'ambiguïté énonciative, sans doute parce qu'elles ne supposent pas de prise de position forte sur l'événement. Les secondes, en revanche, sont généralement signalées de manière plus explicite comme relevant d'énonciateurs seconds : quand elles ne se trouvent pas dans du discours direct ou des îlots textuels, elles sont associées à des configurations syntaxiques qui mettent l'accent sur l'acte de nommer (voir 6.6.4). De cette manière, le journaliste souligne le fait qu'elles relèvent d'un point de vue autre et s'abstient ainsi de prendre lui-même position sur les événements. Mais cette seconde attitude semble aussi faire partie d'une véritable mise en scène de l'acte de nommer, dans laquelle ces désignations en disent autant, voire plus, sur la prise de position qu'elles impliquent pour l'énonciateur qui les emploie que sur la nature de l'événement auquel elles renvoient. Quant au terme *renuncia*, il se situe dans un entre-deux : tantôt il est intégré aux dires, tantôt – lorsqu'il est rattaché au point de vue d'énonciateurs chavistes qui le contestent – il est mis à distance dans du discours direct ou dans des îlots textuels, les journalistes mettant en évidence, dans le deuxième cas, la prise de position que suppose le fait de contester cette désignation.

Cette étude a montré par ailleurs que la plupart des désignations « neutres » n'étaient pas si neutres qu'elles le paraissaient. Certaines d'entre elles (*caída*, *salida*, et *renuncia*), de par leur structure morphosyntaxique même, impliquent une focalisation sur Hugo Chávez ou sur son gouvernement et interdisent la présence d'un deuxième argument correspondant aux acteurs qui ont précipité la chute, le départ ou la démission. En outre, en tant que nominalisations, ces dernières permettent d'éviter les circonstances précises de l'événement, et de l'appréhender non pas du point de vue de son déroulement (comme pourrait le faire le verbe correspondant), mais directement du point de vue de son résultat, de ses conséquences. Cela nous amène de ce fait à constater, à l'instar de Marie Veniard (2007 : 454), que « le récit de l'événement dans la presse n'est pas exclusivement tourné vers le passé : il est également tourné vers l'avenir » ; il est un compte-rendu d'une situation en « attente de dénouement » (Arquembourg 2003 : 48, voir 2.2.2.1). Le fait d'étudier l'événement au moment où il surgit fait particulièrement ressortir cet aspect.

Au-delà de leur structure morpho-syntaxique, on a vu que certaines désignations sont porteuses de valeurs liées à des usages antérieurs et dont elles ont conservé les traces. Ainsi, le mot *cambio* peut renvoyer à une acception plus spécifiquement politique, souvent présente de manière sous-jacente dans les contextes de campagne électorale, qui lui donne une valeur positive, le changement ne pouvant être qu'une avancée vers un futur meilleur. Le mot *caída* transporte avec lui l'idée de faute (liée à son utilisation dans le domaine religieux) ; quant au mot *crisis*, il incite à concevoir l'événement comme le symptôme d'un problème structural que l'on doit résoudre. Ces deux désignations sont donc fréquemment employées dans des contextes où il s'agit de désigner des coupables. Ainsi, si certaines désignations, telles que *golpe de Estado*, apparaissent de manière évidente comme porteuses de mémoire, d'autres, en apparence moins marquées, portent elles aussi la mémoire de leurs emplois antérieurs, contribuant tout autant, de ce fait, à la construction du sens de l'événement.

## CONCLUSION

A travers cette recherche, nous nous sommes attachée à étudier la réaction de la grande presse quotidienne nationale face à un événement politique majeur qui a laissé son empreinte dans l'histoire contemporaine du Venezuela : les journées d'avril 2002, durant lesquelles le président Hugo Chávez fut déchu du pouvoir pendant environ quarante-huit heures. Plus précisément, nous avons cherché à observer comment les journaux *disent* l'événement quand il surgit, dans la mesure où, comme nous l'avons indiqué en introduction, le discours d'information constitue un lieu d'observation privilégié de l'histoire « en train de se faire » (Krieg 2000 a, Calabrese 2010).

Afin de poser les bases de la recherche, nous avons exposé, dans un premier temps, les éléments du contexte historico-politique et médiatique nécessaires à la bonne compréhension de ces événements. Il nous fallait pour cela présenter tout d'abord les circonstances historiques et politiques qui ont mené Hugo Chávez à la présidence de la République, depuis la signature du pacte de *Punto Fijo* en 1958, qui institutionnalisait le bipartisme, jusqu'à l'élection du « Comandante » en 1998, en passant par le *Caracazo* – premier symptôme de la crise du *puntofijismo* – et par la tentative de coup d'Etat du Commandant Chávez (le « 4-F » 1992) – par lequel celui-ci fait son entrée sur la scène médiatique.

Nous avons ensuite tenté de dresser un tableau détaillé des événements d'avril 2002 au Venezuela. On a ainsi pu voir que cette crise prenait ses sources principalement dans la situation de fort antagonisme politique que connaît le Venezuela depuis l'arrivée au pouvoir de Hugo Chávez. Puis nous avons cherché à retracer le plus précisément possible les faits survenus lors des journées des 11, 12, et 13 avril 2002 en insistant sur le rôle majeur joué par les médias audiovisuels et la presse écrite pendant ces événements, que d'aucuns ont été jusqu'à qualifier de « golpe mediático » (« coup d'Etat médiatique »). Nous avons été confrontée, à cette étape du travail, au problème de la partialité des sources

disponibles sur cette période très récente de l'histoire du Venezuela et au fait que la plupart des travaux qui traitaient de ces événements basaient principalement leur reconstitution sur des sources journalistiques, parfois sur celles-là mêmes que nous nous proposons d'analyser en tant que corpus. Dès lors, nous ne pouvions échapper à la part de subjectivité et d'inexactitude que suppose, en définitive, toute mise en récit. Après cet exposé des faits, nous nous sommes penchée sur quelques-unes des nombreuses questions, pour la plupart non résolues, suscitées par ces événements. Parmi elles se trouve principalement celle de la véracité ou non de la démission du président Hugo Chávez, annoncée dans les médias (puis largement contestée), qui permettait aux insurgés de légitimer l'instauration d'un gouvernement de transition. L'examen de certains aspects juridiques soulevés par cet épisode a montré, d'une part, que le « coup d'Etat » (consistant en une atteinte aux pouvoirs en place suivie d'une prise de pouvoir non démocratique) est une notion qui se situe en lisière du droit, et plus particulièrement, du Droit international. Il nous a permis de constater, d'autre part, qu'aucune qualification juridique des faits étudiés n'avait été retenue lors des procès des militaires impliqués dans les événements. Autrement dit, la dénomination des événements d'avril 2002 au Venezuela (*los sucesos de abril*) n'a pas fait l'objet d'un consensus qui aurait permis de fixer leur identification « sous une description » (Quéré et Neveu 1996, voir 2.2.2.2).

Après cette présentation du contexte historique et politique dans lequel se sont déroulés les événements d'avril, il était nécessaire d'exposer la situation des médias au Venezuela. Nous sommes ainsi revenue brièvement sur l'histoire des moyens d'information en Amérique latine et au Venezuela, puis nous nous sommes intéressée aux relations particulières qu'entretient Hugo Chávez avec la sphère médiatique depuis sa première apparition télévisée : d'un côté, celui-ci fait un usage sans borne des ressources médiatiques dont il dispose, de l'autre, le président vénézuélien est devenu, peu après son élection, la cible favorite des médias privés. La situation conflictuelle dans laquelle est plongée la société vénézuélienne se répercute ainsi sur le paysage médiatique du pays : les médias publics, minoritaires – du moins à l'époque des faits étudiés – sont acquis à la cause du gouvernement, tandis que les médias privés lui sont foncièrement opposés. Etant donnée la perspective adoptée dans ce travail, celle de l'analyse du discours, la mise en place de ces éléments de contexte s'avérait nécessaire afin de pouvoir appréhender le



discours médiatique produit autour de ces événements en tenant compte de ses conditions historiques et sociopolitiques de production.

Dans le deuxième chapitre, nous nous sommes interrogée sur la notion d'événement, qui constitue le cœur de cette recherche, et nous avons développé l'approche que nous en proposons dans ce travail. On a ainsi tenté d'esquisser quelques traits définitoires de l'événement, en nous basant sur des travaux relevant de disciplines diverses. Ces derniers nous ont permis de dégager l'idée centrale selon laquelle l'événement n'est pas une réalité saisissable en tant que telle, mais une réalité signifiée. En effet, la plupart des auteurs s'accordent à distinguer entre les faits, l'occurrence phénoménale qui surgit dans la réalité mondaine, et l'événement, qui n'existe que s'il est perçu et signifié comme tel. Le langage joue donc un rôle primordial dans la constitution de l'événement puisqu'il permet de le signifier, de lui donner un sens. De plus, dans les sociétés contemporaines, l'événement est indissociable de sa médiatisation, car c'est par les moyens d'information que celui-ci nous parvient dans un premier temps. Ce sont ces derniers qui lui permettent d'être connu, et d'être identifié collectivement comme un événement. Ces remarques nous ont donc paru justifier pleinement le choix d'une approche langagière, ou plus précisément, d'une approche discursive de l'événement, observé sous l'angle de sa construction médiatique. A la différence de beaucoup d'analyses discursives portant sur des événements médiatiques, qui étudient leur construction sur le temps long, l'une des particularités de la recherche présentée ici est qu'elle a pour objet un événement très bref (qui se déroule sur quelques jours), que nous avons cherché à observer au moment de son surgissement dans les médias. Autrement dit, il s'agissait, dans ce travail, d'analyser la construction discursive des événements d'avril 2002 au Venezuela « en direct », à mesure que les faits surviennent, afin d'appréhender le sens qui leur est attribué lors de leur émergence.

Pour ce faire, nous avons choisi d'examiner, dans la deuxième partie de la thèse, de quelle manière se manifestait l'apparition de l'événement dans le dispositif des journaux, en regardant, dans un premier temps, comment elle se matérialisait « physiquement » dans l'espace du journal. On a ainsi constaté qu'elle ne produisait pas de modification majeure dans la structure routinière des journaux, mais que le surgissement du moment discursif se traduisait principalement, au niveau sémiotique, par la propagation dans l'ensemble du journal de deux éléments péritextuels, ayant pour fonction de synthétiser les événements

survenus la veille et de signaler visuellement aux lecteurs les pages du journal qui traitent de ces événements : d'une part, ce qu'on a appelé les « titres courants », et d'autre part, des éléments infographiques. Ces éléments ont permis de mettre en évidence le fait que le moment discursif « envahit » littéralement l'espace de chacun des numéros de notre corpus, en apparaissant dans la quasi-totalité des rubriques et en dépassant même les limites physiques habituelles du journal, puisqu'il donne lieu à des suppléments.

Nous avons ensuite procédé, dans un deuxième temps, à une analyse des différents niveaux de titres, choisis pour leur fonction dans le journal : les Unes tout d'abord, les « titres courants » ensuite, et enfin le titre « dominant » de chacune des pages du journal. Les titres apparaissent comme un lieu propice à l'observation de l'émergence de l'événement, dans la mesure où ils constituent un premier niveau de lecture du journal, et que par conséquent, ce sont eux qui, les premiers, *disent* l'événement. Cette étude a montré que les titres arborés par les journaux sont des titres généralement assez elliptiques, qui apportent en définitive peu d'informations précises sur les circonstances dans lesquels les événements se sont déroulés. Le cas des Unes est exemplaire, dans la mesure où ces dernières sont supposées être le lieu du journal par excellence où sont annoncées les nouvelles, le premier lieu où s'élabore le sens de l'événement. Or on observe que beaucoup d'éléments d'information restent implicites : on ne sait rien des circonstances ou des acteurs qui ont poussé Hugo Chávez à quitter le pouvoir, des conditions dans lesquelles Pedro Carmona s'est retrouvé soudain propulsé à la présidence de la République, ou de celles qui ont permis le retour au pouvoir du président légitime. Une partie de ces informations apparaît notamment comme présumée par le jeu des désignations d'acteurs. Des conclusions du même type peuvent être tirées de l'analyse des titres courants, qui sont encore plus indéterminés et laconiques. Les mentions d'acteurs et les marques temporelles y sont effacées, car il s'agit pour la plupart de titres de style nominal, comprenant bien souvent des nominalisations déverbales. Dans leur cas, l'indétermination et la concision semblent se justifier, puisque ces titres ont pour fonction première d'être des titres récapitulatifs, des titres de « rappel », ils n'ont donc pas une fonction réellement informative. Néanmoins, dans le contexte étudié, ces titres servent à « rappeler » des événements qui n'ont pas été annoncés dans les éditions antérieures. Quant à l'analyse des titres dominants, elle a surtout permis de mettre au jour une certaine indétermination des agents, soit parce que leur identité n'est pas définie de manière précise, soit parce ces

derniers ne sont pas spécifiés. Ces titres construisent ainsi le récit d'un événement constitué d'un enchaînement de faits dont on ne connaît pas les acteurs. Sur ce point, il nous semble qu'une étude de la structure thématique de ces titres dominants aurait pu s'avérer fructueuse pour compléter cette partie de l'analyse.

Dans leurs titres, les journaux se focalisent donc sur certains aspects de l'actualité, ou réagissent même parfois à des événements qu'ils supposent déjà connus du lecteur. Se dégage ainsi de ces analyses une tendance des journaux à s'effacer derrière les faits, qui sont le plus souvent présentés comme une évidence, sans que l'enchaînement logique des événements ne soit clairement explicité. La construction du sens de l'événement dépend alors pour une bonne part de l'interprétation et de la reconstruction qu'en fait le lecteur à partir des éléments fournis par les journaux.

La troisième partie de la thèse a été consacrée à l'étude la nomination de l'événement, entendue comme acte de nommer. Cette dernière a une importance majeure dans l'élaboration de l'événement, car elle permet de condenser les différents éléments qui le composent en un référent unique et de lui donner un sens en l'insérant dans une certaine classe d'objets. Un premier repérage des désignations de l'événement a d'abord été effectué dans les titres et les Unes du corpus. Il en est ressorti la présence d'une constellation de désignations, qui met en évidence une instabilité référentielle : dans ce contexte de bouleversement total de l'ordre établi, il est difficile de savoir précisément ce qui est en train de se passer. Par ailleurs, un certain nombre d'indices, apparaissant principalement le 13 avril (jour où Hugo Chávez est éloigné du pouvoir), ont révélé que la nomination de l'événement constitue en soi un enjeu. A plusieurs reprises, cette dernière est l'objet principal de déclarations rapportées dans les journaux, ce qui vient confirmer le fait que nommer l'événement, d'une part, c'est en définir la nature et d'autre part, c'est prendre position face à ce dernier. De plus, certaines désignations sont signalées par les journaux, à travers l'emploi de certaines constructions syntaxiques, comme faisant l'objet de polémique. On observe ainsi que l'acte de nommer l'événement est mis en exergue et mis en scène dans les titres et les Unes, notamment à travers des procédés d'aphorisation.

Quant au comportement assumé par les journaux face à ces désignations, il se manifeste pour une part par un brusque changement d'attitude, qui consiste à prendre en

charge successivement deux désignations qui orientent l'événement vers des « descriptions » opposées : le mot *renuncia* (démission) lorsque Hugo Chávez est éloigné du pouvoir, puis le syntagme *golpe de Estado* (coup d'Etat) après son retour. En effet, la catégorisation de l'événement comme une démission permet de légitimer la chute du gouvernement de Hugo Chávez et l'instauration d'un gouvernement de transition, tandis que sa catégorisation comme coup d'État inscrit d'emblée ces faits dans l'illégalité. Mais les journaux se caractérisent surtout par leur apparente neutralité face à la controverse des désignations. Les désignations les plus marquées (*golpe de Estado* ou les termes juridiques tels que *ruptura del orden consitucional*) sont ainsi presque toujours attribuées à des énonciateurs seconds. De plus, les catégories de discours rapporté utilisées provoquent souvent un brouillage de la source énonciative, si bien qu'on ne sait pas qui, du journaliste ou de l'énonciateur second, prend en charge la désignation. Enfin, les désignations les plus fréquentes qui semblent relever de la responsabilité des journalistes sont des termes « neutres », qui ne supposent pas de prise de position forte sur l'événement. En d'autres termes, les journaux mettent en scène le débat sur la désignation de l'événement mais, le plus souvent, n'y prennent pas parti.

Dans le dernier chapitre, nous avons procédé à une étude détaillée de ces désignations, en nous attardant d'une part, sur leur signifié en langue, et en observant d'autre part, leurs emplois à l'intérieur d'un sous-corpus d'articles. Cette analyse a montré que beaucoup des conclusions tirées de l'examen des désignations dans les titres et les Unes étaient également valables à l'intérieur des articles. Mais elle nous a également permis d'affiner certaines d'entre elles. On a ainsi constaté que le choix des mots disponibles pour nommer l'événement ne se résumait pas à une classification ternaire dans laquelle on pourrait distinguer deux pôles correspondant à deux positions opposées sur les événements (*golpe de Estado* et les désignations juridiques, d'un côté, supposant une dénonciation de l'événement, et *renuncia* de l'autre, impliquant sa légitimation) et au centre, les désignations dites indéterminées ou neutres. Au contraire, l'observation de leurs contextes d'apparition a mis en évidence le fait que ces désignations étaient dotées de traits sémantiques plus difficilement cernables qui venaient s'ajouter à leur signifié « de base » et que l'étude de leur signifié en langue permettait d'éclairer. En effet, le sens des mots ne se définit pas uniquement dans les dictionnaires : ils conservent des traces de leurs emplois antérieurs, ils « sont chargés des valeurs conférées par leurs usages » (Paveau 2007 : 126),

et ces valeurs se sédimentent en langue pour faire partie intégrante de leur signifié. Il est ainsi apparu que les effets de sens liés à la mémoire discursive ne se fixent pas uniquement dans des mots très marqués politiquement tels que le syntagme *golpe de Estado*, mais également dans des termes en apparence plus neutres tels que *cambio*, *crisis* ou *caída*. Par conséquent, l'ensemble des désignations étudiées traduit, d'une manière ou d'une autre, un certain point de vue sur l'événement.

Par ailleurs, il est ressorti de nos analyses de corpus qu'une bonne partie des désignations étudiées (les désignations qu'on a appelées désignations indéterminées, ainsi que *caída*, *cambio*, *salida*, et *crisis*) sont généralement intégrées au discours du journal – parce que ce dernier les assume ou parce qu'elles apparaissent dans des catégories de discours rapporté qui rend leur prise en charge équivoque – et ne sont jamais signalées comme faisant l'objet de débat ou de commentaires. En revanche, les désignations d'ordre juridique et le syntagme *golpe de Estado* – du moins jusqu'au retour de Hugo Chávez – sont le plus souvent clairement signalées comme relevant d'énonciateurs seconds, soit par le biais de certaines catégories de discours rapporté comme le discours direct ou les îlots textuels, soit par le choix de certains verbe introducteurs qui font de la nomination de l'événement l'objet même de la déclaration, le journal mettant ainsi l'accent sur l'acte de nommer. Les énonciateurs sont donc véritablement *montrés* par le journal comme qualifiant ainsi l'événement. De ce fait, ces désignations semblent symboliser la prise de position sur l'événement des énonciateurs qui les emploient plus qu'elles ne servent à désigner ce dernier. Le terme *renuncia*, quant à lui, est parfois intégré aux dires, parfois montré comme contesté – quand il est rattaché au point de vue d'énonciateurs chavistes – apparaissant alors, lui aussi, comme révélateur d'une position sur l'événement. Ainsi, si « les dénominations arrivent aux discours dotées d'une certaine capacité à désigner » (Krieg-Planque 2006 : 99), elles prennent aussi des valeurs particulières à l'intérieur d'une situation énonciative donnée, participant, de ce fait, à l'élaboration du sens de l'événement.

L'analyse du corpus a permis de discerner certaines tendances générales qui, ajoutées les unes aux autres, contribuent à la construction discursive des événements d'avril 2002 dans la presse vénézuélienne. On observe tout d'abord une tendance à l'effacement des acteurs de l'événement. Cette dernière se manifeste dans les titres, mais aussi à travers l'emploi de certaines désignations qui sont dépourvues de fonctionnement

actanciel (*crisis*) ou qui, de par leur structure morphosyntaxique, centrent l'événement sur un seul acteur (*caída, salida, renuncia*), ou encore qui, de par leur statut de nominalisations déverbiales (*cambio*), permettent de ne pas mentionner les acteurs – contrairement à ce que ferait le verbe correspondant. L'événement ainsi construit est un événement dont il est difficile de déterminer quels sont les agents et qui est centré sur la figure de Hugo Chávez. Ensuite, on remarque une tendance à l'effacement énonciatif des journalistes derrière un récit des faits qui semble s'imposer à eux. Cette tendance transparaît à travers de nombreux aspects : notamment, dans les titres, à travers la focalisation sur le procès et l'effacement des agents. Au niveau de la nomination de l'événement, elle se traduit par l'emploi de désignations en apparence neutres et de nombreuses nominalisations (qui permettent elles aussi de gommer les agents, et d'éluder les circonstances précises dans lesquelles s'est déroulé l'événement). Elle se manifeste enfin par l'effacement des journalistes derrière les propos qu'ils rapportent, leur permettant par exemple de ne pas nommer directement l'événement.

On constate ainsi que la position des journaux face aux événements apparaît essentiellement dans les Unes (surtout pour *El Universal*) et dans les articles de commentaire, et qu'elle est beaucoup plus effacée dans d'autres zones du journal, comme les titres ou les articles d'information. Cette prudence des journaux face à cet événement peut avoir trois sortes d'explications (qui ne s'excluent pas). Premièrement, ces derniers partent du principe que les lecteurs sont déjà au courant de ce qui se passe, qu'ils se sont déjà informés par le biais d'autres médias. Ils choisissent donc de commenter l'événement ou de focaliser sur certains aspects de l'actualité plutôt que d'informer réellement. Néanmoins, on a vu que les médias audiovisuels s'étaient caractérisés par leur prise de parti patente lors de ces événements, avant d'opter pour le silence. Par conséquent, les lecteurs ne peuvent disposer d'une information impartiale – si tant est que cela puisse exister – préalable. Deuxièmement, ces événements se déroulent dans une grande confusion et très rapidement, si bien qu'on peut supposer que les journalistes eux-mêmes ne sont pas en mesure de déterminer avec exactitude ce qui se passe. De ce fait, leur prudence peut s'expliquer par le fait qu'ils ne connaissent pas la suite des événements : Hugo Chávez va-t-il revenir ? Le gouvernement de Pedro Carmona va-t-il perdurer ? Enfin, l'absence de dramatisation, de prise de position explicite sur les événements peut être due au fait que les journalistes cherchent à donner l'impression que ce qui se passe est

naturel. Cet aspect apparaît assez nettement le 13 avril, où les journaux semblent accepter l'instauration d'un gouvernement provisoire comme un fait totalement normal et ne la remettent pas en cause.

Cette attitude générale face à l'événement n'est pas tout à fait identique pour les trois journaux : on observe en effet chez *El Universal* une tendance à réagir sur l'événement plutôt qu'à informer, chez *Últimas Noticias*, à proposer différents points de vue sans prendre position pour l'un ou pour l'autre, tandis que *El Nacional* semble se situer dans un entre-deux. Néanmoins, il est difficile de distinguer des différences majeures entre les trois journaux, ce qui nous semble témoigner d'une certaine dépolitisation de la grande presse écrite qui tend à perdurer dans le temps sans se soucier réellement des changements de régimes politiques.

Comme nous l'avons indiqué en introduction, l'analyse de notre corpus ne se voulait pas exhaustive et celui-ci aurait pu être abordé de bien d'autres manières. D'autres lieux d'observations que ceux que nous avons choisis pourraient ainsi faire l'objet de futurs travaux. Nous pensons en particulier aux déclarations et aux communiqués des insurgés et des membres du gouvernement de transition et à la position adoptée par les journaux face à ces propos rapportés, qui ont déjà été étudiés en partie dans notre mémoire de master, mais dont l'analyse mériterait d'être approfondie. Nous espérons néanmoins avoir fourni quelques clés au lecteur pour mieux comprendre ces événements, et au-delà, pour lui permettre d'appréhender certains mécanismes du discours médiatique vénézuélien. Enfin, il nous semble qu'une partie des éléments mis au jour au cours de cette recherche peut s'appliquer à l'étude d'autres événements bien sûr, mais aussi d'autres situations de conflits ou de crises graves.

# BIBLIOGRAPHIE

## ➤ Sciences humaines et sociales

ADAM Jean-Marc (1997), « Unités rédactionnelles et genres discursifs : cadre général pour une approche de la presse écrite », *Pratiques*, 94, 3-18.

ADAM Jean-Marc et LUGRIN Gilles (2006), « Effacement énonciatif et diffraction contextuelle de la prise en charge des énoncés dans les hyperstructures journalistiques », *Semen*, 22, 127-144.

ADAMEC P. (1973), « O semantiko-sintaksičeskix funkcijax deverbativnyx i dea d'ektivnyx suščestvitel'nyx », *Naučnye doklady uysšej školy* (Filologičeskie nauki), 4, 40-46, (« *Des fonctions sémantico-syntaxiques des substantifs déverbatifs et déadjectivaux* »).

AGNÈS Yves et CROISSANDEAU Jean Michel (1979), *Lire le journal*, Paris, Editions F.P.

AGNÈS Yves (2002), *Manuel de journalisme : Ecrire pour le journal*, Paris, Ed. La Découverte et Syros, coll. Repères.

AGULHON Maurice (1997), *Coup d'Etat et république*, Paris, Presses de Sciences Po.

ANCEAU Éric (2009), « Le coup d'État du 2 décembre 1851 ou la chronique de deux morts annoncées et l'avènement d'un grand principe », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 12, 24-42.

ARQUEMBOURG Jocelyne (2003), *Le temps des événements médiatiques*, Paris, De Boeck INA.

ASPREMONT Jean d' (2009), « La licéité des coups d'Etat en droit international », in Société française pour le droit international, *L'Etat de droit en droit international*, acte du colloque de Bruxelles, 5-6-7 juin 2008, Paris, Pedone, 123-142.

AUSTIN (1970), *Quand dire, c'est faire*, introduction, traduction et commentaire de Gilles Lane, postface de François Récanati, Paris, Seuil. (Edition originale : *How to do things with Words*, Oxford University Press, 1962).

AUTHIER-REVUZ (1995) *Ces mots qui ne vont pas de soi. Boucles réflexives et non-coïncidence du dire*, 2 t., Paris, Larousse

AUTHIER Jacqueline & MEUNIER André (1977), « Exercices de grammaire et discours rapporté », *Langue française*, 33, 41-67.



AVRIL Pierre et GICQUEL Jean (2003), *Lexique de droit constitutionnel*, Paris, PUF, coll. Que Sais-Je ?

BADIOU Alain (1988), *L'être et l'événement*, Paris, Seuil.

BEDEL Jean-Marc (1997), *Grammaire de l'espagnol moderne*, Paris, Presses Universitaires de France.

BELLO Andrés (1847), *Gramática de la lengua castellana destinada al uso de los americanos*, Santa Cruz de Tenerife, R. Trujillo, Insituto Universitario de Lingüística Andrés Bello y Cabildo I. de Tenerife.

BENABEN Michel (2002), *Manuel de linguistique espagnole*, Paris, Ophrys, 1<sup>ère</sup> éd. 1993.

BENABEN Michel (2000), *Dictionnaire étymologique de l'espagnol*, Paris, Ellipses.

BENSA Alban et FASSIN Eric (2002), « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, 38, 5-20, mis en ligne le 06 mars 2007, <http://terrain.revues.org/index1888.html>, consulté le 19 août 2008.

BENVENISTE Emile (1966), *Problèmes de linguistique générale*, 2 t., Paris, Gallimard.

BLOCK Maurice (éd.) (1863-1864), *Dictionnaire général de la politique*, O. Lorenz, Paris, 2 volumes.

BOSQUE Ignacio, DEMONTE Violeta *et al.* (éds) (1999), *Gramática descriptiva de la lengua española*, 3 vol., Madrid, Espasa, Real Academia Española, Colección Nebrija y Bello.

BOSQUE Ignacio y MORENO Juan Carlos (1990), « Las construcciones con *lo* y la denotación del neutro », *Lingüística* 2, 5-50, [http://portal.uam.es/portal/page/profesor/epd2\\_profesores/prof782/publicaciones/CCLYD\\_N.pdf](http://portal.uam.es/portal/page/profesor/epd2_profesores/prof782/publicaciones/CCLYD_N.pdf), consulté le 07/07/2011.

BOSREDON, B. et TAMBA I. (1992), « Thème et titre de presse : les formules bisegmentales articulées par un 'deux points' », *L'information grammaticale*, 54, 36-44.

BOURDIEU Pierre (1979), *La distinction*, Paris, Minuit.

BROWN George et YULE Gillian (1983), *Discourse analysis*, Cambridge, Cambridge University Press.

CALABRESE L. et ROSIER L. (2004), « Conflits d'intérêts et crise discursive : la canicule de l'été 2003 », in *Réseaux*, 100, Mons, Université de Mons-Hainaut, 33-44.

CALABRESE Laura (2010), *Le rôle des désignants d'événements historico-médiatiques dans la construction de l'histoire immédiate. Une analyse du discours de la presse écrite*, thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles, disponible en ligne, [http://ulb.academia.edu/LauraCalabrese/Papers/520190/THESE\\_Le\\_role\\_des\\_designants\\_devenements\\_historico-](http://ulb.academia.edu/LauraCalabrese/Papers/520190/THESE_Le_role_des_designants_devenements_historico-)

[mediatiques dans la construction de l'histoire immédiate. Une analyse du discours de la presse écrite](#), consulté le 21 juillet 2011.

CERTEAU Michel de (1990), *La possession de Loudun*, Paris, Gallimard / Julliard, coll. « Archives », 1<sup>ère</sup> éd. 1970.

CHAMPAGNE Patrick (1984), « La manifestation », *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, 52/53.

CHARAUDEAU Patrick (1983), *Langage et discours : éléments de sémiolinguistique : théorie et pratique*, Paris, Hachette.

CHARAUDEAU Patrick (1992), *Grammaire du sens et de l'expression*, Paris, Hachette éducation.

CHARAUDEAU Patrick (2005), *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles / Paris, De Boeck / INA

CHARAUDEAU Patrick et MAINGUENEAU Dominique (2002), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil

CHARAUDEAU Patrick, DARBORD Bernard, et POTTIER Bernard (2005), *Grammaire explicative de l'espagnol*, Paris, Armand Colin, 1<sup>ère</sup> éd. 1994.

CHARAUDEAU Patrick (2006), « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives », *Semen 22, Énonciation et responsabilité dans les médias*, mis en ligne le 01 mai 2007, <http://semen.revues.org/2793>, consulté le 19 août 2011.

CHERRIER Emmanuel (1999), *18 Brumaire et 2 Décembre. Éléments pour une étude du coup d'État*, thèse pour le doctorat en science politique, Université de Lille II.

CHERRIER Emmanuel (2005), « Introduction », in DELOS-HOURTOULE Sarah et CHERRIER Emmanuel (éds), *Coups d'État et révolutions*, AGMEN, Centre de recherches juridiques et politiques, Presses universitaires de Valenciennes

CHEVALIER Jean-Claude (1978), *Verbe et phrase : les problèmes de la voix en espagnol et en français*, Paris, Éditions hispaniques

CHISS Jean-Louis, FILLIOLET Jacques et MAINGUENEAU Dominique (2001), *Introduction à la linguistique française*. 2 t., Paris, Hachette supérieur.

CISLARU G., VENIARD M. et al (éds.) (2007), *L'acte de nommer. Une dynamique entre langue et discours*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.

CFPJ (Centre de formation et de perfectionnement des journalistes) (1991), *Lexique des termes de presse*, Paris, CFPJ.

CLEMI (Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information), « Glossaire des termes de la presse écrite », <http://www.clemi.org/fr/>, consulté en janvier 2010 et retiré depuis.

CRAWFORD James (2005), *The international law commission's articles on State responsibility, introduction, text and commentaries*, CUP.

CULIOLI Antoine, FUCHS Catherine et PÊCHEUX Michel (1970), *Considérations théoriques à propos du traitement formel du langage*, Documents de linguistique quantitative, 7, Dunod.

DAVID Charles-Philippe (2006), *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de Sciences Po, 1<sup>ère</sup> éd. 2000.

DE ARRUDA CARNEIRO DA CUNHA Dóris (1992), *Discours rapporté et circulation de la parole : contribution à une approche dialogique du discours d'autrui: étude de six commentaires oraux induits par la lecture d'un article de presse*, Louvain-La-Neuve, Peeters.

DETRIE Catherine, SIBLOT Paul, VERINE Bertrand (éds.), (2001), *Termes et concepts pour l'analyse du discours. Une approche praxématique*, Paris, Champion.

DUBOIS Jean (1962), *Le vocabulaire politique et social en France, 1869-1872*, Paris, Larousse.

DUCROT Oswald (*et al.*), (1980), *Les mots du discours*, Paris, Minuit.

FERNÁNDEZ RAMÍREZ (1985-1991), *Gramática española*, (1986) *El nombre*, vol. 3.1; (1987) *El pronombre*, vol. 3.2, Madrid, Arco Libros

FERNÁNDEZ SEBASTIÁN Javier, FRANCISCO FUENTES Juan (éds.), 2008 *Diccionario político y social del siglo XX español*, Madrid, Alianza.

FISHMAN Mark (1980), *Manufacturing the news*, Austin, University of Texas Press.

FOUCAULT Michel (1969), *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard

FRANCO M. Antonio (2006), « El ser y el deber ser de los titulares de prensa a través de un modelo lingüístico », in MOLERO DE CABEZA Lourdes, FRANCO M. Antonio y D. VIEIRA Lenita *et al.* (éds), *Estudios del discurso en Venezuela. Teoría y Método*, Memorias del V Coloquio de Análisis del Discurso (ALED), Barquisimeto, Fonacit & Fundacite-Zulia, 177-192.

FRANÇOIS Denis et DURANDIN Guy (1977), « Analyse linguistique et psychosociologique de trois types de messages : publicité, propagande, information (éditoriaux) », *A.T.P « information »*, 2247 et 2158, Paris, Publication des U.E.R de Linguistique et de Psychologie de l'Université René Descartes et du C.N.R.S.

GARRIDO Medina Joaquín (1991), *Elementos de análisis lingüístico*, Madrid, Fundamentos

GARRIGUES Jean (2009), « Editorial », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 12, 6-7.

GARFINKEL Harold (1967), *Studies in Ethnomethodology*, Englewoods Cliffs, N.J., Prentice Hall

GENETTE Gérard (1987), *Seuils*, Paris, Seuil.

GROSSE Ernst Ulrich et SEIBOLD Ernst (1996), *Panorama de la presse parisienne : histoire et actualité, genres et langages*, Berlin, Peter Lang.

GUÉRY Louis (1991), *Précis de mise en page*, Paris, Les Editions du CFPJ.

HALLIDAY Michael A.K (1994), *An introduction to fonctionnal grammar*, London, Edward Arnold, 1<sup>ère</sup> éd. 1985.

HENRY Paul (1975), « Constructions relatives et articulations discursives », *Langages*, 37, 81-98.

HERMANT Daniel (1987), « Coups de l'Etat et coups d'Etat », *Etudes polémologiques*, n°41, « Les coups d'Etat », Institut français de polémologie, 15-30.

HERMET Guy, BADIE Bertrand, BIRNBAUM Pierre et BRAUD Philippe (2005), *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 1<sup>ère</sup> éd. 1994.

HOEK Leo H. (1981), *La marque du titre. Dispositifs sémiotiques d'une pratique textuelle*, Mouton Publishers, La Haye.

HUBÉ Nicolas (2008), *Décrocher la "UNE". Le choix des titres de première page de la presse quotidienne en France et en Allemagne (1945-2005)*, Presses universitaires de Strasbourg (coll. Sociologie politique européenne).

JULY Serge (1997), *LA UNE Libération 1973-1997*, Paris, Librairie Plon.

KERBRAT-ORECCHIONI Catherine (1984), « Discours politique et manipulation : du bon usage des contenus implicites », in KERBRAT-ORECCHIONI Catherine et MOUILLAUD M. (éds.), *Le discours politique*, Presses Universitaires de Lyon, 213-227.

KERBRAT-ORECCHIONI Catherine (2001 a), *Les actes de langage dans le discours. Théorie et fonctionnement*, Paris, Nathan.

KERBRAT-ORECCHIONI Catherine (2001 b), *L'énonciation. De la subjectivité dans le langage*, Paris, Armand Colin, 1<sup>ère</sup> éd. 1980.

KIEFER Ferenc (1998), « Les substantifs déverbaux événementiels », *Langages*, 131, 56-63.

KLEIBER Georges (1984), « Dénomination et relations dénominatives », *Langages*, 76, 77-94.

KRIEG Alice (1996), « La "purification ethnique" dans la presse. Avènement et propagation d'une formule », *Mots*, 47, 109-126.

KRIEG Alice (2000 a), « Analyser le discours de presse. Mises au point sur le “discours de presse” comme objet de recherche », *Communication*, vol. 20, n°1, 75-97

KRIEG Alice (2000 b), *Emergence et emplois de la formule « purification ethnique » dans la presse française (1980-1994) : Une analyse de discours*, Thèse de doctorat de sciences du langage, Université Paris Nord -Paris 13, 3 volumes.

KRIEG Alice (2000 c), « La dénomination comme engagement. Débat dans l’espace public sur le nom des camps découverts en Bosnie », *Langage et société*, 93, 33-69.

KRIEG Alice (2002), « L’adjectif “ethnique” entre langue et discours. Ambiguïté relationnelle et sous-détermination énonciative des adjectifs dénominaux », *RSP Revue de sémantique et pragmatique*, 11, 103- 121.

KRIEG-PLANQUE Alice (2003), « *Purification ethnique* ». *Une formule et son histoire*, Paris, CNRS Editions.

KRIEG-PLANQUE Alice (2006) « L’intentionnalité de l’action mise en discours. Le caractère intentionnel des crimes de masse sur la scène médiatique », in Le Pape Marc, Siméant Johanna et Vidal Claudine (éds.), *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, La Découverte, 88-102.

KRIEG-PLANQUE Alice (2009 a), « A propos des “noms propres d’événement”. Événementialité et discursivité », *Les Carnets du Cediscor*, 11, Lecolle Michelle, Paveau Marie-Anne, Reboul Sandrine *et al.* (éds), « Le nom propre en discours », Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 77-90.

KRIEG-PLANQUE Alice (2009 b) *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté.

LAMIZET B. (2004), « Esthétique de la limite et dialectique de l’émotion », *Mots*, 75, *Emotion dans les médias*, 35-45.

LECOLLE Michèle (2004), « Toponymes en jeu : Diversité et mixage des emplois métonymiques de toponymes ». *Studii si cercetari filologice*, 3, Université de Pitesti, Roumanie, disponible en ligne : [http://www.info-metaphore.com/articles/lecolle-jeu-toponymes-metonymie-emploi-metonymique.html#\\_ftn1](http://www.info-metaphore.com/articles/lecolle-jeu-toponymes-metonymie-emploi-metonymique.html#_ftn1), consulté le 30 avril 2010.

LEMARCHAND Jacques (1993), « Reprise et reformulation du discours d’autrui : les commentaires radiophoniques immédiats des interventions du président de la République », *Langage et société* 64, 9-42.

LUGRIN Gilles (2000), « Les ensembles rédactionnels : multitexte et hyperstructure », *Médiatiques*, Louvain-la-Neuve, Observatoire du récit médiatique (ORM), 34-36 ; (2001), <http://www.comanalysis.ch/ComAnalysis/Publication11.htm>, consulté le 08 octobre 2011.

LUGRIN Gilles (2001) « Le mélange des genres dans l’hyperstructure », *Semen*, 13, 65-96.

MAINGUENEAU Dominique (1990), *Eléments de linguistique pour le texte littéraire*, Paris, Bordas.

MAINGUENEAU Dominique (1991 a), *L'analyse du discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette Supérieur.

MAINGUENEAU Dominique (1991 b), *L'énonciation en Linguistique Française*, Paris, Hachette.

MAINGUENEAU Dominique (1997), *L'analyse du discours*, Paris, Hachette (édition remaniée de MAINGUENEAU 1991 a).

MAINGUENEAU Dominique (1994), *Syntaxe du français*, Paris, Hachette.

MAINGUENEAU Dominique (2006), « Les énoncés détachés dans la presse écrite. De la surassertion à l'aphorisation », in *Interdiscours et intertextualité dans les médias*, M. Bonhomme et G. Lugin (éds.), *Travaux Neuchâtelois de linguistique*, 44, 107-120.

MAINGUENEAU Dominique (2007), *Analyser les textes de communication*, Paris, Armand Colin, 1<sup>ère</sup> éd. 1998.

MAINGUENEAU Dominique (2009), *Les termes clés de l'analyse du discours*, Paris, éd. du Seuil, 1<sup>ère</sup> éd. 1996.

MARNETTE Sophie (2004), « L'effacement énonciatif dans la presse contemporaine », *Langages*, 156, 51-65

MARNETTE (2009), « Aux confins du rapportable : le discours narrativisé », in Evrard Ivan, Pierrard Michel *et al.* (éds), *Les sens en marge. Représentations linguistiques et observables discursifs ; actes du colloque international de Bruxelles, 3-5 nov. 2005*, Paris, L'Harmattan, 135-150.

MARTÍNEZ ALBERTOS José Luis (1993), *Curso general de redacción periodística : lenguaje, estilos y géneros periodísticos en prensa, radio, televisión y cine*, Madrid, Paraninfo.

MARTINEZ-VASSEUR Pilar (2003), *L'armée espagnole (XIXe XXe siècles)*, Paris, Ellipses, coll. Les essentiels de civilisation espagnole.

MARX Karl (1852), *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, traduction française par Marcel Ollivier, présentations, bibliographies, chronologies et notes par Emmanuel Barot et Jean-Numa Ducange, Paris, Librairie générale française (Livre de poche), 2007.

MATHIEN Michel et CONSO Catherine (1997), *Les agences de presse internationales*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ».

MOIRAND Sophie (1975), « Le rôle anaphorique de la nominalisation dans la presse écrite », *Langue Française*, 28, 60-78.

MOIRAND Sophie (1999), « Les indices dialogiques de contextualisation dans la presse écrite », *Cahiers de praxématique*, 33, 145-184.

MOIRAND Sophie (2006), « Le choc des discours dans la presse française : la crise des banlieues de novembre 2005 et la crise des universités de mars 2006 », in Fornasiero Jean et Mrowa-Hopkins Colette (éds.) *Explorations and Encounters in French, Université d'Adelaide*, Australie, 35-76 (traduction en espagnol dans la revue en ligne *Discurso y Sociedad*).

MOIRAND Sophie (2007 a), *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris, Presses Universitaires de France.

MOIRAND Sophie (2007 b) « Discours, mémoires et contextes : à propos du fonctionnement de l'allusion dans la presse ». *Corela*, Numéros spéciaux, *Cognition, discours, contextes*, <http://corela.edel.univ-poitiers.fr/index.php?id=1567>, consulté le 08 octobre 2011.

MOUILLAUD Maurice et TETU Jean-François (1989), *Le journal quotidien*, Presses Universitaires de Lyon.

MOURIQUAND, J. (2005) *L'écriture journalistique*, Paris, Puf, coll. "Que sais-je?", 1<sup>ère</sup> éd. 1997.

NAUDÉ Gabriel (1639) *Considérations politiques sur les coups d'Etat*, reprint Centre de Philosophie politique et juridique, ERA-CNRS, Université de Caen, 1989.

NEVEU Franck (2004), *Dictionnaire des sciences du langage*, Paris, Armand Colin.

NORA Pierre (1974), « Le retour de l'événement », in LE GOFF Jacques et NORA Pierre, *Faire de l'histoire*, Tome I, *Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard.

PAISSA Paola (à paraître), « La notion de gradualité de l'euphémisme : analyse d'un corpus de presse à la fin de la guerre d'Algérie (Le Figaro, février-juillet 1962) », colloque *L'euphémisme revisité. Nouvelles perspectives pragmatico-discursives*, Berne, 2-3 septembre 2010.

PAVEAU Marie-Anne et ROSIER Laurence (2005), « Éléments pour une histoire de l'analyse du discours. Théories en conflit et ciment phraséologique », colloque franco-allemand, *L'analyse du discours en France et en Allemagne. Tendances actuelles en sciences du langage et sciences sociales*, Créteil, Céditec, 2 juillet 2005, <http://www.johannes-angermueller.de/francais/adfa.html>, consulté le 23 août 2011

PAVEAU Marie-Anne (2007), « Analyse du discours et histoire. Rencontres et oublis », in Bonnafous Simone et Malika Temmar (éds.), *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Paris, Ophrys, 121-134.

PÊCHEUX M. (1975), *Les vérités de La Palice. Linguistique, sémantique, philosophie*, Paris, Maspéro.

PEYTARD J. (1975) « Lecture(s) d'une "aire scripturale" : la page de journal », *Langue française*, 28, 39-59.

PORDEUS RIBEIRO Michele (à paraître), « Le clivage gauche/droite dans les discours des presses écrites française et brésilienne », dans Donot Morgan, Segovia Lacoste Pablo et Pordeus Ribeiro Michele (éds.), *Discours politiques en Amérique latine : imaginaires et représentations*, Paris, L'Harmattan.

QUÉRÉ Louis (1994), « L'événement "sous une description" : contraintes sémantiques, croyances stéréotypiques et "natural facts of life as a morality" », *Protée*, 22, 2, 14-28.

QUÉRÉ Louis et NEVEU Eric (1996), « Présentation », *Réseaux*, 75, *Le temps de l'événement*, 7-21.

RABATEL Alain (2003), « L'effacement énonciatif dans les discours représentés et ses effets pragmatiques de sous- et de sur-énonciation », in Juan Manuel Lopez-Muñoz, Sophie Marnette et Laurence Rosier *et al.* (éds), « Formes et stratégies du discours rapporté : Approches linguistiques et littéraire des genres de discours », *Estudios de Lengua y Literatura francesas* (Université de Cadix), 14, 33-61.

RABATEL Alain (2004), « Effacement énonciatif et effets argumentatifs indirects dans l'incipit du *Mort qu'il faut* de Semprun », *Semen* 17, 11-132, mis en ligne le 29 avril 2007, <http://semen.revues.org/2334>, consulté le 01 septembre 2011.

REAL ACADEMIA ESPAÑOLA (1973) *Esbozo de una nueva gramática de la lengua española*, Madrid Espasa Calpe.

REAL ACADEMIA ESPAÑOLA, ASOCIACIÓN DE ACADEMIAS AMERICANAS (2009), *Nueva gramática de la lengua española*, 2 vol, Madrid, Espasa Calpe.

REBOUL A. et MOESCHLER J. (1998), *La pragmatique aujourd'hui. Une nouvelle science de la communication*, Paris, Seuil, Coll. Points Essais.

RICO Y AMAT Juan, (1855), *Diccionario de los políticos*, éd. commentée par Diego Sevilla Andrés, Narcea, Madrid, 1976.

RICŒUR Paul (1983), *Temps et récit. L'intrigue et le récit historique*. Vol 1, Paris, Seuil.

RICŒUR Paul (1991), « Événement et sens », *Raisons Pratiques*, 2, *L'événement en perspective*, EHESS Editions.

RIEGEL Martin *et al* (éds.), (1994), *Grammaire méthodique du français*, Paris, PUF.

RUWET Nicolas (1967), *Introduction à la grammaire générative*, Paris, Plon.

SEARLE John Ronald (1998), *La construction de la réalité sociale*, Paris, Gallimard. (Edition originale : *The Construction of Social Reality*, New York, Free Press, 1995).

SECO Manuel (1989), *Gramática esencial del español*, Madrid, Espasa Calpe.



SÉRIOT Patrick (1986), « Langue russe et discours politique soviétique : analyse des nominalisations », *Langages*, Paris, Larousse, 81, 11-41.

SIBLOT Paul (2007), « Nomination et point de vue : la composante déictique des catégorisations lexicales », *L'acte de nommer. Une dynamique entre langue et discours*, in CISLARU Georgeta, GUERIN Olivia, et al. (éds.), *L'acte de nommer. Une dynamique entre langue et discours*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle

SPERBER Dan et WILSON Deirdre (1989), *La Pertinence*, Paris, Minuit, édition originale : *Relevance : Communication and Cognition*, Cambridge, Blackwell, 1986.

SULLET-NYLANDER Françoise (1998), *Le titre de presse. Analyses syntaxique, pragmatique et rhétorique*, thèse de doctorat, Université de Stockholm, Stockholm, Cahiers de la recherche.

SULLET-NYLANDER Françoise (2004), « Le discours narrativisé : quels critères formels ? », in Juan Manuel López Muñoz, Sophie Marnette et Laurence Rosier (éds), *Le discours rapporté dans tous ses états*, Bruxelles, L'Harmattan, 386-396.

SULLET-NYLANDER Françoise (2006), « Des formes du discours rapporté et de la traduction des verbes attributifs du dit du suédois au français, et vice-versa, dans deux romans » in Juan Manuel López Muñoz, Sophie Marnette et Laurence Rosier (éds), *Dans la jungle des discours rapportés*, Publications de la Universidad de Cádiz, 143-153

TESNIÈRE Lucien (1959), *Éléments de syntaxe structurale*, Paris, Klincksieck.

TODOROV Tzvetan (1989), *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*, Paris, Seuil.

TUCHMAN Gaye (1978), *Making News. A study in the Construction of Reality*, New York, The Free Press.

VENIARD Marie (2005), « Les désignations du conflit du Golfe dans la presse : un miroir du conflit sur le terrain ? », in CASSANAS A., DEMANGE A., LAURENT B. et LECLER A., *Dialogisme et nomination*, Montpellier, Presses universitaires de Montpellier 3, 99-111.

VENIARD Marie (2007) *La nomination d'un événement dans la presse quotidienne nationale. Une étude sémantique et discursive : la guerre en Afghanistan et le conflit des intermittents dans Le Monde et Le Figaro*, thèse de doctorat en sciences du langage, Université Sorbonne Nouvelle, Paris III.

VENIARD Marie (à paraître), « Le nom crise et la construction du sens social de l'événement », colloque *Langage, discours, événement*, Florence, Italie, 31 mars, 1<sup>er</sup>-2 avril 2011. Résumé disponible en ligne sur le site du colloque : <http://syled.univ-paris3.fr/colloques/langage-discours-evenements-2011/pages/89.html>, consulté le 03 octobre 2011.

VERON Eliseo (1981), *Construire l'événement : les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris, Editions de Minuit.

VILAR Pierre (2009), *Histoire de l'Espagne*, Paris, PUF, Coll. Que sais-je ?, 1<sup>è</sup> éd. 1947.

VION Robert (2001), « “Effacement énonciatif” et stratégies discursives », in *De la syntaxe à la narratologie énonciative*, DE MATTIA Monique et JOLY André *et al.* (éds), Ophrys, Gap, Paris, 331-354.

VOIROL M. (1995), *Guide de la rédaction*, Paris, Les Editions du CFPJ.

WHITE Hayden (1981), « The narativisation of real events », *Critical Inquiry*, 7, 793-798.

\* \* \* \*

### ➤ **Dictionnaires, bases de données en ligne**

*Diccionario crítico etimológico castellano e hispánico* (1980-1991), Corominas Joan, Madrid, Gredos, 6 vols.

*Diccionario de la lengua española*, (1992), Madrid, Real Academia española, 21<sup>a</sup> ed. 22<sup>ème</sup> version disponible en ligne, <http://www.rae.es>.

*Diccionario de uso del español*. (2007), Moliner María, Madrid, Gredos.

*Diccionario etimológico español e hispánico*, (1954), García de Diego Vicente, Madrid, S.A.E.T.A., 2<sup>a</sup> edición muy aumentada, Madrid, Espasa-Calpe.

*Diccionario panhispánico de dudas* (2005), Real Academia española. Disponible en ligne, <http://buscon.rae.es/dpd/>.

*Dictionnaire de la langue française*, Littré Émile (1863-1872), 4 t. Paris, L. Hachette.

*Dictionnaire historique de la langue française* (1992), Alain Rey (éds.), Paris, Dictionnaires Le Robert.

*Grand dictionnaire bilingue Français-Espagnol* (2007), Paris, Larousse.

*Le grand Robert de la langue française*, (2001) Rey Alain (éds), 2<sup>ème</sup> éd. augmentée, 1<sup>ère</sup> édition : 1996.

*Nouveau Petit Robert* (2004), Rey-Debove Josette et Rey Alain (éds.) Paris, Dictionnaires Le Robert.

CNRTL, Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, <http://www.cnrtl.fr/>.

*Real Academia Española*, base de données CORDE : <http://corpus.rae.es/cordenet.html> ; base de données CREA : <http://corpus.rae.es/creanet.html>.

*Trésor de la langue française informatisé* (TLFI) : <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>.

\* \* \* \*

➤ **Références sur le Venezuela et l'Amérique latine**

AGUIRRE Jesús M., CAÑIZALES Andrés et PELLEGRINO Francisco (1999), *Los medios de comunicación en Venezuela*, Curso de Formación Sociopolítica 26, Caracas, Fundación Centro Gumilla.

APONTE MORENO M. (2008), *Metaphors in Hugo Chávez's Political Discourse: Conceptualizing Nation, Revolution and Opposition*, The City University of New York, Estudios de Lingüística del Español, 27, disponible en ligne, <http://elies.rediris.es/elies27/>, consulté le 08 octobre 2011.

BAEZA Cecilia, MADUEÑO Nicanor (2009), « Coup d'Etat au Honduras : un regard historique sur un phénomène nouveau », publié en ligne sur le site de l'Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, [www.opalc.org](http://www.opalc.org), consulté le 28 juillet 2009 et retiré depuis.

BARTLEY Kim et O'BRIAIN Donnacha (2003), *Hugo Chávez : The revolution will be not televised*, Irish Film Board, Ireland (documentaire).

BLANCO Carlos (2002), *Revolución y desilusión. La Venezuela de Hugo Chávez*, Madrid, Catarata.

BLANCO MUÑOZ Agustín (1998), *Habla el Comandante*, Caracas, UCV.

BRITTO GARCÍA Luis (2003), « Epilogo: Investigación de unos medios por encima de toda sospecha », in Sotillo Bolívar Jesús, Ricaurte Maita Pino (éds.), *Los documentos del golpe*, Caracas, Fundación Defensoría del Pueblo.

CÁRDENAS GARCÍA Julián et GOMES FERREIRA Miguel (2008), « Polarization of mass media and the role of the Head of State: The Venezuelan case and its repercussions in Ecuador and Bolivia », *Visages d'Amérique Latine*, 6, 143-155.

CARRERA DAMAS G. (1989), *El culto a Bolívar*, Caracas, Grijalbo.

CHECA GODOY Antonio (1993), *Historia de la prensa en Iberoamérica*, Sevilla, Alfar.

CHIRIO Maud (2007), « Le pouvoir en un mot : les militaires brésiliens et la « révolution » du 31 mars 1964 », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, colloque *L'idée de Révolution en Amérique latine du 19e au 20e siècle*, Paris, 26-27 Janvier 2007, mis en ligne le 26 janvier 2007, <http://nuevomundo.revues.org/10913>, consulté le 05 mars 2011.

COMPAGNON Olivier, REBOTIER Julien et REVET Sandrine *et al.* (éds.) (2009), *Le Venezuela au-delà du mythe : Chávez, la démocratie, le changement social*, Ivry-sur-Seine, Editions de l'atelier : Editions ouvrières.

CORONIL Fernando (2005), « Estado y nación durante el golpe contra Hugo Chávez », *Anuario de Estudios Americanos*, 62, 1, 87-112.

COUDERC Martine (1987), « Les coups d'Etat en Amérique latine », *Etudes polémologiques*, n°41, « Les coups d'Etat », Institut français de polémologie, 229-246.

DEFENSORÍA DEL PUEBLO (2002), *Sucesos de abril: informe preliminar*, Caracas, Mayo 2002.

DÍAZ RANGEL Eleazar (2002), « La recuperación del poder », in FRANCÉS Antonio et MACHADO ALLISON Carlos *et al.* (éds), *Venezuela: La crisis de abril*, Caracas, IESA.

DÍAZ RANGEL Eleazar (2007), *La prensa venezolana en el siglo XX*, Caracas, Ediciones B, 1<sup>ère</sup> éd. 1994.

DRAGNIC Olga (1999), « 25 años de periodismo venezolano: Del entusiasmo a la expectativa », *Anuario ININCO*, 1, 10, Caracas, Instituto de Investigaciones de la Comunicación, Facultad de Humanidades y Educación, UCV, 47-69.

DRAGNIC Olga (2002), « Los periodistas ¿Víctimas o victimarios? », *Comunicación*, 119, 72-81.

FERNANDES Sujatha (2006), « L'essor du mouvement des radios communautaires au Venezuela », Risal.info, mis en ligne le 23 février 2006 : <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1614> [source : <http://www.venezuelanalysis.com/>, 26 décembre 2005, Traduction : Sophie Recordon], consulté le 20 août 2011.

FREGOSI Renée (2004), « Présentation » et « Postface », in FREGOSI Renée (éd.), *Armées et pouvoirs en Amérique Latine*, Paris, CREDAL-IHEAL Editions, 7-16 et 213-218.

GARCÍA MÁRQUEZ Gabriel, (2003), « L'énigme des deux Chávez », *Manière de Voir*, 69, numéro spécial, *Le Monde Diplomatique*.

GARCÍA SAMANIEGO Francisco Roberto (2004), « Medios y política en Venezuela bajo la Revolución Bolivariana », *Revista Venezolana de Ciencia Política*, 26, juil-déc 2004, 75-99.

GOLINGER Eva (2005), *Descifrando la intervención de los Estados Unidos en Venezuela*, Fondo Editorial *Question*, Caracas. Edition en anglais : (2006), *The Chávez Code: Cracking US Intervention in Venezuela*, Olive Branch Press.

GÓMEZ Alejandro (2006), « L'épée du Libertador dans l'idéologie des révolutionnaires boliviens », *Problèmes d'Amérique Latine*, 60, 95-114.

GONZALEZ ALEMAN Marianne (2007), « Le 6 septembre 1930 en Argentine : un Coup d'Etat investi de révolutions », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, colloque *L'idée de Révolution en Amérique latine du 19e au 20e siècle*, Paris, 26-27 Janvier 2007, mis en ligne le 26 janvier 2007, <http://nuevomundo.revues.org/10913>, consulté le 05 mars 2011.

GOURDON Hubert (2004), « Armées et coups d'Etat en Amérique latine », in FREGOSI Renée (éd.), *Armées et pouvoirs en Amérique Latine*, Paris, CREDAL-IHEAL Editions, 41-60.

HÉBRARD Véronique (2006), « Le Venezuela et le mythe de l'homme en armes (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », *Visages d'Amérique Latine*, 3, 62-70.

HÉBRARD Véronique (2007), « Conclusions générales », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, colloque *L'idée de Révolution en Amérique latine du 19<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, 26-27 Janvier 2007, mis en ligne le 26 janvier 2007, <http://nuevomundo.revues.org/10913>, consulté le 07 octobre 2011.

HERRERA Earle (2003) « Prólogo », in Sotillo Bolívar Jesús, Ricaurte Maita Pino (éds.), *Los documentos del golpe*, Caracas, Fundación Defensoría del Pueblo.

ININCO (2002), *Crisis política y medios de comunicación*, ciclo de foros del ININCO, Caracas, Fondo Editorial de Humanidades y Educación, Instituto de Investigaciones de la Comunicación, UCV.

IRWIN G. Domingo et LANGUE Frédérique (2003), « Révolution Bolivarienne et “paix violente”. Les relations civils-militaires au Venezuela », *Problème d'Amérique Latine*, 49, 7-38.

IZARRA Andrés (2002), « El golpe desde la cabina 12 de RCTV », in DÍAZ RANGEL Eleazar *et al.*(éds), *Chávez y los medios de comunicación social*, Caracas, Alfadil Ediciones, 81-94.

JOFFRES Adeline (2008), « Poids et rôle des médias au Venezuela: un rapport controversé à la démocratie? », *Visages d'Amérique Latine*, 6, 102-115.

LANDER Luis Edgardo et LÓPEZ MAYA Margarita (2002), « Venezuela, golpe y petróleo », *Osal (Observatorio Social de América Latina)*, 7, 15-18, disponible en ligne, <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/osal/osal7/landermaya.pdf>, consulté le 08 octobre 2011.

LANGUE Frédérique (1999), *Histoire du Venezuela: De la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan.

LANGUE Frédérique (2002 a), *Hugo Chávez et le Venezuela. Une action politique au pays de Bolívar*, L'Harmattan, prologue d'Elizabeth Burgos.

LANGUE Frédérique (2002 b), « Venezuela : la révolution chaviste et la rébellion permanente -2 », *L'ordinaire latino-américain*, 187, 3-55.

LANGUE Frédérique (2003), « Cuando la calle arde y el aula reflexiona. La historia inmediata de Venezuela, métodos y cuestionamientos », in IRWIN G. Domingo, LANGUE F. *et al* (éds.), *Militares y sociedad en Venezuela*, UCAB, Caracas, 225-251.

LANGUE Frédérique (2005), « El acontecer histórico en la historia reciente de Venezuela : algunas reflexiones en torno a una fábrica de emociones para el tiempo presente », in IRWIN G. Domingo et LANGUE F. *et al.* (éds.), *Militares y poder en Venezuela. Ensayos históricos vinculados con las relaciones civiles y militares venezolanas*, Caracas, UCAB, 15-28.

LANGUE Frédérique (2008), « Les cendres des héros », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, mis en ligne le 25 Mars 2008, <http://nuevomundo.revues.org/index29012.html>, consulté le 08 octobre 2011.

LAVALLÉ Bernard (1993), *L'Amérique espagnole de Colomb à Bolivar*, Paris, Belin.

LEMOINE Maurice (2002), « Dans les laboratoires du mensonge au Venezuela », *Le Monde Diplomatique*, 16-17.

LEMOINE Maurice (2003), « Coup d'Etat avorté à Caracas », *Manière de voir, L'Amérique latine en effervescence*, 69, Le Monde Diplomatique, 73-78.

LEMOINE Maurice (2009), « Retour des "gorilles" au Honduras », *Le Monde diplomatique*, mis en ligne le 01/07/2009, <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-07-01-Honduras>, consulté le 19 août 2011.

LÓPEZ MAYA Margarita (2002), « Venezuela: recuento de una semana fatídica para la democracia », *Osal (Observatorio Social de América Latina)*, 7, 23-28, publié en ligne, <http://168.96.200.17/ar/libros/osal/osal7/documentos.pdf G3>, (consulté en 2009, n'est plus consultable à cette URL)

LÓPEZ MAYA Margarita (2005), *Del viernes negro al referendo revocatorio*, Caracas, Edition Alfadil, Collection Hogueras.

MARTÍN BARBERO Jesús (2002), « Medios y culturas en el espacio latinoamericano », *Iberoamericana*, año II, 6, 89-106.

MARTÍN DIEZ Ma. Antonia (2001), « Latinoamérica en la comunicación mundial », *Comunicación*, 114, 18-25.

MEDINA Medófilo (2005), *El elegido Presidente Chávez : Un nuevo sistema político*, Bogotá, Ediciones Aurora, 1<sup>a</sup> éd. 2001.

MEYSSAN Thierry (2002), « Opération manquée au Venezuela », Réseau Voltaire, mis en ligne le 18 mai 2002, <http://www.voltairenet.org/Operation-manquee-au-Venezuela>, consulté le 17 août 2011.

PALACIOS Ángel (2004), *Puente Llaguno : Claves de una masacre* (documentaire).

PARAMIO Lüdolfo (2001), « Tiempos del golpismo latinoamericano », *Historia y política: Ideas, procesos y movimientos sociales*, 5, <http://revistas.cepc.es/revistas.aspx?IDR=9&IDN=634&IDA=26619>, consulté le 07 octobre 2011.

PELLEGRINO Francisco A. (2004), « Breve historia económica de los medios venezolanos: De la aceptación social a la concentración de capital », *Comunicación*, 127, 4-9.

PETKOFF Teodoro (2000), *La Venezuela de Chávez. Una segunda opinión. Un libro hablado con Ibsen Martínez y Elías Pino Iturrieta*, Caracas, Grijalbo.

PETKOFF Teodoro (2002) « Chávez y los medios », in FRANCÉS Antonio et MACHADO ALLISON Carlos (éd.), *Venezuela: La crisis de abril*, Caracas, IESA.

PLANAS Adriana et RUI Gabriela (2003), *Aproximación al tratamiento informativo de la prensa escrita a raíz de la crisis política y social del 11 de abril de 2002: Análisis morfológico y de contenido de los diarios El Universal, El Nacional y Últimas Noticias*, Caracas, UCV, Escuela de comunicación social (mémoire).

PORRAS PONCELEÓN Temir (octobre-décembre 2000), « Venezuela : les ambiguïtés de la “révolution bolivarienne” », *Problèmes d'Amérique latine*, 39, 3-23.

PORRAS PONCELEÓN Temir (mars 2003), « Les enjeux de la crise vénézuélienne », *Recherches internationales*, 69, disponible en ligne, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article779>, consulté le 08 octobre 2011.

PRIESS Frank (2002), « Entre la influencia política y los intereses comerciales. Los medios de comunicación en América Latina como actores sociales », *Iberoamericana*, año II, 6, 107-125.

QUINTERO Manuel (2003), *El derecho a la información veraz: El papel de los medios de comunicación en la crisis venezolana de abril del 2002*, Caracas, Material informativo del periódico Nuevo Siglo, Consejo latinoamericano de Iglesias.

RACINOUX Armelle et ZAPATA Emiliano (2008), « Luttés urbaines et démocratie à Caracas », *Cahiers des Amériques Latines*, 53, 147-169.

RAMÍREZ ROA Rosaly (2004), *Evolution et crise du système politique vénézuélien : entre rigidité institutionnelle et néo-populisme*, Thèse de doctorat en science politique, Université de la Sorbonne Nouvelle, Paris III, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine.

REBOTIER JULIEN (2008), *Les territorialités du risque urbain à Caracas. Les implications d'un construit socio-spatial dans une métropole d'Amérique latine*, Thèse de doctorat en géographie, IHEAL Paris 3, disponible en ligne : [http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/35/58/50/PDF/These\\_Rebotier\\_Soutenue.pdf](http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/35/58/50/PDF/These_Rebotier_Soutenue.pdf), consulté le 08 octobre 2011.

REY Juan Carlos, « Consideraciones políticas sobre un insólito golpe de Estado », Analítica.com, mis en ligne en juillet 2002, [http://www.analitica.com/bitbllo/juan\\_carlos\\_rey/insolito\\_golpe.asp](http://www.analitica.com/bitbllo/juan_carlos_rey/insolito_golpe.asp), consulté le 11 Août 2010.

RODRÍGUEZ NUÑEZ Dulce María (2004), *El género editorial en la prensa venezolana: estudio comparativo entre el periódico El Universal y Tal Cual*, Caracas, UCV, Escuela de comunicación social (mémoire).

ROMERO JIMÉNEZ Juan Eduardo (2005), « La democracia en la Venezuela de Hugo Chávez. Una aproximación al conflicto socio-político 1998-2004 », in LANGUE Frédérique, IRWIN G. Domingo *et al.* (éds.), *Militares y poder en Venezuela. Ensayos*

*históricos vinculados con las relaciones civiles y militares venezolanas*, Caracas, UCAB, 2005, 205-269.

SANZ Rodolfo (2004), *Diccionario para uso de chavistas, chavólogos y antichavistas*, Los Teques, Editorial Nuevo Pensamiento Crítico.

SUMMA Giancarlo (2008), *Le rôle politique de la presse au Brésil. De l'élection à la réélection de Lula*, Paris, IHEAL éditions, coll. Chrysalides.

TIMOTEO ÁLVAREZ Jesús et MARTÍNEZ RIAZA Ascensión (1992), *Historia de la prensa hispanoamericana*, Madrid, MAPFRE, Coll. Realidades Americanas.

TORRICO Igor (2004), *La difícil fórmula del éxito de los diarios caraqueños en medio de la crisis económica y política: Prensa de Caracas con alcance nacional desde 1989 hasta 2002*, Caracas, UCV, Departamento de Información y Comunicación (mémoire).

TUPPER Patricio (2003), *Allende, la cible des médias chiliens et de la CIA (1970-1973)*, Paris, Éd. de l'Amandier.

VAISSET Natacha (2011), *Les politiques d'éducation au Venezuela depuis 1998 : de l'école à la cité, portrait in itinere d'une société en métamorphose*, thèse de doctorat en espagnol, Université Rennes 2.

VAYSSIERE Pierre (2001), *Les révolutions d'Amérique latine*, Paris, Seuil (1<sup>ère</sup> éd : 1991).

VILLAMEDIANA Carla (2002), « La prensa y el golpe. Conspiración militar o mediática? », *Comunicación*, 119, 59-63.

VILLEGAS POLJAK Ernesto (1999), « Información veraz y derecho a réplica en la nueva Constitución », *Comunicación, Claves de futuro*, 108, 64-65.

VILLEGAS POLJAK Vladimir (2002), « Medios Vs. Chávez : la lucha continúa », in DÍAZ RANGEL Eleazar, *et al.* (éds.), *Chávez y los medios de comunicación social*, Caracas, Alfadil Ediciones, 47-59.

VILLEGAS POLJAK Ernesto (2009), « El misterio de los francotiradores », mis en ligne le 05 mars 2009, <http://www.aporrea.org/ddhh/a73757.html>, consulté le 17 août 2011.



# TABLE DES MATIERES

<b>Remerciements .....</b>	<b>2</b>
<b>Sommaire .....</b>	<b>3</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>6</b>
<b>PARTIE 1 CADRAGE CONTEXTUEL ET THEORIQUE .....</b>	<b>15</b>
<b>CHAPITRE 1- CONTEXTE POLITIQUE ET MEDIATIQUE.....</b>	<b>15</b>
<b>1-1. Contexte historique et politique.....</b>	<b>15</b>
1-1.1. Les antécédents du chavisme ou quarante ans de « Puntofijismo » .....	16
1-1.1.1. <i>Punto Fijo : une apparente stabilité démocratique</i> .....	16
1-1.1.2. <i>La gestation du mouvement bolivarien</i> .....	17
1-1.1.3. <i>La tentative de coup d'Etat du 4-F 1992 et l'ascension du « Commandant » vers le pouvoir</i> .....	20
1-1.2. Les débuts de la présidence de Hugo Chávez : entre adhésion populaire et contestation	22
1-1.2.1. <i>Une société divisée</i> .....	22
1-1.2.2. <i>« L'avant-11 avril » : Les antécédents politico-économiques de la crise</i> .....	24
1-1.2.3. <i>L'attitude des médias</i> .....	26
1-1.3. Les événements d'avril 2002 .....	28
1-1.3.1. <i>Récit des faits</i> .....	28
1-1.3.1.1. 11 avril : manifestations à l'issue fatale et chute de Hugo Chávez.....	29
1-1.3.1.2. 12 avril : mise en place d'un gouvernement <i>de facto</i> .....	33
1-1.3.1.3. 13 avril : revirement de situation et retour au pouvoir de Hugo Chávez .....	34
1-1.3.1.4. Le silence médiatique des 12 au 14 avril.....	35
1-1.3.2. <i>Les zones d'ombre : quelques interprétations des événements d'avril 2002</i> .....	38
1-1.3.3. <i>Coup d'Etat ou vacance du pouvoir ?</i> .....	39
1-1.3.4. <i>Les coups d'Etat sont-ils illicites ?</i> .....	43
1-1.3.5. <i>Réactions aux événements, suites juridiques et qualification des faits</i> .....	46
1-1.3.6. <i>L'importance des médias dans ces événements</i> .....	48
<b>1-2. Contexte médiatique .....</b>	<b>50</b>
1-2.1. Les médias en Amérique Latine.....	50
1-2.1.1. <i>Bref historique</i> .....	50
1-2.1.2. <i>Une presse influencée par l'Europe et les Etats-Unis</i> .....	52
1-2.1.3. <i>L'Amérique latine et la globalisation culturelle</i> .....	54
1-2.2. Les médias au Venezuela .....	55

1-2.2.1. <i>Historique</i> .....	55
1-2.2.1.1. Le XIX <sup>ème</sup> siècle : naissance de la presse vénézuélienne .....	55
1-2.2.1.2. La presse sous les régimes militaires (1899-1958) .....	55
1-2.2.1.3. <i>Punto Fijo</i> ou la « coexistence pacifique » entre médias et pouvoir politique .....	56
1-2.2.1.4. Le tournant de 1989-1992 .....	58
1-2.2.2. <i>Hugo Chávez et les médias</i> .....	58
1-2.2.2.1. Hugo Chávez, cible des médias .....	59
1-2.2.2.2. Hugo Chávez et l'utilisation des médias .....	61
1-2.2.3. <i>Panorama médiatique en avril 2002</i> .....	63
1-2.2.4. <i>Les événements d'avril 2002 : un tournant dans le paysage médiatique vénézuélien</i>	
64	

## CHAPITRE 2- TRAVAILLER SUR UN EVENEMENT EN ANALYSE DU DISCOURS ..... 67

<b>2-1. Une perspective d'analyse du discours</b> .....	<b>67</b>
<b>2-2. L'événement comme objet de recherche</b> .....	<b>68</b>
2-2.1. La notion d'événement : considérations théoriques .....	68
2-2.1.1. <i>L'événement en histoire et en sciences sociales: l'événement « à interpréter »</i> ....	69
2-2.1.2. <i>L'événement : une construction de sens</i> .....	73
2-2.1.2.1. Des faits à l'événement .....	73
2-2.1.2.2. Dimension collective et médiatisation.....	75
2-2.2. Les événements d'avril 2002 au Venezuela : quelles caractéristiques pour quelle approche discursive ?.....	77
2-2.2.1. <i>Etude d'un événement au moment de son surgissement</i> .....	78
2-2.2.2. <i>L'événement est un et multiple : l'importance de la nomination</i> .....	80
2-2.2.3. <i>Evénement, moment discursif et mémoire</i> .....	83
2-2.2.4. <i>Evénement et performativité</i> .....	85
2-2.3. Bilan : approche de l'événement dans la recherche .....	87
<b>2-3. Présentation du corpus</b> .....	<b>88</b>
2-3.1. Constitution du corpus .....	88
2-3.2. Présentation des journaux .....	93
2-3.2.1. <i>El Universal</i> .....	93
2-3.2.2. <i>El Nacional</i> .....	95
2-3.2.3. <i>Últimas Noticias</i> .....	96

## **PARTIE 2 MOMENT DISCURSIF, DISPOSITIF JOURNALISTIQUE ET MISE EN ESPACE DE L'INFORMATION ..... 99**

### CHAPITRE 3- MOMENT DISCURSIF ET DISPOSITIF JOURNALISTIQUE ..... 99

<b>3-1.</b>	<b>Modifications dans le dispositif routinier des journaux .....</b>	<b>100</b>
3-1.1.	Perturbations dans la périodicité des journaux .....	100
3-1.2.	L'agencement des rubriques .....	101
3-1.3.	Les éditoriaux.....	102
<b>3-2.</b>	<b>L'événement au niveau sémiotique : de nouvelles catégories péritextuelles .....</b>	<b>104</b>
3-2.1.	L'apparition de « titres courants ».....	105
3-2.2.	Les éléments infographiques.....	111
<b>3-3.</b>	<b>Surface occupée par le moment discursif.....</b>	<b>113</b>
3-3.1.	La propagation du moment discursif dans les journaux .....	113
3-3.2.	Une hétérogénéité multiforme.....	117
<b>3-4.</b>	<b>Bilan : événement et dispositif .....</b>	<b>118</b>
	 CHAPITRE 4- LES TITRES .....	 119
<b>4-1.</b>	<b>Choix d'une étude des titres.....</b>	<b>119</b>
4-1.1.	La notion de méta-énonciateur.....	119
4-1.2.	La prise en charge des titres .....	121
4-1.3.	Les titres : un statut autonome .....	123
<b>4-2.</b>	<b>Les Unes.....</b>	<b>125</b>
4-2.1.	Analyse des manchettes .....	126
4-2.1.1.	12 avril.....	127
4-2.1.2.	13 avril.....	129
4-2.1.3.	15 avril.....	132
4-2.2.	Le bloc titre/photographie .....	133
4-2.2.1.	12 avril.....	134
4-2.2.2.	13 avril.....	135
4-2.2.3.	15 avril.....	135
4-2.3.	Les Unes : récapitulatif .....	137
<b>4-3.</b>	<b>Les titres courants.....</b>	<b>138</b>
4-3.1.	Analyse des titres courants.....	139
4-3.1.1.	12 avril.....	139
4-3.1.2.	13 avril.....	145
4-3.1.3.	14 avril.....	149
4-3.1.4.	15 avril.....	150
4-3.1.5.	Titres courants : Récapitulatif.....	152

1-1-1.1.	Position des journaux face aux événements .....	152
1-1-1.2.	Des titres indéterminés .....	154
4-3.2.	Titres courants et effet d'évidence .....	155
4-3.2.1.	<i>Les titres courants avec nominalisation(s)</i> .....	155
4-3.2.2.	<i>Titres de « style nominal »</i> .....	158
4-3.2.3.	<i>Thème et rhème</i> .....	159
<b>4-4.</b>	<b>Les titres d'article : analyse syntaxique des <i>titres dominants</i></b> .....	<b>160</b>
4-4.1.	Présentation du sous-corpus de <i>titres dominants</i> .....	160
4-4.2.	Forme des propositions .....	164
4-4.3.	Résultats du classement des structures syntaxiques .....	166
4-4.4.	Analyse syntaxique: les <i>phrases complètes</i> .....	169
4-4.4.1.	<i>Temps des verbes</i> .....	170
4-4.4.2.	<i>Répartition syntaxique « Camp chaviste » versus « opposition »</i> .....	178
4-4.4.3.	<i>Des sujets à l'identité imprécise</i> .....	180
4-4.4.3.1.	Les SN avec nom propre (Np) .....	181
4-4.4.3.2.	Les SN avec nom commun (Nc) .....	184
4-4.4.4.	<i>L'effacement des agents</i> .....	188
4-4.4.4.1.	La troisième personne du pluriel indéfinie .....	188
4-4.4.4.2.	Les tournures pronominales de sens passif .....	193
4-4.4.4.3.	Les titres à la voix passive .....	194
4-4.4.5.	<i>Bilan : indétermination des agents et « neutralité » journalistique</i> .....	196

## **PARTIE 3 LA NOMINATION DE L'ÉVÉNEMENT ..... 200**

### CHAPITRE 5- LA NOMINATION DE L'ÉVÉNEMENT DANS LES UNES ET LES TITRES

202

<b>5-1.</b>	<b>Présentation générale des résultats</b> .....	<b>203</b>
5-1.1.	Les désignations attribuées à des énonciateurs extérieurs aux journaux .....	206
5-1.1.1.	<i>Les désignations attribuées à des observateurs</i> .....	206
5-1.1.2.	<i>Les désignations attribuées à des énonciateurs chavistes</i> .....	211
5-1.1.3.	<i>Les désignations attribuées à des énonciateurs d'opposition</i> .....	213
5-1.1.4.	<i>Remarques sur les désignations attribuées à des énonciateurs extérieurs</i> .....	215
5-1.1.4.1.	Un affrontement discursif autour du syntagme <i>golpe de Estado</i> .....	215
5-1.1.4.2.	Formes de DR et ambiguïté de prise en charge des désignations .....	217
5-1.2.	Les désignations signalées comme controversées .....	231
5-1.3.	Les désignations assumées par les journaux .....	234
5-1.4.	Les désignations dans des titres prêtant à une interprétation polyphonique .....	238
5-1.5.	Bilan : nommer l'événement dans les Unes et les titres .....	241

CHAPITRE 6- LES DESIGNATIONS DE L'EVENEMENT : SIGNIFIES ET EMPLOIS DANS LES ARTICLES.....	246
<b>6-1. Les désignations indéterminées .....</b>	<b>251</b>
6-1.1. Les mots <i>acontecimiento, hecho, et suceso</i> .....	251
6-1.2. Les tournures en <i>lo</i> .....	256
6-1.3. Les désignations indéterminées dans le corpus .....	263
<b>6-2. Une catégorisation très large : les désignations exprimant une modification dans l'ordre des choses.....</b>	<b>266</b>
6-2.1. Le mot <i>crisis</i> .....	267
6-2.2. Le mot <i>crisis</i> dans le corpus.....	271
6-2.3. Le mot <i>cambio</i> .....	277
6-2.4. Le mot <i>cambio</i> dans le corpus.....	282
<b>6-3. Les désignations « neutres » supposant la chute de Hugo Chávez .....</b>	<b>284</b>
6-3.1. Le mot <i>caída</i> .....	285
6-3.2. Le mot <i>caída</i> dans le corpus.....	288
6-3.3. Le mot <i>salida</i> .....	293
6-3.4. Le mot <i>salida</i> dans le corpus.....	296
<b>6-4. Les désignations d'ordre juridique .....</b>	<b>300</b>
<b>6-5. Les désignations d'ordre juridique dans le corpus .....</b>	<b>303</b>
<b>6-6. Les désignations « orientées » supposant la chute de Hugo Chávez.....</b>	<b>306</b>
6-6.1. Le mot <i>renuncia</i> .....	306
6-6.2. Le mot <i>renuncia</i> dans le corpus .....	311
6-6.3. Le syntagme espagnol <i>golpe de Estado</i> , calque du syntagme français <i>coup d'Etat</i> .....	317
6-6.3.1. Retour sur l'histoire et le signifié du syntagme français <i>coup d'Etat</i> .....	318
6-6.3.2. Le syntagme espagnol <i>golpe de Estado</i> .....	323
6-6.3.2.1. <i>Golpe de Estado</i> en espagnol d'Espagne.....	325
6-6.3.2.2. <i>Golpe de Estado</i> en espagnol d'Amérique latine.....	329
6-6.3.3. Bilan sur le signifié de <i>golpe de Estado</i> .....	338
6-6.4. Le syntagme <i>golpe de Estado</i> dans le corpus.....	340
<b>6-7. Bilan : signifié et emplois des désignations dans les articles.....</b>	<b>354</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>358</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>367</b>
<b>Table des matières .....</b>	<b>384</b>

## Résumé

**Mots-clés :** analyse du discours, Venezuela, événement, discours médiatique, presse écrite, nomination.

En avril 2002, le président du Venezuela, Hugo Chávez Frías est éloigné du pouvoir pendant environ quarante-huit heures et remplacé par un président provisoire, Pedro Carmona Estanga, qui dissout l'ensemble des pouvoirs publics. Malgré sa brièveté, cet épisode a marqué l'histoire du Venezuela et témoigne de façon paroxystique des antagonismes sociaux et politiques que connaît ce pays. La présente recherche a pour but d'analyser la construction discursive de cet événement dans un corpus de trois quotidiens nationaux, en observant comment s'esquisse son sens au moment où il surgit. Dans un premier temps, nous exposons le contexte historico-politique et médiatique dans lequel se sont déroulés ces événements, avant de nous interroger sur la notion d'événement. Il en ressort que l'événement n'est pas une réalité saisissable en tant que telle, mais une réalité signifiée, dans laquelle le langage joue un rôle fondamental. Dans un deuxième temps, nous examinons de quelle manière l'apparition de l'événement se matérialise dans le dispositif des journaux, en accordant une attention particulière aux différents niveaux de titres. La troisième partie de la thèse est consacrée à l'étude la nomination de l'événement, tout d'abord, dans les titres et les Unes, puis à l'intérieur des articles. Les analyses de corpus montrent que le discours des journaux face à cet événement se caractérise par une certaine indétermination, par un usage abondant de l'implicite et par une tendance à l'effacement des journalistes derrière des faits qui semblent s'imposer comme une évidence.

## Abstract

**Keywords:** Discourse analysis, Venezuela, event, media discourse, print media, act of naming.

In April 2002, the President of Venezuela, Hugo Chávez Frías, was removed from power for approximately forty-eight hours and replaced by an acting president, Pedro Carmona Estanga, who disbanded all of the public authorities. In spite of its brevity, this episode marked the history of Venezuela and testifies acutely to the social and political antagonisms experienced by this country. This research aims to analyse the discursive construction of this event within a corpus of three national daily newspapers, by observing how its meaning takes shape during the moment the events took place. Firstly, I present the historical and political context in which these events occurred and media's situation in Venezuela, before exploring the notion of the event in general terms. As a result, I show that the event is not a reality that can be captured as such, but is in fact a signified reality, in which language plays a fundamental role. Secondly, I examine in what ways the event is materialised in the dailies' structure, while according particular attention to the various hierarchical levels of the headlines. The third part of the thesis is dedicated to the study of the event naming act, firstly in the headlines and front pages, then within articles. The corpus analyses show that the discourse of the newspapers in the face of this event are characterised by a certain vagueness, by abundant usage of implicit modes of address and by the journalists' tendency to hide behind facts that seem to impose themselves naturally.